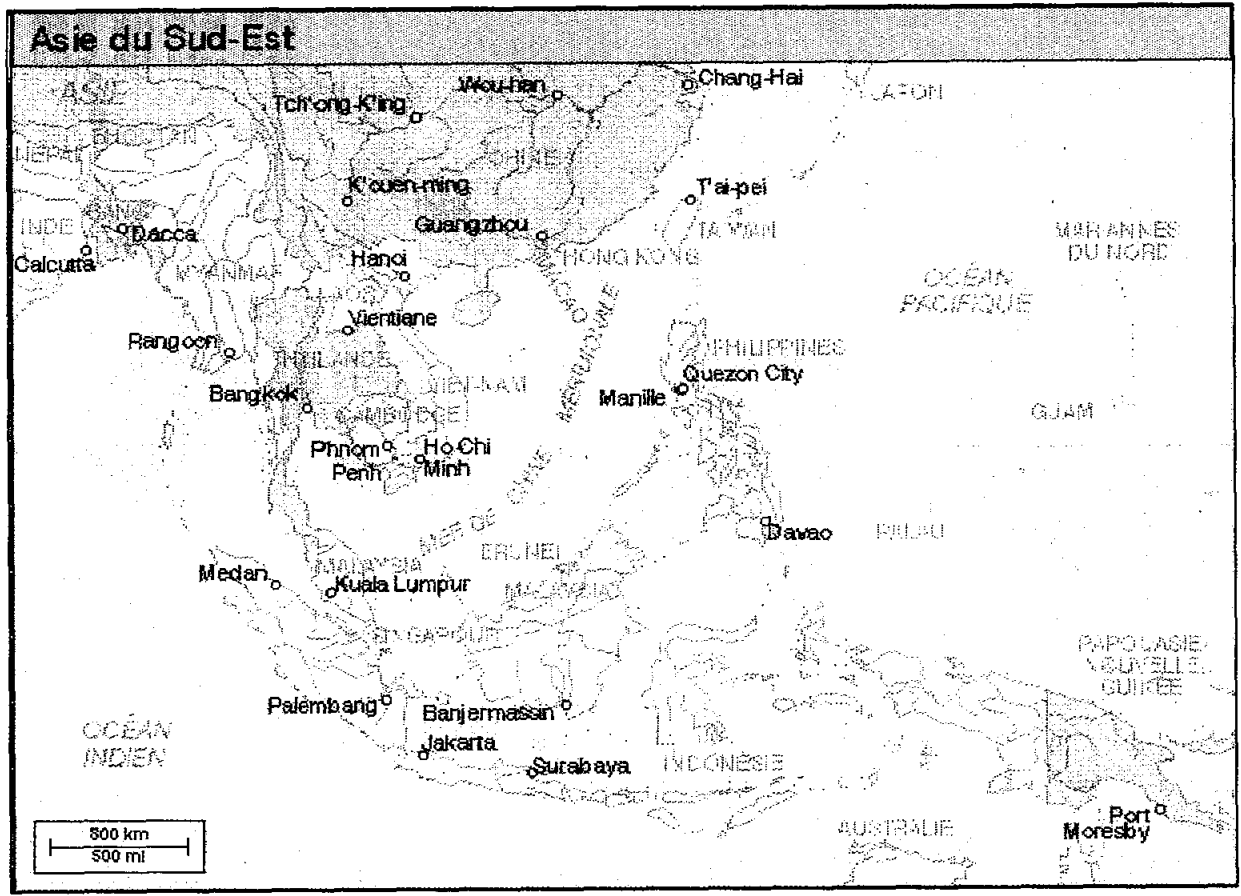
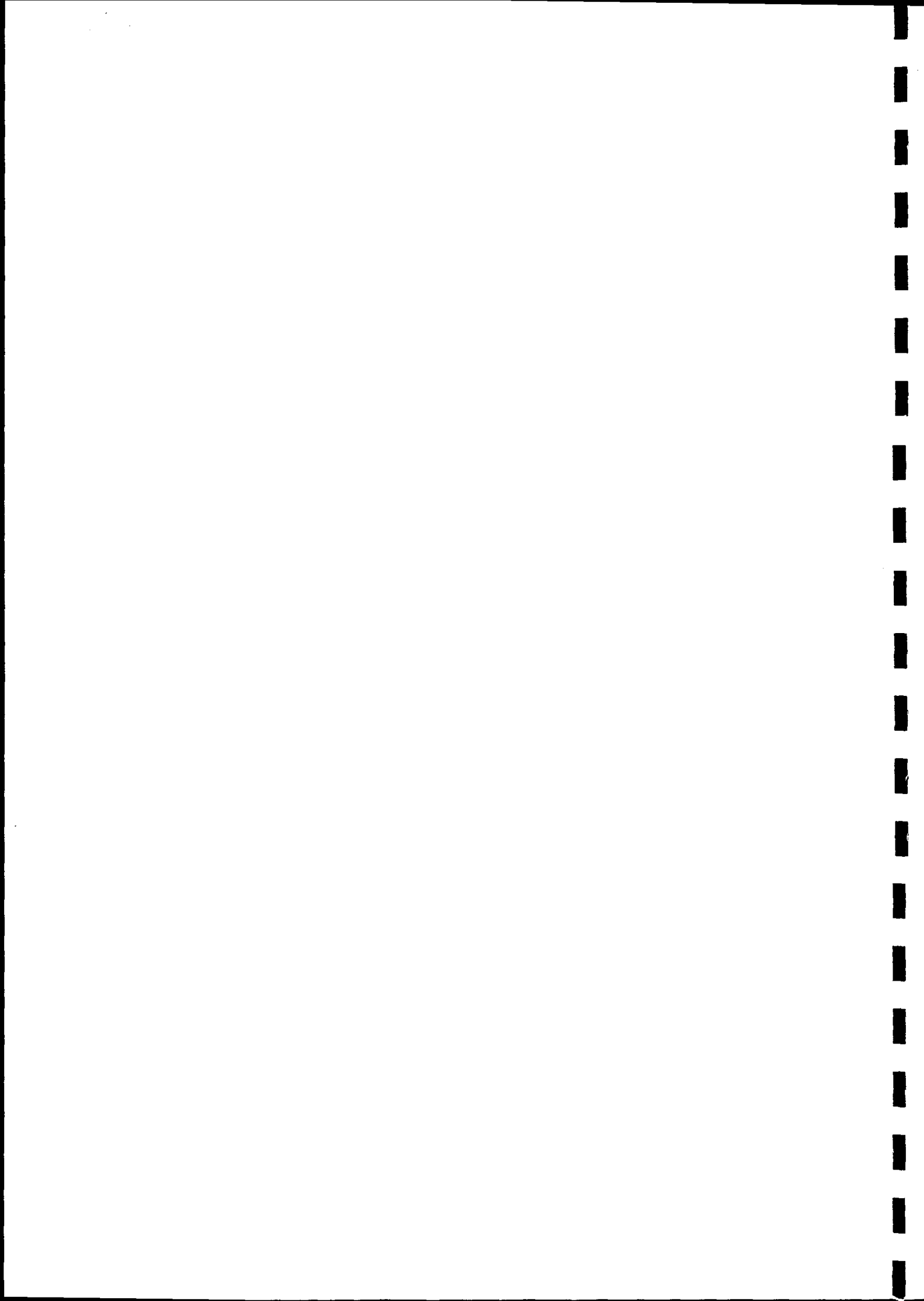
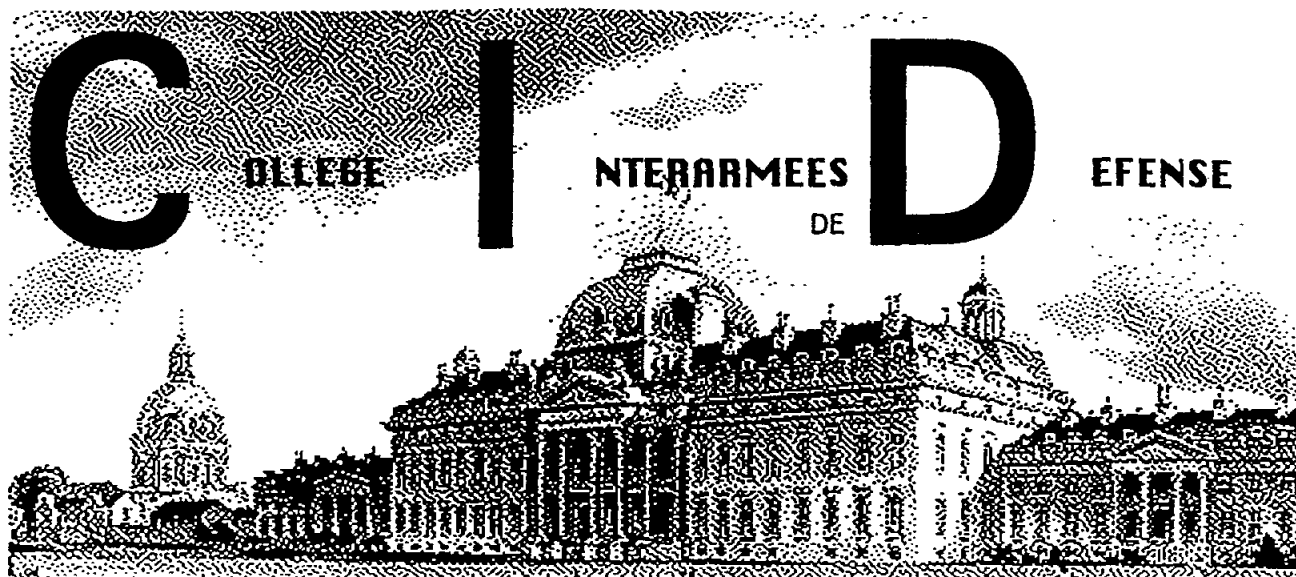


ASIE DU SUD-EST INDONESIE/SINGAPOUR

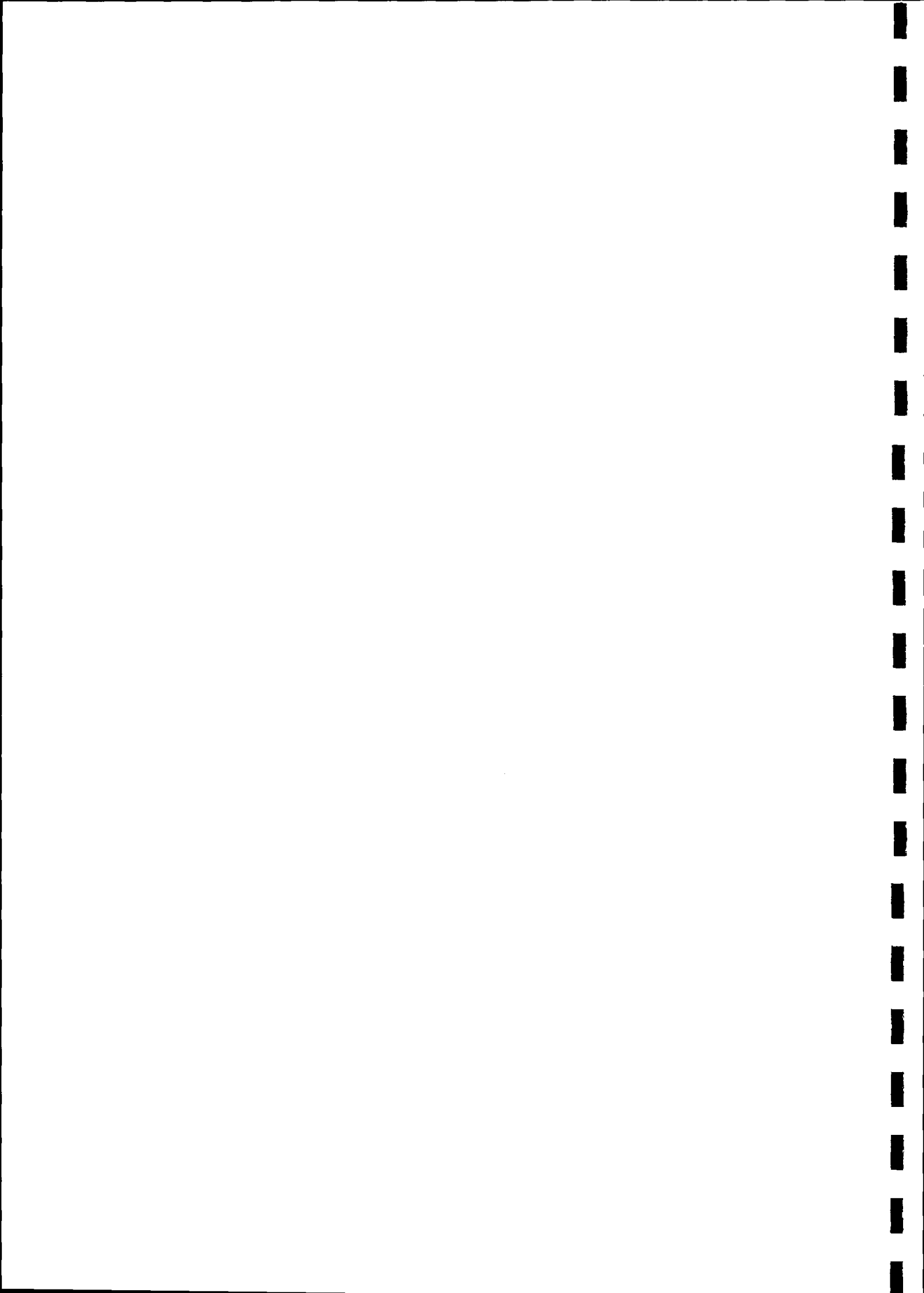






**PREAMBULE
ET
SOMMAIRE**

SESSION 1994 - 1995



EPO « ASIE DU SUD-EST »

CV ALQUIER

CF GARIE
LCL SVIK
LCL BAYALA
CBA ALBACETE
CDT GOVIN

Avertissement au lecteur

Ce document est une compilation des synthèses rédigées par les stagiaires et d'extraits de livres et d'articles de journaux. Il constitue ainsi un complément d'information à la journée de présentation du théâtre Asie du Sud-Est et du voyage d'étude de la division C.

SOMMAIRE

PARTIE 1 : PRESENTATION GENERALE DU THEATRE ASIE DU SUD-EST

Géographie

Histoire et géopolitique

Economie

Problèmes de sécurité, de défense et d'armement

Cultures et religions

PARTIE 2 : INDONESIE

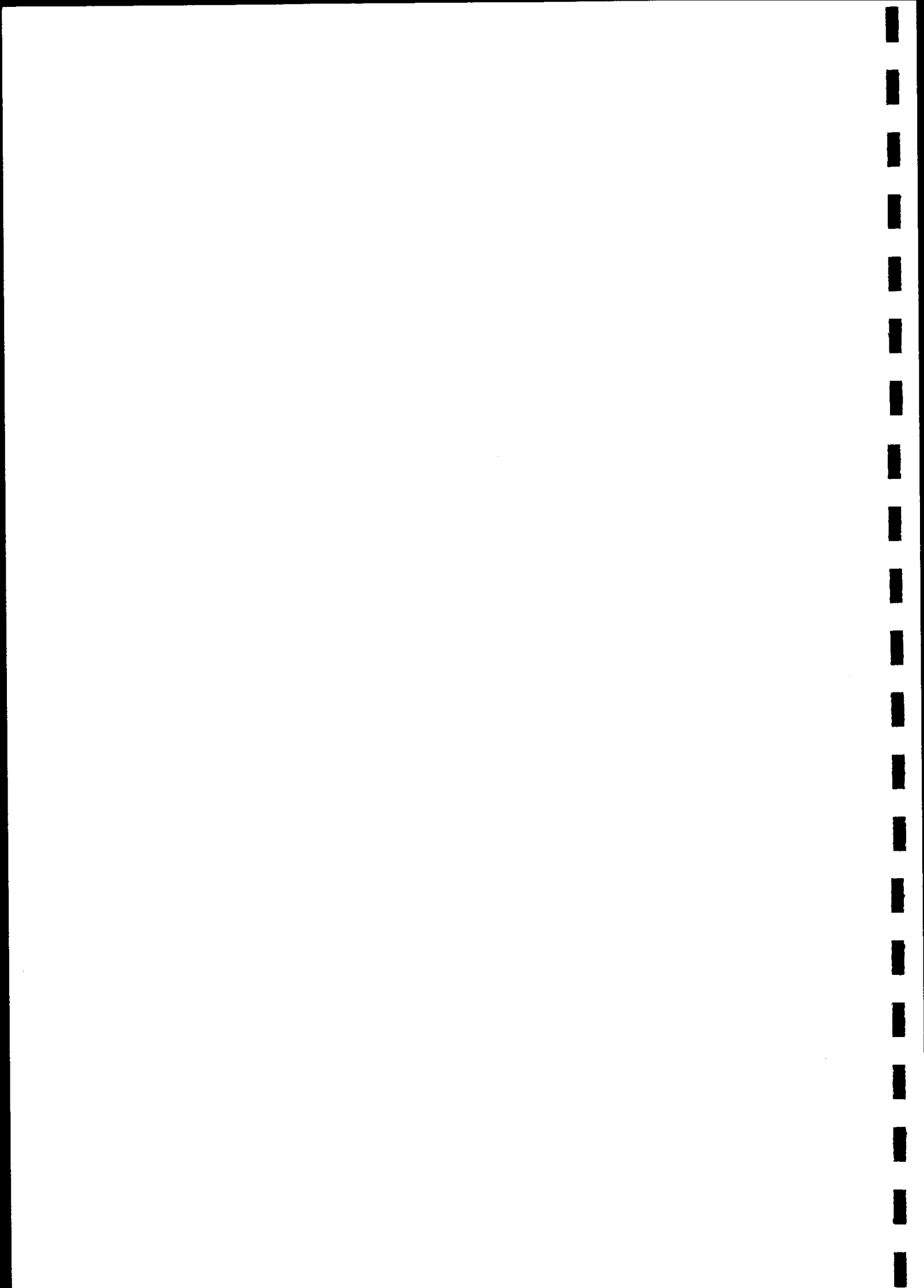
synthèse générale

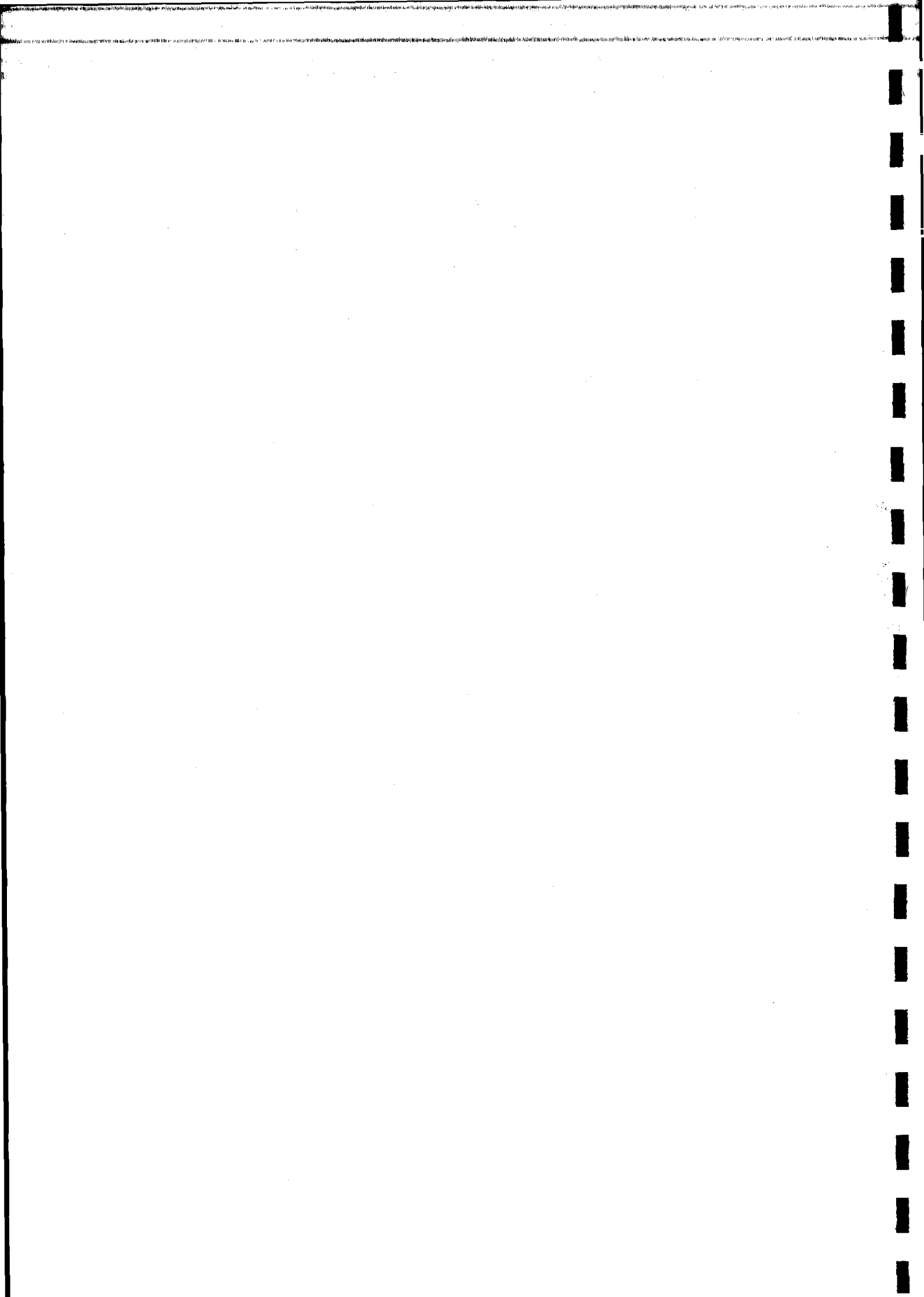
documentation complémentaire

PARTIE 3 : SINGAPOUR

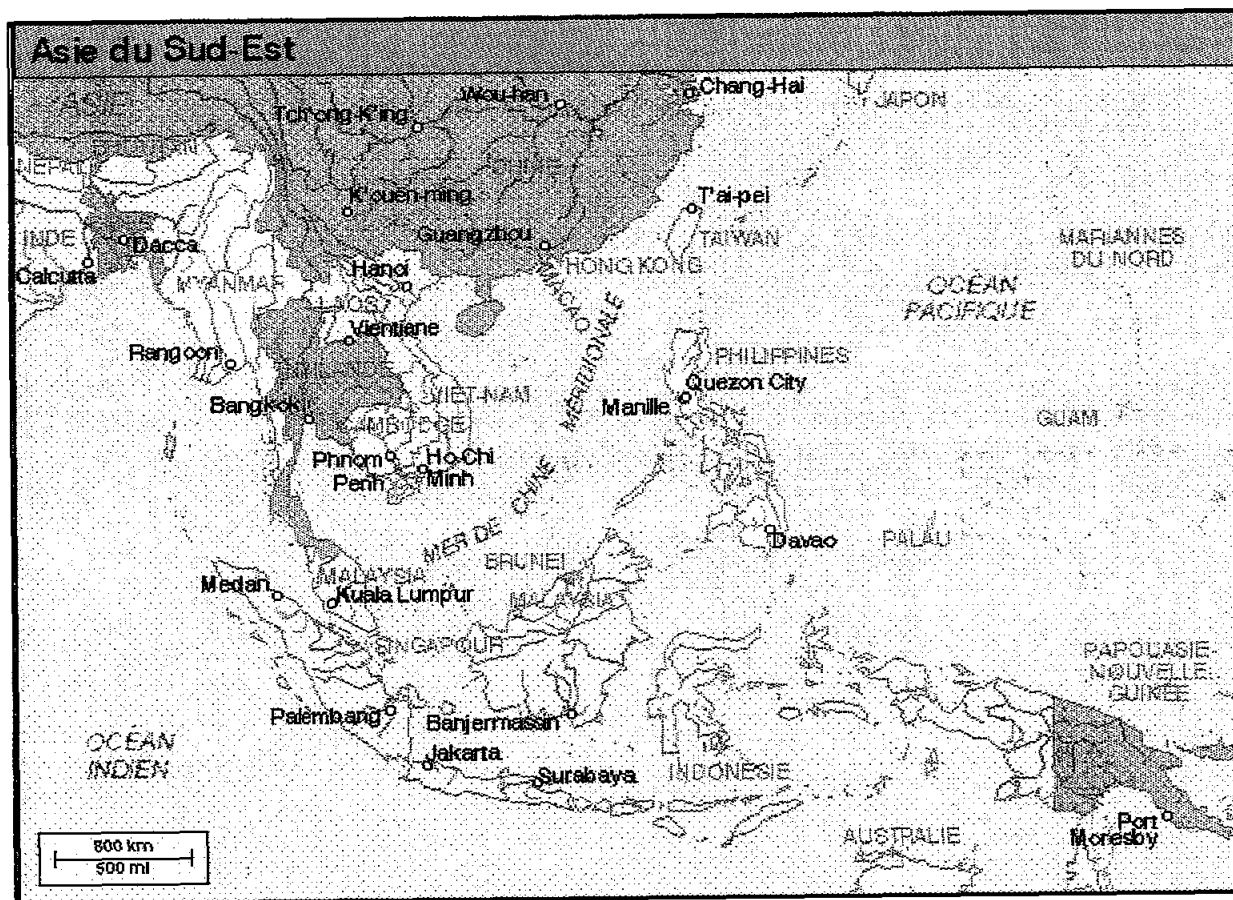
synthèse générale

documentation complémentaire





ASIE DU SUD-EST INDONESIE/SINGAPOUR



**DOSSIER
PRESENTATION GENERALE
DE L' ASIE DU SUD-EST**

SOMMAIRE

1- GEOGRAPHIE

- La région et les structures;
- Le relief (extraits de « l'Asie du SE » de R. De Koninck).

2- HISTOIRE ET GEOPOLITIQUE

- Synthèse de l'histoire de l'Asie du SE;
- Approche globale de la géopolitique de l'Asie du SE;
- Synthèse des problèmes de sécurité en Asie de L'Est;
- Fiche sur la situation stratégique en Asie du nord-est;
- Fiche sur le forum régional de l'ASEAN sur la sécurité en Asie;
- « L'ombre de la Chine sur l'Asie du SE » (article de JP. Gomane);
- « Asie de l'Est: le nouveau paysage stratégique » (article de G. Segal);
- Extraits du RAMSES 95: « la montée de l'Asie »;
- « les enjeux et les défis contemporains » (extraits de « l'Asie du SE » de R. De Koninck);
- articles de journaux.

3- ECONOMIE

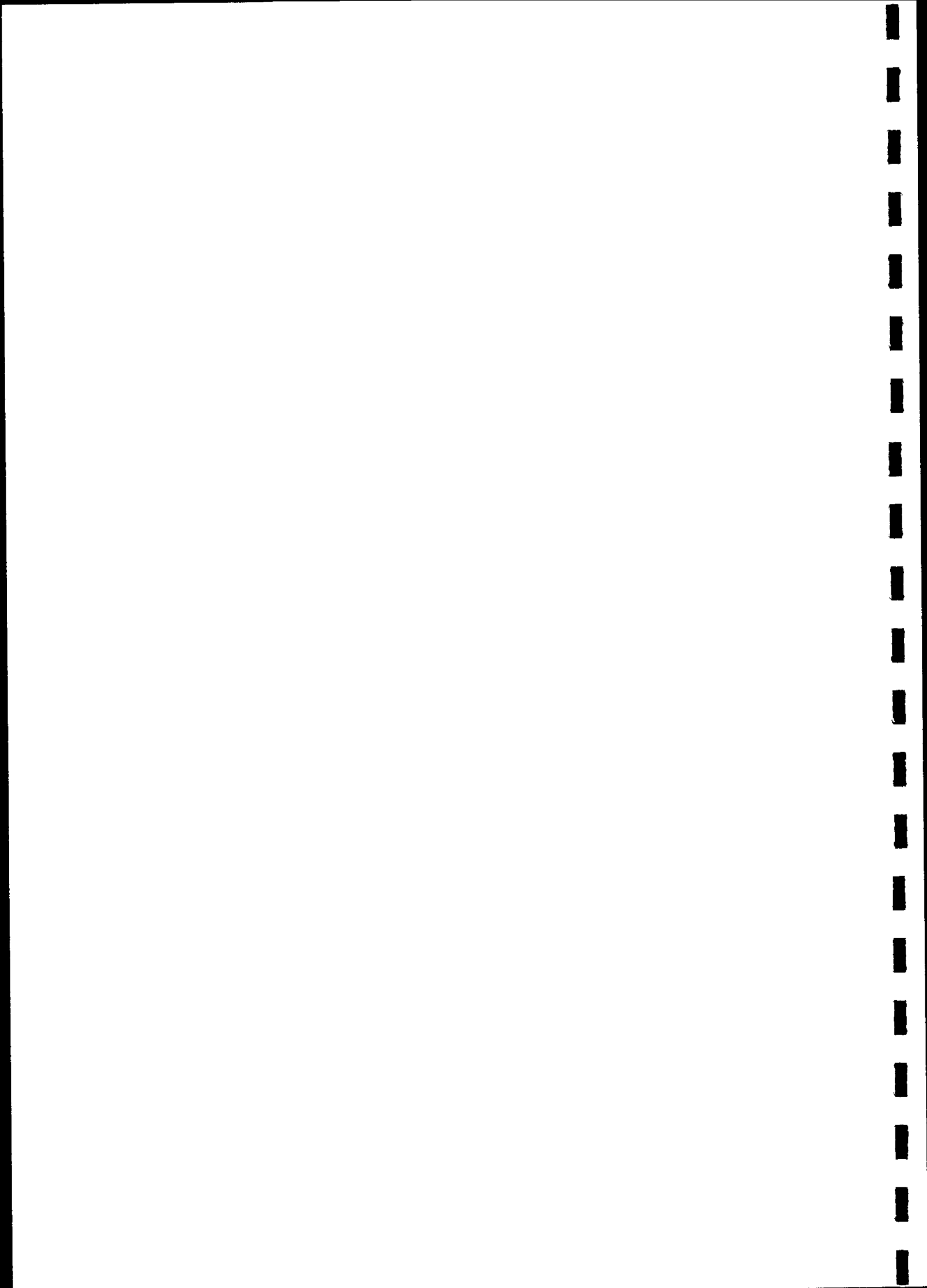
- La France, l'Europe et l'ASEAN;
- Fiche de synthèse économique.

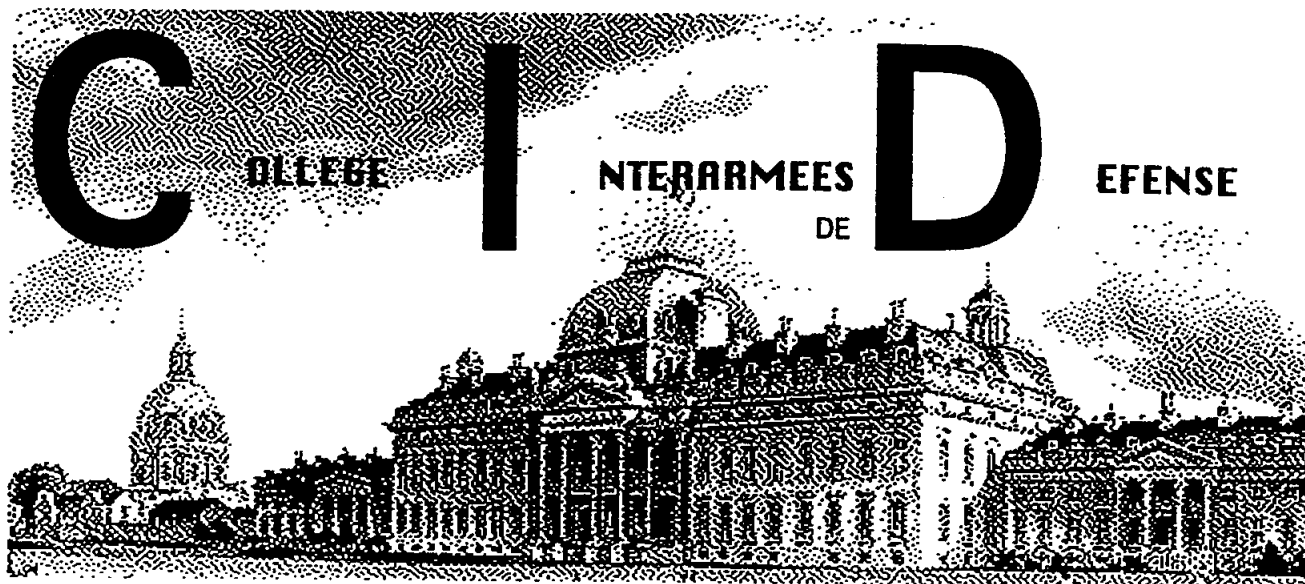
4- PROBLEMES DE SECURITE, DE DEFENSE, ET D'ARMEMENT

- Fiche sur le problème des détroits;
- Note sur le Forum de Coopération Asie Pacifique;
- Fiche sur le contentieux en Mer de Chine Méridionale;
- Articles de journaux sur les ventes d'armement.

5- CULTURE ET RELIGION

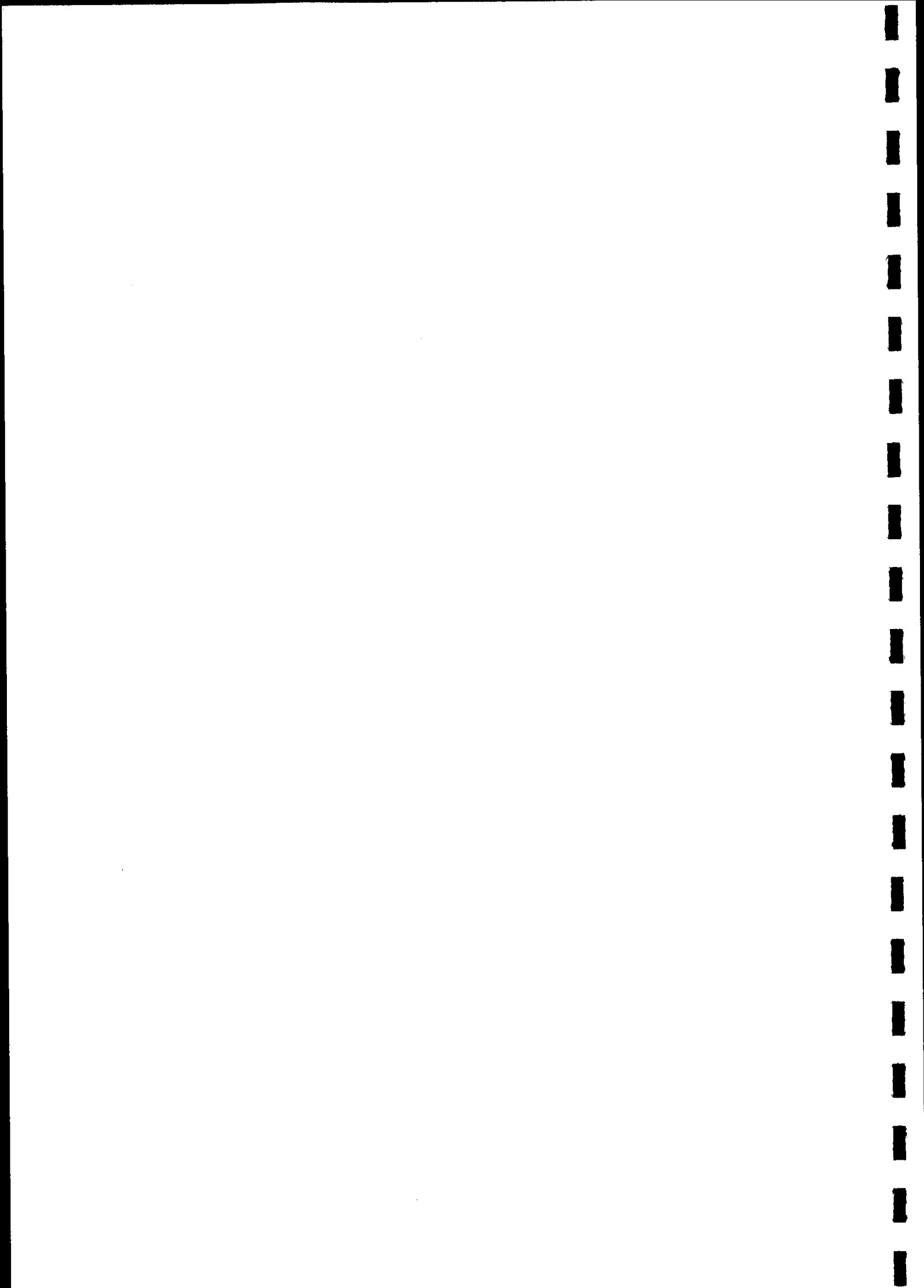
- Synthèse sur l'Islam en Asie du SE;
- Divers articles sur l'Islam, extraits de la Série « Extrême Orient »

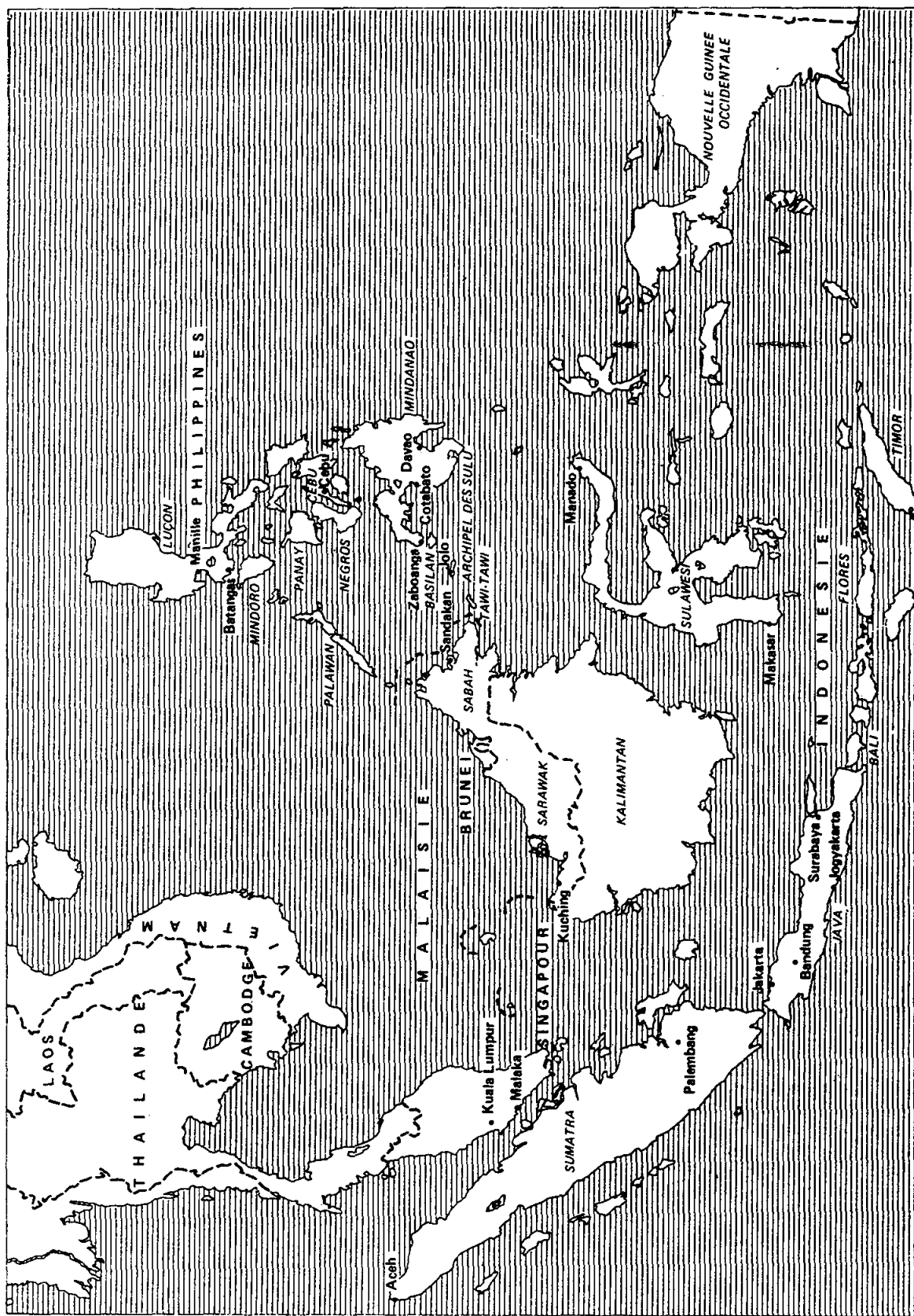


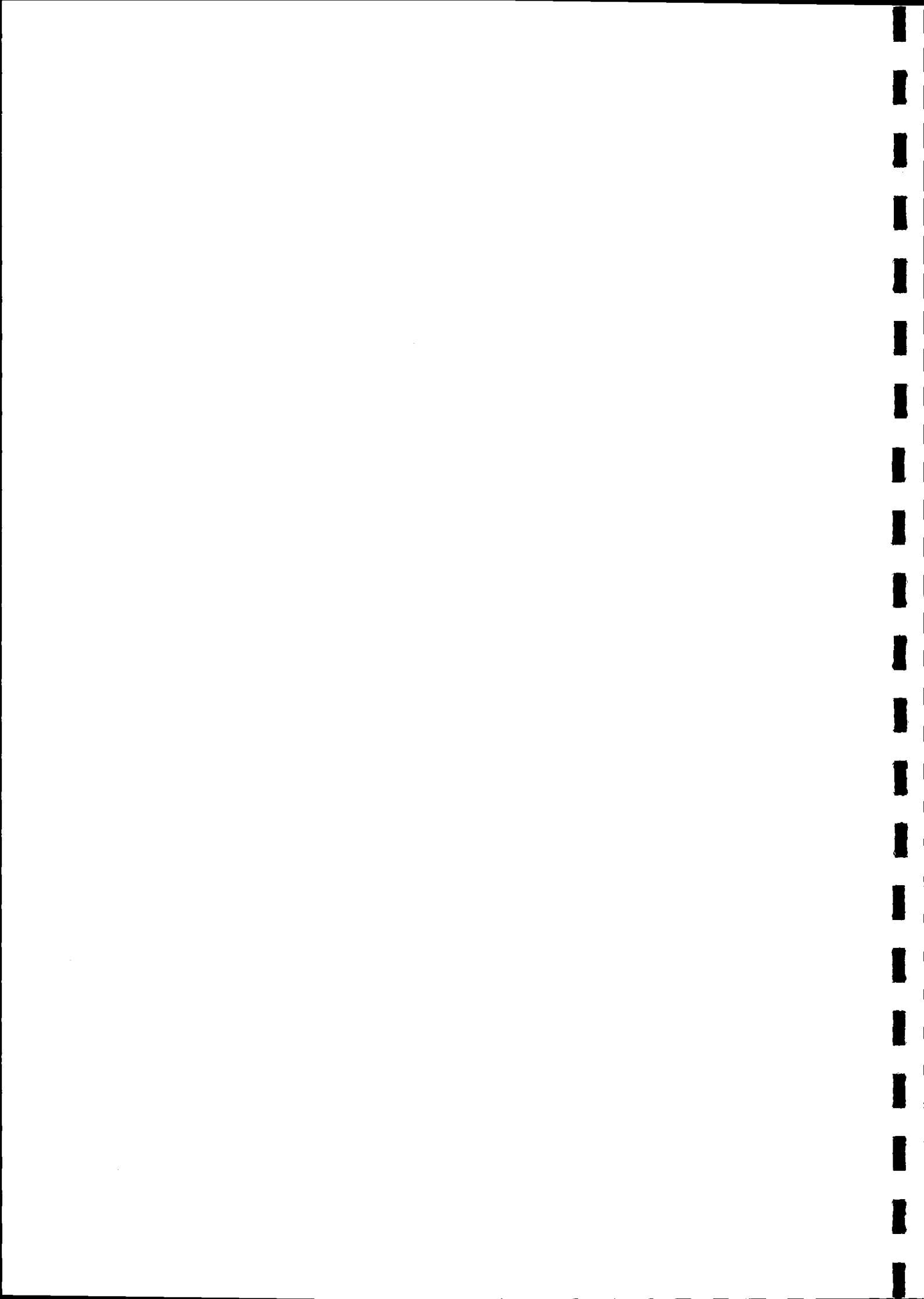


GEOGRAPHIE

SESSION 1994 - 1995







POPULATION EN ASIE DU SUD-EST

La population est :

- **nombreuse** (316 millions d'habitants), à la croissance plus ou moins bien contrôlée, comme par exemple aux Philippines où de tels contrôles se heurtent à des résistances liées à la culture catholique du pays.

En l'an 2000, la population de l'ASEAN sera d'environ 373 millions d'habitants.

- **jeune** ; ainsi, actuellement, les moins de 14 ans représentent (à l'exception de Singapour), un tiers de la population totale. A titre de comparaison, les moins de 15 ans en France (comme à Singapour) représentent 20% de la population.

Son espérance de vie croît rapidement : elle était d'environ 65 ans en moyenne en 1990, contre 50 ans en 1960.

Cela est dû à des progrès sensibles dans le domaine de la santé publique et à une mortalité infantile en réelle décroissance :

- de 159 à 61 pour mille en Indonésie,
- de 105 à 16 pour mille en Malaisie,
- de 149 à 27 pour mille en Thaïlande.

Il y a également plus de médecins ; par exemple, Singapour comptait 1 médecin pour 1215 habitants en 1980, contre 1 médecin pour 840 habitants en 1990. A titre de comparaison, la France comptait 1 médecin pour 380 habitants en 1991.

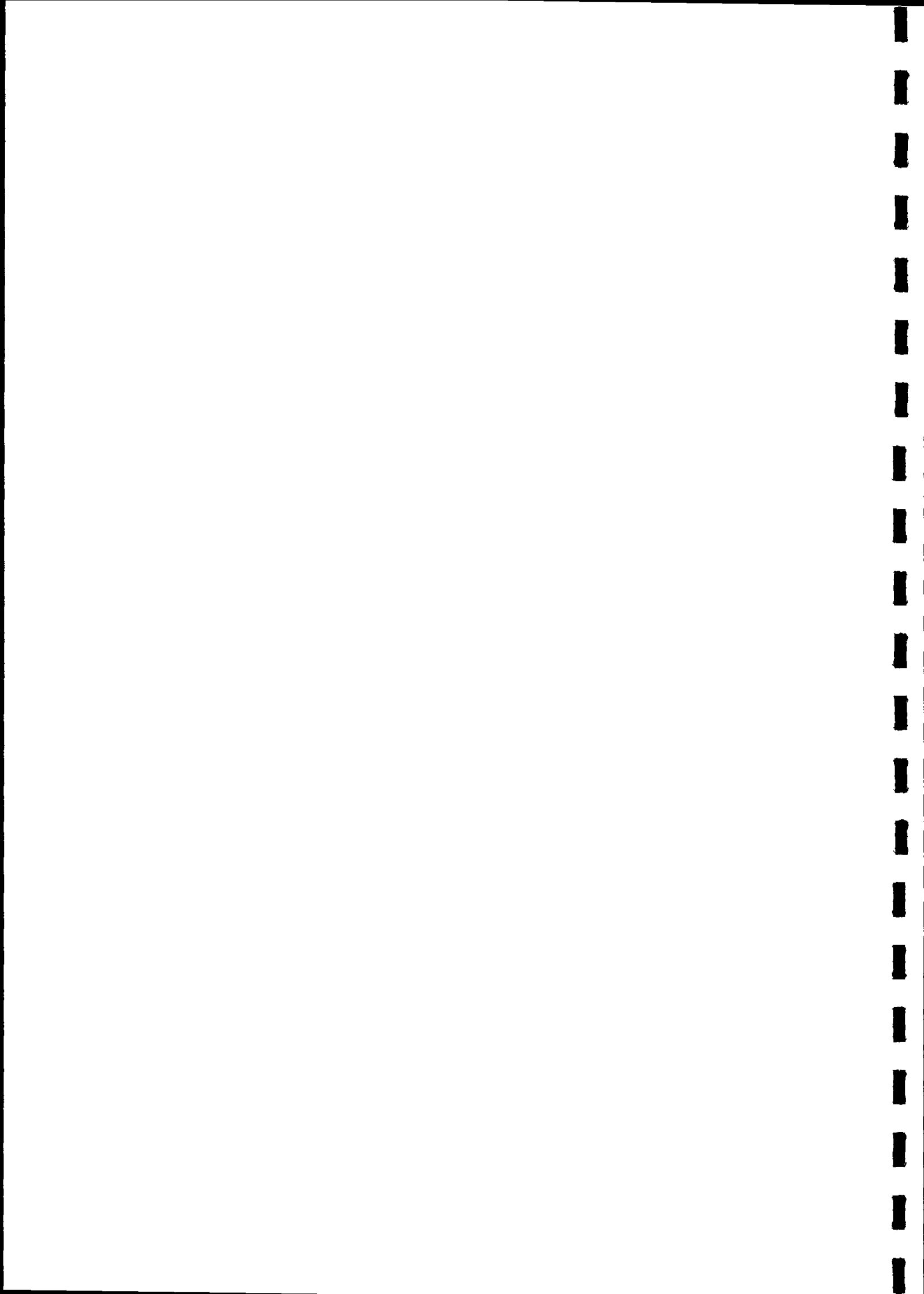
La pauvreté est absolue, et les laissés-pour-compte de la croissance sont encore nombreux.

- Les Philippines sont très touchées : 21% de la population vit sous le seuil de pauvreté (données de la BIRD : Banque Internationale de Reconstruction et de Développement), et la situation sociale de ce pays ne fait que refléter l'état de son économie : à la traîne de l'ASEAN, les Philippines sont le seul pays à ne pas avoir amorcé leur phase de décollage économique.

- En Indonésie, 15% de la population vit sous le seuil de pauvreté. (60% en 1970 !!!)

Le taux d'alphabétisation augmente, malgré un taux de fréquentation scolaire faible.

Par exemple, en Indonésie, le taux d'alphabétisation est passé de 39% à 77% entre 1960 et 1990.



1. Introduction : L'angle de l'Asie

I. La région

Contrairement à une croyance répandue, les termes d'Asie du Sud-Est, ou de *South-East Asia* et *Südostasien* étaient en usage bien avant la Deuxième Guerre mondiale. Mais ils demeuraient imprécis. Ainsi, lorsqu'à la Conférence anglo-américaine de Québec de 1943 un commandement unifié appelé le SEAC (pour *South-East Asia Command*) fut créé, le théâtre de guerre tombant sous sa responsabilité ne correspondait qu'à une partie du Sud-Est asiatique. En effet, établi à Colombo au Ceylan, le SEAC ne couvrait ni les Philippines ni la majeure partie de l'archipel indonésien (Emmerson, 1984). Pourtant le choronyme Asie du Sud-Est allait par la suite se répandre pour finalement servir à désigner un groupe de pays distincts — au nombre de dix depuis l'indépendance du sultanat de Brunei en 1984 — de ceux qui sont rassemblés autour de la Chine d'une part et de l'Inde d'autre part, c'est-à-dire de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud.

C'est ainsi que, situé entre le monde chinois et le monde indien, s'y rattachant tout en s'en dégageant, le Sud-Est asiatique représente l'aboutissement de l'Asie, son terme au contact du monde tropical et océanique. Mais c'est aussi un lieu de convergences, un carrefour, une synthèse de l'Asie : une synthèse qui est à la fois l'occasion d'une transition, ou plus exactement d'une poursuite de l'Asie au-delà du domaine continental. L'Asie du Sud-Est est sur plusieurs plans partagée en deux zones, l'une qui s'attache au continent et qui en porte les marques, l'autre qui s'en éloigne, qui s'éparpille dans le domaine océanique. Mais de telles aires, continentale et insulaire, demeurent partenaires dans la constitution de cette région centrale que représente l'Asie du Sud-Est. Une région qui se définit tout autant par sa localisation au terme de l'Asie, en situation de carrefour et de transition, de pont bi-hémisphérique, que par sa position de centre, d'axe ou de pivot, entre deux océans, entre masse continentale et dispersion océanique, entre l'Asie et l'Australie (fig. 1).

Car l'angle sud-est de la masse continentale eurasiatique — selon l'expression d'Élisée Reclus (1883), reprise et consacrée par Paul Mus (1977) — n'en finit pas de s'étaler vers, en dessous et à travers les mers tropicales, sous la forme de péninsules, de plates-formes sous-marines et d'archipels. La péninsule indochinoise se prolonge par la longue péninsule malaise composant ainsi la zone dite continentale. Quant aux archipels, en partie soudés au continent par la plate-forme de la Sonde, ils représentent les points d'ancrage de la zone maritime plus étalée, plus étendue que son pendant terrestre. Mais, toutes deux marquent un terme, une limite de l'Asie que plusieurs grandes vagues d'influence n'ont su dépasser, certaines s'établissant de façon distincte sur le continent et dans l'archipel.

Car bien qu'elle soit tout en nuances, n'impliquant aucune coupure véritable, la transition malaise entre la péninsule indochinoise et l'archipel permet tout de même d'identifier cinq pays à caractère plus résolument continental et cinq autres de plus en plus impliqués dans la transition maritime. D'un côté la Birmanie, la Thaïlande, le Cambodge, le Laos et le Vietnam rassemblent, sur près de 2 000 000 de km² de terres continentales, soit un peu plus de 40 % du total pour la région, 177 millions d'habitants

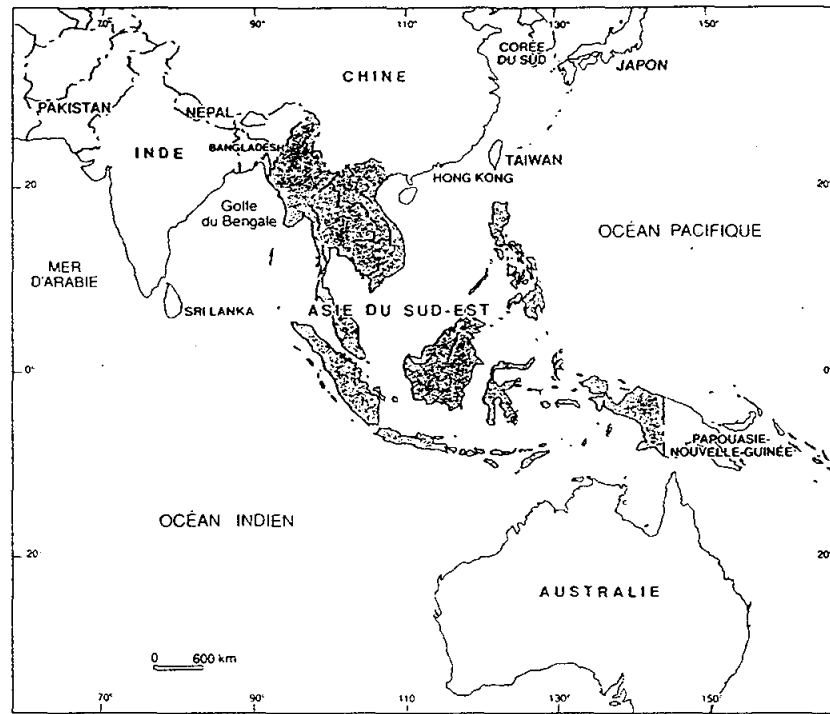


FIGURE 1. — L'Asie du Sud-Est et ses voisins.

(vers 1990), soit quelque 40 % de sa population. De l'autre, les Philippines, l'Indonésie, Brunei, Singapour et la Malaisie rassemblent 260 millions de personnes sur plus de 2 500 000 de km² de terres essentiellement insulaires (tab. 1).

TABLEAU 1. — Les États de l'Asie du Sud-Est et leurs populations vers 1900.

Pays	Population en milliers	Superficie en km ²	Densité hab./km ²
Birmanie	41 446 ^{a,c}	676 572	61
Brunei	260 ^{a,c}	5 765	44
Cambodge	8 607 ^{a,c}	181 035	47
Indonésie	179 194	1 919 317	93
Laos	4 170	236 800	18
Malaysia	17 567 ^a	329 758	53
Philippines	60 683	300 000	202
Singapour	2 705 ^b	640	4 273
Thaïlande	54 532	513 115	106
Vietnam	67 992 ^a	331 041	205
Total	437 256	4 494 043	97

Notes : a) estimation; b) sans compter les 311 000 non-résidents; c) 1991

La position du territoire de la Malaysia, en porte-à-faux entre le continent et l'archipel, souligne tout de même l'arbitraire relatif de ce partage. Car même si, comme on le verra, certains épisodes et héritages de l'histoire culturelle et politique de la région l'ont confirmé, l'ensemble de ces héritages a contribué à l'établissement de structures communes à l'ensemble de la région ou du moins qui transcendent cette coupure continent-archipel (fig. 2).



FIGURE 2. — Les États de l'Asie du Sud-Est.

II. Les structures

Comme dans toutes les régions du monde, de telles structures résultent de processus d'accumulation d'origine naturelle autant qu'anthropique. Au cœur des latitudes tropicales, bien accroché au socle continental mais s'imprégnant aussi d'immenses espaces maritimes et se coiffant d'ensembles montagneux souvent animés par le volcanisme, le Sud-Est asiatique en tire les conséquences : il apparaît largement morcelé (ch. 2). Dans ce monde dénué de grands espaces uniformes, parmi ces mers ponctuées de milliers d'îles, des communautés d'expériences ont cependant joué et permis la mise en place de sociétés et de civilisations à la fois originales, distinctes mais toutes empreintes de relations

(ch. 3). Ces premiers royaumes, ces premiers réseaux ont, en partie par l'attrait qu'ils exerçaient sur les mondes extérieurs, voisins asiatiques ou lointains européens, conduit la région et ses peuples à subir une expérience coloniale intense (ch. 4). S'étalant sur trois siècles et demi, de la fin du *xvi*^e jusqu'au milieu du *xx*^e, la formation des domaines coloniaux a été d'autant plus déterminante que leur démantèlement ou du moins leur remplacement ont largement conditionné la consolidation même des États modernes (ch. 5). Généralement difficile, celle-ci s'est dans bien des cas réalisée dans la fureur, laissant partout des traces profondes. Enfin, au-delà de ces expériences politiques, les structures de l'utilisation du sol et les héritages culturels apparaissent encore mieux ancrés. La compréhension des États actuels, de leurs reculs et de leurs avancées passe donc par celle de la somme de tous ces héritages et de leurs trames spatiales.

Car, en Asie du Sud-Est comme ailleurs, et au-delà de l'importance des trames transnationales, fussent-elles religieuses ou linguistiques, le cadre privilégié de l'évolution des sociétés est bel et bien devenu celui des États.

III. La dynamique des États

Chacun de ces États possède une dynamique propre. Et malgré la convergence dans laquelle sont engagées la plupart des dynamiques nationales, leur appréhension nécessite un examen adapté à chaque État. Ainsi, les études nationales présentées ici, tout en souscrivant à certaines des démarches fondamentales de la géographie, notamment l'identification des régions à l'intérieur même des États, mettent également l'accent sur les caractères et les problèmes spécifiques aux uns ou aux autres. Ainsi, dans le cas des Philippines, les problèmes agraires, plus aigus qu'ailleurs, y sont examinés d'un peu plus près : alors que l'étude de l'Indonésie accorde une importance particulière, incontournable mais non exclusive, au poids de Java dans l'ensemble national. Il en va de même de la dualité territoriale de la Malaysia : du bouleversement du territoire à Singapour et de l'accumulation de la richesse qui se réalise dans cette cité-État tout comme dans le petit sultanat de Brunei ; des déséquilibres ethniques en Birmanie et de ceux du développement économique en Thaïlande ; de la marginalité du Laos et du Cambodge et, enfin, de la dynamique division-unité propre au Vietnam.

Une telle démarche n'exclut pas pour autant le recours aux rappels des différences et aux comparaisons, parfois explicites, parfois implicites, des caractères qui rapprochent certains pays. Ainsi, ceux-ci sont généralement présentés deux à deux. C'est le cas tout d'abord des deux grands pays archipels, ceux qui enveloppent en quelque sorte l'angle de l'Asie. Au-delà d'un tissu semi-maritime, les Philippines et l'Indonésie ont en commun d'avoir vu leur unification territoriale essentiellement réalisée pendant la période coloniale. Aux Philippines elle fut solidement amorcée par les Espagnols puis consolidée par les Américains. Ses fondements avaient aussi été largement établis parmi les Indes néerlandaises avant même la consécration de l'Indonésie indépendante. Quant à la Malaysia, ce pays qui fait le pont entre la péninsule et l'archipel, sa bi polarité est telle qu'il mérite d'être examiné à ce titre même : celui d'un pays dédoublé. Le statut politique de ces deux demi-enclaves que représentent Singapour et Brunei dans le tissu de la Malaysia résulte aussi, on le verra, des politiques coloniales. Mais leur principale similitude, par ailleurs relative, se situe plutôt au niveau de leur opulence actuelle, celle de deux petits États littéralement et plusieurs fois milliardaires.

Dans la zone continentale, la Birmanie et la Thaïlande, dont la configuration, les expériences historiques et culturelles, notamment celles associées au bouddhisme, et les

structures territoriales internes et ethniques sont à bien des égards comparables, semblent être plus que des voisins mais bien, à première vue, des jumeaux. Cette convergence génétique a cependant été renversée par l'histoire, en particulier à compter de la période coloniale, à un point tel que les deux jumeaux ne sont plus du tout identiques. Quant au Laos et au Cambodge, malgré des différences fort importantes sur le plan de la géographie et de l'histoire culturelle pré-coloniale, la dynamique de la formation territoriale de leurs puissants voisins, la Thaïlande et le Vietnam, les a campés dans le statut d'États-tampons peu peuplés. Ce Vietnam, dont le territoire épouse une forme peu commune, constitue le prototype même d'un État historiquement, géographiquement et politiquement tendu entre deux pôles, mais étant tout de même parvenu récemment, et contre toute attente, à consolider son unité.

Enfin, au-delà de la reconnaissance des spécificités, et du recours essentiellement didactique aux «accouplements», une attention soutenue, répétée, est ainsi accordée à deux grands thèmes étroitement associés. Il s'agit en premier lieu de la consolidation territoriale des États, sa dynamique contemporaine même et le rôle particulier joué dans cette affaire par l'expansion agricole; et en second lieu de la pesanteur ethnique, ou plus exactement la structure et la dynamique spatiales des relations entre les régions et les communautés qui les habitent, ce qui met là aussi en lumière le rôle de fer de lance territorial de l'État joué par les paysanneries en expansion.

DOCUMENTS

A. La toponymie

Un bel exemple de la richesse des héritages culturels du Sud-Est asiatique peut être trouvée dans sa toponymie. Non pas tant dans la profusion des noms, mais plutôt dans leur orthographe. La multiplicité des écritures et des syllabaires font qu'il existe parfois plusieurs façons d'écrire un nom de lieu en français. Au-delà du problème de la diversité dans les méthodes de transcription des noms birmans, thaïs, lao, khmers, vietnamiens, malais, arabes, chinois ou autres, se pose celui des modifications qui se multiplient aujourd'hui, dans la plupart des pays de la région, dans les noms mêmes accordés à tel ou tel lieu.

La Birmanie en fournit depuis peu un curieux exemple, très peu des noms généralement connus du monde extérieur ayant résisté à la grande purge toponymique imposée en 1988 par la junte militaire au pouvoir. Contrairement à une opinion répandue, cette opération n'avait pas pour but principal d'effacer les traces de la période coloniale. Il s'agissait plutôt d'uniformiser la toponymie en la birmanisant, c'est-à-dire en faisant table rase des héritages des peuples non birmans qui comptent pour plus de 30 % de la population du pays et que la junte s'est donnée comme mission de mater. C'est précisément le cas du nom de Myanmar, qui connaît une certaine vogue en Occident y compris parmi des gens croyant sans doute bien faire, alors qu'en utilisant ce nom ils cautionnent le régime en place. En effet le nom de Myanmar (ou Myanma), outre qu'il résulte d'une transcription phonétique incorrecte, comme autrefois celui de Birmanie (ou Burma), veut lui aussi dire «birman», ou pays birman (Mya Maung, 1990). Il est ainsi rejeté par la totalité des peuples non birmans du pays, tout comme par l'ensemble de l'opposition démocratique à la junte, les uns et les autres préférant continuer à utiliser l'ancien nom. Il est donc hors de

question d'utiliser ici le nom de Myanmar, tout comme il fallait jadis refuser de souscrire à la mode, aujourd'hui fanée, qui voulait que l'on remplace le nom de Cambodge par celui de Kampuchea, plus sympathique linguistiquement parlant mais tout à fait inacceptable sur le plan politique, étant donné l'identité de ceux qui en prônaient l'usage, à savoir les Khmers rouges.

Le même type de raisonnement justifie ma persistance à utiliser le terme de Malaysia pour désigner le pays établi de part et d'autre de la mer de Chine méridionale, et à limiter l'usage de Malaisie pour désigner sa seule portion péninsulaire, c'est-à-dire l'ancienne *Malaya* ou Malaisie d'avant la formation de la confédération-malaysienne en 1963. Bien que l'enjeu ne soit pas tout aussi dramatique ici que dans les cas de la Birmanie et du Cambodge, je maintiens que de traduire Malaysia — nom donné à l'ensemble de la fédération en malais, en anglais et dans plusieurs autres langues tout aussi subtiles que le français — par Malaisie est une erreur géopolitique. Il s'agit aussi d'un affront aux habitants bornéens de la fédération et un appui, sans doute inconscient mais bien réel, à un certain chauvinisme malais.

Il faut aussi choisir entre les épellations Viet Nam, Viet-Nam, Viêt-nam, etc. et Vietnam. Peut-être y a-t-il là aussi un enjeu politique. Mais j'en doute et, pour des raisons de simplicité et de conformité avec la forme adjectivale « vietnamien », je préfère écrire Vietnam.

De multiples autres toponymes et ethnonymes sud-est asiatiques font l'objet d'épellations divergentes, pour des raisons qui n'ont en général rien à voir avec la géopolitique. Alors, parfois, le recours au Grand Dictionnaire Larousse Encyclopédique (GDLE) ou aux publications de la Commission de toponymie de l'Institut Géographique National (IGN) peut s'avérer utile. Mais ces sources ne sont non seulement pas toujours concordantes, mais aussi loin de répondre à toutes les questions, de nombreux toponymes « secondaires » n'étant pas répertoriés. Il faut donc, dans bien des cas, effectuer des choix. Le critère essentiel retenu ici étant celui de la simplicité et du caractère français de l'épellation. Ainsi, pour ne citer que deux exemples, on a préféré Ayuthia à Ayutthaya et Ayudhya (trois épellations reconnues par le GDLE, parmi la demi-douzaine en usage) et Irraouaddi à Irrawaddy, Irawady et Irrawady (quatre épellations acceptées par l'IGN).

Enfin, les accords du pluriel et du genre ne sont pas toujours évidents, eux non plus, lorsque les ethnonymes sont concernés. La pratique retenue ici consiste à respecter ces accords lorsqu'il s'agit d'ethnonymes courants ou à peu près entrés dans la langue française, comme pour les Birmans, Thaïs, Khmers et Viets, mais à ne pas les appliquer avec les autres comme les Môn, Hmong, Karen et autres Igorot, le cas des Lao étant particulier, étant donné la confusion qu'entraînerait l'évocation des Laos.

B. Les sources

Le choix de la bonne épellation est d'autant plus problématique que, très souvent, les seuls documents disponibles dans une langue occidentale proviennent du monde anglophone. De plus, il n'est pas rare que les publications locales, les atlas ou les cartes par exemple, contiennent des répertoires en langue anglaise, l'équivalent en français étant rarissime. D'ailleurs cette prééminence du corpus documentaire en langue anglaise est telle qu'il n'est pas possible de poursuivre des études approfondies concernant le Sud-Est asiatique sans une connaissance au moins passive de cette langue.

En langues occidentales, à part une exception notoire, en l'occurrence l'excellente revue *Archipel* publiée à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris, les périodiques importants spécialisés sur l'Asie du Sud-Est, en géographie ou dans des

disciplines connexes, paraissent pratiquement tous en anglais. Au-delà des grands périodiques pan-asiatiques, tels *Pacific Affairs*, *Asian Survey* ou *Asian Affairs*, il faut penser à des revues tels les *Bulletin of Indonesian Economic Studies* (publié en Australie), *Journal of Southeast Asian Studies*, *Asean Economic Bulletin*, *Contemporary Southeast Asia* et *Sojourn Social Issues in Southeast Asia*. Ces quatre derniers périodiques comme une dizaine d'autres sont publiés à Singapour, soit par les Presses de l'université de Singapour, soit par celles de l'Institute of Southeast Asian Studies ou ISEAS. À lui seul, l'ISEAS, un important centre de recherches doté d'une excellente bibliothèque, publie chaque année concernant le Sud-Est asiatique sans doute plus de monographies, études, dossiers, annuaires, publications sériees non périodiques et périodiques, le tout généralement d'une excellente qualité, que l'ensemble des éditeurs de la francophonie. D'une façon générale d'ailleurs, les publications scientifiques de qualité émanant de la région et la concernant se multiplient, non seulement en anglais, mais dans les langues locales, comme le vietnamien ou le malais.

Ceci dit, la bibliographie en langue française sur l'Asie du Sud-Est n'est ni mince ni médiocre. Il existe un certain nombre d'œuvres devenues classiques, datant surtout de l'époque coloniale et dont plusieurs sont utilisées et citées plus loin, tout comme des œuvres contemporaines tout à fait remarquables. Parmi les premières on peut mentionner les travaux de P. Gourou, dont *Les paysans du delta tonkinois* (1940) ou ceux de C. Robequian, dont *Le monde malais* (1945), traduit en anglais en 1954, et parmi les secondes la trilogie consacrée par l'historien D. Lombard au *Carrefour javanais* (1990). Il ne faut pas non plus oublier les publications de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO), comprenant les *Cahiers d'Asie du Sud-Est*, et surtout celles de l'École Française d'Extrême-Orient (EFEO), en particulier les *Bulletins* qui, au-delà de leur érudition parfois un peu pesante, sont toujours excellents. Enfin et surtout, on note un accroissement très récent du nombre et de la qualité des travaux de géographie consacrés à la région, par exemple l'*Asie du Sud-Est* de R. Blanadet (1992). Plusieurs pays semblent encore en bonne partie négligés, en particulier dans la péninsule, bien qu'une solide collection d'études pluri-disciplinaires, précisément intitulée *Péninsule*, lui soit consacrée chez L'Harmattan depuis 1988. Dans l'archipel, l'Indonésie est en train de devenir un objet d'études privilégié. — poids économique oblige — parmi les chercheurs français, notamment ceux de l'ORSTOM. La trop brève bibliographie accompagnant le chapitre consacré à ce pays en témoigne quelque peu.

Pour le moment et malgré cet accroissement encourageant dans les publications en langue française, les ouvrages de base les plus importants tant à l'échelle historique que contemporaine sont en langue anglaise. C'est le cas notamment du *South-east Asia* de C.A. Fisher (1966) qui, bien que datant quelque peu, demeure la référence clé en géographie: ce qui n'enlève rien à d'autres plus récentes mais dont l'objet apparaît plus circonscrit, comme le *South-East Asia* édité par Hill en 1979, ou les atlas de Barton *et al.* (1970) et d'Ulack et Pauer (1989). C'est le cas aussi du *History of Southeast Asia* de Hall (1968) ou de *In Search of Southeast Asia*, édité par Steinberg (1987).

On peut aussi consulter avec profit des ouvrages de référence, comme l'excellent *Far East and Australasia* (évoqué désormais par le sigle de FEAY) paraissant annuellement à Londres. Parmi les autres annuaires, les plus utiles sont certes les *Country Reports* de l'Economist Intelligence Unit, lui aussi londonien, et l'*Asia Yearbook* publié à Hong-Kong par le *Far Eastern Economic Review*, qui fait également paraître sous ce titre le plus important hebdomadaire d'affaires publiques asiatiques. L'*Asia Yearbook* contient des dossiers statistiques généralement fort utiles, bien que là comme ailleurs les données concernant les pays de la péninsule, Thaïlande exceptée, soient moins abondantes et surtout moins fiables. D'une façon générale, il y a toujours un décalage entre la minceur

des sources contemporaines concernant la Birmanie et les pays de l'ancienne Indochine française et l'ampleur et la qualité des sources qui portent sur la Malaysia, Singapour, les Philippines, la Thaïlande et même l'Indonésie. Dans ce dernier cas, malgré la production pléthorique de dossiers statistiques fantaisistes, dont trop de chercheurs sont encore dupes, la situation s'améliore grandement.

Cinq des dix pays de la région ont tenu des recensements en 1990 ou 1991 et les données qui en sont issues sont abondantes et utiles. Hélas, dans les cinq autres, les derniers recensements remontent plus loin : au Cambodge en 1962, en Birmanie en 1983, au Laos et à Brunei en 1985 alors qu'au Vietnam un recensement partiel a été tenu en 1989. Les résultats publiés depuis en abondance par les Vietnamiens sont évidemment très utiles, bien que les contradictions statistiques ne soient pas rares. Cela s'applique par exemple aux superficies nationales. Ainsi *L'état du monde 1994* publie des données contradictoires, la superficie du Vietnam étant citée comme s'élevant à 329 556 et 333 000 km² (p. 183 et 351). En fait, pour tous les pays de la région, sauf les Philippines, les dimensions varient selon les sources. Même celle de Singapour semble instable : mais là la raison est différente et n'a rien à voir avec la fiabilité des données publiées par le Singapore Department of Statistics, l'un des plus rigoureux au monde. Le problème est plutôt que la superficie de la petite république insulaire, toute modeste qu'elle soit, est en croissance constante (ch. 9).

Enfin, un certain nombre d'atlas nationaux ou locaux, dont quelques-uns qui datent (Malaysia, Philippines), tout comme des atlas régionaux ou thématiques, s'avèrent très utiles. C'est le cas de l'*Atlas Indonesia* dont la publication a été dirigée par I Made Sandy (1986). C'est celui aussi de l'*Atlas for Marine Policy* de Morgan et Valencia (1983), des quatre volumes du *Human Settlements Atlas for Asia and the Pacific* publiés par l'ONU au cours des années quatre-vingt, de l'*Atlas du Mékong* (1968) du *World Atlas of Agriculture* (1969) et du *Weltforstat Atlas* (Atlas mondial des forêts) (1971). Malgré leur ancienneté relative, eux aussi demeurent pertinents. Pour le repérage des noms de lieu et des réseaux de communication, les deux atlas routiers, *Southeast Asia* et *Indonesia*, publiés par Nelles Verlag en 1992, sont irremplaçables.

Au total, les sources sur le Sud-Est asiatique utiles aux géographes sont fort nombreuses à défaut d'être toujours faciles d'accès. Parmi toutes celles qui ont été consultées pour réaliser le présent livre, seules quelques-unes sont mentionnées à titre indicatif à la fin des chapitres, le critère de leur disponibilité s'avérant important.

REMERCIEMENTS

Il n'est pas possible de s'intéresser activement au Sud-Est asiatique, encore moins d'écrire à son sujet, sans encourir une large dette à l'endroit de collègues, d'étudiants et d'amis. Dans mon cas, la liste, les listes devrai-je dire sont particulièrement longues. On me pardonnera de n'en dresser ici que deux. La première comprend uniquement les noms de ceux et celles, sans mention de leur statut ou de leur origine, dont les conseils judicieux ou l'aide concrète ont été directement utiles à la préparation générale de *L'Asie du Sud-Est*. Il s'agit de : Stéphane Bernard, Michel Bruneau, Lyne Chabot, Muriel Charas, Claire Daigle, Louise Dion, Carl Drouin, Steve Déry, Denis Hébert, Georges Labrecque, Thérèse Lambert, Marie-Josée L'Archevêque, Hélène Legendre, Hélène Letarte, Dean Louder, Terry McGee, Don McTaggart, Jean Michaud, Marc Miller, Sylvie St-Jacques.

2. Une Asie montagneuse, maritime et tropicale

1. La poussée continentale

Les principaux éléments structurant les paysages du Sud-Est asiatique, en l'occurrence les ensembles montagneux, les grands bassins fluviaux et les deltas, sont en quelque sorte issus du cœur du continent eurasiatique. Ainsi, les reliefs qui se succèdent et se juxtaposent, tant dans la zone continentale que dans l'archipel, représentent des avancées du grand système alpin mésogéen qui, des rives de l'Atlantique jusqu'à celles du Pacifique, traverse l'ensemble de la masse continentale eurasiatique. Dans la péninsule, où leur direction dominante s'établit nord-sud, ces avancées se fondent avec le versant proprement asiatique du système alpin péripacifique, alors que l'ensemble s'incurve vers le sud-est et se poursuit au delà même de la région proprement dite, se manifestant jusque dans les Alpes de Nouvelle-Zélande (fig. 3). Au total les formes relevant de l'orogénie alpine sont fréquentes bien que d'autres genèses soient concernées, qu'elles soient antécédentes, en particulier dans la péninsule, ou postérieures, en particulier dans l'archipel.

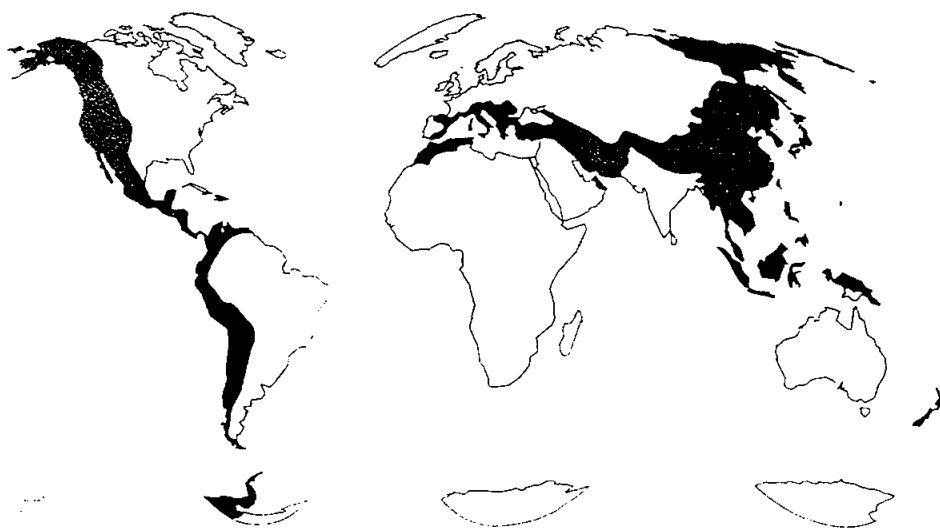


FIGURE 3. — L'extension mondiale du système alpin.

Dans la péninsule, de la Birmanie au Vietnam, de grandes plaines fluviales s'élargissent au contact de la mer en de larges deltas. Plus encore, les fleuves qui les traversent portent loin en mer les limons qu'ils ont prélevés tout au long de leurs cours, y compris sur les hauteurs du territoire chinois. Cette poussée bien réelle du continent contribue à l'enrichissement organique de la mince pellicule d'eau recouvrant la plate-forme continentale. En réalité l'immense plate-forme de la Sonde, qui s'étend sur plus de deux millions de km², représente elle-même un prolongement du continent à même les espaces insulaires, car en son centre repose la grande île de Bornéo et, sur sa bordure, Sumatra et Java (fig. 4).

En termes géologiques, l'émergence des archipels, en particulier ceux qui reposent sur cette plate-forme, est très récente. Elle s'est achevée il y a environ 10 000 ans, alors qu'au terme du pléistocène, c'est-à-dire de l'âge glaciaire, la hausse du niveau des mers a imposé une nouvelle limite au prolongement du continent asiatique et transformé en îles de grandes terres qui auparavant lui étaient rattachées. C'est donc dire que jusqu'à tout « récemment », pendant le paléolithique, la majeure partie de l'archipel d'aujourd'hui, incluant sans doute les terres des Philippines, pouvait être atteinte par les migrations en provenance du cœur du continent, tant celles des animaux et des plantes que celles des hommes.

La poussée continentale se manifeste enfin sur le plan tectonique, la région étant le lieu de la rencontre de plusieurs plaques tant continentales qu'océaniques. La bousculade qui en résulte est d'autant plus conséquente, tout particulièrement dans l'archipel, là où se situe la zone frontière, dite de subduction, que celui-ci est traversé par des réseaux de volcans, à la fois situés le long de failles récentes et raccordés à la ceinture de feu du Pacifique. Ces volcans, pour plusieurs encore actifs, font partie intégrante des paysages et de la vie des principales îles habitées de l'Indonésie et des Philippines, notamment Java et Luçon.

II. Des reliefs étagés et animés

Les ensembles collinaires et montagneux dominent les paysages de l'Asie du Sud-Est. Plus des deux tiers des terres émergées de la région sont couverts de reliefs dépassant 200 m d'altitude alors que les plateaux et montagnes s'élevant à plus de 500 m en recouvrent près de la moitié. D'une grande complexité sur le plan de leur genèse spécifique, ces reliefs se développent selon des axes prioritaires, tout particulièrement dans la zone péninsulaire (fig. 5).

Les reliefs dans la péninsule

Ainsi, d'ouest en est, de la Birmanie au Vietnam, trois grands ensembles montagneux prolongent en éventail les grands massifs de la Chine méridionale. Un premier se déploie aux confins occidentaux de la région, en direction méridienne et pendant plus de mille kilomètres. Issu de plissements tertiaires, proprement alpins, cet alignement serré de montagnes et de plateaux partage le bassin de l'Irraouaddi de ceux du Bhamapoutre et du Gange et est parcouru par les frontières qui séparent la Birmanie de l'Inde et du Bangladesh. En territoire birman, les crêtes dépassent très souvent 2 000 m, avoisinent les 3 000 m le long des frontières avec le Bangladesh et culminent à près de 6 000 m dans l'extrême nord, aux confins du monde himalayen.

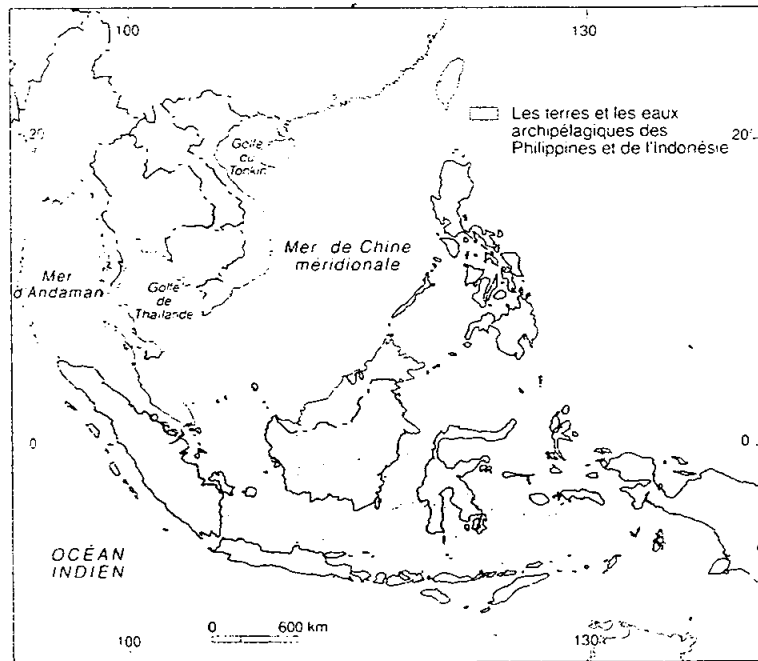
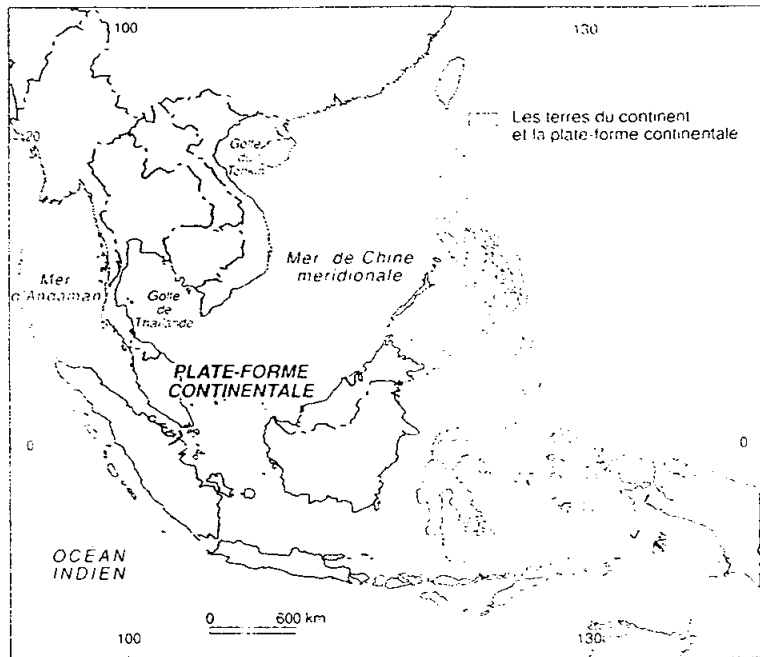


FIGURE 4. — La poussée du continent et la masse de l'archipel.

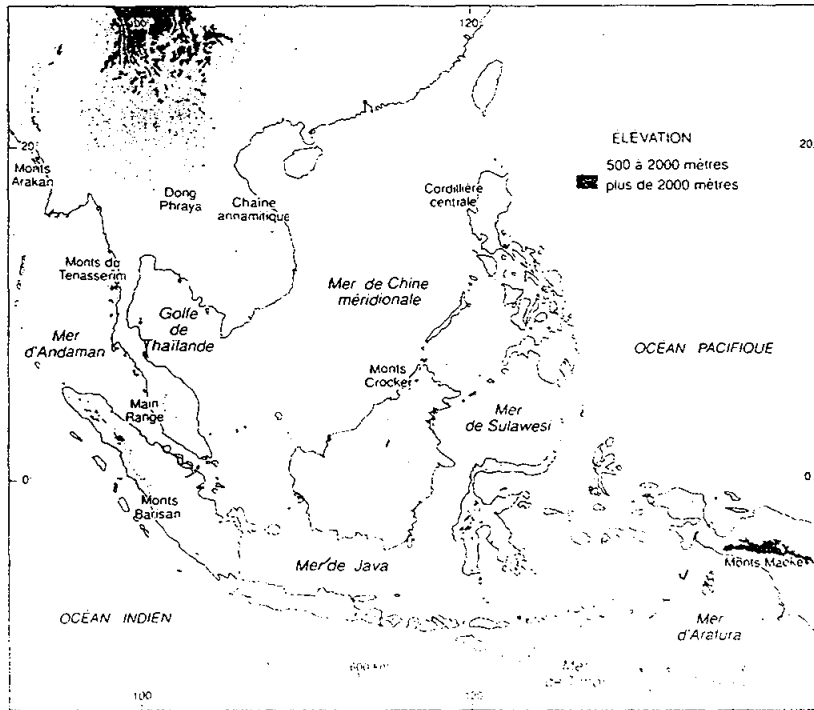
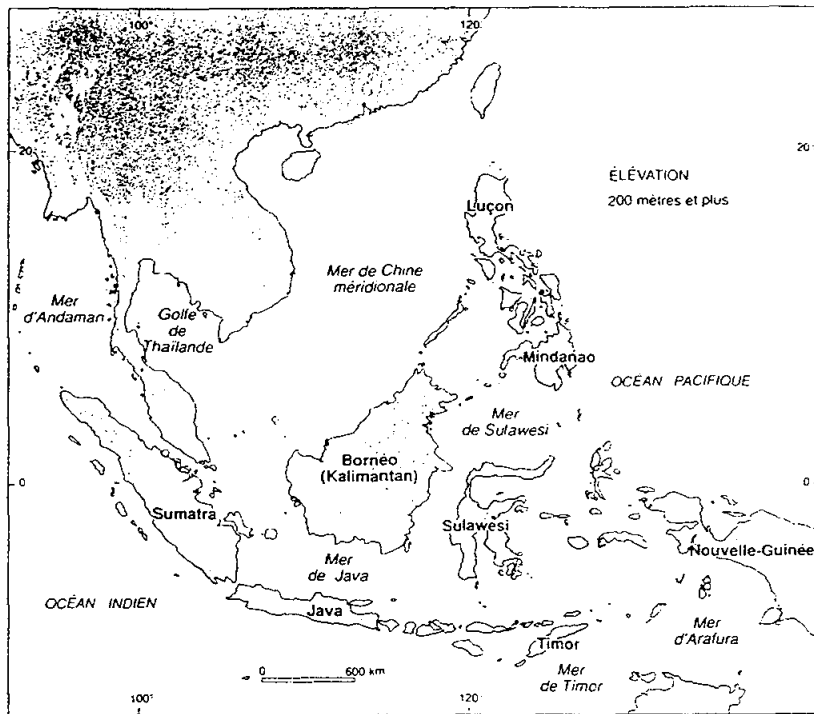


FIGURE 5. Les reliefs de base et les hautes terres.

La seconde avancée méridienne, résultant surtout de plissements hercyniens, apparaît encore plus étalée quoique presque aussi élevée, là où elle occupe toute la partie orientale de la Birmanie ainsi que l'ouest de la Thaïlande. Mais plus au sud, de part et d'autre de la frontière entre ces deux pays, elle se rétrécit et s'abaisse dans les monts du Tenasserim, formant l'isthme de Kra avant de s'engager dans la péninsule malaise. Ici, des plissements datant du secondaire ont pris le relais, se manifestant dans les reliefs qui réapparaissent au centre de la Malaysia péninsulaire, y dépassant rarement 2 000 m dans le Main Range. Au cœur même de la Thaïlande, une autre chaîne de montagnes, les Dong Phraya, se détache de cet ensemble, établissant un seuil entre la plaine centrale et l'est du pays.

Enfin, sur le versant occidental du promontoire indochinois, la masse montagneuse de la Chine méridionale se prolonge une troisième fois. Ce prolongement se manifeste par la chaîne annamitique qui s'étire du nord-ouest au sud-est, de part et d'autre de la frontière séparant le Laos du Vietnam. Rassemblant des éléments datant tant du précambrien que des ères primaire et secondaire, cet ensemble a été encore plissé pendant l'ère tertiaire. Plusieurs de ses sommets dépassent largement 2 000 m, en particulier en territoire laotien.

Ces grands axes montagneux constituent autant de seuils qui s'établissent en paliers entre des zones de plaines et les grands bassins fluviaux dont la principale caractéristique est qu'ils rassemblent la majeure partie des populations tout comme le siège des États. Le partage qui s'établit, tant entre les reliefs étagés et les plaines qu'entre les peuples qui habitent les uns et les autres, représente, on le verra, un élément essentiel de la géographie de la région (fig. 6).

Les reliefs dans l'archipel

D'ouest en est, l'effritement des terres de l'archipel s'accroît, dans ce qu'il est convenu d'appeler les guirlandes ou les arcs insulaires qui forment les territoires indonésien et philippin. En Indonésie même, on distingue en réalité deux arcs se déployant le long de lignes de faille et dont la mise en place remonte essentiellement à l'ère tertiaire. Un premier, externe, parcourt tout d'abord les petites îles situées au-delà de Sumatra, dans l'océan Indien, puis, 2 000 km plus à l'est, les îles de Sumba et de Timor, alors qu'il s'incurve pour remonter vers le nord, jusqu'aux îles de Ceram et Buru. Un second, interne, nettement plus important, soutient les îles de Sumatra, Java, Bali et les petites îles de la Sonde. Ce dernier, tout comme l'arc philippin proprement dit, est largement animé par le volcanisme. Au cœur du périmètre délimité par ces arcs, à même la plate-forme de la Sonde, s'étale la grande île de Bornéo. De structure plus ancienne (essentiellement secondaire), plus stable, presque exempte d'animation volcanique, elle n'en est pas moins bordée sur son flanc oriental, au-delà de la plate-forme, par les îles de Sulawesi et de Halmahera, récemment perturbées et nettement marquées par les formes volcaniques, dont plusieurs actives (fig. 7).

En moyenne, les reliefs qui se succèdent, en particulier dans les îles composant l'arc interne et plus à l'est dans la grande île de Nouvelle-Guinée, atteignent des altitudes plus élevées que dans la péninsule indochinoise. Étant donné leur plus grande jeunesse, les chaînes de montagne ont des formes plus gracieuses, vivifiées qu'elles sont par l'action volcanique (Gourou). Ainsi, dans la longue chaîne alpine des monts Barisan, qui se dresse en bordure du versant océanique de la grande île de Sumatra, les lignes de crête avoisinent souvent, voire dépassent les 3 000 m d'altitude. À Java, là où la succession des

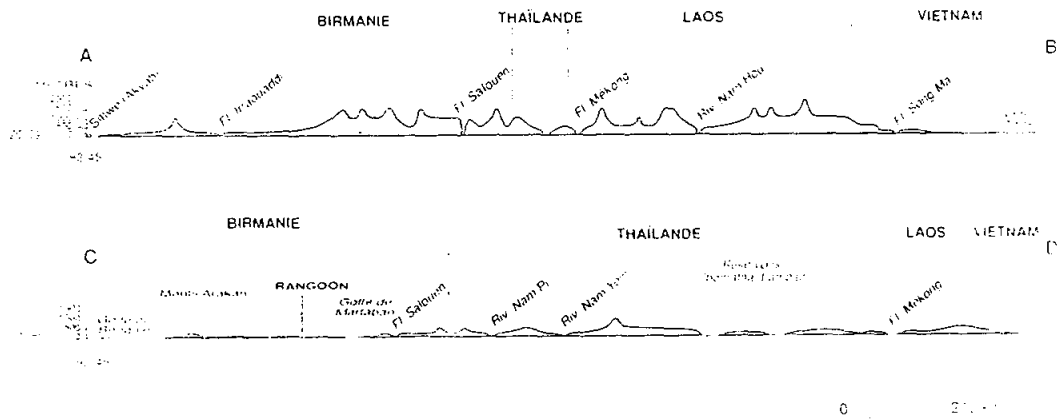
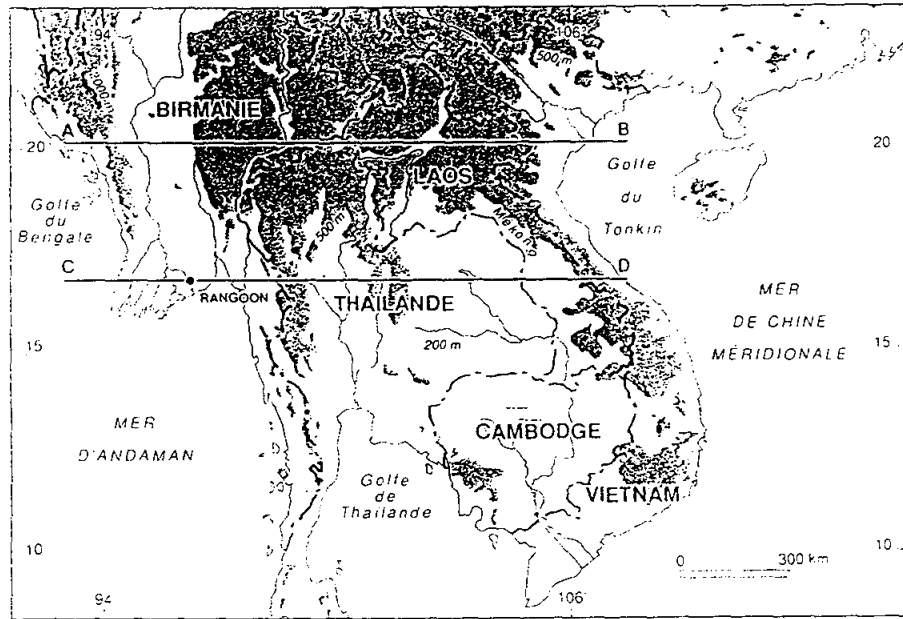


FIGURE 6. Les reliefs cingés de la péninsule

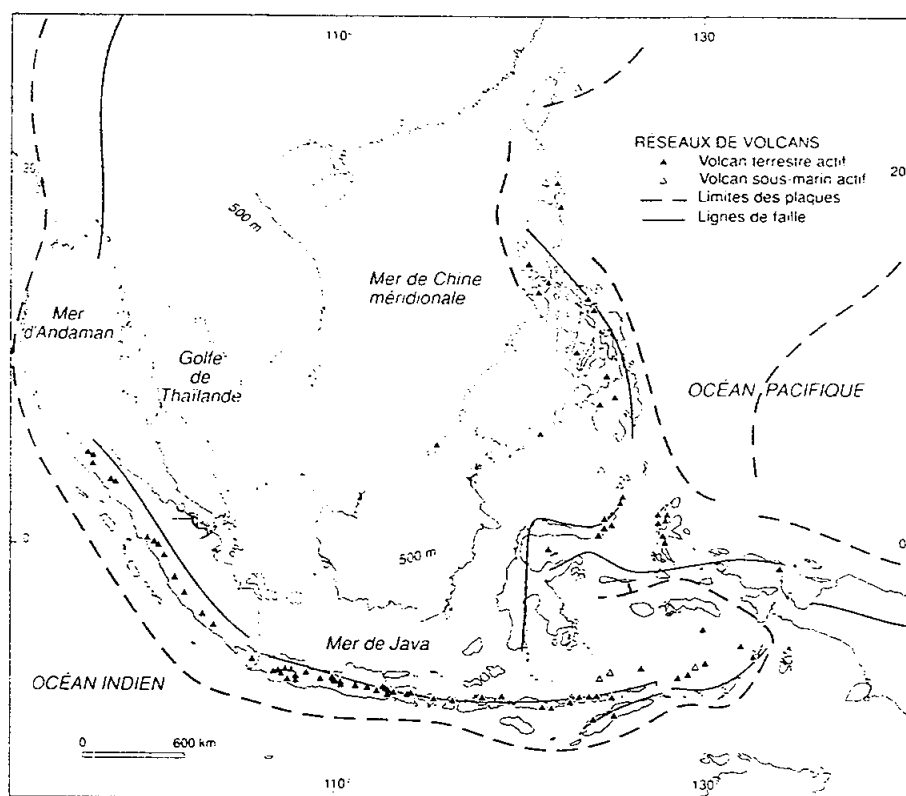


FIGURE 7. — Les réseaux de volcans.

reliefs n'est pas aussi serrée, les sommets, tous d'origine volcanique récente, atteignent fréquemment des altitudes encore plus élevées.

L'alignement des appareils volcaniques se poursuit à travers les petites îles de la Sonde, y compris au fond des mers, remonte à travers les Moluques, Halmahera, le nord de Sulawesi, puis atteint l'archipel philippin. Ici, parmi des îles au relief très bousculé, particulièrement Mindanao et Luçon, les volcans apparaissent relativement moins nombreux et moins élevés, ne dépassant pas les 3 000 m. Mais plusieurs d'entre eux sont très actifs, cette activité, notamment celle du volcan Pinatubo, ayant été particulièrement dévastatrice au cours des dernières années.

Dans chacune des grandes îles de Bornéo et de Nouvelle-Guinée, on ne trouve qu'un seul volcan actif. Mais d'autres formes jeunes, en l'occurrence des chaînes alpines, dominent les paysages. À Bornéo, cela comprend plusieurs ensembles dont celui des monts Crocker qui culminent à plus de 4 000 m. Quant à la Nouvelle-Guinée, elle est traversée d'est en ouest par les Monts Maoke, la plus imposante chaîne alpine de la région. Ses sommets dépassent très fréquemment 4 000 m, atteignant même 5 030 m au mont Jaya, situé en territoire indonésien.

Aux reliefs accidentés de la région correspondent des sols jeunes. Cette jeunesse, manifestée par des plissements et des soulèvements datant des ères tertiaire et quaternaire et surtout par l'activité volcanique, contribue à la présence de sols fertiles, en quantités telles

que, sur ce plan, le Sud-Est asiatique apparaît relativement favorisé au sein du monde tropical. Deux autres facteurs participent à cet héritage régional. D'une part, son climat et la végétation qui lui est associée et, d'autre part, les grands fleuves qui la parcourent (fig. 8).

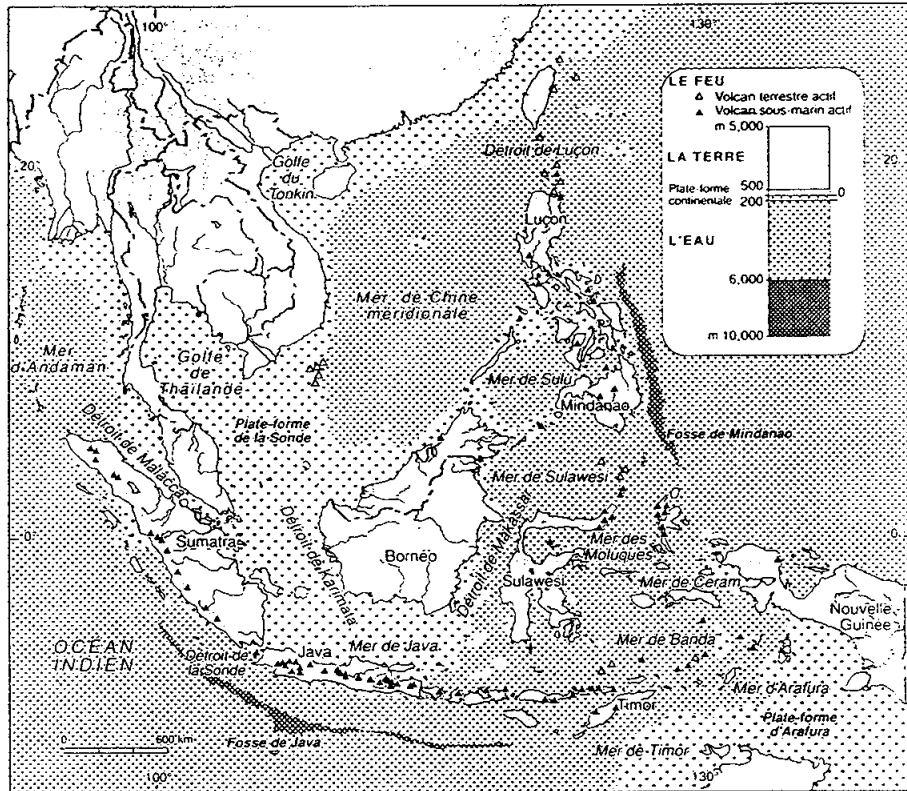


FIGURE 8. — L'eau, la terre et le feu.

III. Les îles, les mers et les passages

La portion archipélagique de l'Asie du Sud-Est représente en quelque sorte un plateau, un seuil entre les océans Indien et Pacifique, dont les limites sont soulignées par les deux fosses de Java, au sud-est, et de Mindanao, au nord-ouest. De ce plateau, lui-même d'altitude inégale, émergent plus de vingt mille îles. Celles-ci couvrent toutes les dimensions possibles, allant de l'îlot, dont il existe des milliers de cas, jusqu'aux îles immenses, telles Borneo (736 000 km²) et Sumatra (473 600 km²). Bien que des pays comme la Malaisie ou le Vietnam possèdent ou réclament un certain nombre d'îles, en particulier dans la mer de Chine méridionale, la vaste majorité relève de l'Indonésie et des Philippines.

Le territoire de ces deux grands États-archipels, incluant leur mer territoriale et les eaux qu'ils réclament comme faisant partie de leurs zones économiques exclusives (jusqu'à 200 milles marins des côtes), couvre un total de plus de neuf millions de km².

Cette superficie apparaît nettement plus considérable que la seule superficie terrestre des pays de la zone continentale, qui elle n'atteint pas deux millions de km². Quelque peu arbitraire, cette conception de la « masse de l'archipel », définie en fonction des limites des eaux archipélagiques des Philippines et de l'Indonésie, n'en souligne pas moins la place considérable occupée par les mers dans la géographie de la région (fig. 4).

D'ailleurs, l'Indonésie et les Philippines ne sont pas les seuls pays à exercer des juridictions sur de vastes espaces maritimes. Plusieurs États continentaux font de même, à commencer par la Malaisie, pays hybride dont le territoire fait le lien entre les terres du continent et celles de l'archipel. C'est aussi le cas de la Birmanie, de la Thaïlande et du Vietnam, tous trois dotés de territoires terrestres longilignes, déployant de longues côtes, ce qui les autorise à réclamer de larges zones économiques exclusives à même les mers de la région. Même le petit sultanat de Brunei, qui apparaît en bonne partie enclavé dans le versant malaysien de l'île de Bornéo, peut réclamer siennes des mers quatre fois plus étendues que son territoire terrestre. Seuls trois pays bénéficient d'un ratio mer/terre qui demeure faible voir inexistant : la cité-État de Singapour, coincée entre les îles indonésiennes et la péninsule malaise ; le Cambodge, qui voit son accès à la mer réduit par celui dont disposent la Thaïlande et le Vietnam ; et bien sûr le Laos, totalement enclavé, seul pays continental de la région (tab. 2).

TABLEAU 2. — Terres et mers en Asie du Sud-Est.

Pays et grandes « régions »	Superficie en km ²		Ratio mer/terre	Longueur des côtes (km ²)	Ratio côtes/superficies terrestres
	terrestre	maritime*			
Birmanie	676 572	507 640	0,75	3 516	0,0052
Thaïlande	513 115	324 821	0,63	3 703	0,0072
Laos	236 800	0	0,00	0	0,0000
Cambodge	181 035	55 566	0,31	509	0,0028
Vietnam	331 041	722 358	2,18	5 234	0,0159
Total « continent »	1 938 563	1 610 385	0,83	12 959	0,0670
Philippines	300 000	1 786 001	5,95	25 881	0,0863
Indonésies	1 919 317	5 410 139	2,82	66 272	0,0345
Malaysia	329 758	475 741	1,44	5 369	0,0163
Singapour	640	343	0,54	222	0,3469
Brunei	5 765	24 353	4,38	185	0,0332
Total « archipel »	2 555 480	7 696 577	3,01	98 029	0,0354
Asie du Sud-Est	4 494 043	9 306 962	2,07	110 988	0,0247

* Eaux archipélagiques, ou mer territoriale, et zone économique exclusive.

Source principale : Morgan et Valencia, 1983, p. 4.

Avec la Birmanie, le Laos est le seul pays sud-est asiatique à ne pas avoir pignon sur la mer de Chine méridionale. Couvrant environ 3 700 000 km², si on y inclut les golfes du Tonkin et de Thaïlande, celle-ci représente une véritable Méditerranée sud-est asiatique, plus étendue que la Méditerranée euro-africaine, qui elle couvre moins de 3 000 000 km².

Mais, bien qu'elle soit délimitée au nord-ouest et à l'ouest par un ensemble de pays continentaux dont la Chine, elle apparaît nettement plus ouverte. Car ses flancs oriental et sud-oriental, bordés par une succession d'îles, sont percés par des détroits donnant accès aux autres mers de la région tout comme aux deux océans (fig. 9).

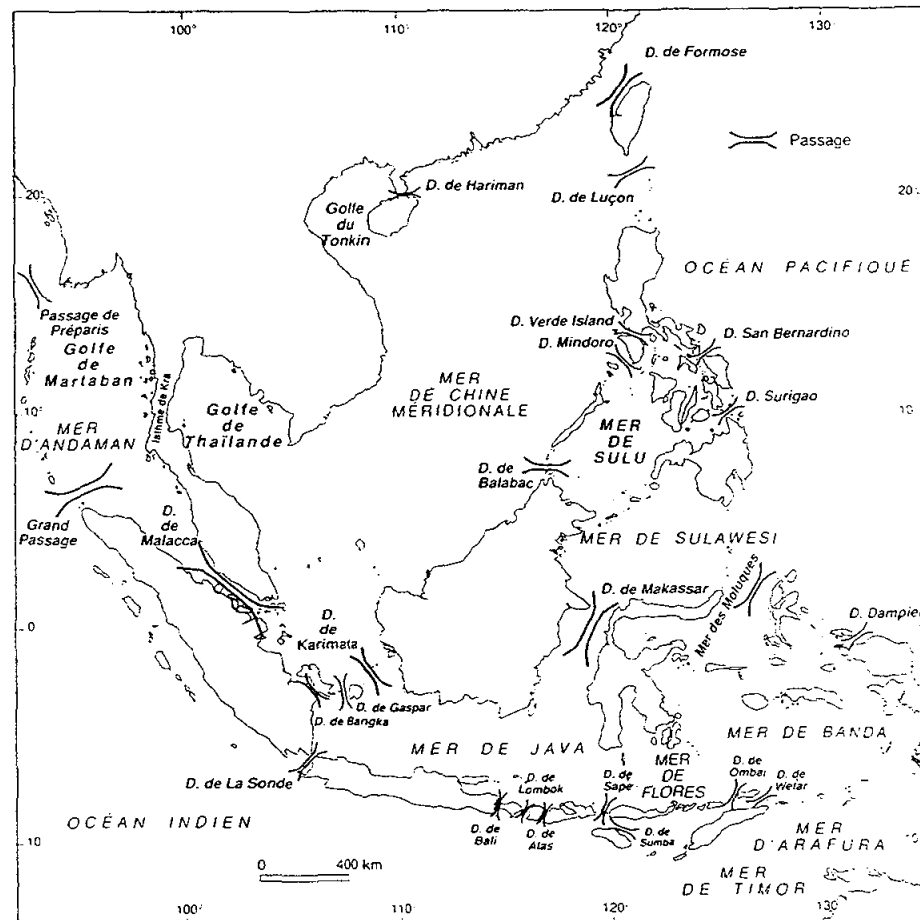


FIGURE 9. — Les mers et les passages.

À vrai dire, les mers sud-est asiatiques représentent autant de « pays » largement fréquentés, mis en valeur et convoités. Certaines sont « internationales », à commencer par la mer de Chine méridionale, à laquelle accèdent non seulement huit des dix pays de la région, mais aussi, bien sûr, comme son nom l'indique, la Chine et ses rejetons, Taiwan, Hong-Kong et Macau (fig. 10). La mer d'Andaman, excentrique, a comme riverains quatre pays de la région, la Birmanie, la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie mais aussi l'Inde dont relèvent les îles d'Andaman et de Nicobar. La mer de Sulawesi est bordée par des terres indonésiennes, philippines et malaysiennes alors que la mer de Sulu

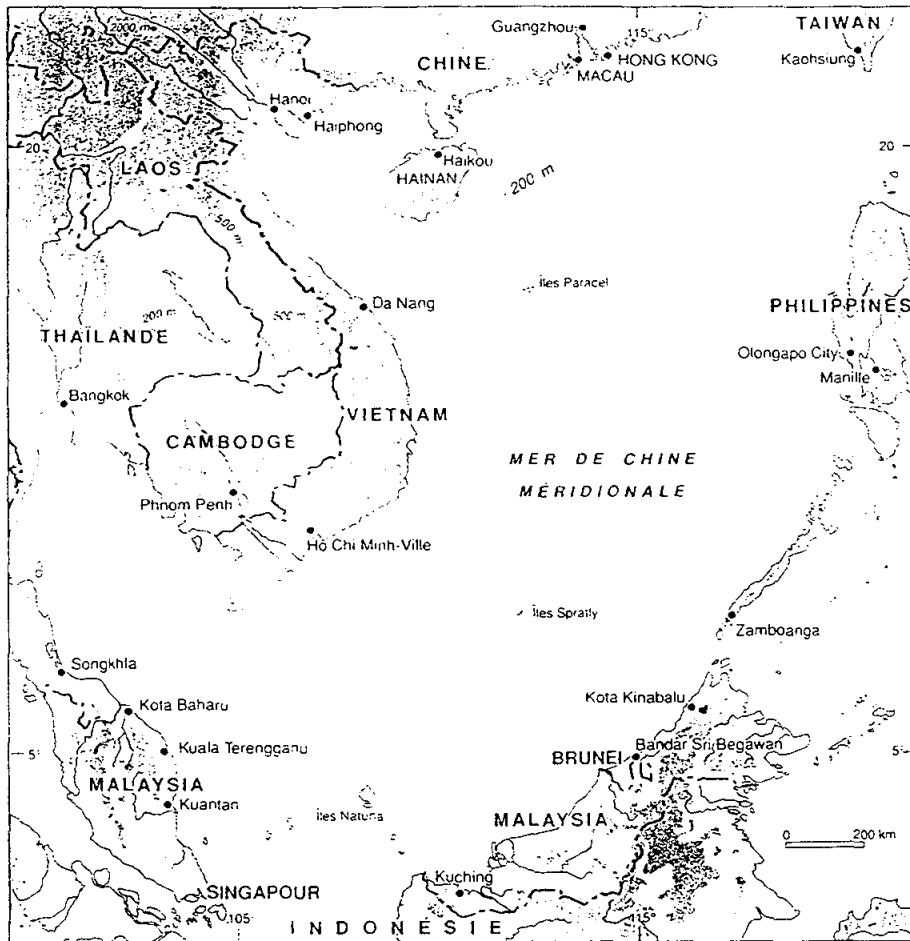


FIGURE 10. — La mer de Chine méridionale.

M. MASSON. La photocopie non autorisée est un délit.

est encadrée, littéralement, par des archipels philippins et un territoire malaysien, en l'occurrence la rive nord-est de la grande île de Bornéo. Les autres mers pourraient presque être qualifiées de « nationales » ou « d'internes », en ce sens qu'elles font partie des eaux archipélagiques de l'Indonésie et des Philippines.

Qu'il s'agisse de la grande mer de Java (550 000 km², à peu près la dimension de la France), ou du dédale des mers intérieures des Philippines, tous ces plans d'eau sont donc reliés entre eux par des passages qui se succèdent ou se juxtaposent. Parmi les détroits, qui constituent autant de voies de circulation et d'accès à des espaces faisant partie intégrante de la région, certains revêtent une importance stratégique considérable. Il s'agit de ceux qui relient la Méditerranée régionale aux océans Indien et Pacifique et donc aux mondes qui les bordent, en l'occurrence, pour ne nommer que les plus fréquentés, les détroits de Malacca (de loin le plus important), de la Sonde, de Formose et de Luçon, ce dernier étant d'ailleurs parsemé d'îles et se divisant en plusieurs passages.

Non seulement espaces entre les terres et les îles, non seulement lieux et voies de passage, les mers et les détroits de la région sont aussi, avons-nous laissé entendre, des territoires à ressources. Les espaces maritimes sud-est asiatiques sont en effet particulièrement bien dotés en richesses halieutiques. Cette richesse est en bonne partie due à la convergence de trois facteurs : la présence d'une vaste plate-forme continentale, de grandes quantités d'eaux chargées de matières nutritives déversées par les fleuves de la région, en particulier ceux du continent, et enfin des eaux uniformément chaudes pendant toute l'année.

Les mers de la région qui reposent sur la plate-forme continentale sont peu profondes. Atteignant parfois 200 m, la couche d'eau y dépasse en fait rarement 80 m d'épaisseur, et même à peine 20 à 40 m dans plusieurs secteurs, tels le golfe de Thaïlande, le détroit de Karimata ou la mer de Java. Des mers si peu profondes sont particulièrement sensibles à l'enrichissement, non seulement par les eaux limoneuses des puissants fleuves du continent, mais aussi par les nombreux cours d'eaux qui drainent les terres de l'archipel. Elles peuvent ainsi entretenir, en quantité, de multiples variétés de crustacés et de poissons, lesquels font l'objet de la convoitise des flottes locales tout comme celle des chalutiers étrangers. Mais au défi que représente la mise en valeur équilibrée des ressources vivantes et reproductibles de la mer, ce qui comprend tant les récifs coralliens que les forêts de mangrove, s'ajoute aussi celui, sans cesse grandissant, de l'exploitation des ressources fossiles : le pétrole et le gaz naturel enfouis dans les fonds marins.

IV. La chaleur, les pluies et les forêts

En partie coupée du continent par les barrières montagneuses, l'Asie du Sud-Est est plus uniformément chaude que l'Asie de l'Est et plus uniformément arrosée que l'Asie du Sud. La quasi-totalité de la région est en effet située à l'intérieur des latitudes tropicales, seul le nord de la Birmanie débordant quelque peu au-delà du tropique du Cancer (23°30'N), alors que le territoire indonésien, lui-même situé en majeure partie dans l'hémisphère austral, y dépasse à peine la latitude de 10° Sud. Cette situation proprement tropicale, à l'angle sud-est d'un continent et entre deux masses océaniques, est à l'origine de propriétés climatiques qui, outre une prépondérance pour des températures élevées et de fortes pluies, laissent place à des amplitudes infra régionales non négligeables, particulièrement au niveau des précipitations.

Presque partout des températures élevées

S'agissant des températures, les moyennes annuelles pour les localités situées au niveau de la mer s'établissent généralement autour de 27 °C, à un ou deux degrés près. Les seules exceptions se trouvent au nord Vietnam, dans le delta du Tonkin, la moyenne annuelle pour Hanoi (21°04'N) étant inférieure à 21 °C. De plus, toujours au niveau des plaines et des basses terres, aucune moyenne mensuelle n'est inférieure à 18 °C (ce qui répond, selon Köppen, à la définition d'un climat tropical), sauf, encore une fois, dans la région de Hanoi où les moyennes tant pour janvier que pour février sont de l'ordre de 17 °C. Mais presque partout ailleurs, même les moyennes mensuelles se situent rarement en deçà ou au-delà de 24 °C et de 30 °C. D'une façon générale, la proximité de l'équateur tout comme celle de la mer tempèrent l'amplitude entre ces moyennes mensuelles, celle-ci pouvant être minimale, de l'ordre d'un ou deux degrés, comme c'est le cas à Singapour (1°19'N), Jakarta (6°11'S) ou Surigao dans l'archipel philippin (9°46'N).

Évidemment, avec l'altitude, les moyennes de température s'abaissent et les amplitudes mensuelles s'élèvent. Malgré cela, en dehors des zones de très haute altitude, les températures demeurent élevées, comme en témoignent le cas des Cameron Highlands (4°33'N), une station de montagne, établie à près de 1 400 m d'altitude au cœur de la péninsule malaise, ou celui de la ville de Chiang Mai (18°38'N), sise à plus de 300 m d'altitude dans le centre nord de la Thaïlande. Ici comme là, les moyennes mensuelles ne sont jamais inférieures à 18 °C, alors que les plus élevées y atteignent, respectivement, 20 °C et 28 °C. Mais, bien sûr, les variations de températures au cours d'une même journée peuvent y être très marquées. D'ailleurs, tant en altitude qu'au niveau de la mer, ces amplitudes diurnes sont nettement plus importantes que les amplitudes mensuelles. Ainsi, à Singapour tout comme à Hanoi, l'amplitude entre les moyennes des maxima et des minima quotidiens, quel que soit le mois de l'année, tourne autour de sept degrés. Elle peut même atteindre 15 pendant les premiers mois de l'année, dans des localités plus continentales, telles Mandalay (22°00'N), dans le centre nord de la Birmanie, et Louang Phrabang (19°47'N), cette dernière ville étant localisée à près de 300 m d'altitude, au cœur des hautes terres du Laos (fig. 11).

Presque partout de fortes précipitations annuelles

Aux températures élevées, «tropicales», qui caractérisent la totalité de la région, s'ajoutent des bilans pluviométriques eux aussi presque partout considérables. Plus encore que la répartition des amplitudes diurnes selon les sous-régions, ce sont plutôt les bilans pluviométriques, finalement fort différenciés, en particulier selon les saisons, qui sont à l'origine de la zonation climatique.

Ici encore la position de la région, plate-forme péninsulaire et archipélagique entre deux océans, à l'angle sud-oriental et tropical du continent asiatique, y est pour beaucoup dans l'origine et la répartition des copieuses précipitations qu'elle reçoit. Celles-ci sont liées au déplacement de la zone de convergence intertropicale (ZCIT), plus exactement aux vents chargés d'humidité qui suivent sa migration saisonnière. Alors que les aires de haute et de basse pression se déplacent vers le nord pendant l'hiver de l'hémisphère nord ou vers le sud pendant l'été, les vents dits de mousson (du mot arabe pour saison) transportent les pluies en provenance des zones océaniques situées au nord-est et au sud, tout en suivant un itinéraire qui s'infléchit lorsqu'ils traversent l'équateur. La mousson qui provient du nord-est se manifeste généralement de novembre à mars, ses effets se faisant surtout sentir dans l'archipel. Quant à celle dite du sud-ouest, elle souffle en général de la mi-mai à septembre, apportant des précipitations un peu moins considérables. Les saisons intermédiaires (avril-mai et octobre-novembre) correspondent à des périodes de transition, alors que la ZCIT se déplace au-dessus de la région devant l'avancée de la mousson. Ces périodes n'en sont pas pour autant partout exemptes de pluies, le comportement de la ZCIT, qui peut parfois progresser par avancées et reculs, tout comme celui de la mousson étant particulièrement compliqués (fig. 12).

Une chose est certaine, ces déplacements de masses d'air, l'origine, l'itinéraire et l'intensité des vents de moussons sont responsables de trois phénomènes marquants. Tout d'abord, à l'échelle de l'ensemble de l'Asie du Sud-Est, les précipitations annuelles apparaissent considérables, puisqu'elles sont en moyenne supérieures à un mètre presque partout, et à deux mètres dans la majeure partie de l'archipel. Cependant, ces précipitations suivent des alternances saisonnières très marquées et sont sujettes à des irrégularités parfois très contraignantes d'une année à l'autre. Enfin, non seulement certains secteurs sont-ils défavorisés sur le plan des bilans annuels, recevant, tel la ville de Mandalay, des

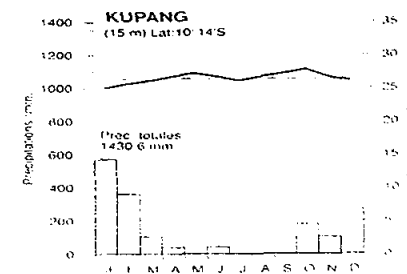
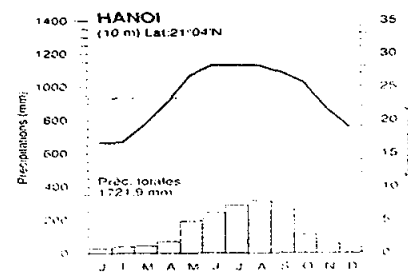
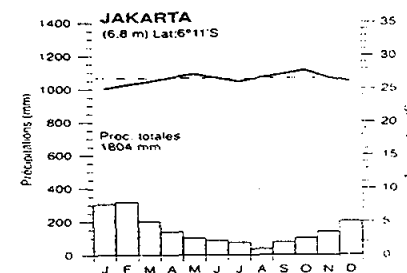
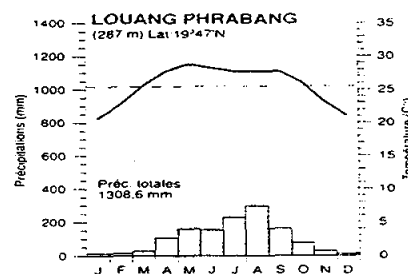
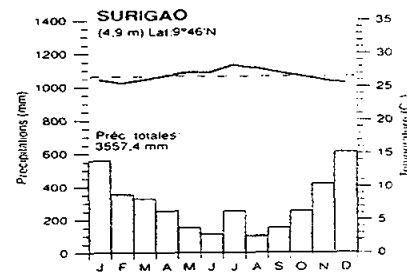
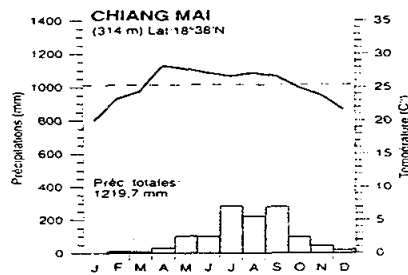
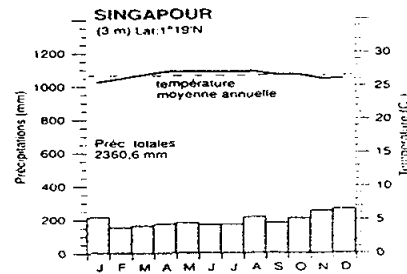
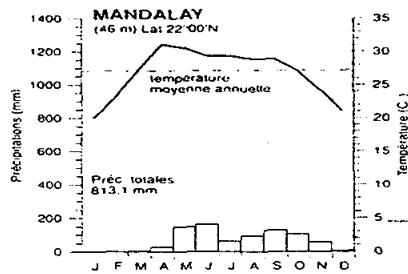
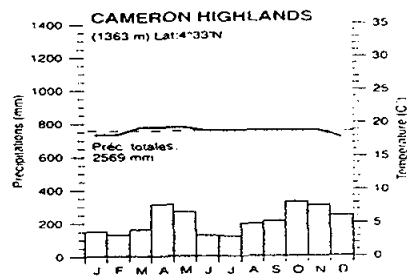
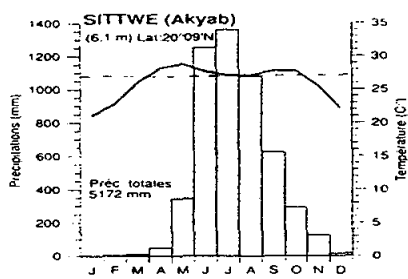
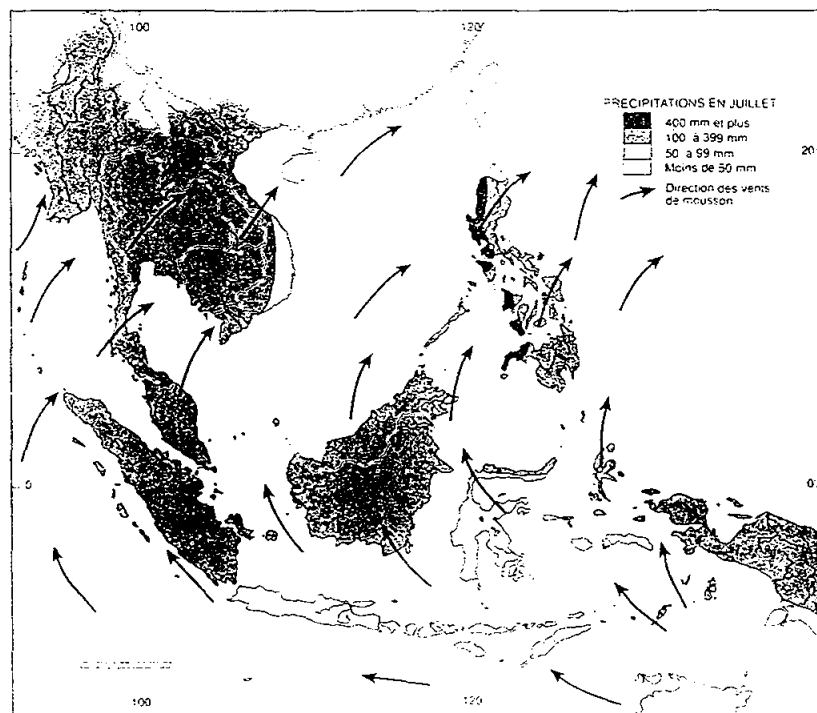
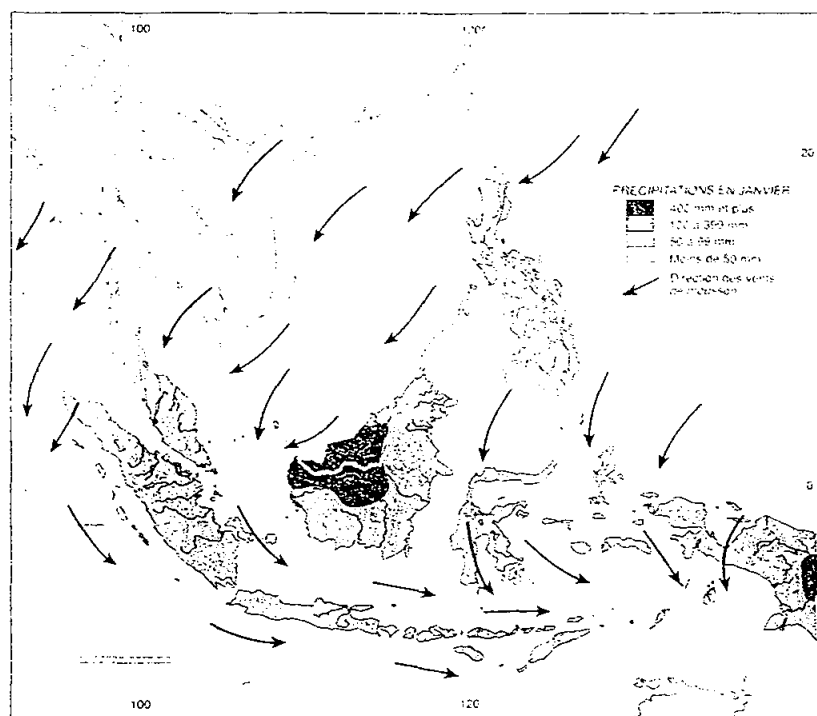


FIGURE 11. - Les climats du continent et de l'archipel.



La photographie non autorisée est un délit

FIGURE 12. — Vents et pluies de mousson en janvier et en juillet.

pluies annuelles moyennes nettement inférieures à un mètre, mais, certaines années, la sécheresse peut y sévir pendant plusieurs mois consécutifs (fig. 13).

La façade occidentale de la région, notamment en Birmanie, dans l'île de Sumatra et dans celle de Bornéo, est particulièrement pluvieuse. Mais d'autres secteurs, comme les hautes terres de l'île de Nouvelle-Guinée et la façade océanique de l'archipel philippin, celle-là soumise aux typhons, sont également arrosées copieusement, comme en témoigne le cas de Surigao. Toutes ces régions, toutes ces localités reçoivent des précipitations annuelles égales ou supérieures à trois mètres, pouvant atteindre quatre, voire cinq mètres ou plus, comme Sittwe (Akyab) sur la rive birmane du golfe du Bengale. D'ailleurs, cette côte de la Birmanie et plus encore les hautes terres situées aux confins de ce pays, de l'Inde et du Bangladesh comptent parmi les plus arrosées du globe, certaines stations, telle Cherrapunji, dans l'Assam indien, recevant près de dix mètres de pluies par année.

Cependant, très fréquemment, de telles précipitations sont fort inégalement réparties selon les saisons, en fonction d'abord de leur exposition à l'une ou à l'autre mousson, voire aux deux, en fonction ensuite du calendrier local de celle-ci. Ainsi sur les quelque cinq mètres de pluies annuelles qui tombent à Sittwe, plus de quatre mètres sont concentrés pendant les mois de juin à septembre; alors qu'à Kupang, loin dans l'est indonésien, près de 1 200 des quelque 1 400 mm de précipitations annuelles tombent de décembre à février.

Le calendrier et l'intensité de la ou des saisons pluvieuses peuvent différer considérablement, même pour des régions voisines. Ainsi, au fond du golfe de Thaïlande, les précipitations annuelles moyennes sont de l'ordre de 1 400 mm à Bangkok, alors qu'elles atteignent 3 200 mm à Chantaburi, à quelque 200 km au sud-ouest; la saison des pluies s'y manifeste à peu près pendant la même période, de mars à octobre, mais elle est plus intense que dans la capitale thaïlandaise. Sur le versant occidental de la péninsule malaise, Kangar et Taiping, deux villes également situées au niveau de la mer et séparées par la même distance, reçoivent respectivement 2 000 et 4 200 mm de pluies, celles-ci demeurant fortes pendant toute l'année à Taiping.

L'influence de l'altitude est également considérable, les masses d'air humides poussées par la mousson étant très instables et déversant de grandes quantités d'eau lorsqu'elles font l'ascension des reliefs, notamment le long de la côte du golfe du Bengale ou de la côte cambodgienne du golfe de Thaïlande. Il en va de même à Java, les hautes terres du centre de l'île et les volcans qui les coiffent étant généralement beaucoup plus arrosés que les plaines côtières. Ainsi, alors que sur la rive nord de l'île Jakarta reçoit quelque 1 700 mm de pluies annuelles, Bogor, située à 80 km au sud à une altitude de 240 m, en reçoit environ 4 200 mm.

Enfin la répartition annuelle et régionale des pluies peut être considérablement perturbée par les typhons, en particulier ceux qui se forment dans les étendues du Pacifique et qui font surtout sentir leurs effets à travers la majeure partie de l'archipel philippin et même jusque sur les côtes du Vietnam.

À toutes ces régions, à tous ces lieux copieusement arrosés, soit pendant une seule saison, soit pendant la quasi-totalité de l'année, se juxtaposent des localités, voire des îles ou des régions entières, dont le bilan pluviométrique annuel est modeste. C'est le cas du centre de la Birmanie et du centre de la Thaïlande, qui sont en quelque sorte sous le vent, de quelques-unes des îles situées au cœur de l'archipel philippin, Negros en particulier, et des îles du sud-ouest indonésien auxquelles il arrive pourtant d'avoir à subir le passage de typhons. En fait, dans ces régions, ce n'est pas tellement la modestie des bilans annuels, de l'ordre de 500 à 1 000 mm de pluies, que l'existence de saisons sèches prolongées et de grandes variations annuelles qui rendent difficile la pratique d'une agriculture qui ne s'appuierait pas sur l'irrigation. D'ailleurs, l'histoire de la plupart des États de la région est étroitement liée à celle de leur capacité à gérer l'eau nécessaire à la pratique de l'agriculture (fig. 14).

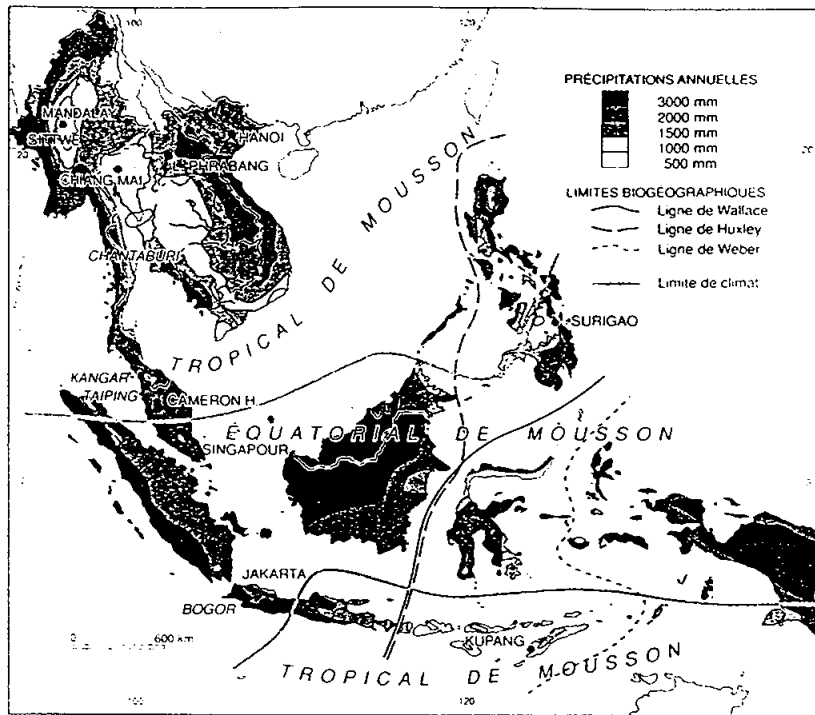
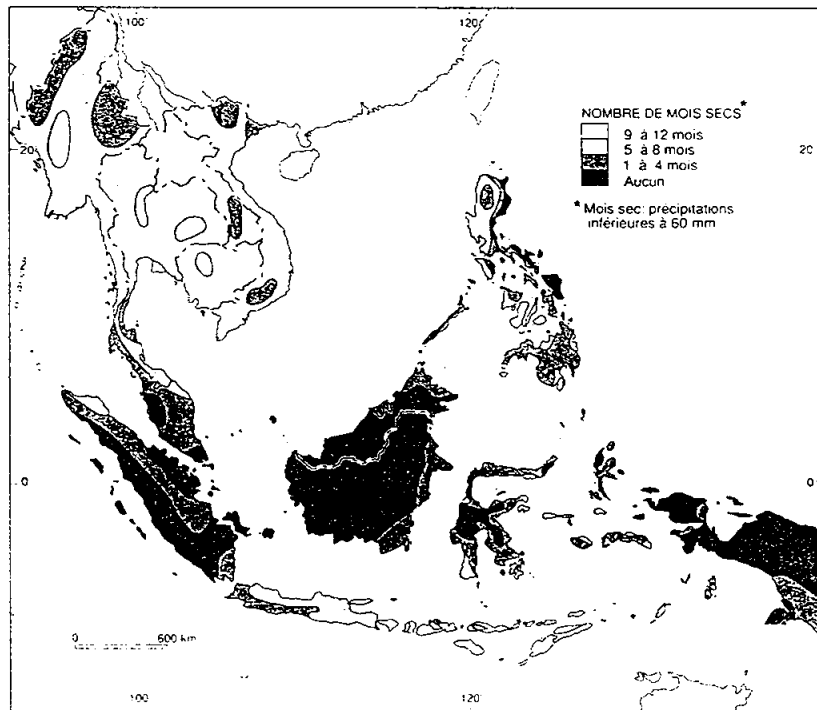


FIGURE 13. — Précipitations annuelles et grandes régions climatiques.



Source principale : Ulack et Pauer, 1988

FIGURE 14. — Les saisons sèches.

Car, au total, les pluies abondantes, combinées à la chaleur et à des taux d'humidité absolue presque partout élevés, assurent à la région, quels que soient les climats spécifiques, équatorial ou tropical de mousson, des conditions favorables à la pratique de l'agriculture, tout comme, plus largement encore, à la croissance de la forêt.

Une puissante couverture forestière

Il est vraisemblable de penser que, avant que l'homme ne commence à y dégager des espaces pour y pratiquer l'agriculture, la totalité des terres du Sud-Est asiatique étaient couvertes de forêt. Encore aujourd'hui, malgré un recul très rapide, en particulier depuis la fin des années soixante, celle-ci, toutes formations confondues (forêts tropicale pluviale, tropicale de mousson, secondaire, ou mangrove), couvre encore près de la moitié des superficies. Cependant, dans certains pays, tels le Vietnam ou les Philippines, le recul de la forêt apparaît beaucoup plus dramatique.

Sur le plan de la variété des espèces, tant florales que fauniques, les forêts de la région demeurent de loin les plus riches du monde, deux facteurs, ou deux ensemble de facteurs contribuant à cette richesse. Le premier : cette position d'aboutissement sud-oriental de l'Asie et de pont bi-hémisphérique entre celle-ci et l'Australie. En effet, le Sud-Est asiatique a représenté, en particulier pendant le Paléolithique, le terme tropical des migrations d'espèces nombreuses de plantes et d'animaux provenant du continent asiatique. Il semble cependant que peu de ces migrants ait pu se rendre dans la partie orientale de l'archipel, les étendues d'eau profonde séparant les plateaux de la Sonde et d'Arafura, devenus depuis des plate-formes sous-marines, s'avérant des obstacles difficiles à franchir. C'est ainsi qu'en 1868, le naturaliste britannique A. R. Wallace identifiait deux grands domaines biogéographiques, séparés par une ligne imaginaire entre les îles de Bornéo et de Sulawesi (autrefois sous le nom de Célèbes) : à l'ouest, le domaine asiatique ou oriental ; à l'est le domaine australien lui aussi source d'enrichissement biogéographique. Depuis, d'autres scientifiques ont fait valoir que la limite ou la ligne dite de Wallace était un peu précoce, en ce sens qu'elle n'avancé pas assez vers l'est. Tout d'abord, Huxley la modifia de façon à intégrer l'ensemble de l'archipel philippin dans le domaine proprement asiatique. Puis Weber en établit une toute nouvelle, située entièrement plus à l'est. On reconnaît ainsi aujourd'hui une troisième aire biogéographique, l'aire dite de Wallacea, ne ressemblant que partiellement à celles qui l'encadrent à l'ouest et à l'est (fig. 13).

Un deuxième facteur fondamental favorise la région, déjà riche des apports migratoires venus du nord-ouest et du sud-est. Il s'agit de sa tropicalité, de sa tropicalité particulière, serait-on tenté d'ajouter. Celle-ci relève tant de sa position, en bonne partie maritime, que de sa topographie enchevêtrée, à savoir des terres et des îles largement découpées sur les plans horizontal et vertical. Combiné aux effets proprement climatiques, ceux des températures, des pluies et de l'humidité relative élevées, ce large et complexe découpage contribue à la prolifération des habitats. Tous ces espaces, en particulier tous ces étages, selon qu'ils sont ou non exposés à la mousson, représentent autant de niches écologiques, souvent fort distinctes les unes des autres.

La prolifération des habitats apparaît d'ailleurs encore plus marquée à l'approche des latitudes équatoriales. En effet, plus la latitude est faible, plus les différences d'altitude entraînent des différences de température marquées. Par exemple, deux lieux séparés par 300 m d'altitude, mais tous deux situés à la latitude de 10° N, sont caractérisés par des différences de température moyenne plus grandes que deux lieux équivalents, situés à la latitude de 40° N. En conséquence, une proportion importante de l'Asie du Sud-Est, si montagneuse, se distingue par des températures moyennes inférieures aux moyennes tropi-

cales théoriques. Pour cette raison, on y rencontre plus de variations dans les habitats, qui se succèdent en rangs plus serrés et qui abritent chacun une formation végétale spécifique.

En effet, l'une des caractéristiques essentielles de la forêt tropicale, et en particulier de la forêt pluviale — aussi appelée forêt ombrophile ou sempervirens ou, de façon plus ambiguë, équatoriale — réside dans un fort taux d'endémisme. Chaque pan de forêt recèle un nombre élevé d'espèces uniques, spécifiques, introuvables ailleurs. Dans un hectare de forêt ombrophile on peut généralement recenser entre 50 à 200 espèces d'arbres, alors que l'on en compte rarement plus de dix dans un hectare de forêt tempérée. De plus, un tel hectare de forêt sempervirens ou même secondaire est susceptible d'abriter plusieurs centaines d'espèces de plantes et d'animaux, en particulier des insectes et des oiseaux, dont plusieurs endémiques. Enfin, grâce à l'énergie solaire et aux pluies équatoriales auxquelles elle est exposée, la forêt pluviale produit une quantité considérable de matière végétale : de 25 à 30 tonnes de nouvelles pousses annuelles par hectare, soit trois fois plus qu'une forêt coniférienne. Au total, un hectare de forêt pluviale supporte au-dessus du sol une biomasse dont le volume peut atteindre 500 tonnes, quantité plusieurs fois supérieure à celle contenue dans une forêt tempérée.

Bref, les forêts de la région, qu'elles soient pluviales (de montagne, de plaine ou du type mangrove), tropicales de mousson ou secondaire, sont de loin les plus riches du monde. On y trouve non seulement les plus grandes quantités de bois durs tropicaux, appartenant pour la plupart à la famille des diptérocarpacés, mais aussi un nombre record d'espèces de palmiers, de bambous, d'oiseaux ou de papillons. Mais, comme les autres formations tropicales du monde, en particulier celles d'Amérique et d'Afrique, les forêts d'Asie du Sud-Est sont fragiles, vulnérables. Car la puissance de la forêt de la pluie réside dans son architecture et non dans son soutien. Pourtant riche en matière et en espèces végétales, elle repose sur des sols minces, généralement pauvres, où ses racines ont peu de vigueur. Une fois détruite, une telle forêt expose trop souvent des sols facilement lessivés par des conditions climatiques, notamment des pluies violentes, dont elle-même sait pourtant tirer le meilleur profit.

V. Les grands fleuves et leurs deltas

Étant donné l'abondance des précipitations, l'ampleur des reliefs et de leur couverture forestière, la région est innervée par de multiples réseaux hydrographiques, dont certains sont particulièrement puissants. Des îles telles Bornéo ou la Nouvelle-Guinée, encore largement couvertes de forêts, sont desservies par des systèmes fluviaux exceptionnellement denses, qui aujourd'hui encore tiennent lieu de principaux réseaux de communications. C'est aussi le cas des fleuves de Sumatra qui, prenant leurs sources dans les contreforts des monts Barisan, traversent les grandes plaines marécageuses de l'est de l'île avant de se jeter dans le détroit de Malacca, la mer de Chine méridionale ou la mer de Java. (fig. 15).

Mais c'est dans la zone continentale, de la Birmanie au Vietnam, que l'on retrouve les fleuves les plus importants, qui tous forment de surcroît de larges deltas. Non seulement ces fleuves, de l'Irraouaddi au Sông Hồng (fleuve Rouge), en passant par la Salouen, la Ménam Chao Phraya et le Mékong, ont-ils des débits importants, mais ils se caractérisent par des amplitudes très marquées entre les étiages et les crues. Ces grands systèmes fluviaux prennent naissance dans les montagnes et plateaux du nord de la région ou du sud de la Chine et irriguent tant physiquement que culturellement l'ensemble de la péninsule indochinoise (tab. 3).

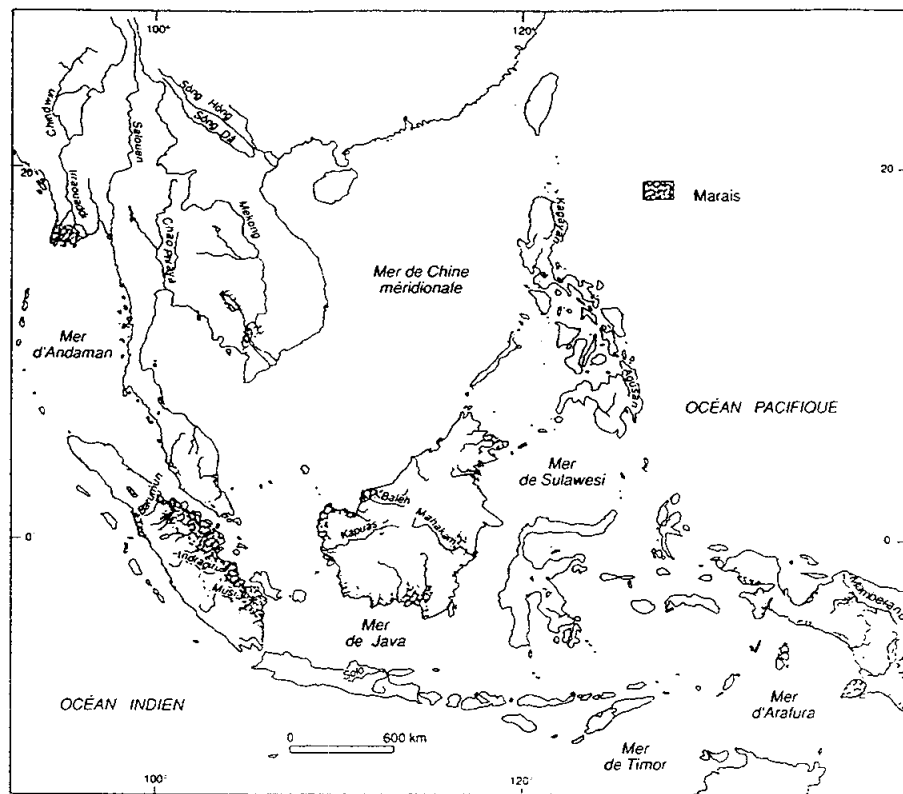


FIGURE 15. — Les principaux réseaux hydrographiques.

TABLEAU 3. — Les grands fleuves du continent^a.

Fleuve	Longueur (km)	Dimension du bassin (km ²)	Débit à l'embouchure ^b (m ³ /sec)		
			annuel moyen	minimum	maximum
Irraouaddi	2 250	409 000	12 660	?	63 700
Salouen	2 414	324 000	10 000	?	?
Mékong	4 350	795 000	14 700	1 250	66 700
Sông Hồng (fleuve Rouge)	1 200	120 000	3 900	700	35 000

a) Les données disponibles sur la Ménam Chao Phraya sont trop imprécises pour être citées ici. b) Dans le cas du Mékong, il s'agit de Kratié, à l'amont de Phnom Penh et du delta.

Sources : Nations-Unies (1968) *Atlas du Mékong*; UNESCO (1974) *Débits de certains cours d'eau du monde*; Van Der Leeden, E. (1975) *Water Resources of the World*.

C'est le cas en particulier du plus important d'entre eux, le Mékong, qui prend ses sources à près de 5 000 m sur la bordure orientale du plateau tibétain. Lorsqu'il parvient à

son embouchure, à quelque 4 300 km de là, dans le sud du Vietnam, ses eaux limoneuses drainent et irriguent un large delta. Son débit annuel moyen est inférieur à 15 000 m³/s, mais ses crues peuvent atteindre 67 000 m³/s. Elles surviennent vers le mois d'octobre, alors que l'arrivée des pluies de mousson se conjugue avec celle des eaux issues de la fonte estivale des neiges sur les hauts plateaux. Le Mékong, dont le bassin couvre près de 800 000 km², transporte alors une lourde charge de limons qui servent à la formation de son delta, dont la progression en mer est d'environ 75 m par an. Outre son importance hydrologique considérable, le Mékong, fleuve international par excellence, occupe une place centrale, stratégique dans l'économie et la géopolitique des cinq pays de la péninsule.



PHOTO 1. Les inondations d'octobre dans la plaine des Quatre-Bras au Cambodge.

Plus court de moitié, drainant un bassin près de deux fois moins étendu, l'Irraouaddi possède un débit et un comportement comparables : à la hauteur de Rangoon, ses eaux s'écoulent au rythme annuel moyen d'environ 12 000 m³/s, alors que ses crues, qui surviennent en juillet-août, dépassent 63 000 m³/s. Sa plaine centrale et son delta sont au cœur de la géographie de la Birmanie. En Thaïlande, malgré une plus grande discrétion sur le plan hydrologique, la Ménam Chao Phraya et ses nombreux affluents occupent une place équivalente. On peut en dire autant du Sông Hồng (fleuve Rouge) dans le nord du Vietnam. Avec ses affluents, il représente la principale source d'irrigation et de fertilisation des basses terres du Tonkin.

Seul, parmi les grands fleuves de la région continentale, la Salouen, malgré une importance hydrologique considérable, occupe une place marginale à titre de bassin de peuplement, bien que des villes importantes soient établies à son embouchure (Moulmein et Martaban). Son parcours encaissé, dans une zone essentiellement montagneuse, peu peuplée, l'avait jusqu'à aujourd'hui gardée en bonne partie à l'écart des affaires de la

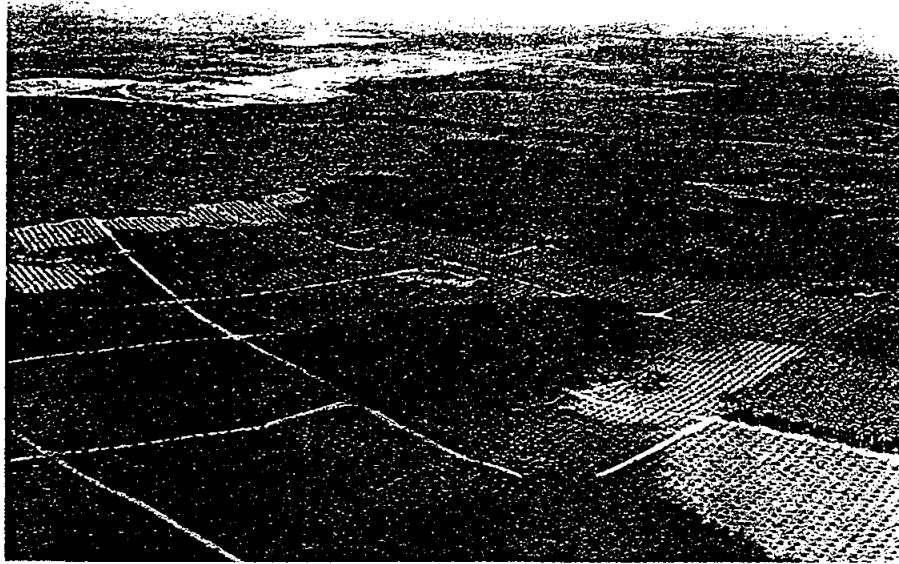


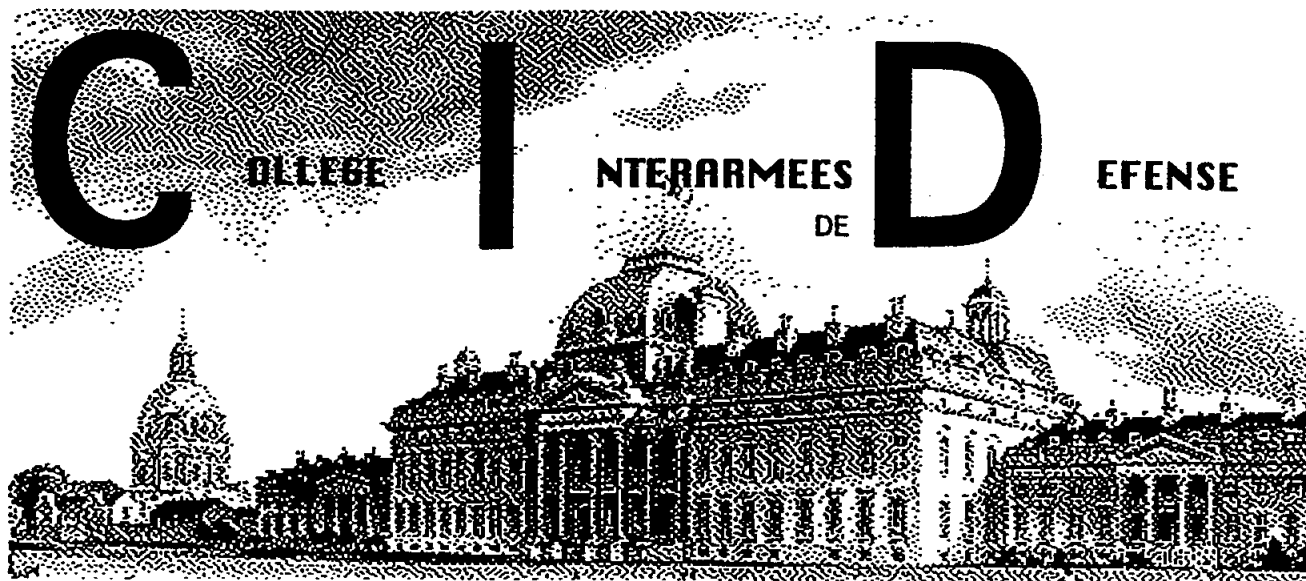
PHOTO 2. L'expansion de l'agriculture de plantation, dans ce cas-ci du palmier à huile, dans l'État malaysien du Sarawak dans l'île de Bornéo.

Birmanie. C'est moins le cas aujourd'hui, étant donné l'opposition à l'endroit du pouvoir central des peuples vivant dans cette région frontalière avec la Thaïlande.

Si, du point de vue du peuplement, les principaux bassins et deltas du Sud-Est asiatique se trouvent dans la région continentale, les fleuves drainant les terres de l'archipel ne sont pas pour autant marginaux à titre de lieux de rassemblement. Certes plus modestes, des bassins fluviaux, tels ceux du Solo et du Brantas à Java, ou du Cagayan dans l'île de Luçon n'en sont pas moins le lieu de très fortes concentrations de population. De plus, l'on peut s'attendre à ce que quelques-uns des bassins des grands fleuves drainant les îles et territoires extérieurs de l'Indonésie, en particulier Sumatra, Kalimantan et l'Irian Jaya, fassent l'objet d'une colonisation accentuée au cours des prochaines décennies.

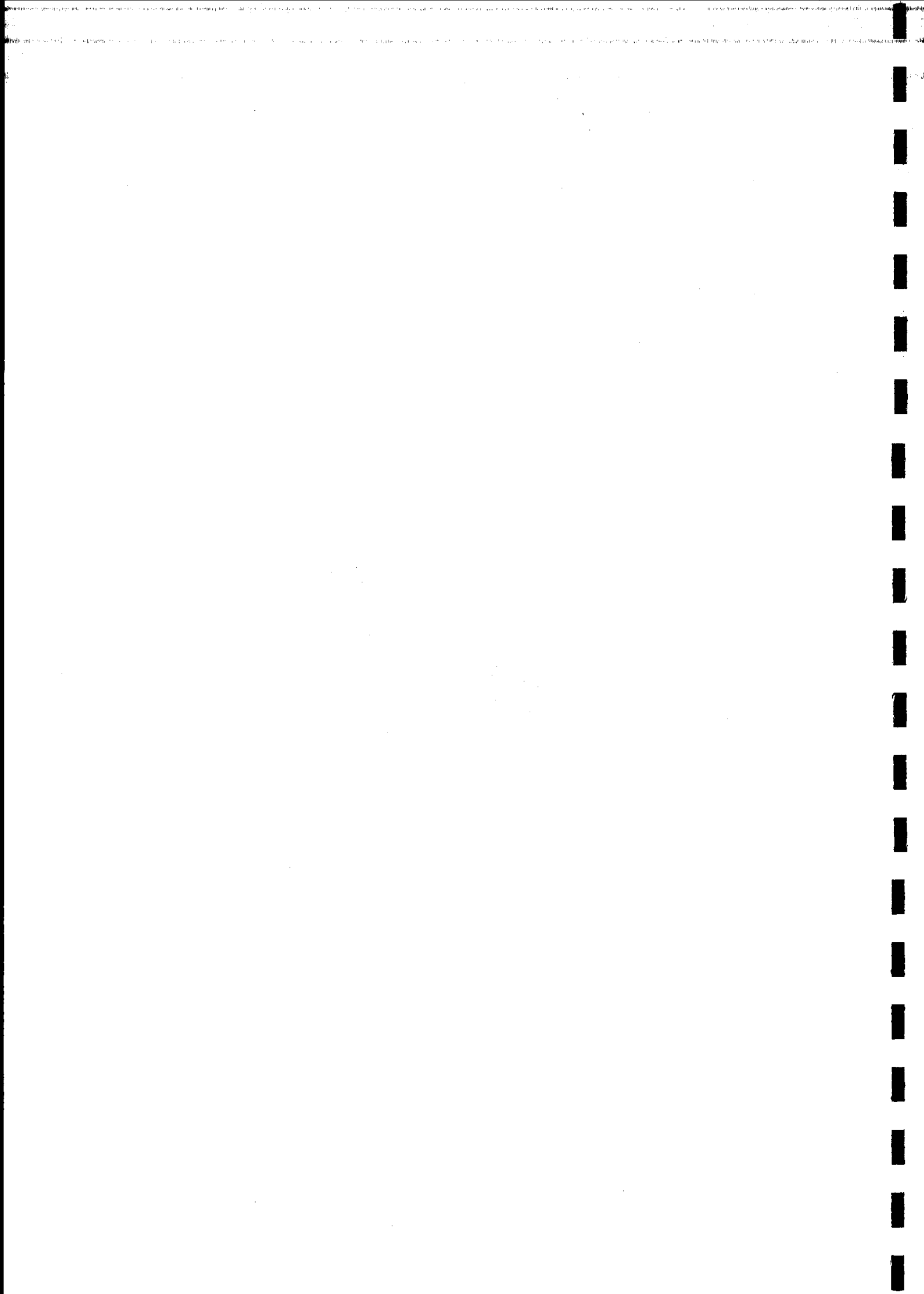
Orientation bibliographique

- DOBBY E.H.E., *Southeast Asia*, University of London Press, Londres, 1960.
- FISHER C.A., *South-east Asia. A Social, Political and Economic Geography*, Methuen, Londres, 2^e éd., 1966.
- LEE Y.L., The Archipelagic Concept and its Impact on Southeast Asia, *Singapore Journal of Tropical Geography*, 4 (1), 1983 : 34-39.
- MORGAN J.R. et VALENCIA M.J., *Atlas for Marine Policy in Southeast Asian Seas*, University of California Press, Berkeley, 1983.



HISTOIRE ET GEOPOLITIQUE

SESSION 1994 - 1995



SYNTHESE DE **L'HISTOIRE DE L'ASIE DU SUD EST** (Jusqu'en 1945)

Voie de passage entre l'Océan Indien et le Pacifique, producteur d'or, d'épices, puis de matières premières, l'Asie du SE a été au cours des âges un centre d'attraction du commerce international et un lieu de rencontre des civilisations. Et pourtant, ce brassage des cultures, thème dominant de l'évolution de la région, n'a pu empêcher les différents peuples de conserver chacun un fonds culturel original sur lequel devaient agir les influences extérieures sans jamais le faire disparaître.

L'homme est très ancien en Asie du SE. on le retrouve d'abord à Java, puis il se développe dans la péninsule indochinoise et l'archipel malais, qui partagent alors une même culture primitive néolithique.

Les grandes migrations chinoises

Le peuplement préhistorique est ensuite assuré en bonne partie par de grandes vagues migratoires, à l'est dans une partie des archipels indonésiens (papous et mélanésiens), mais surtout plus à l'ouest, où des émigrés chinois descendent massivement vers le sud à partir du deuxième millénaire avant JC. Ce glissement continu des peuples les plus vigoureux de la péninsule vers le sud va d'une part permettre l'établissement de grandes nations (Khmers, Vietnamiens, Birmans, Siamois), et d'autre part repousser devant lui les populations anciennes, qui, en s'implantant plus au sud ou en franchissant la mer, vont jeter les bases d'une identité malaise.

Sinisation et indianisation

Pendant deux millénaires, l'influence des grands foyers de civilisation voisins, la Chine et l'Inde, va être déterminante. Si, en s'étendant, l'empire chinois Han apporte son modèle philosophique et administratif de société à la péninsule indochinoise, dans les siècles qui suivent l'influence du monde indien va devenir prépondérante. Véhiculée par les marchands, cette « indianisation » se manifeste tout particulièrement dans l'écriture et les croyances religieuses, qu'elles soient hindouistes ou bouddhistes. Elle s'accompagne de la formation de grands royaumes, d'abord au carrefour des voies de communications (« Founan » dans le bas-Mékong du II^{ème} au V^{ème} siècle, « Champa » dans le sud Viêt-nam), puis d'avantage tournés vers l'agriculture à l'intérieur des terres et autour des grands bassins fluviaux. Ces royaumes agraires, en particulier dans la péninsule, sont à l'origine des états actuels.(« Pagan » en Birmanie du XI au XIII^{ème} siècle, « Angkor » au Cambodge, du IX au XIII^{ème} siècle)

Islamisation de l'archipel par la mer

En parallèle à l'essor des royaumes agraires, le trafic maritime et de grands comptoirs portuaires se développent, assurant le relais des influences venues de l'ouest. C'est ainsi que l'Islam, importé de l'Inde par les marchands, se propage sur

les côtes. A partir du XIII siècle, les principautés côtières qui sont devenus des centres musulmans, utilisent leur religion comme instrument de lutte politique et spirituelle contre les monarchies hindouistes de l'intérieur, notamment le « Mojopahit » de Java. L'Islam se diffuse alors dans tout l'archipel au XV ème siècle, en même temps que la langue malaise.

La religion musulmane ne va pourtant pas effacer les vieilles cultures animistes, bouddhistes et hindouistes. Elle va au contraire les assimiler et les transformer, tout en perdant en même temps l' aspect fanatique de sa patrie arabe. On trouve ici l'origine de la tolérance islamique si caractéristique de l'Indonésie.

En revanche, si l'Islam s'est adapté aux vieux cultes du monde malais, il se révélera, avec le bouddhisme toujours prédominant dans la péninsule indochinoise, comme une barrière efficace à la pénétration du christianisme et des idées occidentales.

La colonisation

Mais l'histoire de l'Asie du SE ne se résume pas à celles des grands royaumes agraires et comptoirs maritimes. Parmi les multiples autres acteurs, les européens vont progressivement imposer leur présence.

Si les premiers contacts directs entre l'Europe et la région remontent à l'an 166, lors d'une expédition maritime vers la Chine, c'est la description des voyageurs tels Marco Polo qui va lancer les européens à la recherche des épices. Les premières étapes de leur implantation débutent alors au 16ème siècle, par les Espagnols et les Portugais qui vont progressivement ravir aux marchands musulmans le contrôle du lucratif commerce des épices, et s'emparer des grands réseaux d'échanges dans les mers de l'archipel. L'opposition des sultans locaux, la progression de l'Islam qui se heurte aux tentatives d'évangélisation, va conduire à une multiplication des conflits et une mainmise des Espagnols sur les Philippines et surtout des Portugais dans l'archipel qui ne repose que sur la seule force des armes.

Au cours de la fin du 16ème siècle et au début du 17ème, les Anglais mais surtout les Hollandais envoient des flottes marchandes et des flottes de guerre pour se procurer directement des épices sans passer par les portugais. Le 17ème siècle va être une période d'affrontement entre Européens. Il s'achève par la prise de contrôle complète de tout l'archipel par les grandes compagnies marchandes hollandaises. En définitive, c'est par la périphérie maritime que les Européens se sont approchés puis établis dans la région. Les Espagnols sont en place dans leur domaine Philippin à l'est, les Hollandais consolident leur emprise sur l'immense croissant territorial de l'archipel indonésien, les Anglais se sont ménagés un domaine intermédiaire et les Français, derniers arrivés, ne peuvent que se confiner au domaine continental.

Motivés principalement par des motifs commerciaux, les Européens réalisent aussi d'autres « oeuvres », dont la diffusion des valeurs occidentales, notamment religieuses. Mais surtout ils vont contribuer à déstabiliser les pouvoirs régionaux dans l'archipel.

La fin du 18^{ème} siècle et surtout le 19^{ème} siècle va être l'ère du « partage ». Libérés du fardeau des guerres napoléoniennes, les puissances Européennes vont accélérer leur conquêtes et annexions aussi bien commerciales que politiques. Les conditions de réalisation de ce partage vont laisser des traces profondes dans l'ensemble de la région.

Le domaine Britannique

N'ayant eu que peu de succès face aux Hollandais à l'est de l'archipel, les anglais vont chercher à s'implanter dans son centre, et notamment à contrôler le détroit commercial de Malacca. En un siècle, ils vont parvenir à maîtriser l'ensemble de la péninsule malaise, unifier les divers états en l'actuelle Malaisie et faire de Singapour la pièce maîtresse de leur dispositif commercial reliant l'Inde à la Chine. En même temps, pour se débarrasser de la piraterie menaçant leur trafic maritime dans la région et tout particulièrement au large des côtes septentrionales de Bornéo, ils apportent leur soutien au sultanat du Brunei pour chasser les pirates et la rébellion. Ils s'emparent ainsi de tout le versant nord de l'île de Bornéo. Enfin, pour contrôler les rives de l'Océan Indien et freiner les ambitions françaises, ils conquièrent par la force la Birmanie.

L'Indochine française

Ecartée du sous-continent indien et de l'archipel, la France va chercher des points de ravitaillement indépendants sur la route maritime vers la Chine. Elle n'y parviendra réellement qu'au milieu du 19^{ème} siècle.

Présents au Viêt-nam dès le 18^{ème} siècle, les français, principalement des missionnaires, vont propager le catholicisme parmi la population, malgré les persécution de l'Empereur d'Annam qui s'oppose au prosélytisme chrétien. Pour protéger ses missionnaires, la France va progressivement imposer sa force, d'abord à Saigon en 1860, puis dans toute la péninsule en trente ans. Après l'offensive de son corps expéditionnaire dans l'Annam et tout particulièrement au Tonkin de 1883 à 1885, la France crée en 1887 l'Union Indochinoise, rassemblant autour de la colonie de Cochinchine les quatre protectorats d'Annam, du Tonkin, du Laos et du Cambodge.

Les Indes néerlandaises

l'état hollandais a dû fournir d'énormes efforts pour tenter de soumettre et d'unifier l'immense territoire de l'archipel. Après avoir récupéré en 1824 Java prise par les Anglais en 1811, les néerlandais vont entamer un long processus de soumission et d'intégration des populations, rencontrant de nombreuses rébellions et de féroces résistances dans les diverses îles. La conquête ne sera achevée qu'au début du 20^{ème} siècle. (Cf chapitre Indonésie)

Les Philippines américaines

La pénétration espagnole aux Philippines résulte d'une alliance entre l'armée et l'Eglise, commencée au 18^{ème} siècle. La conquête militaire fût suivie d'une vigoureuse évangélisation qui pénétra profondément dans l'archipel à l'exception des îles du sud-ouest. L'unification, la mise en place d'une organisation et d'une économie nationale philippine favorise l'émergence progressive d'une classe de « citoyens éclairés », fervents nationalistes encouragés par les américains. En 1898, les Etats-Unis font capituler les espagnols et passer pour des libérateurs, et se lancent dans une vraie conquête militaire et policière pour pacifier l'archipel et contrer les révolutionnaires philippins. Par la suite, les américains vont entamer une

vigoureuse politique de « colonisation » agricole, commerciale et militaire jusqu'à l'invasion japonaise.

L'invasion Japonaise

Après son invasion de la Mandchourie en 1931 puis de la Chine à compter de 1937, le Japon lance de grandes offensives militaires dans toute l'Asie du SE à partir du 8 décembre 1941. L'occupation de la région pendant une courte période de 3 ans et demi va influencer considérablement sur son destin politique.

Accueillis au début en libérateurs du joug colonial, les japonais vont rapidement être haïs par des populations soumises au pillage, à l'exploitation et à la dureté de l'administration japonaise. Cette animosité et cette méfiance des asiatiques envers les japonais est encore très marquée de nos jours. Par ailleurs, l'image d'invincibilité des occidentaux est détruite, et des mouvements de résistances à l'envahisseur se développent, constitués souvent de communistes qui sont durement pourchassés. Ce sont ces derniers qui vont animer les mouvements nationalistes naissants. Les japonais contribuent d'ailleurs directement à la montée du nationalisme, voyant là un moyen de réduire l'Occident de la région. Ils encouragent ainsi le développement des langues locales, et accordent « l'indépendance » à la Birmanie et aux Philippines dont la collaboration des dirigeants leur est la mieux acquise.

Cette occupation des japonais marque ainsi le glas de l'ère coloniale. A leur départ, Birmanie, Philippines, Indonésie et Viêt-nam refusèrent le retour de l'ancien ordre colonial. Les Indonésiens durent lutter 4 ans contre le retour de hollandais, et les vietnamiens ne se débarrassèrent des français qu'en 1954, puis des américains qu'en 1975.

APPROCHE GLOBALE DE LA GEOPOLITIQUE DE L'ASIE DU SUD-EST

APPROCHE GEOPOLITIQUE GLOBALE

L'étude de l'Asie du SE ne peut être dissociée d'une approche géopolitique globale de l'Extrême Orient, qui s'étend de la Chine et la Birmanie à l'ouest aux Philippines à l'est, du Japon au nord à l'Australie au sud. Cet ensemble paraît de prime abord très complexe, extrêmement diversifié, et il semble ainsi impossible de trouver des points communs entre l'immense Chine et le minuscule Singapour, ou entre le très dynamique et très riche Japon, et le pauvre Viêt-nam.

Globalement, les pays de la région présentent deux points communs: *diversité, et intérêt géopolitique.*

La « diversité » est le caractère essentiel de la région. Il se traduit par la taille extrêmement variable des états, par le contraste des reliefs, allant des montagnes de l'Himalaya aux deltas des grands fleuves et aux multiples micro îles, par la multiplicité des climats et des végétations, de la forêt tropicale de mousson à l'Est aux zones semi-désertiques de l'Ouest, par la richesse inégale des sous-sols, certains pays, étant richement pourvus en minerais (Malaisie) ou en pétrole (Brunei), d'autres en étant totalement privés (Japon).

Il se révèle surtout au travers des populations, formées d'incroyables mosaïques de peuples, d'ethnies, de cultures, de langues et de religions. Ce point commun aboutit à de multiples antagonismes qui vont de simples différents et guérillas aux affrontements les plus sanglants (Sri Lanka)

L'Extrême Orient se distingue aussi par l'intérêt géopolitique qu'il suscite:

- son potentiel économique est un enjeu mondial. On y trouve en effet un géant économique (Japon), des pays très prometteurs (les quatre "Dragons", et plus récemment la Malaisie, la Thaïlande, etc.), de nombreuses ressources agricoles et minières, une main d'oeuvre abondante et peu coûteuse, et un immense marché constitué par le très grand volume de population;

- ses rives contrôlent l'une des plus importantes voies maritimes du monde, qui a permis jadis l'enracinement des pays européens dans leurs possessions asiatiques, et qui sert maintenant à l'acheminement de l'énergie destinée au Japon et à ses échanges commerciaux;

- pendant cinquante ans, il a servi de théâtre d'affrontements idéologiques entre le communisme et le libéralisme.

Ces deux points communs, diversité et intérêt géopolitique, ne doivent pas cacher des *clivages profonds*, qui vont nous permettre de tenter un *découpage de la région* en fonction des quatre points cardinaux.

Distinguons tout d'abord le Nord du Sud. Au Nord, la Chine et le Japon sont des pays immenses, soit par la population et la superficie, soit par la puissance économique. Tous deux délimitent en outre un monde sinisé, non colonisé, et couvert par une stratégie nucléaire. En revanche, plus au sud, l'Asie du SE regroupe des pays de taille et de poids économique ou politique plus faibles, de civilisation indienne, et dont les relations ont été longtemps dominées par la décolonisation européenne et la rivalité E/W, sans enjeu nucléaire.

- La séparation Nord Sud coïncide avec une frontière culturelle et historique, séparant un monde sinisé d'un monde indianisé (à l'exception toutefois du Viêt-nam et des colonies de chinois expatriés, qui, malgré leur appartenance à la culture chinoise, peuvent être inclus dans l'Asie du SE tant ils se sont intégrés avec leurs voisins au cours de ces dernières décennies). Cette appartenance culturelle ne semble pas induire une identité déterminante dans le comportement, comme en témoignent les politiques si différentes de la Chine et du Japon. On constate cependant que les pays sinisés de l'Asie du NE ont connus de nombreuses divisions internes (guerre entre Viêt-nam du Nord et du Sud, opposition persistante entre Chine communiste et nationaliste, Corée du nord et du Sud), alors que les pays indianisés de l'Asie du SE semblent être restés plus unis, et pour la plupart séduits par les courants neutralistes (Birmanie, Indonésie de Suekarno, etc.)

- La frontière correspond aussi à une séparation entre les pays du Nord, qui ont subi parfois une très grande influence des occidentaux, mais sans avoir réellement été colonisés (Chine, Japon, Corée), et les anciennes colonies françaises, anglaises ou néerlandaises plus au sud. Les structures politiques, économiques et sociales des deux ensembles sont ainsi très différentes.

- enfin, Nord et Sud se distinguent dans le nucléaire. Au Nord, la Chine est une puissance nucléaire, la Corée du nord est soupçonnée de le devenir, et le Japon dispose de tous les moyens nécessaires pour s'en équiper s'il le décide. Tous ces facteurs contribuent à créer une zone de stratégie nucléaire, dans laquelle les puissances atomiques se réservent le droit d'utiliser la menace de leurs arsenaux en vue d'obtenir des résultats vitaux pour leur sécurité (par exemple, la Chine poursuit ses essais nucléaires en dépit du moratoire). Le Sud par contre est une zone de stratégie non nucléaire, dans laquelle aucune puissance atomique n'envisage de se servir de ses armes en cas de menace (exemple des Etats-Unis pendant la guerre du Viêt-nam)

La seconde séparation se situe sur un axe Est-Ouest, entre un monde essentiellement continental, qui comprend la Chine, la Corée, l'Indochine, et le monde plus maritime du Japon, de la Malaisie, des pays insulaires philippins, indonésiens, taiwannais, singapouriens, etc.

Ils s'opposent aussi sur le plan économique et politique car la zone continentale, peu développée, a totalement subi l'influence communiste alors que la zone maritime, comprenant notamment le géant économique japonais et les NPI, a servi de rempart au monde libre.

- L'Extrême Orient continental regroupe en effet les états communistes de Chine, Corée du nord, Viêt-nam, Laos, Cambodge. L'expansion du communisme s'est faite par étapes, accompagnée à chaque fois d'un conflit entre communistes: conflit sino-soviétique, vietnamo-chinois, puis khmero-vietnamien. A l'inverse, l'Extrême Orient maritime (Japon, Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong, pays de l'ASEAN) a vu prospérer le capitalisme libéral.

- Ce clivage coïncide aussi avec une opposition entre des états de l'ouest peu développés comme la Chine, malgré sa frange côtière, ou l'Indochine, et des pays de l'est aussi industrialisés que le Japon, et les NPI. La Malaisie et la Thaïlande commencent aussi à émerger, et les autres, quoique encore pauvres, possèdent néanmoins un revenu par habitant supérieur à celui de la Chine. Il est en particulier paradoxal de constater que le continent, communiste, possède la plupart des ressources minières et énergétiques, mais ne génère que peu de richesses, alors que dans la partie maritime, la richesse ne se fonde sur aucune ressource.

Par conséquent nous pouvons découper la région schématiquement en quatre zones de caractéristiques différentes:

l'Asie du NE continentale, l'Asie du NE maritime, l'Asie du SE continentale, et l'Asie du SE maritime.

Ces quatre secteurs géopolitiques sont assez homogènes et stables, et les crises les plus graves se sont situées sur leurs lignes de séparation (guerre de Corée, crise Chine-Taiwan, conflit sino-vietnamien, guerre d'Indochine, etc.).

L'INFLUENCE HISTORIQUE

Le 1er janvier 1877, la reine Victoria est proclamée impératrice des Indes. En fait le 19^{ème} siècle va connaître un affrontement des puissances européennes pour dominer la région. La Grande Bretagne en est en définitive la grande bénéficiaire, et sa domination ou son influence y est presque totale au début du 20^{ème} siècle, à l'exception de l'Indonésie, colonie des Pays-Bas, de l'Indochine française, et de la Thaïlande qui reste indépendante. Trois grands perturbateurs vont alors peser sur la région asiatique: le Japon, le conflit E/W et la Chine.

Le Japon

Pays exigu, dont la population est nombreuse et les ressources agricoles, minérales et énergétiques sont faibles, le Japon recherche dès le début du siècle de l'espace pour se développer et trouver des ressources et des marchés. Après s'être tourné vers la Chine et la Corée, il cherche à s'étendre vers le sud et le sud est dans une "sphère de co-prospérité", quitte à affronter les puissances européennes et leur allié américain en profitant de leur affaiblissement par la guerre en Europe. Entre 1941 et 1943, il s'empare ainsi d'une immense zone, comprenant notamment la Birmanie, la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines, l'Indonésie et de nombreuses îles du Pacifique. Cette guerre, qui s'achève en août 1945 par la défaite totale de l'empire du Soleil Levant, modifie profondément la géopolitique de la région:

- l'occupation brutale des japonais reste un souvenir cuisant. Cinquante ans plus tard, toute prédominance nippone, même économique, soulève la méfiance et l'inquiétude des pays asiatiques;
- les puissances coloniales, battues par les japonais, ont perdu leur prestige vis à vis des populations locales, et les mouvements de résistance réclament leur autonomie. Ces deux facteurs, auxquels s'ajoute la volonté anticolonialiste des Etats-Unis, vont conduire les pays à prendre leur indépendance à la fin des années quarante. L'Asie du SE, livrée à elle même, va devenir alors un des enjeux du conflit E/W.

Le Japon, lui, est alors totalement à la merci de ses vainqueurs américains, qui imposent une complète transformation de sa société. Mais ceux ci vont rapidement changer d'attitude, et aider le Japon à se reconstruire pour disposer d'un allié dans leur résistance à l'extension du marxisme. Quarante ans plus tard, le Japon est

devenu un géant économique qui a contribué, par sa recherche incessante de nouveaux marchés et de nouveaux investissements, au développement économique de la plupart de ses voisins. Mais son poids politique international reste bien faible.

Le conflit Est/Ouest

Pendant quinze années, jusqu'à la rupture sino-soviétique, la région va devoir subir le poids de l'affrontement Est-Ouest. L'idéologie communiste s'étend, soit par des affrontements directs (conflits Chine-Inde), soit par des manoeuvres indirectes, via des partis révolutionnaires qui vont troubler les régimes de la Malaisie, de l'Indochine française, de l'Indonésie et des Philippines. Les Etats-Unis, favorables au départ à ces mouvements empêchant le retour de la colonisation, vont par la suite s'engager résolument dans une lutte anti communiste, après l'accession au pouvoir de Mao Zedong (1949) et la guerre de Corée (1950 à 53). La stratégie américaine va consister à "contenir" l'expansion marxiste en s'appuyant sur les pays périphériques, par une action à la fois militaire et économique. Elle se traduit notamment par le Pacte de Colombo, programme d'aide économique à 24 pays asiatiques entre 1950 et 1964, et le traité de Manille en 1954, instaurant l'OTASE (Organisation du Traité pour l'Asie du SE), qui fut une alliance de type OTAN entre Les Etats-Unis, la France, Le Royaume Uni, l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Pakistan, les Philippines et la Thaïlande.

La même année, la conférence de Bandung réunit 25 pays asiatiques et africains à l'initiative conjointe de Nehru (Inde) et Soekarno (Indonésie). Cherchant à se démarquer de l'influence des deux grands, elle proclame le neutralisme et le non alignement, et la solidarité entre les pays en voie de décolonisation.

La Chine et le conflit triangulaire

A partir de 1960 l'opposition Chine-URSS s'ajoute à la rivalité Est-Ouest. Tous les pays de la région se trouvent contraints à un triple choix, même ceux de Bandung. Les conflits se multiplient, et l'influence communiste prend une ampleur nouvelle: Révolution Culturelle en Chine en 1966, succès diplomatique de l'URSS dans le conflit Inde-Pakistan, pression du Nord Viêt-nam sur le Sud provoquant l'engagement des Etats-Unis, virulence des mouvements communistes en Birmanie, Malaysia, Thaïlande. Certaines nations pro-occidentales, inquiètes, vont alors se rassembler en 1967 dans l'ASEAN (association des Nations de l'Asie du SE: Malaysia, Singapour, Thaïlande, Indonésie, Philippines), pour tenter de renforcer la collaboration économique et faire front sur le plan politique.

L'effondrement de l'URSS

En 1979, le communisme est à son apogée, et l'Asie du Sud et du SE semble enfermée dans une tenaille, les soviétiques étant entrés en Afghanistan à l'ouest et les vietnamiens au Laos et au Cambodge à l'est. Indonésie et Philippines sont en proie aux guérillas marxistes. La marine soviétique, et dans une moindre mesure chinoise, sillonne l'Océan Indien.

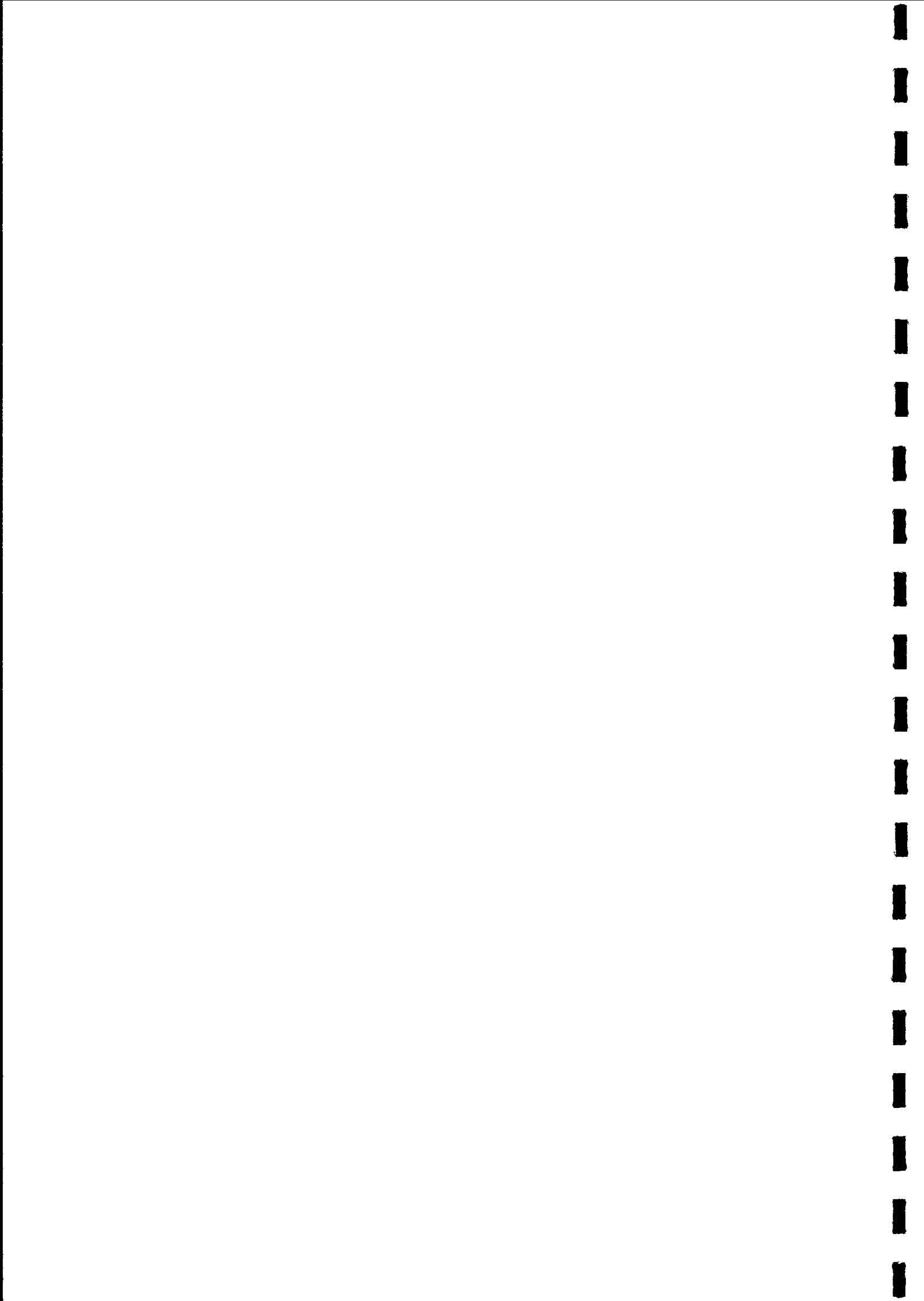
Dix ans plus tard, la situation est inversée. Le désengagement soviétique commencé en 1985 sous Gorbatchev se transforme en déroute après l'implosion de l'URSS, les partis communistes locaux sont brisés, l'Afghanistan est évacuée de même que le Cambodge, le Viêt-nam et la Chine ont modifié totalement leur approche économique.

En 1994 les conflits idéologiques sont apaisés, et l'on a assisté à de spectaculaires rapprochements: Chine-Japon, Chine-Viêt-nam, Chine-Indonésie et Japon-Philippines. Seule la crise du Cambodge ne semble pas résolue, malgré l'action de

l'ONU, et la situation en Corée du Nord n'est pas très stable, malgré son apparente bonne volonté vis à vis du TNP.

Un nouveau facteur d'unité semble caractériser la région: la volonté de réussir sur le plan économique.

La situation économique des Etats de l'Asie est très inégale. Globalement, les résultats reflètent les choix politiques passés. C'est ainsi que les pays qui se sont engagés résolument dans le camp occidental sont pour la plupart en tête du classement: Japon bien sûr, Corée du Sud, Singapour, Taiwan et Hong Kong ensuite, puis plus récemment Thaïlande, Malaysia, Indonésie. Seules les Philippines, pourtant exemplaires sur le plan démocratique, tardent à démarrer. En revanche les pays qui avaient choisi l'économie planifiée socialiste rencontrent plus de difficultés: la Chine progresse à plusieurs vitesses, augmentant ainsi le clivage entre le retard des provinces intérieures et le dynamisme spectaculaire de la zone côtière, le Viêt-nam et le Laos renaissent à peine, le Cambodge persiste dans la misère. Mais tous, à l'exception de la Corée du Nord écrasée par un régime intransigeant, semblent animés de la même volonté de se développer sur le plan économique.



SYNTHESE DES PROBLEMES DE SECURITE EN ASIE DE L'EST

(Conférence du 22/12/94 par M Blanche-maison)

Il est très difficile d'isoler l'étude de la sécurité de l'Asie du SE de celle de l'extrême orient ==> monde chinois, Japon, Corée, pays de l'ASEAN, péninsule indochinoise, Birmanie.

1/ FACTEURS DOMINANTS

- **Démographie**: le poids relatif des pays va considérablement varier (exemple de la population de l'Inde qui dépassera celle de la Chine dans les années 2020 à 2025)

- **Economie**: l'ensemble de la zone connaît une croissance forte et régulière (Chine en surchauffe à 13%, pays ASEAN+NPI: moyenne de 7 à 10% sur une longue période). Les économistes ne voient pas de ralentissement prochain de cette croissance, car le "gisement de ressources naturelles et de main d'oeuvre pas chère" est immense.

- **la croyance "croissance économique = facteur de paix"**: qui ne s'est avérée plutôt fautive en occident, est très répandue en Asie. Chacun croit que la croissance économique réduit les tensions et les risques de conflits.

- **la fin d'un monde bipolaire** implique une redistribution de l'importance stratégique des pays de la zone.

2/ CONSEQUENCES DU VIDE STRATEGIQUE

- **désengagement des EU**: cette crainte est plus ou moins partagée par tous les pays de la région. La défense du Japon repose sur la protection des EU. La plupart des autres pays, malgré leurs poussées nationalistes et anti-américaines, pensent que la présence US est un réducteur de tension, surtout si l'opposition latente Chine/Japon s'amplifie. C'est notamment le point de vue de tous les membres de l'ASEAN.

- **le retrait de l'URSS** s'accompagne d'une incertitude sur la place future de la Russie, absente pour l'instant de la zone, mais qui possède toujours une grosse flotte à Vladivostok.

- **le marché de l'armement est florissant**, car il est stimulé par l'essor économique, le rattrapage de la stagnation des années 80, et les inquiétudes des pays riverains.

Les budgets de la défense sont éloquentes:

Japon: 40 à 50 milliards de dollars;

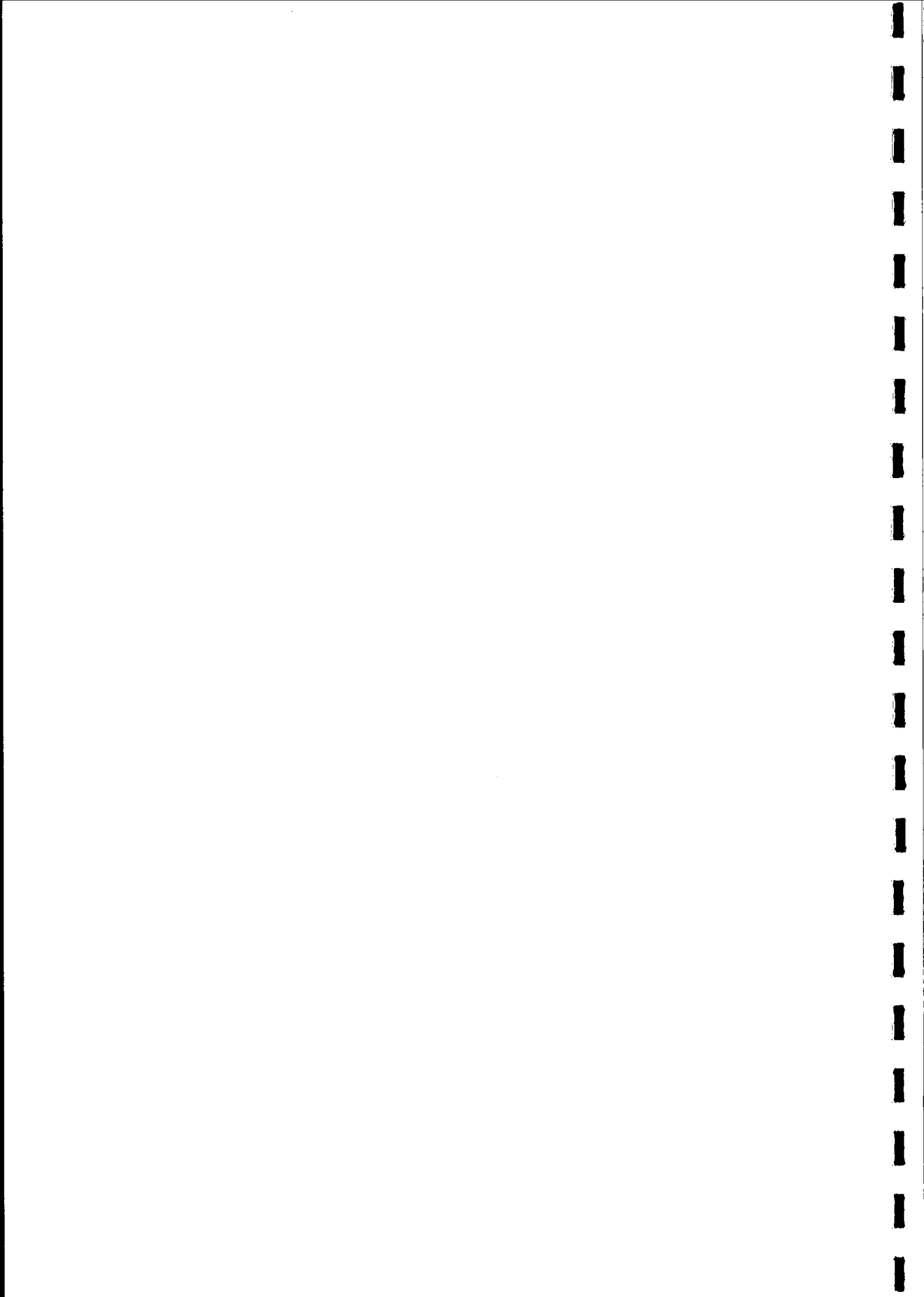
Corée du sud: 12 à 13 milliards de dollars, en progression de 3% par an;

Chine: 17 à 20, estimations plus incertaines, mais augmentation de 25 à 30% en 5 ans!

Singapour: 2,5 milliards de dollars, ce qui est considérable pour un pays de cette taille;

ASEAN: 10 milliards de dollars.

Donc le relatif vide stratégique résultant de la fin de l'affrontement E/W crée un besoin de sécurité, qui se traduit par une augmentation des équipements militaires et une acceptation de la présence américaine comme un facteur de diminution des tensions.



SYNTHESE DES PROBLEMES DE SECURITE EN ASIE DE L'EST

(Conférence du 22/12/94 par M Blanche-maison)

Il est très difficile d'isoler l'étude de la sécurité de l'Asie du SE de celle de l'extrême orient ==> monde chinois, Japon, Corée, pays de l'ASEAN, péninsule indochinoise, Birmanie.

1/ FACTEURS DOMINANTS

- **Démographie**: le poids relatif des pays va considérablement varier (exemple de la population de l'Inde qui dépassera celle de la Chine dans les années 2020 à 2025)

- **Economie**: l'ensemble de la zone connaît une croissance forte et régulière (Chine en surchauffe à 13%, pays ASEAN+NPI: moyenne de 7 à 10% sur une longue période). Les économistes ne voient pas de ralentissement prochain de cette croissance, car le "gisement de ressources naturelles et de main d'oeuvre pas chère" est immense.

- **la croyance "croissance économique = facteur de paix"**: qui ne s'est avérée plutôt fautive en occident, est très répandue en Asie. Chacun croit que la croissance économique réduit les tensions et les risques de conflits.

- **la fin d'un monde bipolaire** implique une redistribution de l'importance stratégique des pays de la zone.

2/ CONSEQUENCES DU VIDE STRATEGIQUE

- **désengagement des EU**: cette crainte est plus ou moins partagée par tous les pays de la région. La défense du Japon repose sur la protection des EU. La plupart des autres pays, malgré leurs poussées nationalistes et anti-américaines, pensent que la présence US est un réducteur de tension, surtout si l'opposition latente Chine/Japon s'amplifie. C'est notamment le point de vue de tous les membres de l'ASEAN.

- **le retrait de l'URSS** s'accompagne d'une incertitude sur la place future de la Russie, absente pour l'instant de la zone, mais qui possède toujours une grosse flotte à Vladivostok.

- **le marché de l'armement est florissant**, car il est stimulé par l'essor économique, le rattrapage de la stagnation des années 80, et les inquiétudes des pays riverains.

Les budgets de la défense sont éloquentes:

Japon: 40 à 50 milliards de dollars;

Corée du sud: 12 à 13 milliards de dollars, en progression de 3% par an;

Chine: 17 à 20, estimations plus incertaines, mais augmentation de 25 à 30% en 5 ans!

Singapour: 2,5 milliards de dollars, ce qui est considérable pour un pays de cette taille;

ASEAN: 10 milliards de dollars.

Donc le relatif vide stratégique résultant de la fin de l'affrontement E/W crée un besoin de sécurité, qui se traduit par une augmentation des équipements militaires et une acceptation de la présence américaine comme un facteur de diminution des tensions.

3/ LA RECHERCHE D'ORGANISATIONS MULTILATERALES

- L'ASEAN: s'oriente vers l'élargissement et la diversification:

elle désire passer de 6 à 10 membres d'ici l'an 2000, avec l'adhésion probable du Viêt-nam, puis du Cambodge, du Laos et de la Birmanie;

son objectif initial - s'opposer au communisme - s'est transformé en un projet de libre échange pour les années 2010 et plus, et en une recherche de stabilité et de sécurité commune. L'ASEAN et ses voisins ont constitué en 1994 "**I'ARF**", **forum de sécurité** qui se réunit tous les ans (prochain sommet à Brunei en 95).

- L'APEC s'affirme dans le domaine économique et débute en politique, depuis la nouvelle impulsion donnée par Clinton à Seattle en mars 93. Le sommet de Djakarta en nov 94 s'est assigné pour ambition la création d'un libre échange entre 2010 et 2020. Cet engagement, bien que trop lointain, va se traduire dans les faits par des échanges politiques et un dialogue de sécurité (future OSCE de la région à long terme?). L'Europe est absente de l'APEC, et l'idée se répand que le pacifique sera le pôle du 21ème siècle. Les EU risquent d'être aussi écartés, si la Malaisie fait progresser son idée d'un nouveau système exclusivement asiatique (ASEAN, Chine, Japon, Corée)

4/ POINTS CHAUDS ET CONFLITS POTENTIELS

- La Chine tend à s'étendre vers le sud. Pour l'instant l'ambiance n'est pas au conflit, les chinois participant même à tous les colloques sur la sécurité de la région. Pourtant le conflit peut surgir à tout moment, compte tenu de la loi chinoise d'extension du domaine maritime, notamment de son plateau continental et de sa possession des îles Spatley et Paracel.

- La Corée du Nord possède-t-elle l'arme nucléaire?

La réunification des deux Corées est inéluctable. Par conséquent la possession de cette arme, qui entraînerait immédiatement un armement identique du Japon, pourrait pousser les enchères dans la zone. La chine modère actuellement son soutien à la Corée du nord, car elle ne veut ni une réunification, ni un Japon nucléaire.

- les autres incertitudes concernent:

le Timor est;

le problème des minorités en Thaïlande, Philippines, Indonésie et Birmanie (tous en voie de règlement)

l'évolution du Cambodge.

5/ LES INTERETS FRANCAIS

- Pourquoi la France s'intéresse à l'Asie,

elle est membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU, donc elle se sent institutionnellement concernée;

elle est concernée par tout risque de conflit dans la zone, car sa sécurité est globale;

elle a fait preuve de sa capacité de négociation, de son influence historique qui lui donne des atouts inédits (la France a ainsi co-présidé, avec l'Indonésie, la conférence de Paris sur le Cambodge);

elle possède des intérêts dans la zone Pacifique; et certains pays considèrent que sa présence est stabilisante;

elle espère enfin gagner d'avantage de parts de marchés dans cette région en pleine essor économique, ses exportations y étant beaucoup plus faibles que dans le reste du marché mondial.

- politique de la France:

Si la France développe avec tous les pays asiatiques des relations bilatérales, elle s'appuie aussi sur l'Union Européenne pour coopérer avec l'ASEAN, sur le plan économique et politique. Une tendance de dialogue de bloc à bloc se dessine, ainsi que le prouve le projet singapourien de sommet Europe-Asie planifié pour décembre 1995.

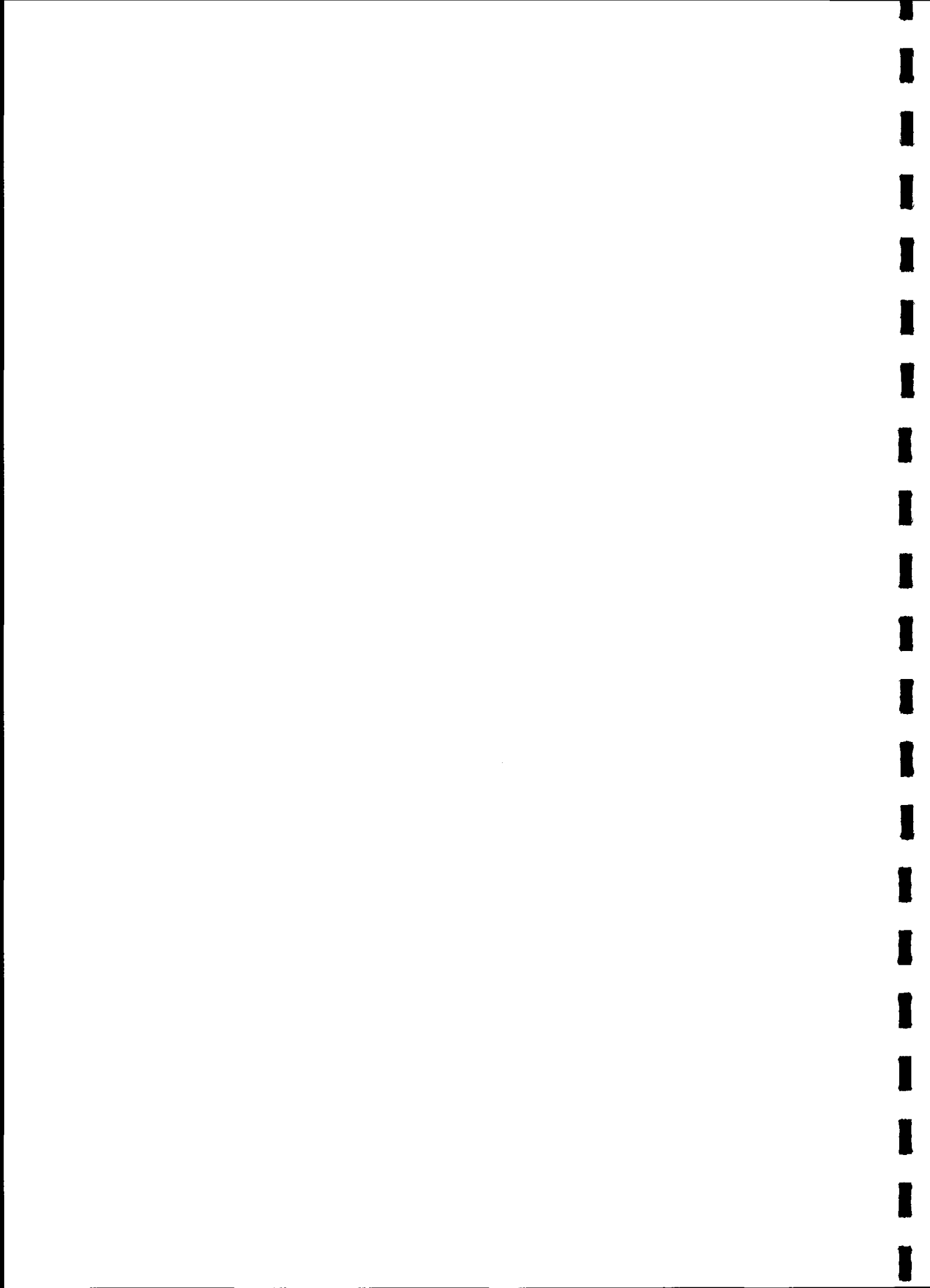
La France s'est d'autre part engagée dans une politique de coopération à long terme avec le Viêt-nam, afin d'être présente lors de son probable démarrage économique.

- un retour aux "concessions":

en matière de politique économique, la fourniture d'équipements industriels est désormais liée à une contre partie d'investissements locaux ou de transfert de technologie. L'avenir est au processus de construction d'équipement en commun, leur financement étant assuré par les futurs bénéfices d'exploitations. On revient ainsi à l'ancien modèle commercial de "concession", bien accepté désormais par des pays suffisamment forts pour ne pas y voir une atteinte à leur souveraineté.

CONCLUSION

La recherche d'une architecture asiatique stable va être déterminante dans l'avenir. Il est essentiel que l'UE y participe.



SITUATION STRATEGIQUE EN ASIE DU NORD-EST

1. Le repli des deux Grands?

- La Russie comme les Etats-Unis demeurent solidement engagés en Asie du Nord-Est:

. Les Etats-Unis restent liés au Japon et à la Corée du Sud par des Traités bilatéraux de sécurité contraignants et à Taïwan par une Loi votée par le Congrès en 1978 le "Taïwan Relation Act". Leur engagement est marqué de manière formelle par une forte présence militaire (la VIIème Flotte) et un dense réseau de bases (près de 40.000 hommes au Japon, 37.500 en Corée du Sud et 8000 à Guam).

. La Russie dispose pour sa part du vaste réseau d'infrastructures créé dans les années 70 sur sa façade Pacifique. Le volume de forces présentes dans les districts militaires de Sibérie, de Transbaïkalie et d'Extrême-orient demeure important (10100 chars de combat, près de 1500 avions, 1/3 des bâtiments russes rassemblés soit le pavillon de la flotte du Pacifique, dont 20 SNLE), même s'il est difficile à évaluer en raison des transferts de matériels dûs au traité FCE.

- Les deux Grands ont cependant revu à la baisse leur présence dans la région:

. Les Etats-Unis ont réajusté leurs effectifs présents au Japon et en Corée et ont fermé leurs deux grandes bases des Philippines. Washington plaide depuis longtemps auprès de ses alliés en faveur d'un "partage du fardeau" plus équitable (70% des coûts de stationnement sur le territoire japonais financés par Tokyo et le 1/3 sur le territoire coréen par Séoul, à l'horizon 1995). La tendance à la contraction du dispositif en Extrême-Orient, amorcée dès la fin de la guerre du Vietnam et gelée depuis 1992 en raison de la crise coréenne, devrait se poursuivre lentement (un peu moins de 100.000 hommes à l'horizon 2000, soit un chiffre sensiblement équivalent à celui envisagé pour l'Europe).

. La Russie s'est pour sa part retirée de Mongolie, où elle entretenait trois divisions, et s'est engagée avec Pékin dans des discussions sur des mesures de confiance, facilitées par la conclusion des négociations sur le tracé de la frontière commune (dans sa partie mandchoue). Si la normalisation russo-chinoise commence à porter ses fruits (ventes spectaculaires de matériels militaires), les relations russo-japonaises demeurent en revanche suspendues au règlement du différend sur les "Territoires du Nord", dernier vestige de la Guerre froide. Les Japonais s'estiment ainsi toujours menacés par l'amoncellement de troupes et de matériels stationnés en face de leur archipel (en dépit d'évaluations contradictoires tant sur le potentiel que sur la valeur opérationnelle de ces unités et notamment de la flotte du Pacifique, durement contrainte par manque de crédits).

2. Des puissances régionales de plus en plus autonomes.

- Vaincu en 1945, le Japon s'est vu imposé une constitution pacifiste qui lui interdit le "recours à la guerre" et ne lui autorise que la possession d'armes strictement défensives. Même si la Constitution ne l'interdit pas explicitement, Tokyo s'est refusée à posséder aucune arme nucléaire et a ratifié en tant qu'Etat non-nucléaire le TNP en 1976 (dont il soutient la reconduction illimitée en 1995). Tokyo écarte par ailleurs toute politique d'exportation d'armement et toute militarisation de l'espace.

Ces principes ont en fait très rapidement évolué, en raison de la Guerre froide d'abord, qui a poussé le Japon à se doter d'une armée beaucoup plus puissante que son appellation ne le laisse supposer (les Forces d'Auto-Défense), puis de la montée en puissance de son économie. Soucieux de minimiser le coût de leur engagement en Asie, les Américains ont favorisé ce processus dans la mesure où l'effort d'équipement s'effectuait au profit de l'industrie américaine et demeurait limité à certains types de matériels. La fin de la Guerre froide et la perspective d'un désengagement à terme des Etats-Unis en Asie ont précipité cette évolution en faveur d'un Japon toujours plus autonome en matière de sécurité.

Le rôle qu'entend jouer Tokyo au plan international et en Asie l'a également poussé à voter la loi PKO qui l'autorise à envoyer outre-mer certaines unités de ses FAD au titre d'opérations de maintien de la paix.

Si la Corée du nord demeure dans la perception japonaise la principale menace dans la région, Tokyo n'en continue pas moins à suivre avec méfiance le programme de modernisation de l'armée chinoise. Le développement des capacités de projection de forces de l'Armée Populaire de Libération

joint à la revendication de la souveraineté chinoise sur l'archipel des Spratlys peut inquiéter le Japon dont l'essentiel du trafic maritime avec l'Europe et le Moyen-Orient passe par ces zones marines en litige. A plus court terme, le Japon craint davantage le spectre d'une guerre civile en Chine engendrée par une crise politique à la mort de Deng Xiaoping.

- Malgré la fin de la Guerre froide, la menace principale pour Séoul vient toujours de Corée du Nord, demeurée agressive, très militarisée et surarmée. Quarante ans après la fin de la guerre, le statut juridique est toujours celui d'un armistice, signé pour la Corée du Sud par le Commandement des Nations-Unies, créé au lendemain de l'attaque du 25 juin 1950 et confié aux Etats-Unis par la résolution du 7 juillet 1950.

La Corée du sud a très largement amélioré sa position en terme de sécurité depuis 1990. Elle a normalisé ses relations avec la Russie au moment même où Moscou se désolidarisait du régime de Kim Il-Sung. Pékin demeure un allié, conditionnel, de Pyongyang mais ne représente plus une menace pour Séoul (établissement de liens diplomatiques en août 1992) d'autant plus que la Corée du sud est devenue une source majeure d'investissements en Chine.

- La Chine, quant à elle, a perdu avec la fin de la Guerre froide les bénéfiques confortables du triangle Pékin-Moscou-Washington qui lui assuraient une relative complaisance de la part des Etats-Unis. Au plan régional, en revanche, elle a obtenu des gains substantiels dans les rapports qu'elle entretient avec ses voisins (normalisation avec la Russie, dialogue avec les nouvelles Républiques d'Asie centrale, vassalisation rampante de la Mongolie).

La diminution relative de l'intérêt de Washington pour l'Asie relance le risque de concurrence Tokyo-Pékin, avivée par des litiges territoriaux non résolus et la montée en puissance des Forces d'Auto-défense japonaises (le budget militaire officiel de la Chine représentait en 1992 le 1/6ème du budget japonais).

Ce contexte régional n'incite guère la Chine à promouvoir un quelconque dialogue multilatéral en matière de sécurité. Ayant tissé autour d'elle une toile dense d'accords bilatéraux avec ses voisins, la Chine rejette toute discussion régionale formelle qui pourrait la mettre en difficulté sur Hong Kong, Taïwan, le Tibet ou les archipels contestés des Paracels et des Spratlys.

3. La crise coréenne.

Le refus de la Corée du nord de se plier aux obligations afférentes à son adhésion au TNP a déclenché une crise, agissant comme le révélateur des tensions qui agitent la région.

- Washington a du s'engager en force dans cette affaire, tant en raison de sa politique de non-prolifération que parce que Pyongyang affecte de considérer l'AIEA comme quantité négligeable et entend bien ne discuter qu'avec les Américains, considérés comme acteurs essentiels pour tout règlement global dans la péninsule. La mort de Kim Il-Sung ne semble pas, jusqu'à présent, avoir eu de conséquences sur la stratégie nord-coréenne à cet égard, comme le montrent les négociations engagées depuis août dernier.

- Moscou demeure très en retrait de la négociation et souhaiterait développer un rôle de bons offices, à la mesure du peu d'influence qui lui reste sur Pyongyang.

- La crainte de Tokyo de voir surgir sur son flanc ouest une Corée du Nord nucléaire équipée de vecteurs capables d'atteindre les côtes japonaises a relancé le débat autour du tabou nucléaire, périodiquement remis en question. Le Premier ministre Hosokawa s'était efforcé de dissiper les ambiguïtés sur cette question en réaffirmant, à Washington au début de cette année, l'engagement ferme de son pays en faveur de la non-prolifération et de la renonciation à l'arme nucléaire.

Le Japon demeure néanmoins assez réticent à l'idée d'imposer des sanctions à la Corée du Nord si celle-ci ne vient pas à résipiscence.

- Séoul ne souhaite pas davantage une dérive de la crise aboutissant à des sanctions et entend privilégier le dialogue, dans la perspective d'une réunification "à froid". Une partie des milieux dirigeants notamment militaire n'est sans doute pas exempte d'arrière-pensées à l'égard du programme nucléaire du Nord, qui reviendrait ultérieurement à une Corée unifiée, lâchée par les Américains et confrontée aux géants militaires chinois et japonais.

- La Chine occupe une place centrale dans la partie que les Nord-coréens souhaitent jouer avec Washington tant en raison du crédit dont elle dispose à Pyongyang que de son pouvoir de bloquer ou de rendre inefficaces d'éventuelles sanctions. Pékin est hostile à tout ce qui pourrait menacer sa prééminence nucléaire dans la région. Le programme nord-coréen ne peut que l'inquiéter dans la mesure où, même embryonnaire, il peut réveiller les velléités nucléaires de Séoul et Tokyo. Pékin souhaite cependant utiliser autant que faire se peut la carte nord-coréenne pour peser sur l'évolution de ses propres relations avec Washington, dégradées depuis 1989, et jouer, enfin, un rôle à sa mesure sur la scène internationale./.

FORUM REGIONAL DE L'ASEAN SUR LA SECURITE EN ASIE DU SUD-EST

1. Une "première" en Asie.

L'ASEAN a pris l'initiative d'organiser cette année la première réunion consacrée aux **problèmes de sécurité en Asie orientale**, rassemblant outre les membres de l'ASEAN les principaux acteurs "régionaux" (les 7 "partenaires du dialogue" de l'ASEAN : Etats-Unis, Union Européenne, Japon, Canada, Australie, Nouvelle Zélande et Corée du Sud; les 3 "observateurs" : Laos, Vietnam et Papouasie et les 2 "partenaires de la consultation" : Chine et Russie).

Cette réunion, qui s'est tenue à Bangkok le 25 juillet dernier, est demeurée essentiellement formelle et n'a guère abordé les questions de fond, reportées à la session de 1995 (notamment la question des Spratlys, dont les Chinois ont obtenu le retrait de l'ordre du jour). Les acquis sont minces : les 18 participants se sont bornés à énumérer les différents thèmes qui pourront être développés ultérieurement (non-prolifération, centre d'entraînement régional pour les opérations de maintien de la paix, échanges d'informations militaires, piraterie maritime, mécanismes pour désamorcer les conflits).

Ce premier exercice de diplomatie préventive n'en représente pas moins un indiscutable pas en avant en faveur du traitement "régional" des questions de sécurité, qui demeuraient jusque là confinées dans des cadres trop étroits (échanges bilatéraux, dialogue entre les membres de l'ASEAN) ou trop larges (enceintes internationales). L'ASEAN entend ainsi **élargir aux "puissances"** son expérience "d'encadrement" des conflits territoriaux sous-régionaux (Limbang entre la Malaisie et le Brunei, Pedra Branca entre la Malaisie et Singapour, Sabah entre Malaisie et Philippines et Sipadan entre la Malaisie et l'Indonésie).

2. Le théâtre des ambitions de Pékin et de Tokyo.

Dans l'esprit des membres de l'ASEAN, le Forum doit répondre non pas tant à des menaces directes (le Cambodge n'est plus un problème régional, la crise coréenne est encore trop aiguë pour le redevenir) qu'à des incertitudes sur le comportement de la Chine et du Japon.

L'ASEAN craint de devenir le **théâtre** des ambitions de Pékin et de Tokyo : la montée en puissance de leurs forces militaires, encore loin d'être à la mesure de leur économie, inquiète alors que les rivalités et les rancoeurs d'hier ne sont pas complètement effacées (Singapour n'hésite pas à rappeler que le Japon, contrairement à l'Allemagne, ne s'est jamais vraiment réconcilié avec ses anciennes victimes). L'objectif du Forum consiste en fait peu ou prou à contraindre tant Pékin que Tokyo à dialoguer avec l'ASEAN, sous la surveillance au premier chef des Etats-Unis, principal garant de la sécurité dans la région, et des "tiers" (l'Union Européenne, l'Australie...).

La **Chine** tient aujourd'hui l'avantage tant en raison de son statut international (puissance nucléaire et membre permanent du Conseil de Sécurité) que des bénéfices d'une tactique résolument offensive qui lui a jusqu'à présent bien réussi : Pékin a tissé ces dernières années une toile dense de contacts bilatéraux avec tous les Etats de l'ASEAN, tout en s'imposant sans vergogne dans la région à la faveur de la crise des Spratlys (occupation militaire ponctuelle dans les archipels, déclaration unilatérale de souveraineté sur la Mer de Chine du Sud).

Le **Japon** n'est guère en position de réagir politiquement aux initiatives chinoises malgré l'intérêt stratégique évident que représentent pour lui les zones contestées (où transitent 80% des hydrocarbures qu'il importe) : les temps ne sont pas encore mûrs pour que Tokyo puisse sortir de sa réserve et a fortiori pour que ses armées apparaissent comme le garant de la sécurité dans la région. Il y aurait cependant un risque de crise régionale grave si Washington échouait à retenir Pékin de pousser son avantage plus avant, et d'instaurer un contrôle de fait sur une zone qu'elle considère comme une "mer intérieure".

3. le facteur américain.

Le **facteur américain** demeure déterminant. les Etats-Unis conservent une présence militaire importante (376.000 hommes au titre du Commandement du Pacifique -Cincpac- dont 12.000 hommes pour la VIIème flotte, 32.500 à Hawaï, 10.900 en Alaska, 43.100 hommes au Japon, 35.500 en Corée, 7100 à Guam), une influence politique et des intérêts économiques qui font de la région une zone où un "intérêt de sécurité vital" est en jeu.

L'administration Clinton, soupçonnée un temps d'être plus protectionniste et isolationniste que l'administration Bush, a heureusement surpris par ses positions en faveur de la poursuite de l'engagement américain : la Bottom-up Review consacre la réduction des forces en Europe mais en maintient le niveau en Asie, elle a été corrigée pour tenir compte des vues de Séoul sur la nécessité de mener "quasi-simultanément deux conflits régionaux"; les responsables américains ne manquent pas une occasion de rappeler qu'il restera bientôt plus de soldats américains en Asie qu'en Europe...).

Les Etats de l'Asean ne sont tout de fois plus tout à fait sûrs que la présence américaine représentera encore longtemps un gage suffisant pour la sécurité et la stabilité de la région. Non pas temps qu'elle soit condamnée à disparaître, mais qu'elle n'apparaisse plus aussi dissuasive tant à l'égard du Japon qu'à l'égard de la Chine : le dispositif américain au Japon se "mercenarise" ainsi de plus en plus (l'intégralité des coûts "en Yen" de stationnement des troupes devrait être payé par le Japon en 1995); les Forces d'Autodéfense tendent à s'émanciper de leur tuteur (alerte avancée, marine de haute mer...). Il est symptomatique que les Etats-Unis refusent de se sentir concernés par leur accord de défense avec les Philippines en cas de conflit sur les archipels de la Mer de Chine du Sud./.

DOSSIER : LA CHINE

L'ombre de la Chine sur l'Asie du Sud-Est *

Jean-Pierre GOMANE

Dans sa vision du monde, l'« empire du Milieu », qui s'intitule lui-même ainsi, n'est pas loin de considérer tous les peuples qui l'entourent comme devant lui être, de quelque manière, soumis ou, du moins, comme devant reconnaître sa primauté sinon sa supériorité. Vis-à-vis des barbares venus de la lointaine Europe et caractérisés tant par leur long nez que par leurs mœurs grossières, les illusions chinoises furent dessillées, vers le milieu du XIX^e siècle, par les canons des vaisseaux britanniques au sud et par les déploiements des troupes russes au nord. À l'égard de ses petits voisins, au contraire, la superbe de Pékin demeure inentamée, même lorsqu'une résistance armée victorieuse repousse ses visées de manière plus ou moins durable : au Vietnam, au X^e comme au XX^e siècle, en Birmanie au XIII^e, au Tibet ou en Corée au XVIII^e siècle, ou lorsqu'un peuple secondaire et marginal comme le Japon tente de s'imposer par deux fois, en 1895 et en 1937, grâce à la supériorité de la force brutale des armes. Le primat chinois constitue un postulat évident et permanent, mais dont la mise en œuvre doit être modulée selon les rapports de forces militaires, idéologiques ou économiques du moment.

LA CHINE S'IMPOSE

La poussée vers les mers du Sud

Si cette perspective géopolitique s'impose tous azimuts aux maîtres de la Chine, quel que soit le régime en place, une

* Le titre fait évidemment allusion à l'ouvrage de Tibor Mende *La Chine et son ombre* ; Le Seuil, Paris, 1970.

prédilection s'exerce vers le sud pour des raisons à la fois naturelles et historiques. L'alternance des moussons, en effet, facilite, selon les saisons, le va-et-vient maritime entre les provinces côtières de l'empire, particulièrement riches en havres naturels, et la zone équatoriale des détroits insulindiens par où transitent, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, les flux de biens, de personnes, voire d'idées en provenance de l'ouest, c'est-à-dire des mondes indien, musulman arabo-persan, et, plus tard, surtout après l'ouverture du canal de Suez, du monde européen. Il semble donc tout à fait normal que la Chine ait, en permanence, fait preuve d'un intérêt privilégié pour la région se trouvant à sa bordure méridionale immédiate, que les Portugais appellent India minor, que Malte-Brun baptise Indo-Chine et que la géographie moderne identifie sous le nom d'Asie du Sud-Est ⁽¹⁾.

La démarche historique aboutissant à l'unification de la Chine se stabilise dans sa progression du nord au sud en raison de la résistance de son voisin vietnamien auquel la France se substitue durant l'époque coloniale, provoquant même une guerre que notre historiographie a très généralement estompée ⁽²⁾. Le problème des frontières terrestres fut ainsi réglé ; en revanche, la dévolution des îles situées au large a toujours fait l'objet de contestations, la Chine ayant proclamé, au moins depuis la dynastie Tang, ses droits sur un espace maritime s'étendant au sud de l'île de Hainan, que la cartographie occidentale a eu l'imprudence de baptiser « mer de Chine méridionale » comme pour justifier ainsi, au moins allusivement, les prétentions de Pékin ; celles-ci demeurèrent, dans le passé, plutôt platoniques, sauf sous les Yuan qui poussèrent une expédition maritime jusqu'à Java ⁽³⁾. Aujourd'hui, la découverte d'indices d'hydrocarbures a radicalisé la com-

(1) L'expression Asie du Sud-Est (ou Sud-Est asiatique, la langue française pouvant donner deux formes à la traduction de « South-East Asia ») semble bien être entrée tardivement dans le vocabulaire géographique après avoir désigné, durant la Seconde Guerre mondiale, un théâtre d'opérations, créé le 15 novembre 1943 et confié aux Britanniques, le commandement en étant assuré alors par l'amiral Mountbatten.

(2) Contrairement à la presse chinoise qui a donné quelques échos au centenaire de la guerre franco-chinoise de 1883-1885, cette célébration est passée, en France, à peu près inaperçue. Seule, la *Revue historique des Armées* y a consacré presque une livraison entière, dont la maîtrise d'œuvre et la rédaction avaient été confiées pour la circonstance au service historique de la marine ; l'ensemble des contributions y était présenté sous le titre général : « Dossier Courbet » (*Revue historique des Armées*, n° 3, 1985).

(3) Peu après, celles, tout aussi malheureuses, qu'ils avaient montées contre le Japon, la flotte mongole étant désemparée lors de la seconde, celle de 1281, par une tempête qui fut célébrée sous le nom de « vent sacré » (kami kasé).

pétition entre les divers riverains de cette mer qui, située entre les Philippines, le Vietnam et la côte du Nord de Bornéo, constitue, en fait et malgré son nom, le cœur géographique de l'Asie du Sud-Est.

Une diplomatie qui s'affirme

En dehors de l'épisode mongol déjà signalé, la marine chinoise fut surtout active au début de la dynastie Ming⁽⁴⁾. Aujourd'hui, on peut noter une montée en puissance de cette composante des forces armées ; la modernisation de l'ensemble de ces dernières paraît, de plus, moins urgente qu'elle ne l'était à l'époque de l'existence de l'URSS⁽⁵⁾. L'armée de terre avait quelque peu perdu la face lors de sa campagne du début de 1979 contre un Vietnam qui venait d'engager ses meilleures troupes au Cambodge, déclenchée dans l'intention alors proclamée de punir Hanoi de cette initiative. Le discrédit des militaires chinois s'est accentué, pour des raisons intérieures, lors de la répression du mouvement de mai 1989. La marine, quant à elle, n'a pas eu à s'engager dans ces deux événements malheureux. Au contraire, elle avait, sans coup férir, occupé quelques-unes des îles Paracels au début de 1974⁽⁶⁾. Les forces armées demeurent, certes, une sorte de groupe de pression influent ; mais ce n'est peut-être pas un hasard si leur seul représentant au sein de l'instance suprême du parti, issue du récent XIV^e congrès, est un officier général appartenant à la marine.

Il semble bien, de plus, que la marine soit, aujourd'hui, celle des trois composantes de l'armée populaire de libération qui ait le moins à souffrir des restructurations et des restrictions que l'environnement international a rendues possibles et que les difficultés économiques ont rendues nécessaires. La Chine donne l'impression de vouloir désormais utiliser sa marine comme instrument majeur de sa diplomatie ; est-ce à dire qu'elle veuille récupérer, à son profit, un style de relations internationales dont elle eut

(4) Le célèbre amiral chinois, eunuque et musulman, Cheng-Ho aurait même poussé ses vaisseaux jusqu'aux côtes orientales d'Afrique.

(5) Déjà à l'époque dite des « quatre modernisations », au début des années 80, celle des forces armées apparaissait en quatrième position.

(6) Sur cet épisode, lire notre étude « Incidents en mer de Chine méridionale », dans *L'Afrique et l'Asie modernes*, année 1974, 2^e trimestre, n° 101.

naguère à souffrir de la part des Occidentaux ? Depuis Chou En-lai, les négociateurs chinois nous ont habitués à plus de subtilité ; les menaces, pressions et chantages savent se faire plus voilés que ceux qui relevaient de la politique dite « de la canonnière ».

Pour nous limiter à l'Asie du Sud-Est, ce qui nous évitera de nous appesantir sur les récentes rebuffades subies par les Britanniques au sujet de Hong Kong, rappelons qu'à l'égard de Hanoi, Pékin sait fort bien souffler le chaud et le froid : rapprochement économique voire idéologique rendu possible par l'évanouissement du rival soviétique, n'empêchant nullement le maintien d'une pression diplomatique et militaire dans le golfe du Tonkin autour des périmètres contestés d'exploration pétrolière. De même, s'agissant du problème cambodgien, l'amorce de solution n'a pu intervenir qu'avec l'accord de la Chine, dont les moyens de pression sur les parties en présence, notamment mais pas exclusivement sur les Khmers rouges, apparaissent loin d'être négligeables malgré les dénégations officielles, d'ailleurs assez molles.

Un partenaire majeur des relations régionales

La croissance industrielle de la Chine, bien que tant soit peu anarchique et géographiquement mal répartie, n'en est pas moins un fait patent, dont n'ont pas tardé à prendre conscience les divers partenaires de ce pays, y compris ceux de l'Asie du Sud-Est ; ceux-ci ont d'autant plus intégré ce facteur dans leurs perspectives économiques qu'en ce domaine les Chinois travaillant temporairement ou établis définitivement dans cette région y jouent un rôle important, prépondérant même en certains cas, celui de la Malaysia apparaissant comme particulièrement flagrant, en raison du poids numérique des citoyens d'origine et de culture chinoise. Ces communautés ont le plus souvent une attitude discrète, non dépourvue toutefois d'une certaine ambiguïté ; mais on peut constater que sous des formes extrêmement diverses, allant des exportations de biens ou de services aux investissements pouvant prendre la forme d'opérations conjointes en passant par la présence de missions et d'experts, la Chine populaire occupe une place non négligeable, encore que moins brillante que son concurrent taiwanais, dans l'économie de la plupart des pays de l'Asie du Sud-Est.

L'impact proprement politique d'une telle dynamique est plus difficile à apprécier ; il semble en décroissance, sinon en véritable déroute depuis les temps fastes du rayonnement de la « pensée Mao Tsé-toung » ! Aucune idéologie de combat sauf quelques reliquats d'ordre verbal, auxquels personne ne fait même plus semblant de croire, n'anime l'effort d'une société presque tout entière orientée vers l'acquisition des biens de consommation, et dont les dirigeants ou leurs proches vont même jusqu'à sombrer dans les excès de l'affairisme. La Chine a ainsi gagné en poids économique ce qu'elle a perdu en aura révolutionnaire, mais cette mutation ne rassure qu'à moitié ses voisins, dont elle devient, au fil des ans, un partenaire important donc, à certains égards, redoutable.

L'ASIE DU SUD-EST RÉAGIT

Du bon usage de l'interdépendance

Avec un sain réalisme, les dirigeants des divers pays de l'Asie du Sud-Est se sont rendu compte du caractère inéluctable de l'influence chinoise, d'autant plus que la nature les a établis en voisins géographiques, réalité qu'aucune action humaine n'est en mesure de modifier. Deux des États les plus réticents, sinon à reconnaître cette situation de fait, du moins à en assumer les conséquences, furent la république de Singapour et la république d'Indonésie, la première peut-être parce qu'elle est constituée d'une immense majorité de citoyens d'origine chinoise, la seconde parce qu'elle juge avoir subi une grave ingérence de la part de Pékin en 1965, dans la mesure où le Parti communiste indonésien, considéré comme responsable de la tentative de coup d'État du 30 septembre de cette année-là, était en relations étroites avec le Parti communiste chinois. Quant au Vietnam et à moindre titre au Laos, nous avons vu que la nouvelle carte géopolitique du monde les contraignait à ce rapprochement. Tous les pays de la région ont donc aujourd'hui avec Pékin des relations normales, encore que non dénuées de méfiance.

De manière à sceller ces liens, ou même à les rendre inextricables au point de rendre impossible leur dégradation, certains États ou intérêts privés présents dans ces derniers,

s'emploient à accroître leurs activités et leur présence en Chine même, par des implantations, investissements ou exportations, rentables d'ailleurs pour les deux parties en présence. Ces échanges transitent, le plus souvent, par des intermédiaires chinois expatriés, qui y gagnent ainsi une honorabilité politique, renforcée en sus par de sérieux profits auxquels ils sont sans doute encore plus sensibles. Ainsi, par une sorte d'effet cumulatif, les Chinois d'outre-mer accroissent leur présence économique dans le pays de leurs ancêtres comme dans celui de leur résidence, les rendant ainsi solidaires à travers leur personne et leurs activités.

Des sociétés qui se stabilisent

La Chine se rend bien compte que ses voisins méridionaux font preuve d'un dynamisme économique dont elle recueille ainsi quelques avantages pour son propre développement. Un tel constat doit inciter les dirigeants de Pékin à une modération relative, d'autant plus que ces mêmes partenaires procèdent pour leur part et simultanément à un renforcement de leur cohésion nationale. Hormis le Myanmar ⁽⁷⁾ en état de tension ethnique et sociale permanente due à l'aveuglement du pouvoir autoritaire qui est censé le diriger, hormis le Vietnam où un pouvoir autoritaire d'une autre nature fait preuve d'une incompétence tellement évidente que, réduit à l'impuissance, il ne peut être que balayé un jour peut-être prochain par le dynamisme interne de la société, les autres pays de l'Asie du Sud-Est semblent s'acheminer, à des rythmes différents, vers une stabilisation sociale et politique dont, après des remous spectaculaires ou tragiques, la Thaïlande et les Philippines fournissent des exemples plus ou moins probants, parce que plus ou moins fragiles.

Dans la plupart des États de la région, la cohésion nationale se renforce progressivement, permettant aux pouvoirs en place de mener de front une politique de croissance économique, plus timidement une politique de progrès social, d'organisation administrative et de modernisation de l'appareil de l'État, y compris de celui de sécurité. On constate en effet que, face à une

(7) Le nouveau nom de la Birmanie a été entériné par l'Organisation des Nations unies, mais de nombreux États répugnent à utiliser une appellation décidée arbitrairement par un régime autoritaire, dont la légitimité est d'ailleurs contestée par une partie importante de la population.

L'ombre de la Chine
sur l'Asie du Sud-Est

menace au moins latente constituée par la Chine, les États de l'Asie du Sud-Est qui en ont les moyens augmentent leur budget de défense pour acquérir des armes plus performantes. On constate aussi que, comme en Chine et ceci expliquant cela, ce sont les forces navales qui sont les principales bénéficiaires de cet accroissement. Si Pékin a osé s'emparer des Paracels il y a dix-huit ans, au détriment d'un pouvoir en pleine déconfiture qui allait d'ailleurs s'écrouler quelques mois plus tard, une même entreprise serait beaucoup plus risquée à l'encontre d'États déterminés à défendre leurs droits et ayant acquis, entre-temps, les moyens de le faire. Les militaires chinois, surtout depuis la dure leçon reçue des Vietnamiens sur terre au début de 1979, sont bien plus attentifs qu'à l'époque du volontarisme révolutionnaire aux rapports de forces réels, malgré les rodomontades de revendications purement verbales.

L'union fait la force

Malgré ses faiblesses congénitales, malgré la légèreté de ses structures institutionnelles, malgré des divergences réelles quoique sans gravité entre ses membres, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est n'est plus considérée par les divers acteurs internationaux de la région avec la désinvolture dont ce regroupement d'États souffrait dans les premières années de son existence⁽⁸⁾. Certes, sa vocation de coopération économique, pourtant affirmée avec solennité dans son acte de fondation, s'est révélée bien difficile à mettre en place jusqu'au développement récent qui doit aboutir à la création d'une zone de libre-échange. De plus, chaque partenaire conserve une sensibilité qui peut être différente à l'égard de certains problèmes internationaux ou de certaines grandes puissances. Enfin toute évolution vers la constitution d'une alliance militaire a été fermement récusée⁽⁹⁾.

(8) L'intelligentsia parisienne, en particulier, semblait se désintéresser d'une réalité qu'il fallait lui rappeler périodiquement ; le quotidien du soir qui lui sert de bréviaire se trouvait, en effet, contraint, les rares fois où il évoquait cette Association, de préciser en note quels en étaient les membres. Rappelons aussi que *Défense Nationale* a été une des premières revues à publier une étude sur ce sujet (janvier et février 1980).

(9) Rappelons que l'Otase, Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est créée en 1954 et dissoute en 1977, pacte de défense élaboré sur le modèle européen de l'Otan, quoique de manière beaucoup moins structurée, rassemblait à la fois des puissances de la région, Philippines et Thaïlande, et des puissances externes voisines ou lointaines : Australie, États-Unis, France, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Royaume-Uni.

La grande réussite de l'Association a été d'ordre diplomatique ; l'unité s'est forgée à l'occasion du conflit cambodgien ; le Vietnam, qui s'était livré à des approches fort habiles au cours de l'année 1977, a perdu très brutalement le bénéfice de ces initiatives lorsque ses troupes ont envahi le territoire de son petit voisin, à la fin de 1978. Tous les membres de l'Association, qui étaient alors au nombre de cinq, se coalisèrent pour faire, au sein des Nations unies et avec un succès qui devait durer près de dix ans, barrage aux ambitions de Hanoi ; c'est le Vietnam qui a servi, à son corps défendant, de catalyseur à cette construction régionale. La conjoncture internationale de la région a servi de ciment à une organisation qui ne s'orientera certainement pas vers une supranationalité de type communautaire, mais n'en fera pas moins preuve de cohésion, face à une crise provoquée de l'extérieur comme la Chine serait susceptible d'en amorcer.

S'agissant des problèmes frontaliers, notamment maritimes, les diplomates de l'Association s'emploient à résoudre bilatéralement les contentieux qui opposent certains de ses membres entre eux, de manière à faire front, le cas échéant, dans l'unanimité, aux prétentions chinoises. Il n'est nullement exclu, de plus, qu'à un terme sans doute encore lointain, et lorsque ces pays auront atteint un stade de développement économique et de libéralisation sociopolitique les rapprochant du niveau de leurs partenaires, les autres États de l'Asie du Sud-Est, essentiellement le Myanmar et le Vietnam, mais aussi le Laos et un Cambodge une fois rendu à la paix, ne sollicitent et n'obtiennent leur adhésion, ce qui achèverait de manière ostensible la cohésion internationale de toute la région.

ÉQUILIBRER L'INFLUENCE DE LA CHINE

Force et faiblesse de l'action japonaise

La Chine ne constitue pas la seule grande puissance ayant exercé et exerçant encore une influence importante dans la région de l'Asie du Sud-Est. Les plus âgés des ressortissants des pays de cette région le savent bien, eux qui l'ont appris à leurs dépens

lorsque, il y a cinquante ans, les bâtiments de débarquement ou les colonnes s'insinuant à travers la jungle répandirent sur les territoires alors colonisés pour la plupart, les hordes de combattants de l'empire du Soleil-Levant. Ce sont d'ailleurs les communautés chinoises implantées dans cette zone, notamment dans la péninsule malaise, qui résistèrent le plus farouchement à l'envahisseur japonais, alors que les autres populations les accueillirent généralement en libérateurs, jusqu'au moment où les exactions des armées d'occupation, que l'on savait, par ailleurs, en train de perdre la guerre, notamment sur mer, renforcèrent des mouvements de résistance très timides dans les premières années du conflit ⁽¹⁰⁾. Les Japonais avaient même recruté sans difficulté des auxiliaires autochtones qui deviendront les premiers combattants de la lutte nationale contre les anciens colonisateurs ; ceux-ci tardèrent à comprendre que la victoire finale des Alliés n'avait pas effacé l'humiliation provoquée par leur défaite provisoire mais retentissante des premiers mois de la guerre du Pacifique.

Ces épisodes s'estompent, aujourd'hui, dans le halo de l'histoire ; seuls quelques observateurs se permettent de comparer l'influence économique majeure exercée par le Japon, à la sinistre « sphère de coprosperité », expression qui cachait une véritable exploitation coloniale, mise en place par le militarisme nippon à la fin des années 30. D'ailleurs, le rapprochement récemment confirmé par le voyage en Chine de l'empereur du Japon tendrait à prouver que Tokyo ne souhaite nullement tailler des croupières à Pékin en Asie du Sud-Est, mais, au contraire, s'accommoder de l'influence chinoise préexistante ou même, pourquoi pas ? l'utiliser dans une sorte de partage des compétences.

L'effacement des États-Unis

Le rapprochement entre Pékin et Washington, amorcé dès avant la victoire communiste dans les trois pays de l'ancienne Indochine française, avait partiellement corrigé l'impression d'un effacement des États-Unis en Asie du Sud-Est ; cette impression

(10) Ce problème des relations, de 1942 à 1945, entre le Japon et les territoires occupés par lui a été occulté depuis la guerre pour des raisons évidentes ; une étude sérieuse de ces comportements et de leur évolution serait à particulariser à chaque pays, mais tous ont eu leurs « collaborateurs ».

était étayée par les déclarations faites à Guam par le président Nixon dès 1969, or c'est le même homme qui, trois ans plus tard, devait rencontrer Mao Tsé-toung. À une présence militaire très généralement réprouvée, les États-Unis substituaient une action diplomatique et, dans la mesure où leur économie le leur permettait, un dynamisme commercial. Le repli stratégique américain, rendu possible et même accéléré par la déconfiture de l'adversaire potentiel soviétique, s'achevait très logiquement avec l'évacuation des bases que la marine et l'aviation des États-Unis entretenaient aux Philippines. Certains augures envisageaient même, non sans quelque exagération, une quasi-alliance sino-américaine que la fin de l'URSS a d'ailleurs rendue inutile pour les deux protagonistes.

Cette sorte de relève américaine des armes par le commerce en Asie orientale ne s'est cependant que partiellement concrétisée, compte tenu de la situation économique pour le moins médiocre qui sévit de l'autre côté du Pacifique. La nouvelle Administration démocrate fera-t-elle preuve de plus de dynamisme sur ce plan ? Les tendances protectionnistes pourraient bien secréter des mesures de rétorsion de la part des nouveaux pays industrialisés de cette région, qui sont tentés, d'ailleurs, par l'organisation d'un espace économique restreint dont la nature et les limites font encore l'objet de discussions ; mais de ces maladresses ou de cette brutalité de Washington, les bénéficiaires indirects pourraient bien être le Japon et la Chine, malgré les craintes suscitées par l'agressivité économique du premier et les visées expansionnistes de la seconde. Les diplomaties des États de la région, qui ne manquent pas de subtilité, s'efforceront de jouer habilement des motifs de rivalité potentielle de ces trois partenaires principaux, ne s'interdisant nullement d'ailleurs d'en attiser d'autres.

D'autres partenaires ?

La Russie a répudié le dynamisme idéologique, d'ailleurs bien émoussé au cours des dernières années, de l'URSS ; il y a fort à parier qu'elle s'appropriera, en revanche, les visées stratégiques et économiques de sa devancière, lorsqu'elle en sera capable, ce qui exclut ou marginalise pour un certain temps ce quatrième partenaire, naguère majeur aux côtés de la Chine, du Japon et des États-Unis, des relations internationales de la région. D'autres

comparses se présentent non dénués d'ambitions, mais aux moyens limités, comme l'Australie, la Corée du Sud, l'Inde, le Canada et les pays nordiques, ou à la cohésion incertaine comme les membres de la Communauté économique européenne. De plus, ces États se croient plus vulnérables aux hypothétiques mauvaises humeurs de la Chine, soucieux à tort ou à raison d'entretenir des relations au moins normales, sinon chaleureuses, avec Pékin. Certains d'entre eux ont, non sans quelque contradiction dans la défense de leurs propres intérêts, délibérément détérioré ces relations au printemps de 1989, en vertu de leur conception éthique des relations internationales, que les dirigeants chinois, parfaitement imperméables à de telles considérations, ont tout simplement analysée comme une tentative d'ingérence intolérable dans les affaires intérieures d'un État souverain.

Sur le plan économique — reprise des échanges —, comme sur le plan diplomatique — solution des litiges régionaux —, Pékin n'est pas dénué de moyens de rétorsion ou, au moins, de chantage. Les pays de l'Asie du Sud-Est pourraient être les victimes indirectes de ces affrontements à fleurets plus ou moins mouchetés. Ainsi des problèmes aussi divers que les attributions de concessions d'exploration pétrolière ou, de manière plus dramatique, la solution de l'épineux problème cambodgien, dont les Khmers rouges détiennent la clé, mettent à la fois les pays de la région et leurs partenaires extérieurs dans des positions difficiles. Ainsi, au-delà de la seule Asie du Sud-Est, l'ombre de la Chine se projette sur l'ensemble du monde. La détention du droit de veto au sein du Conseil de sécurité des Nations unies ne fait que confirmer ce pouvoir au moins perturbateur, même si Pékin n'en fait que rarement usage, se contentant de rappeler discrètement qu'il est en droit de le faire.

Y A-T-IL MONTÉE DES PÉRILS EN ASIE DU SUD-EST ?

Si l'on en juge par un indicateur qui ne manque pas de pertinence en ce domaine, l'évolution des budgets de défense, l'Asie du Sud-Est serait en pleine veillée d'armes ! Il faut reconnaître que de nombreuses causes de conflits se présentent ; nous ne les avons pas évoquées toutes ; les unes sont de caractère

L'ombre de la Chine
sur l'Asie du Sud-Est

endogène, les autres provoquées par des puissances extérieures et voisines ; c'est le cas de la Chine essentiellement ; celle-ci n'a pas peu contribué à entretenir ou à faire monter la tension, depuis l'arrivée des troupes de l'armée populaire de libération aux frontières du Tonkin dès 1950, jusqu'aux escarmouches navales de ces derniers mois en mer de Chine méridionale.

L'Asie du Sud-Est ne nous semble cependant pas prête à retourner trente ans en arrière, lorsqu'elle se trouvait presque tout entière embrasée ou à la veille de l'être. En trente ans, que de progrès ont été faits, à des rythmes divers et dans des domaines différents selon les pays en cause. Seuls le Myanmar et le Cambodge ont, jusqu'à présent, échappé à cette dynamique ; même le Vietnam donne des signes, encore timides certes, de convalescence. La Chine, pour sa part, s'est engagée dans une voie foisonnante et quelque peu désordonnée de développement, qui la ferait hésiter devant une aventure militaire qui dépasserait le stade de la gesticulation. Gageons que l'ombre de la Chine n'empêchera pas le soleil de se lever sur l'Asie du Sud-Est, particulièrement mais pas seulement celui de l'empire qui en a fait son emblème.

20 novembre 1992
Jean-Pierre GOMANE

Gerald SEGAL * | **Asie de l'Est :
le nouveau paysage stratégique**

La fin de la guerre froide place les pays d'Asie de l'Est devant des choix difficiles concernant l'organisation future de leur sécurité. Bien entendu, le conflit entre l'Est et l'Ouest n'a jamais été aussi central en Asie de l'Est qu'en Europe, même si la région a effectivement souffert de conflits sanglants (Corée et Vietnam) au nom de la guerre froide. La menace du communisme a été ressentie bien plus vivement à Washington que dans les pays d'Asie de l'Est, et la fragmentation du monde communiste après la déchirure sino-soviétique, puis les conflits en Indochine ont contribué à affaiblir l'image d'une menace idéologique unique. Même maintenant, l'Asie de l'Est est encore différente, car, après la mort du communisme soviétique et européen, une variante idéologique survit encore en Asie.

Bien que la menace perçue ait généralement été plus floue et moins préoccupante en Asie de l'Est qu'en Europe, l'effondrement de l'Union soviétique et de son idéologie a affaibli la cohésion des pays non communistes de la région. Cet effet s'est trouvé limité par le fait que de nombreux Asiatiques de l'Est voient dans les Etats-Unis la seule puissance apte à remplir un vide stratégique où pourraient autrement se glisser les puissances régionales. De plus, les Etats-Unis demeurent un partenaire commercial et financier vital pour la plupart des pays d'Asie de l'Est, et les alliances ont plus souvent reposé sur l'intérêt économique que sur une véritable crainte de l'Union soviétique.

Bien entendu, du point de vue des Etats-Unis, les Asiatiques de l'Est ont toujours été différents des Européens. Cela est non seulement vrai dans la mesure où les liens culturels et ethniques sont moins étroits avec l'Asie de l'Est, mais aussi parce que cette région a toujours été un fardeau plus lourd sur le plan militaire. Aujourd'hui, alors que de nombreux pays d'Asie de l'Est sont devenus plus prospères et ont une balance commerciale excédentaire avec les Etats-Unis, il n'est pas surprenant de voir beaucoup d'Américains remettre en question le bien-fondé d'un engagement militaire dans la région. A une époque où l'économie américaine se bat pour concurrencer les autres économies de marché, certains Américains sont tentés de voir la cause de leurs problèmes et de la réussite des autres dans les dépenses

* Senior Fellow (études asiatiques), International Institute for Strategic Studies (Londres) et rédacteur en chef, *The Pacific Review*.

militaires plus importantes supportées par les Etats-Unis. Lorsque l'on associe ces sentiments à une inquiétude bien moindre quant à la menace soviétique, il n'est pas inconcevable de penser que, dans une dizaine d'années, il n'y aura plus de troupes américaines en Asie. Cette tendance se constate déjà, au vu de la diminution du nombre de jours passés dans le Pacifique par les navires américains, du retrait des troupes de Corée du Sud et du Japon, et de la liquidation des bases dans les Philippines. Lorsque l'on voit le président Bush, au cours de la première visite d'un président américain au Japon depuis 1983, aborder principalement le thème de l'emploi aux Etats-Unis, on a de bonnes raisons de penser que les priorités internes américaines pourraient bien amener les États-Unis à laisser les Asiatiques se débrouiller entre eux [1].

Dans une certaine mesure, il ne peut qu'être bon pour l'Asie de commencer à résoudre ses problèmes par elle-même. La guerre froide a souvent fourni une lecture déformée des problèmes régionaux [2]. Mais, jusqu'à présent, très peu de réflexions sérieuses ont été consacrées, dans la région, à la manière d'aborder les problèmes de sécurité dans le monde de l'après-guerre froide. On comprend bien que le sujet reste mal défini, ne serait-ce que du fait de la taille et de la diversité souvent si forte de ces problèmes. Il n'y a guère de justification, à part la commodité en matière de terminologie géopolitique, pour considérer l'Asie, et encore moins le Pacifique, comme un bloc cohérent. Si l'héritage historique a quelque pertinence, alors il n'y a pas lieu de s'étendre sur la sécurité en Asie, ou même en Asie de l'Est, comme s'il s'agissait de quelque chose d'aussi précis que la sécurité de l'Europe. Aucun organisme ou accord multilatéral important n'a été consacré à l'ensemble de cette région, et la plupart des organismes infra-régionaux ont même connu des succès très inégaux. Aucun arrangement multilatéral significatif en termes de sécurité n'a survécu, et les groupements économiques sont au mieux des tentatives [3].

Les perspectives relatives à l'Asie de l'Est pourraient se trouver déconsidérées par de telles difficultés. Mais ce que l'on sait, pour le moins, de cette région, c'est qu'elle a connu une série de succès économiques remarquables au cours de ces dernières années, et que son PIB combiné approche rapidement celui de l'Europe ou de l'Amérique du Nord. Ce qui s'y passe est simplement trop important pour la prospérité des autres secteurs de l'économie mondiale pour que quiconque puisse se montrer par trop optimiste au vu de l'augmentation de l'insécurité dans cette région [4]. Mais il apparaît de plus en plus clairement que, à la différence des Européens qui continueront à considérer que le multilatéralisme à l'échelle de la région est le mieux adapté pour résoudre leurs problèmes, les Asiatiques de l'Est pourraient bien trouver plus simple d'appréhender ces mêmes problèmes au niveau infra-régional, et souvent en fonction des circonstances. Ce type de multilatéralisme à la carte a ses risques, mais il est peut-être mieux adapté à la diversité des problèmes que rencontre cette région.

Les défis à la sécurité

On aurait pu penser que la désintégration de l'Union soviétique se traduirait par une inquiétude pressante quant à la sécurité en Asie de l'Est, comme cela fut le cas en Europe. Mais la Russie est le successeur désigné

de l'URSS, et ce n'est qu'en Asie centrale qu'apparaissent des disputes sur les forces militaires, y compris les armes atomiques. Ce qui semble le plus vraisemblable pour l'Asie de l'Est, c'est que la puissance militaire russe va se dégrader. Même sous Mikhaïl Gorbatchev, la plupart des bénéfices en termes de sécurité pour l'Asie de l'Est ont été réalisés quand l'Union soviétique a retiré ses forces terrestres et navales de leur rôle opérationnel, pressé le Vietnam de se retirer du Cambodge, noué des relations avec la Corée du Sud, et normalisé ses relations avec la Chine [5]. Pour ce qui concerne les Asiatiques de l'Est, le changement le plus important depuis la seconde révolution russe, c'est la mort du communisme européen et son effet perturbateur sur ceux qui adhèrent encore aux principes en vigueur en Chine et au Vietnam. Mais, alors, les déchirures antérieures au sein du mouvement communiste fournissaient déjà un motif suffisant pour que les communistes asiatiques ne tiennent pas compte de la perte de leurs camarades soviétiques.

La Russie semble se diriger vers le statut d'une Australie avec des armes nucléaires. Avec une population de quelque 8 millions d'habitants en Extrême-Orient, la Russie semble incapable d'apporter une contribution majeure à l'économie régionale ou de constituer une menace pour les mouvements de population en cas d'effondrement économique. Les problèmes économiques extrêmes rencontrés par la Russie peuvent signifier que les autorités locales auront davantage de liberté pour déterminer leurs propres politiques, mais il est difficile d'imaginer la Russie comme une menace militaire envers quiconque en Asie de l'Est.

Cela ne veut pas dire que la Russie ne jouera aucun rôle dans la sécurité de la région — il suffit de constater son influence encore grande sur la Corée du Nord et la position qu'elle occupe en Asie du Nord-Est, la zone de sécurité la plus vitale de la région. De fait, la péninsule coréenne est le seul vestige du conflit Est-Ouest dans la région.

La gestion du processus de réunification coréenne semblerait fournir un cadre évident pour une coopération multilatérale, mais les grandes puissances ne tiennent pas à s'y impliquer trop franchement. On constate, en premier lieu, une tendance des Coréens, du Nord et du Sud, à se défier de leurs alliés et à penser qu'ils peuvent résoudre leurs problèmes par eux-mêmes. La Corée du Nord, encore plus acculée par les réformes en Chine et la révolution russe, et la Corée du Sud, plus confiante du fait de sa prospérité économique et plus méfiante vis-à-vis des intentions des Etats-Unis, et encore plus du Japon, ont une certaine tendance à essayer de résoudre le problème de l'unification sur une base intercoréenne.

La Corée du Nord demeure également l'un des régimes les plus bizarres et, avec l'abandon de ses alliés, elle semble chercher à acquérir la maîtrise de l'arme nucléaire comme l'un des éléments de sa propre survie. La Corée du Sud peut également faire problème si l'accélération de la démocratisation entraîne la multiplication des litiges commerciaux avec les Etats-Unis et conduit même à réclamer un retrait militaire plus rapide des Américains. Dans de telles circonstances, les grandes puissances peuvent être tentées d'abandonner toute notion d'assistance aux Coréens dans une sorte d'arrangement à la « 2+4 » et de les laisser se débrouiller entre eux [6]. La tradition du multilatéralisme pourrait être limitée dans les rapports avec la

Corée, une telle politique étant plus probable, même si elle est moins sage, dans une zone qui pourrait bien devenir plus nucléarisée.

Les grandes puissances auront néanmoins du mal à se tenir à l'écart, alors que le risque de conflit le plus imminent en Asie de l'Est, du moins si l'on en croit le secrétaire d'Etat américain et le secrétaire à la Défense en visite dans la région en 1991, émane de la tentative de la Corée du Nord de consolider sa position fragile en développant des armes nucléaires. Alors que les Américains pourraient être amenés à envisager une intervention militaire, la Corée du Sud sait que la Corée du Nord n'aura aucun mal à lui causer de graves dégâts par représailles en employant des armes conventionnelles. Mais le risque de laisser la Corée du Nord développer des armes nucléaires peut également pousser la Corée du Sud et même le Japon à faire de même. Si les risques de prolifération nucléaire constituent l'une des questions centrales à l'ordre du jour de l'après-guerre froide, la Corée pourrait fort bien être parmi les premiers bancs d'essai.

Le conflit coréen illustre l'une des caractéristiques majeures des problèmes de sécurité en Asie de l'Est, à savoir que le nationalisme depuis longtemps contrarié par l'impérialisme, puis par la guerre froide, pourrait bien échapper à tout contrôle du fait de l'absence d'« habitude de dialogue » multilatérale. Ce problème du nationalisme instable n'est nulle part aussi manifeste qu'en Chine, pays qui fait toujours valoir ses droits sur le territoire de Hong-Kong, Taiwan et la mer de Chine du Sud. La Chine a démontré qu'elle était prête à se montrer intraitable pour poursuivre ses objectifs (comme on l'a déjà vu dans le cas de Hong-Kong), et même à utiliser la force militaire (comme ce fut le cas dans l'opération dans les Spratleys conduite en mars 1988 et en juillet 1992). Au fur et à mesure de l'expansion de sa marine de guerre et de l'intégration de ses intérêts économiques dans l'économie régionale et globale, on peut se demander si la Chine va choisir l'irréductibilité ou une plus grande interdépendance. Une Chine qui se sent sous pression du fait du rétrécissement du monde communiste et de ses difficultés internes peut s'orienter vers une option plus mercantiliste et irrédentiste — ce qui veut aussi dire une Chine qui vend des armes et transfère des technologies dangereuses plus aveuglément, et qui bloque les efforts de sécurité collective internationale entrepris par les Nations Unies ou certaines de ses agences spécialisées comme l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA).

Le choix de la Chine entre indépendance et interdépendance est rendu plus difficile par le fait qu'il s'agit d'une puissance bien plus militaire qu'économique, mais dans une région où le Japon est une puissance bien plus économique que militaire. Une fois que les superpuissances auront quitté la scène, les choix essentiels quant à la future configuration de la sécurité en Asie de l'Est se feront en Chine et au Japon. Dans une large mesure, du fait d'un processus de prise de décisions lourd et consensuel, le Japon semble avoir de grandes difficultés à envisager globalement le rôle qu'il pourrait jouer dans le monde de l'après-guerre froide [7]. En conséquence, il pourrait bien se trouver dans l'obligation de réagir aux choix de la Chine si, par exemple, Pékin décidait de continuer à faire valoir ses droits territoriaux en mer de Chine du Sud ou faisait pression sur Taiwan pour l'empêcher de continuer son évolution vers l'indépendance.

Dans une certaine mesure, Taiwan et les pays d'Asie du Sud-Est pourraient se réjouir d'une réponse plus directe du Japon à la Chine, en dépit de l'héritage du comportement du Japon au cours de la Seconde Guerre mondiale. L'investissement japonais dans ces pays, et l'interdépendance économique qui s'est développée au cours des dix dernières années, constituent certainement une base pour des efforts plus cohérents et plus coopératifs dans le domaine de la sécurité. Les hésitations du Japon pour soutenir le règlement de la paix au Cambodge, en envoyant tardivement des troupes dans le cadre d'une opération des Nations Unies pour le maintien de la paix, sont plus à mettre sur le compte de la politique intérieure japonaise que sur celui d'une objection de la communauté internationale. Il n'est pas surprenant de constater que le Japon a régulièrement négligé de jouer un rôle éminent dans l'établissement d'un arrangement économique ou militaire multilatéral dans la région, et qu'il n'a jamais entrepris quoi que ce soit qui puisse être interprété comme antichinois. La stratégie du Japon est comparable à celle des Etats-Unis durant la guerre froide — rechercher des arrangements bilatéraux et éviter les structures multilatérales qui pourraient aider les autres à menacer sa liberté.

Le Japon pourrait cependant être obligé de rechercher une plus grande coopération régionale si ses relations avec les Etats-Unis se détérioraient et si l'économie mondiale éclatait en trois blocs distincts. A l'heure actuelle, une grande partie de la rhétorique qui prône une guerre à venir entre le Japon et les Etats-Unis, ou l'émergence de trois blocs commerciaux « orwelliens », a fait long feu [8]. La réalité d'une interdépendance très complexe entre les différentes parties de l'économie mondiale rend ces scénarios peu vraisemblables, bien qu'ils restent possibles. Quand plus de 50 % des échanges commerciaux entre les pays de l'OCDE ont lieu dans le cadre de quelques multinationales, un discours de ce type — centré sur les Etats — en termes de guerres commerciales semble démodé. Le plus gros impact sur les échanges de biens et la circulation d'investissements trans-Pacifique (et autour du monde) résulte des changements de priorité dans les politiques intérieures et de l'évolution du cours des devises.

Mais, même si nous pouvons être plus enclins à l'optimisme quant aux risques de voir l'économie internationale déboucher sur des menaces militaires, il est raisonnable de dire que l'importance économique relative des Etats-Unis pour la plupart des pays d'Asie de l'Est va décliner. Le Japon va gagner de l'importance, à une époque où les Etats-Unis ne voudront certainement pas être dressés contre le Japon par les autres pays d'Asie de l'Est et tendront à laisser les Etats de la région régler leurs propres problèmes. Ainsi, ceux qui soutiennent aujourd'hui l'idée d'une plus grande coopération économique en Asie du Sud-Est parce qu'elle peut permettre de limiter l'influence des Etats-Unis, pourraient découvrir qu'un Japon plus confiant se réserve la place de leader d'un tel groupe qui ne deviendrait, alors, qu'un élément d'une gigantesque « Japon International S.A. ».

Parallèlement à leur retrait militaire de la région, les Etats-Unis ne peuvent se permettre d'interrompre leurs relations économiques. Mais ces deux éléments se rejoignent lorsque les Etats-Unis constatent que leurs exportations les plus lucratives vers l'Asie de l'Est pourraient bien être les ventes d'armes. Les pays d'Asie de l'Est, de plus en plus prospères, s'inquiètent des rivalités non maîtrisées entre les grandes puissances, et les querelles

locales en train de couvrir semblent constituer l'un des marchés d'exportation les plus prometteurs pour les armements élaborés. L'Asie de l'Est arrive déjà au deuxième rang derrière le Moyen-Orient pour les importations d'armements, et sa capacité d'achat à venir n'est pas limitée par une dépendance vis-à-vis d'une ressource épuisable comme le pétrole. La plupart des pays, à l'exception de la Chine, sont loin d'être autosuffisants pour ce qui est de la production d'armements lourds et, malgré le rythme soutenu de leur croissance économique et leur capacité à manier les technologies de pointe, les pays d'Asie de l'Est devront vraisemblablement se lancer dans une course serrée aux armements au cours des années à venir [9]. Ce qui est certainement le plus inquiétant dans une telle compétition, c'est qu'elle se déroulera dans une région dont la diversité et peut-être même les querelles ne sont pas réprimées par la coopération multilatérale. Quelles sont alors les perspectives du multilatéralisme en Asie de l'Est ?

Sécurité à la carte

Il est frappant de constater que le seul réseau multilatéral de sécurité en Asie de l'Est est l'Accord de défense des cinq nations — un héritage étonnamment résistant des connexions tissées par le Commonwealth britannique dans la région. Mais, à part affermir la confiance en associant la Malaisie et Singapour dans des manœuvres conjointes, l'ADCN ne participe guère à la dissipation des doutes majeurs se rapportant à la sécurité dans la région [10]. L'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est, plus conséquente, a cessé d'exister au cours des années 70, et les propositions visant à la constitution de son équivalent pour l'Asie du Nord-Est n'en sont restées qu'à l'état d'ébauches. Jusqu'à récemment, la coopération économique régionale s'est également avérée dérisoire, la PECC (Pacific Economic Cooperation Conference) étant le plus heureux de ces efforts sans ambition.

Seule l'ASEAN (Association of South East Asian Nations) a connu quelque succès, bien que son rôle puisse facilement être minimisé, surtout en comparaison avec le multilatéralisme européen. Il est vrai que l'ASEAN est l'une des organisations les plus couronnées de succès dans le monde en voie de développement, mais même ce succès peut être attribué en partie aux circonstances particulières qui l'ont placée face aux communistes puissants de l'Indochine toute proche. Les échanges commerciaux au sein de l'ASEAN ont certainement chuté depuis l'établissement de l'organisation, et il n'y a eu aucune coopération militaire [11]. Les déclarations politiques ont permis d'établir la confiance et ont façonné un réflexe de dialogue, mais il reste à voir si ce processus peut survivre à la disparition de l'ordre ancien. L'ASEAN a joué un rôle dans le règlement du conflit cambodgien, mais ce même règlement peut très bien signifier la fin de la préoccupation commune face à l'expansion du communisme. Alors que les Etats d'Indochine cherchent à rallier l'ASEAN, l'organisation devra s'atteler à la tâche dorénavant plus ardue qui consiste à construire une coopération plus positive sans le luxe d'une menace partagée.

Il existe, dans cette région, des litiges territoriaux qui doivent être pris en compte, comme le règlement des réclamations portant sur la mer de Chine du Sud [12]. La Chine a montré que, lorsqu'elle en a la capacité et que les

risques politiques sont faibles, elle tend à s'emparer des territoires qu'elle revendique dans la région. Cinq autres pays font valoir leur droit sur une partie de ce territoire, mais ils sont incapables de conjuguer leurs efforts de manière efficace pour contester l'action entreprise par la Chine. On a pu le constater encore récemment, au mois de juillet 1992, quand la Chine s'est emparée d'autres îlots du Vietnam, sans que le sommet de l'ASEAN parvienne seulement à protester, et encore moins inciter les autres pays, comme les Etats-Unis, à les aider à mettre un terme à l'action des Chinois. L'ASEAN pourrait unir ses forces pour défendre ses intérêts dans la mer de Chine du Sud, mais ses membres sont divisés quant à la meilleure stratégie à adopter, ainsi que sur les droits de propriété liés aux revendications individuelles.

Il y a de bonnes raisons économiques pour développer la coopération afin de faire face au Japon grandissant. Agir plus à l'unisson pourrait même permettre de préserver l'activité des Etats-Unis dans la région, afin de contrebalancer les intérêts japonais, chinois ou même indiens. Mais, à ce jour, les actions entreprises en la matière l'ont été sur une base bilatérale. Dans une certaine mesure, cette inactivité est également due à l'incertitude des Japonais et des Américains quant à leurs objectifs. Il est cependant clair que l'ASEAN a manqué d'initiative là où les autres hésitaient ou se dérobaient. Le réflexe de dialogue — que l'on a constaté lors des sommets ministériels de l'ASEAN ou des réunions ultérieures avec des « partenaires de dialogue » des Etats-Unis, du Japon et de la CE — doit devenir plus un réflexe d'action coopérative.

Il y a bien eu quelques possibilités pour l'ASEAN de prendre le leadership de la création d'un Groupe économique d'Asie de l'Est (East Asia Economic Grouping : EAEG), mais les Etats-Unis ont protesté contre leur exclusion de ce groupe et ont incité le Japon et la Corée du Sud à torpiller l'idée. Dans tous les cas, certains pays d'Asie du Sud-Est, et plus spécialement Singapour, se montrent inquiets quant aux implications d'un retrait américain des Philippines et de l'Asie de l'Est en général, et ont offert des « facilités » aux Etats-Unis afin qu'ils maintiennent leur engagement dans la région. L'EAEG, désormais rétrogradé au rang d'EAEC (comité plutôt que groupe), semble en être réduit à rester sur la touche jusqu'à ce que la mesure du retrait américain d'Asie de l'Est soit plus claire.

Le plus prometteur des groupes économiques d'Asie de l'Est est l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation) qui a émergé depuis 1989 comme étant la première tentative officielle pour organiser les gouvernements du Pacifique afin de réfléchir aux problèmes d'ordre économique. Si l'on en croit les conversations, ce groupe en est aux premiers stades de sa construction, alors que l'on était encore à tirer au clair les problèmes d'adhésion en 1991, avec l'inclusion « des Chines » (Taiwan, Hong-Kong et République populaire). Aucune décision politique substantielle n'a été prise, et l'on n'en prévoit aucune dans un avenir proche. Presque tous les grands problèmes économiques du Pacifique font, en fait, partie de processus globaux de plus grande envergure, et c'est souvent le GATT, voire le G7, qui sont à même de résoudre ces problèmes. Mais, pour ceux qui espèrent créer des structures similaires dans le domaine de la sécurité, même ces progrès limités sont encourageants.

Les propositions se sont multipliées pour des structures multilatérales devant traiter des problèmes de sécurité et, curieusement, les idées sur lesquelles on a le plus débattu ont émané de certains des Etats les plus périphériques — l'Australie et le Canada [13]. Les officiels australiens ont exposé des plans grandioses, l'idée d'une Conférence sur la sécurité et la coopération en Asie, idée immédiatement repoussée par ceux qui pensaient que le concept de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) ne s'adaptait pas bien au contexte asiatique. Comme l'Australie se retirait pour réfléchir à nouveau, les Canadiens, sous la houlette de leur ministre des Affaires étrangères, Joe Clark, ont présenté, en avril 1991, une proposition moins ambitieuse pour assurer la sécurité et construire la confiance dans le Pacifique Nord. Comme dans le cas de l'APEC, ces propositions vont se trouver confrontées aux problèmes d'adhésion et d'ordre du jour avant même de pouvoir songer à envisager les problèmes sérieux. Mais il existe clairement un élan et un intérêt pour étudier les possibilités d'établir la sécurité sur une base multilatérale.

C'étaient en général les Etats-Unis et le Japon qui s'opposaient à de telles idées, craignant qu'un multilatéralisme de ce type ne soit simplement pour l'Union soviétique un moyen de miner le réseau complexe des alliances bilatérales occidentales. Mais la fin de la guerre froide, et l'incertitude quant à l'avenir, a conduit les plus sceptiques à reconsidérer les propositions de sécurité multilatérale. Même les responsables japonais envisagent d'établir un « multiplex » de sécurité qui ajouterait ses efforts multilatéraux aux dispositions bilatérales déjà en place. Quelques-unes, au moins, des mesures spécifiques de la CSCE destinées à établir la confiance par des visites et des inspections mutuelles et le partage des informations, sont considérées avec plus d'attention comme des mesures pouvant permettre de contrôler le processus de création de nouveaux ordres de sécurité dans le Pacifique.

On avait coutume de dire que la sécurité européenne consistait de plus en plus en un « retour vers le futur », mais l'existence de l'OTAN et de la CE ont donné à penser que ce futur ne serait pas si noir. En Asie de l'Est, la notion de « retour vers le futur » est beaucoup plus pertinente. Il y a beaucoup plus de risques de voir les Etats-Unis, comme ils l'ont fait dans les années 20 et 30, abandonner l'Asie de l'Est aux Asiatiques de l'Est. Le défi de la région consiste à trouver les types d'arrangements multilatéraux qui démontreront qu'un réflexe de dialogue développe la sécurité commune. Il est peut-être hors de proportion d'envisager une CSCA ou même un multiplex — mais une approche de la sécurité multilatérale plus « à la carte » peut s'avérer plus simple et plus efficace.

Au lieu d'avoir à appliquer un menu précis de sécurité issu de nombreuses heures de négociations, l'approche à la carte permettrait de se concentrer sur les éléments les plus intéressants pour les conflits les plus dangereux. Etablir la confiance dans la péninsule coréenne semble le meilleur point de départ. Viendra juste après, dans l'ordre des priorités, l'accord sur les moyens d'empêcher les réclamations contradictoires en Chine du Sud d'évoluer vers des conflits plus ouverts. Il n'y a aucune raison, dans ces deux cas, pour que les Etats-Unis laissent les parties intéressées se débrouiller seules. Mais, à moins que les pays d'Asie de l'Est ne se mettent d'accord pour travailler ensemble et limiter leurs intérêts nationaux, le risque de voir la situation évoluer comme au cours des années 30 est plus grand pour l'Asie de l'Est que pour l'Europe.

La montée de l'Asie

Pour parler de l'état du monde en 1994, il convient d'éviter le piège de l'eurocentrisme. Ainsi, voilà plus de vingt ans que les Français ne parlent que de crise. Mais les perspectives de Tokyo, de Singapour, de Taipei ou de Séoul, ou même de New York et de Dallas, ou encore de Santiago du Chili, sont différentes. Les progrès économiques les plus foudroyants ont lieu en Asie. Sans doute le Japon — qui a démarré avant tous les autres — entre-t-il dans une phase de maturité, où les taux d'expansion annuels ne seront plus en moyenne que de 2 à 3 %, des pourcentages encore considérables étant donné le niveau atteint. Singapour continue de croître à une cadence vertigineuse (9,9 % en 1993) ; Taiwan affiche la volonté de se restructurer pour devenir la base arrière du capitalisme dans le développement de la Chine méridionale ; la Corée du Sud se prépare à jouer un rôle de plaque tournante dans le développement futur de la Chine septentrionale, ainsi que de la façade maritime de la Sibérie. Le succès de la Thaïlande, de la Malaisie ou de l'Indonésie leur permettent de réduire les tensions ethniques et celles dues aux inégalités économiques et sociales, ce qui ne signifie nullement qu'il n'y ait pas ou qu'il n'y aura pas ici ou là des explosions et des drames. Mais, en Asie de l'Est, la tendance est clairement au développement et à l'intégration régionale, quoique sur un mode très différent, en fait beaucoup plus pragmatique, du modèle de la Communauté et maintenant de l'Union européenne. La différence tient aux disparités culturelles et historiques entre ces deux morceaux de la planète.

Partout, la croissance est fondée sur une vision libérale de l'économie. Non pas le néolibéralisme des professeurs de l'université de Harvard qui ont abreuvé Boris Eltsine de leurs conseils, et dont les Asiatiques n'ont cure, mais le libéralisme offensif qui combine concurrence et planification, qui distingue entre l'échelle du temps du marché existant et celle du marché à venir et à créer. L'Inde immémoriale elle-même semble décidée à abaisser les barrières à l'abri desquelles elle est tout de même parvenue à assurer une lente progression. La violence des secousses ethniques qui l'ébranlent dans ses zones de vulnérabilité, sans toutefois mettre en péril son unité ou son régime, ne l'empêche pas

de s'ouvrir au monde. De plus en plus il faudra compter avec elle, aussi.

Pour le destin de l'Asie dans son ensemble, et sans doute aussi pour celui du monde, aucun pays n'importe plus que la Chine. A la fois empire et État-nation — en fait le plus vieux de la terre dont elle abrite le cinquième de la population —, la Chine pourrait bien réussir la plus extraordinaire des révolutions de l'histoire, celle du décollage économique sous la houlette d'un régime de parti unique plus tout à fait totalitaire, mais qui revendique toujours l'héritage de Mao Zedong dont sa légitimité procède. Ce régime parviendra-t-il effectivement à se métamorphoser sans compromettre l'unité du pays ? Un équilibre des pouvoirs entre le centre et la périphérie plus compatible avec les réalités nouvelles, comme par exemple la multiplication des relations directes entre les provinces et le monde extérieur, est-il concevable ? Quand on prend conscience que chaque province chinoise est plus vaste et plus peuplée que les plus grands des États européens, on peut avoir des doutes. Mais il faut tenir compte de l'homogénéité ethnique de l'Empire du Milieu (à l'exception du Tibet et du Xinjiang), ainsi que de la projection sur le temps présent de deux mille ans de mémoire collective. Les Chinois, y compris ceux de la diaspora, et tous les peuples de l'Asie, savent à quels drames ils sont confrontés lorsque la Chine est divisée. Sans doute la petite frange d'intellectuels qui revendiquent haut et fort leur adhésion aux valeurs politiques occidentales ne représente-t-elle nullement le point de vue de la masse, d'autant que 80 % de la population est encore paysanne. L'hypothèse la plus probable est, à mon sens, la réussite de la prodigieuse expérience entreprise en 1978 sous l'égide de Deng Xiaoping.

Autre est la situation du Vietnam qui, lui aussi, est engagé dans le même pari. Mais, au contraire de la Chine, le Vietnam manque structurellement d'unité. Il est ouvert aux vents du large et donc infiniment plus sensible aux influences extérieures. L'unification du pays sous la bannière communiste date de 1975 et le régime de Hanoi ne s'est pas complètement implanté dans le Sud, où un homme âgé aujourd'hui de 40 ans en avait plus de 20 au moment de la défaite américaine. La population vietnamienne est habile et laborieuse et, en cela,

on peut la comparer à celle du puissant voisin. Mais les conditions politiques sont tellement différentes que l'on peut redouter, dans l'ancienne colonie française, une transition beaucoup plus difficile encore.

En ce qui concerne la Chine, le premier test est pour bientôt, quand la succession de Deng Xiaoping sera effectivement ouverte. Il y en aura bien d'autres. La croissance économique chinoise sera nécessairement cyclique et il y aura d'autres incidents plus ou moins comparables à celui de Tiananmen en 1989. On peut même imaginer des conjonctions d'hypothèses défavorables, comme une récession prolongée qui coïnciderait avec deux ou trois années de mauvaises récoltes. C'est alors que le risque d'une chute du régime serait le plus grand. Quand un immense pays se trouve lancé dans une aventure aussi extraordinaire, l'avenir ne peut que réserver des surprises à la dimension des enjeux.

Imperturbable en apparence, le régime de Pékin mène sa politique étrangère d'une main ferme. La *realpolitik* est son guide. Comme on pouvait le prévoir, le président Clinton a dû baisser les bras et, d'une manière encore plus spectaculaire qu'en 1993, renoncer sans la moindre contrepartie au lien qu'il avait prétendu établir entre les droits de l'homme et le renouvellement de la clause de la nation la plus favorisée. La Chine poursuit ses expériences nucléaires et ignore l'opinion de la « communauté internationale ». La diplomatie chinoise ménage la Corée du Nord dans le bras de fer qui oppose le régime de Kim Il-sung aux Etats-Unis et, dans une moindre mesure, à la Russie, à propos de l'arme nucléaire. Il est en fait clair que, face à un vieux pays autoritaire, massif et relativement indépendant de l'extérieur comme la Chine, des démocraties hésitantes et velléitaires, fût-ce les Etats-Unis d'Amérique, sont *a priori* perdantes. En d'autres termes, face à la Chine, il faut une stratégie et donc, ici encore, une ligne d'action cohérente et inscrite dans une durée.

Le développement économique de l'Asie effraie beaucoup d'Occidentaux, sur deux plans. Nous avons connu, avec l'Union soviétique, le cas d'un empire totalitaire mais dont les bases économiques étaient fragiles. A quels nouveaux

dangers serions-nous exposés face à une Asie devenue prospère et dominée par une riche et immense puissance autoritaire sinon totalitaire ? Deuxième problème, qui a nourri beaucoup de débats à l'automne 1993, quand les négociations du GATT (cycle de l'Uruguay) entraient dans leur phase terminale : le vieux monde, qui comprend aujourd'hui l'Europe occidentale mais aussi les Etats-Unis, peut-il résister à la concurrence déloyale et, en tout cas, inégale de l'Asie ?

L'expérience de tout le XXe siècle suggère que le succès économique appelle, avec un décalage dans le temps, celui de la démocratie. La réussite économique du Chili, enclenchée sous le régime du général Pinochet, a permis le retour de la démocratie dans ce pays. En Asie de l'Est, la progression démocratique de Taiwan est spectaculaire et, malgré la menace nord-coréenne, l'autoritarisme recule rapidement à Séoul. Inversement, il n'existe aucun exemple de l'avènement spontané d'une démocratie sur une économie sous-développée, mal développée ou en décombres. Le cas du Japon en 1945 ne fait pas exception car, après Hiroshima et Nagasaki, le pays fut placé sous la tutelle américaine. Les succès économiques ultérieurs ont permis de consolider le régime initialement imposé par le vainqueur. L'exemple indien, très particulier, illustre la possibilité, à vrai dire singulière, de la transmission réussie d'un système politique par une puissance impériale en retrait. Encore a-t-il fallu en passer par la partition de 1947.

Sur la base de considérations de ce genre, on peut espérer qu'en se développant, la Chine se démocratisera de l'intérieur alors que toute tentative prématurée de lui imposer un régime politique de l'extérieur serait vouée à l'échec. Mais, une fois encore, il ne faut pas se méprendre sur le temps nécessaire à la mutation. Nous sommes à l'échelle d'une génération au moins. D'ici là, si l'on écarte l'hypothèse tragique d'un éclatement de l'Empire du Milieu, la Chine aura consolidé les bases politiques et militaires de sa puissance, sans pour autant prendre de grands risques à l'extérieur, convaincue comme elle peut l'être que le temps joue en sa faveur à Taiwan ou encore dans les îles Paracels. Au-delà du destin de la Chine, on peut penser que l'Asie dans son ensemble n'évoluera que lente-

ment vers la démocratie et que les équilibres régionaux ne pourront être maintenus que par l'« autoretention » des principaux acteurs, dans leur propre intérêt aussi longtemps que l'économie restera prospère, et en conséquence du rôle de clef de voûte assuré, à la demande implicite de tous les Etats de la région, par les Etats-Unis.

La concurrence des structures et l'organisation des échanges

Venons-en maintenant à la deuxième question, celle de la concurrence. Il est bien évident qu'à notre époque, le droit international doit s'opposer, typiquement, à l'exploitation du travail des prisonniers ou plus généralement aux formes camouflées de l'esclavagisme. Mais l'argument, d'ailleurs plus répandu en France que dans les autres pays de l'Union européenne, selon lequel on ne peut libéraliser les échanges avec des pays dont les taux de salaires réels sont trop différents, est-il justifié ? Sûrement pas en théorie, car ce sont précisément les disparités de rémunération entre les facteurs de production qui fondent le commerce international. Sous l'effet de l'échange, ces disparités se réduisent et le niveau de vie moyen s'élève dans chaque pays, à condition cependant — et là réside la difficulté — de s'adapter aux forces du marché. Si, par exemple, les pays à salaires élevés s'opposent aux corrections rendues nécessaires par la concurrence, ils s'exposent à en subir les conséquences par la faillite d'entreprises et par le chômage. Plus fondamentalement encore, l'internationalisation des marchés impose la concurrence des structures. C'est ainsi que les pays « pauvres » sont conduits à introduire progressivement des systèmes de protection sociale, tandis que les pays « riches » doivent profondément remanier les leurs, dont les efforts pervers se sont multipliés au fil du temps. Il en va de même pour les systèmes fiscaux ou éducatifs. Dans tous ces domaines, le refus de l'adaptation se répercute sur le tissu économique et notamment sur le marché du travail et provoque, à terme, l'appauvrissement des pays trop rigides.

Toutes ces propositions semblent bien confirmées par l'expérience. Les salaires réels au Japon sont de nos jours du même ordre de grandeur que ceux des pays occidentaux et, à Taiwan comme en Corée du Sud, le rattrapage

est rapide. En Chine, la hausse des salaires réels dans les provinces maritimes est vertigineuse (40 % par exemple). Des systèmes de protection sociale se mettent effectivement en place dans les « nouveaux pays industrialisés » et l'on entrevoit le moment où la consommation intérieure deviendra le principal moteur de la croissance asiatique. Tel est le pari qu'il convient de faire, et qui entraîne deux conséquences. D'une part, les entreprises occidentales, grandes ou petites, soucieuses de participer à la croissance économique du XXI^e siècle, doivent prendre des positions sur les marchés asiatiques. D'autre part, les gouvernements occidentaux ont le devoir d'adapter les structures économiques et sociales de leur pays. Du point de vue d'un industriel, la concurrence est mortelle si les structures qui sont pour lui des données ne s'adaptent pas. Mais le protectionnisme généralisé conduirait, tout aussi sûrement, au déclin collectif.

L'émergence de nouveaux pays et la concurrence font partie de la vie des nations. Les Etats-Unis étaient, au XIX^e siècle, un pays en voie de développement. Au XX^e siècle, le nouveau continent a supplanté l'ancien et l'histoire de l'entre-deux-guerres a été marquée par la rivalité entre le dollar et la livre sterling. Le dollar a gagné. Au tournant du XXI^e siècle, une nouvelle distribution des cartes s'esquisse, sans que l'on puisse encore prévoir en détail ce qui en sortira puisque l'avenir dépend des efforts de chacun.

A la fin de l'année 1993, toutes ces questions ont été débattues dans le cadre de la conclusion du cycle de l'Uruguay. Trop souvent en France, on s'est contenté de reprendre avec, plus ou moins de bonheur, l'argumentaire éculé pour ou contre le libre-échange. Le concept de libre-échange caractérise moins la réalité du monde actuel que celui d'ouverture. La « mondialisation » de nombreuses activités financières, économiques ou culturelles — au sens large — est une conséquence inéluctable de l'évolution des techniques, notamment dans le domaine de l'information et des transports. Dès lors, la communauté internationale doit s'organiser pour éviter que ne s'instaure la loi de la jungle. Telle était précisément la mission du GATT. Tel sera, à partir de janvier 1995, l'objet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

qui lui succédera si l'accord de Marrakech¹ est ratifié par les Etats-Unis. Malgré ses imperfections et en dépit d'une idéologie anglo-saxonne encore dominante (mais pour combien de temps ?), le GATT n'a jamais été une machine vouée à l'instauration du libéralisme sauvage, mais plutôt un cadre pour gérer collectivement l'ouverture selon le principe de la réciprocité des concessions. Certes — comme dans toutes les organisations internationales — les pays-membres y sont égaux, mais certains moins que d'autres. Dans l'avenir, l'OMC devrait permettre de corriger des abus, comme les privilèges que s'octroient unilatéralement les Etats-Unis (section 301 de la loi du commerce, etc.). Mais il appartiendra à chacun des membres de l'OMC, et notamment à l'Union européenne, d'élaborer et de mener dans ce nouveau cadre la stratégie la plus conforme à ses intérêts.

La libéralisation des échanges économiques entre des pays ou des régions bien policés implique deux niveaux d'organisation : un niveau externe, international ; un niveau interne, national ou, dans le cas de l'Union européenne, intrarégional. Le GATT, demain l'OMC, correspond au premier niveau. La politique commerciale fait partie des prérogatives les plus anciennes des Etats qui sont donc généralement bien équipés pour le second niveau. Le problème soulevé par le fonctionnement de l'Union européenne résulte de l'unicité de cette expérience historique. Construction politique entièrement originale, ni fédération ni confédération au sens usuel de ces termes, l'Union a une politique commerciale extérieure commune qui contribue à faire de Bruxelles le point focal de toutes les frustrations dans les temps difficiles. La Commission de Bruxelles devient ainsi le bouc émissaire que les citoyens rendent responsables du chômage et des affres du changement. Le phénomène est davantage marqué dans un vieux pays centralisé comme la France, où les abandons de souveraineté sont plus visibles et plus mal vécus que dans les Etats récents à structure fédérale, tels que l'Allemagne et l'Italie. Cette difficulté explique en grande partie la réticence des peuples devant le traité « technocratique » de Maastricht et la tendance générale à la renationalisation des politiques au sein de l'Union, particulièrement notable dans

la campagne pour l'élection du Parlement européen le 12 juin 1994. Le *Herald Tribune* visait juste en titrant, deux jours après le scrutin, « *Europe Vote Message : all Politics is Local* » suivi du sous-titre : « *Grand Design of Unity Fails to Impress* ». En France, Dominique Baudis et Philippe de Villiers s'affirment tous deux Européens, mais le second marque des points en exigeant une « autre Europe » que celle de Maastricht. De nombreux Européens convaincus souhaitent en tout cas une Union dont l'organisation interne et l'organisation externe seraient plus nettement séparées qu'aujourd'hui. Si tel est le sens du concept de préférence communautaire, on doit y adhérer, car l'alternative ne peut être que la dilution de l'espace communautaire dans une zone de libre-échange aux contours indéterminés, l'annihilation des défenses face aux agressions des mieux organisés que nous et, au bout de la route, l'appauvrissement et la révolte des peuples. Mais l'expression « préférence communautaire » suggère aussi l'érection frileuse de barrières protectionnistes autour de cette Union mal cernée. Le concept de protection, comme celui de défense, est ambigu, comme peut l'être le rapport entre le courage et la peur. Il faut se protéger pour résister et pour combattre, mais croire qu'en s'entourant d'une bulle on peut ignorer l'extérieur et progresser à l'abri des coups, est pure illusion. Il faut distinguer entre le protectionnisme des forts et celui des faibles².

Ainsi l'Union européenne doit-elle s'organiser intérieurement pour mieux affronter la concurrence extérieure — en particulier asiatique — et non pas pour l'éviter. Ce sera un aspect important du travail de la Conférence intergouvernementale de 1996 prévue par le traité de Maastricht. Rien ne peut aller bien avec une mauvaise organisation. Mais la meilleure organisation n'est rien sans la volonté de ses membres. L'ambassadeur de France Jacques Leprette estime que, dans l'affaire de l'accord de Blair House, qui a suscité tant de controverses et de passions à l'automne 1993, la

1. Accord concluant le cycle de l'Uruguay, signé le 15 avril 1994.

2. Thierry de Montbrial, *Que faire ? Les grandes manœuvres du monde*, La Manufacture, Paris, 1990, p. 297.

Commission de Bruxelles n'a pas outrepassé ses droits³. Pour ce grand expert, la France « a laissé filer » car, « *obsédé par le problème du chômage, le gouvernement Bérégovoy s'est tout simplement désintéressé du problème et il a laissé la Commission libre de ses mouvements* ». Autrement dit, la Commission occupe le vide politique qui apparaît lorsque les Etats-membres baissent la garde. L'aboutissement du cycle de l'Uruguay en apporte une preuve supplémentaire *a contrario* : cette fois, le gouvernement français s'est bien battu. Ce dont les débats sur l'Europe manquent actuellement le plus, c'est de clarté.

Une autre question fréquemment soulevée — plus en France qu'ailleurs, il convient de le noter —, à propos de la concurrence extérieure, asiatique ou américaine, est celle du taux de change. Le libre-échange serait incompatible avec la variabilité des monnaies, qui modifie erratiquement l'échelle des avantages comparatifs. Le libre-échange impliquerait donc la monnaie unique. Telle est en effet la logique du traité de Maastricht et de la monnaie unique à l'intérieur de l'Union européenne. La réalisation d'un tel objectif soulève cependant d'énormes difficultés. *A fortiori* l'idée d'une monnaie mondiale est-elle aujourd'hui totalement utopique. Faut-il en tirer argument pour affirmer l'impossibilité du libre-échange et ainsi pour justifier n'importe quel protectionnisme ? Cette question appelle des réponses sur deux plans différents.

Premièrement, le libre-échange constitue une référence normative et non pas une réalité. A l'inverse, le protectionnisme pur, c'est-à-dire l'autarcie, est rarissime. On peut citer le contre-exemple, peu flatteur, de la Roumanie de Ceausescu. Le choix concret n'est pas entre libre-échange et protectionnisme, mais entre des degrés d'ouverture et de fermeture. De nombreuses techniques financières permettent de se couvrir contre les risques relatifs à la variabilité des changes, qui ont cependant l'inconvénient d'augmenter les coûts. Le monde réel est un monde imparfait, en demi-teinte.

Deuxièmement et surtout, on ne doit pas s'en tenir à la vision, juste mais étroite, d'un taux de change déterminé par les forces obscures de l'offre et de la demande. Le cours relatif des monnaies résulte de la combinaison des poli-

tiques économiques suivies par les différents pays en interaction économique, politiques conjoncturelles (monétaires et budgétaires, ce que l'on appelle en anglais le *policy mix*) et structurelles (ensemble des dispositions affectant la compétitivité). A notre époque, les capitaux circulent de plus en plus librement, en raison du développement des technologies de l'information. Le contrôle des changes devient techniquement de plus en plus difficile. Le corollaire de l'ouverture des échanges est donc nécessairement le renforcement de la coordination des politiques économiques d'ensemble. Plusieurs institutions internationales, dont le GATT et l'OCDE, participent à cet effort. Améliorer leur architecture est certainement une des tâches les plus importantes pour le tournant du siècle et du millénaire⁴.

Le constat sur l'Asie nous a conduits à une interrogation plus large sur l'Union européenne et sur l'organisation des relations économiques internationales. Mais on ne peut abandonner le sujet sans au moins mentionner un autre problème, celui du choc des civilisations⁵. Si le développement de l'Asie n'est pas interrompu par quelque cataclysme, la civilisation occidentale, judéo-chrétienne et gréco-romaine, va, pour la première fois, se trouver dans une relation d'égalité, sinon peut-être d'infériorité, avec la civilisation que, pour simplifier, j'appellerai bouddhiste. Peut-on croire, comme Francis Fukuyama⁶, à l'universalité du message occidental, ce qui supposerait qu'au moment de sa victoire, l'Asie absorbe les mœurs et les idées des peuples qu'enfin elle égale ou supplante ? Faut-il interpréter ainsi les tendances à la démocratisation observées, comme je l'ai rappelé

3. Voir Jacques Leprette, *Une clef pour l'Europe*, Bruylant, Bruxelles, 1994. Voir également son interview dans *Le Figaro*, 13 juin 1994.

4. Voir, dans le même esprit, la conclusion de l'introduction à *RAMSES 94*.

5. Samuel Huntington, « The Clash of Civilizations », *Foreign Affairs*, été 1993, vol. 72, n° 3. Cet article (qui a suscité des réactions dans le numéro d'automne 1993 de *Foreign Affairs*) a été traduit dans le n° 66 (été 1994) de la revue *Commentaire* et accompagné d'un important dossier sur le sujet.

6. « The End of History », *National Interest*, été 1989. Cet article, traduit sous le titre « La fin de l'histoire » et le débat qui l'a suivi ont été publiés en français par la revue *Commentaire* dans les n° 47 (automne 1989), 48 (hiver 1989-1990), 49 (printemps 1990) et 50 (été 1990).

plus haut, dans les pays d'Asie qui se développent ? Est-il plus vraisemblable que la « mondialisation » ne constitue qu'une mince pellicule, sous laquelle se dissimulent d'immenses différences en attente d'expressions, différences plus grandes encore que celles, longtemps oubliées, enfouies derrière le rideau de fer ? Jusqu'où l'ouverture est-elle possible entre des civilisations hétérogènes mais également puissantes ? Questions essentielles, mais auxquelles il faut admettre que nul ne peut aujourd'hui apporter de réponses fermes. C'est en déchiffrant l'évolution de la Chine que l'on y parviendra, progressivement.

La vitalité du continent américain

Dans un livre publié en 1987, l'historien Paul Kennedy affirmait la thèse du déclin américain : les Etats-Unis étaient victimes de leur extension impériale et du poids excessif de leur secteur militaire, comme tant d'autres grandes puissances avant eux. Son livre connut un immense succès et suscita de nombreuses contre-offensives. L'une des plus notables vint du professeur de l'université de Harvard, Joseph Nye⁸. Celui-ci s'attacha à démontrer que la référence à l'après-guerre est trompeuse. Si l'on embrasse le XXe siècle dans son ensemble, on constate que la situation américaine dans le monde est en voie de normalisation, mais elle n'est pas vraiment en recul. Les Etats-Unis ont certes de grands problèmes d'ajustement à résoudre, mais tous les « vieux pays » également, et, dans chaque domaine pris séparément, la position comparative des Etats-Unis est plutôt favorable. Pour Joseph Nye, l'examen des faits ne permet pas de considérer le Japon comme une menace sérieuse pour son pays. Les spéculations sur l'avenir de l'Asie dans son ensemble sont encore trop hasardeuses pour entrer dans son champ de vision.

Si l'on s'en tient à l'horizon prévisible, c'est-à-dire à l'ordre de grandeur d'une décennie, il semble bien que le jugement du professeur Nye soit juste pour l'essentiel. La reprise à laquelle on assiste actuellement outre-Atlantique est davantage qu'un retournement le long d'un cycle économique banal. Tout observateur ou acteur de la scène américaine peut constater que la confiance dans l'avenir, l'imagination constructive, l'esprit d'entreprise, restent des

vertus essentielles. Le *melting-pot* connaît parfois des accroc, mais il continue d'opérer. La société américaine est consciente de ses inégalités et de la nécessité des les réduire, mais elle affiche sans complexe la volonté de reconquérir sa compétitivité. Elle est tout sauf amorphe. Elle est défensive, mais au sens de l'attaque. Ce qui veut dire que, pour l'Europe, le défi n'est pas seulement celui de l'Asie montante : il est aussi celui de l'Amérique peut-être renaissante.

La conclusion de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) en novembre 1993 est un événement considérable, un formidable pari sur l'avenir. Il reflète la vitalité américaine mais aussi l'audace de l'élite mexicaine qui, aux côtés du président Salinas, a voulu l'aboutissement du projet. Il fallait en effet de l'audace pour les Mexicains, qui pouvaient craindre la déstructuration de leur économie et l'acculturation de leur société, et pour les Américains, qui pouvaient redouter un chômage accru et une tension supplémentaire sur les salaires, sans parler des problèmes globaux tels que l'environnement. Il est remarquable qu'un projet d'inspiration essentiellement républicaine ait abouti grâce à l'engagement total d'un président démocrate. Si le pari de l'ALENA réussit, le Mexique sera stabilisé dynamiquement dans la voie du développement et de la démocratie. La poussée vers l'extension de la zone de libre-échange à l'ensemble du continent deviendra irrésistible. Déjà l'espoir renaît en Amérique du Sud. Le Chili connaît une croissance comparable à celle des dragons de l'Asie du Sud-Est. Le redressement de l'Argentine est fragile, mais spectaculaire. Le Pérou et même la Colombie font quelques progrès. Certes, beaucoup de difficultés subsistent dans tous ces pays. Le Venezuela est secoué par la chute des prix du pétrole avec ses conséquences économiques et politiques, directes et indirectes. Le Brésil

7. Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers: Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, Random House, New York, 1987 (traduction française : *Naissance et déclin des grandes puissances*, Payot, Paris, 1988). Voir également David Calleo, *The Bankruptcy of America*, William Morrow and Company, New York, 1992. Ce second livre met l'accent sur la faiblesse du secteur public aux Etats-Unis.

8. Joe Nye, *Bound to Lead*, Basic Books, New York, 1990.

souffre d'un désordre politique chronique qui entrave ses capacités. Mais, dans l'ensemble, la démonstration est faite que le continent américain tout entier est apte à la croissance. La question est de savoir si la généralisation de l'ALENA en un accord de libre-échange américain (ALEA, malgré le jeu de mots) permettrait un nouveau départ pour le Nouveau Monde. Les esprits pusillanimes multiplient les objections, toujours les mêmes, contre la concurrence et l'ouverture, mais les aventuriers, les entrepreneurs, les conquérants, les écartent. Ils les balayent et veulent forcer la réussite.

Dans les dernières semaines de la négociation du cycle de l'Uruguay, les fonctionnaires de Washington ont joué avec l'idée d'accrocher ensemble les trains américain et asiatique. Ils disaient en substance aux Européens : « Soyez protectionnistes si vous le voulez ; l'Amérique et l'Asie vous contourneront ». Il s'agissait évidemment d'une manœuvre tactique. Ni le Japon, ni les membres de l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique) n'avaient la moindre intention d'entrer dans ce genre de jeu. Ces pays ont besoin des Etats-Unis, mais ils ne veulent pas de face à face exclusif avec eux, pour des raisons tant économiques que politiques. Cependant, il faut voir au-delà de la gesticulation diplomatique. Si réellement l'Asie et l'Amérique doivent entrer, au tournant du siècle et du millénaire, dans une nouvelle phase de croissance prolongée, l'Europe n'a d'autres choix que de se raccrocher au train ou de dériver vers une voie de garage. A moins, pire encore peut-être, qu'elle ne se fragmente entre ceux qui jouent l'avenir et ceux qui cherchent dans le passé une vaine protection.

Ainsi la question du déclin américain n'est-elle pas à l'ordre du jour. Il est vrai cependant que les Etats-Unis de Bill Clinton n'exercent pas sur la scène internationale le rôle directeur proportionné à leur puissance. Jamais l'Amérique n'a affiché avec autant de cynisme la primauté de ses intérêts propres. Jamais elle n'a aussi clairement identifié ses intérêts nationaux au succès de ses exportations. Tous les moyens sont bons, y compris le bilatéralisme, certes avec le Japon mais aussi avec des pays politiquement dépendants. En Arabie Saoudite, la société ATT vient d'obtenir un contrat de

4 milliards de dollars pour la modernisation du réseau de télécommunications du royaume, dans des conditions qui ont suscité l'ire de ses concurrents. Désormais, les entreprises américaines peuvent compter sur l'appui total de leur gouvernement pour la conquête des marchés. Aucune parcelle de la planète n'est laissée de côté quand il peut y avoir des opportunités, même pas le Maroc ou la Côte-d'Ivoire.

En dehors des objectifs mercantiles, la diplomatie américaine ne s'investit plus que dans un tout petit nombre de questions, essentiellement les questions de voisinage (Haïti), le Moyen-Orient et les affaires nucléaires. Encore faut-il noter que la volonté de diriger le jeu au Moyen-Orient est intimement liée à l'économie du pétrole, comme cela a toujours été le cas. La détermination de Washington à contrôler la dissémination des armes nucléaires date de l'origine de la bombe atomique et repose sur des motivations plus complexes. Les Etats-Unis restent parfaitement conscients qu'en cette matière, leurs intérêts vitaux sont, directement ou indirectement, en jeu. D'où le caractère central du nucléaire dans les relations de l'Amérique avec la Russie, l'Ukraine, et plus généralement les pays de la CEI. D'où aussi leur implication dans l'affaire nord-coréenne, sur laquelle quelques explications sont peut-être nécessaires.

L'enjeu de la crise nucléaire coréenne⁹

Quel est exactement l'enjeu de la crise qui se déroule autour de Pyongyang ? Tout simplement les conditions de la transition postcommuniste dans la péninsule coréenne. Les données du problème sont relativement simples. L'effondrement de l'URSS et la révolution silencieuse en Chine ont laissé la Corée du Nord exsangue. Mais, un peu comme à Cuba, le régime instauré par Kim Il-sung ne semble pas menacé d'effondrement immédiat, sans que l'on puisse cependant faire des prévisions plus précises. La Corée du Sud, de son côté, n'aspire pas à une réunification rapide. Elle a pris conscience, à travers l'expérience allemande, de l'énormité de son coût potentiel, au moment même où la popula-

9. Ce texte a été rédigé avant la mort de Kim Il-sung, le 8 juillet. Mais cet événement ne modifie pas les données de base du problème.

tion commence à prendre goût à l'économie d'abondance. Toutes les puissances de la région ont également intérêt à une évolution progressive, pour ne pas bouleverser les équilibres économiques et géopolitiques de l'Asie de l'Est dans son ensemble. La Chine, en particulier, redoute d'être perturbée par le raz de marée des réfugiés si, pour une raison ou une autre, le régime nord-coréen était soudainement balayé.

Les dirigeants de Pyongyang sont vraisemblablement conscients de ces données fondamentales. Ils savent aussi qu'une transition en douceur n'est possible qu'avec la coopération des pays riches, c'est-à-dire principalement les Etats-Unis et le Japon. D'ailleurs, l'essentiel des devises fortes qui entrent actuellement en Corée du Nord provient de la centaine de milliers de citoyens de ce pays qui travaillent au Japon (jusqu'à 2 milliards de dollars par an).

Les stratèges de Pyongyang doivent répondre à la question suivante : comment obtenir le meilleur prix en échange des seules cartes dont ils disposent, c'est-à-dire une capacité nucléaire militaire et la possibilité de vendre aux ennemis de l'Occident des systèmes d'armes sophistiqués tels que des missiles à moyenne portée ? Ce prix doit consister en la reconnaissance diplomatique ainsi que des aides économiques diverses, dont la conversion de leurs réacteurs nucléaires à usage civil. Mais le montant exact qu'ils peuvent obtenir n'est pas prédéterminé. Il ne saurait résulter que d'une enchère où la perspective du bâton et de la carotte joue un rôle essentiel. Le bâton, c'est la menace crédible d'une nouvelle guerre de Corée, que l'Amérique et ses alliés gagneraient presque sûrement, mais dont les coûts directs et indirects seraient exorbitants pour tous. La carotte tiendrait dans la renonciation à la bombe nucléaire et au commerce des armes de destruction massive. Nous sommes en pleine dialectique de la dissuasion et la seule chance de succès pour Pyongyang est de convaincre ses interlocuteurs, à commencer par Washington, de la crédibilité de sa menace. A cette fin, la Corée du Nord doit se préparer effectivement à la guerre et donc au suicide. Pour gagner, elle doit envisager de tout perdre.

Comment se pose le problème du point de vue de Washington ? L'Administration améri-

caine considère comme une certitude que le régime de Pyongyang a mis en place, dès 1975, un programme nucléaire militaire qu'il s'est efforcé de dissimuler. La Corée du Nord a adhéré au Traité de non-prolifération (TNP) en 1985, mais a ensuite refusé d'accepter les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Selon les calculs effectués à partir d'observations par satellites, les spécialistes américains estiment que Pyongyang pourrait déjà disposer de 8 à 12 kilogrammes de plutonium et donc de une à deux armes opérationnelles. Les stratèges de Washington n'ont aucun moyen de prévoir comment Pyongyang réagirait effectivement face à l'application de sanctions efficaces. Pour les raisons indiquées plus haut, le régime pourrait décider d'attaquer. Même s'il avait peu de chances d'occuper Séoul, le calcul ne serait pas nécessairement irrationnel. Les Etats-Unis pourraient facilement détruire les facilités nucléaires de la Corée du Nord à Yongbyon, mais pas les bombes, si elles existent, car elles peuvent être cachées dans l'un des nombreux tunnels creusés dans le pays. Dans ce cas, elles pourraient être lâchées sur Séoul, si les dirigeants nord-coréens se savaient de toute façon perdus !

Les calculs des stratèges américains sont d'autant plus complexes que les difficultés diplomatiques s'ajoutent aux incertitudes militaires. Les Russes ont fait sentir de façon pesante aux Américains que tout plan qui n'aurait pas été préalablement concerté avec eux n'aurait pas leur accord. Les Chinois n'ont manifesté aucune sympathie pour l'application du programme de sanctions préparé par les Etats-Unis. Les Japonais soutiennent en apparence Washington, mais en réalité se trouvent sur la réserve. En tout état de cause, le président Clinton ne peut rien entreprendre unilatéralement. Il lui faut le feu vert du Conseil de Sécurité des Nations Unies, et donc au moins le feu orange de la Russie et de la Chine.

La préoccupation nucléaire fut également largement présente au moment de la guerre du Golfe, mais la présomption d'existence effective d'une arme était beaucoup moins forte. Les troupes de Saddam Hussein avaient envahi le Koweït, alors que la question d'une attaque contre la Corée du Sud demeure entièrement spéculative. A présent, les Etats-Unis risquent

paradoxalement d'apparaître comme les provocateurs et les responsables d'un éventuel désastre.

L'Administration démocrate américaine a largement démontré son réalisme. Elle a créé un précédent en accordant une aide à l'Ukraine en échange d'un démantèlement de ses forces nucléaires. Elle a accepté le renouvellement à la Chine de la clause de la nation la plus favorisée, en renonçant à toute contrepartie sur le plan des droits de l'homme. Pour Bill Clinton, la solution la plus simple au plus grave des problèmes qu'il affronte actuellement est d'accepter de donner un bon prix à Pyongyang, en l'échange de ses armes. N'est-ce pas, finalement, ce que souhaitent tous les voisins de la Corée ? Mais le président des Etats-Unis a besoin d'une couverture internationale, car il ne manquera pas de faucons ou d'idéologues, dans son propre pays et, accessoirement pour lui, à l'étranger, pour l'accuser de faiblesse. Moscou lui a déjà tendu la perche, en demandant la réunion d'une conférence internationale sur la Corée. Le président nord-coréen va rencontrer son homologue du Sud, Kim Young-sam. Si la solution est amorcée par des détours diplomatiques, tout le monde pensera avoir gagné et ce sera peut-être vrai.

Pour l'essentiel, la politique étrangère du président Clinton se trouve résumée dans les lignes qui précèdent. Le retrait piteux de Somalie ou les volte-face en Bosnie traduisent moins l'incapacité de l'actuelle Administration démocrate que le faible niveau où elle situe ces questions dans l'échelle des intérêts nationaux. Dès lors, ce que l'on fait ou ce que l'on ne fait pas fluctue au gré des émotions suscitées par les reportages télévisés et des sondages.

Les Américains ne sont pas satisfaits de la politique étrangère de leur Président. Ils n'ont pas apprécié, par exemple, ses atermoiements face au général Cédras, l'homme qui, à la fin de 1991, a évincé le père Aristide, premier président démocratiquement élu à Haïti. Habités au leadership de leur pays, ils sont mal à l'aise devant un désordre qui doit beaucoup à l'absence de Washington. Pourtant, ils ne sont certainement pas disposés à s'impliquer davantage dans les affaires du monde. Depuis la fin de la guerre froide, les Etats-Unis sont tournés vers

eux-mêmes, vers leurs problèmes domestiques. C'est pour cela qu'ils ont choisi Bill Clinton contre George Bush. S'ils manifestent aujourd'hui quelque humeur à l'encontre de leur jeune président, ce n'est pas principalement à cause de la Somalie, de la Bosnie ou *a fortiori* du Rwanda, mais en raison de certains traits de son comportement qui les irritent. On commettrait sûrement une erreur en imaginant qu'il suffirait aujourd'hui de changer les hommes pour que les Etats-Unis retrouvent une politique étrangère responsable à l'échelle planétaire, à l'instar de ce qu'ils firent, après la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'ils eurent épuisé les charmes de la tentation néowilsonienne. Pour un retour de l'Amérique dans une grande politique mondiale, il faudrait un choc majeur qui ne s'est pas encore produit, et sur la nature duquel je ne me hasarderai pas à spéculer.

L'Occident sans leader

Doit-on craindre, alors, que le système international ne se délite ? Pas dans l'immédiat, en ce sens que les institutions multilatérales fonctionnent toujours dans les domaines politique comme économique. L'Alliance atlantique survit et a entrepris une évolution pragmatique qui ne paraît pas déraisonnable. L'Union européenne vient de s'élargir à quatre pays et entrouvre ses portes à ceux du « groupe de Visegrad », une évolution heureuse, sous les réserves exprimées plus loin. On pourrait donner d'autres arguments en faveur d'une thèse optimiste.

Cependant, les rapports internationaux ne s'inscrivent pas dans un jeu abstrait et le cours de l'histoire se détermine en fonction du déroulement concret de crises concrètes. De ce point de vue, l'affaire bosniaque mérite une attention très particulière. On peut juger que les Occidentaux en général et les Européens en particulier ont été « en dessous de tout » ou au contraire qu'en empêchant la guerre de s'étendre, le seul objectif que l'on pût raisonnablement se fixer a été atteint, au moins jusqu'ici. Mais un regard plus analytique révèle des dysfonctionnements essentiels. Aujourd'hui encore, les Occidentaux ne sont pas parvenus à un diagnostic commun de la situation de l'ex-Yougoslavie et n'ont pas de réponse cohérente à une question aussi fondamentale que celle de

savoir si le conflit bosniaque est une guerre civile ou d'agression. A supposer que nous ayons des objectifs communs (ce qui n'est pas le cas), aucune entente sur la stratégie à appliquer ne serait possible, car telle méthode appropriée à une guerre civile ne l'est pas pour une guerre d'agression et réciproquement. Les analyses des causes et des objectifs divergent non seulement entre nous (membres de l'Union européenne ou de l'Alliance atlantique), mais encore au sein des équipes dirigeantes de chacun de nos pays. Ce désarroi intellectuel, qui paralyse l'action, est la conséquence directe de l'absence de leadership observée aux trois niveaux pertinents pour ce type de question : le niveau occidental (Alliance atlantique), le niveau communautaire (Union européenne), les niveaux nationaux. La carence la plus sévère est la première, puisqu'elle se situe à la clef de voûte du système.

Si maintenant on se projette dans l'avenir, on imagine les ravages auxquels l'absence de leadership occidental pourrait conduire. Prenons l'exemple de l'Ukraine, où beaucoup d'observateurs soulignent le risque de grands événements qui pourraient prendre naissance par exemple en Crimée, où se pose une importante question nationale, ou dans le Donbass, où la situation sociale est explosive. Que feraient les Russes ? Que devraient faire ou ne pas faire les Occidentaux ? Pour ne pas être pris de court, c'est maintenant qu'il faudrait réfléchir ensemble en commençant par la recherche d'un diagnostic commun sur la situation politique, sociale et économique de l'Ukraine, les enjeux pour la Russie, etc. Mais on en est loin et l'hypothèse la plus vraisemblable, si une crise survient rapidement, est que l'Occident se diviserait aussitôt, certains de ses fragments se laissant aller, comme dans le cas bosniaque, au délire idéologique ou médiatique. Il est facile d'imaginer que, dans ce cas, l'unité ne se referait, si l'on ose dire, que sur le dos de la Russie. Ainsi peut-on imaginer des scénarios vraisemblables où l'incapacité occidentale d'anticiper les événements, c'est-à-dire de réfléchir ensemble de façon rationnelle et cohérente sur les avenir possibles, pourrait avoir pour conséquence de recréer une nouvelle modalité de la guerre froide. Peut-être d'ailleurs certains Occidentaux espèrent-ils secrètement « refonder » leur identité grâce au retour du grand adversaire !

Je ne poursuivrai pas davantage la réflexion dans cette direction. Il s'agissait seulement de montrer que l'actuel effacement américain risque d'avoir, tôt ou tard, des conséquences lourdes.

La question russe

S'il est probable que la montée de l'Asie transformera le système international au cours du XXI^e siècle, c'est encore en Europe que se situent aujourd'hui les principaux risques politiques susceptibles d'avoir des répercussions planétaires. La chute de l'Union soviétique, et sous elle de l'empire russe, est un séisme géopolitique majeur qui commence à peine à faire sentir ses effets. L'échelle de temps, pour un phénomène de cette ampleur, est celle de l'histoire, c'est-à-dire d'ordre séculaire.

La première question, qui dans une large mesure commande les autres, est celle de l'avenir de la Russie elle-même. Aucun diagnostic ferme de la situation économique et politique ne s'impose aujourd'hui. Sur le plan économique, les observateurs les plus compétents peuvent accumuler des exemples encourageants comme les symptômes d'une profonde détresse, sans que cela soit nécessairement contradictoire. Dans une période semi-chaotique, sur un territoire aussi étendu que celui de la Fédération de Russie, dont de vastes portions sont, depuis les temps anciens, à la fois assez autonomes et cependant très dépendantes du centre, il n'est pas surprenant que des îlots relativement viables coexistent avec d'énormes pans délabrés ou écroulés. Une chose est sûre cependant : parler d'« économie de marché » à propos de la Russie ne peut être, pour le moment, qu'une trompeuse figure de style. On ne doit jamais oublier que le libéralisme économique ne s'identifie pas avec le « laisser-faire laisser-aller » et que le marché suppose, pour fonctionner correctement, un cadre institutionnel juridique, financier, administratif et au-delà culturel que personne n'a jamais vu émerger par génération spontanée. Toute organisation procède d'une lutte persévérante contre l'entropie, c'est-à-dire contre le désordre naturel. Il faut de la durée fléchée.

La même observation vaut pour l'instauration de la démocratie. On hésite à qualifier de démo-

Les enjeux et les défis contemporains

I. La croissance démographique et la question ethnique

En 1950, au terme de l'ère coloniale, la population de l'ensemble de l'Asie du Sud-Est s'élevait à quelque 170 millions de personnes. Quarante ans plus tard, en 1990, elle avait été multipliée par 2,5, puisqu'on pouvait l'estimer à plus de 430 millions. Au début de 1994, elle est de l'ordre de 470 millions et l'on peut s'attendre à ce qu'elle atteigne 500 millions avant la fin du siècle. La croissance démographique des quatre dernières décennies a donc été considérable, bien que le taux annuel moyen ait été inférieur à celui qui prévalait dans d'autres régions peu industrialisées du monde, dont l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud. Ce taux est d'ailleurs en baisse sensible dans plusieurs des pays du Sud-Est asiatique. Mais il demeure élevé dans plusieurs autres, dont ceux qui sont très pauvres, comme le Cambodge et le Laos où il s'est même accru récemment, et parmi des populations mieux nanties, telles celles du sultanat de Brunei ou de la Malaysia (tab. 24 et 25). Ce dernier cas est assez particulier, l'écart entre le faible taux de mortalité

TABLEAU 24. — *Asie du Sud-Est. Réalisations économiques et évolution des structures.*

	PIB Milliards \$ US		Revenu per capita \$ US		Rendements rizicoles (paddy) kilos/hectares moyenne annuelle		Part des exportations d'origine industrielle (%)	
	1981	1991	1981	1991	1979-1981	1990-1992	1981	1991
Birmanie	5,2	7,7	152	250	2 689	2 902	2	n.d.
Brunei	n.d.	4,7	n.d.	18 440	1 640	1 613	1	n.d.
Cambodge	n.d.	1,6	n.d.	190 ^a	1 062	1 469	1	42
Indonésie	66,8	116,2	439	638	3 257	4 379	1	42
Laos	n.d.	0,6	89	220	1 415	2 356	n.d.	n.d.
Malaysia	23,8	43,0	1 763	2 448	2 844	2 847	21	59
Philippines	35,5	45,1	732	672 ^a	2 207	2 815	53	70
Singapour	24,0	43,2	3 410	11 485	—	—	9	57
Thaïlande	30,3	92,0	708	1 604	1 887	1 959	15	75
Vietnam	n.d.	9,5	n.d.	200	2 116	3 185	n.d.	26

Source : La photocopie non autorisée est un délit.

^a 1990, n.d. = information non disponible

Source : *Journal of Economic Surveys*, vol. 1, no. 1, 1987, p. 103.

TABLEAU 25. — *Asie du Sud-Est. Réalisations sociales et évolution des structures.*

	Taux de croissance démographique annuel moyen (%)		Espérance de vie		Taux de population urbaine (%)		Part de l'emploi agricole (%)	
	1975-1981	1984-1991	1981	1991	1981	1991	1981	1991
Birmanie	2,4	1,9	53	55	n.d.	24	66	68
Brunei	2,4	2,5	66	71	n.d.	58	5	5
Cambodge	1,8	3,0	45	49	n.d.	11	n.d.	81
Indonésie	2,0	1,9	50	61	22	31	59	53
Laos	2,4	2,9	42	50	14	19	85	80
Malaysia	2,3	2,6	61	68	29	43	38	28
Philippines	2,4	2,4	61	64	36	43	53	44
Singapour	1,2	1,4	71	75	100	100	1	< 1
Thaïlande	2,0	1,5	61	65	14	23	74	56
Vietnam	2,8	2,3	62	63	19	22	82	72

n.d. = information non disponible.

Sources principales : FEER, *Asia Yearbooks*.

(4,6‰ en 1991) et le taux de natalité encore fort (28,0‰) étant attribuable à la politique nataliste prônée par le gouvernement central auprès de la population malaise.

En d'autres termes, pas plus que la transition industrielle, la transition démographique n'est uniforme ni achevée. On peut donc s'attendre à ce que la « question démographique » demeure à l'ordre du jour, en particulier dans les pays les plus pauvres. Cela comprend les Philippines et le Vietnam, où les densités de population moyennes sont déjà supérieures à 200 habitants par km², soit plus de deux fois la moyenne régionale, qui est de l'ordre de 100 habitants par km², comme en Europe occidentale. Bref, l'époque est bel et bien révolue où l'on pouvait considérer le Sud-Est asiatique comme une zone « vide » entre la Chine et l'Inde. Certes, la répartition des populations au sein même de la région demeure très inégale comme l'illustre la carte des densités de population (fig. 77). Les plaines et deltas centraux dans la péninsule, les îles maîtresses aux Philippines et à Java demeurent les principaux foyers de population, mais le remplissage des marges va se continuer, sous la pression de la croissance démographique interne. On peut ainsi s'attendre à ce que, notamment par le biais de l'expansion agricole, tout particulièrement en Indonésie, la pression continue à s'exercer sur les groupes minoritaires occupant ces marges, généralement forestières, et à ce titre objet de convoitise. La question des relations entre les peuples va donc demeurer à l'ordre du jour.

II. Les enjeux agricoles

Dans presque tous les pays de la région, l'évolution de l'agriculture et de la condition paysanne sont à la source des grandes transformations et transitions industrielles en cours. À cet égard, il est important d'établir une distinction avec le cas des États industriels de l'Asie de l'Est, auxquels ceux du Sud-Est asiatique sont souvent comparés. Ainsi, alors

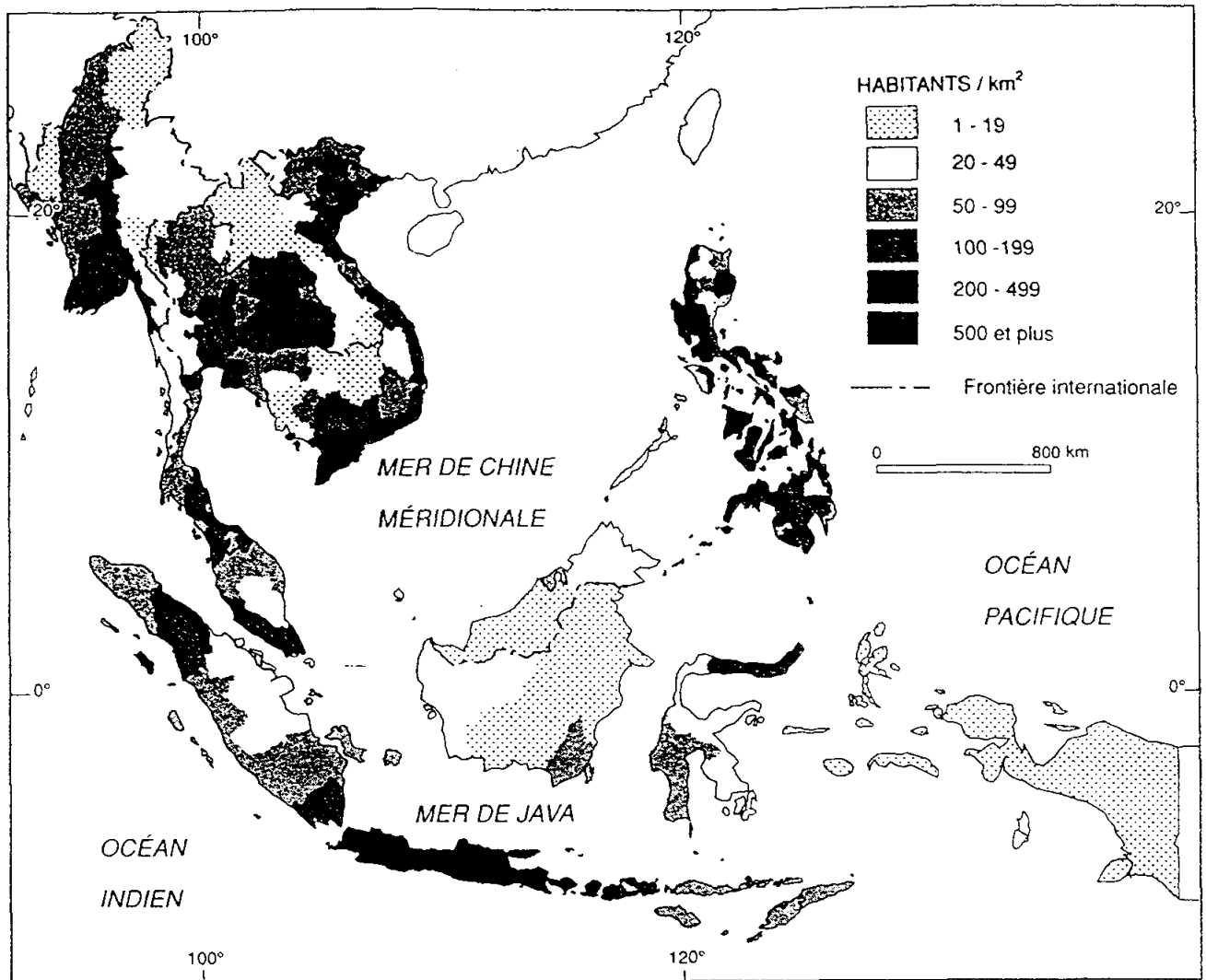


FIGURE 77. — Asie du Sud-Est. Densité de population par province ou État vers 1990.

que tant au Japon qu'à Taïwan et même en Corée du Sud, la transition industrielle a été en bonne partie facilitée par les réformes agraires de l'après Deuxième Guerre mondiale, rien de comparable n'a été réalisé en Asie du Sud-Est. Tout en ayant servi et servant encore à dégager des excédents de production, deux autres processus et en particulier le second y tiennent lieu en quelque sorte de réforme agraire : la révolution verte et l'expansion agricole ou, si l'on préfère, l'intensification et l'extensification.

Entre le milieu des années 1930 et celui des années 1950, les rendements moyens en riz ne se sont pratiquement pas accrus dans la région, sauf, de façon relativement modeste, en Indonésie, en Malaysia et aux Philippines. Mais dans aucun cas les taux d'accroissement n'ont été supérieurs à ceux de la croissance démographique. Dès la fin des années 1950, puis de plus en plus au cours des décennies suivantes, au fur et à mesure du départ des administrations coloniales et de l'interruption des guerres post coloniales, la plupart des grands États de la région ont mis l'accent sur la révolution verte, le dernier en date étant le Vietnam. Ainsi, au cours des années 1980, les rendements rizicoles moyens ont commencé ou continué à s'accroître de façon notable, y dépassant nettement le taux de croissance démographique, sauf en Malaysia et en Thaïlande (tab. 24). Dans ces deux derniers pays, où par ailleurs la part de l'emploi industriel est en croissance plus rapide, c'est surtout l'expansion agricole qui a contribué à la croissance de la production agricole. Cette expansion est demeurée considérable dans plusieurs autres, dont les Philippines, l'Indonésie, la Birmanie et le Vietnam. Enfin, à la conquête des marges

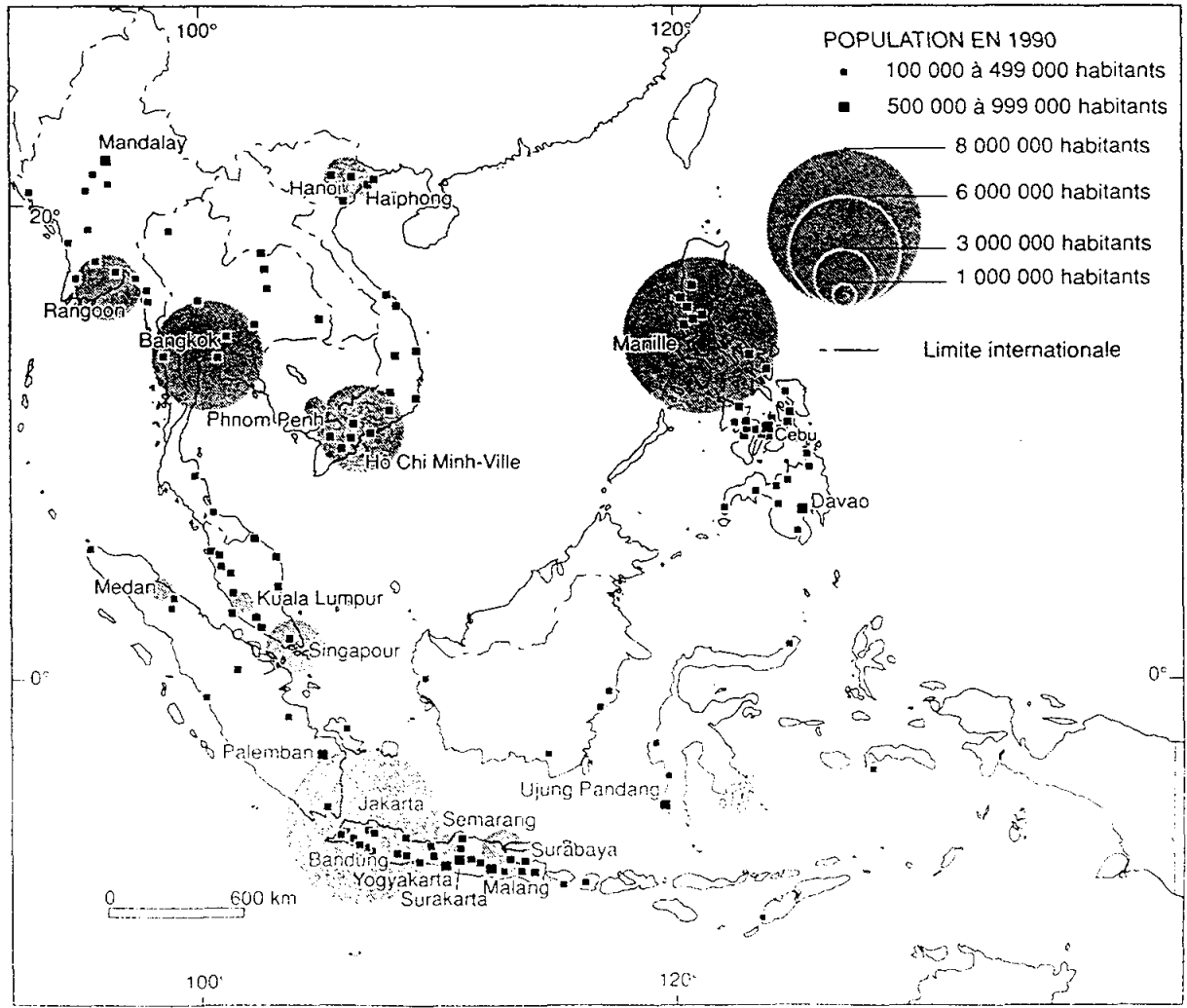
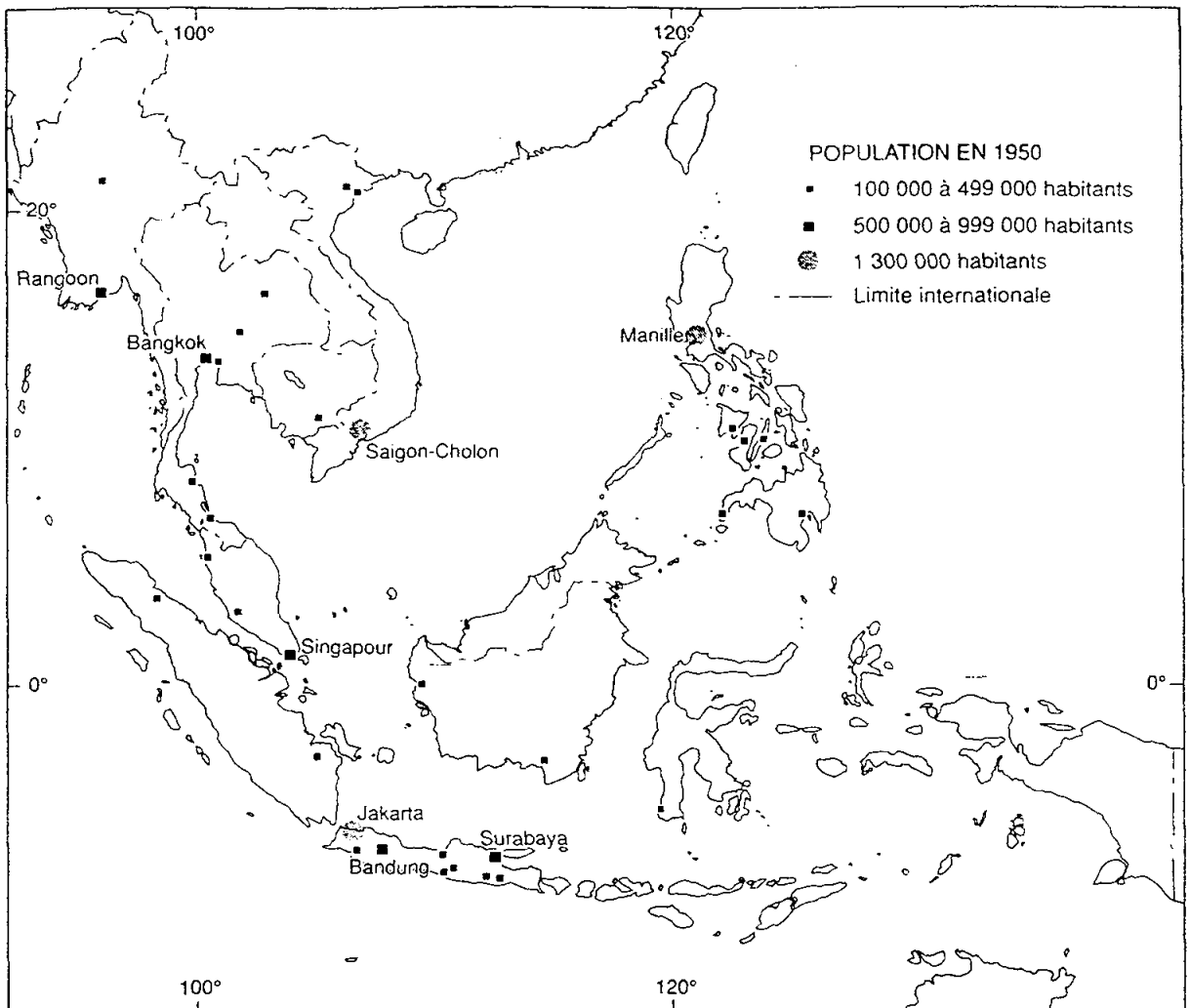
terrestres s'ajoutent celle des espaces maritimes, ou plus exactement l'intensification de la mise en valeur des ressources halieutiques, tant par les États de l'archipel que par ceux de la péninsule, tels la Thaïlande et le Vietnam.

Mais partout, sauf dans ces deux petits États milliardaires que sont Singapour et le sultanat de Brunei, c'est la dynamique agricole qui demeure le fer de lance des politiques territoriales. L'expansion des superficies et en particulier les programmes de colonisation des marges ont trois conséquences majeures. 1) Ils permettent de maintenir, voire d'accroître les excédents de production et partant les exportations. 2) Ils fournissent l'occasion d'une formidable redistribution des effectifs de population et d'une prise de contrôle plus serrée des États centraux sur leurs marges. 3) Ils accueillent ainsi une partie de la croissance de la main-d'œuvre, réduisant quelque peu la pression démographique dans les régions centrales et en particulier sur le réseau des villes. L'intensification peut avoir, du moins temporairement, un effet équivalent dans la mesure où elle nécessite un surcroît de travail. Mais, éventuellement, la révolution verte contribue à générer des excédents de main-d'œuvre ainsi offerte au secteur urbain.

III. Urbanisation, croissance industrielle et développement polarisé

On dit bien secteur urbain, et non secteur industriel, dans la mesure où le gonflement des villes n'est pas lié qu'à la seule croissance industrielle mais aussi à celle du secteur tertiaire et de la fonction parasitaire des villes. Déjà évidente dès les années cinquante (McGee, 1967), la croissance du poids des villes et surtout des métropoles n'a fait que s'accroître. Entre 1950 et 1990, la part de la population des villes est passée d'environ 15 % à plus de 30 % de la population totale (Dixon, 1991). En d'autres mots, alors que celle-ci était multipliée par 2,5, la population urbaine quintuplait. Difficile à mesurer avec précision, cette urbanisation s'est en tout cas manifestée de façon particulièrement évidente parmi les villes de plus de 100 000 habitants (fig. 78). En 1950, l'ensemble de la région n'en comptait qu'une trentaine; parmi elles, cinq villes de 500 000 à 1 000 000 d'habitants et seulement trois agglomérations métropolitaines d'un peu plus d'un million d'habitants : Jakarta, Manille et Saïgon-Cholon. En 1990, la région comptait quelque 120 villes de plus de 100 000 habitants et surtout une quinzaine d'agglomérations millionnaires, dont trois particulièrement gigantesques : Jakarta et Manille, rassemblant chacune huit millions d'habitants, mais aussi Bangkok, d'un poids démographique comparable lorsque l'ensemble de l'agglomération métropolitaine est prise en compte. Rassemblant à elle seule environ 70 % de la population urbaine du pays, la capitale thaïlandaise représente la forme extrême d'une tendance qui affecte pratiquement tous les pays, Laos compris, à savoir la polarisation urbaine et industrielle. L'une des conséquences de la croissance des grandes villes et tout particulièrement de la métropolisation est qu'elle se réalise presque partout aux dépens des meilleures terres agricoles, notamment dans les grands deltas de la péninsule.

La croissance de l'industrie manufacturière a été tout à fait remarquable au cours des années quatre-vingt, surtout parmi les pays membres de l'ASEAN. Ainsi, pour ne prendre que l'exemple de l'Indonésie et de la Thaïlande, la part de la valeur des exportations d'origine industrielle dans l'ensemble des exportations y est passée de 1 % et 15 % à 42 % et 75 % respectivement (tab. 24). Mais cette croissance demeure largement polarisée, tant à l'échelle de la région qu'à l'intérieur même des pays. Certains, essentiellement le Laos et le Cambodge, tout comme l'ensemble des régions périphériques nationales demeurent encore en marge. Ainsi les pôles principaux, qui correspondent pour la plupart aux capi-



L'usage de la photocopie non autorisée est un délit.

5

tales politiques, tendent à accroître leur poids relatif. Malgré cela des axes nationaux, comme sur le versant occidental de la péninsule malaise, ou transnationaux voient le jour (fig. 80). Ceux-ci prennent la forme de « triangles de croissance », le modèle en la matière étant celui de SIJORI, centré sur Singapour et rassemblant des zones franches industrielles en plein essor dans le sud du Johor malaysien et dans l'archipel des îles indonésiennes de Riau. De telles zones franches se sont multipliées dans la région au cours des deux dernières décennies, tant autour des grands pôles qu'à l'intérieur même des zones axiales. Bien que sur ce plan, la compétition du sud de la Chine se fasse de plus en plus sentir, on peut s'attendre à ce qu'elles continuent à se répandre, même au Vietnam.

Encore au stade de la planification, le développement de nouveaux triangles de croissance internationaux, tels ceux de Medan-Penang-Phuket et de General Santos-Manado-Sandakan, témoigne au moins d'une volonté politique de mieux répartir les pôles économiques. Dans le cas de ce dernier ensemble, la collaboration envisagée concerne l'industrie de la pêche, en plein essor dans les mers fréquentées par les chalutiers philippins, indonésiens et malaysiens. Au cœur de ces initiatives, la Malaysia cherche justement à appliquer une politique de décentralisation à l'intérieur même de son territoire, en favorisant le développement d'une industrie lourde sur le versant oriental de la péninsule, notamment autour de l'aciérie située à Kemaman, dans le sud de l'État du Terengganu.

Au total, la plupart des grands pôles industriels demeurent tout de même situés le long d'un axe ou d'un ensemble d'axes dont le centre est occupé par Singapour. Premier centre financier de la région, nœud de communications maritime et aérienne d'une efficacité sans pareille, à la fine pointe aussi des télécommunications, la cité-État joue un rôle de commande apparemment incontournable. Apparemment doit-on préciser, car la dynamique des enjeux et la mobilité des capitaux sont telles que plusieurs autres centres sont susceptibles de lui faire compétition, en particulier Bangkok et Jakarta. Surtout, Singapour ne possède pas d'emprise directe sur un hinterland propre et encore moins sur un réservoir de main-d'œuvre comparable à ceux dont disposent les autres pays de la région. Enfin, dans leur recherche des bas salaires, les investisseurs, provenant de plus en plus des pays asiatiques industriels et des communautés chinoises de la région, sont susceptibles d'élire de nouveaux pôles, notamment au Vietnam.

Enfin, s'agissant de croissance économique et industrielle, trois obstacles demeurent posés : 1) les disparités et les déséquilibres ; 2) la pauvreté rurale ; 3) la détérioration environnementale. Au sein de ce « Tiers Monde bien parti » (Chapuis, 1993), des disparités énormes subsistent voire s'accroissent entre d'une part les pays et les régions engagées dans la transition industrielle, tels Bangkok, Singapour, les rives malaysiennes du détroit de Malacca et le Pasisir javanais, et d'autre part les pays pauvres et les régions marginales. Il ne faut pas oublier qu'en dehors de la Thaïlande, les pays de la péninsule comptent encore parmi les plus pauvres du monde, du moins en termes de revenu per capita. D'ailleurs ceux-ci, la Birmanie, le Vietnam, le Cambodge et le Laos, sont encore essentiellement agricoles, 65 % à 80 % de la population active y étant employés dans l'agriculture. Quant à l'Indonésie, trop souvent classée parmi les dragons, ou les dragons en puissance, sa population est agricole à 50 % et ne bénéficie que d'un revenu per capita moyen inférieur à 700 \$ US, équivalent au quart de celui des Malaysiens. Les Philippines, où en termes proportionnels les exportations industrielles apparaissent dominantes, sont en réalité aux prises avec une industrie et surtout une agriculture en régression. Enfin, dans la plupart des pays de la région, le pillage des ressources, celles tant des mers que des terres, a atteint un niveau tel que leur rôle dans la croissance et surtout sa consolidation est mis en péril.

IV. Les enjeux environnementaux

Depuis les années cinquante, la plupart des États de la région se sont tour à tour lancés à la poursuite de trois objectifs concurrents et par moments contradictoires. Premièrement, on l'a souvent mentionné, leurs territoires ont fait l'objet d'un étalement grandissant de l'écoumène agricole, généralement aux dépens des espaces forestiers. Deuxièmement, en partie grâce à cette expansion, ils ont accru leurs exportations de matières premières, minières, forestières, agricoles et halieutiques, essentiellement en direction des pays industriels. Troisièmement, le développement du secteur industriel a fait l'objet d'investissements massifs, non seulement pour approvisionner un marché interne en pleine expansion, mais aussi le marché mondial, tout aussi demandeur. De ce point de vue, le cas de l'industrie du contre-plaqué en Indonésie est exemplaire. La conséquence sans doute la plus dramatique de cette triple poursuite en est une crise environnementale, particulièrement évidente dans le domaine forestier.

La comparaison de la répartition de la couverture forestière vers 1970 et 1990 l'illustre clairement (fig. 79). La déforestation apparaît spectaculaire presque partout. Selon les données de la FAO, l'ensemble du couvert forestier serait passé de plus de 65 % du territoire à moins de 50 %. Les pays les plus déboisés semblent être la Thaïlande, le Vietnam et les Philippines. Mais en termes absolus, le recul le plus spectaculaire se déroule en Indonésie. Bien que pour en évaluer pleinement les caractéristiques, il serait utile de distinguer entre les divers types de forêt concernés, il est clair que l'ensemble des formations, qu'elles soient pluviales, de mousson ou autre, cède du terrain. Le rythme n'est certes pas le même d'un pays à l'autre, le déboisement des régions densément peuplées et de leurs marges, notamment à Java, ayant débuté plus tôt. De plus, bien que partout les mêmes, les causes essentielles — colonisation agricole, prélèvement local pour l'approvisionnement énergétique, mise en valeur commerciale, et enfin essartage abusif — s'articulent cependant différemment. Enfin, dans le cas des pays de l'ancienne Indochine française, les guerres récentes et en particulier les bombardements américains ont ajouté leurs cicatrices. Mais au total, de la Birmanie à l'Indonésie le défi est le même : convoitée à la fois pour le territoire qu'elles occupent et comme ressource à exploiter immédiatement, les forêts tropicales représentent une réserve non seulement écologique mais aussi économique irremplaçable, dont l'utilisation pose des problèmes considérables. Car leur domestication n'a pas les mêmes conséquences à court et à long terme que celle des forêts tempérées dont la reconstitution est nettement plus facile.

De ce point de vue, le cas des forêts à mangrove est particulièrement frappant. Véritables viviers, lieu de reproduction de multiples espèces de poissons et de crustacés, leur destruction est virtuellement définitive. Une mangrove ne se reconstitue à peu près pas. D'autant plus qu'une fois les palétuviers abattus, parfois pour alimenter des usines de pâte à papier, les espaces ainsi dégagés sont souvent consacrés à l'élevage des crevettes. Cette intégration des milieux naturels spécifiques, y compris de plus en plus ceux des mers de la région, aux activités tournées vers les marchés d'exportation s'effectue à un rythme effréné. Enfin, autre exemple de cette ouverture grandissante mais aux effets ambivalents : le tourisme. Encore relativement modeste il y a quelques années, l'industrie touristique connaît actuellement un grand essor qui semble destiné à se maintenir. En fait, selon le *Far Eastern Economic Review*, le Sud-Est asiatique est la région du monde où cette industrie connaîtra la plus forte croissance d'ici la fin du siècle.

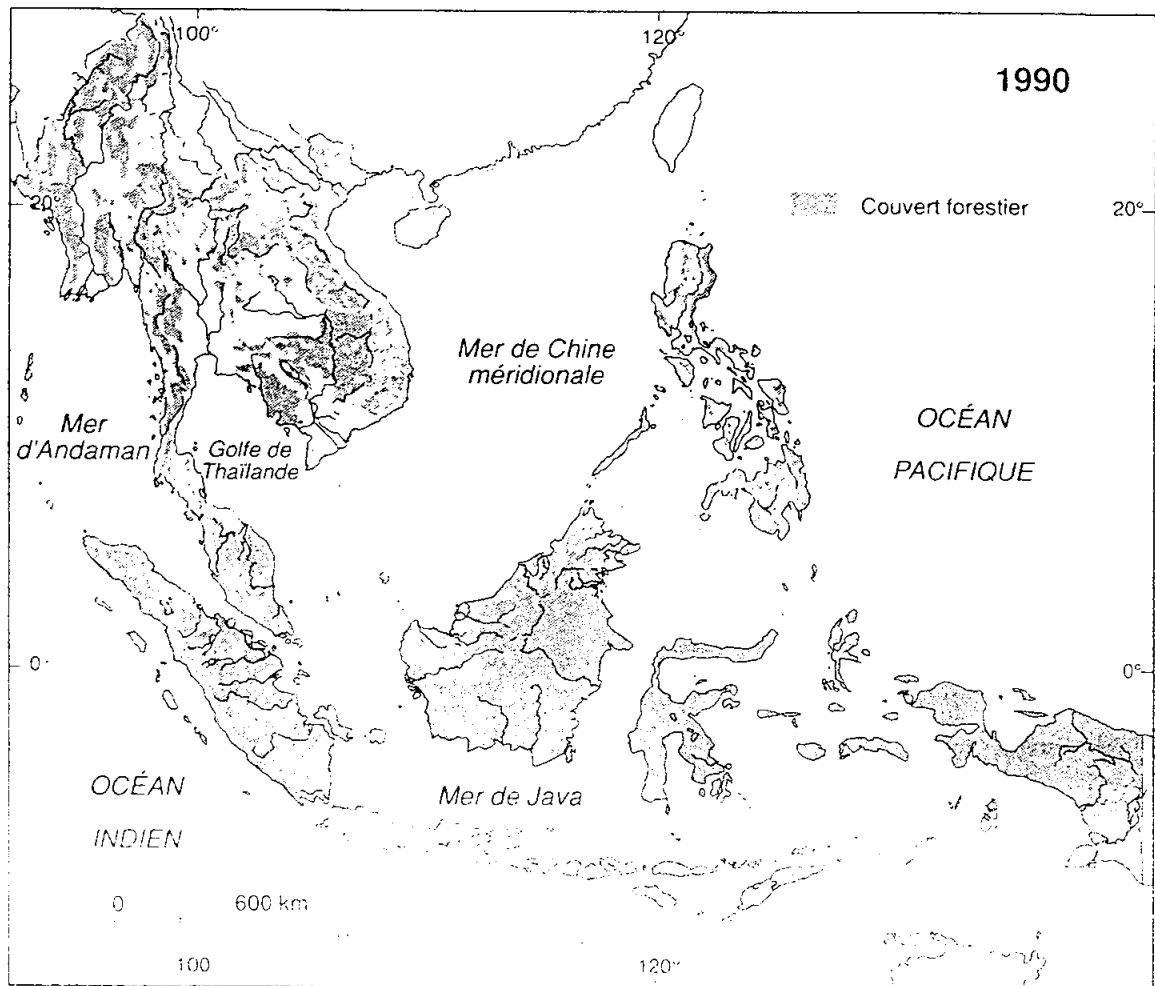
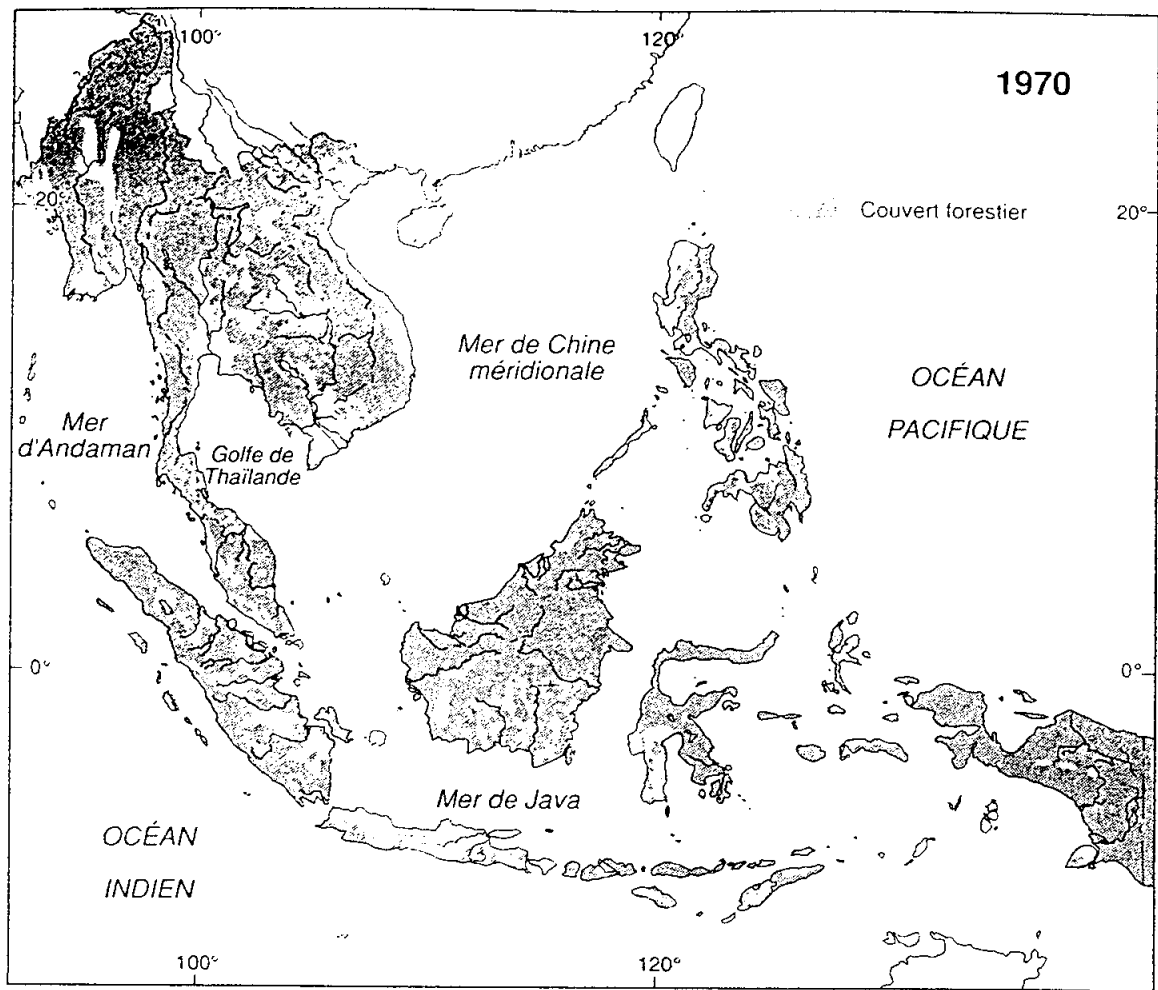


FIGURE 79. — Asie du Sud-Est. Évolution du couvert forestier, 1970-1990

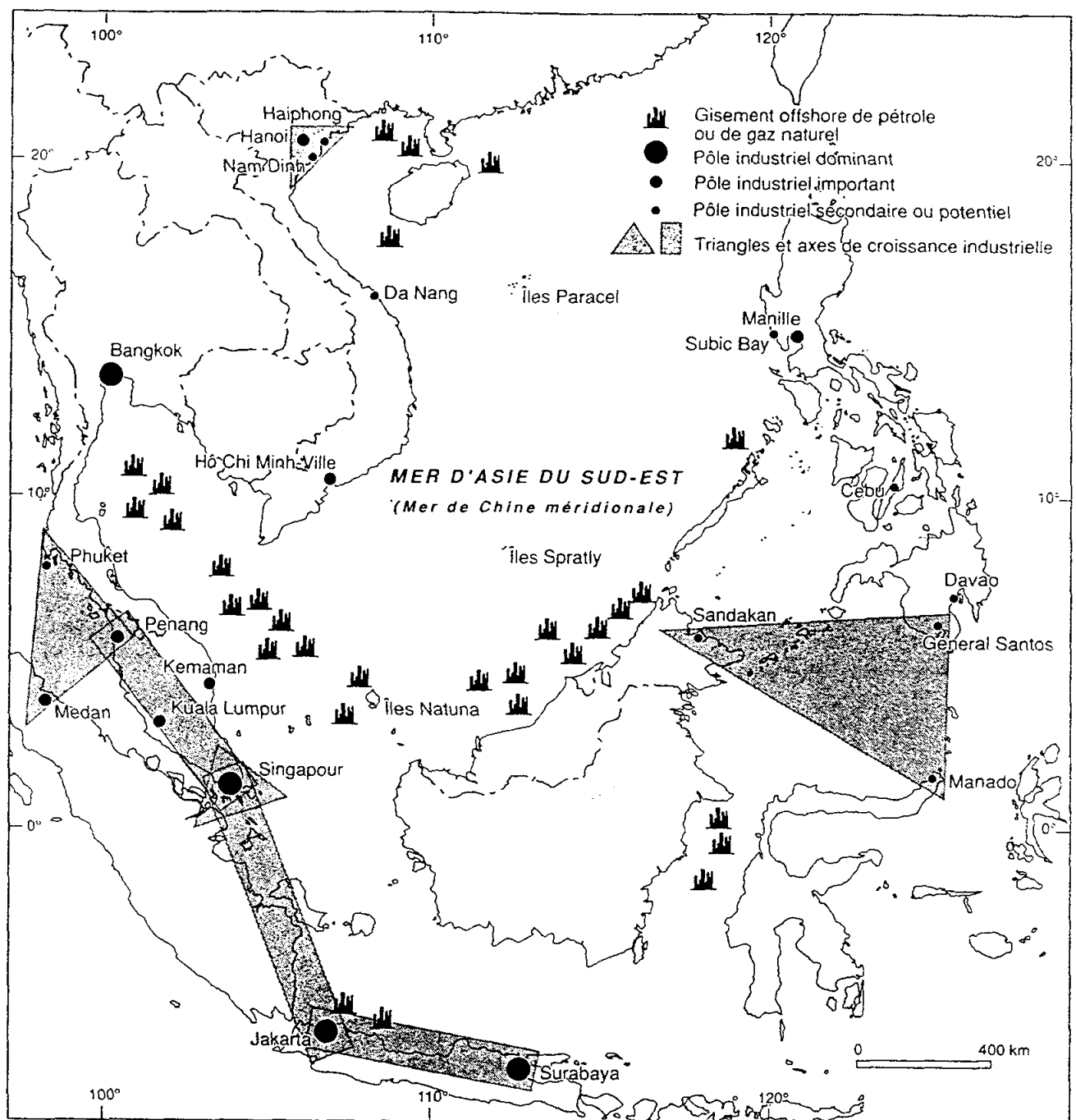


FIGURE 80. — *Les mers d'Asie du Sud-Est au centre des enjeux.*

V. Les enjeux géopolitiques

La pression sur les ressources est bien sûr inégale selon les États et les régions, à l'échelle des disparités qui s'établissent entre les uns et les autres. Mais, d'une façon générale, ces ressources sont au centre des enjeux géopolitiques, que ceux-ci soient internes ou internationaux. Ainsi à l'intérieur même des territoires nationaux, l'expansion agricole et l'exploitation commerciale des forêts pose sans cesse le problème de l'intégration des marges et des peuples minoritaires qui les habitent. Par définition, il revêt un caractère international, du moins dans la péninsule. Mais malgré sa persistance, le problème des frontières terrestres n'a peut-être déjà plus l'ampleur de celui qui se pose et qui va aller en s'amplifiant dans les mers du Sud-Est asiatique, impliquant tant des États membres de l'ASEAN que d'autres qui ne le sont pas, ou du moins pas encore, en particulier le Vietnam.

Les frontières maritimes, à la fois du point de vue juridique et à titre de fronts d'expansion économique, sont de toute évidence au cœur même des enjeux. Au fur et à mesure que les économies de la région s'industrialisent, qu'elles se tournent vers les marchés d'exportation et que leurs infrastructures urbaines et industrielles se rassemblent sur les rives des mers marchandes, celles-ci revêtent un caractère de plus en plus central (fig. 80). Leur attrait apparaît d'autant plus évident que c'est sous leurs eaux que semble se trouver une large part, chaque jour évaluée à la hausse, des ressources énergétiques de la région. En effet, les gisements d'hydrocarbures situés à même les couches sédimentaires de la plate-forme continentale concernent déjà activement neuf des pays de la région, seul le Laos, pays enclavé, n'étant pas vraiment impliqué. Même Singapour trouve son compte dans le développement de l'industrie pétrolière régionale.

Dans cette affaire, la mer de Chine méridionale, fort mal nommée dans la mesure où elle apparaît de plus en plus comme une agora proprement sud-est asiatique, représente l'ultime champ de manœuvres. Si l'Indonésie a réussi à établir sa souveraineté sur les îles Natuna, contrôlant ainsi l'un des plus importants gisements de gaz naturel de la région, les archipels situés plus au nord, en particulier ceux des îles Spratly et des îles Paracel, continuent à être convoités par plusieurs pays, ce dernier l'étant même par la Chine. Loin d'être réglé, le partage des souverainetés et des juridictions dans les mers de la région souligne si besoin était combien la géographie de l'angle de l'Asie, de cette Asie à la fois continentale et maritime, est loin d'être achevée...

Orientation bibliographique

- BARBAGE R. et BATEMAN S., éd., *Maritime Change. Issues for Asia*, ISEAS, Singapour, 1993.
- COLLINS M. et al., éd., *The Conservation Atlas of Tropical Forests. Asia and the Pacific*, Simon and Schuster, Toronto, 1991.
- CHAPONNIÈRE J. R., *La puce et le riz. Croissance dans le Sud-Est asiatique*, Armand Colin, Paris, 1985.
- CHAPUIS R., *Les quatre mondes du Tiers Monde*, Masson, Paris, 1993.
- DIXON C., *South East Asia in the World-Economy*, Cambridge University Press, 1991.
- GOLDBLUM C., *Métropoles de l'Asie du Sud-Est*, L'Harmattan, Paris, 1987.
- LIM JOO JOCK, *Territorial Power Domains, Southeast Asia and China: the Geo-Strategy of an Overarching Massif*, ISEAS, Singapour, 1984.
- MCGEE T.G., *The Southeast Asian City*, G. Bell, Londres, 1967.
- MORGAN J.R. et VALENCIA M.J., *Atlas for Marine Policy in Southeast Asian Seas*, University of California Press, Berkeley, 1983.
- RIGG J., *Southeast Asia. A Region in Transition*, Unwin Hyman, Londres, 1991.

Devant les réticences des pays de la région

Les Etats-Unis peinent à trouver des facilités navales en Asie du Sud-Est

BANGKOK

de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

L'Asie du Sud-Est a beau juger les Etats-Unis comme un contrepoids nécessaire dans la zone, notamment face à l'émergence de puissances comme la Chine, aucun Etat de la région ne souhaite s'engager au point d'offrir une hospitalité permanente à des dépôts flottants d'armes et de munitions américaines. La Thaïlande vient, pour sa part, d'opposer une fin de non-recevoir à une demande en ce sens de Washington. La Malaisie et l'Indonésie ont, de leur côté, saisi l'occasion pour réaffirmer leur hostilité à toute présence militaire américaine dans la région. Quant au président Fidel Ramos des Philippines, que l'armée américaine a dû évacuer en 1992, il a déclaré, mercredi 9 novembre, que le sujet ne figurerait pas sur l'agenda de ses entretiens avec le président Bill Clinton, en visite officielle à Manille samedi 12 et dimanche 13 novembre.

Le 6 octobre, recevant à Washington le premier ministre thaïlandais Chuan Leekpai, M. Clinton lui avait demandé l'autorisation de stationner dans le golfe de Thaïlande six grands navires de transport jouant le rôle de dépôts militaires, ce golfe étant situé à peu près à mi-chemin entre le Proche-Orient et l'Asie du Nord-Est, deux théâtres potentiels de conflit. Profitant de la visite, le 31 octobre à Bangkok, de l'amiral Richard Macke, commandant en chef des forces américaines dans le

Pacifique, le chef du gouvernement thaïlandais lui a communiqué une réponse négative : « *Je suis désolé de ne pouvoir accepter la proposition américaine ; la Thaïlande sera heureuse de poursuivre la coopération dans le domaine de la sécurité régionale, mais pas de cette façon-là.* »

Djakarta a aussitôt fait savoir que même si la présence américaine était un « *contrepoids nécessaire* » en Asie du Sud-Est, elle ne pouvait se manifester « *sous la forme de bases militaires* », pour reprendre un commentaire, le 2 novembre, d'Ali Alatas, ministre indonésien des affaires étrangères. Les sujets de tension dans la région, y compris en mer de Chine du Sud, dont les archipels sont, au moins en partie, l'objet d'une dispute entre six Etats, ne justifient pas une présence militaire américaine, a estimé, en substance, Ali Alatas. Le 7 novembre, enfin, la Malaisie a adopté une attitude à peu près identique : « *Il n'y a pas de tension dans notre région, pas d'ennemis, pas de crainte... Pourquoi en créer ?* », a résumé Mahathir Mohammad, premier ministre du gouvernement de Kuala Lumpur.

On pourrait en conclure que les Etats de l'Asie du Sud-Est sont relativement satisfaits de la situation actuelle et que l'accès à des facilités navales, mises par Singapour à la disposition des Etats-Unis au lendemain de leur retrait des Philippines, est le seul avantage militaire que l'Amérique, en temps de paix, puisse obtenir dans la région.

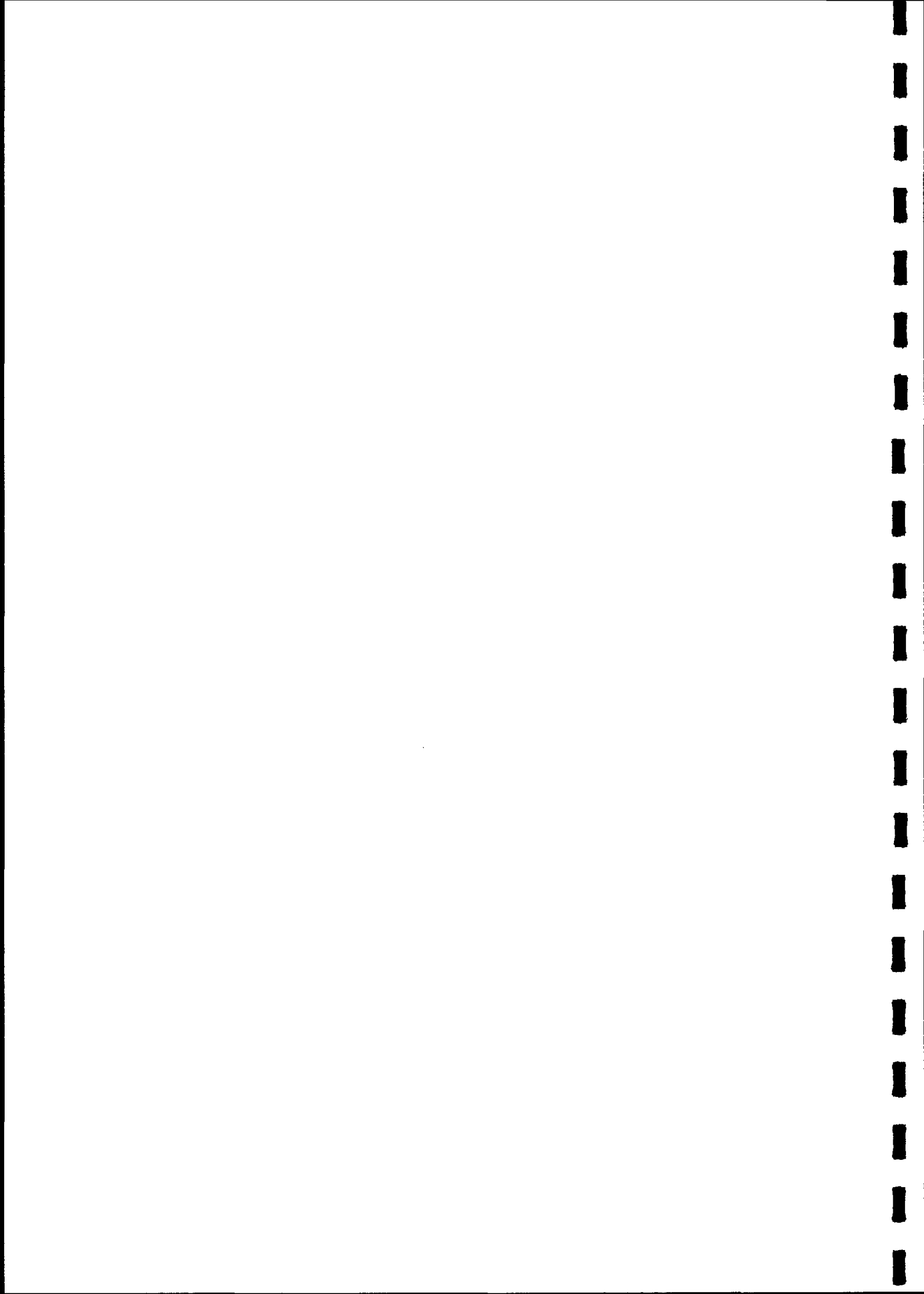
Certes, le sentiment d'un manque

d'urgence prévaut en ce moment. En outre, dans ce genre de dispositif, ceux qui ont la main sur un dépôt ne tiennent pas toujours compte, en cas de crise, de l'avis de ceux qui les abritent, surtout si ces derniers sont moins puissants.

Entrent également en jeu des facteurs nationaux. La Thaïlande, qui a abrité des bases américaines pendant la deuxième guerre d'Indochine, est toujours prête à regagner, selon l'heureuse expression d'un observateur averti, son « *cocon siamois* », qui lui a permis, par le passé, de préserver son indépendance et faciliter, aujourd'hui, de bons rapports avec la Chine. L'Indonésie, qui préside le Mouvement des non-alignés depuis 1992, tient à son aura de neutraliste. Et la Malaisie, qui entretient d'étroites relations avec des Etats du Proche-Orient, ne tient pas à se retrouver, en particulier, dans le piège d'une confrontation dans cette région.

Les Etats du Sud-Est asiatique ne semblent pas pour autant convaincus que la paix, qui prévaut depuis la fin de l'intervention vietnamienne au Cambodge en 1989, soit si solide. Chuan Leekpai, selon son porte-parole, a expliqué le refus de la Thaïlande par la crainte de créer un « *malentendu* », sans préciser avec qui. D'un autre côté – si l'on fait exception de la Birmanie, qui s'arme pour des raisons internes –, quatre Etats au moins de la région (l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande) continuent d'équiper et de moderniser leurs forces armées. On ne sait jamais.

JEAN-CLAUDE POMONTI



L'Asie du Sud-Est veut prendre davantage en main son effort de défense

Washington tente à nouveau de rassurer ses alliés asiatiques, inquiets par la perspective d'un désengagement américain. Mais de récentes acquisitions militaires par certains pays de la zone illustrent la recherche d'une identité régionale

Les Etats-Unis viennent d'annoncer qu'ils maintiennent à 100 000 hommes leur présence militaire dans la région Asie-Pacifique, dont l'essentiel reste concentré au Japon et en Corée du Sud. Washington

cherche ainsi à rassurer de nouveau ses alliés asiatiques traditionnels, notamment ceux d'Asie du Sud-Est, inquiets du vide créé par l'allègement, ces dernières années, du dispositif militaire américain dans la ré-

gion (135 000 hommes en 1990). Certains de ces partenaires redoutent en particulier que le moindre intérêt manifesté par Washington pour l'Asie-Pacifique - conséquence de la fin de la guerre froide - n'encourage des

ambitions chinoises ou japonaises. Afin de parer à toute éventualité, les Etats de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean) entendent assumer davantage leur protection américaine.

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

La marine thaïlandaise veut acquiescer à deux premiers sous-marins de tonnage moyen, du type *Roméo* russe, de 1 760 tonnes en plongée. Entendant accorder la priorité à l'éducation, le premier ministre Chuan Leekpai recule, pour le moment, devant l'importance de la dépense qui s'élève à 680 millions de dollars (3,5 milliards de francs), étalée sur sept ans. S'appuyant sur quelques solides arguments, le dossier est, cependant, loin d'être clos.

Entretiens, pour assurer la sécurité d'un archipel de treize mille îles et îlots, l'état-major de la marine indonésienne a annoncé, le 1^{er} février, que celle-ci aurait besoin de 400 à 500 unités navales, au lieu de 117 aujourd'hui.

De son côté, Singapour a mis à l'eau, le 18 février, le premier de douze patrouilleurs de 500 tonnes, construits sur place. Enfin, la petite marine de guerre des Philippines a fait avec de son impuissance en apprenant, début février, que la marine chinoise avait pris pied sur les îlots Kalyaan des Spratleys, situés à 200 kms à l'ouest de Palawan et dont Manille revendique la souveraineté.

Les Etats-Unis cherchent à rassurer leurs alliés. Ils ont ainsi réitéré, le 26 février, leur intention de maintenir à son niveau actuel leur présence militaire dans la région Asie-Pacifique. Ils ont, en outre, proposé

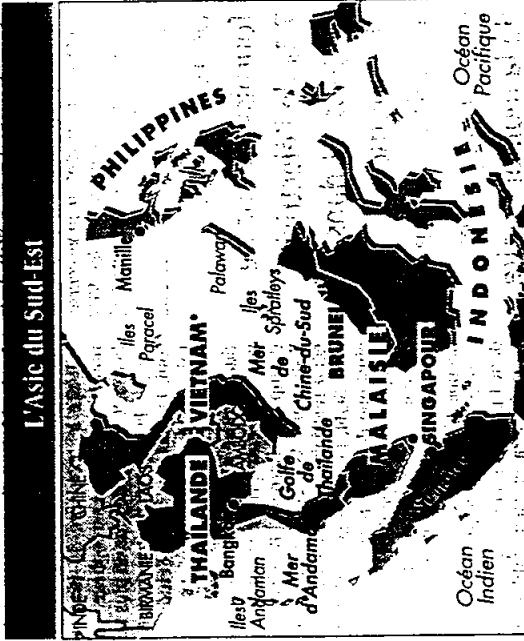
d'organiser, dès le mois de mai, des manœuvres navales conjointes avec certains Etats membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) qui groupe Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande, les Philippines et Singapour, et dont le Vietnam doit devenir membre, le 22 juillet. Il en faudrait sans doute davantage pour freiner les efforts d'armement en cours, surtout depuis la fin de la guerre froide, en Asie du Sud-Est.

STATU QUO STRATÉGIQUE

La proposition d'organiser des manœuvres conjointes a pourtant été rendue publique, ce qui n'est pas un hasard, le 21 février, soit dans la foulée des protestations philippines contre la présence chinoise à Kalyaan. En règle générale, pour être bienvenu, l'intérêt ainsi manifesté par Washington pour un *statu quo* stratégique dans la région ne semble plus être accueilli comme une garantie suffisante en Asie du Sud-Est.

La marine de guerre thaïlandaise fait valoir, pour sa part, qu'elle doit défendre les eaux territoriales dans le golfe de Thaïlande et en Mer d'Adaman et qu'elle doit être prête en cas de conflit en Mer de Chine du Sud, dont la souveraineté est revendiquée, totalement ou en partie, par six Etats.

Singapour, l'Indonésie et la Malaisie ont, de leur côté, la commune préoccupation de contrôler des détroits très passants non seulement



L'Asie du Sud-Est
L'Asie du Sud-Est est une région stratégique. Elle est le théâtre de conflits militaires et politiques. Les Etats-Unis y ont une présence militaire importante. La Chine y a des intérêts croissants. L'Indonésie est le plus grand pays de la région. Singapour est une puissance régionale. Les Philippines ont des tensions avec la Chine. Le Vietnam est un pays en développement. La Thaïlande est un pays neutre. Le Brunei est un pays riche en pétrole. La Malaisie est un pays développé. L'Indonésie est un pays en développement. Singapour est une puissance régionale. Les Philippines ont des tensions avec la Chine. Le Vietnam est un pays en développement. La Thaïlande est un pays neutre. Le Brunei est un pays riche en pétrole. La Malaisie est un pays développé. L'Indonésie est un pays en développement.

en cas de conflit mais aussi face à la piraterie ou le déversement en mer de déchets toxiques. En outre, tous ces pays se dotent de forces aériennes modernes ainsi que le prouvent, par exemple, la réception en cours, par les Malaisiens, d'un escadron de dix-huit Mig-29 de fabrication russe et l'achat à l'étude, par les Thaïlandais, soit de F-15

dier le différend sino-philippin, sur les Kalyaan. Pour sa part, après avoir accueilli, depuis 1990, cinq séminaires sur la question, l'Indonésie a lancé un nouvel appel à la résolution par la négociation du contentieux opposant six pays à propos des archipels des Paracels et des Spratleys. Le recours à la diplomatie pour régler les questions de sécurité est la raison d'être du forum régional de l'Asean, auquel participent, chaque année, tous les « grands » (Chine, Japon, Russie, Etats-Unis et Union européenne).

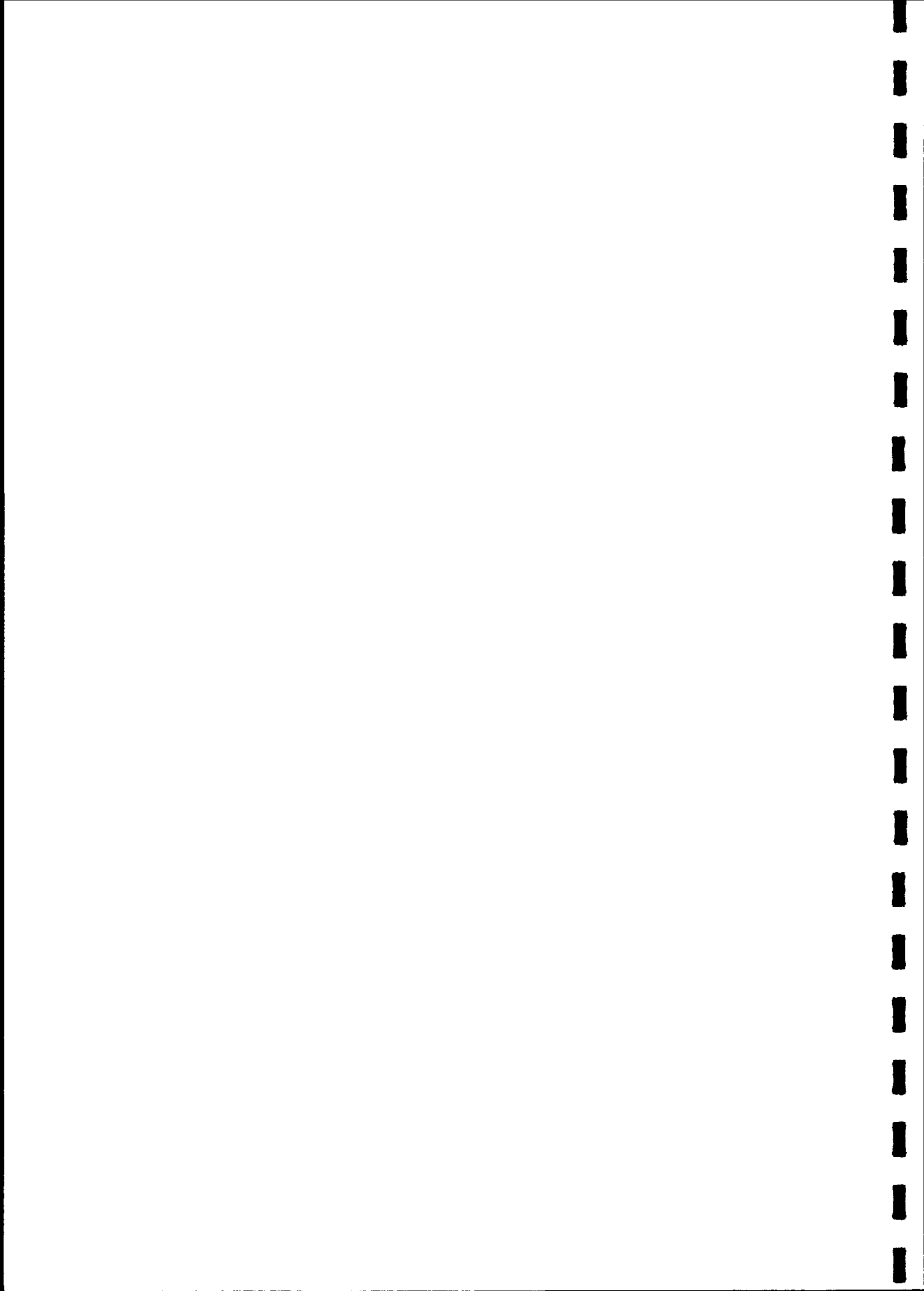
DIASPORA CHINOISE

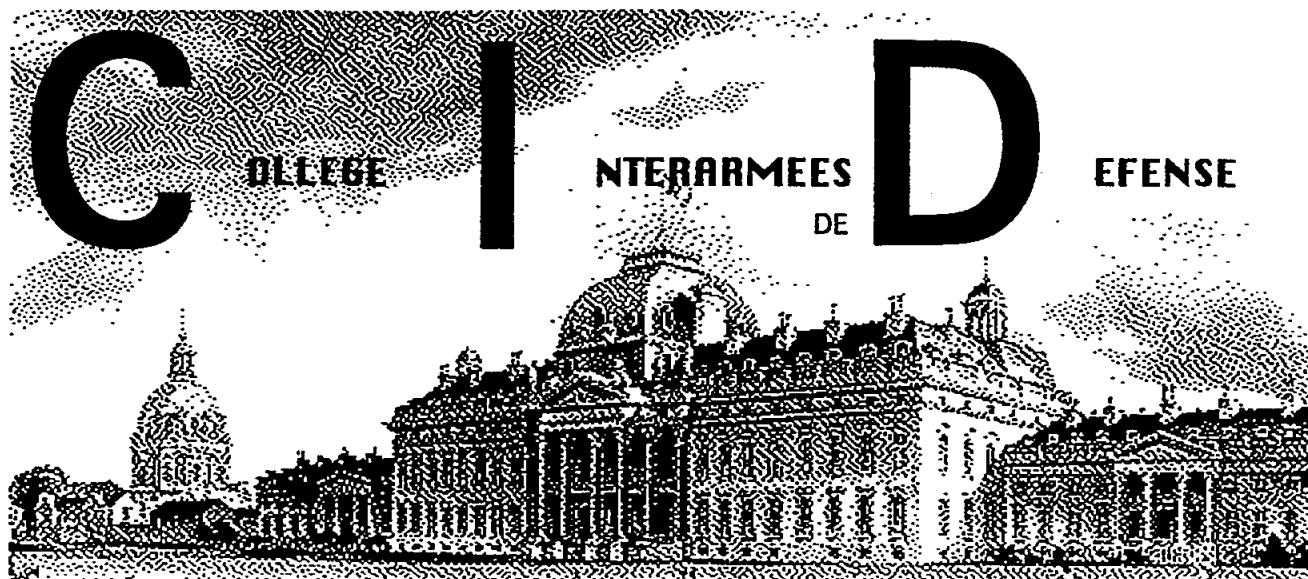
La plupart des capitales d'Asie du Sud-Est ont beau s'inquiéter des intentions de la Chine, qui s'arme à tour de bras alors qu'il n'existe plus de menace sur ses frontières depuis la disparition de l'Union soviétique, elles préfèrent encore discuter avec Pékin. M. Mohammad Mahathir, premier ministre malaisien, a résumé la situation, en janvier, en déclarant que son gouvernement « préférait voir la Chine comme un ami et un partenaire dans la poursuite de la paix et de la prospérité ». Le tissu de liens économiques et commerciaux entre Pékin et plusieurs Etats de l'Asean continue donc de se renforcer, notamment par le biais d'importants investissements en Chine de la diaspora chinoise installée en Asie du Sud-Est.

Cependant, en dépit des discours officiels, cette précaution n'est pas jugée suffisante et, surtout, les capi-

tales de la région savent que les véritables priorités américaines sont plus au nord. Depuis leur retrait forcé, en 1991, du complexe aéronaval philippin de Clark et de la base de Subic, les Etats-Unis n'ont plus de présence militaire en Asie du Sud-Est. Ils ne disposent que de « facilités » navales à Singapour et il est hors de question que le Viet Nam envisage, vis-à-vis de la Chine, de prendre le risque d'une coopération militaire avec Washington. Tout en sachant donc qu'elles pourraient sans doute compter sur Washington en cas de crise aigüe, les capitales de l'Asean s'organisent pour combler le vide actuel.

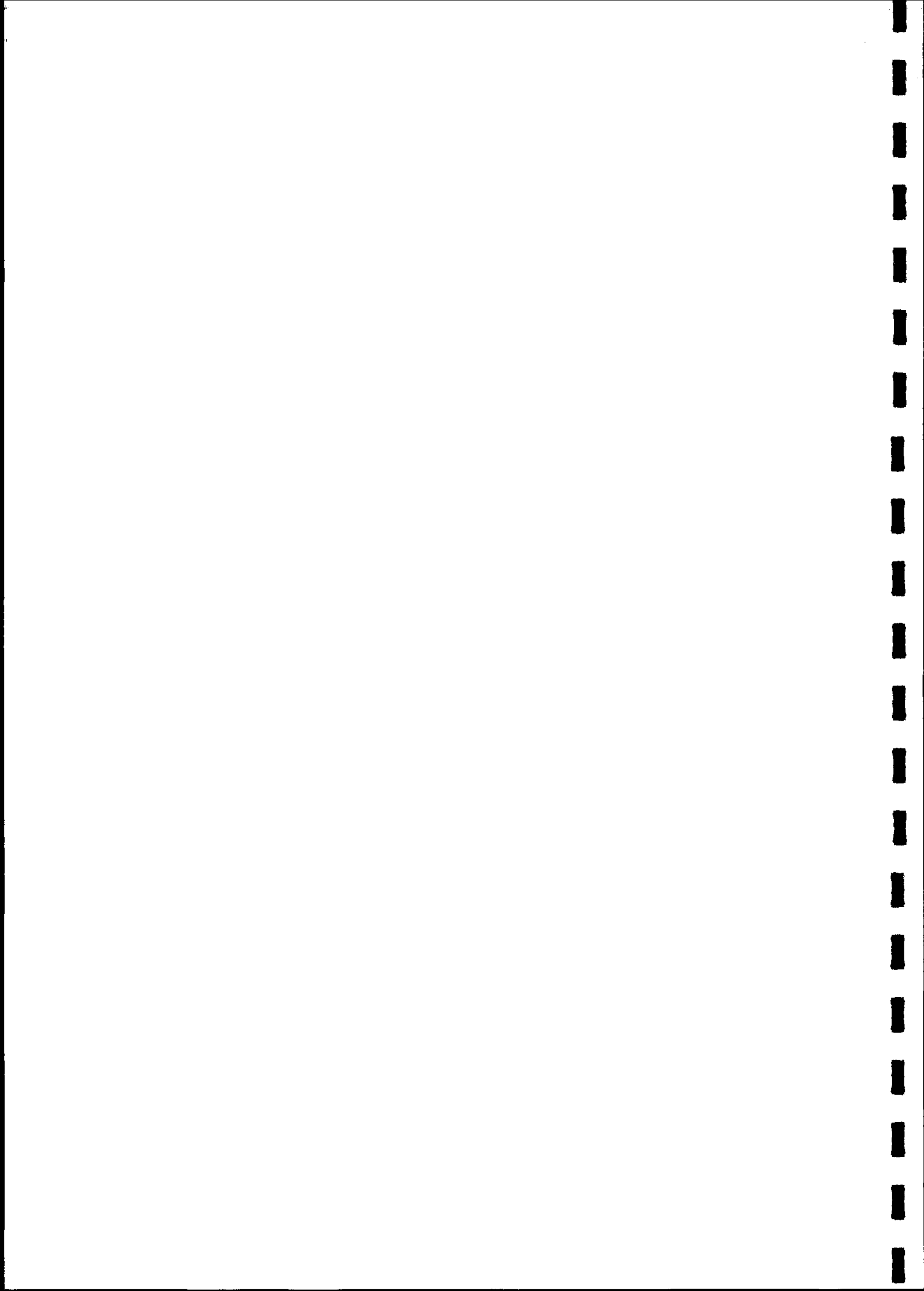
Pour la première fois, en 1995, l'armée indonésienne participera à des manœuvres conjointes avec d'autres forces, dont des Australiens, ce qui marque un rapprochement entre Djakarta et Canberra, deux capitales qui se posent de sérieuses questions sur l'évolution de la Chine. En outre, cinq pays qui sont liés par un accord de coopération militaire en Asie du Sud-Est (Malaisie, Singapour, Nouvelle-Zélande, Australie et Royaume-Uni) vont développer leurs manœuvres aéro-navales conjointes. Le réarmement est donc l'une des facettes d'une prise de conscience commune aux pays de l'Asie du Sud-Est : la stabilité de la région dépendra de plus en plus de leur capacité à l'imposer.





ECONOMIE

SESSION 1994 - 1995



SYNTHESE ECONOMIE

Depuis 1991, le Japon se détourne des USA pour investir dans les pays de l'ASEAN et en Chine. Ainsi, Hitachi ne produit plus d'appareils vidéo au Japon, mais les produit tous en Malaisie. La production japonaise s'est clairement délocalisée vers des filiales japonaises dans les pays d'Asie dont les coûts de main-d'oeuvre sont beaucoup plus faibles ; les entreprises nippones ont d'ailleurs de plus en plus tendance à produire dans leurs filiales de ces régions les biens destinés aux marchés nord-américain et européens et à moins exporter directement. Si l'excédent de la balance des paiements courants devait s'accompagner d'une nouvelle vague d'investissement direct à l'étranger, il se pourrait que ce soit essentiellement la région asiatique qui en bénéficie.

De la même manière, les dernières années ont vu une certaine réorientation des exportations japonaises vers le reste de l'Asie. Seules les exportations à destination des nouvelles économies industrialisées et des pays de l'ASEAN ont augmenté au cours de l'année 1992.

Les entreprises japonaises ne chercheraient-elles pas à diversifier leurs partenaires commerciaux et surtout à renforcer la dépendance de l'industrie et des exportations des pays d'Asie du Sud-Est vis à vis des produits japonais, notamment les machines outils, par exemple ? Il n'est pas possible de dire s'il s'agit d'une stratégie délibérée (Thèse défendue par la Caisse des dépôts - 1993) ou d'un phénomène spontané, mais les faits sont là : les liens tissés entre les diverses économies de la zone se resserrent.

Les nouveaux états développés d'Asie Orientale

Depuis une dizaine d'années se dessine, à proximité du Japon, une constellation d'états asiatiques dynamiques tels Taïwan, la Corée du Sud, Singapour et Hong Kong. Cette dernière sera restituée avant la fin du siècle à une Chine en pleine mutation, ouverte sur l'extérieur et décidée, malgré les difficultés considérables et les blocages bureaucratiques très grands, à rattraper son retard.

Avec une grande partie des pays de l'ASEAN (dont les Philippines sont actuellement le maillon faible), l'Asie Orientale devient un pôle majeur, jouxtant la façade pacifique des Etats-Unis, et est une des rares régions du tiers-monde à croissance rapide et soutenue.

ANSEA LA DECENNIE PRODIGIEUSE

ASE a connu au cours des années 80 une décennie prodigieuse :

- la richesse totale de la zone ANSEA (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande) est passée de 177 Md\$ en 1980 à 320 Md\$ en 1990.
- le PIB moyen par tête a été multiplié par près de 2 alors même que la population progressait de 30%.

Il existe un "modèle de développement" propre à l'ASEAN, dont les éléments à prendre en compte sont :

- 1) ce sont des pays très protecteurs. A l'origine, l'ASEAN est née de la volonté politique des états d'Asie du Sud-Est d'unir leurs efforts face au communisme. Sa constitution a été confirmée par le traité de Bangkok (1967). Si ces pays sont ouverts

à l'investissement étranger, ils ne sont pas pour autant des pays ouverts au commerce international.

-2) Il existe une forme d'éducation qui fait qu'on applique le principe suivant :
"Abnégation de l'individu face au groupe, volonté farouche de réussite".

Exemple de Singapour qui a retenu, entre-autres, une valeur fondatrice de la communauté nationale : "la famille avant l'individu, la communauté avant la famille".

-3) leur organisation politique a été mise en exergue par la banque mondiale (The South East Asia Miracle, 1993), qui a noté la qualité de la "gouvernance" comme l'une des conditions de leur développement. L'implication de l'état pour orienter le marché et imposer une certaine redistribution semble également apparaître comme une condition d'un développement durable.

-4) importance des chinois dans la région.

à Brunei, 15% de la population est chinois (sur une population totale de 0,3 M).

en Indonésie, 2,8% de la population est chinois (sur une population totale de 178 M), etc...

Au total, sur une population totale de 316,1 millions d'habitants dans la zone concernée, il y a 6,7% de chinois, soit 21,3 millions d'individus.

Un cas particulier à noter dans la mouvance de cette décennie prodigieuse :

Brunei, qui est un état à population réduite (270 000 hab.), et disposant de ressources pétrolières abondantes -c'est une monarchie pétrolière-. Ce qui explique que ses dirigeants n'aient pas jugé utile d'adopter le "modèle" de développement de leurs voisins de l'ASEAN.

L'ASEAN a donc connu une période particulièrement faste, mais elle doit maintenant faire face à un double défi :

- d'une part, les pays développés ont mis en place des systèmes d'intégration régionale (marché unique européen, association de libre échange américaine, ...) qui semblent réduire les débouchés naturels de l'ASEAN ;

- d'autre part, on voit apparaître de nouvelles concurrences qui reprennent les mêmes ingrédients.

Investissement étranger dans l'ASEAN :

- écrasante domination asiatique.

- USA : investissements peu notables.

- Europe : faibles investissements en Indonésie (17,6%) ;
à Singapour (25%).

Que va-t-il rester de cette période faste ?

- les bases d'une croissance vers le statut de pays développé, ce que Singapour a déjà acquis et que la Malaisie envisage pour les années 2020 ?

ou bien un environnement détruit (syndrome de "Pattaya"*) avec le souvenir d'une période glorieuse ?

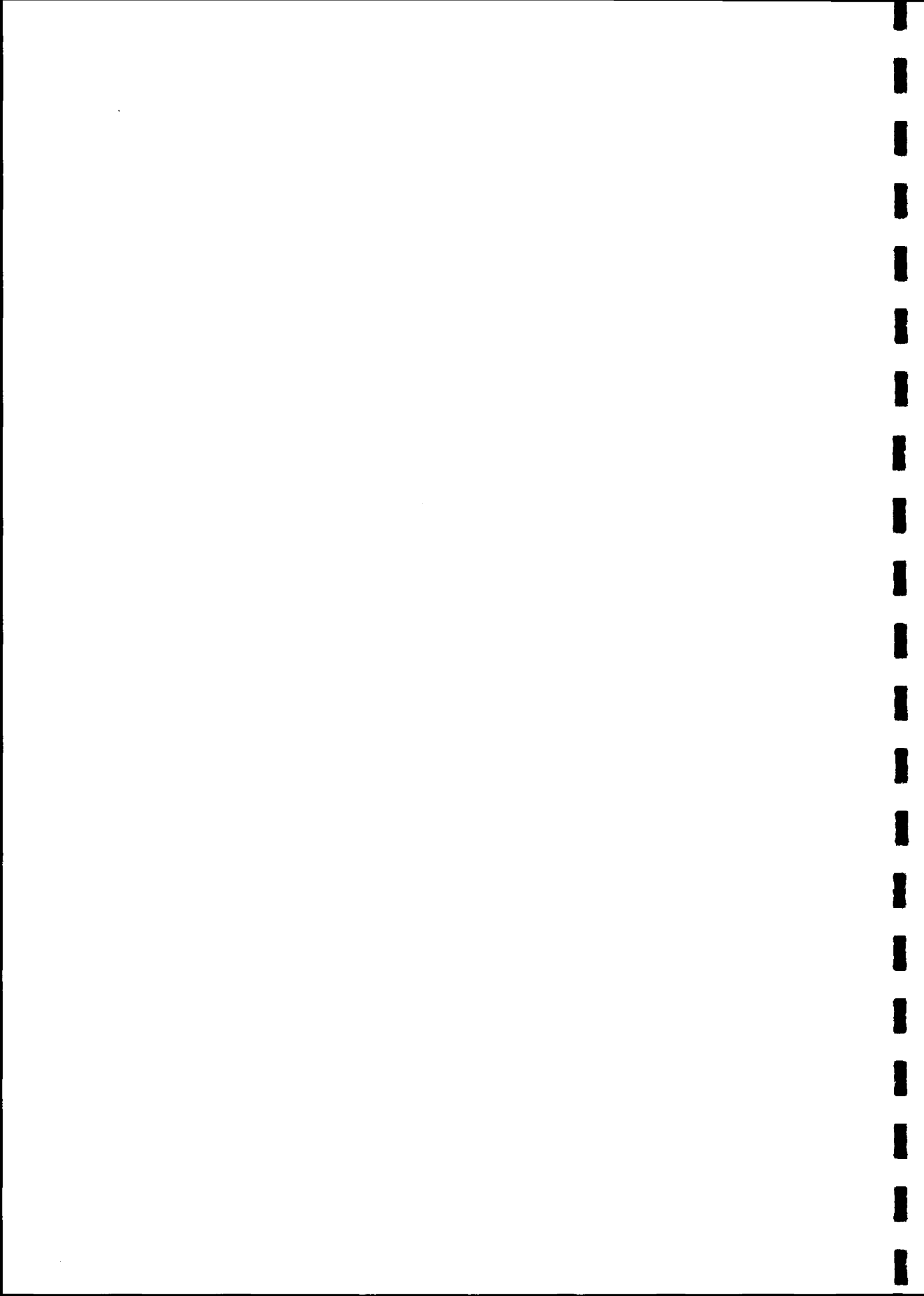
CONCLUSION :

En créant une zone de libre échange (ALEA), les pays de l'ASEAN font une nouvelle fois preuve de pragmatisme et de flexibilité.

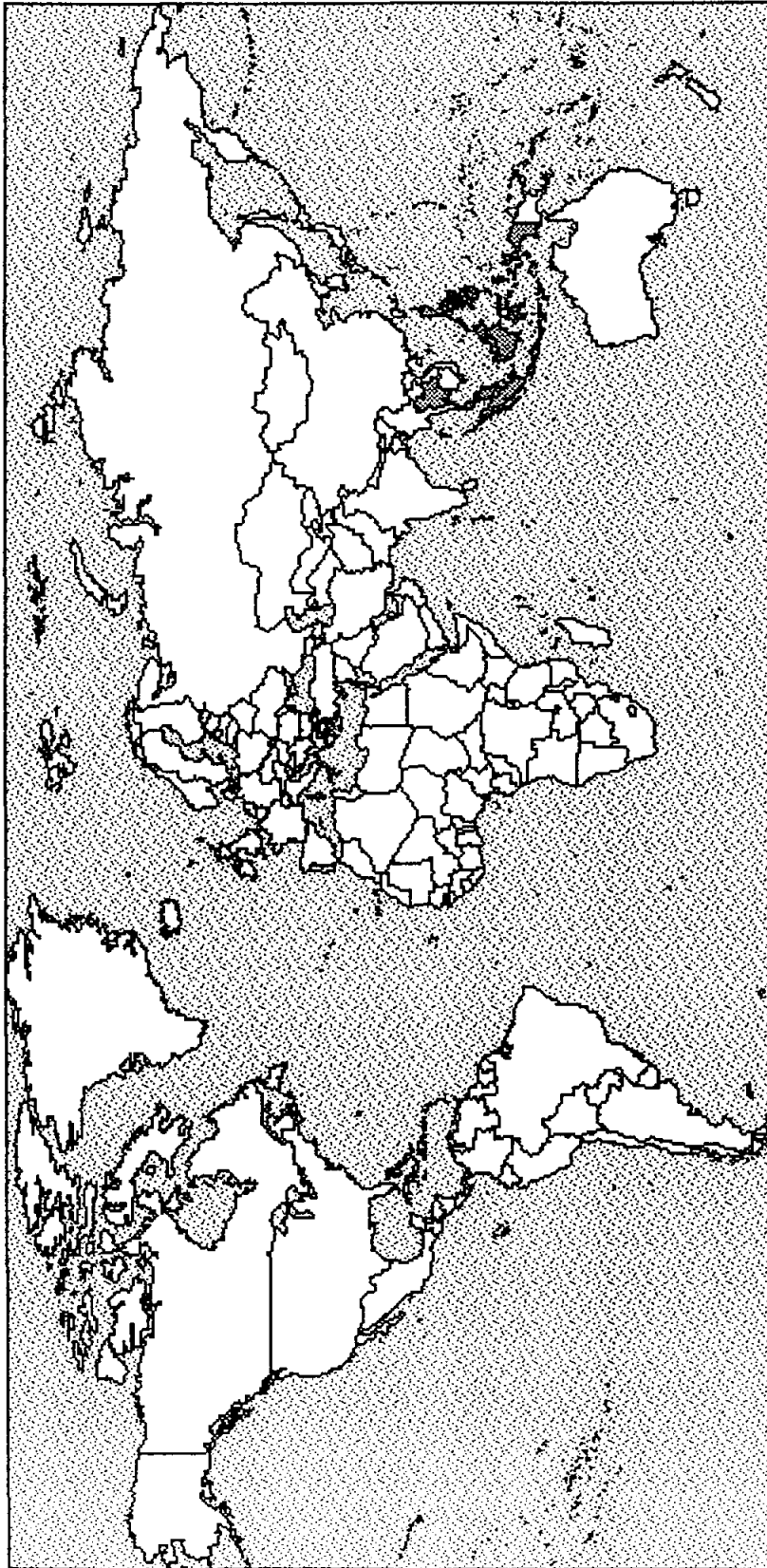
Et s'il faut prendre un pari, gageons qu'à la décennie prodigieuse succèdera une décennie laborieuse.

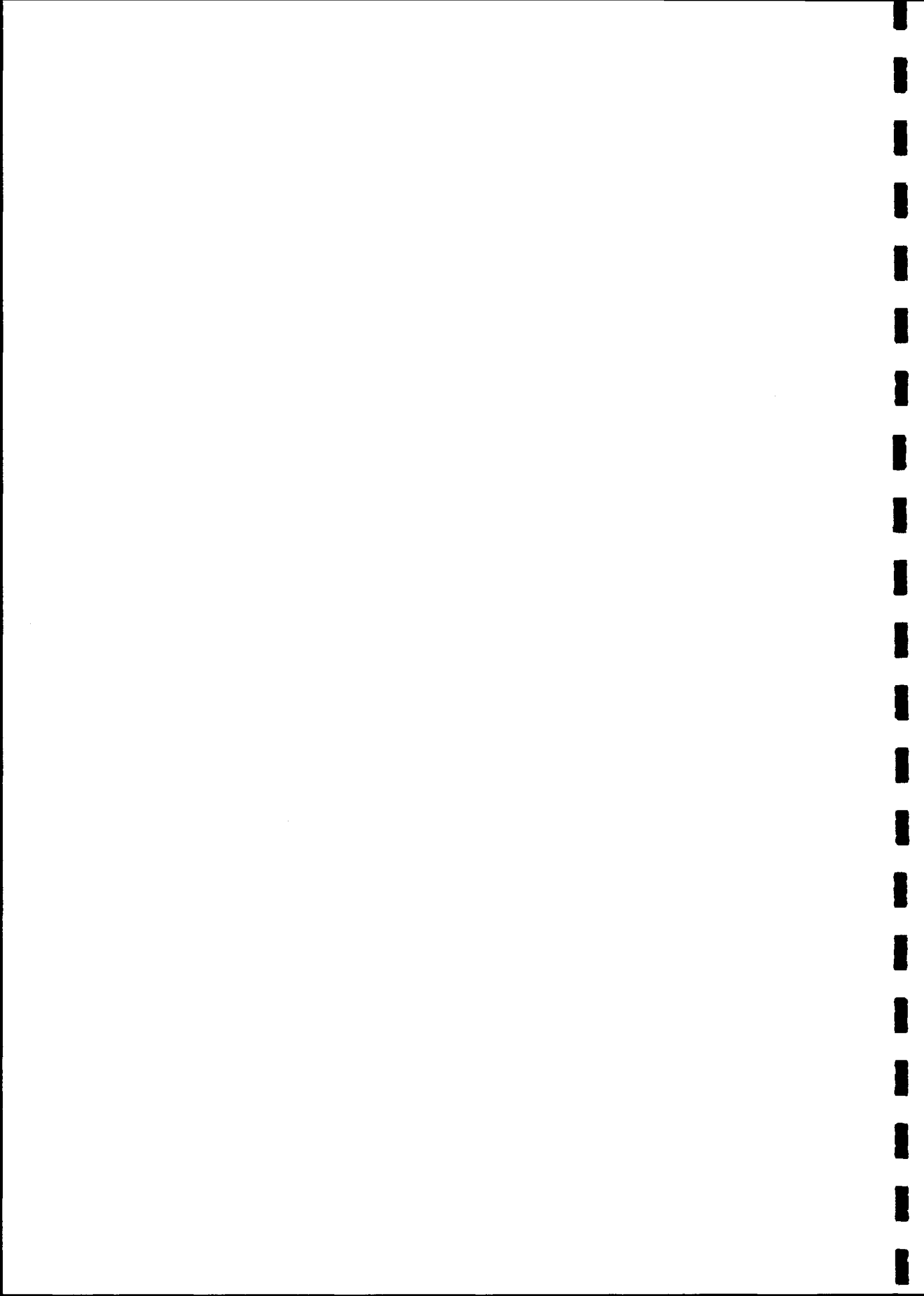
* Syndrôme de "Pattaya" :

Pattaya est une ville de la côte Est de la Thaïlande. Elle illustre les dangers d'un mode de développement non encadré qui ne prend pour seul critère que le profit à court terme.



Association des Nations du Sud-Est Asiatique (ANSEA)





La France, l'Europe et L'ASEAN

L'Europe du Grand marché et l'Asie des "dragons" constituent l'une et l'autre, et non l'une contre l'autre, des puissances économiques d'avenir.

La fin de la guerre froide leur assigne un rôle politique nouveau dans leur région respective.

La coopération CE- ASEAN doit être approfondie pour des raisons économiques et politiques. Economiques, car les pays de l'asean font preuve d'un dynamisme extraordinaire, à voir les dragons, anciens comme Singapour et nouveaux tels la Thaïlande, Philippines, Indonésie, Malaisie. Politiques, la disparition des blocs a eu une répercussion profonde (Cambodge, Corée, Afghanistan) et la résolution des conflits régionaux passe par la participation active des pays de l'asean.

En 67 a été crée l'asean , en pleine guerre du Vietnam. En 92 quatrième sommet à Singapour:
-relance de la coopération économique avec le projet de libre échange
-institutionnalisation des discussions relatives à la sécurité avec chine, le japon, les Etats-Unis, l'apec.

Quelles orientations vont prendre les pays de cette région? Alignement sur le modèle démocratique Occidental? Ou sur le mode asiatique de gouvernement , combinant autoritarisme politique et libéralisme économique, la cohérence de l'ensemble étant assuré par la référence à une forte morale collective ?

Position de l'Europe dans la région:

L'Europe apparaît comme un ensemble de marchés à conquérir et non comme un partenaire économique. L'Europe des douze (aujourd'hui quatorze) apparaît comme un groupement lointain, introverti ou focalisé sur les problèmes de l'Europe centrale et orientale.

Les européens se présentent trop en ordre dispersé ou en concurrents.

Les pays de l'asean attendent beaucoup de l'Europe en matière commerciale, des attentes ou des griefs sont régulièrement formulés contre l'Europe. Or celle-ci offre déjà de nombreuses facilités et elle est un des ensemble économique le plus ouvert. Cependant, il est difficile de faire plus car là-bas coexistent à la fois des économies propres aux pays de développement avec un régime commercial spécifique et des secteurs hautement compétitifs avec les règles de la concurrence normale. Cependant, ces griefs semblent en voie d'apaisement, et les pays de l'asean ont pu voir notamment lors des négociations du GATT que le France avait une position plus ouverte que celles d'autres partenaires.

L'aide de la communauté à ces pays est importante et en pleine expansion.

D'un point de vue politique, l'Europe ne leur semble pas une bonne plate-forme pour accéder à la scène internationale pour l'instant. Cependant il faut noter la bonne coopération qui a prévalu pour la résolution du problème cambodgien, ou les européens ont toujours soutenu les résolutions présentées par l'asean aux nations unies. Il faut rappeler que ce processus de règlement est parti depuis la conférence de paris (juillet aout 89), coparrainé par la France et l'Indonésie. L'Europe doit poursuivre ses efforts aux autres différends territoriaux, internes et externes à l'asean.

A propos des droits de l'homme

les pays de l'asean dénoncent comme inacceptable toute conditionnalité liant l'octroi de l'aide communautaire au respect des droits de l'homme ou de l'environnement. Or celle-ci fait précisément partie des orientations définies par la communauté européenne pour ses relations avec les PVD d'Asie et d'Amérique latine.

Position de la France

elle est singulière de part sa présence historique dans la région (péninsule indochinoise et territoires du Pacifique Sud). De ce faite même, elle peut être le moteur de l'Europe dans cette région. La France avec 800 millions de francs est le second contributeur d'aide à l'Indonésie.

L'Asie du Sud-Est est à la croisée des chemins et doit devenir un facteur d'équilibre dans ce nouveau monde bipolaire en train de naître.

L'A.S.E.A.N bilan et perspective

ASEAN est l'association des nations de l'Asie du Sud-Est. Elle comprend Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Elle fut créée le 8 août 1967. La Papouasie Nouvelle-Guinée s'y est associée indirectement, en 1991 le Vietnam et le Laos ont essayé de s'en rapprocher. Elle représente 6 fois la France, le même nombre d'habitants que l'ensemble de la CE et elle est producteur de produits tropicaux (caoutchouc, huile de palme,) de minéraux et de pièces d'ordinateur.

L'A.S.E.A.N a été créé avant tout pour la stabilité et la sécurité de la région (avant les intérêts économiques).

L'épargne des ménages atteint 30 pour cent alors qu'il est de 16 à 20 pour cent aux États-Unis et en Europe, ce qui donne une possibilité d'investissement de 300 milliards de dollars, et en fait ainsi un marché très attractif. AFTA est la signe de l'ASEAN Free Trade Area, c'est la volonté d'instaurer une zone de libre échange avec les pays de l'A.S.E.A.N, les premiers accords ont été signés en 1992 avec une mise en place début 1993 et son terme en 2008. A cette date seuls seront concernés les produits industriels, seront exclus les produits agricoles et les services. Mais la réunion à Manille de juillet 1992 a déjà réduit tous ces objectifs.

Le dynamisme de cette association la fait courtiser, et cette région a été choisie pour être le site de référence pour l'APEC (Asie Pacific Economic Cooperation) dont le secrétariat est à Singapour. Il y a également des pourparlers pour établir un lien entre le NAFTA (North American Free Trade Agreement), et l'AFTA.

L'A.S.E.A.N dépend des accords du Gatt, de l'économie US, cependant elle est capable de s'adapter à de nouvelles situations de crises par son dynamisme, ce qui en fait sa force. Elle représente un potentiel énorme ou la France et l'Europe ont leur rôle à jouer.

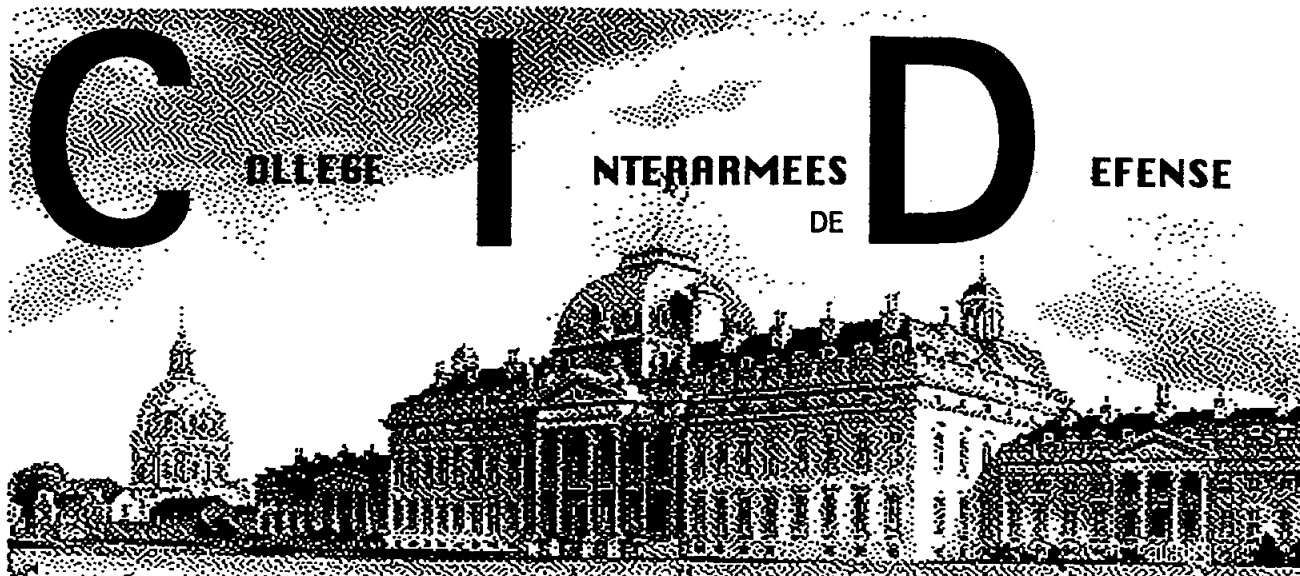
La croissance a été en moyenne de 8 % par an pour l'ensemble de la région au cours de ces dernières années. Cependant d'importantes disparités existent entre les pays.

Le commerce à l'intérieur de l'A.S.E.A.N a tendance à baisser, ce qui prouve que l'importance de l'A.S.E.A.N est plus politique qu'économique.

L'A.S.E.A.N regroupe dans un seul ensemble des peuples musulmans et bouddhistes, des petits pays et des grands, des royaumes et des républiques, des régimes autoritaires et démocratiques. Bien que l'on parle de cette région sous un même vocable, ils n'en existent pas moins d'importantes disparités notamment entre l'Indonésie et Singapour;

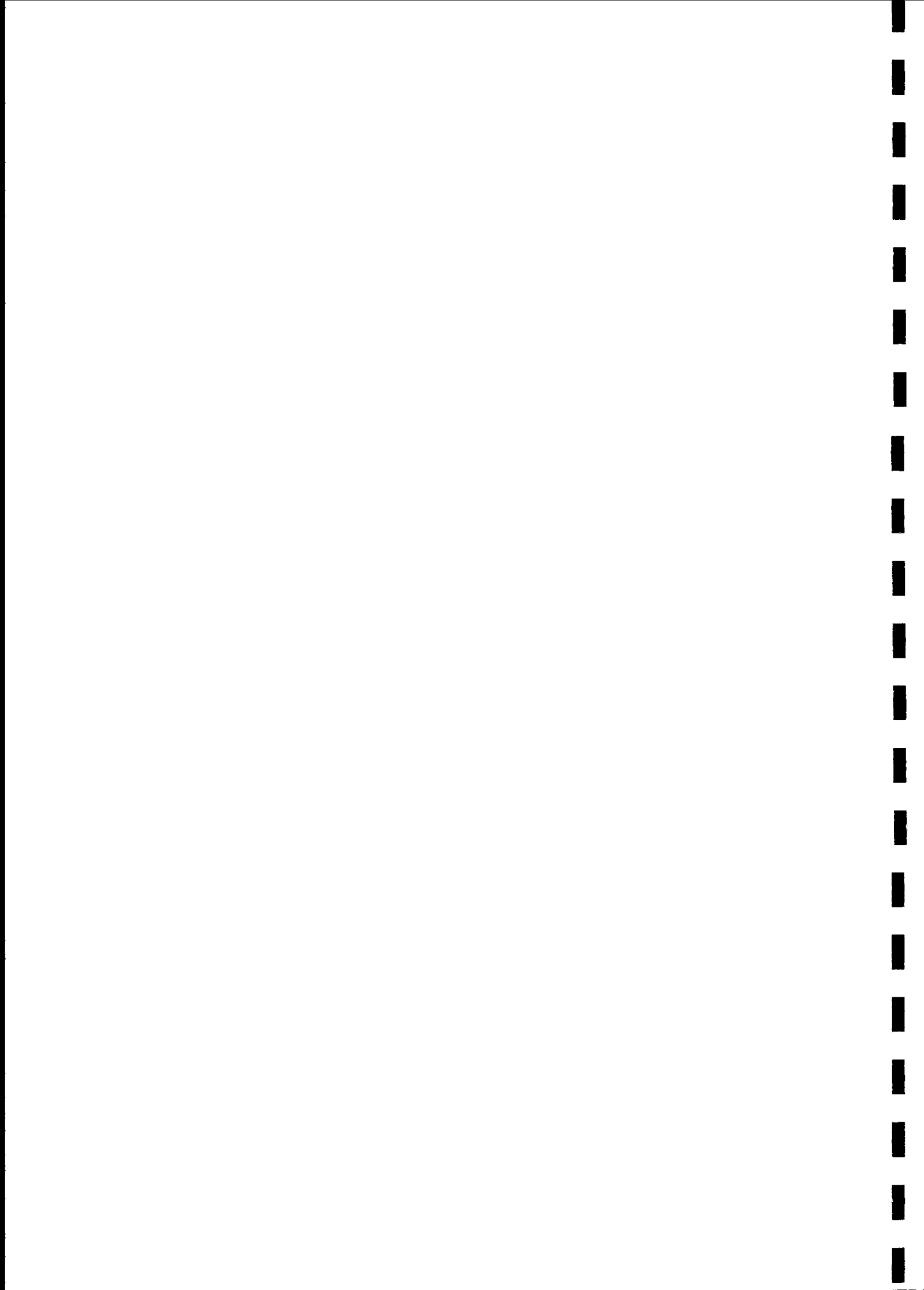
L'A.S.E.A.N est une association non une communauté de nations; il n'est donc pas question d'un Bruxelles asiatique. Chaque nation tient à conserver son indépendance et ne souhaite pas d'intégration.

L'avenir de l'A.S.E.A.N passe par l'intégration des trois pays de la péninsule indochinoise (Cambodge, Vietnam, Laos). Cependant ces mêmes pays doivent améliorer leurs résultats économiques pour ne pas être un fardeau trop lourd à porter dans une ASEAN dont les projets économiques débutent. Pour les aider, plus de cinq milliards de dollars seraient nécessaires par an à l'ensemble des trois pays. Cet effort sera nécessaire et la paix dans la région passe par l'amélioration des conditions économiques.



**PROBLEMES DE
SECURITE
DEFENSE
ARMEMENT**

SESSION 1994 - 1995



FICHE

LA QUESTION DES DETROITS

5. La question des détroits

deux aspects, liés au droit de la mer sont particulièrement importants dans le contexte d'une étude stratégique de théâtre :

- les problèmes des détroits qui sera seul abordé dans ce document ;
- les conflits de délimitation et donc de souveraineté qui seront traités dans l'étude relatives aux contentieux territoriaux et maritimes en Asie du Sud-Est.

51. La multiplicité des détroits

La complexité des structures terrestres, et, en particulier, la prolifération d'îles et d'archipels, découpe les espaces maritimes en différentes mers reliées par des chenaux qui sont autant de détroits.

La mer la plus étendue est la mer de Chine méridionale dont sont riverains le Viêt-nam, la Chine, les Philippines et la Malaisie.

A l'intérieur de l'archipel indonésien on distingue les mers de Java, Bali, Florès, des Moluques, de Halmahera et de Banda. Tandis que les mers des Célèbes (Sulawasi) et de Sulu sont les principales mers intérieures de l'archipel des Philippines.

Les détroits les plus fréquentés sont:

- les détroits de Malacca qui sont une appellation collective couvrant divers groupes de détroits. Les détroits de Singapour en sont un élément essentiel ;
- le détroit de la Sonde (entre Java et Sumatra) qui est un détroit relativement secondaire parsemé de récifs et de bancs de sable ;
- le détroit de Lombok qui est très important d'un point de vue stratégique puisque, d'une profondeur de 600 mètres, il est utilisé par les sous-marins nucléaires et par les super-pétroliers venant du Golfe et approvisionnant le Japon ;
- le détroit de Makassar entre les îles de Sulawesi et de Kalimantan ;
- le détroit de Ombai-Wetar

52. La valeur stratégique des détroits

La valeur stratégique des détroits tient au fait qu'ils constituent des passages obligés pour les navires reliant l'Asie orientale au Moyen-Orient et à l'Europe. La carte des routes maritimes qui traversent l'Asie du Sud-Est est particulièrement éloquente.

Les ports de Singapour et de Hong Kong accueillent la grande majorité du trafic que des *feeders* redistribuent dans plus d'une centaine de ports de la zone. Cette activité est vitale pour l'Asie du Sud-Est, tant pour son commerce extérieur que pour le commerce intra-sud-est asiatique.

53. Cas particulier des détroits indonésiens

Lors du 6^e séminaire sur la stratégie navale tenu en 1991 à Jakarta, il a été fait état d'un projet instituant trois couloirs de navigation maritime. Satisfaisant aux impératifs de sécurité du pays, ils épousent à peu près la direction nord-sud :

- la première voie, au centre, relie pratiquement en ligne droite le détroit Macassar au détroit de Lombok ;
- La deuxième, à l'ouest, fait communiquer la mer de Chine avec le détroit de la Sonde ;

La troisième, à l'est, passe à l'ouest de l'île Halmahera puis entre les îles de Sula et de Buru et se scinde en trois branches : l'une se dirige vers le détroit de Lombok, l'autre vers la mer de Banda juste à l'est de Timor, la troisième va aussi vers la mer de Banda mais passe à l'ouest de l'île d'Aru.

Ce projet a été critiqué en Indonésie comme à l'étranger. Les objections ont porté sur la nécessité de:

- créer un nombre de couloirs de navigation supérieur à celui proposé (cinq ou six) ;
- définir une voie transversale est-ouest à l'intérieur du périmètre archipélagique.

54. Les détroits de Malacca

Les Détroits de Malacca ont moins de 24 milles dans la section la plus étroite. Ceux de Singapour ont 75 milles de longueur et 2,5 à 3 milles dans sa section la plus étroite.

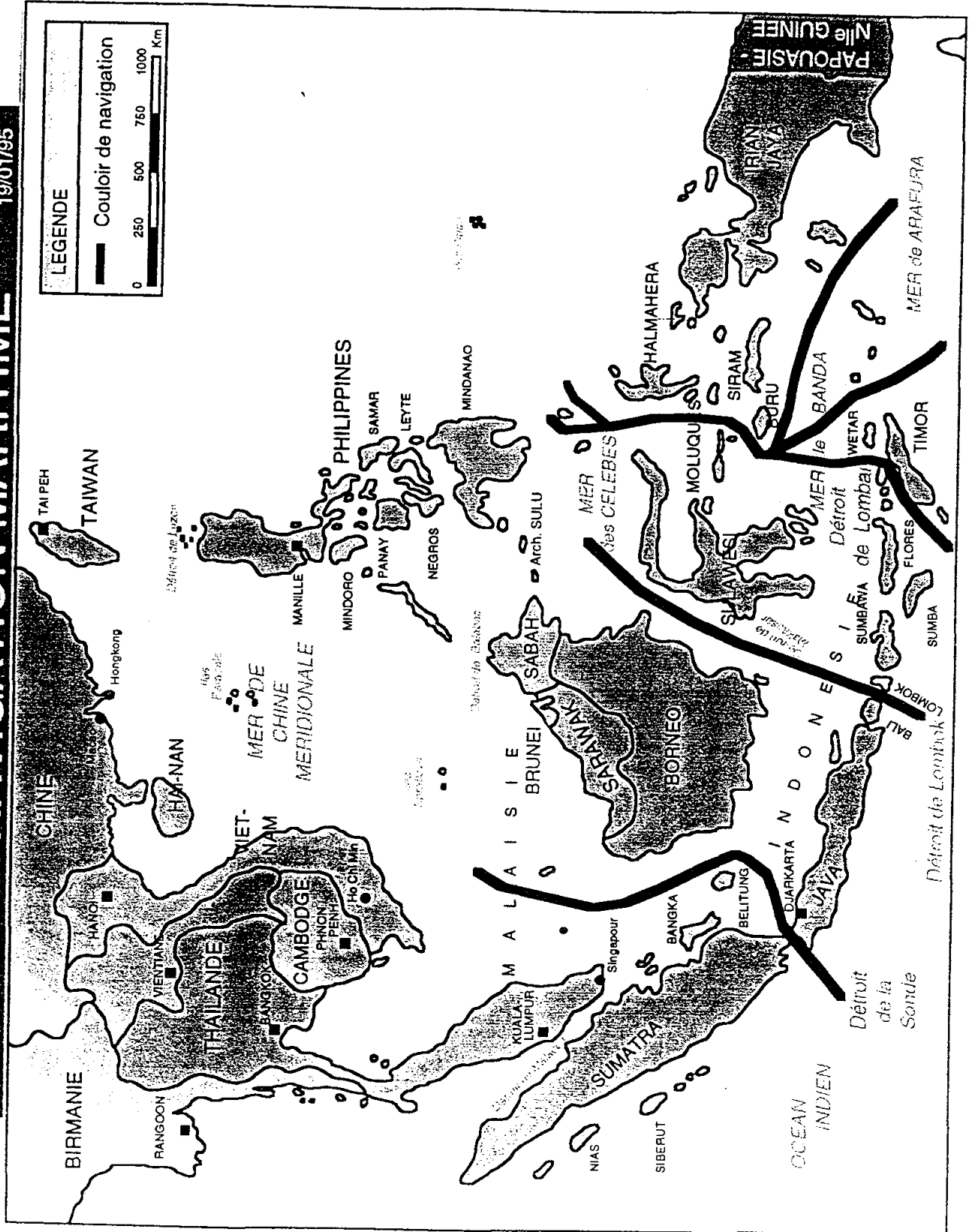
Les gouvernements des Etats riverains (Indonésie, Malaisie, Singapour) ont adopté deux déclarations communes.

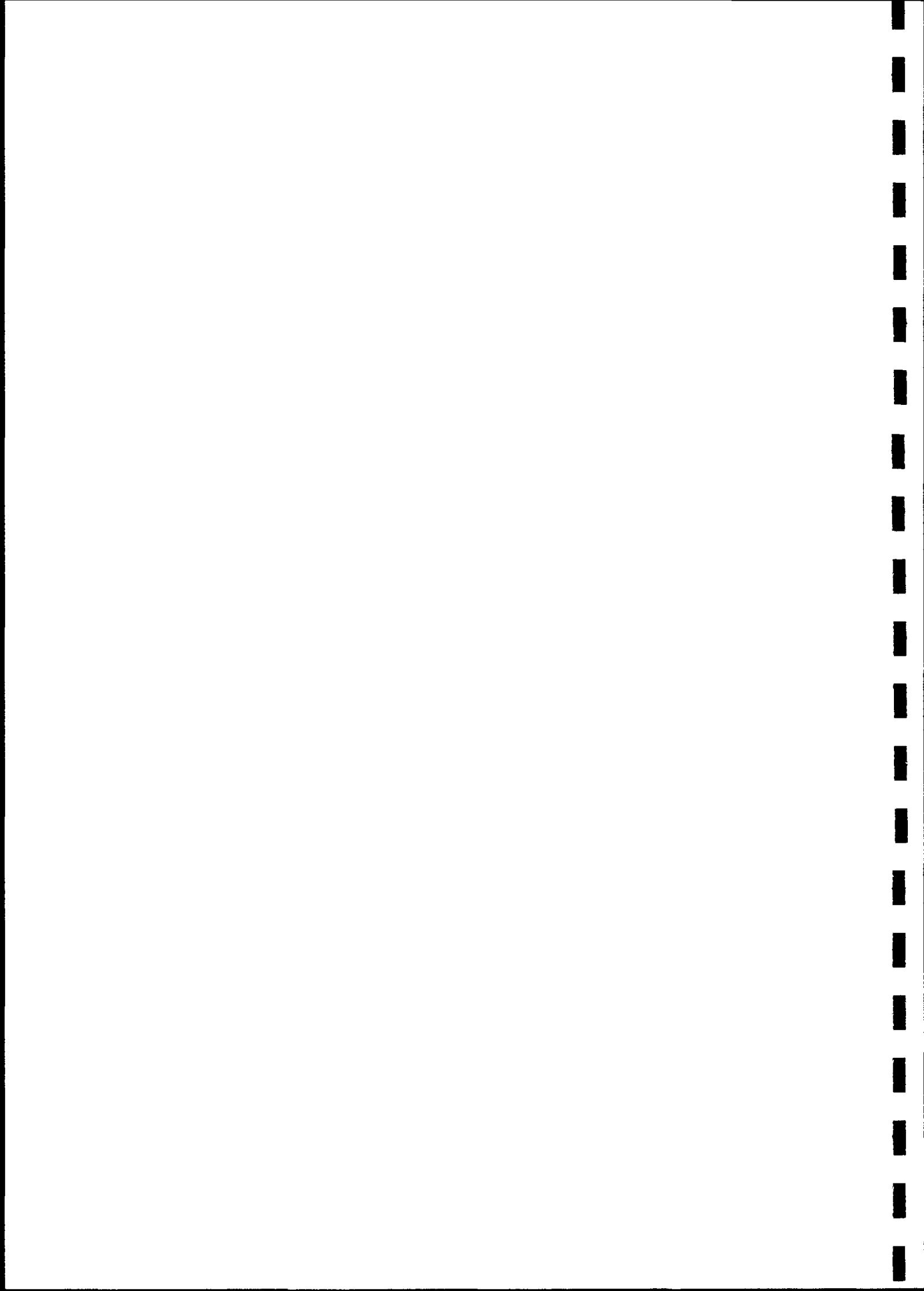
Dans celle du 16 novembre 1971, les trois gouvernements affirment que la sécurité de la navigation dans les détroits appartient aux Etats riverains. L'Indonésie et la Malaisie déclarent, en outre, que les détroits en cause ne sont pas des détroits internationaux mais reconnaissent leur utilisation pour la navigation internationale selon le principe du *passage inoffensif* (Singapour se contentant de prendre note de cette position).

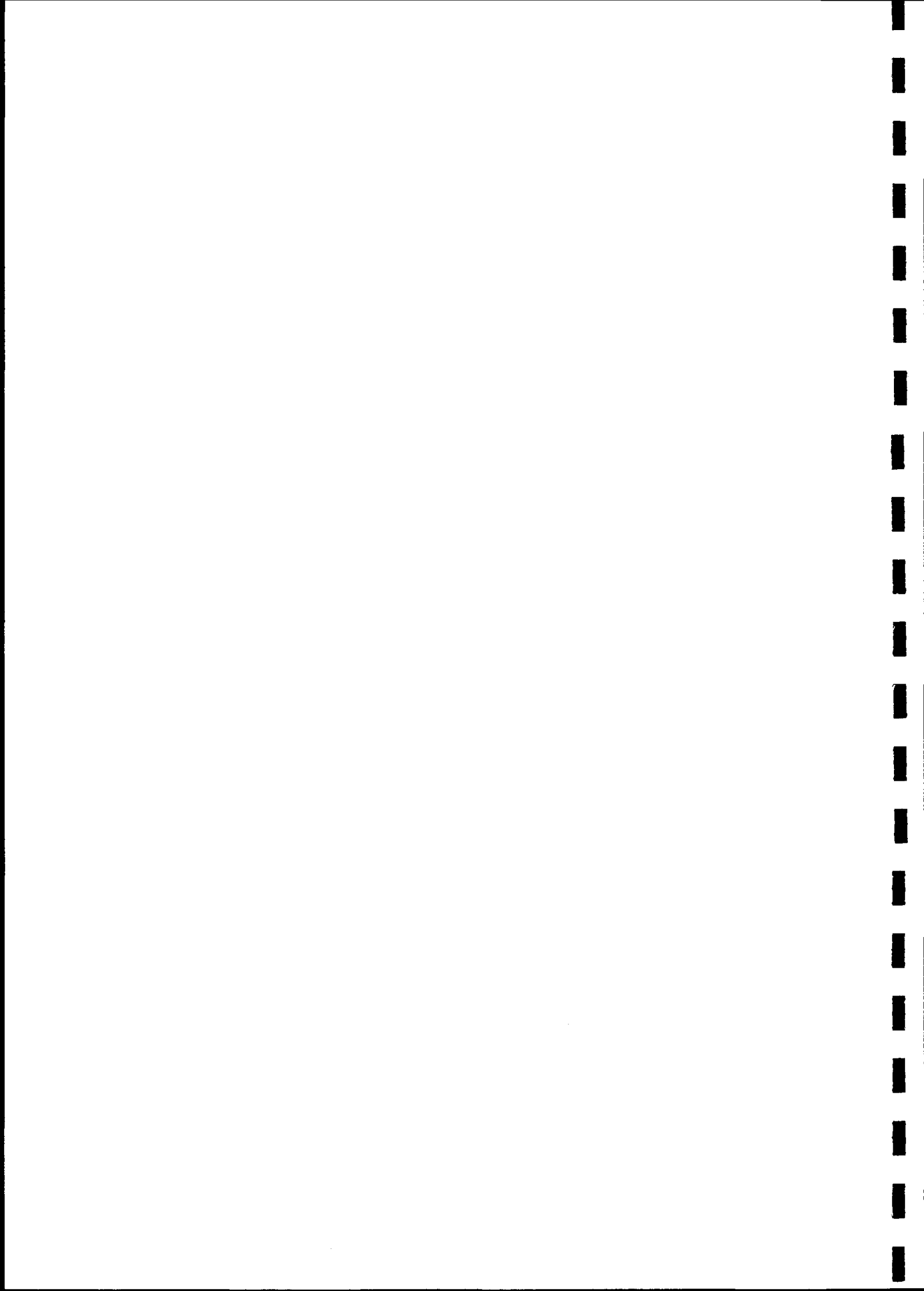
La Déclaration du 24 février 1977 édicte une réglementation technique (règle du creux sous la quille de 3,5 mètres notamment) de la navigation et précise que l'amélioration des aides à la navigation ne doit pas peser financièrement sur les Etats riverains mais sur les usagers.

LE PROJET INDONESIEN DE COULOIRS DE NAVIGATION MARITIME

19/01/95







LE FORUM DE COOPERATION ASIE-PACIFIQUE (APEC)

Si la création de l'APEC témoigne de l'existence d'un espace de dialogue à l'échelle du bassin-Pacifique (I), de nombreuses interrogations subsistent quant à son rôle au sein du processus de structuration de la zone Asie-Pacifique (II).

I) La création de l'APEC confirme l'existence d'un espace consensuel à l'échelle du bassin Pacifique

L'Asia-Pacific Economic Cooperation a été créée en 1989 sur l'initiative de l'Australie et des Etats-Unis.

Deux objectifs essentiels président à sa constitution :

i) la création d'un espace de dialogue structuré au niveau intergouvernemental regroupant la majorité des puissances du Pacifique

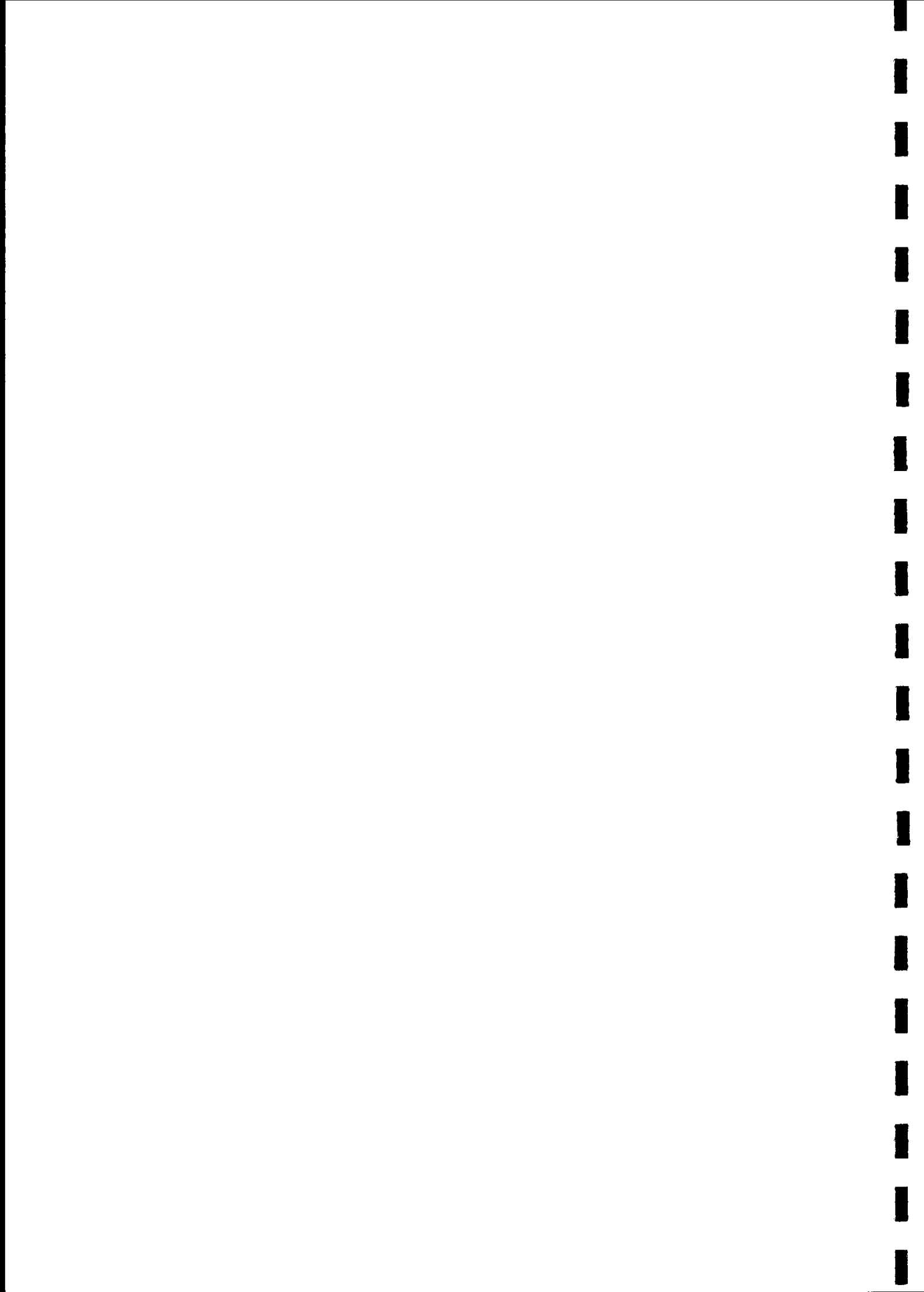
ii) la promotion d'un modèle régional et d'une option forte en faveur du libéralisme.

i) la prise en compte du rôle économique croissant de la zone Pacifique et l'hétérogénéité des évolutions politiques sont des facteurs qui ont rendu possible et souhaitable l'existence d'un espace de dialogue régional au sens large : 18 pays sont membres du Forum ¹ et se réunissent une fois par an (Seattle en 1993, Bogor en 1994). L'APEC traduit la volonté américaine d'être partie prenante dans l'évolution du Pacifique, tant au niveau géostratégique (le Pacifique pensé comme "lac américain") qu'économique (promouvoir un modèle de développement homogène).

ii) L'APEC devient le vecteur des options libre-échangistes américaines dans la zone ; le principe majeur est celui de la libéralisation globale du commerce et des investissements des pays membres échelonnée entre 2000 et 2020 ², autrement dit autour d'un "régionalisme ouvert" et non de pratiques héritées d'une stratégie de blocs (l'Union Européenne). Dans l'optique américaine, l'APEC, grâce à son institutionnalisation, permettrait d'offrir un contrepoids aux tentations protectionnistes mondiales et pallierait tant l'insuffisance de certains organismes multilatéraux (GATT) que la prolifération de sous-blocs régionaux. Le processus souhaité *in fine* est celui d'une transition d'un modèle de Coopération à celui de Communauté.

¹ Les pays membres sont les six pays de l'ASEAN, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, les trois Chinois, la Corée du Sud, le Chili, le Mexique et la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

² Rapport du Groupe des Personnalités Eminentes (EPG) dirigé par le Dr Fred Bergsten remis en septembre 1994.



FAR (Forum Asiatique Régional) ou ARF (Asian Regional Forum)

Origine :

Après la création de l'Association des Nations du Sud-Est Asiatique¹ (ANSEA en français mais plus couramment nommé ASEAN, tiré de l'anglais) en 1967 qui devait unir les nations du sud-est asiatique contre la menace communiste, l'ASEAN s'est doté d'un marché asiatique préférentiel : l'*Asean Free Trade Area* (AFTA, zone de libre échange au sein de l'Asean). Ce "marché commun asiatique" créé le 28 janvier 1992 à Singapour manque de maturité et fait parfois double emploi avec le Conseil Economique de l'Asie-Pacifique (plus connu sous la dénomination APEC²)

Conscient de la dérive de l'ASEAN qui était supposée combattre le communisme en développant des économies fortes dans la région tout en ne constituant pas une association à caractère de sécurité, les six membres ont décidé de former un conseil dont la raison d'être serait de traiter des menaces contre la sécurité dans la région (exemple : les contentieux frontaliers entre les six nations et plus particulièrement les litiges de délimitation des ZEE). Les menaces les plus immédiates et les plus graves actuellement sont la Chine avec ses volontés expansionnistes et la Corée du Nord avec son chantage nucléaire.

L'ARF a donc été créé en juillet 1993 et la première réunion s'est tenue à Bangkok en juillet 1994.

But et participants :

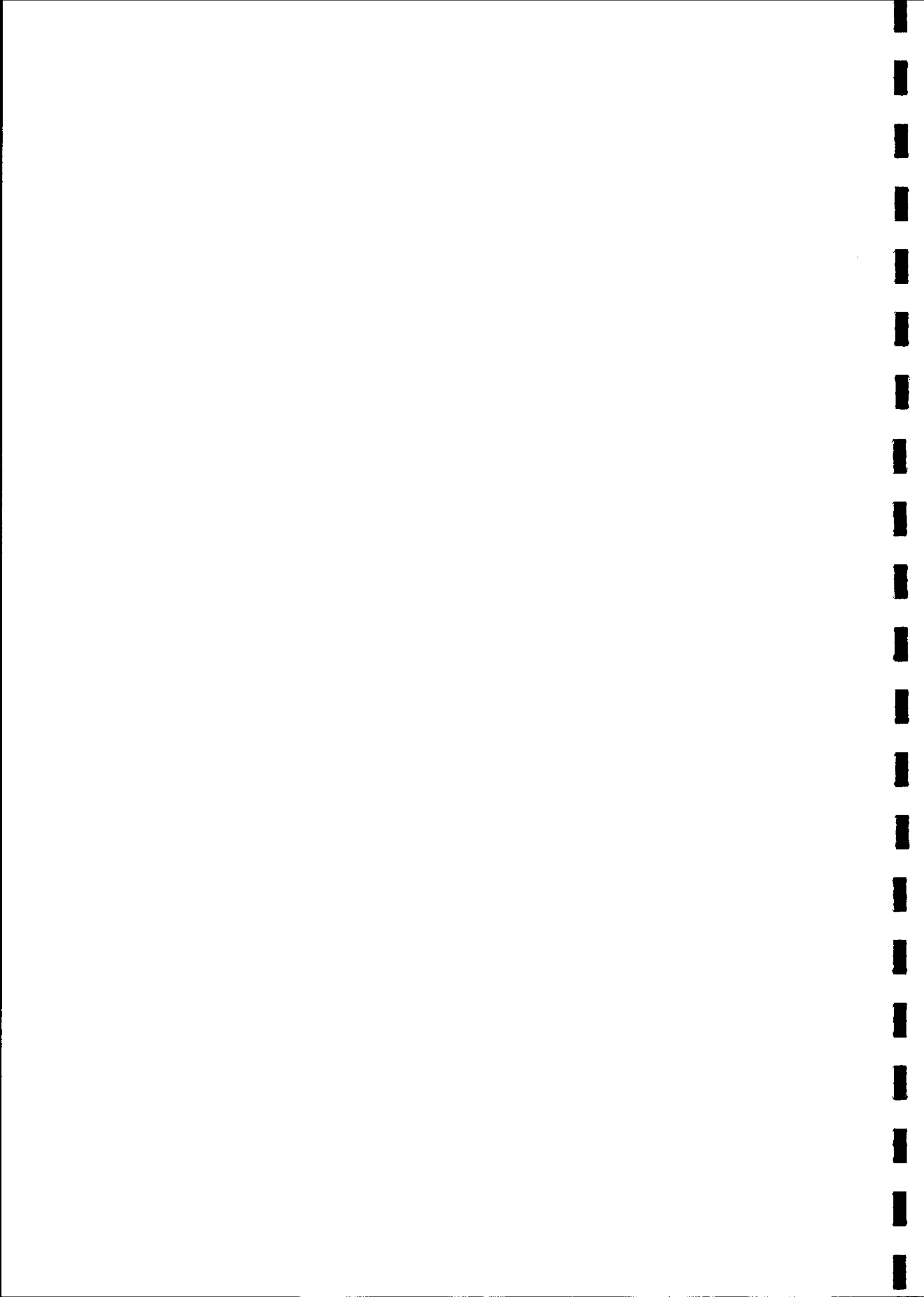
Ne concerne que les pays de l'ASEAN au départ et prévoit d'être une occasion de rencontres et d'échanges entre les six partenaires. En fait on retrouve les participants de l'APEC plus le Vietnam, le Laos et la Birmanie.

Devrait dans un futur assez proche (<5ans) devenir une organisation de sécurité où pourraient se discuter des formes de coopération militaire entre les nations associées (en y incluant le Laos et la Birmanie avant l'an 2 000).

Les conclusions qui ont pu être tirées de la première réunion sont trop vagues et trop floues pour pouvoir en tirer un schéma directeur pour les réunions futures. Selon les canons asiatiques toute réunion est avant tout un rassemblement informel dont le déroulement fait l'objet d'un protocole méticuleux, préparé longuement à l'avance et où il serait très mal vu de changer l'ordre des choses tel qu'il a été prévu. Les discussions qui ont eu lieu et les discours qui ont été prononcés en juillet à Bangkok avaient pour principal but de n'effrayer personne et surtout pas le "grand voisin" chinois par des déclarations fracassantes concernant des frontières mal définies.

¹ ASEAN : association constituée par les pays, suivants : Thaïlande, Malaisie, Singapour, Indonésie, Brunéi et Philippines.

² APEC : asia-pacific economic council (conseil économique de l'Asie-Pacifique) qui regroupe les 18 pays suivants : la Chine, Taïwan, Hong Kong, le Canada, les Etats-Unis, le Mexique, le Chili, le Japon, la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, la Papouasie-Nouvelle Guinée et les six pays de l'ASEAN.



FICHE

LE CONTENTIEUX EN MER DE CHINE MÉRIDIIONALE

1. Des revendications croisées sur une zone essentielle.

- la Mer de Chine méridionale présente un intérêt stratégique évident dans la mesure où elle est la voie de passage obligée de l'Asie du Nord-Est vers l'Océan Indien. Elle contrôle le détroit de Malacca par où transite l'essentiel du trafic du Japon (90% des hydrocarbures) et de la Corée vers le Moyen-orient et l'Europe.

- Potentiellement riche en hydrocarbures, la zone a fait l'objet de quelques concessions à des sociétés occidentales tant du côté chinois que du côté vietnamien.

- La Chine, le Vietnam, la Malaisie, le Sultanat de Brunei, Taïwan et les Philippines revendiquent tout ou partie de la Mer de Chine méridionale, comprenant les archipels des Paracels, au Nord, et des Spratlys, au Sud. Chacun des Etats riverains s'est efforcé de prendre possession de quelques îlots et d'y maintenir d'une manière ou d'une autre une présence militaire (sauf le Brunei).

- Le conflit de souveraineté s'est amplifié en 1992 avec le vote d'une loi au Parlement chinois reconnaissant la mer de Chine méridionale comme partie intégrante du territoire chinois, au nom "d'intérêts historiques indiscutables". Cette déclaration d'intention s'inscrivait dans un contexte marqué par des incidents armés (1988 et 1992) opposant les marines chinoise et vietnamienne pour le contrôle d'îlots dans les Spratlys.

2. Une crise majeure en gestation?

- la Chine est au centre de l'imbrroglio noué autour de cette question. Puissance occupante sur l'archipel des Paracels depuis 1974, elle s'efforce de prendre date vis à vis des Spratlys. Ses revendications inquiètent les pays de l'Asean et le Japon, même si elles ont pu sembler être adressées en premier lieu au Vietnam (avec lequel elle a engagé depuis 1992 des discussions frontalières).

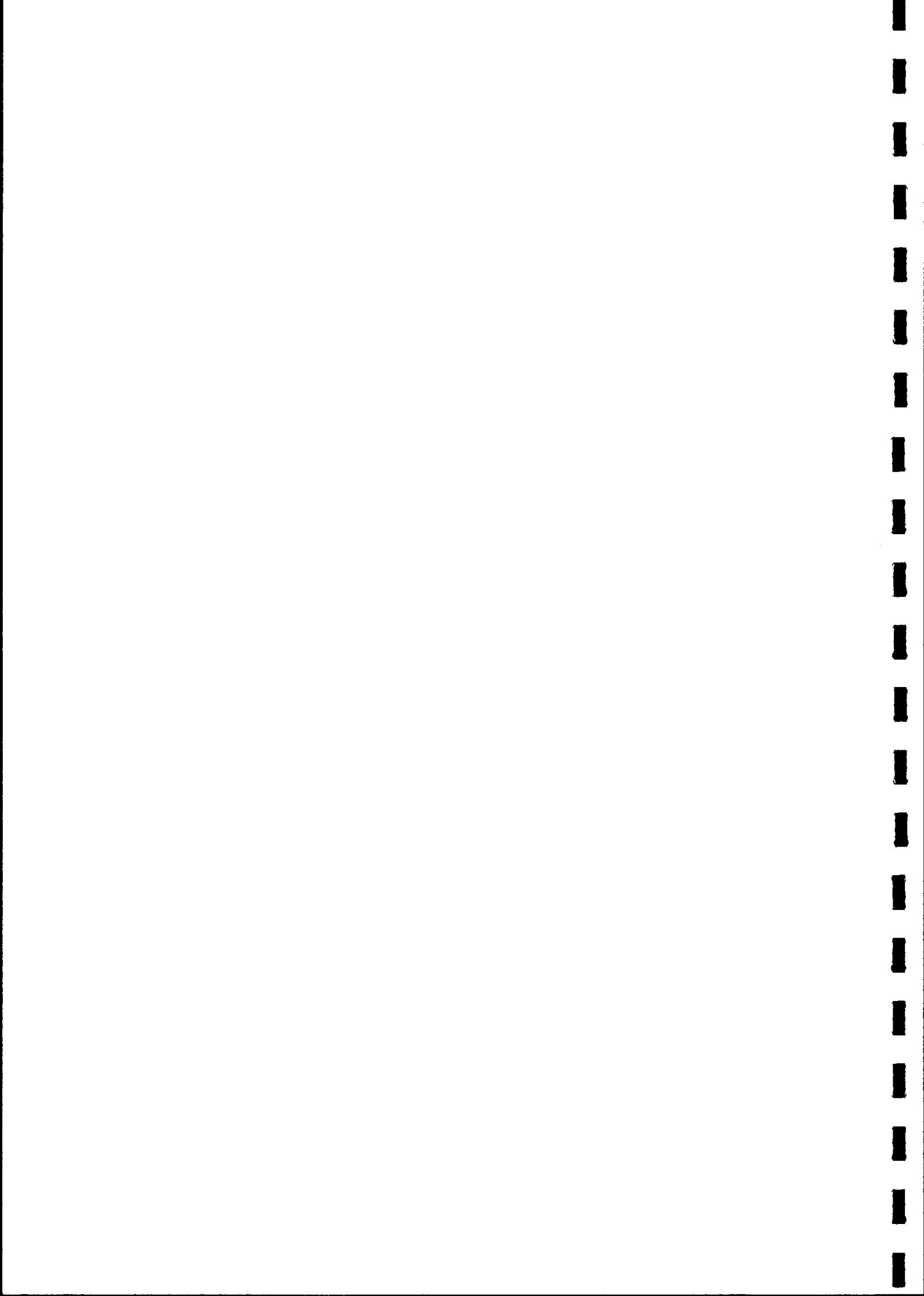
En l'absence de menaces à court terme, la sécurité de l'archipel fournit en tout état de cause aux hiérarques de l'Armée chinoise un prétexte pour imposer des arbitrages budgétaires plus favorables à la modernisation des forces. La Chine a installé une base aérienne, accessible aux avions de combat modernes, sur un îlot des Paracels. Elle jouit d'une prééminence militaire de fait en Mer de Chine méridionale (elle dispose au total de plus de bâtiments de surface, de sous-marins, et d'avions de combat que tous les Etats d'Asie du Sud-est. La constitution d'une force de réaction rapide significative et la modernisation de quelques unités aériennes et navales pourraient lui assurer à moyen terme la supériorité définitive sur la zone.

- Très présent économiquement en Asie du Sud-est, le Japon a commencé d'y jouer un rôle politique en envoyant pour la première fois depuis la défaite quelques unités de ses forces armées au Cambodge au titre du maintien de la paix. Le Japon est intéressé en premier lieu à la liberté des détroits de l'archipel malais (Malacca, Sunda et Lombok). Il pourrait rapidement acquérir la capacité d'intervenir militairement dans la zone. La marine japonaise est d'ores et déjà sinon la plus nombreuse (plus de 300.000t contre 910.000 t à la Chine) du moins la plus moderne d'Extrême-orient.

- Les Américains ont refusé de se considérer engagés par leur alliance avec les Philippines (Traité de défense de 1951) au cas où les archipels de la Mer de Chine méridionale seraient l'objet d'affrontements.

- Les six Etats de l'Asean ont publié à l'issue de la ministérielle de 1992 une déclaration sur la Mer de Chine méridionale, traduisant leur préoccupation et donnant au contentieux un aspect régional et officiel, sans rien régler au fond. Singapour pourrait sans doute jouer un rôle clé sur cette question, en freinant les ambitions chinoises, dans la mesure où la Cité Etat demeure un partenaire privilégié que la Chine a intérêt à ménager.

Singapour a d'ailleurs été le principal instigateur de la création en 1993 du "Forum régional de l'Asean", instance consultative permanente consacrée à la sécurité régionale en Asie du Sud-est. Le Forum a tenu sa première réunion en juillet dernier. Les Chinois ont rappelé à cette occasion qu'ils considéraient les archipels contestés comme leur propriété et refusaient toute internationalisation du conflit. Ils ont annoncé parallèlement la reprise des négociations bilatérales avec le Vietnam sur le sujet, coupant court à toute discussion sur le sujet au sein du Forum./.



LE BITURBOPROPULSEUR N250 VOLERA EN 1995

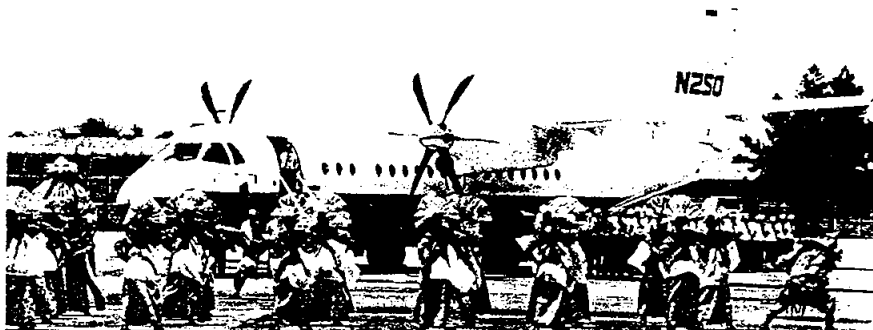
IPTN fait état des premières commandes de l'avion régional indonésien qui pourrait être monté aux USA.

■ DE NOTRE ENVOYE SPECIAL A BANDUNG (INDONESIE), MICHAEL TAVERNA

L'avionneur indonésien IPTN (Industri Pesawat Terbang Nusantara) a annoncé les premières commandes de son nouveau biturbopropulseur à commandes de vol électriques, le N250. Il a aussi confirmé l'établissement d'une filiale américaine pour assurer la vente, le service après-vente et le montage de cet appareil de 64 à 68 places sur les marchés américain et européen. L'annonce a été faite à la sortie d'atelier du premier prototype, le 10 novembre, en présence du président Suharto et de personnalités étrangères venues assister à Djakarta, la capitale, à la sixième conférence sur la coopération économique en Asie-Pacifique (APEC).

Le premier prototype du N250 (n°001), qui correspond à la configuration 50 places initialement prévue, ne prendra l'air qu'au troisième trimestre 1995. Ce décalage inhabituel s'explique sans doute par un retard important concernant les équipements et la motorisation. De toute évidence, l'intérieur de l'avion présenté était à peu près vide, et les moteurs n'étaient pas encore montés. Le deuxième prototype (002) - et le premier correspondant au modèle N250-100, capable de transporter de 64 à 68 passagers - volera en mai 1996. Les prototypes 003 et 004 voleront respectivement en août et décembre 1996, ce qui permettra l'homologation de l'avion par les autorités indonésiennes vers la fin 1997. Quant à la certification FAA, elle devra attendre l'établissement d'un accord bilatéral de navigabilité entre les États-Unis et l'Indonésie, prévu pour la mi-1997. D'ailleurs, le N250 servira d'avion de base pour l'établissement de cet accord. Il faut rappeler que le CN-235 indonésien, à l'encontre de son homologue espagnol, n'est toujours pas certifié FAA, mais est en cours de certification JAA, avec l'assistance de British Aerospace (GB).

De son côté, B.J. Habibie, Pdg d'IPTN, a surtout mis l'accent sur un projet de chaîne de montage aux États-Unis, dévoilé en mai. Le nom de la nouvelle filiale américaine est déjà connue - elle devrait s'appeler AMRAI (American Regional Aircraft Industries) - ainsi que la part des actions qui seraient mises à la disposition de partenaires américains (60%). General Electric aurait l'intention d'acquérir 10% de la nouvelle société. Boeing, qui a participé à la définition en soufflerie, serait également intéressé, ainsi que la Deutsche Bank et plusieurs firmes japonaises. Au moins trois États américains (Arizona, Utah et Alabama)



Le N250 est le premier avion de transport de la seconde génération conçu en Asie.

Photo M. Taverna

seraient prêts à accueillir AMRAI. La société assurerait le montage de tous les N250 destinés aux Amériques, à l'Europe et à l'Afrique, IPTN se réservant les clients de la zone Asie-Pacifique.

Marché de 4.500 avions

En effet, sur les 4.500 ventes potentielles que le fabricant indonésien a recensé dans le monde pour ce type d'appareil, 1.640 viendraient d'Amérique, 1.300 d'Europe et un millier d'Asie. IPTN estime pouvoir vendre 1.200 avions, dont 400 dans le seul archipel indonésien. Le seuil de rentabilité serait de 259 appareils.



Le président indonésien Suharto (à dr.) et le ministre de la Recherche et de la Technologie et Pdg d'IPTN, B.J. Habibie, assistaient à la sortie du N250

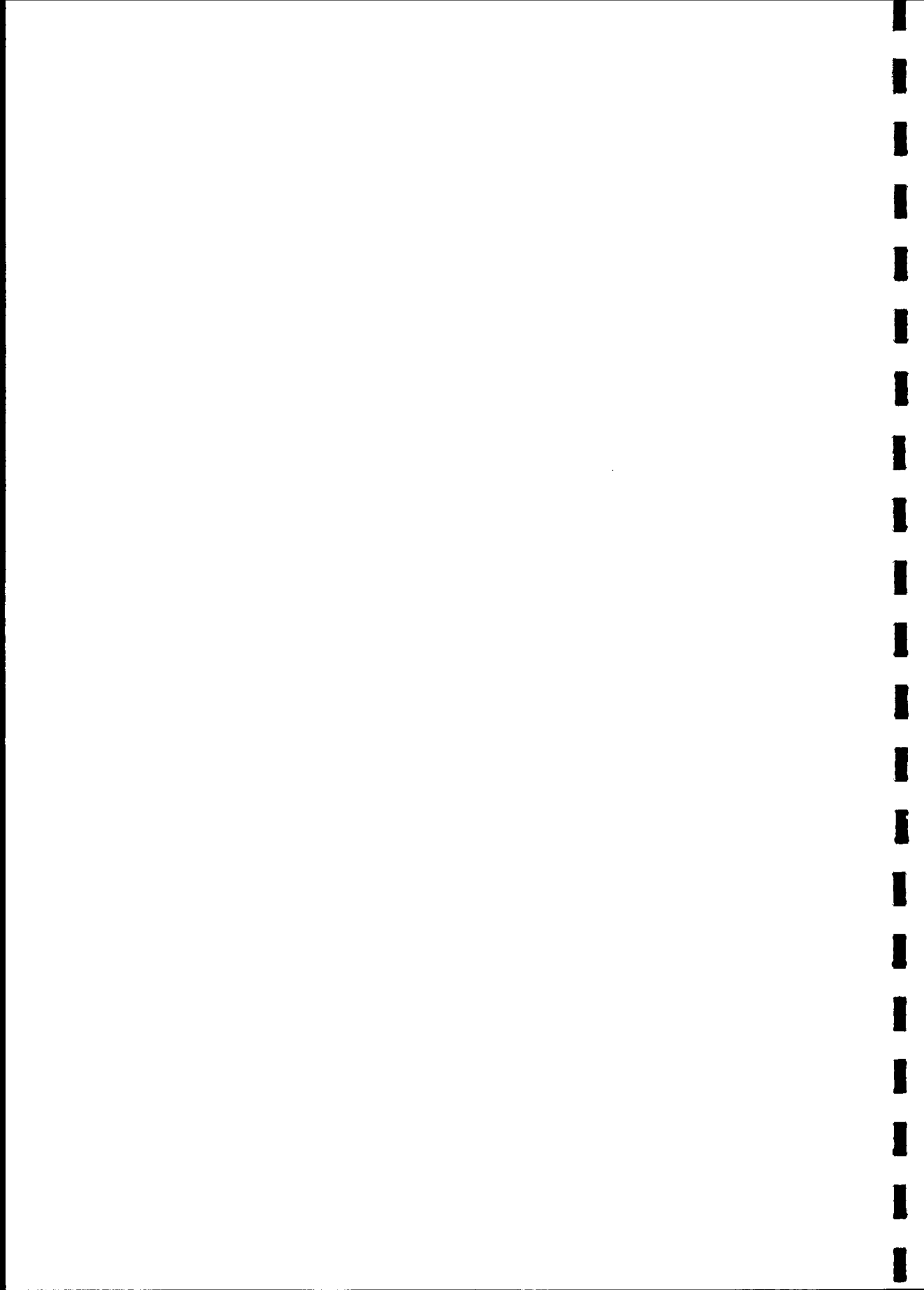
Autre motif avancé pour l'implantation aux États-Unis : le pourcentage élevé de composants américains (39% en valeur) et européens (19%). L'usine américaine serait uniquement une installation de montage final, recevant des sous-ensembles complets provenant de Bandung (voilure, nez, tronçons de fuselage, queue) ainsi que les pièces d'origine américaine ou européenne. Le coût de l'installation serait de 100 M\$ (550 MF), dont 14 M\$ seulement serait financé directement par IPTN. "Une décision finale devrait être prise d'ici la fin de l'année par le président Suharto lui-même", indique B.J. Habibie, la première livraison d'un avion "Made in

USA" pouvant avoir lieu au deuxième semestre 1998.

Le développement et l'industrialisation du N250, qui se chiffrent à quelque 530 M\$, s'inscrivent dans la troisième phase d'un ambitieux programme visant à doter l'Indonésie d'une capacité aéronautique et spatiale autonome. La quatrième phase verra le développement d'un jet de 80-130 places, également à commandes de vol électriques, le N2130. L'avant-projet de cet avion, qui devrait être présenté au troisième salon aéronautique de l'Indonésie en 2006, ont déjà commencé.

Selon B.J. Habibie, la firme de Bandung a reçu des commandes fermes pour 16 avions plus 162 options provenant de trois compagnies aériennes indonésiennes: Sempati Air (6 + 10), Merpati Nusantara (5 + 95) et Bouraq (5 + 57). Il y a aussi une lettre d'intention pour 4 appareils et 6 options de la compagnie américaine Gulfstream International de Miami. Commande qui pourrait faire de Gulfstream la compagnie de lancement étrangère du N250. L'acquisition de 24 appareils par le suédois FFV/Bleinnheim, annoncée en février 1990, étant "toujours en discussion."

Ont également été révélés : un accord avec Airbus relatif à l'assistance technique pour les essais en vol, et éventuellement la certification JAA; la commande par Miraguna Tribhakti de 16 avions 44 sièges CN-235, qui seront pris en location par Merpati; et la signature éventuelle d'accords de sous-traitance avec Airbus, McDonnell Douglas, General Electric et Rolls-Royce. Côté fournisseurs, Messier-Eram a fait part du transfert progressif à Puteraco Asia Mitra de la fabrication des trains d'atterrissage destinés au N250. Lequel vient d'être choisi pour fournir également certains composants de la cabine, éventuellement en sous-traitance avec l'italien Avio qui négocie l'aménagement de la cabine. ■



Armement

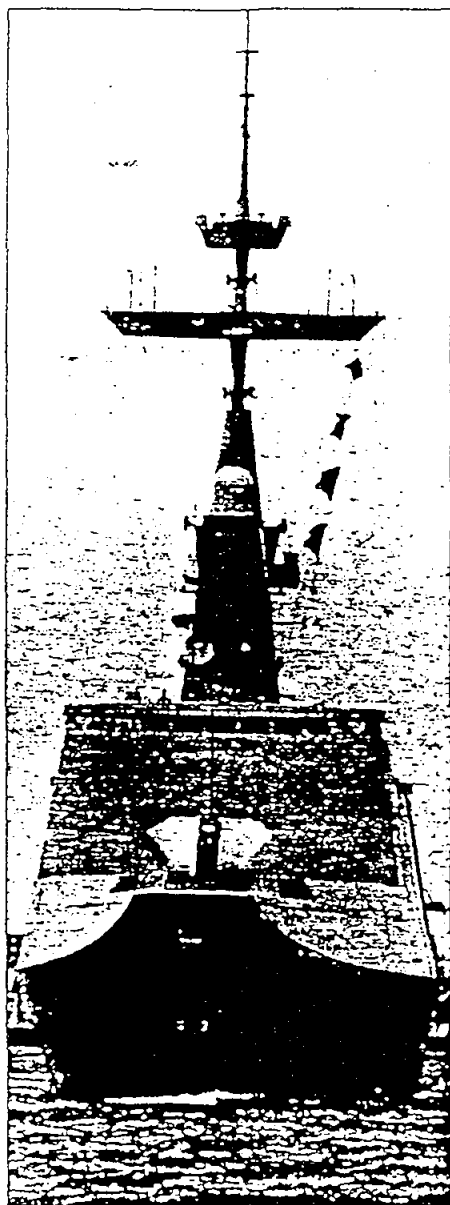
L'ASIE DONNE DES AILES AUX NAVIRES DE GUERRE

Du Pakistan à l'Indonésie, de la Corée à Taiwan, l'Asie s'équipe en flottes de combat. Une aubaine pour les arsenaux européens, et une lutte au couteau où les Français ont fort à faire face aux Anglais et aux Allemands.

Les meilleurs ennemis d'Europe se réunissent du 18 au 22 octobre au Bourget pour Euronaval, où se retrouvent les constructeurs de navires de guerre. Ceux-là mêmes qui essaient de coopérer pour les flottes du Vieux Continent se mettent, afin de faire vivre leurs chantiers, à s'éperonner furieusement dès qu'ils prennent le large de la grande exportation. Terrain d'affrontement majeur : l'Asie. En vedette cette année, les Français. Le ministre de la Défense François Léotard vient de signer à Islamabad le contrat de vente de trois sous-marins Agosta au Pakistan, à l'issue d'une lutte de trois ans contre Suédois et Britanniques. Voilà qui donne de l'air à l'unique spécialiste français des sous-marins, l'établissement de Cherbourg de la Direction des constructions navales (DCN), dont le nouveau bras commercial, DCN International, remporte ainsi son premier grand succès.

Voilà surtout qui place en meilleure posture l'équipe France, très soudée en cette occasion, au moment où certains pays du Pacifique songent à s'équiper. Les fantassins étaient jusqu'ici les chouchous de pays obsédés par la lutte contre les guérillas communistes. Le marin retrouve toute son aura quand on se méfie de la puissance de pays comme le Japon, la Chine, voire l'Inde. Ou, en temps de paix, quand on se soucie enfin de lutter contre les pirates ou contre les braconniers de ses zones de pêche.

Très pauvres en navires de combat, ces pays s'aperçoivent soudain qu'ils ne sont que péninsules, archipels, caps ou détroits. Ce marché représente, selon DCNI, le tiers du marché mondial, soit environ 40 milliards de francs en dix ans. Il faudrait y ajouter plusieurs milliards pour l'observation maritime, par avion ou hélicoptère. "C'est le seul qui soit à la fois sain et porteur", déclare-t-on au ministère de la Défense. Même s'il est un peu pourri par les ventes de bateaux dont se



La frégate La Fayette

Pour 12 milliards de francs, Taiwan va se doter de six modèles de ce type.

débarrassent à vil prix d'autres marines : le docteur Habibie vient d'acheter pour l'Indonésie, d'un seul coup, quarante navires de la flotte de l'ex-Allemagne de l'Est. Encore heureux que les navires américains, désarmés actuellement au rythme de un par semaine, soient démesurés pour les besoins asiatiques ! Mais attention : les industriels américains commencent à montrer dans les expositions les plans de petits modèles spécialement adaptés pour l'exportation.

Pour le moment, la bataille oppose donc les Européens entre eux. La Thaïlande a acheté un porte-aéronefs aux Espagnols, la Malaisie des corvettes aux Britanniques, la Corée et l'Indonésie des sous-marins aux Allemands. Dans quelques semaines, la Malaisie va sortir un appel d'offres portant sur le début d'une série de vingt-sept gros patrouilleurs : trente-quatre industriels sont déjà sur les rangs. Voilà quatre ans, c'est à Taiwan que se bousculaient Allemands, Français ou Néerlandais. La France avait, après les bateaux, des Mirage et des missiles à vendre. Elle a été la seule à oser prendre le risque politique de livrer, pour 12 milliards de francs, six frégates type *La Fayette* aux adversaires de Pékin, comme le réclamait Alain Gomez, le patron de Thomson-CSF. La marine taiwanaise a pu disposer de cette frégate d'avant-garde avant même la "Royale" ! Mais aujourd'hui le lobby pro-Pékin ayant pris le dessus, les dix frégates en option prévues par le contrat ne seront sans doute jamais construites.

DES CLIENTS EXIGEANTS

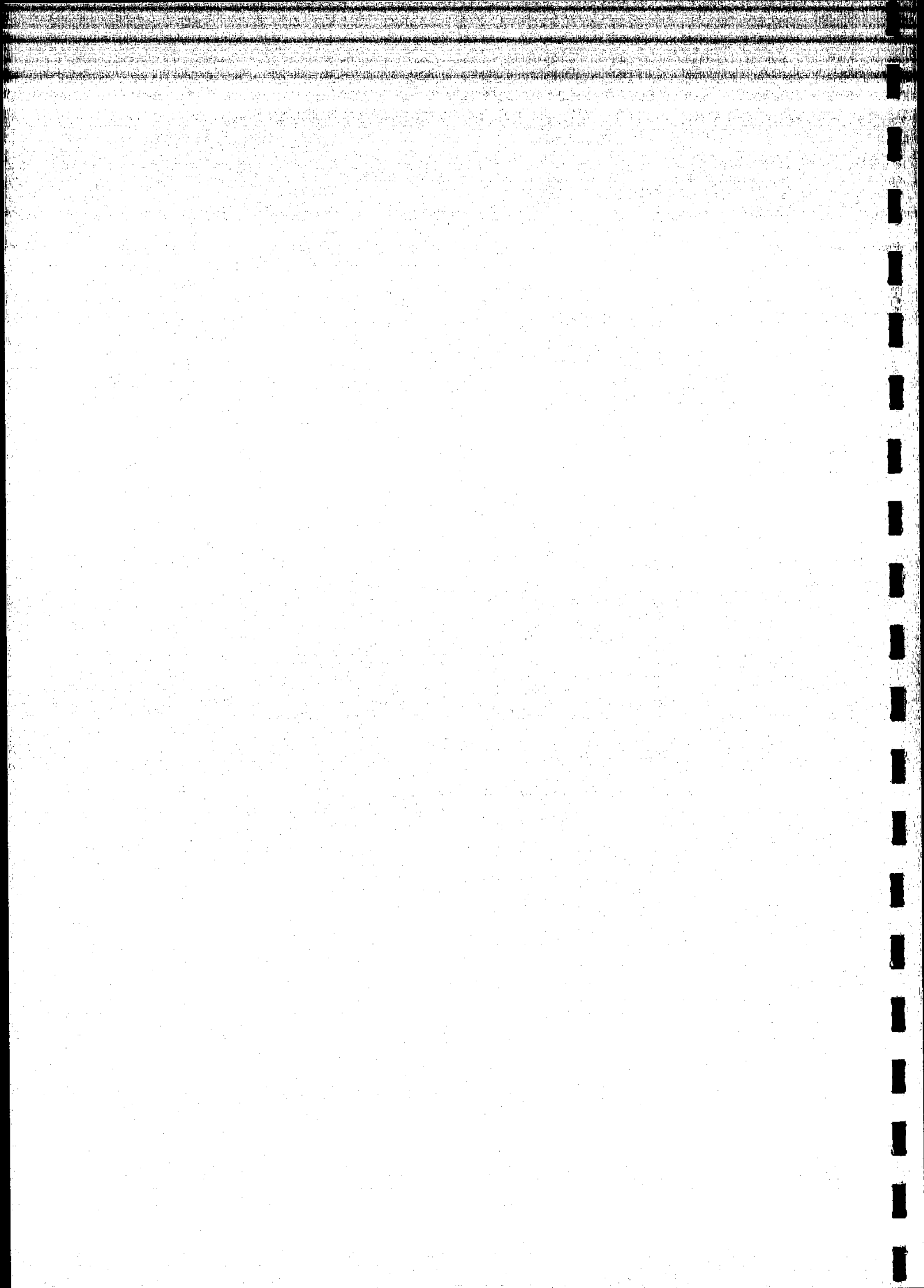
La principale faiblesse française en Asie est politique et commerciale, même si la DCNI va ouvrir son premier bureau à Kuala Lumpur. Les produits n'ont pas à rougir de la comparaison avec ceux de la concurrence. Les sous-marins Diesel vendus au Pakistan seront dotés d'une nouvelle technique qui triple leur autonomie en plongée : ils auront moins souvent à faire surface pour recharger leurs batteries. Ils sont équipés d'Exocet capables de jaillir de l'eau pour foncer au ras des vagues. Des armes si efficaces que l'opportunité de leur exportation a été contestée.

Mais les clients asiatiques sont exigeants. Pour avoir une chance de gagner, le pays en lice doit multiplier les voyages d'amiraux, les visites de bateaux, les contacts techniques à tous niveaux. L'industriel choisi doit même s'engager sincèrement à développer l'industrie navale du client. Et, dans cette activité aux toutes petites séries, il doit apporter aussi un soin jaloux à l'après-vente. Les Français s'efforcent d'être bons dans ces domaines clés. Mais surmonter le handicap politique face aux Britanniques ou aux Allemands demeure un vrai défi. **Philippe Gallard**



**CULTURE
ET
RELIGIONS**

SESSION 1994 - 1995



L'ISLAM EN ASIE DU SUD-EST.

PREAMBULE

LES ORIGINES.

- APRES LE 13[°]SIECLE MARCHANDS MUSULMANS Y INSTALLENT DES COMPTOIRS
- 15[°]SIECLE SE FORMENT PLUSIEURS SULTANATS ESSENTIELLEMENT FONDES SUR LE COMMERCE. (MALAKA, ACEH, BANTEN)
- 16[°] ET 17[°] SIECLE LENTE PROGRESSION DE L'ISLAM DANS L'ARRIERE PAYS

AUJOURD'HUI 2 CONSTATS

- DISTINCTION :

- ♦ ENTRE LA MALAISIE L'ARCHIPEL INDONESIEN OU L'ISLAM PENETRE EN PROFONDEUR ET DEVIENT MAJORITAIRE
- ♦ ET LES PAYS DE LA PENINSULE INDOCHINOISE OU L'ISLAM NE POUVANT DEVENIR LA RELIGION DES PRINCES RESTE MINORITAIRE (CHAMS AU VIETNAM ET AU CAMBODGE, MALAIS DU SUD DE LA THAILANDE, ROHINGIAS DE BIRMANIE) .
- ♦ AUX PHILIPPINES LA COLONISATION ESPAGNOLE A ARRETE LES PROGRES DE L'ISLAM A LUCON. LES MUSULMANS NE CONSTITUENT QU'UN GROUPE MINORITAIRE A MINDANAO ET AUX SULU.

-CHAQUE COMMUNAUTE ISLAMIQUE A DU APPRENDRE A COMPOSER AVEC LE CADRE ETATIQUE DANS LEQUEL ELLE SE TROUVAIT INSEREE, D'AUTANT QUE L'ACCESSION O L'INDEPENDANCE NE S'EST PAS ACCOMPAGNEE DU RETABLISSEMENT IMMEDIAT DES ANCIENS LIENS AVEC LE RESTE DU MONDE MUSULMAN.(DAR AL ISLAM)

RELATIONS ETATS - ISLAM.

ELLES SONT PARTICULIERES EN FONCTION DES PAYS, A TRAVERS LE MONDE EXEMPLE:

- AU PAKISTAN OU EN ARABIE SAOUDITE = SOURCE VIVE DE L'ETAT
- DANS D'AUTRES PAYS ON A ESSAYE DE NE PAS TENIR COMPTE DE LA PARTICIPATION DE L'ISLAM A LA VIE POLITIQUE, COMME DANS LA TURQUIE D'ATATURK,
- ENTRE LES DEUX IL Y A LA METHODE QUI CONSISTE A RECONNAITRE QUELQUES UNS DES PRINCIPES DE L'ISLAM TOUT EN PROMOUVANT DES VALEURS NON RELIGIEUSE C'EST LE CAS DE L'INDE ET DE LA SOMALIE.

EN ASIE DU SUD-EST LES HOMMES D'ETAT ONT REAGI A LEUR MANIERE QUANT AU ROLE DE L'ISLAM DANS LA VIE NATIONALE. EN EFFET, ILS N'ONT PAS SEMBLE CONSIDERER QUE LES VALEURS DE L'ISLAM PUISSENT APPORTER DES SOLUTIONS IMMEDIATES ET PRATIQUES AUX PROBLEMES D'ELABORATION DE SYSTEMES POLITIQUES ET ECONOMIQUES ET A LA SURVIE DANS UN ENVIRONNEMENT COMPLEXE.

EN REVANCHE D'AUTRES VALEURS EMPRUNTEES A L'ETRANGER COMME LA MODERNISATION ECONOMIQUE, OU A DES CULTURES TRADITIONNELLES DE L'ASIE DU SUD-EST, COMME LE SYSTEME BUREAUCRATIQUE JAVANAIS, AINSI QUE LE NATIONALISME PUR ET SIMPLE ONT PRIS UNE GRANDE IMPORTANCE.

L'ISLAM A DONC DU ENTRER EN CONCURRENCE AVEC CES AUTRES SYSTEMES DE VALEURS ET LES RESULTATS ONT ETE DIFFERENTS SELON LES PAYS:

- DANS CERTAINS CAS COMME EN MALAISIE ET A BRUNEI IL A PRIS UNE IMPORTANCE CONSIDERABLE, LA MALAISIE AYANT RECONNU L'ISLAM COMME RELIGION D'ETAT.
- DANS D'AUTRES COMME A SINGAPOUR ET EN INDONESIE, IL A ETE CONSIDERE COMME SECONDAIRE CAR LES CULTURES DOMINANTES DE CES PAYS REPOSENT SUR DES VALEURS NON ISLAMIQUES.
- DANS D'AUTRES COMME LA THAILANDE ET AUX PHILIPPINES IL A ETE TOTALEMENT LAISSE DE COTE.

CEPENDANT DANS LA MESURE OU LES GOUVERNEMENTS DE CES PAYS ONT ENTREPRIS DE LES DEVELOPPER, L'ISLAM EN TANT QUE VEHICULE DE VALEURS EST DEvenu POUR EUX UN SUJET D'INQUIETUDE.

ILS ONT CONSIDERES L'ISLAM DE 2 FACONS

- COMME UNE INSTITUTION DE LA SOCIETE QU'IL FAUT MODERNISER POUR L'ADAPTER AUX AUTRES ELEMENTS DE LA SOCIETE
- ET COMME UN PROCESSUS DE MODERNISATION LUI-MEME

DANS LES DEUX CAS LES INSTITUTIONS ISLAMIQUES DEVRONT ETRE RESTRUCTUREES POUR S'ADAPTER AUX BESOINS NATIONAUX (DEFINIS PAR LES LEADERS POLITIQUES), ET ON PEUT PREVOIR QUE LA SITUATION DEMEURERA DIFFICILE ET QUE DES AFFRONTLEMENTS SE PRODUIRONT OCCASIONNELLEMENT ENTRE LES CHEFS MUSULMANS ET LES DIRIGEANTS POLITIQUES.

ESSAI DE TYPOLOGIE(COMMENT EST REPRESENTE L'ISLAM DANS LES DIFFERENTS PAYS EN ASIE DU SUD-EST

- TRADITIONALISTES:

ILS CONSTITUENT UNE MENACE LATENTE PLUS QU'UN DANGER IMMEDIAT DE LOIN LES PLUS NOMBREUX, REPRESENTES SURTOUT DANS LES MASSES RURALES. ILS CONSERVENT LES HABITUDES QUIETISTES DES SIECLES PASSES ET SONT SOUVENT ENCADRES PAR LES CONFRERIES ET LES PARTIS TRADITIONNELS. EN INDONESIE ILS SONT AUJOURD'HUI UNIS POUR FAIRE FACE A L'INFLUENCE DU MYSTICISME JAVANAIS. C'EST UN MILIEU DANS LEQUEL LES AUTRES GROUPES TENTENT DE RECRUTER

- LES FONDAMENTALISTES

CARACTERISE PAR LE DESIR DE REVENIR AUX SOURCES DE L'ISLAM ILS S'OPPOSENT AUX ELEMENTS TRADITIONALISTES QUALIFIES D'OBSCURANTISTES.

ILS RECHERCHENT L'APPUI DE L'ARABIE SAOUDITE ET DES GRANDES ORGANISATIONS ISLAMIQUE INTERNATIONALES LIEES A ELLES.(ORGANISATION DE LA CONFERENCE ISLAMIQUE, LIGUE ISLAMIQUE.) CONCRETEMENT LEUR ACTION SE TRADUIT:

EN MALAISIE, PAR LA RECHERCHE DU RENFORCEMENT DU SENTIMENT ETHNO-RELIGIEUX DES MALAYSIENS.

EN INDONESIE, ILS COMBATTENT LE PLURALISME RELIGIEUX, PRONE PAR LE PRESIDENT, LE GENERAL SUHARTO QUI AFFIRME JE CITE:

"L'ESSENTIEL EST DE CROIRE EN DIEU, L'ETAT INDONESIEN DOIT ETRE UN ETAT OU CHACUN PEUT ADORER SON DIEU COMME IL L'ENTEND"

LES RADICAUX

SE DISTINGUENT PAR UN MILITANTISME AGRESSIF, CAR IL S'AGIT POUR EUX D'ISLAMISER MODERNE. LEUR REFERENCE EST L'ISLAM VRAI. MAIS IL N'EST PAS HOMOGENE.

ON PEUT NOTER 3 PALIERS:

- ♦ **ACTIVITE MISSIONNAIRE "DAKWAH"** DESTINEE A OBTENIR LA REISLAMISATION DE LA SOCIETE MENACEE PAR L'ETAT D'IGNORANCE (JAHILIYYA) AU TRAVERS DE LIVRES, OEUVRES CARITATIVES
- ♦ LA RUPTURE AVEC LA SOCIETE CORROMPUE (HIJIA) QUI SE TRADUIT PAR LA CONSTITUTION DE COMMUNAUTES VIVANT LE "VRAI" ISLAM.(SURTOUT EN MALAISIE)
- ♦ **LE DJIHAD (LA LUTTE LES ARMES A LA MAIN) CONTRE LE POUVOIR** POUR RETABLIR LES CONDITIONS DU REGNE DE DIEU. TOUTES ACTIONS DANS CETTE ZONE S'EN RECLAMENT.

CONCLUSION

AUJOURD'HUI L'ON A A FAIRE FACE A PLUSIEURS MODES DE CONTESTATIONS ISLAMIQUE

- UNE ACTION DE MINORITES CHERCHANT A SE DONNER PLUS D'ESPACE DANS L'ETAT MAJORITAIRE NON MUSULMAN.(EXEMPLE SINGAPOUR)

- LA REVOLTE DES MINORITES COMPACTES DESIRANT FAIRE RECONNAITRE L'AUTONOMIE DE REGIONS ENTIERES ,(LES PHILIPPINES)

- LA REACTION DE GROUPES PLUS OU MOINS IMPORTANTS DE LA POPULATION POUR PROPOSER AU NOM DE L'ISLAM DE NOUVELLES MANIERES DE VIVRE AU SEIN DES ETATS OU LES MUSULMANS SONT MAJORITAIRES.(MALAISIE,INDONESIE)

L'APPARITION D'UN ISLAM RADICAL QUI N'EST PAS LA PREMIERE DE L'HISTOIRE DOIT ETRE APPRECIE EN TENANT COMPTE DE LA DIVERSITE DES SITUATIONS PROPRES A CHAQUE ETAT ET DE LA NON HOMOGENEITE DE CHAQUE COMMUNAUTE MUSULMANE AU SEIN DE CHACUN D'ENTRE EUX.

DEFINITIONS.

Islam : religion prêchée par Mahomet, et fondée sur le Coran.

Calife : Souverain musulman, successeur de Mahomet.

Quiétiste : Doctrine mystique de Molinos. (d'un jésuite espagnol Molina du XVII^os.)
L'ame devient indifférente à son propre salut.)

5 Piliers de l'Islam : profession de foi, prière, jeûne, dîme, pèlerinage à la Mecque.

Sunna : tradition du prophète.

Chiite : relatif à la secte musulmane des partisans d'Ali.

Djihad : effort sur le chemin de dieu.

INDONÉSIE

L'ISLAM ET LE POUVOIR DEPUIS LA DÉCOLONISATION :
DES RAPPORTS AMBIGUS

RAILLON (François). — « Les musulmans indonésiens ». *Hérodote*, Paris, La Découverte, n° 35, 4^e trimestre 1985, pp. 111-130 (extrait).

La nature de l'Etat face à l'islam est l'un des problèmes qui agitent la République d'Indonésie depuis la reconnaissance de son indépendance acquise à la fin de l'année 1949. Au cours des trois périodes qui divisent l'histoire récente de l'Indonésie (régime parlementaire fondé sur la Constitution provisoire de 1950 jusqu'en 1959, Démocratie dirigée de 1959 à 1965, puis Ordre nouveau), l'islam politique a connu une évolution erratique, reflétant les difficultés propres à la jeune république, mais aussi la nature ambiguë de ses rapports avec l'Etat républicain : ces rapports ont été alternativement et concurremment d'ordre institutionnel et insurrectionnel.

Des insurrections

Alors que se développent des insurrections régionales (à Aceh, à Sulawesi-Sud et à Java-Ouest) visant à l'établissement d'un Etat islamique conçu de façon mal définie comme le gouvernement des oulémas, le Parti nationaliste indonésien devient un parti de gouvernement et domine le pouvoir central. Des élections générales sont tout de même tenues en 1955, qui constituent un choc pour les forces islamiques : les partis musulmans, divisés, n'obtiennent, contrairement à leurs attentes, qu'un total combiné des voix de 43 % (dont *Masyumi*, 21 %, et *Nahdatul Ulama*, 18 %). Ces 43 % constituent le pourcentage maximal jamais atteint par l'islam institutionnel. En revanche, les partis nationaliste et communiste, essentiellement javanais par la clientèle et séculiers par l'idéologie, obtiennent respectivement 23 et 16 % des voix : la période de la Démocratie dirigée consacra leur suprématie au détriment de l'islam politique.

En effet, tandis que se poursuivent les insurrections régionales, un soulèvement dirigé contre la domination politique et économique de l'Indonésie par les Javanais et inspiré par le *Masyumi* éclate en 1957-1958, et prétend instaurer un gouvernement révolutionnaire de la République d'Indonésie (*Pemerintah Revolusioner Republik Indonesia*) ou PRRI, pro-occidental tout en étant favorable à l'islam. Dans ce contexte, le président Sukarno décide, avec le soutien de l'armée, d'abandonner la Constitution provisoire de 1950, de revenir à la Constitution de 1945, beaucoup plus présidentieliste, et d'établir ainsi le régime dit de « Démocratie dirigée » qui est fort peu favorable à l'islam. Sukarno concentre de nombreux pouvoirs entre ses

mains, l'armée occupe une position de premier plan grâce à la loi martiale proclamée en raison des insurrections régionales, de l'affaire de Nouvelle-Guinée occidentale, puis de la confrontation avec la Malaisie. Pour sa part, le Parti communiste poursuit sa marche vers le pouvoir, tandis que le Parti nationaliste est en quelque sorte le parti présidentiel. Dans ces conditions, lorsque le *Masyumi* est finalement interdit en 1960 comme étant impliqué dans le soulèvement du PRRI, il ne reste que le *Nahdatul Ulama* à servir de caution islamique au chef de l'Etat. Ce parti de musulmans traditionalistes, habitué aux compromis avec le pouvoir, est facilement domestiqué par l'attribution à ses politiciens de positions dans l'administration (des cultes notamment) et au gouvernement. Grâce à la complaisance du *NU*, Sukarno peut gouverner sur la base de l'alliance syncrétique et contre nature des forces nationalistes, religieuses et communistes.

Le bain de sang de 1965

Cette alliance, fondée sur la volonté d'unanimité à l'indonésienne, nie en fait les conflits idéologiques entre musulmans, même ralliés au pouvoir sukarnien, et communistes perçus par eux comme athées et matérialistes. Elle nie surtout les conflits de classes et communalistes entre propriétaires fonciers musulmans (*santri*) et paysans sans terre (*abangan*) de Java. Aussi, lorsqu'en 1963-1964 le Parti communiste lance une campagne d'« occupation unilatérale » des terres pour faire appliquer la réforme agraire de 1960, un processus de violente lutte des classes fatalement teinté de communalisme est-il engagé, qui est sans doute la cause principale des massacres de la fin de 1965, et l'un des facteurs de la chute de Sukarno.

En effet, si techniquement l'Ordre nouveau du général Suharto apparaît à la suite de la répression du coup d'Etat manqué du 30 septembre 1965 attribué aux communistes, le bain de sang des mois de novembre et décembre 1965 à Java-Centre et Est est plus le fait d'une violente réaction musulmane que de l'action directe des militaires. Certes, ceux-ci ont toléré et encouragé la répression menée par les propriétaires terriens musulmans contre les ouvriers agricoles membres de l'organisation paysanne du Parti communiste. Mais les acteurs principaux des massacres semblent avoir été des partisans du *Nahdatul Ulama* conduits par les jeunesses *Ansor* de ce parti.

L'Ordre nouveau

Quoi qu'il en soit, l'avènement de l'Ordre nouveau des généraux est vu d'un bon œil par l'ensemble des milieux musulmans : au-delà de l'anticommunisme et de l'alliance de classe nouée dans le sang fin 1965, les perspectives d'un retour à l'ordre après les années chaotiques de la Démocratie dirigée et surtout d'une restauration politique de l'islam paraissent favorables. Les oulémas attendent des militaires sinon, certes, l'établissement d'un Etat islamique, du moins l'obligation de la *sharia* pour les musulmans. Les musulmans réformistes, en tant qu'opposants à Sukarno, espèrent la réhabilitation de leur parti, le *Masyumi*. Sur le plan économique, les hommes d'affaires musulmans comptent sur un développement et une croissance qui, en 1966, restent à lancer et dont ils puissent bénéficier. Enfin, une moralisation de la vie publique est souhaitée, ainsi qu'une place plus grande donnée à la vie spirituelle, inséparable, pour les musulmans, du monde temporel.

La déconvenue des musulmans

Or, sur tous ces points, le malentendu est total, et non moindre la déconvenue. Qu'est-ce en effet que l'Ordre nouveau, sinon un régime politique plutôt séculariste et

laïque, javanisant plus qu'islamisant, et surtout modernisateur selon le modèle occidental ? L'Ordre nouveau est aussi fait d'une association entre un certain nombre de groupes et d'intérêts où l'islam est sous-représenté, sinon absent. Dominant cette association, l'armée de terre, dont le recrutement est essentiellement javanais, est sur le plan des mentalités marquée par l'influence syncrétique de la religion de Java. A sa javanité, elle intègre le culte de l'Occident et surtout de l'Amérique, où une partie de ses cadres a été formée, même sous la Démocratie dirigée. En quête de légitimité, elle justifie son intervention à la tête de l'Etat par la nécessité d'appliquer « intégralement » la Constitution de 1945 et le *Pancasila*, certes rétablis par Sukarno, mais « fourvoyés » par lui. Pour atteindre ces objectifs, une condition doit être remplie, à savoir la « simplification » de la vie politique par la réduction des partis « idéologiques et diviseurs », avec l'aide, notamment dans les années 1966-1970, des étudiants anti-sukarniens. Le deuxième volet de ce programme est le développement économique de l'Indonésie sur le mode capitaliste, avec l'assistance de technocrates issus des universités et de la bourgeoisie urbaine, et souvent formés aux Etats-Unis. Le projet de l'Ordre nouveau est global et totalisant dans sa volonté de transformer la société ; il ne peut qu'entrer en conflit avec l'islam, dont la vision du monde est également totalisante.

LE CYCLE DE L'ACTIVISME ET DE LA RÉPRESSION

NASIR (Anwar). — « Fear fuels the fight against fundamentalists » [La peur suscite la lutte contre les fondamentalistes]. *Far Eastern Economic Review*, Hong Kong, 2 juillet 1987, pp. 40-41 (extraits). — Traduit de l'anglais par La Documentation Française.

Le communisme et l'intégrisme musulman constituent, selon le gouvernement Suharto, les deux pires menaces contre la stabilité de l'Etat indonésien. La purge anticommuniste de 1965, au cours de laquelle furent tués plus d'un demi-million d'Indonésiens, a efficacement éliminé l'une de ces deux menaces. Reste l'autre qui, selon le gouvernement, est le fait d'« individus qui cherchent à établir un Etat fondé sur une idéologie religieuse ». A en juger par le nombre de personnes persécutées et traînées devant les tribunaux, le gouvernement a encore peur de l'islam ; et il n'a peut-être pas tort.

Il y a tout de même des gens pour douter de ce que l'islam constitue une menace pour l'Etat. Selon un membre de l'opposition, il s'agit d'un prétexte invoqué par le régime pour renforcer son pouvoir : Adi Sasono, militant musulman, l'un des fondateurs de l'Institut d'étude du développement (Jakarta), affirme que la menace musulmane est une création du gouvernement, qui cherche par là à maintenir le *statu quo* et à justifier les persécutions contre ceux qui le critiquent et s'opposent à son autoritarisme.

« En identifiant toute critique à une manifestation de l'intégrisme, le gouvernement légitime à bon compte son action contre l'opposition, notamment aux yeux des pays

occidentaux qui aujourd'hui sont presque tous atteints d'une sorte de paranoïa anti-islamique, affirme-t-il ; chaque fois que quelqu'un proteste, c'est de l'intégrisme. Il ne saurait s'agir de problèmes économiques ou sociaux, ou d'une opposition politique à un régime autoritaire. La prétendue menace intégriste sert à maintenir le *statu quo* ».

Selon de nombreux intellectuels et militants de l'opposition, la stratégie du régime consiste à discréditer l'islam en faisant l'amalgame avec des organisations terroristes. Cela permet au régime de justifier la façon dont il traite les opposants.

En 1977, les services de renseignements de l'armée (le *Kopkamtib*) découvrirent une organisation nommée *Komando Jihad* (Commandement de la guerre sainte) : il s'agissait d'un groupe terroriste musulman qui avait pour objectif d'établir un régime islamique. Sept cents personnes furent arrêtées, presque toutes dans les régions où l'on sait qu'existe un fort sentiment religieux. Mais on doute fort, dans la communauté musulmane militante, de l'existence même de cette organisation, surtout depuis que de nouveaux responsables religieux ont fait l'objet de poursuites sous prétexte qu'ils éprouvaient des sympathies pour elle. Autre point suspect, cette découverte coïncida avec une période de tension accrue entre le gouvernement et le parti

musulman, le PPP. Elle offrit ainsi au gouvernement la possibilité de poursuivre les militants musulmans les plus en vue et d'affaiblir la popularité croissante de l'islam. Selon certaines sources, des accusés affirmèrent lors de leur procès qu'ils avaient agi sur ordre des services de renseignement de l'armée et nièrent toute connaissance d'une organisation nommée *Komando Jihad*. Même A.H. Nasution, un ancien général, aurait affirmé qu'il n'existait aucune organisation de ce nom.

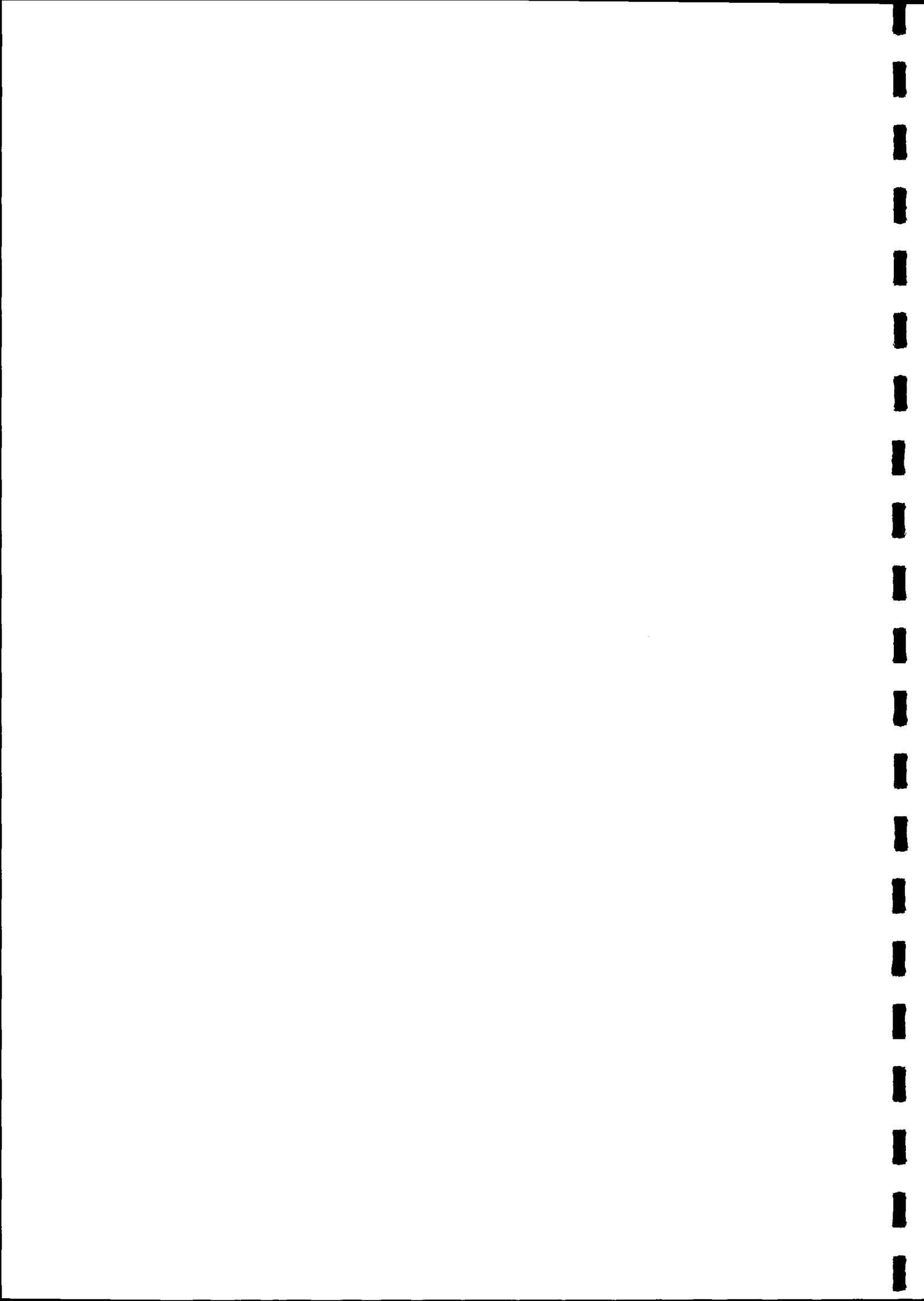
Mais cette « hystérie antimusulmane » du régime n'est pas sans justification. Les dirigeants du pays gardent gravé dans leur mémoire le souvenir de la lutte contre le colonialisme hollandais et pour l'indépendance. Nombre d'entre eux, à commencer par Suharto lui-même, ont combattu dans l'armée républicaine dans les années quarante : là, ils ont eu à faire face non seulement aux Hollandais, mais aussi à des résistances locales, communistes ou musulmanes, qui cherchaient à tirer parti du chaos. En outre, certains mouvements de résistance musulmans, qui avaient combattu aux côtés des républicains, se sont retournés contre leurs anciens alliés et ont proclamé un Etat musulman séparé à Java-Ouest. Ce mouvement, connu sous le nom de *Darul Islam*, a connu un important succès populaire jusqu'à son écrasement complet, au début des années soixante. D'autres heurts eurent lieu entre républicains et musulmans à Java centre, Aceh, Sumatra nord, Kalimantan sud et Célèbes (Sulawesi) sud. Cet état de guerre prolongé a créé dans l'armée un sentiment antireligieux, qui existe encore aujourd'hui ; et la capacité de résistance de tous ces mouvements a convaincu les dirigeants du pays que l'usage intensif de la force est la seule réponse possible à la rébellion musulmane.

L'un des meilleurs exemples de la brutalité des réactions gouvernementales à ce qui est ressenti comme une agression de la part des musulmans est l'incident de Tanjung Priok, quartier du port de Jakarta, en 1984, au cours duquel eurent lieu de violents affrontements entre l'armée et des groupes de mécontents. Il s'agit d'une des zones les plus peuplées de Jakarta, où la tension avait monté par suite de nombreux licenciements de dockers, eux-mêmes

conséquence de la mise en œuvre du programme gouvernemental de modernisation du port.

La tension ne fit que croître et s'étendre ensuite à tout le pays, et surtout aux régions les plus pauvres (et les plus pieuses), lorsque le gouvernement interdit au seul parti musulman, le PPP, de faire campagne sur une base religieuse. Il lui fut également interdit d'utiliser dans son matériel électoral des symboles de l'islam, comme une calligraphie coranique ou une représentation de la Kaaba. Tout commença avec la profanation d'une mosquée par deux officiers, qui commencèrent par y pénétrer sans se déchausser et qui, ensuite, utilisèrent l'eau du caniveau pour débarrasser ses murs d'affiches annonçant des rassemblements de musulmans. Des accrochages eurent lieu, suivis d'arrestations. Puis un cortège de 1 500 personnes se rendit devant les locaux de la police pour protester contre les arrestations et se heurtèrent à l'armée et à la police, qui ouvrirent le feu sans même avoir d'abord essayé de disperser la manifestation par d'autres moyens : on parla d'abord de neuf morts, puis de dix-huit puis, officiellement, de trente. D'autres témoignages disent trois cents. Il y eut des centaines d'arrestations, d'abord sur les lieux, puis dans tout Jakarta. Les personnes arrêtées furent accusées d'avoir prononcé des discours (parfois des années auparavant !) qui, selon les autorités, étaient responsables des violences de Tanjung Priok. Il y eut une centaine de procès, où les peines prononcées allèrent de quinze mois à vingt ans d'emprisonnement. Selon Amnesty International, ces condamnés sont des prisonniers d'opinion qui n'ont fait qu'exprimer leurs croyances religieuses par des méthodes non violentes. (...)

La menace musulmane, reconnaissent la plupart des intellectuels musulmans, n'est pas tout à fait une chimère. Mais elle a été amplifiée par le gouvernement, dont « l'attitude paranoïaque ressemble à celle de l'Occident » selon Sasono. Un intellectuel musulman de premier plan, Nur-cholis Madjid, dit que faire porter à l'islam la responsabilité d'une certaine radicalisation est absurde : « Ce n'est pas l'islam qui radicalise les gens. C'est la frustration économique, politique et sociale ».



MALAISIE

UN RENOUVEAU A LA FOIS NATIONALISTE ET RELIGIEUX

RAILLON (François). — « A propos du récent congrès sur la langue et les lettres malaises : quelques observations sur le nouveau nationalisme malais ». *Archipel*, Paris, n° 32, 1986, pp. 61-71 (extraits).

Le renouveau nationaliste et islamique

La présentation qui suit ne prétend pas constituer une analyse approfondie de l'actuel renouveau nationaliste et religieux en Malaisie. Elle est de fait inspirée par l'expérience des journées passées avec les congressistes malais (Congrès sur la langue et les lettres malaises, Kuala Lumpur, 7-10 décembre 1984), et au cours desquelles un certain nombre d'impressions fortes se sont inéluctablement dégagées. (...) Même si elles peuvent être parfois considérées comme légèrement marginales — les intellectuels ne sont pas toujours en prise directe sur la réalité quotidienne —, elles ont néanmoins l'avantage d'être assez élaborées et de refléter l'opinion d'un secteur influent et qui fait parfois l'opinion. De plus, aux points de vue des intellectuels se sont ajoutés ceux, plus modérés ou plus réalistes, des hauts fonctionnaires ou des ministres qui étaient présents.

Le néo-nationalisme malais — qui n'est pas d'aujourd'hui, on peut en retracer la résurgence au début des années soixante-dix —, comme tout nationalisme, a tendance à se manifester de deux manières opposées mais non contradictoires, à savoir l'affirmation d'une identité originale et le rejet de certaines réalités perçues comme extérieures ou hostiles. Du côté positif, le nationalisme malais s'appuie sur deux phénomènes : la langue malaise et la religion musulmane. Être malais, c'est parler malais, mais c'est aussi être musulman. Le renouveau islamique accompagne, épouse, stimule le renouveau malais ; il se confond en fait avec lui. De façon négative, le nationalisme malais s'oppose à l'Occident, perçu comme matérialiste et hostile à l'islam. Plus précisément, il conteste l'influence anglo-saxonne ; en Malaisie même, l'ethnie chinoise est considérée comme le cheval de Troie culturel et linguistique de l'Occident, et sa réussite économique apparaît excessive et préjudiciable aux intérêts des Bumiputra.

Une première réponse à ce dernier problème avait été apportée dans les années soixante-dix, avec l'introduction de la nouvelle politique économique (*Dasar Ekonomi Baru*), qui vise à favoriser et à promouvoir les Malais dans la vie économique malaisienne. En outre, on peut voir dans la politique du « regard vers l'Est » (*Pandangan ke Timur*) menée actuellement par le D^r Mahathir, premier ministre, une façon de répondre à un certain anti-occidentalisme malais ; mais il n'est pas sûr que la modernité, même teintée de traditionalisme, du Japon et de la Corée

du Sud (les modèles actuels) satisfasse les Malais, surtout ceux dont l'islam est le plus marqué. Le rapide développement économique, la perspective inscrite dans les plans officiels d'une Malaisie de 70 millions d'habitants (contre 14 millions aujourd'hui) d'ici un peu plus d'un siècle, les gages donnés par le gouvernement fédéral à l'islam, son autant d'efforts effectués par l'actuelle administration pour endiguer, ou plutôt pour récupérer la montée du nouveau nationalisme malayo-islamique.

Trois tendances

Les intellectuels, qu'ils soient journalistes, écrivains, artistes ou enseignants, partagent le même néo-nationalisme ambiant. Mais avec des nuances. (...)

La tendance la moins nombreuse et la plus modérée est celle qui regroupe des universitaires souvent formés par les universités anglo-saxonnes dans les années cinquante et soixante. Tout en adhérant au renouveau malais, ils restent partisans de l'ouverture sur le monde extérieur, et occidental en particulier. Leur position est assez inconfortable, car ils doivent sacrifier à l'islamisme ambiant alors qu'ils tiennent plutôt pour une idéologie laïque dans le cadre de laquelle ils souhaitent une renaissance de la culture malaise.

Politiquement, ils sont souvent proches d'un micro-parti qui aujourd'hui n'est plus représenté au parlement, le *Partai Sosialis Rakyat Malaysia* (Parti socialiste populaire de Malaisie). Ces nationalistes modérés redoutent que la montée du fondamentalisme islamique n'entraîne une explosion intercommunautaire, entre Malais et Chinois, sur le mode des émeutes du 13 mai 1969 à Kuala Lumpur, qui avaient provoqué des milliers de victimes (chinoises). Certains vont jusqu'à dire que le « communalisme » serait attisé en sous-main par le gouvernement de façon à détourner l'attention de l'opinion publique du scandale de la Bank Bumiputra dans lequel seraient impliquées diverses personnalités gouvernementales ou proches du pouvoir.

Ces nationalistes modérés travaillent à maintenir des liens avec les communautés indienne et chinoise, et s'opposent au communalisme en général, qu'ils considèrent comme un écran au véritable problème, qui est celui de la pauvreté (quelle que soit l'ethnie) des laissés pour compte du développement économique. En tant qu'universitaires

ils sont parfois contestés pour leur tiédeur religieuse ou leurs idées modérées par les mouvements de la *dakwah* (propagation de la foi islamique) très actifs sur les campus : animés par les étudiants des grandes universités malaisiennes (...), ces mouvements tentent d'imposer un certain ordre moral que les enseignants malais formés à l'occidentale ne parviennent pas à endiguer.

La deuxième tendance, sans aucun doute la plus nombreuse mais qui est ébranlée sur son aile droite par les islamistes extrémistes, est celle qui se reconnaît plus ou moins dans les politiques menées par l'UMNO (*United Malay National Organisation*), le parti dominant dans la coalition gouvernementale. Cette tendance constitue un vaste centre qui regroupe les intellectuels plutôt satisfaits de l'action du D^r Mahathir, le premier ministre, et qui cherchent à en préserver les acquis, tout en insistant pour que la promotion du malais et des Malais soit maintenue et intensifiée, et que la position de l'islam comme religion officielle soit consolidée. Il s'agit essentiellement d'intellectuels « moyens », d'enseignants du secondaire, de fonctionnaires de la culture, de nationalistes qui croient à la Malaisie de 70 millions d'habitants située « au cœur de l'ANSEA » et dominée par les Malais. Toutefois ce groupe central est parcouru par des incertitudes liées à la montée des fondamentalistes qui pourraient bien un jour emporter une partie de ses troupes.

C'est la troisième tendance nationaliste qui paraît avoir le vent en poupe, malgré son caractère encore minoritaire, et en raison de son dynamisme et de son activisme fondé sur l'islamisme. Ces intellectuels souvent plus fondamentalistes que nationalistes, en ce sens que pour eux l'islam prime et détermine le reste, et qu'ils établissent une équation absolue entre la restauration complète de la « vraie religion » et l'affirmation du fait malais, se recrutent essentiellement dans la jeunesse, étudiante notamment. S'ils comptent dans leurs rangs un certain nombre d'*ustad* (professeurs de religion) et de docteurs de la Loi révéérés pour leur âge autant

que pour leur savoir, le gros de leurs troupes est composé d'éléments jeunes et d'autant plus activistes de ce fait. La nouvelle génération d'étudiants (qui est arrivée à l'université au milieu des années soixante-dix) a été formée entièrement ou presque en malais dans le secondaire, et sa ferveur nationaliste et islamique la distingue des générations précédentes, davantage frottées à l'anglais. Quant aux quelque 20 000 étudiants malaisiens qui font leurs études à l'étranger, contrairement à leurs prédécesseurs des années cinquante et soixante, ils reviennent d'Occident ou du Moyen-Orient généralement beaucoup plus musulmans qu'ils n'y étaient partis.

Les tenants de cette troisième tendance sont partisans d'une forme d'Etat beaucoup plus islamique qu'actuellement, où serait imposée la *sharia* (la loi coranique) à tous les citoyens, y compris les non malais, le respect des normes de décence musulmane (dont le port du *jilbab* pour les femmes), le retour à l'écriture du malais en caractères arabes et non plus latins, etc.

Comme le parti fondamentaliste PAS (*Partai Islam Malaysia*, Parti musulman pan-malaisien), les intellectuels islamiques sont très critiques vis-à-vis du gouvernement fédéral et de l'UMNO, le premier parti du front national. Sans aller jusqu'à dénoncer le pouvoir politique et l'élite dirigeante de Kuala Lumpur comme étant des infidèles (*kafir*), ainsi que l'avaient fait les leaders du PAS, ils regrettent vivement le sécularisme, le matérialisme du gouvernement. (...)

Ces nationalistes fondamentalistes, dont la proportion est difficile à évaluer, donnent le ton : ils créent et imposent une ambiance islamique très sensible dans toutes les occasions publiques et officielles par leurs références coraniques permanentes, par le goût qu'ils ont pour les longues citations en arabe, par leur capacité à soulever l'émotion religieuse et par leur assurance, qu'ils tiennent de la conviction qu'ils ont d'être les seuls détenteurs de la vraie foi.

L'ESTABLISHMENT ISLAMIQUE

AZNAM (Suhaini). — « Islamic establishment » [L'establishment musulman]. *Far Eastern Economic Review*, Hong Kong, 22 janvier 1987, pp. 20-21 (extraits). — Traduit de l'anglais par La Documentation Française.

L'islam, s'il est la dernière des religions du monde à avoir débarqué sur les rivages malais (au XIV^e siècle, avec les commerçants persans et indiens), s'est superposé dans la culture malaise aux religions antérieures (animistes, hindouistes et bouddhistes) sans les remplacer. Aussi la ferveur musulmane des années soixante-dix peut-elle être considérée comme une seconde vague, un retour à la pureté de l'islam d'il y a cinq siècles.

L'islam est en Malaisie religion officielle, il est protégé par la Constitution et formellement légitimé par les sultans traditionnels et par les gouvernements modernes, dominés par le parti musulman modéré UMNO (Organisation malaise d'unité nationale). Mais ce qui fait sa force, c'est

qu'il s'identifie à l'ethnie malaise, qui représente la population réellement indigène dans un pays où les non-musulmans constituent 47 % de la population. Les Malais sont l'ethnie préférée, leur religion est donc favorisée.

Et pourtant aujourd'hui, paradoxalement, certaines fractions du mouvement islamique menacent cette source de leur pouvoir. Leur stricte observance des prescriptions de l'islam aux dépens de l'ethnocentrisme, ainsi que leur vision mondiale, pan-islamique, plus élaborée, mettent en cause la vieille association ethnie-religion. Le parti islamique d'opposition (PAS) a commencé à propager l'idée que l'*assabiyah* (sentiment ethnique ou tribal) est contraire à la religion. Mais il n'est plus seul sur cette ligne, car de

ETHNIE ET RELIGION EN MALAISIE

Tous les citoyens de Malaisie sont *malaisiens*, mais tous ne sont pas *malais*. L'ethnie malaise ne constitue qu'une partie de la population malaisienne.

Les différentes ethnies qui se partagent la dénomination de malaisiens sont :

- les Malais, soit 46 % de l'ensemble, en majorité musulmans ;
- les Chinois, 27 %, bouddhistes, taoïstes et pratiquant le culte des ancêtres ;
- les Indiens, 18 %, en majorité hindous ;
- et d'autres ethnies, 18 %, en majorité animistes.

La population est divisée en deux catégories : les Bumiputra, de culture indigène, et les non-Bumiputra, de culture et d'origine étrangères. (...)

L'islam sunnite est la religion offi-

cielle, sans être considérée pour autant comme la religion nationale de tous les citoyens de la Fédération.

On a parfois tendance à établir une équivalence entre malais et musulman, alors qu'il importe de bien distinguer. Un citoyen de race malaise n'est pas nécessairement musulman, pas plus qu'ailleurs un Arabe n'est nécessairement musulman. Ainsi les Orang-Aslis et les Bumiputra de Malaisie orientale sont loin d'être tous musulmans. D'autre part il y a, en Malaisie, une minorité de Chinois venus du Yunnan et d'Indiens qui sont musulmans de naissance, tandis que d'autres le sont devenus par conversion, pour des raisons très diverses. Il en est de même pour quelques Eurasiens, Kadazans, etc.

La Constitution promulguée en 1957 reconnaît à chaque citoyen le droit de

professer, de pratiquer et de propager la religion de son choix mais, en fait, il sera toujours difficile pour un Malais musulman de naissance de changer de religion. Par contre, les conversions à l'islam sont fortement encouragées. Des incidents survenus en 1986 semblent prouver que la conversion à l'islam d'enfants mineurs peut s'effectuer sans le consentement de leurs parents.

Chaque sultan est le chef religieux islamique dans l'Etat dont il a la charge. Le roi, lui, l'est à la fois dans son Etat, dont il reste le sultan, et pour les Etats de Penang et de Malacca et les deux territoires fédéraux. Il n'y a pas de chef religieux propre aux Etats de Sabah et de Sarawak.

Source : *Echange France-Asie*, Paris, dossier n° 7/86, septembre 1986.

nombreux intellectuels musulmans qui ne lui sont pas liés professent aussi un refus des distinctions de race.

Le nationalisme exigeant « une loyauté totale et absolue du peuple vis-à-vis de la nation », il entre en contradiction avec le précepte musulman de base, qui est qu'« on ne doit se soumettre à aucune autre autorité qu'à celle de Dieu », explique Mohamad Abu Bakar, maître de conférence à l'Université de Malaisie continentale, dans son essai sur l'islam et le nationalisme. « Maintenant que les propagateurs de l'islam ont le vent en poupe, l'attachement des Malais pour le nationalisme peut disparaître complètement ».

Ainsi le vieux cliché associant nationalisme et religion se démode, laissant pantois les vieux nationalistes malais, confrontés à la fission de leur identité. Mais, pour ceux des Malais qui souhaitent un Etat musulman, même informel, cet argument est attirant dans le contexte multiracial malaisien.

Cela pose un problème fondamental : aussi rationnel et conciliants soient-ils, les Malais qui demandent de conférer un contenu plus islamique à un domaine quelconque de la vie publique du pays sont perçus par là-même comme une menace par les non-musulmans. (...)

Ceux-ci se plaignent de ce que les fonds publics sont généreusement attribués à la construction de mosquées, alors que celle d'églises et de temples sont financées par des donations privées. Le gouvernement répond que, après tout, l'islam est religion officielle. L'activité de *dakwah* n'est soumise à aucune restriction, alors que les mission-

naires chrétiens n'ont pas le droit de faire du porte-à-porte pour répandre leur foi ; il est vrai que la *dakwah* se borne à faire des musulmans de meilleurs musulmans, sans chercher à convertir les autres citoyens.

Sur le plan international, le gouvernement malaisien s'identifie au maximum avec les Etats arabes au sein de l'Organisation des pays islamiques. Il se considère comme menacé par une campagne sioniste orchestrée contre les nations musulmanes ; et ces considérations entrent en compte pour la détermination de sa politique étrangère commerciale. C'est ainsi que la Malaisie n'a pas de relations diplomatiques avec Israël et s'inquiète de l'achat par Singapour d'armes israéliennes.

A l'intérieur, (...) depuis 1982 et l'arrivée au pouvoir du premier ministre Datuk Seri Mahathir Mohamad, les institutions islamiques ont prospéré sous l'égide du gouvernement. La Banque Islam et sa filiale d'assurances la Syarik Takaful Islam fournissent un système de placement aux musulmans qui ne veulent pas enfreindre l'interdit coranique qui frappe le prêt à intérêt. La banque fonctionne selon un système de répartition des profits qui, lui, est autorisé. Elle a déjà attiré 116 000 clients (dont beaucoup de petits épargnants) qui ont ouvert des comptes dans ses quatorze agences pour un montant total (y compris les dépôts des entreprises et des administrations) de 220 millions de dollars.

A dix minutes en voiture du siège de la Banque Islam se trouve un Centre islamique, à l'élégante architecture intégrant les deux concepts musulmans d'espace et de paix de l'architecture abrite séminaires et expositions.

La modeste Université islamique internationale, installée provisoirement à Petaling Jaya, produit cette année sa première fournée de diplômés : 126 étudiants en droit et en économie. A la prochaine rentrée (automne 1987), elle admettra en première année 800 étudiants (au lieu de 200 jusqu'ici) dont 18 à 20 % d'étrangers, 40 % de femmes. La différence entre le contenu de l'enseignement de cette université et celui des autres facultés de droit et d'économie réside, selon son recteur Tan Sri Muhammad Abdul Rauf, dans « l'introduction des valeurs de l'islam dans des sujets traditionnellement laïques ».

A un niveau moins formel, on observe que les cadres des années cinquante et soixante, qui n'ont pas connu la vague musulmane des campus des années soixante-dix, rattrapent le temps perdu. Avec toutefois une certaine modération, ils participent ainsi au déplacement vers la droite du monde musulman que l'on observe dans tous les pays. Lorsque des entreprises privées organisent régulièrement des conférences sur l'islam pour leur personnel et que des dirigeants de sociétés et des hauts fonctionnaires invitent des spécialistes de l'islam dans leur famille pour qu'ils y prononcent des conférences privées, il est clair que le nouvel islam a réussi à prendre racine.

C'est naturellement dans les formes que cette résurgence est la plus apparente : façon de s'habiller, utilisation d'une langue mêlée de beaucoup d'arabe, multiplication des séminaires officiels ou privés. (...)

Le nombre de pèlerins pour La Mecque ne cesse d'augmenter, aussi bien pour le grand pèlerinage annuel (*haj*) que pour la *umrah*, pèlerinage hors saison, facultatif, que les gens entreprennent avec leurs enfants. La dévotion, qui était jusqu'ici réservée aux vieux jours, devient une affaire de jeunes, et bien des parents ont été entraînés par leurs enfants à plus de piété.

Mais tout cela ne va pas sans remous. Au début du renouveau islamique, explique Mohamed Idris Tauzi, vice-président du Mouvement malaisien de la jeunesse islamique (ABIM), il y avait unité. Aujourd'hui, il y a une extraordinaire variété de courants. C'est normal, car chacun cherche encore ce qui convient le mieux aux goûts des Malaisiens ; mais cela déroute un peu les profanes, et cela favorise les rivalités entre groupes.

Il est vrai que, au fur et à mesure que croît l'intérêt pour l'islam, se multiplient les théories. En 1986, Kassim Ahmad, ancien dirigeant du Parti populaire socialiste de Malaisie, a soulevé une tempête en proposant de rejeter le Hadith (dits et pratique de Mahomet) pour retourner au Coran lui-même et rouvrir l'Itjihad (corpus d'interprétations). Cette théorie a plu aux intellectuels laïcs, qui cherchent à concilier les prescriptions de l'islam avec le style de vie moderne. Mais le gouvernement et les organisations religieuses furent extrêmement inquiets à l'idée que de simples individus allaient se mettre à interpréter le Coran tout seuls, hors de toute ligne officielle.

PHILIPPINES

LA RÉBELLION MORO

BALTA (Paul). — « Philippines : un conflit meurtrier ». In : *L'Islam dans le monde*, Dossier La Découverte/Le Monde, Paris, 1986, pp. 272-277.

Les musulmans philippins se considèrent comme les seuls véritables Philippins : ceux qui ont résisté aux colonisateurs espagnols et américains. Pour eux, la réalité d'une *nation moro* (*Bang sa Moro*) ne fait aucun doute. Depuis le début des années soixante-dix, une partie d'entre eux est en rébellion ouverte contre le gouvernement central de Manille. Le combat pour l'autonomie que mène le Front national de libération moro (MNLF) a déjà fait, selon les autorités, près de 50 000 morts et 500 000 sans-abri.

A la conférence islamique qui s'est tenue à Fès, au Maroc, en mai 1979, a été adoptée une résolution de « soutien moral et matériel » au Front moro qui, en fait, légitime officiellement et encourage l'aide que lui apportent déjà certains pays du monde islamique. Pour ceux-ci, le régime de Marcos, qui manœuvre pour donner une apparente autonomie régionale aux musulmans de Mindanao — la grande île du sud de l'archipel —, poursuit en réalité un « génocide ».

On estime que la population musulmane aux Philippines s'élève à 2 500 000 personnes sur un total de 44 millions de personnes, catholiques pour 90 %. L'islamisation d'une partie des Philippines commença dès le XIV^e siècle. La foi était véhiculée par les Malais, tôt convertis, et les Dayaks de Bornéo, les premiers étant, à l'époque, sur le point de jouer un rôle analogue à celui des Arabes au Proche-Orient. Plusieurs ethnies, dont les Tausugs, guerriers-pirates de l'archipel de Sulu, et d'autres dans l'île de Mindanao s'organisèrent, rapidement en sultanats dont l'action se fit sentir jusqu'à Luçon, au centre du pays. Sans l'arrivée des colonisateurs au XVI^e siècle, tout l'archipel aurait probablement été gagné par l'islam. Les « fiefs » musulmans sont encore aujourd'hui l'archipel de Sulu, les côtes et les rivages des grands lacs intérieurs de Mindanao. Cinq provinces sur les treize pour lesquelles le MNLF réclame l'autonomie sont aujourd'hui à majorité musulmane : Basilan, Tawi Tawi, Sulu, Lanao del Sur et Mangundanao, où vit, près de la ville de Cotabato, l'une des plus puissantes communautés du pays.

Au XV^e siècle, les Espagnols, qui venaient à peine de reconquérir leur pays sur les Maures en s'emparant de Grenade, en 1492, vont retrouver ceux-ci aux antipodes. Le nom de « Moros » que portent avec une certaine fierté les membres du MNLF provient d'ailleurs du terme espagnol qu'employaient les conquistadores pour désigner ces

rebelles auxquels ils se heurtèrent sur les îles Philippines. La répression impitoyable qu'ils menèrent contre les Moros, à Luçon, fit pratiquement disparaître l'islam de la grande île septentrionale de l'archipel. Les combats se localisèrent et s'enlisèrent à Mindanao et dans l'archipel de Sulu. Jamais les Espagnols ne purent extirper la foi en l'islam de ces populations qui entretenaient des liens étroits, par le commerce, avec les autres communautés musulmanes de l'Asie et avec les Arabes. Par leur répression, au contraire, ils renforcèrent chez les musulmans le sentiment qu'ils menaient une guerre sainte, et des réseaux de confréries spécialisés dans le crime politique se créèrent peu à peu. Lorsqu'en 1899 les Américains supplantèrent les Espagnols aux Philippines, ils se heurtèrent aux mêmes problèmes. Mêlant actions militaires et réformes, et incitant à une colonisation de Mindanao par les chrétiens, les Américains réussirent un peu mieux que leurs prédécesseurs à calmer la tension dans le Sud. A Zamboanga, le grand port méridional de l'île, une plaza Pershing rappelle au visiteur qu'il faut mettre au crédit du fameux général d'avoir, temporairement, comme l'histoire récente le montre, « amené à la raison » les récalcitrants musulmans.

Echec de la solution autonomiste

En fait, jamais les plus radicaux des chefs islamiques de Philippines n'ont renoncé à leur ambition de créer une nation indépendante : pas plus les Japonais, avec leur méthodes radicales pendant la Seconde Guerre mondiale que les gouvernements de la République des Philippines — qui fut fondée en 1946 — ne sont venus à bout de leur acharnement séculaire.

Latente ou sporadique, la révolte musulmane est devenue à nouveau ouverte lorsqu'elle fut animée par le MNLF. Elle explosa littéralement en 1972, avec l'instauration de la loi martiale — et fut d'ailleurs l'une des justifications données par Marcos pour instaurer un régime d'exception, qui est toujours en vigueur. Le MNLF, derrière Nur Misuari, a surtout restructuré en un front unitaire le mouvement pour l'indépendance de Mindanao qui, dès 1968, avait représenté un problème grave pour le gouvernement central. Cette période fut marquée par des massacres et des atrocités commises par les extrémistes des deux communautés chrétienne et musulmane. L'intervention de l'armée ne fit qu'ajouter à la tragédie : l'un des épisodes

les plus tristement célèbres fut le massacre par celle-ci, en 1971, d'un groupe de musulmans sans armes, à Taoub, dans le Lanao del Norte, qui fit quarante morts. Les accusations de « génocide » qui se répandirent alors dans le monde islamique furent l'occasion pour la Libye du colonel Kadhafi de tenter de supplanter l'Égypte ou l'Arabie Saoudite à la tête du mouvement islamique, en se faisant le défenseur de la cause des musulmans des Philippines. Après la proclamation de la loi martiale en 1972, les forces du MNLF qui s'entraînaient au Sabah — alors sous le contrôle de M. Mustapha, un natif de Sulu — entrèrent véritablement en action et devinrent le centre de la révolte musulmane. La Libye leur apporta son aide matérielle et soutint leur cause, notamment lors de la conférence islamique de Benghazi, en 1972.

Sur le terrain, l'un des épisodes les plus meurtriers de la guerre civile qui se poursuivait fut, en 1974, la prise de la ville de Jolo, capitale de l'archipel de Sulu et fief du MNLF, par les forces gouvernementales : la ville fut détruite à 75 % par des bombardements systématiques. La plupart du temps, l'armée délimite des zones de tir libre — aujourd'hui encore — pour « nettoyer » les régions où sont censées agir les forces du MNLF : les principales victimes sont les civils.

Malgré ses cent mille hommes (plus de la moitié de l'armée régulière, épaulée par des groupes de défense civile) sur le terrain, le gouvernement de Manille, ayant conscience qu'il était difficile de venir à bout militairement de la rébellion, a tenté des manœuvres diplomatiques. Auprès de l'Arabie Saoudite d'abord : Marcos était en effet préoccupé, au lendemain de la crise pétrolière de 1973, de l'attention que le monde arabe portait à l'affaire de Mindanao et craignait que sa politique ne provoquât un embargo sur les livraisons de pétrole. En même temps, Manille prenait contact avec la Libye, principal soutien du MNLF. Finalement, en 1976, un accord de cessez-le-feu fut signé à Tripoli entre Nur Misuari et les représentants de Manille, sous les auspices de l'Organisation de la conférence islamique. Profitant du caractère vague des dispositions de l'accord, Manille allait surtout chercher à en tirer parti pour imposer sa solution autonomiste. En avril 1977 était organisé un référendum dans les treize provinces du sud de Mindanao, que revendique le MNLF. Celui-ci, considérant que ce référendum était contraire à l'esprit de l'accord de Tripoli — ce qui, après quelques atermoiements, fut aussi la position adoptée par les Libyens — décida de boycotter le vote. Moins de neuf mois après la proclamation du cessez-le-feu, les combats reprenaient de plus belle, en particulier après le mystérieux « piège » dans lequel tomba le général Bautista, commandant des forces à Jolo, qui lui coûta la vie, ainsi qu'à plusieurs membres de son état-major.

La victoire de Cory Aquino

Elue présidente en février 1986, Corazon Aquino a créé le 22 mars une commission chargée de reprendre le dialogue avec le MNLF. Elle n'a pas oublié que son mari, Ninoy, avait rencontré, avant d'être assassiné, Nur Misuari au Proche-Orient. Après leur entretien en 1983, il s'était déclaré favorable à une application pleine et entière des accords de Tripoli. Mais la tâche du gouvernement Aquino est d'autant plus délicate que le mouvement musulman est

divisé en trois courants : le Front islamique de libération de Mindanao, que dirige Hashim Salamat, l'Organisation de libération *Bangsa Moro* et la tendance la plus militante, qui se réclame de Nur Misuari.

Ce clivage politique recouvre, en fait, des rivalités tribales. Alors que Nur Misuari est soutenu par la tribu des Taosugs, originaire de l'archipel de Sulu, et traditionnellement guerrière, Hashim Salamat a derrière lui les Maguin-danaos de la région de Cotabato. Le *Bangsa Moro* de Dimas Pundato et Macapanton Abbas recrute parmi les Maranaos de la région de Lanao del Sur. L'un des grands desseins de Nur Misuari avait été d'essayer de faire sortir la communauté musulmane de telles rivalités et de donner au MNLF une base populaire de type moderne. La situation présente, caractérisée par la résurgence des luttes internes, témoigne de la faillite de cette entreprise. Aux clivages traditionnels se sont ajoutées les divisions que Marcos a su habilement créer par une politique d'autonomie assortie des habituelles pratiques de corruption. Une bonne partie des musulmans qui se sont prêtés au jeu du régime se trouvent aujourd'hui dans une position inconfortable.

Le grand problème auquel se heurtent les musulmans philippins est celui de leur unité face au nouveau pouvoir. Chaque dirigeant, soucieux d'apparaître comme l'interlocuteur du gouvernement, minimise l'autorité des autres. Ainsi, le sultan Abbas, du *Bangsa Moro*, qui a passé dix ans en exil en Malaisie, a-t-il refait surface à Manille peu après la chute de Marcos (avec lequel il avait plus ou moins flirté). Il nous a déclaré que Nur Misuari a perdu le contrôle du MNLF et que 20 des 35 membres de son comité central ont rejoint son courant.

Rivalités personnelles

Ce sont bien plus des rivalités personnelles que des divergences politiques qui divisent le mouvement musulman. Tant les modérés d'Abbas que les radicaux d'Hashim Salamat, qui l'année dernière appelaient à la « guerre sainte » avec des accents fondamentalistes, au demeurant sans grand écho dans une communauté où le fanatisme religieux ne semble pas prévaloir, sont pour l'application intégrale des accords de Tripoli. C'est également la ligne suivie par Nur Misuari. Ce dernier apparaît sur le terrain comme le véritable leader du mouvement, bénéficiant en outre du soutien de la conférence islamique.

L'application des accords de Tripoli suppose de nouvelles négociations, afin de résoudre les questions restées en suspens : création d'une force militaire régionale intégrée à l'armée régulière, autonomie financière du gouvernement autonome et sa participation aux profits tirés de l'extraction des matières premières.

A Rio-Hondo, misérable village sur pilotis d'une communauté musulmane de Zamboanga, on n'entre pas dans les subtilités des rivalités politiques. Vivant, ou plus exactement survivant, de la pêche, les habitants, dont la plupart avaient fui les zones de combats dans les années soixante-dix, ne paraissent pas avoir constaté de grands changements dans leur vie quotidienne depuis la mise en place du gouvernement autonome et ils n'attendent guère d'amélioration dans le futur proche.

Le fatalisme des masses musulmanes pauvres tranche sur l'inquiétude des chrétiens qui craignent de devenir des « citoyens de deuxième classe » si les accords sont appliqués à la lettre. Ils ont immigré massivement dans les années cinquante et constituent aujourd'hui la majorité de la population de Mindanao. Les musulmans ne dominent que dans l'archipel de Sulu et dans la région de Lanao del Sur. Dans la péninsule de Zamboanga, chrétiens et musulmans sont en nombre égal, mais les premiers ne sont représentés au conseil régional exécutif que par un membre sur cinq. Etant donné la faiblesse des pouvoirs du gouver-

nement régional, les chrétiens ne s'étaient jusqu'à présent guère inquiétés. « La seule chose qu'ait faite le gouvernement régional fut d'instituer les jours fériés musulmans, dont nous profitons aussi », dit l'archevêque.

La grande question que se posent les chrétiens de Mindanao est de savoir si le gouvernement Aquino accordera aux musulmans une plus grande autonomie que celle que leur avait concédée Marcos. « Nous devrions être protégés par les jésuites qui conseillent Cory », dit en souriant un prêtre.

UN CONFLIT QUI S'ENLISE

GORDON-BATES (Kim). — « La guérilla du peuple Moro aux Philippines ». *Le Monde*, Paris, 21 mai 1987 (extrait).

Un haut fonctionnaire américain, spécialiste des Philippines, a émis récemment, en privé, un jugement inhabituel de la part d'un envoyé de Washington : des deux rébellions endémiques du pays, la plus inquiétante, selon lui, n'est pas celle d'inspiration communiste, mais la guérilla musulmane. Cette dernière, a-t-il estimé, est virtuellement impossible à éradiquer. De fait, les négociations entreprises après la signature d'un cessez-le-feu provisoire, en avril 1986, entre le gouvernement de M^{me} Aquino et le Front national de libération Moro (MNLF) sont toujours dans l'impasse.

La clé du problème réside dans l'équilibre démographique. (...) Dans une bonne partie des provinces du sud aujourd'hui, les musulmans Moro — au total, deux millions et demi d'habitants — sont devenus minoritaires. Il s'agit donc de parvenir non seulement à un compromis sur le degré d'autonomie que le gouvernement serait éventuellement prêt à accorder aux provinces musulmanes au sein de la république des Philippines, mais aussi à un arrangement sur l'étendue géographique des provinces en bénéficiant. (...)

Rien n'indique que l'insurrection moro doive prendre fin dans un avenir proche. Pourtant, l'atmosphère prévalant après la chute de Ferdinand Marcos avait, un temps, laissé penser que cette guérilla et le gouvernement accomplissaient des progrès dans la voie d'un rapprochement. Marcos parti, disait-on, le principal obstacle à une réconciliation entre chrétiens et musulmans s'était évanoui.

L'heure était encore plus à l'optimisme après le 3 janvier dernier, lorsque M. Nur Misuari, le chef du principal groupe de guérilla, le Front national de libération moro, avait conclu avec les représentants du gouvernement, à Jeddah, un accord de principe sur la recherche d'une solution politique. Par cet accord, M. Misuari avait renoncé à l'idée d'une indépendance totale du Sud philippin, pour une « autonomie complète » dont la nature exacte restait à définir. (Dans les faits, cet accord revenait à rendre caduc l'accord conclu en 1976, à Tripoli, par le gouvernement Marcos, le MNLF, l'Organisation de la conférence islamique et la Libye. Le MNLF considérait comme trop restreinte l'application que Marcos avait faite de cet accord en créant deux régions musulmanes couvrant seulement dix des vingt-trois provinces revendiquées par les indépendantistes.)

Mais, peu après la rencontre de Jeddah, la guérilla haussait sensiblement la barre des négociations : dans un

document secret transmis au gouvernement, en date du 20 février, les maquisards proposaient un programme en vingt-six points prévoyant en particulier la mise en place d'une administration militaire provisoire sous son égide, et le retrait immédiat des forces gouvernementales. Toutes conditions évidemment inacceptables pour Manille.

Désintéret de la Libye

Techniquement, c'est au Congrès élu le 11 mai qu'il revient de définir la notion d'autonomie devant s'appliquer aux régions musulmanes, et cela sur la seule île de Mindanao, aux termes de la Constitution. Devant l'impasse, le gouvernement a été amené à proposer au MNLF une solution en deux temps : un premier référendum serait organisé pour délimiter l'étendue géographique des régions concernées par le statut d'autonomie, et un second soumettrait à la population une réforme socio-économique préparée dans l'intervalle par une commission spéciale dont la présidence serait confiée à M. Nur Misuari. Une manière de tester les capacités de politicien de ce dernier.

Le principal atout dans la main du gouvernement est le désintéret manifesté ces derniers temps par la Libye pour les séparatistes musulmans. Il est loin, le temps où l'assistance de ce pays permettait à la guérilla d'immobiliser dans le Sud une part importante de l'armée de Marcos. Tripoli est, aujourd'hui, plus intéressé à commercer avec Manille.

En revanche, le gouvernement a dû reconnaître — à contre-cœur — à l'Organisation de la conférence islamique (OCI) un rôle d'arbitre dans la querelle. L'OCI soutient les autonomistes du Sud philippin au point que le négociateur gouvernemental, M. Emmanuel Pelaez, s'est rendu à la fin de la semaine dernière à Singapour pour y rencontrer le secrétaire général de l'Organisation, M. Sherifuddin Pirzada, pour tenter de relancer les pourparlers dont la phase directe a échoué.

Mais l'OCI n'est pas pour autant prête à suivre M. Nur Misuari dans son intransigeance. C'est là que l'inconnue demeure : si les circonstances venaient à priver le leader musulman de l'appui de cette organisation, le risque est qu'il retourne à ses premières amours marxistes-léninistes et s'allie à la puissante guérilla communiste. Déjà, on parle d'accords conclus sur le terrain, localement, entre unités communistes et maquisards musulmans. Que ces rumeurs soient fondées ou non, il est certain que c'est là ce que redoute par dessus tout le gouvernement de M^{me} Aquino.

LES PROBLÈMES ÉDUCATIFS DE LA MINORITÉ MUSULMANE

TAMANO (Salipada S.) (*). — « Education in islamic minorities » [L'éducation des minorités musulmanes]. *Islam Today*. Rabat, Islamic Educational, Scientific and Cultural Organization, n° 4, avril 1986, pp. 24-27 (extraits). — Traduit de l'anglais par La Documentation Française.

Les musulmans des Philippines se répartissent en dix groupes ethniques différant par leur langue, leur mode de vie et leur héritage culturel, mais unis par la même foi, par l'usage de l'écriture arabe et par les rudiments de la loi musulmane qu'ils observent et qu'ils considèrent comme le fondement de leur vie sociale. Ils occupent les îles méridionales de Mindanao, Sulu, Palawan, Basilan et Tawi-Tawi.

Sur le plan éducatif, ils sont pris dans un labyrinthe de systèmes qui ne répondent pas à leurs besoins spirituels et matériels. Ils demeurent encore aujourd'hui obligés de choisir entre deux systèmes : d'abord, le système public, financé par l'Etat, et qui offre un enseignement du primaire à l'université. Le contenu de cet enseignement est censé préparer l'enfant, sur le plan des connaissances, de l'affectivité et de la morale, à faire face à ses devoirs d'adulte et de citoyen. Si l'on y enseigne la morale, celle-ci n'est pas fondée sur les bases spirituelles de l'islam. Aussi des parents musulmans ont-ils pu craindre, en choisissant ce système, tout en préparation à leurs enfants un bon avenir matériel, de le faire aux dépens de leur éducation spirituelle. L'autre système éducatif est celui de la *madarsa*, qui cherche à former le jeune musulman aux niveaux primaire et secondaire. Les programmes sont alignés sur les écoles correspondantes du Moyen-Orient, de manière que

les jeunes qui en sortent puissent facilement postuler dans ces pays à des places dans l'enseignement supérieur.

Mais, les diplômes délivrés par ce système n'étant pas reconnus par l'enseignement public philippin, les jeunes qui y sont formés ont du mal à trouver un emploi correspondant à leur niveau, ou à entrer à l'université. Cette non-reconnaissance est fondée sur l'argument que le contenu de l'enseignement de la *madarsa* ne répond pas aux besoins du pays. Ainsi, les musulmans y sont formés selon leur foi, mais ils sont privés de la possibilité de jouer leur rôle dans la société philippine dans son ensemble. (...)

Ce problème, aujourd'hui, le gouvernement philippin lui-même en a pris conscience. Aussi s'est-il orienté vers une décentralisation de la politique éducative. D'une part, le ministère de l'Éducation propose maintenant, dans le système universitaire public, un enseignement d'arabe et de religion musulmane ; d'autre part, il étudie avec le ministère des Affaires musulmanes la possibilité de reconnaître l'enseignement dispensé dans les *madarsa*. Si cela se réalise, un élève diplômé d'une *madarsa* reconnue par l'Etat pourra accéder à l'enseignement supérieur public.

(*) Président du Centre d'études musulmanes et arabes « Roi Fayçal », Université d'Etat de Mindanao, Philippines.

SINGAPOUR

UNE PRISE DE CONSCIENCE RÉCENTE

HOLLOWAY (Nigel). — « A double-edged sword » [Une arme à double tranchant]. *Far Eastern Economic Review*, Hong Kong, 2 avril 1987, pp. 30-31. — Traduit de l'anglais par La Documentation Française.

Discuter publiquement de questions raciales, c'est dangereux : des remarques que certains trouveront franches et honnêtes paraîtront discriminatoires à d'autres. Dans un Etat comme Singapour, c'est particulièrement risqué. C'est ce dont le parti au pouvoir est certainement conscient ; mais il n'en a pas moins commencé à considérer ouvertement la question raciale, et en particulier la place des Malais, qui constituent 15 % de la population. La question raciale est désormais partie intégrante du « Programme national », le document qui est censé définir les orientations du pays jusqu'à la fin du siècle.

Depuis un an environ, la presse de Singapour publie de plus en plus d'informations et d'analyses sur les Malais, que ce soit à propos de son des reins, d'éducation ou de politique démographique. Mais, aujourd'hui, on parle surtout d'une question particulièrement sensible : le rôle que doivent jouer les Malais dans les forces armées.

La question a été posée au grand jour par Lee Hsien Loong, le fils aîné du premier ministre Lee Kuan Yew. Lee Junior cumule le portefeuille du Commerce et de l'Industrie et la charge de vice-ministre de la Défense plus particulièrement chargé de l'état de préparation de l'armée. Avant d'entrer en politique en août 1984, il avait été promu général de brigade et directeur du groupe inter-armes de planification des opérations.

Au cours d'une tournée dans sa circonscription, à la fin de février 1987, Lee, parlant du rôle militaire des Malais, mit un peu le feu aux poudres, suscitant, selon ses propres termes, une « intense discussion » dans le pays et s'attirant les foudres des hommes politiques malais. Répondant à une question sur le rôle limité des Malais dans la défense du pays, il déclara : « Si nos forces armées sont appelées à défendre la patrie, nous ne voulons pas mettre certains de nos soldats dans une situation difficile, où leurs sentiments pour la nation peuvent entrer en conflit avec leurs sentiments religieux ». Il expliqua encore que le gouvernement ne voulait pas mettre quiconque dans la position de combattre pour une cause qu'il ne considérerait pas comme juste. « Nous ne pouvons tout à fait l'éviter, affirma-t-il, mais il est vrai que, au fur et à mesure que se forgera un véritable sentiment d'identité nationale, ce problème ira en s'atténuant ».

Il répéta mot pour mot ces déclarations devant le Parlement le 17 mars, ajoutant encore qu'il ne disait rien là qui

ne fût déjà discuté entre le gouvernement et les représentants de la communauté malaise depuis des années. Il rappela à ce sujet les déclarations de Goh Keng Swee qui, en 1977, alors qu'il était ministre de la Défense, avait exposé la politique ethnique du gouvernement en matière de service militaire.

Depuis lors, dit Lee, « nous avons fait de grands progrès ». Il fit remarquer que, depuis mars 1985, tout homme bon pour le service — y compris s'il est malais — était appelé à servir soit dans l'armée, soit dans la police, soit dans la défense civile, soit dans les corps de pompiers. Dans l'armée proprement dite, la proportion de Malais a doublé depuis 1977. Mais il n'a pas donné de chiffre.

Les promotions sont, a-t-il dit, fondées uniquement sur le mérite, et l'arme d'affectation « est déterminée selon le lieu où tel appelé sera le plus à même de contribuer à la défense du pays ». Ainsi de nombreux Malais servent actuellement dans les commandos. « La solution, a-t-il ajouté, n'est pas de ne rien faire, mais d'agir avec prudence. Toute erreur pourrait créer des problèmes raciaux ou religieux au sein des forces armées. C'est l'intégration sociale des Malais qui doit précéder leur plus grande participation à l'armée, et non l'inverse ».

Les réactions malaises ont été prudentes. Sidek bin Saniff, l'un des neuf députés malais du PAP, a dit qu'il était conscient des raisons pour lesquelles on ne confiait pas à des Malais des postes de commandement importants, et qu'il pensait que la question finirait par trouver sa solution. Un autre député, Wan Hussin Zoohri, au contraire, a déclaré que les Malais de Singapour ne comprenaient pas que, au bout de tant d'années, on continue à mettre en doute leur « orientation nationale ». Mais il a ajouté que, si la déclaration de janvier du ministre Lee avait heurté la communauté malaise, elle avait aussi éveillé la population aux problèmes raciaux latents du pays.

D'autres hommes politiques malais ont réagi plus vivement aux déclarations de Lee. Le plus en vue d'entre eux, le ministre des Affaires étrangères Rais Yatim, en parla deux jours de suite. D'abord il dit que ces déclarations étaient une preuve d'insensibilité, et pouvaient nuire aux relations avec l'ANSEA. Puis, il affirma qu'elles constituaient une « menace sérieuse » pour les Malais.

Le journal en langue malaise *Watan* cita un important

responsable du mouvement de jeunesse malaisien, ABIM, qui aurait déclaré que les doutes de Lee sur la loyauté des Malais de Singapour vis-à-vis de l'armée pouvaient déclencher une guerre en Asie du Sud-Est.

De nombreux commentateurs ont rappelé à cette occasion le tollé soulevé en Malaisie par la visite officielle du président israélien à Singapour en novembre, (...) à laquelle d'ailleurs tous les Malaisiens n'avaient pas réagi de manière également négative. Ainsi le ministre malaisien de l'Education, Anwar Ibrahim, a dit à un journaliste de Singapour au mois de mars, lors d'une conférence sur la Palestine organisée par le parti dirigeant de Malaisie, l'UMNO, que, en ce qui le concernait, la controverse sur la visite du président israélien était close. L'équipe nationale de football de Singapour a ainsi été autorisée à participer à la Coupe de Malaisie, alors qu'il semblait bien qu'elle en serait exclue.

Lee semble avoir pris chez son père l'exemple d'une certaine franchise d'expression. En effet, celui-ci s'était longuement étendu sur le problème de la loyauté des Malais au cours d'un discours prononcé à l'Université nationale en décembre. James Fu, son attaché de presse, avait alors déclaré : « Il arrive de temps en temps au premier ministre de traiter haut et clair de questions particulièrement épineuses. C'est délibéré : il veut ainsi à la fois les dédramatiser, et que les gens en prennent clairement conscience ».

Toutefois, certains rivaux politiques considèreront peut-être les remarques de Lee le jeune, qui tombaient juste avant les élections en Malaisie, comme sa première grande erreur depuis qu'il est entré dans l'arène politique. On peut néanmoins se demander si, compte tenu de la proximité de la Malaisie, il existe un « moment opportun » pour soulever la question malaise à Singapour.

THAÏLANDE

PERMANENCE D'UN MOUVEMENT SÉPARATISTE

CHE MAN (W.K.). — « The Malay-Muslims of Southern Thailand » [Les Malais musulmans du sud de la Thaïlande]. *Journal, Institute of Muslim Minority Affairs*, Jeddah, vol. 1, n° 6, janvier 1985, pp. 98-112 (extraits). — Traduit de l'anglais par La Documentation Française.

Si les Malais musulmans ne constituent que 4 % de la population de la Thaïlande (45 millions de personnes, en majorité bouddhistes), ils sont largement majoritaires dans la région du Grand Patani, c'est-à-dire dans les quatre provinces méridionales de Patani, Narathiwat, Yala et Satun. (...)

Patani est l'un des premiers points d'implantation de l'islam en Asie du Sud-Est. Les premiers contacts ont certainement été un sous-produit du commerce des Arabes avec la Chine. Les marchands arabes et indiens ont installé des comptoirs à Patani à la fin du douzième siècle, ils ont épousé des femmes indigènes, formant ainsi le noyau de la première communauté musulmane. Plus de trois siècles après, la Cour de Patani se convertit à l'islam. On pense que le royaume de Patani fut officiellement déclaré musulman en 1457. (...) Depuis l'établissement des dynasties musulmanes, le royaume de Patani semble avoir connu alternativement des périodes d'indépendance et de domination thaïe. (...) Lorsque la Grande-Bretagne, en 1909, reconnut la souveraineté thaïe sur la région, l'ancien royaume de Patani était entièrement dominé par la Thaïlande.

La résistance des musulmans à l'assimilation

La population de Patani est presque entièrement constituée de Malais musulmans qui diffèrent des Thaïs bouddhistes sur bien des plans : culturellement, linguistiquement et ethniquement. Forcés de devenir citoyens d'un Etat auquel ils ne pouvaient s'identifier, les Malais musulmans de Patani ont mal supporté la domination thaïe. Et les efforts de l'administration pour les assimiler n'ont fait que transformer ce rejet en résistance politique, qui s'est manifestée sous forme d'insurrections sporadiques et de révoltes avortées. (...)

L'Etat thaï d'aujourd'hui

On peut faire remonter les origines de la Thaïlande moderne à l'établissement de la dynastie Chakkri. Le général Chakkri, qui avait joué un rôle de premier plan dans la lutte contre la Birmanie, s'empara du trône, alors occupé par le roi Taksin, en 1782. Le souverain actuel, Phumibol Adulyadej, est le neuvième roi de cette dynastie.

Pendant des siècles, le pays a été dirigé par une élite privilégiée entourant un monarque absolu. La révolution de 1932, qui a théoriquement aboli l'absolutisme, n'a pas détruit les vieilles structures politiques. Derrière la façade d'un régime constitutionnel et parlementaire, l'aristocratie a continué de régner sur la base du principe intouchable que certains doivent gouverner et les autres obéir ; les premiers étant investis de cette tâche par hérédité ou par leurs capacités supérieures.

Toutefois, on assiste aujourd'hui à une certaine évolution. Le développement de l'éducation et des communications, le rôle accru de l'Etat dans la vie politique et sociale de la nation, ont élevé le niveau de conscience politique de la population. Certains représentants des classes moyennes ou de l'intelligentsia sont non seulement insatisfaits des pratiques du gouvernement, mais aussi convaincus que des changements peuvent et doivent avoir lieu. Toutefois, il n'existe encore que bien peu de moyens d'expression du mécontentement politique, et il y a un fossé entre les sentiments de la population et les cercles où s'élabore la politique du gouvernement.

L'économie de Patani

La situation économique des quatre provinces musulmanes est très médiocre par comparaison avec celle du reste du pays ou de la Malaisie voisine. (...) Le développement a été très lent et les structures économiques sont encore essentiellement agricoles. (...) La majorité des Malais musulmans des quatre provinces vivent dans des villages soit le long des côtes, soit disséminés dans les rizières alluviales ou, moins densément encore, dans l'intérieur où se cultive l'hévéa. La plupart d'entre eux sont des travailleurs indépendants. Ils combinent la riziculture, la pêche et la récolte du caoutchouc, ou possèdent de petites parcelles d'hévéas, de cocotiers ou d'arbres fruitiers. Mais, ces occupations saisonnières ne leur fournissant pas de rentrées régulières, ils cherchent des emplois temporaires à Singapour ou en Malaisie ; certains même s'exilent tout à fait et trouvent du travail en Arabie Saoudite ou dans d'autres pays arabes.

Par contraste, les Chinois, qui ne représentent même pas 6 % de la population de la région de Patani, possèdent et gèrent la plupart des affaires du secteur moderne. Les

Thaïs, qui sont surtout fonctionnaires, sont aussi parfois marchands ou gros planteurs. Thaïs et Chinois possèdent la plupart des mines d'étain et des grandes plantations. La plupart des Malais musulmans, eux, sont petits pêcheurs, petits agriculteurs ou vendeurs de rue. Bien peu ont pu entrer dans la fonction publique, moins encore possèdent d'importantes affaires ou des plantations. Ainsi, presque toutes les activités d'importance moyenne ou supérieure (donc l'essentiel de la richesse) sont aux mains des Thaïs et des Chinois, et non des véritables indigènes, qui sont les Malais.

Depuis le milieu des années soixante, le gouvernement a lancé des programmes visant à améliorer la situation économique et sociale des quatre provinces. Mais ces efforts n'ont pas connu un grand succès ; cela tient à plusieurs facteurs, notamment l'insuffisance des crédits, l'incompétence ou l'incurie des fonctionnaires locaux, la méfiance des villageois vis-à-vis des autorités thaïes (et réciproquement), et la complexité des problèmes économiques. Cet échec a donné aux Malais musulmans l'impression que le gouvernement de Bangkok se désintéressait de leur sort. (...)

L'administration de Patani

La Thaïlande est un Etat unitaire avec un système administratif très centralisé. Tous les organismes publics de quelque importance, tous les centres de pouvoir sont concentrés à Bangkok. Les subdivisions territoriales (régions, provinces, districts, communes et villages) fonctionnent pour l'essentiel comme des organes d'exécution de l'administration centrale. (...)

Ces unités géographiques sont placées sous la tutelle directe des gouverneurs de province et de leurs fonctionnaires, qui sont tous des agents du ministère de l'Intérieur. On leur laisse peu d'initiative. Les assemblées provinciales, bien qu'élues, sont soumises aux directives des gouverneurs de province. (...) Dans la région de Patani, les institutions islamiques (conseils provinciaux des affaires islamiques, conseils de mosquée) sont nommées par le gouvernement central. Aussi beaucoup de musulmans les considèrent-ils comme des courroies de transmission de la politique du gouvernement bouddhiste plutôt que comme des organes capables de promouvoir les affaires musulmanes.

Dans les provinces musulmanes, bien peu de fonctionnaires d'un niveau égal ou supérieur au niveau du district sont des musulmans. Presque tous sont thaïs, et sont peu familiarisés avec la langue et les coutumes locales. D'où de fréquents malentendus entre villageois et fonctionnaires : ceux-ci suspectent ceux-là de déloyauté vis-à-vis de l'Etat, et les musulmans considèrent les fonctionnaires comme des « despotes » qui foulent aux pieds leurs droits d'hommes et de citoyens. La plupart des fonctionnaires thaïs ont effectivement vis-à-vis des musulmans une attitude arrogante et discriminatoire. Les villageois, de leur côté, évitent le contact avec les autorités qui, quand il a lieu, est généralement désagréable. Ils se plaignent de la corruption et des abus de pouvoir de l'administration.

Les Malais musulmans sont tenus à l'écart de la vie politique thaïe. Il y a à cela plusieurs raisons, notamment la faiblesse économique et les barrières linguistiques. Mais la cause principale est que l'administration et les partis

thaïs ne voient aucun intérêt à recruter des musulmans ou à chercher à les convaincre que le système politique thaï peut aussi servir leurs intérêts. Au contraire, le gouvernement considère les dirigeants malais musulmans, particulièrement les responsables religieux, comme des rebelles en puissance et les traite en conséquence.

De leur côté, les Malais des quatre provinces se sont toujours montrés indifférents à la politique des partis nationaux. Lors de l'installation, en 1975, d'un gouvernement civil issu d'élections, les dirigeants musulmans ont bien, pour la première fois, montré quelque intérêt pour la politique nationale et éprouvé quelque confiance dans un gouvernement qu'ils pensaient plus sensible que les précédents aux problèmes des plus défavorisés. Mais cette confiance tomba rapidement avec le retour des militaires au pouvoir en octobre 1976.

En somme, la région de Patani est pratiquement une colonie de la Thaïlande : économiquement, elle est laissée à l'abandon ; politiquement, elle n'est pas représentée dans les organes du pouvoir ; culturellement, la politique d'assimilation se poursuit obstinément ; les institutions officielles mises en place par le gouvernement pour représenter l'islam ne jouissent d'aucune considération. Pris ensemble, tous ces facteurs ont eu pour résultat non seulement de susciter une résistance musulmane déjà ancienne, mais aussi de faire apparaître et se perpétuer un mouvement séparatiste.

L'émergence d'un mouvement séparatiste musulman

Le mouvement séparatiste d'aujourd'hui a ses origines dans les activités de deux organisations, le GAMPAR et le Mouvement populaire de Patani de 1947, dont le combat a mené à la formation du *Barisan Nasional Pembebasan Patani* (BNPP) à la fin des années cinquante. A partir du début des années soixante, le mouvement séparatiste est devenu plus hardi en paroles et en actes. Des accrochages armés ont eu lieu en plusieurs endroits au cours de cette décennie. Vers la fin de celle-ci, deux autres groupes séparatistes sont apparus : le *Barisan Revolusi Nasional* (BRN) et la *Patani United Liberation Organization* (PULO).

Entre la fin des années soixante et le milieu des années soixante-dix, ces trois groupes ont organisé des embuscades et attaqué des postes de police pour se procurer des armes et pour rappeler leur existence aux villageois et au gouvernement. Les villageois, les hommes d'affaires locaux, les planteurs ont dû leur verser tribut pour être « protégés » de leurs attaques et vivre en paix. C'est ainsi qu'un « gouvernement invisible » dirigeait en fait la « région libérée » du Sud.

Pour contrer les rebellions séparatiste et communiste, le gouvernement de Bangkok lança une série d'opérations entre 1968 et 1975, notamment l'« Opération spéciale » et la « Campagne spéciale antiterroriste des trois provinces frontières ». Il y eut, au cours de ces opérations, 385 heurts avec des « terroristes » (séparatistes musulmans) et 329 morts du côté de ces derniers ; 165 rebelles se rendirent ; 1 208 furent arrêtés ; 1 451 armes de différents types, 27 538 paquets de munitions, 95 grenades furent saisis ; et 250 camps d'entraînement furent détruits. (...)

Mais le mouvement séparatiste musulman continue d'opérer et le conflit semble s'être encore envenimé. L'assassinat de cinq jeunes musulmans, attribué à des soldats thaïs, provoqua en décembre 1975 les plus grandes manifestations de l'histoire de la région. 70 000 musulmans se réunirent à la mosquée centrale de Patani chaque jour pendant 45 jours : durant cette période, au moins 25 autres musulmans furent tués et une quarantaine furent blessés.

Certains dirigeants séparatistes interprétèrent ces manifestations comme une expression de la colère des musulmans contre les bouddhistes thaïs. Ils pensèrent que cette colère pouvait être manipulée et canalisée dans le sens de leur lutte. Plus important encore, peut-être, ils supposèrent que l'on pouvait compter à tout moment sur le soutien populaire aux luttes des organisations séparatistes. Aussi décidèrent-ils de ne pas trop se préoccuper de mobiliser la population sur place ; en fait, depuis le milieu des années soixante-dix, les trois organisations se sont surtout préoccupées d'obtenir des appuis et une reconnaissance extérieurs. Cette polarisation sur l'extérieur a ralenti les activités dans la région. Mais les fronts continuent quand même à pratiquer quelques opérations de guérilla pour ne pas se laisser oublier par le gouvernement et par la population. (...)

Le Barisan Nasional Pembebasan Patani (BNPP)

Le BNPP, créé en 1959, est le plus ancien et le plus étroitement lié, de l'avis général, avec les premiers groupes de résistance musulmans. Son but était et est toujours le rétablissement d'un Etat souverain indépendant de Patani. Il a été d'abord dirigé par Tengku Abdul Jalal bin Tengku Abdul Muttalib, un ancien aristocrate, le chef de la guérilla étant Idris bin Mat Diah (plus connu sous le nom de Por yeh). Après la mort de Tengku Abdul Jalal en septembre 1977, le Comité central du BNPP élut Badri Hamdan à la tête de l'organisation. Sous sa direction, le BNPP s'est introduit dans de nombreuses écoles privées musulmanes afin d'élargir son audience populaire. Il a su aussi attirer de nombreux diplômés d'universités d'Amérique ou d'Asie occidentale de manière à dynamiser l'encadrement. Des formations militaires et politiques ont été plus systématiquement organisées pour les nouveaux venus.

Le Barisan Revolusi Nasional (BRN)

Cette organisation est la seconde dans l'ordre chronologique. Elle a été créée au début des années soixante sous la direction d'Abdul Karim Hassan (connu aussi sous le nom d'Ustaz Karim). Elle n'était pas très connue jusqu'à la fin des années soixante. C'est alors que Karim entra dans la clandestinité et intensifia les activités du front. Il a amené à lui des professeurs d'enseignement religieux, y compris des diplômés de l'université ayant fait leurs études dans d'autres pays musulmans. Cette organisation met l'accent

sur l'élargissement de sa base populaire, mais elle a aussi quelques unités de guérilla. Il y en avait notamment une assez connue vers le milieu des années soixante-dix, dirigée par un chef particulièrement courageux, Cikgu Din Adam. Après la mort de ce dernier, en 1977, cette unité fut démantelée. Le BRN dispose aussi de quelques petits groupes insurrectionnels dans les zones urbaines.

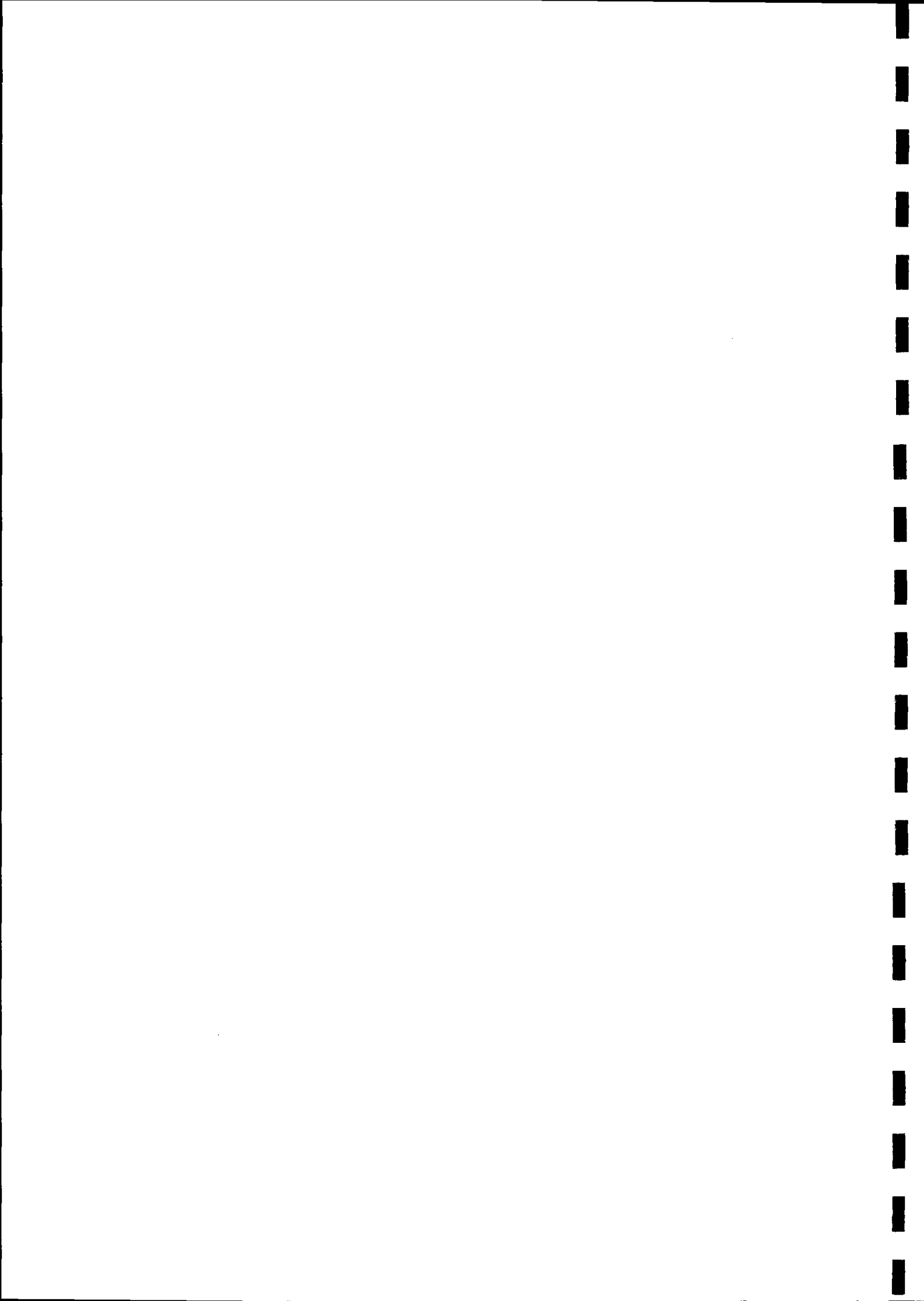
La Patani United Liberation Organization (PULO)

C'est la plus jeune des trois. Fondée en janvier 1967, elle est la seule organisation encore dirigée par un ancien aristocrate, Tengku Bira Kotanila. Elle compte à sa direction des diplômés de l'université, des professeurs d'enseignement religieux, et d'anciens chefs de bande. La PULO est actuellement le plus militant des trois fronts. Son axiome de base est que la victoire militaire passe avant la politique. On ne s'étonnera donc pas qu'elle soit la plus connue et qu'on entende sans cesse parler d'elle dans la presse, car on lui attribue tel ou tel enlèvement, telle bataille, tel dépôt de bombe, etc. Elle affirme disposer de quatre bataillons de guérilleros et revendique environ 20 000 membres.

Ces trois organisations ont un certain nombre d'objectifs communs : instaurer une république de Patani ; établir une société garantissant la liberté et la justice ; promouvoir l'islam et préserver l'identité et la culture malaises ; enfin respecter la Charte des Nations Unies. Elles ont toutes trois mis l'islam au centre de leur programme politique. (...)

Le BNPP est un groupe conservateur prônant un islam orthodoxe, et le BRN est relativement plus radical. On a souvent dit que le BRN a un programme « islamique-socialiste ». « Ce socialisme islamique, explique l'un de ses porte-parole, est plus ou moins semblable à celui que pratiqua en Egypte Gamal Abdel Nasser ». La troisième organisation, la PULO, semble s'être formée à partir d'éléments en désaccord avec les deux autres fronts. Elle met plutôt l'accent sur un nationalisme plus laïque. Selon l'un de ses dirigeants, son idéologie est fondée sur quatre principes : religion, nationalisme, patrie, humanité. La PULO se situe ainsi entre le BNPP, conservateur, et le BRN, « socialiste ».

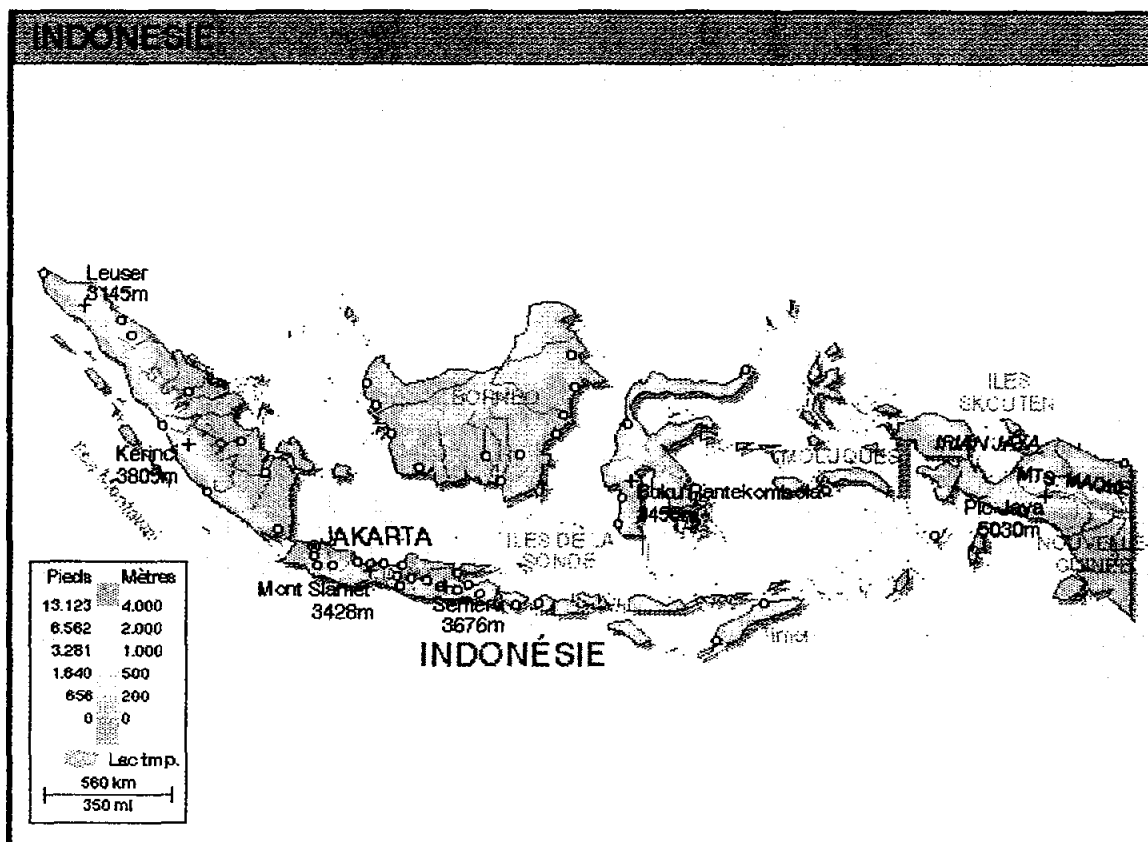
L'audience de chacun des mouvements est fonction de leurs idéologies : les dirigeants comme les partisans du BNPP sont généralement des membres de l'élite, des intellectuels musulmans conservateurs. Ils pensent souvent que le socialisme et même la démocratie libérale sont contraires aux enseignements de l'islam. Le BRN trouve, lui, la plupart de ses cadres et de ses partisans chez les musulmans libéraux qui pensent que le socialisme islamique est la meilleure forme de gouvernement possible pour Patani. Dirigeants et partisans de la PULO viennent principalement des rangs des jeunes nationalistes militants de Patani ou sont d'anciens chefs de bande.





INDONESIE

"L'UNITE DANS LA DIVERSITE"



Indonésie

Sommaire

SYNTHESE GENERALE

Géographie

La flore, la faune, la cuisine

Histoire

Politique

Population et société

Economie et ressources

Industrie

L'Indonésie et la France - relations

Echanges régionaux

Echanges avec les pays occidentaux

Alliances

Les armées indonésiennes

Les forces armées

Traites et accords militaires

Oppositions armées

COMPLEMENTS D'INFORMATION

Cartes

Le Sud-Est asiatique

Régions militaires

Parc de l'Indonésie - l'armement

Le nouveau gouvernement

L'administration indonésienne

Organigrammes

Indonesian National Defense Structure

Organisation of the Indonesian Armed Forces

Headquartes

Indonesian Army Structure

Indonesian Air Force Structure

Indonesian Navy Structure

Agency for the Strategic Industries
IPTN (Industri Pesawat Terbang Nusantara)
Organisation Structure

Indonésie - données de base

Histoire - chronologie

Structures administratives, environnement régional

Durcissement du régime, scandales financiers

Indonesian military Seen keeping political Role

Quelques rappels historiques sur l'exploitation pétrolière en
Indonésie

Les importations

Les exportations

L'aide extérieure - la France

Timor - oriental, défaite politique pour Djakarta

Commentaire - Timor

Why the Rush in Arms upgrading in Southeast Asia?

Indonesia Campaigns against linking US Arms sales to
humanitarian Issues

UK sold £ 260M arms to government accused of atrocities

IPTN - Industri Pesawat Terbang Nusantara

Weapon Systems Division

Corporate overview - New Products and Services

Program Activity, Aircraft Platforms and Integration

ABRI (Armed Forces of the Republic of Indonésia) faces
challenge

CN-235 MPA: The Versatile Maritime Patrol Aircraft

L'islam est devenu un considérable enjeu de pouvoir en
Indonésie

L'ère Suharto: la croissance retrouvée

Emerging-market indicators, country risk

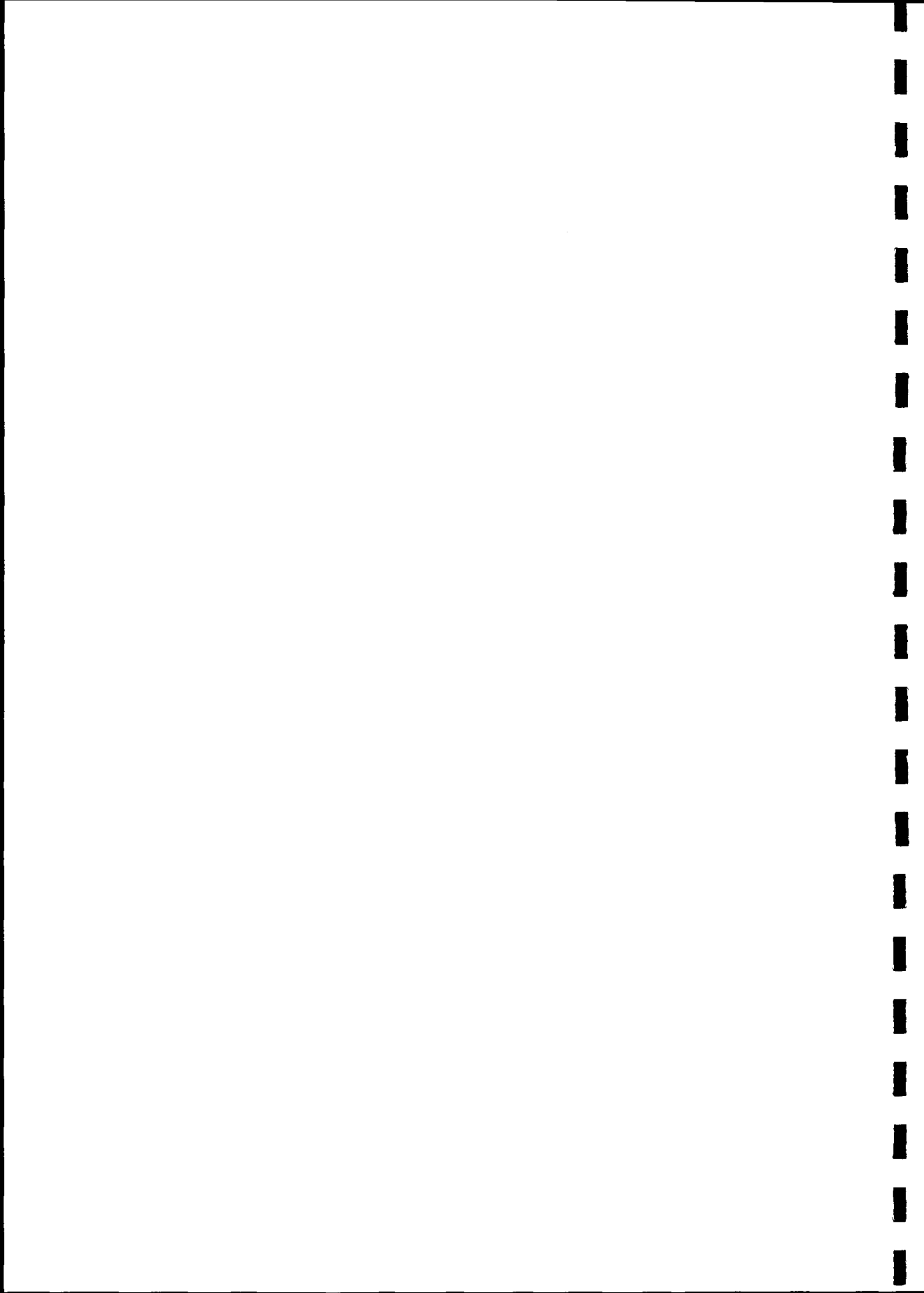
Temps libre style entrée du "Sarong" Indonésie, Costume
et coutume- phénomène de mode

Indonésie: des grèves ont débouché sur des émeutes
anti-chinoises

Indonésie: la presse bâillonnée se rebiffe. Le témoignage
d'Eros Djarot, rédacteur en chef de "Dëtik", grand
hebdomadaire de Djakarta, interdit de publication

Timor- Oriental: négociations entre le Portugal et l'Indonésie
en avril (1994)

Indonésie: avertissement gouvernemental à quatre
jours.

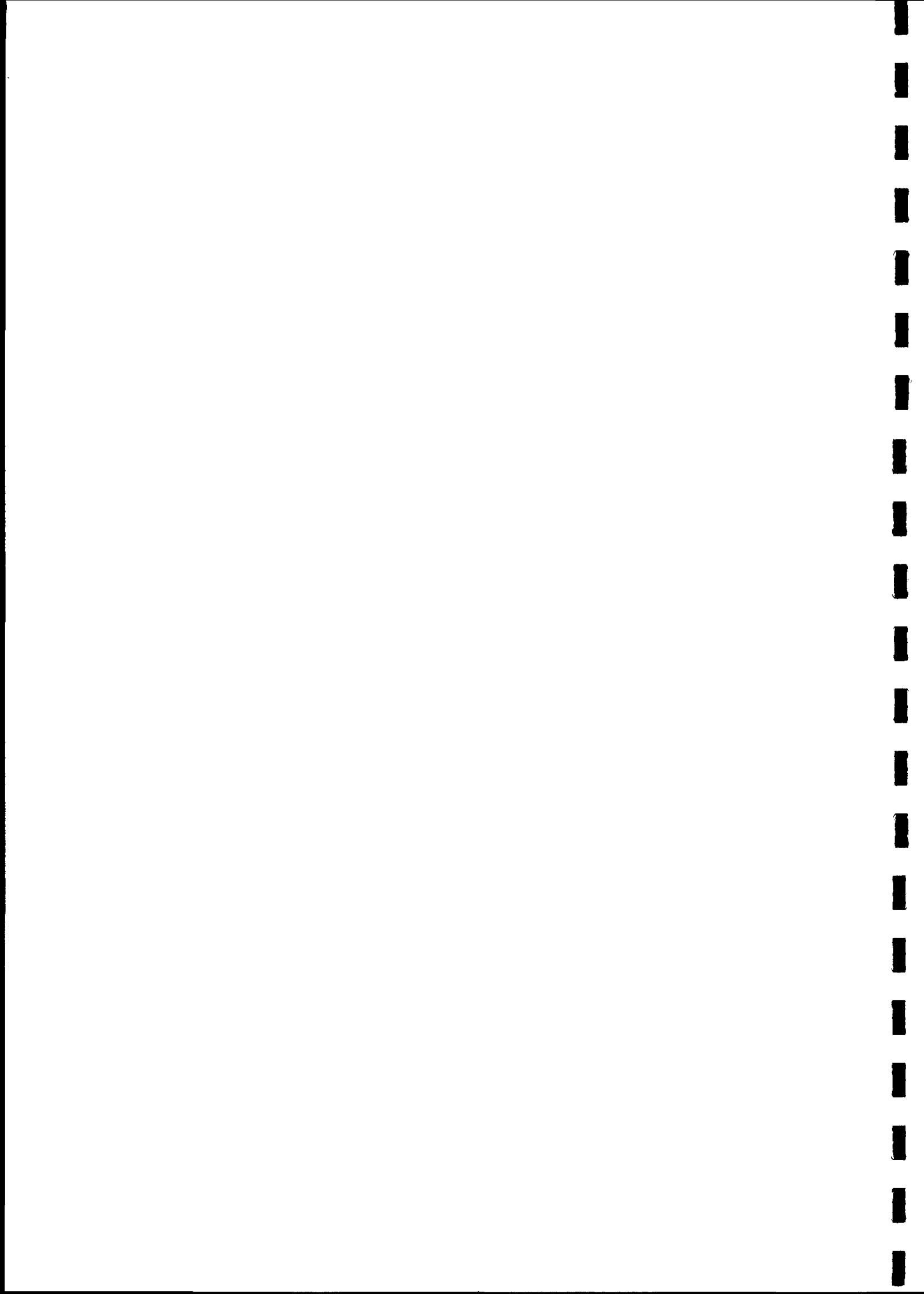




SOUS-DOSSIER 1 :

SYNTHESE GENERALE

SESSION 1994 - 1995



GEOGRAPHIE

L'Indonésie est le plus grand archipel du monde. Elle est située en Asie Sud-Est (entre 6,08 degrés nord et 11,15 degrés sud) de part et d'autre de l'équateur.

14 000 îles et îlots (dont environ 6 000 sont habitées) s'égrènent d'est en ouest sur 5 000 km, et du nord au sud sur 2 000 km, représentant une surface émergée de 1,9 million de km² (le dixième pays du monde, 3,7 fois la France), superficie à laquelle il faut ajouter 7,9 millions de km² de zones économiques maritimes.

On distingue quatre régions et cinq îles principales :

1. les îles de la Sonde (Kalimantan/Borneo. Sumatra, Sulawesi/Célèbes et Java, par ordre décroissant de taille)
2. les petites îles de la Sonde (entre Bali et Timor)
3. les Moluques (entre Sulawesi et l'Irian Jaya)
4. l'Irian Jaya (Guinée occidentale)

L'Indonésie occupe une position stratégique entre l'Océan Indien et le Pacifique et, plus précisément, entre le Golfe du Bengale et la Mer de Chine, sur la route maritime qui conduit du Moyen-Orient à l'Asie de l'Est.

Son environnement géographique :

- à l'ouest, un grand voisin, l'Inde, dont l'influence fut profonde au premier millénaire
- au nord-ouest, la péninsule indochinoise avec laquelle elle a toujours entretenu des relations étroites et qui ne cessent de se renforcer.
- au sud-est, le continent austral, monde différent voire antagoniste.

Principales villes:

JAKARTA (capitale)	6 500 000 d'habitants
SURABAYA	2 300 000

BANDUNG	1 500 000
MEDAN	1 500 000
SEMARANG	1 200 000

Le climat

Influencée par l'Equateur, L'Indonésie est dotée d'un climat tropical, ventilé par les Alizés. En général le pays connaît un climat caractéristique de ces latitudes: chaud et humide toute l'année. Les températures sont en moyenne de 26 degrés, l'humidité de 86%.

Malgré cela on note deux saisons: celle de la sécheresse (vent en provenance d'Australie), marquant les mois de juin à octobre, et la saison des pluies qui marque les mois de novembre à mars (mousson). La moyenne de la température journalière s'élève jusqu'à 32 degrés centigrades dans les Plaines.

Le relief et la végétation

Sur le plan structural l'Indonésie appartient à une des grandes zones sismiques du monde. A l'exception de Kalimantan et de la Nouvelle Guinée, le volcan constitue presque partout le fond du décor: plus d'une centaine de volcans actifs. Une éruption paroxysmique est enregistrée tous les cinq ans. Le KRAKATOA est le plus célèbre volcan (son éruption, en 1 883, fut désastreuse).

Le plus haut sommet, Puntjak Djaja (Irian ouest), culmine à 5030 m.

Presque partout où il y a des volcans, les sols sont particulièrement riches, et par voie de conséquence, on y rencontre les plus fortes densités de population: Java (60 % de la population totale), Sumatra, Bali etc. Ailleurs, la forêt vierge, reposant sur des sols très pauvres, est menacée par une exploitation trop rapide.

Le long des littoraux et parfois sur une grande profondeur, notamment sur la côte occidentale de Sumatra on rencontre des mangroves prolongées par des tourbes qui, lors des saisons sèches, s'enflamment et provoquent d'incontrôlables incendies de forêts qui durent en général plusieurs mois jusqu'à la saison des pluies (exemple: En 1982 une superficie égale à celle des Pays-Bas a disparu en fumée).

A l'intérieur des terres, des forêts dégradées, des sols ravagés par des traînées de brûlis et laissés sans protection sont peu à peu colonisés de façon irréversible par l'herbe à l'éléphant.

Il y a donc une assez nette opposition entre des îles volcaniques (Sumatra, Java, Bali, Célèbes) aux sols particulièrement riches, et déjà très peuplées, et des étendues, certes plus vastes et moins peuplées, et dont l'équilibre écologique est désormais bien souvent menacé.

L'Indonésie est aussi un pays de plaines, de savanes (partie orientale du pays) et de rizières cultivées en terrasses.

RELIGIONS ET COUTUMES

Conformément à la Constitution, fondé sur le **Pancasila** (les "cinq principes" - monothéisme, humanité, nationalisme, démocratie, justice sociale)- chaque citoyen indonésien doit obligatoirement se déclarer de l'une des quatre grandes religions (*islam, christianisme, hindouisme, bouddhisme*) pratiquées dans l'archipel. Le Pancasila affirme le rôle essentiel de la religion et garantit également la liberté de culte dans les communautés.

Un ministère des Religions (*Departemen Agama*) est chargé d'organiser la vie des ces communautés, de leur venir en aide selon un principe général de tolérance et de veiller à ce qu'elles vivent en harmonie. La communauté musulmane compte 87% de la population indonésienne, ce qui fait de l'Indonésie la plus grande nation islamique du monde (env. 170 millions de personnes).

... L'implantation géographique de l'islam concerne presque toutes les provinces de Sumatra, à Java et dans l'ouest des petites îles de la Sonde (Lombok, Sumbawa), à Kalimantan Sud, Célèbes Sud-est et Sud. En revanche, le nord de Célèbes et les îles orientales de l'archipel sont majoritairement chrétiens.

Quand on considère les religions, il faut compter aussi les traditions religieuses antérieures qui subsistent sous maintes formes -mythologie, conception cosmogonique etc.

La vie de chaque Indonésien s'organise à l'intérieur d'un groupe (famille, clan, tribu ou village) et est régie par un ordre strict, l'**adat**, qui signifie "droit coutumier".

Les traditions religieuses et les rituels locaux sont encore très vivants. Les plus importants sont les sacrifices rituels et les fêtes communautaires, au cours desquelles des aliments sont offerts aux esprits, bénits, puis consommés en public, afin d'assurer le bien-être des participants et renforcer la solidarité du groupe.

L'exemple le plus fréquent de ce genre de fête est la **Selamatan** javanaise, repas pris en commun pour lequel on prépare des mets spéciaux (généralement un *tumpeng*- pyramide de riz coloré-, accompagné de divers plats de viandes), on brûle de l'encens, on psalmodie des prières. Une **Selamatan** peut être organisée pour toutes sortes de raisons (naissance, mariage, circoncision, pour commémorer un décès, lancer un nouveau projet, inaugurer un bâtiment...). Des **Selamatan** plus grandioses se tiennent tous les ans à la cour royale de Jogjakarta et de Surakarta, au centre de Java. La plus grande est la **Sekaten** qui coïncide avec l'anniversaire du prophète Mahomet. A cette occasion, des dizaines de milliers de Javanais déferlent sur les deux villes pour assister aux réjouissances de la foire installée dans le parc du palais.

La vie rituelle d'une communauté est souvent centrée autour de la gestion de ses âmes, vivantes et mortes. Dans chaque groupe, certains individus (*chamans*) possèdent un savoir ou des dons. Au cours des rites funéraires, les morts sont longuement vénérés et peuvent être "transformés" en divinités protectrice.

Citons aussi parmi les autres :

- **Semangat** dont le but est d'apporter l'énergie vitale, fertilité et prospérité aux participants
- **Les rites funéraires** pour troubler l'âme du défunt et la dissuader de revenir chercher la compagnie de sa famille (l'âme potentiellement nuisible).

LA FLORE ET LA FAUNE

La flore, originaire presque exclusivement du continent asiatique, est abondante, exotique et d'une grande diversité. Elle comprend près de quarante mille espèces appartenant à trois mille familles. On peut y de nombreuses forêts vierges tropicales qui abritent des milliers de variétés d'orchidées, de palmiers, de fougères, d'arbres à épices et autres raretés comme la **rafflésie**, la plus grande fleur du monde (une plante parasite dont la floraison ne dure qu'une semaine).

La faune, tout aussi variée, comporte les mammifères d'Asie (primates, singes, civettes, cochons, tapirs et éléphants), les espèces marsupiales, originaires d'Australie (kangourous), la faune mêlée (tigres, léopards, panthères, rhinocéros) et nombreux oiseaux (loris, cacatoès, perroquets, paradisiers).

L'Indonésie est fière de ses jardins sous-marins avec les coraux aux couleurs admirables, les poissons et les plantes aquatiques merveilleuses.

CUISINE

La cuisine indonésienne traditionnelle est très variée. La nourriture de base de l'Indonésien est le riz, sauf dans les régions arides où le maïs et/ou le sago constituent la substance majeure de la population, accompagnée de plats variés. Les deux cuisines régionales les plus connues sont celle de Java, sucrée et épicée, et celle de Sumatra, très pimentée.

Les plats populaires ordinaires sont le *Nasi Goreng* (riz frit), les satés (brochettes de viande) accompagnées d'une sauce faite avec du soja ou des cacahuètes. Le *Rijsttafel*, plat d'origine hollandaise, est le mets le plus connu de l'art culinaire indonésien.

On y trouve aussi nombreux restaurants chinois offrant d'excellents mets européens, japonais et bien sûr chinois, les restaurants coréens et autres.

HISTORIQUE

Le premier homme, reconnu pour tel par les spécialistes, apparaît il y a 2,5 million d'années au Kenya. Il quitta l'Afrique pour coloniser les autres continents. Quelques dizaines de milliers d'années auraient suffi à cette expansion. Cette "*transmigration préhistorique*" était facilitée en Indonésie par le fait que, il y a 1,5 million d'années, les îles de Sumatra, Java, Kalimantan et Bali étaient rattachées au continent asiatique.

Il y a tout juste un siècle, on retrouvait à Java des pithécanthropes vieux de 1,8 à 1,5 million d'années confirmant une très ancienne occupation humaine. Ces ossements de pithécanthrope sont peut-être ceux des ancêtres de populations anciennes progressivement refoulées par les Malais dont la première vague en provenance de la Chine du sud arriva trois siècles avant notre ère.

Pendant ces premières migrations plus de centaines groupes ethniques et linguistiques furent mélangées. Les Chinois, dès les premiers siècles, établirent des relations avec l'archipel, bientôt suivis par les Indiens qui allaient, du V^e au XIV^e siècle, apporter à Sumatra et à Java leur civilisation, leur art, leurs religions (bouddhisme et hindouisme) ainsi que des modèles déjà élaborés d'institutions et d'organisations politiques.

Le néolithique (4000-1700 av. J.C.) fut caractérisé, ici comme ailleurs, par l'apparition de villages, d'animaux domestiques, de cultures vivrières et aussi de mégalithes funéraires (pierres levées) qui furent dressés sur de nombreuses îles (notamment à Java et Sumatra).

La première culture importante trouva ses racines au Viêt-nam et en Chine du Sud (la culture de bronze). Elle s'appelait "Dong Son" et elle introduisit les techniques d'irrigation pour le riz, le travail du bronze, les rituels de sacrifice du buffle et les techniques de tissage "ikat" (certaines de ces pratiques ont survécu jusqu'à nos jours dans des coins isolés qui furent épargnés des influences ultérieures). Tous les anciens bronzés indonésiens connus à ce jour sont du type Dong Son et datent probablement de 500 av. J.C. à 500 apr. J.C.

Les premiers royaumes

Au début du II^e siècle ap. J.C., plusieurs civilisations se développèrent en Asie du Sud-Est, dont la cosmogonie, la littérature, l'architecture et l'organisation politique étaient proches des modèles indiens. La puissance des Etats indianisés de l'archipel dépendait largement du contrôle du commerce maritime.

Quelques inscriptions gravées dans la pierre sont les premières références concernant l'existence de souverains indonésiens et de leur royaume "Taruma" (concentré au IV^e siècle sur l'emplacement de l'actuelle Jakarta). Ce royaume fut marqué par les rites religieux Indiens et les travaux d'irrigation.

Au V^e et VI^e siècle, naquit et prospéra un grand empire maritime indo-malais.

A partir de VII^e siècle plusieurs royaumes importants se développèrent sur l'archipel.

Trois types de royaumes commençait progressivement à prédominer:

- les Etats côtiers situés autour des détroits de Malacca qui ne produisaient rien eux-mêmes et dont la survie dépendait du commerce
- les vastes Etats du centre de Java, qui produisaient des excédents de riz et disposaient d'importantes réserves de main-d'oeuvre
- et enfin, les minuscules royaumes dispersés sur les îles orientales de Maluku, qui cultivaient de précieuses épices telles que le clou de girofle et la noix de muscade, mais peu d'aliments de base.

Tous ces royaumes étaient donc liés entre eux par des relations commerciales, tous importaient d'outre-mer des produits de luxe (textiles, porcelaines, pierres et métaux précieux, médicaments, ...); les Etats côtiers et ceux producteurs d'épices achetaient du riz aux Javanais et vendaient leur production aux marchands indiens, chinois, arabes, thaïlandais ou birmans.

Si certains des premiers royaumes étaient hindous, d'autres étaient plutôt bouddhiques. Avec le temps, cette distinction s'estompa.

Le plus grand royaume maritime s'appelait "Srivijaya" (au sud-est de Sumatra). Il était à la fin du VII^e siècle le centre du commerce avec l'Inde et la Chine. Pendant que "Srivijaya" était un royaume bouddhique et le point de rencontre des marchands du monde entier pendant les cinq cents années suivantes, au contraire le royaume hindous-bouddhiques à Java Est et Java Central laissait des temples et des signes de la culture indienne. Celui-ci et tous les autres royaumes javanais tiraient leurs subsistance des rizières et avaient à leur tête un dieu-roi.

Très vite, des tensions se développèrent entre les familles bouddhistes et hindoues qui régnaient en rivales au centre de Java. Du VIII^e jusqu'à IX^e siècle on peut souligner l'influence de deux grandes familles; celle d'un souverain hindou du nom de "Sanjaya" venue de la côte nord de Java et celle des "Sailendra" (bouddhistes), qui régnèrent sur Java pendant près de cent ans.

C'est durant cette période qu'ont été édifiés, à l'ombre du majestueux mont Merapi, les magnifiques temples de Borobudur, Mendut, Kalasan, Plaosan et Sewu (bouddhistes) ainsi que de nombreux temples hindous, dans des régions reculées de Java, telles que le plateau de Dieng et le mont Ungaran.

En 930 quelques cataclysmes inconnus (peut-être l'éruption du mont Merapi et des épidémies) provoquèrent l'abandon des sites de Java Central. La civilisation se déplaça pour plusieurs siècles à l'est de l'île. Quelle que soit la raison de cet exode, un empire javanais oriental prospéra au cours du X^e siècle.

Après la guerre Srivijaya (le sud-est de Sumatra)- Sanjaya (l'est de Java), l'empire des Sanjaya prospéra jusqu'à XIII^e siècle. Cette époque marque l'épanouissement des arts indigènes et elle est aujourd'hui considérée comme le berceau de la littérature javanaise classique.

Au cours des siècles suivants, Java connut une prospérité sans précédent. Les souverains successifs des empires javanais de l'est surent conjuguer les bénéfices d'une économie agricole performante avec les revenus d'un commerce maritime lucratif. Les Javanais devinrent les meilleurs navigateurs et constructeurs de bateaux de l'Asie du Sud-Est. Dans cette époque fut fondée la dynastie "Singasari" par Ken Angrok (1222). Le dernier roi

de la dynastie Kentanegara envoya avec succès des expéditions navales contre "Srivijaya", s'emparant ainsi du contrôle du commerce maritime. Son gendre Wijaya célébra une grande victoire sur les Mongols, qui avaient envoyés sa flotte à Java (1292-1293). Wijaya fonda le nouveau royaume "Majopahit". C'était le premier empire à régner sur la totalité de l'archipel indonésien.

Au XIV^e siècle, à l'apogée de l'empire, les Javanais contrôlaient toutes les routes maritimes de l'archipel indonésien ainsi que celles qui menaient à l'Inde et la Chine.

Le déclin de "Majopahit" s'amorça en 1389 avec la mort du roi Hayam Wuruk. Après la guerre civile (1403-1406) "Majopahit" avait perdu le contrôle de la mer pour le plus grand profit de la nouvelle puissance islamique à Malacca.

Du X^e au XV^e siècle le commerce s'intensifiait avec l'Asie occidentale notamment par l'arrivée des marins et commerçants musulmans. L'Islam refoule alors peu à peu les anciens royaumes et leurs religions. Le dernier empire hindouiste à Java "Majopahit" s'éteint à l'aube du XVI^e siècle. La société et la culture indonésiennes actuelles sont le produit et la synthèse de ces apports cosmopolites.

L'islamisation de l'archipel

Dès le VIII^e siècle, les marchands propagèrent l'Islam dans l'archipel. En 1292 Marco Polo avait noté que les habitants de Perlak (aujourd'hui Aceh) sur la pointe nord de Sumatra étaient déjà convertis à l'Islam. Les premières inscriptions musulmanes datèrent du XI^e siècle, et il se pourrait qu'à la cour de "Majopahit", au moment de sa pleine puissance, il y ait eu déjà une implantation de musulmans.

Cette religion suivit les routes du commerce et au XIII^e, XIV^e et XV^e siècles l'islamisation de l'Indonésie marque un tournant décisif dans l'histoire de l'archipel, qui est resté fidèle en grande majorité à cette foi et constitue toujours l'un des plus importants bastions musulmans du monde actuel.

Lentement, progressivement, pacifiquement, comme avant lui l'hindouisme et le bouddhisme, l'Islam s'imposa dans l'archipel. Cette conversion se fit par le biais des marchands musulmans, indiens et chinois. Ce n'est qu'au milieu du XIII^e siècle, avec la formidable poussée de l'Islam en Inde, que les souverains indonésiens ont commencé à adopter cette nouvelle religion. La conversion du sultan de Malacca (l'actuelle Melaka) en 1436 marque la véritable percée de l'Islam en Asie du Sud-Est. Malacca, qui contrôlait l'entrée du détroit, était en excellente position pour tirer profit des succès commerciaux du monde islamique, tout en maintenant des liens avec d'autres négociants étrangers.

Malacca était devenu le plus grand comptoir commercial de l'Asie du Sud-Est, une ville aussi vaste que les principales cités européennes de l'époque, Paris, Venise ou Naples.

Au XV^e siècle, tous les ports marchands de l'archipel occidental étaient dans l'orbite de Malacca. Les plus importants se trouvaient sur la côte septentrionale de Java. Ils devaient traditionnellement allégeance aux grands royaumes javanais hindous du centre de l'île. Mais petit à petit, grâce à la multiplication des mariages entre les marchands musulmans et les femmes de

l'aristocratie locale, des relations se forgeaient avec le monde islamique centré à Malacca.

Au cours du XVI^e siècle le nouveau royaume islamique de "Demak" (situé sur la côte nord de Java) attaqua et conquiert le dernier grand royaume indianisé de Java "Majopahit". On dit que toute l'aristocratie javanaise hindoue s'enfuit alors à Bali. "Demak" renforça aussi son autorité sur toute la côte septentrionale, s'imposant ainsi, au XVI^e siècle, comme le maître absolu de Java. Après la conquête de Malacca (1511) par les Portugais les Etats islamiques virent se développer une multitude de petits Etats et perdirent du monopole du commerce.

Les Hollandais, commencèrent à profiter de ces divisions pour prendre le contrôle de la région.

Mais il y avait aussi le grand royaume islamique d'Aceh, à l'extrême nord de Sumatra, qui était particulièrement bien situé pour tirer les bénéfices de la chute de Malacca. Aceh s'imposa comme la principale puissance de l'archipel résistant aux Hollandais jusqu' au début du XX^e siècle. Aceh est resté l'un des plus fervents bastions musulmans d'Indonésie. ,

Sur les autres îles orientales de l'Indonésie, l'Islam se propageait de façon discontinue.

C'est pourquoi le nord de Célèbes et les îles orientales de l'archipel sont majoritairement chrétiens.

Malgré cela, aujourd'hui, l'islam est la principale religion: plus de 80% des Indonésiens se déclarent disciples de Mahomet.

L'invasion des Européens

Les premiers Européens, arrivant dans les ports de la côte nord de Java, y rencontrèrent bien sûr des Javanais mais aussi des Persans, des Arabes, des Tamils, des Malabars, des Bengalis, des Sulus, des Bugis, des Thaïs, des Khmers, des Birmans et, enfin, des Chinois.

Grâce à la mousson du nord-est en début d'année, les navires en provenance de Chine et du Japon livraient la soie, la porcelaine et l'argent. L'archipel, en échange, apportait les nids d'hirondelle, le camphre, la noix de muscade, le bois de santal, *le poivre* et les clous de girofle.

Connue des anthropologues et des botanistes comme "l'archipel malais", il fut convoité à travers l'histoire pour ses "îles aux épices".

En mai, la mousson du sud-ouest permettait à ces bateaux de retourner chez eux. En échange, grâce aux mêmes vents, les négociants de l'Inde et du Moyen-Orient envoyaient vers le côte nord de Java tissus, tapis, verrerie, produits en fer, bijouterie, et rapportaient chez eux les produits d'Extrême-Orient.

Quand les premiers galions portugais puis espagnols arrivèrent en 1510-1520 en l'Indonésie, ils s'intégrèrent dans un commerce maritime déjà très animé.

En 1577 le négoce hollandais commençait à organiser l'une des plus profitables opérations coloniales de tous les temps à partir des épices de l'Insulinde.

Les Anglais débarquèrent en 1601, mais déjà les Hollandais fondaient la "Dutch East India Company", la fameuse VOC (Compagnie hollandaise des Indes orientales). Pendant deux siècles, le destin des terres indonésiennes sera associé à celui d'une compagnie de marchands.

En 1619, les Hollandais, profitant des rivalités entre deux sultanats fondent **BATAVIA** (aujourd'hui **Jakarta**, la capitale de l'Indonésie).

La période coloniale

(Compagnie hollandaise des Indes orientales)

De 1620 à 1640 , les Hollandais passaient progressivement d'une politique de négoce à une politique de conquête. Il s'agissait, au début, non pas de constituer un empire colonial mais d'acheter des marchandises exotiques (clous de girofle, noix de muscade). Cependant à cause de la rivalité grandissante de l'Angleterre, de l'Espagne et du Portugal qui disposaient de tremplins solides en Inde et aux Philippines, les Hollandais durent se résoudre à prendre une politique nouvelle qui consistait à occuper effectivement et totalement certaines îles importantes pour leur commerce. Pour s'assurer de leur conquête, ils allèrent parfois jusqu'à exterminer la population mâle et à réduire femmes et enfants en esclavage (île de Banda). En revanche, ils composèrent avec les sultans de Java, plus puissants (Maratam et Banten).

A partir de ce moment-là, le monopole hollandais sur les épices força les autres négociants à payer les licences au prix fort, et à partir de 1620, les épices ne parviendront plus à Marseille que par Gibraltar et *sur les vaisseaux hollandais*.

Trois moyens permirent à la Compagnie d'asseoir son autorité:

- l'occupation pure et simple du territoire, la Compagnie se considérant comme l'héritière des souverains locaux: elle imposait alors sa politique, sans intermédiaire
- le maintien du prince local , mais il n'était, alors, qu'un vassal soumis aux représentants locaux du gouverneur
- la signature d'accords commerciaux avec le souverain, même si celui-ci avait été vaincu, toutefois, dans la mesure où celui-ci était encore puissant militairement, ou bien régnait sur des territoires éloignés, la remise en question de son autorité publique posait de grands problèmes.

Les Hollandais intervenaient donc dans la vie économique des principautés où ils fixaient, en fonction de leurs besoins, la nature et l'importance des plantations de caféiers et de poivriers. Les princes devenaient des "entrepreneurs de cultures" et leurs peuples subissaient les changements décidés par la Compagnie. Ils manquaient surtout de denrées alimentaires qu'ils devaient se procurer à l'extérieur, et par l'intermédiaire de la Compagnie.

Il faut cependant souligner, que, même à cette époque d'apogée, le négoce entre la Hollande et les Indes était réduit à trois convois annuels, car la navigation était longue, difficile et dangereuse. Enfin, la corruption et les trafics illicites étaient extrêmement répandus parmi les employés de la Compagnie.

Le déclin commença en 1750 car, pour essayer de maintenir son monopole, la Compagnie fut amenée à étendre son contrôle sur des territoires de plus en plus vastes, et à placer les indigènes dans un état de dépendance et de soumission de plus en plus strict; politique qui nécessitait l'entretien d'une flotte et d'une armée importantes et des dépenses de plus en plus lourdes. Enfin l'occupation de la Hollande par les armées de Bonaparte compromit définitivement l'activité de la Compagnie et la charte de la Compagnie expira d'ailleurs le 31 décembre 1799 et on ne songea pas à la renouveler. *L'Etat, à partir de ce moment-là, se substituerait aux marchands.*

La puissance maritime anglaise installa alors le gouverneur T.S. RAFFLES (1811-1824), qui va encourager un commerce libre et, précurseur, il songea à exporter vers l'Indonésie des cotonnades anglaises, ce qui impliqua, outre la disparition des industries locales, la création d'un marché colonial conçu comme débouché pour les produits de la métropole. Cette idée va, en effet, *guider la politique coloniale moderne du XIX^e siècle.*

Après les guerres de l'Empire sur le continent européen les Hollandais furent autorisés à revenir dans leur colonie. Le traité de Londres de 1824 permit simultanément quelques ajustements. Singapour fut reconnu comme comptoir de négoce britannique et Malacca devint anglais contre Bencoolen (Sumatra) qui fut cédé aux Hollandais. Ceux-ci se retrouvèrent rapidement aux prises avec des troubles provoqués par la perception d'impôts fonciers.

Prince de Jogjakarta (Java), Diponegoro, écarté de la succession paternelle, parvint à soulever une grande partie de l'île de Java et, de 1825 à 1830, 15 000 soldats furent tués dont 8 000 Européens. 200 000 civils furent victimes de représailles, d'épidémies et de famine. *Ce fut la dernière insurrection de type traditionnel, ayant un prince à sa tête.*

Face à l'échec de l'impôt foncier, J. Van den Bosch, gouverneur des Indes néerlandaises et ministre des Colonies (1830-1835) créa un nouveau système, mieux adapté aux conditions et aux coutumes du pays. Ce système, auquel il donna son nom, consistait à obliger les indigènes à fournir, en tant qu'impôt, une partie de leur récolte: chaque village devait céder un cinquième de ses terres basses occupées par les rizières ("sawah") et les paysans un cinquième de leur temps de travail sous forme de corvées (60 à 70 jours par an), cela concernait la canne à sucre, le café, l'indigo, le tabac le thé et l'arbre à quinquina. *Il s'agissait de cultures destinées à l'exportation.* Ces confiscations de terres portaient légalement sur un cinquième des terres, mais parfois sur un tiers ou sur la moitié, ce qui réduisait d'autant la surface disponible pour les cultures vivrières. Cette spoliation des terres et du temps de travail (celui-ci, forcé, pouvait atteindre 240 jours par an) déséquilibrait dangereusement la société rurale. Les villageois fuyaient le campagne pour échapper à la corvée.

Des déplacements de population se produirent vers les régions non convoitées par le gouvernement hollandais, mais ils ne permirent pas d'éviter les grandes famines qui, entre 1844 à 1850, décimèrent les populations du centre de Java. Cette exploitation brutale et exagérée de la population indigène

émurent et indignèrent quelques libéraux en Hollande, qui alertèrent l'opinion publique, afin d'y mettre fin.

Le percement du canal de Suez conduisit à une ouverture plus grande de l'Indonésie sur le marché mondial. L'abrogation du monopole d'Etat devint possible et fut davantage le résultat d'une lutte d'intérêts privés entre les grandes sociétés capitalistes voulant mettre fin au monopole de l'Etat qu'une décision prise en fonction de considérations morales et sous la pression de l'opinion publique. *D'ailleurs, le système ne s'écroula que très lentement, sous les coups de boutoir des grandes sociétés auxquelles l'Indonésie allaient être livrée.*

En 1870, une nouvelle loi agraire permit aux non-indigènes d'acquérir et d'exploiter la terre sous la forme de baux de vingt ans. Après l'abolition (1900) du système Van den Bosch au profit de l'Etat, celui-ci fut repris au bénéfice d'intérêts privés européens ou chinois. Les terres furent louées aux souverains indigènes. Cette location des terres au profit d'individus permit de créer des grandes plantations (la canne à sucre, le café) qui compromirent, une fois de plus, l'équilibre fragile de la société rurale, en prolétarisant et en déracinant les paysans, en amenuisant encore les surfaces consacrées aux cultures vivrières. Il y eut un nombre considérable de gens qui furent à un titre quelconque des salariés. Cette masse prolétarisée parvint tout juste à ne pas mourir de faim.

La fin de l'expansion territoriale

Les limites qui forment l'Indonésie actuelle furent atteintes à cette époque, après de rudes campagnes de pacification destinées à soumettre les dernières provinces récalcitrantes. Le nord de Sumatra fut soumis après trente-cinq années de guerres; suivirent les petites îles de la Sonde dont Bali (autre épisode meurtrier de la conquête de l'archipel).

Cette recherche de nouvelles terres se fit en partie en réponse aux besoins de mise en valeur de nouvelles ressources. Ce furent l'hévéa, le palmier à huile, le pétrole et des produits miniers comme l'étain. Les débuts de la *Shell* remontent à cette époque. Le pays fut largement ouvert aux capitaux étrangers. En 1939, les investissements se répartirent entre la Hollande (66%), la Grande-Bretagne (10%), les Etats-Unis (8%), la France et la Belgique (3,4%).

Avec l'apparition de l'économie capitaliste moderne, il fallut trouver des débouchés et des marchés pour les entreprises manufacturières métropolitaines, d'où l'idée classique de créer ces marchés dans les colonies.

Il fut nécessaire pour cela de donner un certain pouvoir d'achat aux indigènes. Ce furent de telles idées qui furent à l'origine de la politique dite "*sociale*" tentée à partir de 1900, mais dont bénéficièrent surtout les Européens expatriés. C'est ainsi que l'industrialisation, seule solution véritable au problème du sous-développement, fut écartée systématiquement. Les seules industries considérées comme opportunes furent des industries de transformation des produits agricoles (moulins à riz, fabriques de caoutchouc, de thé, usines de torréfaction du café, sucreries etc., et les industries légères orientées vers les biens de consommation).

L'économie coloniale étant, de par ses exportations, très dépendante du marché mondial, elle fut frappée durement par la crise économique mondiale de 1929. Surmontèrent la crise, ou en sortirent renforcées, les grandes entreprises capitalistes internationales anglo-américaines ou hollandaises (Unilever, Good year, British-American Tobacco, Shell, General Motors etc) et les investissements locaux privés (principalement hollandais et chinois) ignorant presque totalement les activités industrielles.

Le développement du mouvement nationaliste

L'association des indigènes aux décisions politiques engageant la destinée de la colonie fut certes un thème de discussion à la mode mais, en 1939, seul un député indonésien fut admis à siéger au Parlement hollandais. Le 16 décembre 1916 fut créé le VOLKSRAAD (Conseil du peuple), mais son rôle fut purement consultatif jusqu'en 1927. Après cette date, il fut doté d'un pouvoir législatif. Il va sans dire que les motions présentées par les Indonésiens étaient en général repoussées et, quand elles étaient votées, le gouvernement en bloquait simplement l'application. Par ailleurs, les réunions politiques étaient interdites en dehors des périodes électorales. Dernier obstacle au développement d'une vie politique: *l'absence générale d'instruction*. A la fin du XIX^e siècle, il n'y avait que 60 000 élèves indonésiens dans les écoles primaires et il subsistait 90-95% d'analphabètes.

En dépit de cette sous-éducation, le mouvement nationaliste se développa. Le mouvement nationaliste consista d'abord en soulèvements dirigés par les princes dépossédés de leurs terres ou brimés, puis ils furent relayés par les jacqueries paysannes, plus ou moins encadrées par les étudiants indonésiens revenant des universités hollandaises.

En 1939 se constitue un comité de coordination nationalistes, le *GAPI* (Gabusan Politik Indonésia), où l'un des 8 groupes le constituant était le *PNI* (Parti national indonésien) fondé en 1927 par Achmed Sukarno. La fin des Indes néerlandais était alors proche. Ce comité adopta une langue, un drapeau et un hymne national.

L'occupation japonaise (1942-1945)

Le 28 février 1942 les Japonais débarquèrent à Java. Neuf jours plus tard, les forces hollandaises capitulèrent sans condition à Bandung. L'Indonésie ne fit que changer de maître. Les cadres hollandais furent internés.

L'occupation fut sévère. Les trois années de présence japonaise firent de trois à quatre millions de victimes du côté indonésien. Le riz fut réquisitionné, les plantations destinées à l'exportation furent détruites, et la culture du soja et de certaines plantes textiles furent imposées aux paysans. Ceci provoqua des famines et des révoltes paysannes. Mais les Japonais sentirent néanmoins la nécessité de ne pas s'aliéner totalement les Indonésiens et décidèrent de les amadouer en soutenant leurs idées nationalistes.

Lors de la capitulation de l'empire du "Soleil-Levant", les troupes japonaises encore présentes sur le sol indonésien n'eurent aucun désir de

prendre des risques en s'opposant à d'ardents nationalistes afin de favoriser la réinstallation de leur ennemi d'hier.

Concessions tactiques et temporaires des Japonais: Ils nommèrent des Indonésiens aux postes clés, occupés auparavant par les Hollandais, et libèrent les chefs nationalistes comme Sukarno et Hatta, qu'ils invitèrent à coopérer à la gestion du pays. Même pour participer à la défense de la sphère de co-prospérité asiatique, une milice fut équipée et entraînée par les Japonais.

En face, les troupes anglaises, composées en majorité de contingents indiens, attendant l'émancipation de leur pays, débarquèrent pour reprendre possession de l'Indonésie mais n'eurent aucunement envie de favoriser un retour des Hollandais.

Après la victoire japonaise de 1905, les révolutions chinoise de 1911, soviétique de 1917 et, la défaite hollandaise de 1942, tous les espoirs furent permis, et d'ailleurs encouragés par les Japonais au terme de leur débâcle militaire de 1945.

La situation était mûre pour les Indonésiens et **A. Sukarno** et **M. Hatta** proclamèrent le **17 août 1945 l'indépendance de leur pays.**

De l'indépendance jusqu'à nos jours

1945 -1959

En 1945, après la signature de l'indépendance, les hollandais refusèrent d'abandonner un empire forgé par 350 années de luttes et d'efforts.

A Surabaya en novembre 45 les républicains indonésiens et les troupes anglo hollandaises s'affrontèrent, faisant plusieurs milliers de morts.

En 1947, les Pays-Bas reprirent l'offensive des opérations militaires mais furent stoppés sous la pression des anglo-américains et de l'ONU.

Le 27 décembre 1949, les Pays-Bas reconnaissent l'indépendance de l'Indonésie et marquaient ainsi la fin des affrontements.

De 1950 à 1957, cette période reste sur le plan politique la plus libre de toute l'histoire du pays. C'est l'époque où apparaissent une multitude de partis politiques.

Pendant toute cette époque Sukarno tenta d'imprimer dans la vie politique indonésienne son idéal en réaffirmant la priorité de poursuivre la révolution, même au détriment des résultats économiques. Par contre le clientélisme fut particulièrement en vogue et se traduisit notamment par un accroissement spectaculaire de l'administration. Il y aura une succession de gouvernements par lesquels s'affronteront les deux grands partis, nationaliste et communiste. Ce dernier verra son influence s'accroître de façon considérable notamment avec l'appui de Sukarno.

1959-1965

En novembre 1958, Sukarno instaurait la "démocratie dirigée" qui était un régime populiste et autoritaire. Les instances représentatives étaient nommées par le pouvoir, il n'y avait pas d'élections et Sukarno gouvernait par décrets. Ce fut la fin du régime parlementaire et le début du nouveau rôle de l'armée définie par la "voie moyenne".

C'est à dire que l'armée devait avoir une action politique qui se situait entre le coup d'état tel qu'il était pratiqué alors par les latino-américains et la grande muette des pays occidentaux. Pour cela l'armée se devait d'être présente au gouvernement et dans les différentes institutions politiques.

Une structure triangulaire fut mise en place comprenant Sukarno, l'armée et les communistes. Par bien des aspects déjà la "démocratie dirigée" portait les signes de la dictature. Pour Sukarno, un régime fort avait l'avantage de permettre de mobiliser tout le peuple indonésien pour mener à bien la révolution.

Mais sa vision populiste n'allait pas résister à l'affrontement entre les communistes et l'armée. D'autant plus que l'Indonésie connaissait d'énormes difficultés économiques et que sa politique étrangère ressemblait à une fuite en avant :: sortie de l'ONU, confrontation avec la Malaisie...

1965 marque le point de rupture d'un équilibre de plus en plus difficilement maintenu au profit d'une des forces en présence: l'armée.

Celle-ci prit le pouvoir, après le coup d'état manqué des communistes du 30 septembre 1965. L'ennemi irréductible (les communistes) furent massacrés. Toutefois les militaires ménagèrent le président Sukarno représentant l'autorité légitime.

L'armée se présenta comme le sauveur de l'état et reprocha à "l'ordre ancien" d'avoir fait le jeu des communistes en faisant passer avant tout la politique et l'idéologie, le tout marqué par une gestion économique désastreuse, la corruption et le gaspillage. Les objectifs définis par "l'ordre" furent alors: le retour à l'application stricte de la Constitution, au respect de la loi, à la clarté et la réforme du système politique, la modernisation et le développement économique afin d'améliorer le sort du peuple. L'armée se proclama l'unificateur, le stabilisateur et le dynamisateur de la nation.

1966 et ensuite

Dès 1966, la remise en ordre commença rapidement sur le plan intérieur (retour au système de gestion du pays sur le modèle hollandais) et international (fin définitive de la confrontation entre l'Indonésie et la Malaisie).

Après une période de mise en place et de consolidation, la restructuration de système politique s'organisa, afin d'encadrer solidement la société indonésienne. Très vite, il apparut que l'armée était là pour rester.

En 1967 Sukarno fut définitivement évincé du pouvoir au profit du général Suharto.

Au cours de la même année, l'Indonésie participa à la fondation de l'ASEAN.

Sur le plan économique, elle jugula l'inflation et la ramena à 10 %.

En 1975, le Portugal évacua toutes ses possessions outre-mer. L'île de Timor fut abandonnée. Celle-ci fut envahie par les forces indonésiennes en décembre de cette même année, faisant 60 000 morts parmi les Timorais (10% de la population).

L'Indonésie annexa en 76 cette île et l'appela la 27^{ème} province. Aujourd'hui, cette question reste d'actualité et en 91, des manifestations pour l'indépendance de Timor, ont fait de nombreux morts.

Au cours de toutes ces années la structure même de l'ordre nouveau s'est modifié. Le pouvoir s'est de plus en plus concentré dans les mains du général Suharto qui a su surmonter les crises (il assume aujourd'hui son 6^{ème} mandat). En effet au fil du temps l'autoritarisme, la corruption de plus en plus manifeste, les scandales, l'omniprésence de l'armée ont nourri les critiques et évoqué une remise en cause du régime par ceux-là même qui avaient aidé à le mettre en place, anticommuniste, musulmans et certains groupes militaires.

Face à la contestation qui va s'élargissant, le régime en est réduit à la répression, alliée toutefois à une politique subtile de partage des intérêts.

CHRONOLOGIE

Avant Jésus-Christ

2 500 000 - 3000 : transmigration préhistorique

3000 - 500 : dernière émigration vers l'archipel, notamment du sud de la Chine, mélange des populations
Civilisation Dong Son

Après Jésus Christ

V^e siècle : Constitution de l'Etat hindou de Taruma dans l'ouest de Java

VIII^e-IX^e siècle : Les Sailendras règnent à Java

VII^e-XIII^e siècle : l'Etat maritime bouddhique Srivijaya au Sud-Est de Sumatra

l'Etat hindou Sanjaya à l'Est de Java

XIII^e-XV^e siècle : le royaume javanais Majopahit - le premier empire à régner sur la totalité de l'archipel indonésien

XI^e - XV^e siècle : la pénétration progressive de l'islam dans l'archipel

1436 : la conversion du sultan de Malacca (l'actuelle Melaka). Malacca était devenu le plus grand comptoir commercial de l'Asie Sud-Est

XVII^e siècle : incursions des Européens, à la recherche des épices - d'abord les Portugais, suivi les Espagnols, les Anglais mais notamment les Hollandais, qui s'imposèrent à Java jusqu'au XIX^e siècle

1942-1945 : occupation japonaise

17 août 1945 : des groupes nationalistes proclament l'indépendance

SUKARNO devient Président de la nouvelle république - il est l'allié des communistes locaux et de la Chine

1950 : il proclame l'unité nationale

1955 : Conférence de Bandung - Sukarno est un des leaders du non-alignement

1963-1965 : confrontation avec la Malaisie

1965 : après un semblant de coup d'état fomenté par les communistes, le Président Sukarno donne les pleins pouvoirs au Général SUHARTO pour rétablir l'ordre et la paix dans le pays.

1967 : le GI Suharto devient Président intérimaire

1968 : le GI Suharto est nommé Président et instaure un régime militaire

1969 : Premier Plan Quinquennal

1973 : réélection du Président Suharto par l'Assemblée du Peuple

1974 : deuxième Plan Quinquennal

1975 : invasion du Timor oriental

1976 : fondation de l'aéronautique indonésienne (IPTN)

1976 : intégration de Timor oriental à la République d'Indonésie

1978 : création du BPPT pour la gestion des technologies

1979 : troisième Plan quinquennal

1983 : reprise des combats à Timor

1984 : émeutes à Jakarta

1984 : quatrième Plan quinquennal

1986 : Salon aéronautique d'Indonésie

1986 : visite du président Mitterrand en Indonésie

1991 : répression sanglante à Timor

1992 : élections législatives

1992-93 : des mouvements de grève sont réprimés brutalement (entraînant des réactions de la part des défenseurs des droits de l'homme)

1992 : visite du Président Suharto en France

1993 : réélection du Président Suharto pour un 6e mandat consécutif de 5 ans

1994 : "décollage industriel", avec le sixième Plan quinquennal et le lancement de la deuxième phase de développement (1994 - 2019)

POLITIQUE

L'autoritarisme de "l'Ordre nouveau" fait de l'Indonésie une démocratie "dirigée" où la vie politique est étroitement encadrée par la bureaucratie et les militaires. Le double processus de concentration des pouvoirs et de restriction des libertés en fait une quasi-dictature.

La constitution

Elle est élaborée en 1945 à la fin de la guerre alors que l'Indonésie accède tout juste à l'indépendance le 17 août 1945.

Elle a été en vigueur de 1945 à 1949, puis de 1959 à aujourd'hui.

Principes ayant conduit à l'élaboration de cette constitution:

C'est en 1945 que les principes fondamentaux ont été énoncés par un comité chargé de définir les orientations politiques de la nouvelle république d'Indonésie.

Au sein de ce comité se trouvait un nationaliste nommé Sukarno qui sera le président jusqu'en 1967, il va être le porte parole du peuple indonésien dans son ensemble et l'interprète des aspirations nées de la lutte pour l'indépendance. Il se voudra également à l'avant garde de la lutte anti-impérialiste.

Il va énoncer les cinq principes fondamentaux de la constitution ou Pancasila: nationalisme, internationalisme, démocratie, justice sociale et croyance en Dieu. Ce seront les mots d'ordres capables de rassembler les trois courants qui composent le peuple indonésien - nationalisme- religieux - marxiste -tout en écartant l'idée d'un état islamique.

Le Pancasila a été remis à l'honneur par l'ordre nouveau dans un but de dépolitisation des masses et reste à ce jour la doctrine de l'état.

Sukarno condamnait l'individualisme prôné par les sociétés occidentales lui préférant l'esprit d'entraide, valeur pour lui proprement asiatique. D'ailleurs il recommandait de ne pas recourir au vote dans les Assemblées, mais de procéder par délibération et consensus, pratique visant à éviter les conflits ouverts et à préserver et renforcer l'unité nationale.

Cette conception est toujours vivante auprès des dirigeants militaires d'aujourd'hui.

Le système politique indonésien ne fait guère de place au " non ". Les notions de majorité et d'opposition ne correspondaient pas à l'idéal collectif mais semblaient au contraire être porteuses de division. Seul compte aux yeux des dirigeants le consensus et le maintien d'une unité de pensée et d'action.

C'est pour cela qu'il préconisait un exécutif fort, insistant sur le rôle du chef qui explique, inspire, entraîne et, lorsque la décision ne peut être obtenue

par consensus, tranche pour le bien de tous. Ainsi le concept de " direction ", de leadership a-t-il été très tôt accolé à celui de démocratie. Concept qui s'est encore renforcé aujourd'hui: il ne s'agit pas qu'au nom de la démocratie, chacun puisse créer du désordre...

Ce concept a dès le départ trouvé un terrain favorable en Indonésie du fait de la *conception naturelle des indonésiens* et notamment des javanais pour le pouvoir, et du respect qui s'y marque pour l'autorité du souverain.

Structure politique:

Pouvoir exécutif :

Le Président de la République, élu pour cinq ans, détient le pouvoir. Il est secondé par un vice Président (le Gal Sutrisno).

Pouvoir législatif :

- La Chambre des Représentants du Peuple (DPR) (Parlement) : 500 membres dont 400 élus pour 5 ans au suffrage universel direct et 100 militaires désignés.

Elle examine les projets de loi. Les décisions se prennent à l'unanimité. Cependant cela n'induit pas de blocages du système, l'opposition est avant tout "constructive" et les amendements discutés concernent essentiellement des points de détail.

- L'Assemblée consultative du Peuple (MPR) comprend 1000 membres (500 nommés par le Président et 500 membres de la Chambre des représentants).

Elle se réunit et définit les grandes lignes de la politique, discute les plans quinquennaux et élit le Président et le vice-président.

Pouvoir judiciaire :

- Ils existent quatre juridiction, militaire, civile, religieuse et administrative.

- Il y a également une cour des comptes (BPK), cependant ces audits ne sont jamais diffusés.

A l'échelon local :

Le pays est divisé en 24 provinces et 3 territoires spéciaux, à la tête desquels sont placés 27 gouverneurs proposés par le pouvoir central, ces choix sont "légitimés" par des assemblées provinciales élues.

L'Armée se réclame d'une double fonction, politique et militaire.

Parce qu'elle est "née du peuple" et qu'elle a lutté pour l'indépendance du pays, elle a acquis une responsabilité permanente tant en ce qui concerne la sécurité nationale que le développement social et économique. Sa représentation de 100 sièges au Parlement lui est assurée au-delà de toute proportionnalité.

Les "partis politiques"

Le gouvernement s'est toujours défié des partis qui sont perçus comme des peuplés de gens dogmatiques ou démagogiques, donc potentiellement porteurs de divisions, opportunistes et corrompus, et, d'une façon générale, parfaitement inefficaces. Il existe seulement trois "partis" dont deux "d'opposition"

Le **Golkar**, "parti gouvernemental" créé en 1964 sous l'égide de l'armée, n'est en fait pas un parti au sens moderne du terme, mais un conglomerat de groupes fonctionnels (environ 300) censés représenter l'ensemble du peuple indonésien (les fonctionnaires ne peuvent s'engager dans une activité politique partisane et doivent faire preuve de loyauté envers le Golkar).

Les divers partis politiques "d'opposition" ont dû, en 1973, se regrouper en deux formations :

- **le Parti de l'Unité pour le Développement (PPP)** résulte de la fusion de deux anciens partis musulmans - il a soutenu la candidature du Président Suharto à l'élection présidentielle de mars 1993 - le PPP est en plein essor et dispose d'appuis extérieurs

- **le Parti Démocratique Indonésien (PDI)** regroupe l'ancien parti national de Sukarno et les partis chrétiens et nationalistes d'avant 1966. Le PDI pourrait s'affirmer sous la direction de sa nouvelle présidente, la fille de Sukarno, Megawati Sukarnoputri, dont le style de vie "modeste" tranche dit-on avec celui de sa famille. Elle bénéficie de l'aura de son père qui demeure pour le peuple le libérateur du joug colonial et a sans doute profité de la brèche résultant des tensions entre les militaires anti-suhartistes et le Président Suharto pour s'imposer.

Ces partis, dits d'opposition, sont en partie financés par le régime.

L'illusion démocratique est entretenue par l'organisation régulière d'élections et par l'affirmation que Suharto lui-même détient son mandat à travers un mécanisme électoral indirect et léonin : le Président est élu par un Congrès du Peuple qui se réunit tous les cinq ans et qui comprend mille électeurs, 500 nommés par le Président, et 500 députés de la Chambre des Représentants dont 100 militaires également nommés par le Président !

Situation politique

Dans un tel contexte électoral, il n'est pas surprenant que le Golkar arrive largement en tête. En 1992, il a obtenu 68 % (contre 76 % en 1987) des voix (le PPP, 17 % et le PDI, 15 %). Toute velléité de changement est dissuadée par l'accusation de rupture de l'unité pancasilaïque.

Dans le gouvernement nommé après les présidentielles de mars 1993, le nombre de généraux a baissé : alors que le précédent cabinet comptait onze ministres militaires (sur 41), le nouveau n'en compte que huit, et à des postes moins importants.

Les technocrates, qualifiés de "Mafia de Berkeley" ont fait place à des "ingénieurs musulmans" dans le nouveau gouvernement.

La stabilité politique après Suharto n'est pas assurée. Réélu en mars 1993 pour un sixième mandat, il aura 78 ans en 1998, et se pose déjà la question de sa succession et du maintien de cet équilibre forcé dû à la forte concentration du pouvoir autour du Président et de ses proches.

Le rapprochement de Suharto vis-à-vis de l'islam et des intellectuels musulmans peut être perçu comme un certain changement politique. En jouant la carte du nationalisme, le gouvernement peut en effet espérer s'attirer le soutien des *pribumi* (Indonésiens de souche) aigris par l'enrichissement d'une élite.

L'influence des militaires

Lorsque Suharto arriva au pouvoir, en 1965, il était l'homme des militaires, ces militaires qui se sont toujours prévalu d'avoir permis à l'Indonésie d'échapper au communisme. Or, depuis une dizaine d'années, les militaires reprochent à Suharto de se démarquer de l'armée et d'instaurer un pouvoir personnel. A l'occasion du 48^e anniversaire de l'armée, la question du rôle de l'armée dans la vie politique a été soulevée, la vraie question étant de savoir si le successeur du Président Suharto sera un militaire ou un civil. Par ailleurs, des militants pour les droits de l'homme, des syndicats et des dissidents s'en prennent à l'influence discrète mais néanmoins déterminante de l'armée.

Quoi qu'il en soit, les militaires ne sont pas prêts à accepter un Président qui n'aurait pas leur soutien. Les dissensions entre civils et militaires pourraient affaiblir le pouvoir et atteindre la confiance du peuple.

L'Indonésie affiche une harmonie de façade qui masque des luttes d'influence et des signes de changement apparaissent dans les mentalités :

- critiques suscitées par l'échec de la politique de redistribution des fruits de la croissance

- exigences démocratiques plus affirmées

- appels à un retrait des militaires de la vie politique

L'évolution économique et sociale exige des changements politiques.
Les étudiants et les musulmans apparaissent comme les deux forces d'opposition politico-idéologique en dehors du système politique.

POPULATION ET SOCIETE

Structure de la population active :

-service 32%

- agriculture 48 %

- industrie 15 %

- mines 5 %

Répartition du PNB par secteurs :

- services 42 %

- agriculture 20 %

- industrie 14 %

- agriculture 20 %

La population indonésienne classe ce pays au quatrième rang après la Chine, l'Inde, les Etats-Unis, avec ses 193,6 millions d'habitants.

36 % de la population a en dessous de 15 ans et 50 % a moins de 20 ans.

La densité moyenne est de 101 habitants au Km², elle varie de 4 hab/km² à Kalimantan-Est à 800 hab/km² à Java.

Croissance démographique : 1,9 % démographie maîtrisée (planning familial)

Langues :

. officielle : bahasa indonesia, dérivée du malais

. 200 langues et dialectes régionaux

. La deuxième langue est l'anglais, dont l'usage se répand rapidement.

Société :

60 % de la population est concentrée sur l'île de Java (7 % du territoire)

Population urbanisée : 31 %

Taux d'alphabétisation : 77 %

57 % de la population n'a qu'une éducation de niveau primaire.

L'espérance de vie est de 65 ans pour les femmes et de 61 ans pour les hommes.

Chômage

44 % de la population active (74 million) est au chômage ou sous-employée.

Le manque de main d'oeuvre qualifiée demeure un sérieux problème pour les investisseurs étrangers.

Religions

L'Indonésie est le 1er pays musulman du monde mais l'Islam n'est pas la religion d'état.

Il y a 6 religions officielles : Islam, Protestantisme, Catholicisme, Hindouisme, Bouddhisme et Confucianisme.

Et :

- 89 % de musulmans sunnites (dont 45 % de pratiquants, parmi lesquels une minorité n'accepte pas que la République d'Indonésie , premier pays islamique du monde , soit un Etat non-islamique).

- 8 % de chrétiens

- 2 % d'hindouistes

- animistes

Ethnies

La situation et le morcellement de l'archipel sont à l'origine d'un peuplement très hétérogène.

De plus de 300 ethnies, nous ne citerons que les principales :

- Javanais (45 %), très influencés par les cultures indiennes, mais musulmans

- Soudanais (14 %)

- Chinois (2,3 %)

- Balinais hindouistes

- Population d'origine papoue à Irian Jaya

L'Indonésie héberge une très importante communauté chinoise (3 millions) dont la plupart n'est pas encore intégrée, à laquelle s'ajoutent 45 000 étrangers (11 000 Américains, 10 000 Japonais, des Australiens, des Britanniques, des Allemands, des Hollandais et quelques Français).

La rapide mutation de l'économie a posé des problèmes d'équilibre social et géographique (Java représente 7 % de la superficie, 60 % de la population et 80 % des investissements). La croissance a profité à un cercle restreint de sino-indonésiens beaucoup plus qu'à la paysannerie (68 % de la population) et au sous-prolétariat urbain, engendrant des inégalités sociales flagrantes.

Les conflits ethniques sont entretenus par la disparité entre la richesse arrogante de la communauté d'affaires chinoise et la relative pauvreté de la majorité de la population qui travaille pour des salaires parmi les plus bas d'Asie.

Le mécontentement règne dans une grande partie de la population et de nombreuses grèves ont éclaté dès 1992. Une classe moyenne susceptible de constituer le moteur d'une véritable démocratisation est en train d'apparaître. Elle remet en cause la disparité des richesses et pourrait à terme provoquer une révolution bourgeoise.

La corruption continue à sévir à tous les niveaux de la bureaucratie et particulièrement dans les entreprises et les banques de l'état (la Banque Mondiale estime qu'elle grève de 30 % le budget de développement).

Des signes de changement apparaissent dans les mentalités. Des critiques s'élèvent, suscitées par l'échec de la politique de redistribution des fruits de la croissance, des exigences démocratiques plus affirmées et l'ingérence de moins en moins acceptée des militaires dans la vie politique.

Il y a donc des risques importants de dislocation sociale, avec des grèves, des problèmes de droits civiques et de terres dont la succession de l'actuel président pourrait être le catalyseur.

ECONOMIE ET RESSOURCES

L'Indonésie a connu un développement exceptionnel au cours des 25 dernières années (le PIB/ha est passé de 50 à 647 \$), développement fondé sur la solidarité et la cohésion de la collectivité au détriment des libertés individuelles.

Après l'arrivée du président Suharto, celui-ci a mis en place des économistes formés à Berkeley aux USA pour reprendre en main l'économie du pays, mise en difficulté après la période Sukarno. Ceux-ci ont formé la Berkeley mafia, et on véritablement assuré le décollage économique de l'Indonésie.

Aujourd'hui l'économie de l'Indonésie affiche sur les dix dernières années une croissance remarquable de 6% en moyenne. Elle est structurée autour d'importants groupes appelés conglomérats dotés de monopoles exorbitants.

Son inflation, depuis quelques années, est stabilisée en dessous de 10 % et sa balance commerciale est positive.

Depuis les années 70, les progrès de l'économie indonésienne ont été possible grâce au revenu (au gré des fluctuations du prix du baril) apporté par l'exploitation du pétrole. Cependant la consommation intérieure augmente considérablement, les réserves diminuent, l'Indonésie devrait importer du pétrole à l'horizon 2000. La baisse d'exportation du pétrole est compensé par l'augmentation de celle du gaz (l'Indonésie est le premier exportateur de gaz liquide).

Aujourd'hui l'Indonésie cherche à augmenter l'exportation de produit de transformation, à forte valeur ajoutée, tout en réduisant voire interdisant celle des matières premières brutes. A ce titre, de gros efforts sont faits pour équiper le territoire de raffinerie de pétrole et pour acquérir le savoir faire technologique.

D'après certaines institutions économiques, un pays est proche de devenir un pays industrialisé lorsque la part de son secteur industriel dépasse 15% du PNB. Pour l'Indonésie, elle est passée de 1970 à 1990 de 10 à 20 %.

Mais il ne faut pas en déduire pour autant que l'Indonésie remplit toutes les conditions pour être qualifiée de pays industrialisé. Pour l'instant elle profite de la clause des pays favorisés de la part des américains (qui menace d'ailleurs de la retirer si l'Indonésie ne respecte pas les droits de l'homme au TIMOR EST).

La difficulté de classification économique de l'Indonésie réside dans le fait que l'Indonésie possède des secteurs de très hautes technologies et d'autres qui relèvent des pays en voie de développement.

Cependant l'Indonésie a connu une transition réussie entre une économie trop dépendante de ses ressources naturelles et une économie diversifiée grâce à une utilisation intelligente des recettes du boom pétrolier.

En 1993, la croissance a été voisine de 7 % et en 1994 de 6,4 %.

L'inflation, encore forte (9,5 % en 1993) se maintient en dessous de 10 %.

Le PNB/hab était de 640 \$ en 1992 (France : 23540 \$).

Agriculture

Grâce à la "révolution verte", l'Indonésie a multiplié par 10 sa production agricole depuis 1950 et a atteint l'autosuffisance alimentaire.

Les principales cultures sont le riz, la canne à sucre, le maïs et le manioc. La balance agricole est excédentaire.

Cultures d'exportation : caoutchouc (2e producteur mondial après la Malaisie), café (4e producteur mondial) et, pour une plus faible part, thé et huile de palme. Les exportations de bois brut sont interdites et des programmes de reforestation ont été entrepris (3e forêt équatoriale du monde).

Pêche

3,08 millions de tonnes de prises en 1990, soit 16 kg par habitant (comme en France).

Ressources

L'Indonésie est un riche pays minier : outre le pétrole et le gaz, son sous-sol contient de l'étain, du cuivre, du nickel, de la bauxite et un peu de charbon.

Energie

L'Indonésie est le 7e producteur mondial de gaz naturel et le 14e producteur de pétrole. Elle est membre de l'OPEP.

Production de pétrole : 78,85 millions de tonnes en 1991. Réserves évaluées à 898 millions de tonnes.

Production de gaz naturel: 48,7 milliards de m³ en 1991 - réserves estimées à 2067 milliards de m³

L'ensemble représente 15 % du PNB et 30 % des recettes d'exportation.

L'évolution du niveau de vie provoque une escalade de la consommation d'énergie et des mesures d'économie d'énergie (suppression des subventions sur les produits pétroliers) ont été prises pour éviter que l'Indonésie ne devienne un importateur net de pétrole avant la fin de la décennie. De nouvelles centrales devront être construites et une controverse oppose le gouvernement aux associations écologistes et aux pays voisins, et particulièrement l'Australie. sur le choix éventuel de l'énergie nucléaire.

Budget

L'objectif est de réduire la dépendance tant à l'égard de l'aide extérieure que des recettes pétrolières.

Alors que les recettes d'origine pétrolière représentaient 70 % des recettes budgétaires de l'état en 1991, elles ne représentent plus, pour l'année fiscale 93-94, que 24,3 % du fait de l'accroissement du produit de l'impôt sur le revenu (élargissement de la base d'imposition et plus grande efficacité dans sa collecte).

L'Indonésie demeure fortement dépendante de l'aide internationale pour financer son déficit des comptes courants.

Dettes

La dette progresse rapidement et le service de la dette est trop lourd (11,5 Mds \$ en 1992). C'est toujours le poste principal des dépenses de fonctionnement (45%, et 27 % des dépenses totales).

Investissements

Les dépenses d'investissement (40 % du total) n'ont progressées, pour 1993-94, que de 4,5 %. Principaux secteurs bénéficiaires : les infrastructures et l'éducation.

Les investissements directs étrangers, en forte augmentation depuis 1986, amorcent un recul : ils sont descendus à 7 Mds \$ pour 1993, contre 10,3 Mds \$ en 1992 (baisse des investissements japonais). Si ce mouvement se confirmait, il pourrait être la source de difficultés.

L'état encourage le développement du secteur privé, la libéralisation de l'économie ainsi que sa diversification.

INDUSTRIE

L'industrie exportatrice est entre les mains d'un petit nombre de patrons d'origine chinoise qui ont bénéficié de l'appui de Suharto durant la double guerre d'indépendance contre les Japonais puis contre les Hollandais.

Les conglomérats :

ce sont de très gros groupes qui rassemblent au moins cinq sociétés différentes; ils détiennent de puissants monopoles et exercent une pénétration tentaculaire de l'ensemble de l'économie dans les domaines commerciaux, bancaires, immobilières et industrielles.

Ils entretiennent des relations ambiguës avec le régime politique et entre eux. Ils font bien souvent preuve de prévarication, de collusion et corruption; sur les deux cents conglomérats existants, 163 sont aux mains des indonésiens d'origine chinoise, le reste étant dirigés par la famille et l'entourage du président SUHARTO.

Les conditions d'émergence de ces conglomérats, ainsi que leur légitimité sur le plan économique, suscitent de vives débats en Indonésie. Il est à noter que parmi les dirigeants d'origine chinoise, beaucoup sont partis de rien, ils représentent à ce titre les self-made man indonésiens et alimentent les rêves et les espoirs de nombreux indonésiens.

Conditions d'émergence de ces conglomérats

Lors de la première phase du décollage économique de 73 à 83 rendu possible grâce au pétrole, les bénéfices ont été systématiquement réinvestis pour le développement d'équipements industriels de fabrication locale (qui copiaient directement les produits importés). Lors de cette phase, les importations étaient limitées priorité été donnée aux substitutions locales et au développement des monopoles pour éviter les pénuries. Ainsi les quelques exportateurs étrangers ont ils contribués à la mise en place d'une infrastructure industrielle locale concurrente.

Dans une seconde phase, des transferts de technologies ont été recherchés en attirant des concurrents étrangers puis en les liant par des joint-ventures. Compte tenu de ce marché qui se révélait particulièrement porteur, de nombreuses entreprises ont acceptés ce système, en profitant notamment de la main d'oeuvre bon-marché. Parallèlement, il y a eu des restrictions, voire des

interdictions, d'exporter des matières premières, mais seulement des produits transformés.

L'ensemble de ces mesures ont donc facilité la création de ces conglomérats et provoqué le miracle économique.

Aujourd'hui, ces conglomérats sont très souvent l'objet de vives critiques car mêlés à de nombreux scandales. Notamment des sommes équivalentes au montant de la dette publique et privée seraient, de la part de ces conglomérats (monopoles), placée à l'étranger ou jouées sur des spéculations immobilières.

Les raisons pour lesquelles les chinois occupent une place si importante au sein de l'économie indonésienne sont multiples :

Culturelles: le travail ancestrale, la vie familiale et communautaire des indonésiens a enraciné un égalitarisme social contraire à l'individualisation entraînée par les formes modernes de la vie économique.

Religieuses: les indonésiens sont musulmans, les tentations matériels sont des tentations diaboliques, de plus ils ont le mépris des richesses, considérées comme des biens éphémères.

Cette mentalité laisse la place à d'autres acteurs, trouvés en la personne des chinois.

Ceux-ci ont quitté des campagnes particulièrement pauvres (plus pauvres que les campagnes indonésiennes). Ils ont le goût des richesses. Il y a eu de tout temps des chinois en Indonésie. Arrivés en Indonésie, les chinois n'avaient pas le droit de posséder des terres, ils ont donc été contraints de faire du négoce. Ils ont ainsi formé un communauté très volontaires, motivées, et particulièrement solidaires.

La légitimité des conglomérats est de plus en plus mis en cause aujourd'hui, ils sont synonymes d'inégalités sociales et d'iniquités. La richesse de ces conglomérats contrastes avec la pauvreté d'une partie de la population et provoque une société à deux vitesses et des clivages socio-économiques.

Les détracteurs des conglomérats s'appuient sur la constitution pour faire valoir qu'ils sont contraires à la constitution. En effet celle-ci stipule que la prospérité et la justice sociale doivent être appliqués à tous.

Il est à noter que le bureau des statistiques indonésiennes a publié en 91 une étude faisant apparaître une diminution des pauvres, ceux-ci passant de 40% en 1976 à 17% en 1991(soit 31 millions). Cependant pour sortir ces chiffres, la définition du seuil de pauvreté avait été abaissée au préalable à des montants extrêmement bas (56 francs en ville, 34 francs/mois dans les campagnes).

Aujourd'hui le gouvernement soutient des programmes de décentralisation, notamment vers l'est et le centre de Java, pour décongestionner Jakarta et équilibrer le mouvement déjà amorcé vers l'ouest.

L'Indonésie essaie d'attirer des investisseurs étrangers peu alléchés quant à eux par le régime d'investissement indonésien (l'exigence de réduire leur participation à 49% au bout de 20 ans étant la principale pierre d'achoppement).

De nouvelles mesures qui portent sur les droits de douane (ces droits de douane ont été récemment abaissés en vue de la constitution de l'ASEAN Free Trade Agreement) et sur la simplification de la procédure d'agrément pour les investissements traduisent une volonté de libéralisation.

Cependant, le Code commercial indonésien est régi par des lois complètement obsolètes et les investisseurs étrangers n'ont aucun recours en cas de litige.

Un projet de législation relatif au droit des sociétés est en cours.

Le secteur manufacturier est privilégié, et particulièrement les secteurs à forte valeur ajoutée, électronique et aéronautique, dont les investissements étrangers sont le moteur.

Autres secteurs rendus prioritaires par une forte demande: la production d'électricité (programme nucléaire ? et les lignes téléphoniques).

Aéronautique

L'industrie aéronautique est l'oeuvre du Dr Habibie, ministre de la recherche et de la technologie, ingénieur aéronautique formé en Allemagne, et partisan d'un schéma de développement basé sur l'avancée technologique et l'allégement de la dépendance vis-à-vis des exportations tirées d'une main d'oeuvre bon marché. Cet objectif implique un apport considérable de capitaux et l'endettement de l'Indonésie ne lui permet pas de se lancer dans une politique du tout technologique.

Le développement industriel a été accompagné de la création de centres de recherche et de formation technique.

IPTN a été créé en 1976 et emploie 19 000 personnes à Bandung.

Un milliard de \$ a été consacré à son développement depuis 1979 et les besoins pour la période 1996-2002 sont évalués à 1,1 Md\$. Aux programmes courants, basés sur des accords passés avec CASA, BELL Helicopters, Aerospatiale, MBB, concernant la fabrication d'hélicoptères ou d'avions légers, le Dr Habibie voudrait adjoindre une activité propre de maintenance et de modification.

Il rêve aussi de se lancer dans le domaine des satellites. pour répondre aux énormes besoins de moyens de communication du pays.

Ces ambitions paraissent démesurées, notamment aux bailleurs de fonds, mais le Dr Habibie a créé son groupe de pression, l'ICMI (Organisation of

Indonesian Muslim Intellectuals) fort de 4000 membres (politiciens, fonctionnaires, militaires et universitaires. et patronné par le Président Suharto) qui lui permettra de mobiliser davantage de forces autour de ses projets industriels.

Construction navale

Le Dr Habibie veut faire de la construction navale le deuxième fleuron de l'industrie indonésienne. PT PAL (chantier naval) a racheté 39 bâtiments de l'ex RDA (pour 12,7 Mns \$) et il compte investir près de 1,1 Md\$ dans la réfection et la remise à niveau technologique des navires, et relancer ainsi la construction navale dans l'archipel.

Commerce extérieur

Bons résultats du commerce extérieur grâce aux exportations hors pétrole qui ont crû de 25 %.

Les exportations d'électronique ont été multipliées par 10 de 89 à 93 pour atteindre 1000 Mn\$.

Principaux partenaires commerciaux, en parts de marché :

	Fournisseurs	Clients
1 . Japon	24,5 %	36,9 %
2. Etats-Unis	13,1%	12 %
3. CEE	18,2%	12,8 %
4. Singapour	6,6 %	8,3 %

L'Indonésie s'efforce de développer les échanges inter-régionaux (avec les autres pays de l'ASEAN) dont la part se limite encore à 10 %.

L'INDONESIE ET LA FRANCE

Echanges avec la France

En 1992, on note un bond des exportations françaises vers l'Indonésie (6,6 Mds F, + 79 %) :

- aéronautique (achat de 7 Airbus A 300-600), mécanique, électronique professionnelle. Les importations ont atteint 4,2 Mds F (+ 18 %).

L'Indonésie a obtenu de la France un protocole financier de 1MdF en 1992, ce qui plaça Paris au second rang après le Japon pour l'aide à Jakarta.

Relations Franco-Indonésiennes

Elles ont été initiées en 1960 par la vente de char AMX13 à l'Indonésie. En 64 l'Etat-major Indonésien envoyait le premier stagiaire à l'Ecole Supérieure de Guerre Interarmées. En 66 fût la mise en place du poste d'attaché de défense près de l'ambassade de France à Jakarta.

Depuis les relations militaires bilatérales (hors armement) se sont concrétisées par:

- des visites régulières de bâtiments de la Marine
- l'envoi en France de stagiaires indonésiens, principalement dans les écoles de la marine
- visites de personnalités
- escales et survols de nos avions militaires

Depuis 92 le nombre de places au CID ont baissé. Très peu d'autorité françaises se sont rendus en Indonésie, ce qui n'est pas le cas pour la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Il n'existe aucun accord de coopération ou de défense avec les indonésiens, seulement un agreement en matière de matériels de défense du 21 novembre 85 entre les français et les indonésiens. Cet agreement a donné un comité qui a réunit des experts des ministères de la recherche et de la technologie en 87, 89, 90 puis plus rien.

ECHANGES REGIONAUX

Relations avec la Chine :

L'Indonésie bénéficie de la dynamique entrepreneuriale des réseaux chinois de la diaspora et si la Chine est un concurrent commercial, c'est aussi un vaste marché, potentiel et réel. Les exportations indonésiennes vers la Chine sont en progression constante (+ 31,3 % en moyenne annuelle depuis 1988), les importations ont augmenté plus modérément (14,7 %).

Relations avec Taiwan

Taiwan est l'un des premiers investisseurs en Indonésie et possède notamment une participation dans une usine d'IPTN à Batam.

Visite en février 1994, dans le plus grand secret (pas de relations diplomatiques avec Taiwan), du Président taiwanais Lee Teng-hui dans une usine d'aéronautique indonésienne (IPTN) et rencontre avec le Dr Habibie.

Solution de rechange après les difficultés que connaît Taiwan avec les marchands d'armes occidentaux ?

Relations avec la Malaisie

La Malaisie ayant proposé les îles Sipandan et Ligitan (à l'est de Bornéo) comme destinations touristiques, 3 jours de pourparlers ont été nécessaires en janvier pour tenter de mettre fin au différend.

Relations avec le Japon

Proposition pour participer au développement de l'avion YSX nouvelle génération.

Relations avec l'Australie

Un MoU a été signé en novembre 1 993 pour poursuivre et développer les relations industrielles entre les deux pays. Seule une volonté politique pousse ces deux voisins stratégiques à resserrer des liens traditionnellement distants.

ECHANGES AVEC LES PAYS OCCIDENTAUX

Relations avec les Etats-Unis

L'intérêt des Etats-Unis pour l'Indonésie est dicté par la position stratégique de l'Indonésie, ses liens étroits avec la Chine et aussi son rôle de leader des pays en développement.

Toutefois, le non-respect des droits de l'homme pourrait entraîner des sanctions de la part des Américains, et notamment le retrait des facilités commerciales octroyées dans le cadre du "Generalized System of Preferences" (décision attendue à la mi-février 1994). En 1992, les Etats-Unis avaient suspendu les programmes d'aides pour la formation de militaires indonésiens (IMET), ils ne sont cependant pas prêts à céder leur place de premier fournisseur d'armement.

Relations avec la communauté européenne

Le Portugal a bloqué un ambitieux programme de coopération avec la CEE en raison de la violation des droits de l'homme au Timor oriental.

Relations avec les Pays-Bas

L'ancienne puissance coloniale (dont l'Indonésie a subi le joug pendant 300 ans), s'est attiré les foudres de Jakarta pour avoir voulu lier aide économique et droits de l'homme. En mars 1992, l'Indonésie a rejeté l'aide néerlandaise.

Relations avec l'Allemagne

L'Allemagne assure depuis une dizaine d'années la formation des cadres de la police. Des contrats de coopération et d'assistance technique ont par ailleurs été conclus (relations privilégiées avec le Ministre de la Recherche et de la Technologie indonésien). Elle est aussi l'un des principaux fournisseurs de la marine indonésienne : sous-marins et 39 navires provenant de la flotte de l'ex-RDA.

Echanges avec le Moyen-Orient

Relations avec les Emirats Arabes Unis

Après avoir vendu 7 avions CN 23 5 à l'armée de l'air des EAU, l'Indonésie va installer aux EAU un bureau de service après-vente.

Relations avec l'Iran

Projet de coopération aéronautique (vente de 1 4 Super Puma ?) et accord de principe, en janvier 1994, pour créer des joint-ventures (assemblage d'avions et constructions navales)

Alliances

ASEAN

Cette association, constituée en 1967 et qui lie l'Indonésie à ses voisins du sud-est asiatique (Malaisie, Brunei, Singapour, Philippines et Thaïlande), devait se limiter aux domaines social, culturel et politique, mais ni commercial, ni militaire. Au 1^{er} sommet de l'ASEAN qui s'est tenu à Singapour en janvier 1994, il a été décidé de créer une zone de libre-échange (ce que l'Indonésie, inquiète pour ses industries, avait jusqu'alors refusé) et d'intensifier la coopération en matière de sécurité.

Mouvements des non-alignés

Le Président Suharto préside le Mouvement des non-alignés (dont il est membre fondateur), qui regroupe 108 pays. Pour la majorité des pays en voie de développement. Son but est d'inciter les pays industrialisés à aider davantage les pays les plus pauvres.

LES ARMEES INDONESIENNES

Etirée sur 5300 kms, l'Indonésie occupe géographiquement une position stratégique car elle est le point de passage des voies aériennes et maritimes entre la pacifique et l'océan indien, entre les Philippines et le Golfe Persique. Elle contrôle ainsi les détroits de Malacca et de Lombok.

Avec la fin du monde bipolaire est apparu un monde multipolaires, permettant la création de nouvelles alliances et l'émergence de nouvelles puissances régionales, mais faisant craindre aussi de nouvelles menaces.

Ainsi l'indonésie a dû reconsidérer son systèmes de défense pour faire face à ces éventuelles menaces externes .

Compte tenu de l'étendue de l'archipel et du nombre d'îles, la cohésion du pays reste une des priorités pour le gouvernement.

La convoitise exercée par ses abondantes ressources naturelles pourrait exposer l'Indonésie à des conflits, d'où la nécessité d'assurer une surveillance et une protection des zones concernées.

Menaces internes

Les principaux facteurs d'instabilité sont :

Dislocation interne

La société indonésienne est constituée d'une communauté multiculturelle où les disparités sont de plus en plus mal acceptées. Malgré les répressions souvent sanglantes, les revendications des travailleurs, des étudiants, des musulmans se multiplient.

L'équilibre de la société est menacé pour l'an 2000.

Revendication islamiste

Confortés idéologiquement et matériellement par la résurgence de l'islam expansionniste, une minorité de musulmans pratiquants revendiquent l'instauration de la loi islamique pour le 1^{er} pays musulman du monde, actuellement Etat laïc.

Mais le fondamentalisme islamique en Indonésie est plutôt l'expression des revendications sociales et politiques à l'usage d'extrémistes en mal de subversion.

Depuis quelques années, le Président Suharto veille à s'attirer les bonnes grâces des musulmans (son pèlerinage à La Mecque en 1991, octroi de lois favorables aux musulmans).

Il s'agit là d'une menace aisément contrôlée.

Timor oriental

Cet ancien territoire portugais annexé par l'Indonésie en 1976, peuplé à 90 % de catholiques et où existe toujours, malgré une répression permanente, le mouvement indépendantiste Fretilin et autres groupes de résistance, constitue un foyer de troubles latents. En décembre 1993, un groupe d'indépendantiste a demandé la médiation de l'ASEAN pour l'indépendance de Timor.

Menaces externes

le redéploiement américain dans la zone pacifique, leur retrait des Philippines, a été perçu comme un désengagement. Ils estiment que les risques d'affrontement, en mer de Chine méridionale, à propos des îles Spratley augmentent.

Menaces mineures

Revendications sur l'espace maritime : eaux territoriales. limites des zones pétrolifères (plus d'une douzaine de contentieux en mer de Chine).

Possibilité de conflit naval en mer de Chine du sud.

Revendications sur des îles reposant sur des zones pétrolifères.

Actes de piraterie et de pillage sur les routes maritimes. contrebande. trafic de drogue.

Menaces majeures à plus long terme

Conflits extérieurs pouvant déstabiliser l'ASEAN, comme la course aux armements entre Taïwan et la Chine, ou l'affrontement des marines chinoise et indienne (dans le Golfe du Bengale, près des îles Andaman et Nicobar).

Invasions par voie maritime contre lesquelles l'Indonésie est actuellement complètement démunie.

Revendications de la Chine sur la Mer de Chine : volonté de reconquérir des zones qu'elle estime lui revenir pour des raisons historiques (les îles Spratley), exacerbée

par l'attrait du pétrole et du gaz et confortée par la supériorité de sa marine. La Chine ne voit pas d'un bon oeil le développement d'une autre puissance maritime à ses portes.

Les menaces venant du Japon se profilent à plus long terme : ce qui peut être redouté, ce n'est pas la puissance militaire, mais la puissance économique entièrement dépendante de l'extérieur et soucieuse de préserver ses intérêts économiques et commerciaux contre un conflit en Mer de Chine (d'où lui parviennent pétrole et gaz), contre l'insécurité, voire la fermeture, des routes maritimes par lesquelles sont acheminés ses approvisionnements en pétrole du Moyen-Orient.

Indonésie et Japon ont de nombreux intérêts communs mais l'Indonésie devra tenir en respect ce puissant voisin si ses visées devenaient trop intéressées.

L'Inde représente un risque d'affrontement, mais également à long terme, compte tenu des problèmes que doit surmonter l'Inde actuellement (Cachemire, problèmes internes).

Pour se prémunir contre ces menaces, l'Indonésie doit se doter d'une force de dissuasion crédible et nouer des alliances régionales.

Réorganisation

Une réorganisation de la structure militaire a été lancée en 1983 et s'est terminée en 1988 où la priorité a été donnée aux domaines naval et aérien. Un effort tout particulier est fait sur l'augmentation de la flotte d'aéronefs (achat de 24 hawks d'entraînement et d'attaque au sol livrable en 96 et de F16 supplémentaires en 96 , en supplément des 12 acquis en 92) et le tonnage de la flotte navale (achat de 37 navires de guerre en provenance de l'ex-allemande de l'est et de 2 sous-marins).

L'Indonésie veut transformer ses forces armées, jusqu'alors défensives, en une armée capable de soutenir des actions offensives (parachutistes, avions de transport, avions et hélicoptères d'attaque).

Aux généraux politiciens de la génération de 1945 ont succédé de jeunes officiers souhaitant une plus grande professionnalisation et un recadrage de la fonction militaire.

De par la constitution, les armées ont une double fonction, militaire et politique-social.

L'objectif prioritaire du gouvernement est de maintenir la stabilité afin de favoriser le développement économique. Aussi l'état-major met l'accent sur le rôle socio-politique (sospol) de l'armée, rôle qui incombe principalement à l'armée de Terre.

Réponses aux menaces

Pour répondre à la menace interne, une force de réaction rapide, capable d'intervenir sur l'ensemble de l'archipel a été créée et la police a été réorganisée pour assurer seule le maintien de l'ordre.

La réponse à la menace externe s'est traduite par :

- le renforcement du concept de défense populaire île par île
- la modernisations de l'armée de l'Air et de la Marine, et l'amélioration de la couverture de surveillance radar
- développement de la coopération militaire avec les partenaires de l'ASEAN - développement des industries d'armement national.

Organisation de la défense

Elle se caractérise par une forte concentration des pouvoirs au sommet. Le président de la république est commandant suprême des forces armées. Il est assisté par trois organismes chargés de la doctrine, du renseignement et de la stabilité nationale.

Les forces armées (ABRI)

Elles sont composées de 480 000 hommes d'active et de 300 000 hommes de réserve.

Le service militaire pour quelques appelés sélectionnés dure deux ans, mais la majorité des forces est composée de professionnels.

Armée de Terre

L'armée de Terre (216 000 hommes, 70 % à Java, 20 % à Sumatra) occupe une place prépondérante, due au fait qu'elle exerce seule la mise en oeuvre de la fonction socio-politique. C'est ainsi que 10 % des officiers sont détachés dans le secteur civil.

Elle se caractérise par le vétusté de ces matériels et son déficit considérable en véhicules de transport, de véhicules blindés et de pièces d'artillerie.

Le territoire est divisé en dix régions militaires (kodam) et 39 subdivisions régionales (Korem). Chaque Korem comprend un à trois bataillons d'infanterie.

Les forces de manoeuvre s'articulent en une réserve stratégique, le Kostrad qui comprend trois divisions, et les forces spéciales.

10 commandements des régions militaires

- 65 bataillons d'infanterie (dont 4 aéroportés)
- 8 bataillons de cavalerie
- 8 bataillons d'artillerie de campagne
- 8 bataillons de défense aérienne
- 8 bataillons du génie
- 1 escadrons d'aviation composite
- 1 escadron d'hélicoptères

Réserve stratégique :

- 2 états-majors de division d'infanterie
- 3 brigades d'infanterie
- 3 brigades aéroportées
- 2 régiments d'artillerie de campagne
- 1 régiment d'artillerie de défense aérienne
- 2 bataillons du génie

. Forces spéciales : 2 groupes avec chacun 2 bataillons.

Les matériels majeurs comprennent seulement 150 chars légers, une centaine de blindés de reconnaissance, 400 véhicules de combat d'infanterie, 200 pièces d'artillerie (anciens et disparates).

Besoins :

véhicules de transport

- . chars de combat
- . systèmes d'artillerie et d'armement aéroportés
- . artillerie anti-aérienne
- . modification du système de défense aérienne avec intégration de tous ses radars ATC civils au réseau ADGES

L'armée de Terre reste un pilier des forces armées indonésiennes.

Malgré la cohésion de ses personnels, leur discipline et leur disponibilité, cette armée montre des faiblesses liées à son faible entraînement, son matériel vétuste et le manque de professionnalisme dû aux lacunes de formation technique.

Pour pallier son manque de matériel, elle envisage l'achat massif de véhicules d'occasion (véhicules blindés, 2000 camions) à l'Allemagne.

Sa capacité à court terme est limitée car elle ne peut pas faire face à une agression extérieure.

La Marine

La Marine (42 000 hommes) est articulée en deux commandements : celui de la flotte Est à Surabaya et celui de la flotte ouest à Jakarta.

Ayant seulement une vocation de défense côtière, elle dispose de moyens modestes : moins d'une centaine de bâtiments dont 2 sous-marins et, 17 frégates, 6 vedettes, 45 patrouilleurs et garde-côtes, 4 bâtiments mines/antimines.

L'aéronautique navale compte une trentaine d'avions, dont la moitié seulement est opérationnelle, et vingt hélicoptères.

Besoins :

- . frégates et corvettes (équipées de missiles) pour opération en haute mer .
- sous-marins
- . missiles anti-navires moyenne et longue portée (AM-39 EXOCET ou BAC Sea Eagle, ou McDD AGM-84 Harpoon ou NFT Penguin).

L'armée de l'air

L'armée de l'air (24 000 hommes) dispose d'environ 135 avions de combat et d'entraînement, 43 appareils de transports, 5 aéronefs de patrouille maritime et une soixantaine d'hélicoptères qui sont répartis dans deux commandements (ouest et Est).

Besoins

- . 100 avions de combat sur 25ans
- . 1 AWACS
- . hélicoptères de combat
- . avions de patrouille aérienne

La police

Elle est (18 000 hommes) est comparable à notre gendarmerie, mais elle manque de moyens et l'instruction du personnel reste insuffisante.

Autres besoins identifiés

- . Système C3 équipant chaque village et reliant toutes les forces armées entre elles, y compris la police
- . Equipement de guerre électronique pour la détection précoce des menaces (radars terre et mer).

Provenance des armements

Etats-Unis : 26,3 % sur la période 1 985-89

Royaume-Uni : 1 0,5 %

Autres Europe : 56.6 %

Budget

Le Président Suharto ayant donné la priorité à l'économie, les forces armées ont pâti d'un ralentissement des achats d'armement et de la modernisation des équipements.

Pour faire face à ses ambitions, l'Indonésie aurait besoin d'un investissement annuel de 60 Mds F, somme démesurée par rapport à son PIB actuel.

Le budget de la défense, qui représentait 3,47 % du PIB il y a 25 ans, est tombé à 1,5 %.

En baisse constante depuis 1989, il s'élève à 13,2 milliards de francs pour l'année fiscale 1994-95 et représente 7 % du budget de l'état (13,6 % pour la France).

Les dépenses d'équipement représentent 23 %, les dépenses de fonctionnement 67 % (en France titre V : 51 %, titre III 49 %).

Industries de défense

Les industries de défense indonésiennes produisent des fusils d'assaut, des munitions, des navires de faible tonnage.

Elles montent, sous licences étrangères, des hélicoptères.

Les indonésiens diversifient leurs sources d'approvisionnement, notamment vers les occidentaux.

Récemment ils ont achetés :

-39 bâtiments de la Marine de l'ex RDA (contrat qui a été l'objet d'un scandale mettant en cause le ministre de la technologie et de la recherche pour corruption),

-24 avions de combat Hawk livrable en 96 (20 autres sont programmées pour 1999) et

-70 chars légers Scorpion.

Elle a reçu le premier des trois 737-200 de surveillance maritime.

Coopération militaire étrangère

USA :. dernièrement les relations avec les Etats-Unis ont montré un fléchissement provoqué par la pression d'un lobby de défense des droits de l'homme à Timor-Est. Ainsi une vente de F15 Jordaniens d'occasions à l'Indonésie a été bloquée Mais ces relations restent tout de même bonnes.

Les principaux matériels fournis par les Etats-Unis sont de missiles mer-mer Harpoon, des F5 et 1 2 F1 6 livrés en 1 989-1 990.

Australie : les relations sont en amélioration constante et deviennent excellentes.

Des exercices communs ont lieu, ainsi que de très nombreux échanges de stagiaires.

Allemagne : elle est un des partenaires favori et a vendu de nombreux navires

Grande-Bretagne : elle a vendu trois frégates, des missiles Rapier et des avions Hawk.

France : les relations sont très peu développées

elle a vendu vingt canons de 1 05 LG. Thomson-CSF est présent sur place et devrait équiper les hélicoptères et les avions casa 21 2 du radar de surveillance Ocean Master 100.

Traites et accords militaires

1971 : "The five Power Arrangement", pacte établi entre le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour et la Malaisie.

L'Indonésie remet ce pacte en question : dans l'après guerre froide une alliance avec des puissances extérieures à la région (GB) se justifie-t-elle ?

AUSTRALIE

1970 : inclusion de l'Indonésie dans le programme australien de coopération de défense

MoU pour la surveillance maritime (mers d'fruth et de Timor, océan Indien).

MALAISIE

1989 : protocole d'accord pour l'ouverture des installations militaires indonésiennes aux forces de Malaisie et exercices communs

SINGAPOUR

1989 : accord de coopération militaire

L'Indonésie fournit des facilités d'entraînement contre des transferts de technologie.

PAPOUASIE NOUVELLE-GUINEE

1986 ; traité de respect mutuel

1990 : accord frontalier

Les deux pays ont renforcé leur coopération militaire en 1990 pour protéger leur zone frontalière commune. Le traité de respect mutuel signé en 1986 a mis fin à des mouvements séparatistes anti-indonésiens (Mouvement pour la Papouasie libre) qui avaient poussé 10 000 habitants de l'Irian Jaya à fuir la PNG.

Quelques actions de guérilla sont encore menées sporadiquement mais elles n'inquiètent pas les diplomates indonésiens.

VIETNAM

Malgré des rivalités, les relations avec le Vietnam sont teintées d'une certaine complicité qui remonte à leur passé colonial. Les Indonésiens ont toujours eu de la sympathie pour le Vietnam qui a dû se délivrer du joug colonial français (ils font un parallèle avec leur propre expérience avec les Hollandais).

L'Indonésie manifeste à l'égard du Vietnam plus de compréhension que ses autres voisins, et notamment dans le conflit cambodgien, ce qui lui permet de jouer un rôle de médiateur dans ce conflit. L'Indonésie a une autre bonne raison de se rapprocher du Vietnam : faire front commun contre la menace chinoise. Or le Vietnam, privé du soutien soviétique et sans flotte de guerre, est désarmé

face à la Chine qui revendique sa souveraineté sur la mer de Chine méridionale et sur ses archipels (les Paracels et les Spratley). D'où sa volonté de rapprochement avec ses voisins de l'ASEAN.

Ces affinités n'éliminent pas les querelles d'intérêt (contentieux sur les zones d'intérêt - craintes du Vietnam concernant les îles Natuna au large de ses côtes en mer de Chine, dans une zone pétrolifère).

L'INDONESIE, PROBLEMES INTERNES ET OPPOSITIONS ARMEES

L'affaire du TIMOR-ORIENTAL

EN 1520 les portugais découvrent l'île de Timor

En 1904, ils partagent cette île avec les hollandais et gardent la partie orientale

En 1975, c'est la révolution des oeillets au Portugal, ce dernier abandonne leur partie de l'île de Timor.

Le 7 février 1975, faisant suite à cet abandon, l'Indonésie larguent ses parachutistes sur DILI, capitale de l'ancienne colonie Portugaise.

Depuis 1975, un mouvement de résistance existe, le FREITILIN (Front de libération de Timor-Est), dont le chef très charismatique (Xanana GUSMAO) a été arrêté en 1992.

Ce mouvement est composé de quelques centaines de membres.

En 1976, Indonésie proclame unilatéralement le rattachement de cette moitié de l'île au reste de l'archipel. Une annexion de fait (la 27ème province) qui n'a jamais été reconnue par l'ONU.

Au cours de l'invasion et de la campagne de pacification, 200 000 personnes périrent, soit un tiers de la population actuelle.

Depuis les javanais maintiennent l'ordre par la force et tente de modifier le rapport démographique par la transmigration.

En effet cette partie de l'île est composé pour sa quasi totalité de catholiques (l'Indonésie comprend globalement de 87 % de musulmans).

Aujourd'hui, la contestation circule au travers de l'église catholique, et c'est l'administrateur apostolique de Dili, Mgr Carlos BELO, qui en est le porte parole.

En 1989, il a proposé un référendum, ce qui a rendu furieux les indonésiens.

Les forces de l'ordre en viennent à profaner les lieux de cultes et Djakarta cherche à mobiliser les musulmans.

Récemment en novembre 1 991 , à Santa Cruz, une procession, au cours de l'enterrement d'un jeune (tué peu de temps avant par les militaires indonésiens), s'est transformée en manifestation. L'armée indonésienne a tiré dans la foule, faisant quelques 250 morts.

Les droits de l'homme sont régulièrement bafoués .

Les indonésiens ne lâcheront pas cette partie de l'île, d'autant plus qu'il semble y avoir des quantités importantes de pétrole. Cependant cette question des droits de l'homme est l'objet de controverses de la part de la communauté internationale (CEE,USA); en effet celle-ci conditionne et modifie son aide, ses échanges commerciaux avec l'Indonésie en fonction des efforts de celle-ci à respecter les droits de l'homme.

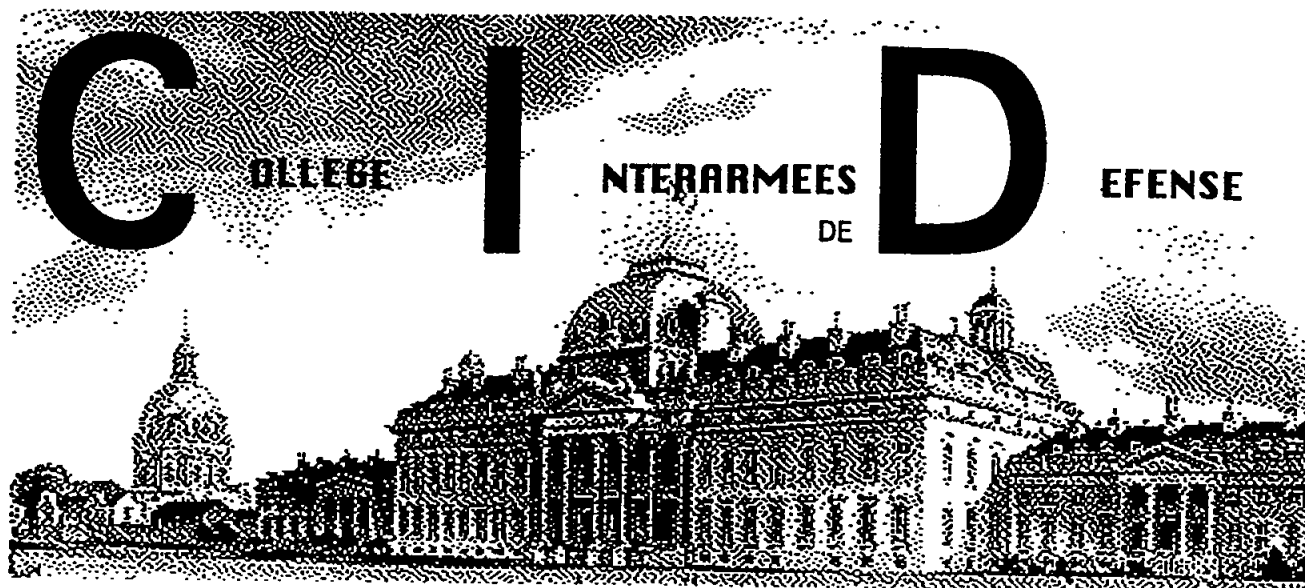
Pour essayer de calmer les opposants Suharto fait construire aujourd'hui 25 églises.

En IRIAN JAYA

Des accords ont été signés entre l'Indonésie et la Papouasie - Nouvelle-Guinée, il n'y a pratiquement plus d'opposition.

AU NORD DE SUMATRA

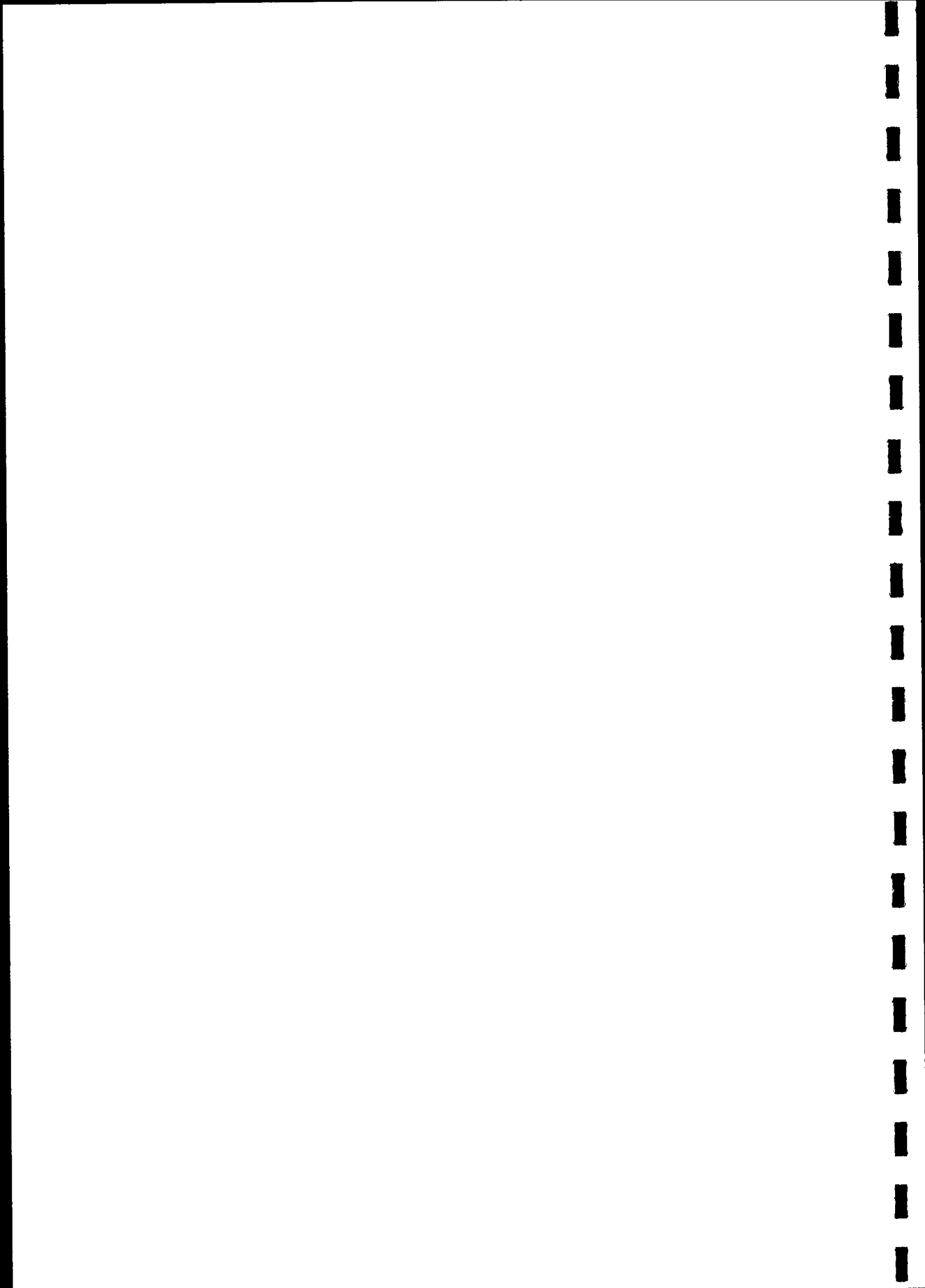
La province d'ACEH a généré une opposition armée qui trouve ses origines dans l'histoire, résistance à l'envahisseur hollandais puis javanais, dans la religion (intégrisme musulman) et dans les problèmes économiques. Ce mouvement s'est réveillé en 1990, ce qui a entraîné une répression de la part des forces indonésiennes et la mise en place d'équipes spéciales de sécurité urbaine.



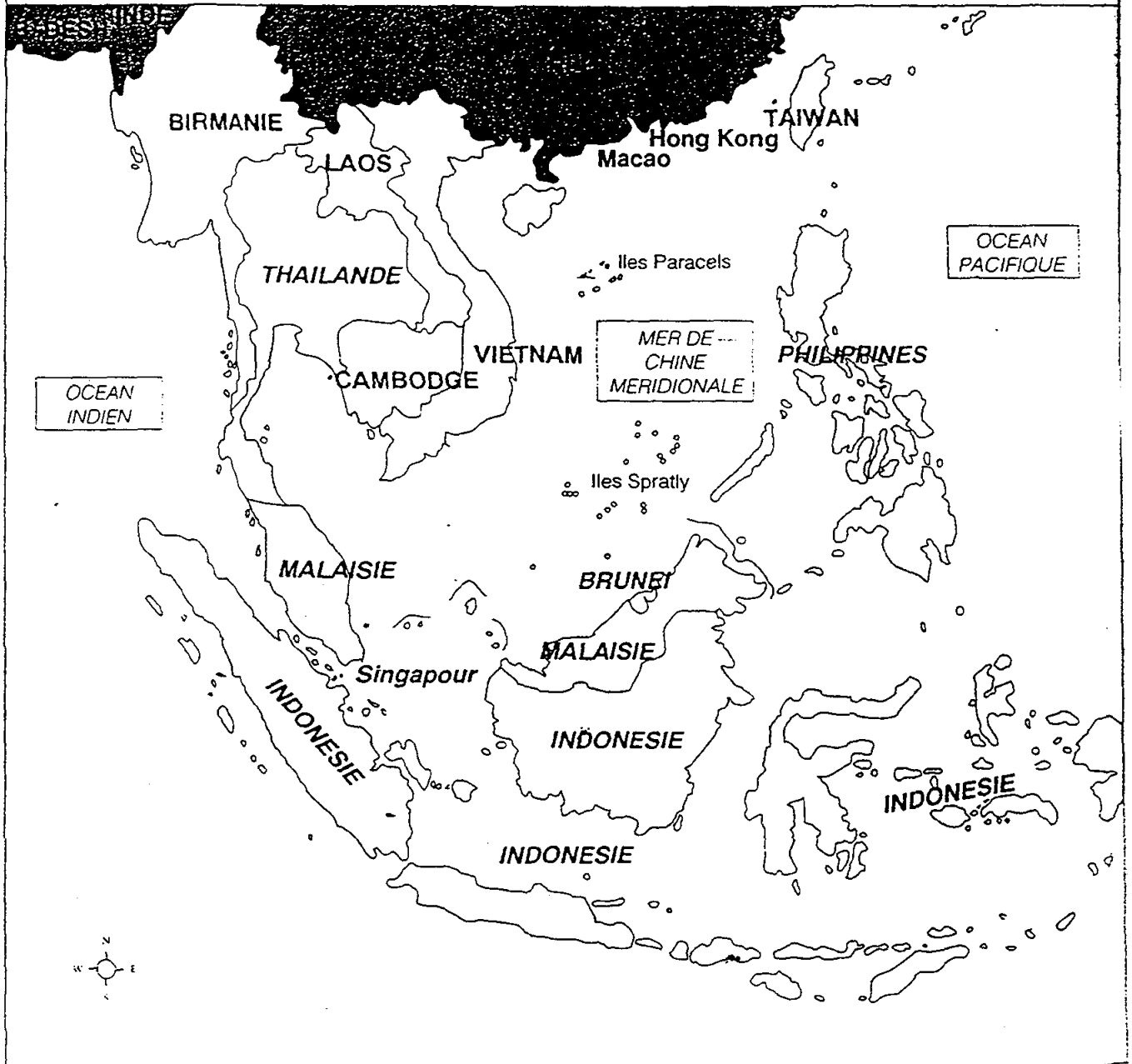
SOUS-DOSSIER 2 :

**CARTES
ET
ORGANIGRAMMES**

SESSION 1994 - 1995



Le Sud-Est Asiatique

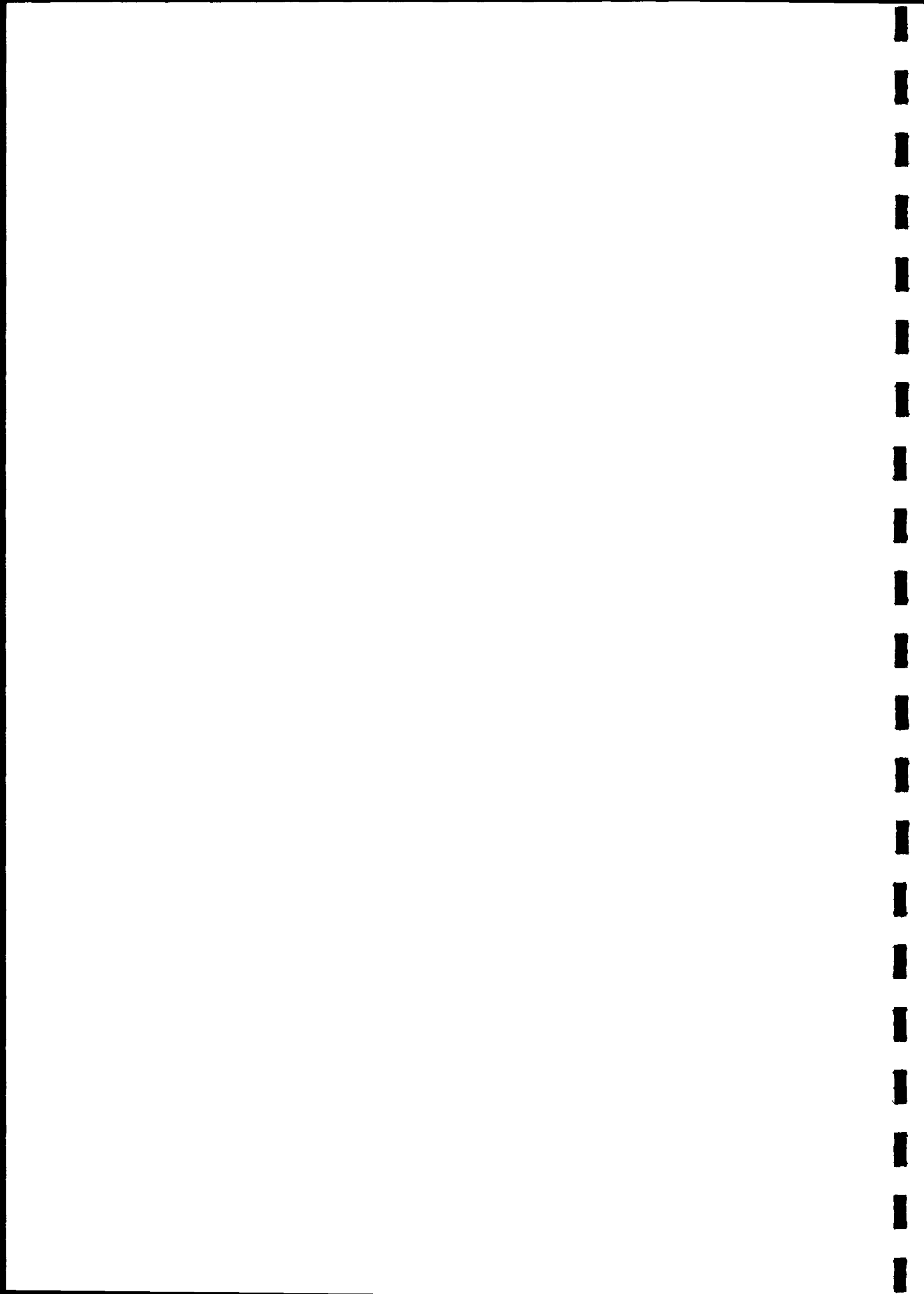


Légende

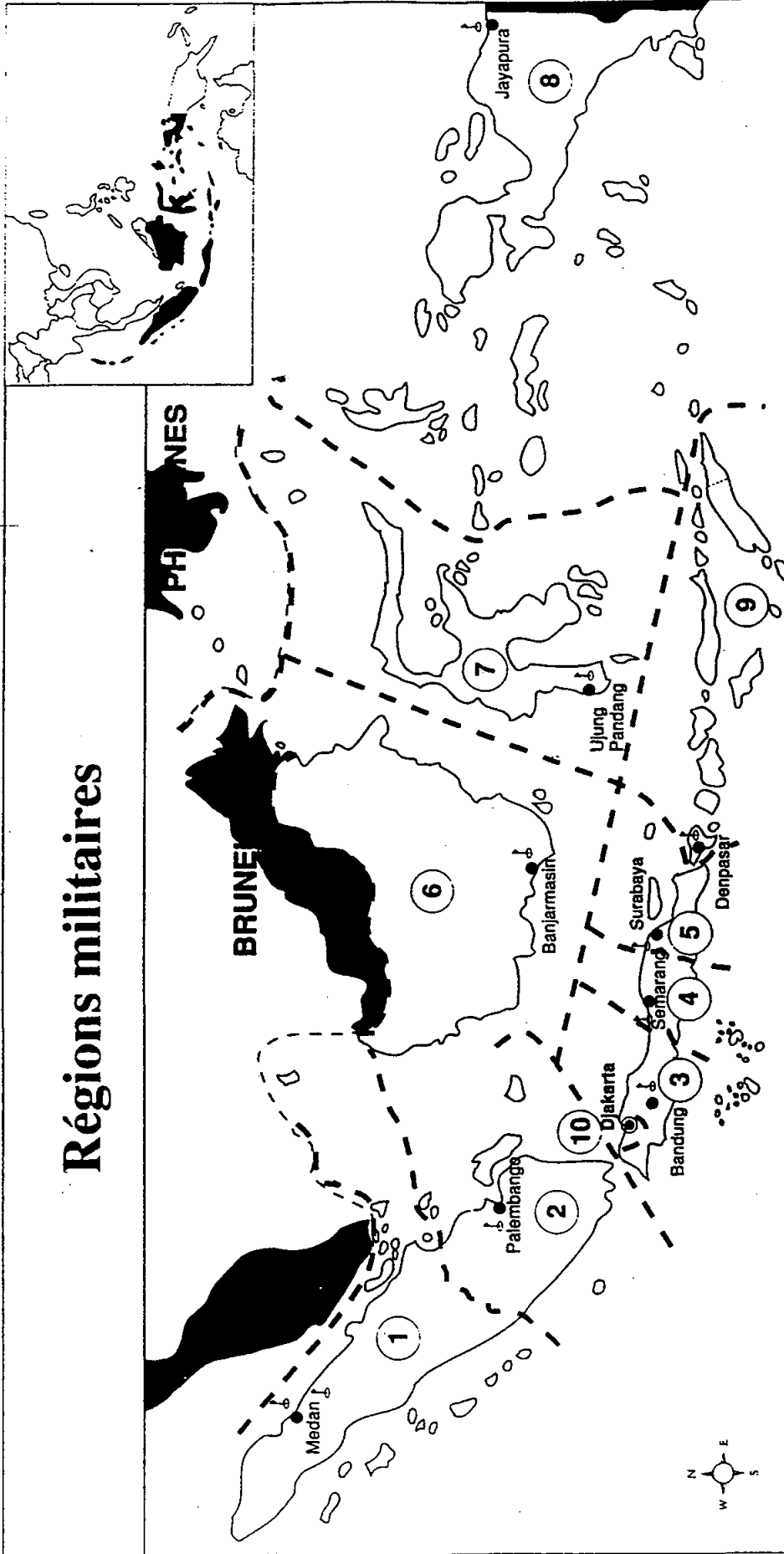
— Limites d'états
RPC Noms d'Etats
BRUNEI Etats de l'ASEAN

Echelle

0 400 km



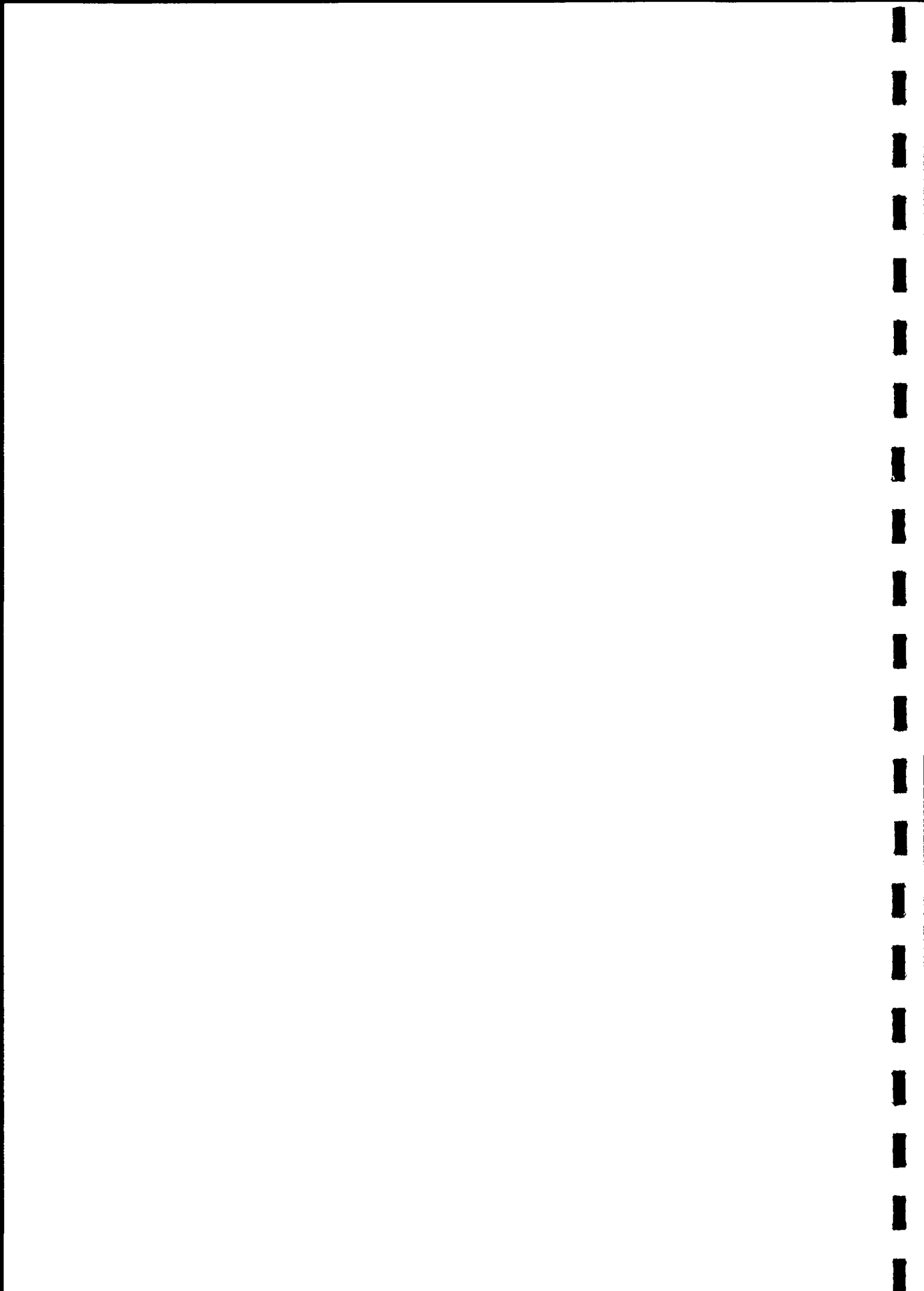
Régions militaires



Légende

- Limites d'états
- - - Limites de régions militaires
- Java
- ⊙ Noms de villes
- ⊙ 1 Régions militaires
- ⊙ Commandement de région militaire

Echelle
0 500 1000 2000 km



PARC DE L'INDONESIE

	PARC	ORIGINE	LIVRAISON	ET PROG.	court terme
TERRE					
Chars légers					
AMX-13	125	F	1962		
PT-76	30	URSS	1964		état incertain
Reconnaissance					
Saladin	60	GB	1960		
Ferret	45	GB	1958 mod. 80		
Transport de troupes					
AMX-VC1	200	F			
Saracen	45	GB	1955		
V-150 Commando	200	E.U.	1975-80		
Commando ranger	20		1983		
BTR-40	140	URSS			état incertain
BTR-50	25	URSS			état incertain
Artillerie tractée					
76 mm : M48		Youg.			
105 mm : 170M-101	170	E.U.	1981		
M-56	10				
Canons sans recul					
90 mm : M-67	90	E.U.			
106 mm : M-40A1	45				
Mortiers					
80 mm	800	E.U.			
120 mm Brandt	75	F			
canons de défense aér.					
20 mm	125	Oerlikon			
57 mm : S-60	200	URSS			
40 mm : L/70	90	Bofors			

PARC DE L'INDONESIE

	PARC	ORIGINE	LIVRAISON	ET PROG.	court terme
INFANTERIE DE MARINE					
Chars légers					
PT-76	80				
Reconnaissance					
BRDM	20				
Véh. blindés de combat					
AMX-10 PAC-90	10				
Transport de troupes					
AMX-10 P	25				
BTR-50P	75				
Artillerie tractée					
M-38 122 mm	40				
Lance-roquette multiples					
BM-14 140 mm					
Canons de déf. aérienne					
40 mm					
57 mm					

PARC DE L'INDONESIE

AIR	PARC	ORIGINE	LIVRAISON	ET PROG.	court terme
Avions de combat					
F-5 E Tiger II	10	Northrop	1980-81		à remplacer
A-4E Skyhawk	26	McDD	1980-82		
TA-4H	2	McDD	1980		
F-16 A	8	GD	1989-		
F-16 B	4	GD	1989-		
Reconnaissance					
OV-10 F	12	Rockwell	1976-77		
Boeing 737-200	3	Boeing	1982		
C-130 H-MP	1	Lockheed			
Entraînement					
Hawk MK 53 (C-I/entrain.)	14	BAe	1980-84		
Hawk 100 (C-I/entr.)	16	BAe	1995-96	com. 1993	} 144 prév. en to
Hawk 200 (C-I/entr.)	8	BAe	1995-96	com. 1993	} avec offset 35%
T-34/C-1 Turbo mentor	23	Beech	1984		
T-41 D	10	Cessna			
L-29	4	Tchéc.			
TA-4 H Skyhawk	2	McDD	1982		
FFA/AS 202 Bravo	38	FFA (Suisse)	1981		
F-5 F	4	Northrop	1980-81		} à remplacer
Ravitailleur					
KC-130 B	2	Lockheed			
Transport					
C-47	2	McDD			rempl. (CN-235)
Transall C-160	6	Fr/Ail.	1983		
C-130	19	Lockheed			
Boeing 707	1	Boeing			
Cessna 401/402	5-2	Cessna			
F-27 400-M	7	Fokker	1976		
F-28-1000	1	Fokker			
NC-212	10	CASA/Nurt.			
Skyvan	1	Short (GB)			
CN-235M	32	CASA/IPTN	1986-		
Hélicoptères					
S-58T	12	Sikorsky			modernisés
Bell 204 B/206 B	2 + 2	Bell	1963		
Hughes 500	10	Hughes			
NBo-105	12	Nurtanio			
Bell 412	28+	Bell	1985-		70
SA-316 Alouette III	3	Aérosp.			
SA-330J Puma (NSA 330)	13	Aéro/Nurt.	1977-1981		

PARC DE L'INDONESIE

	PARC	ORIGINE	LIVRAISON	ET PROG.	court terme
Hélico. entrain.					
Bell 47 G	12	Bell			
Défense bases aériennes					
Rapier	5 bat.	BAe	Com. 1984-86		
missiles a/s					
Kennel, AS-1	5				
missiles air/air					
AIM-9 Sidewinder	60	E.U.	1980		

PARC DE L'INDONESIE

	PARC	ORIGINE	LIVRAISON	ET PROG.	court terme
missiles sol-air					
Rapier	50	GB			
RBS-70	40	Suède			
missiles antichars					
Entac MGM-32	200	F	1968		
Avions					
NC-212	4	CASA/Nurt.			
Cessna 185	2	Cessna			
C-47	2	McDD			
BN-2 Islander	1	GB			
Aero Commander 680	2	Rockwell			
Cessna 0.1	2	Cessna			
Cessna 310 P	2	Cessna			
Hélicoptères					
Bell 205 A 1/UH 1	16	E.U.	C 1977		
Bell 47 G (entraîn.)	8	E.U.			
Hughes 300 C	9	E.U.			
Bo-105	13	Nurt./MBB			
NB-412	4	Nurt/Bell	1985-		80
Bell 212	6	Bell		en commande	
Super Puma		Aérosp.		en commande	

PARC DE L'INDONESIE

	PARC	ORIGINE	LIVRAISON	ET PROG.	court terme
MER					
sous-marins	2	All.	1981		5
frégates	17				
Vega class	1	NL	1990		
Hajar Dewantra class	1	Yougos.	1981		
ex-US Claud JONES class	4	E.U.	1959		
Van Speijk class	5	NL	1967		
Fatahillah class	3	NL	1979		
ex-UK Tribal class	3	GB	1962		
vedettes lance-missiles	4	Corée	1979-80		
vedettes lance-torpilles	2	Lürssen	1986-87		
patr. et garde-côtes	45		1967-68		
patrouilleurs	39		1976-77		
mines/antimines	4	NL	1987-88		
dragueurs de mines	2	NL			
amphibies	14	Corée	1981-82		
soutien et divers	21				
missiles mer/air					
Rapier		GB	1984/86		
Seacat	150	GB	1984		
missiles m/m					
Exocet MM-38	28	Aéosp.	1978-80		
Harpoon RGM-84	16	E.U.	1986-1990		
Styx SS-N-2	72	URSS	1961-65		
AERONAVALE					
Lutte anti-sous-marine					
hélico. Wasp HAS-1	9	Westland	1981-		
Reconnaissance maritime					
N-22 Searchmaster B	12	Austr.			
Searchmaster L	6	Austr.			
CN-235-100	6	IPTN/CASA	1994-		26
Entraînement et transp.					
Commander	4				
NC-212	4	Casa/Nurt.			
Bonanza F 33	2				
PA-38	6				
Hélicoptères					
NAS 332F	4	Nur/Aéosp.			
NBo-105	4	Nur/MBB	1980-81		
SA-313	2	Aéosp.			
Bell 412	4	Bell			

Le nouveau gouvernement

Coordination de l'Economie :

Saleh Afiff

Finances : Mar'ie Muhammad

Banque d'Indonésie : Soedradjat

Djiwandono

Coordinateur Industrie et Com-

merce : Hartarto

Planification du Développement :

Ginandjar Kartasasmita

Industrie : Tungky Ariwibowo

Commerce : Satrio Budihardjo

Joedono

Mines et Energie : I.B. Sudjana

Sécurité intérieure : Soesilo

Soedarman

Défense : Général Edi Sudradjat

Intérieur : Yogie S. Memed

Affaires étrangères : Ali Alatas

Secrétaire d'Etat : Murdiono

Tourisme, P & T : Joop Ave

Travaux Publics : Radinal

Moohtar

Recherche et Technologie : B.J.

Habibie

Environnement : Sarwono

Kusumaatmadja

Investissements : Sanyoto

Sastrowardoyo

Transports : Haryanto Danutirto

Education : Wardiman

Djojonegoro

Santé : Sujudi

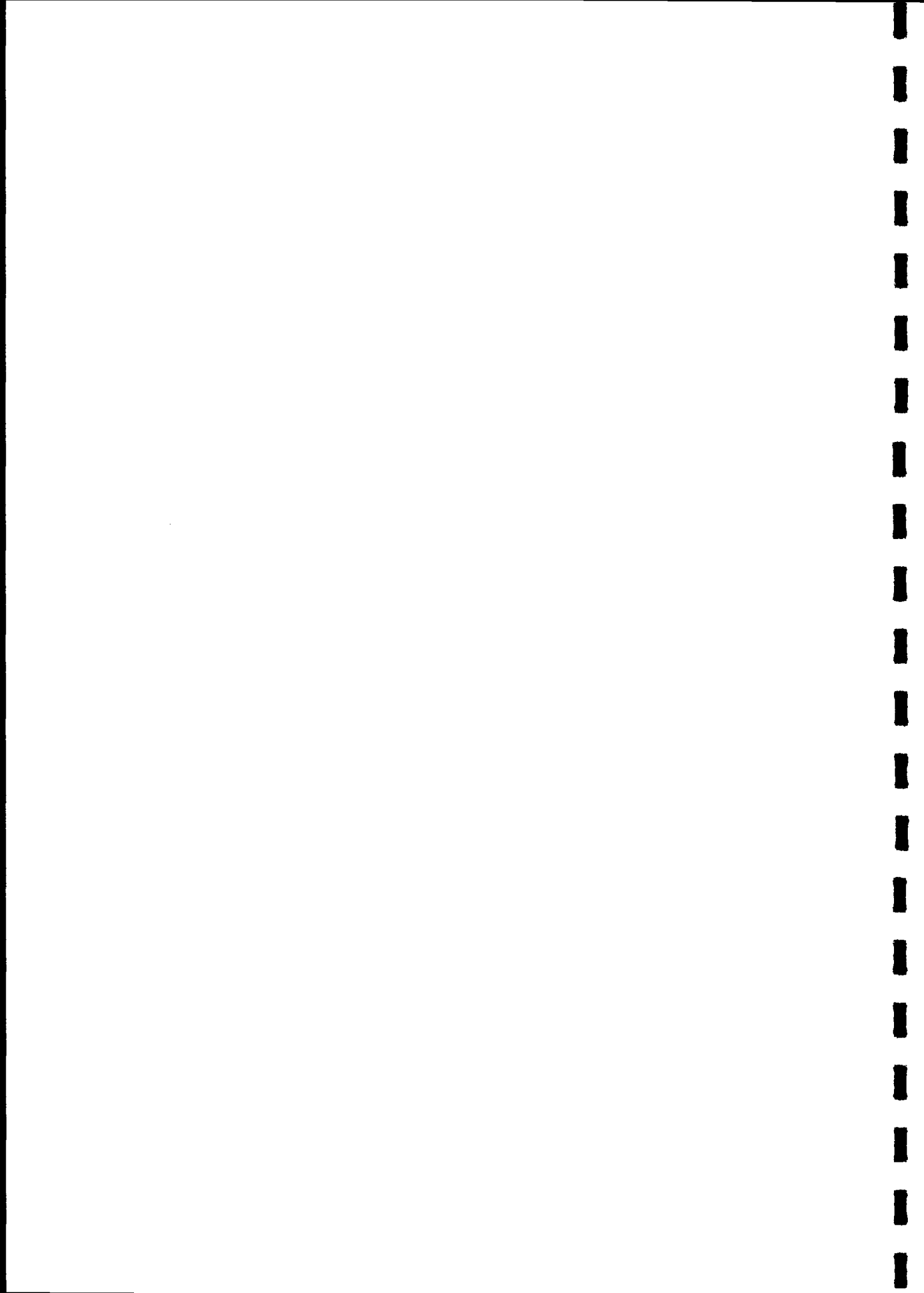
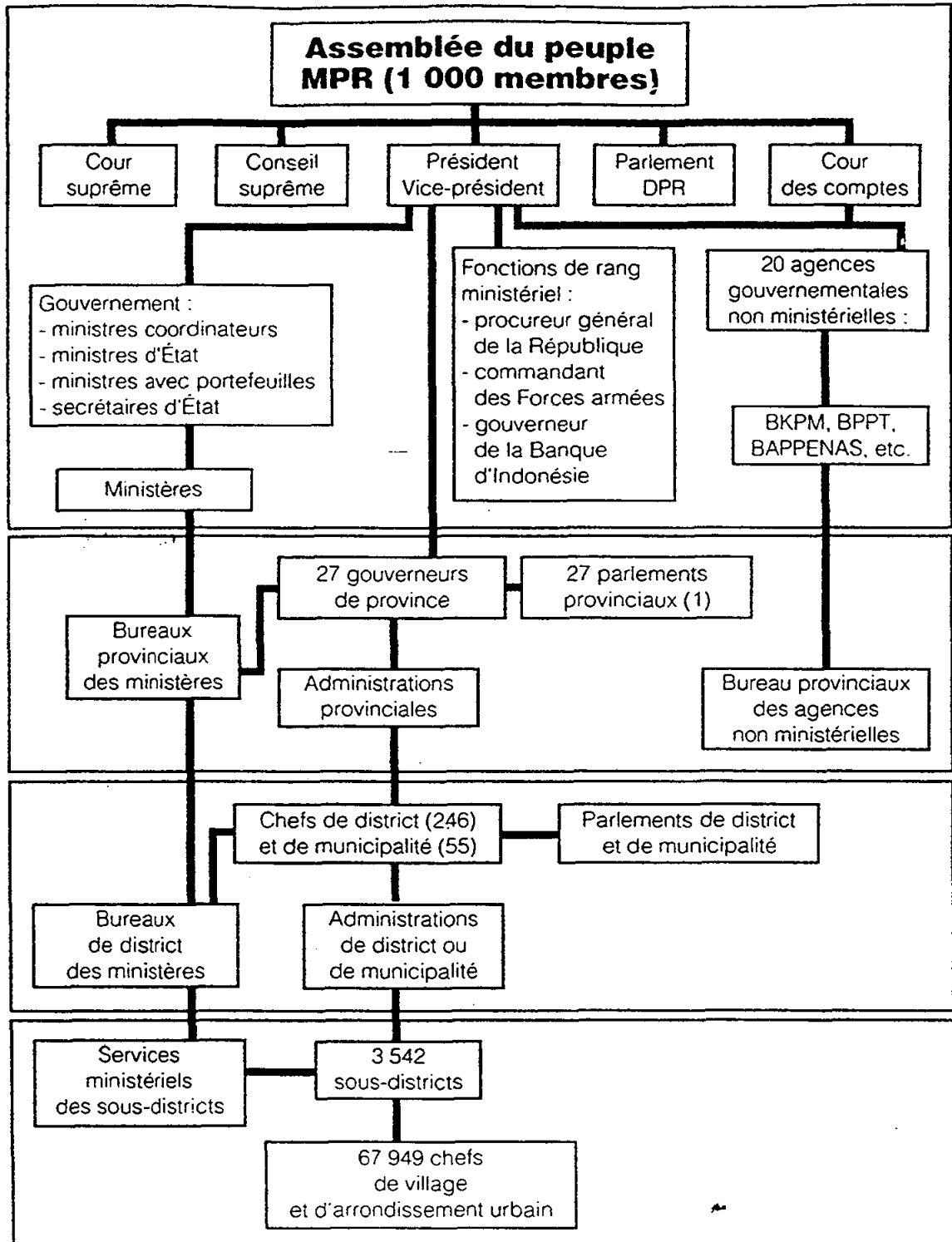
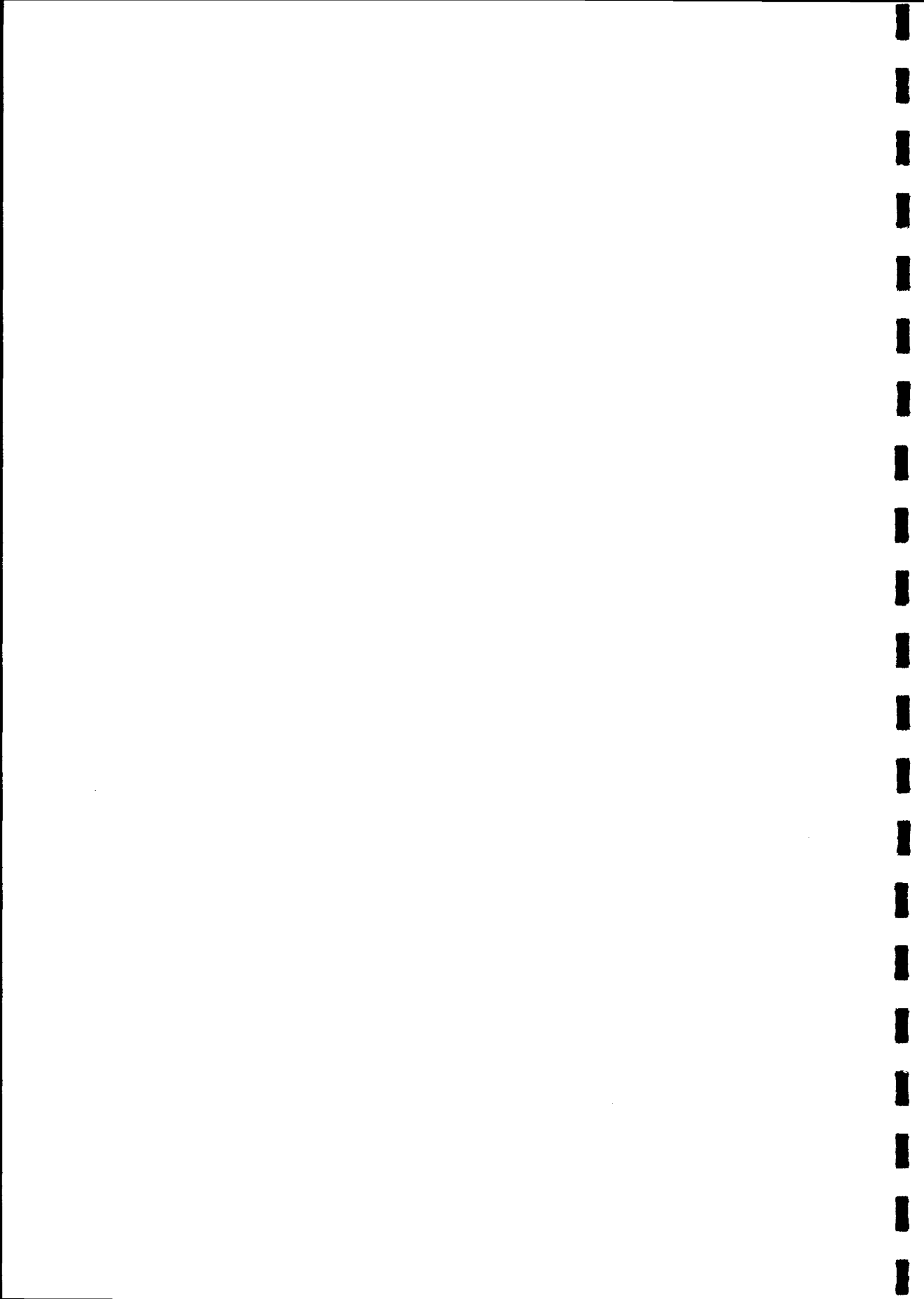


Figure 10. – L'administration indonésienne

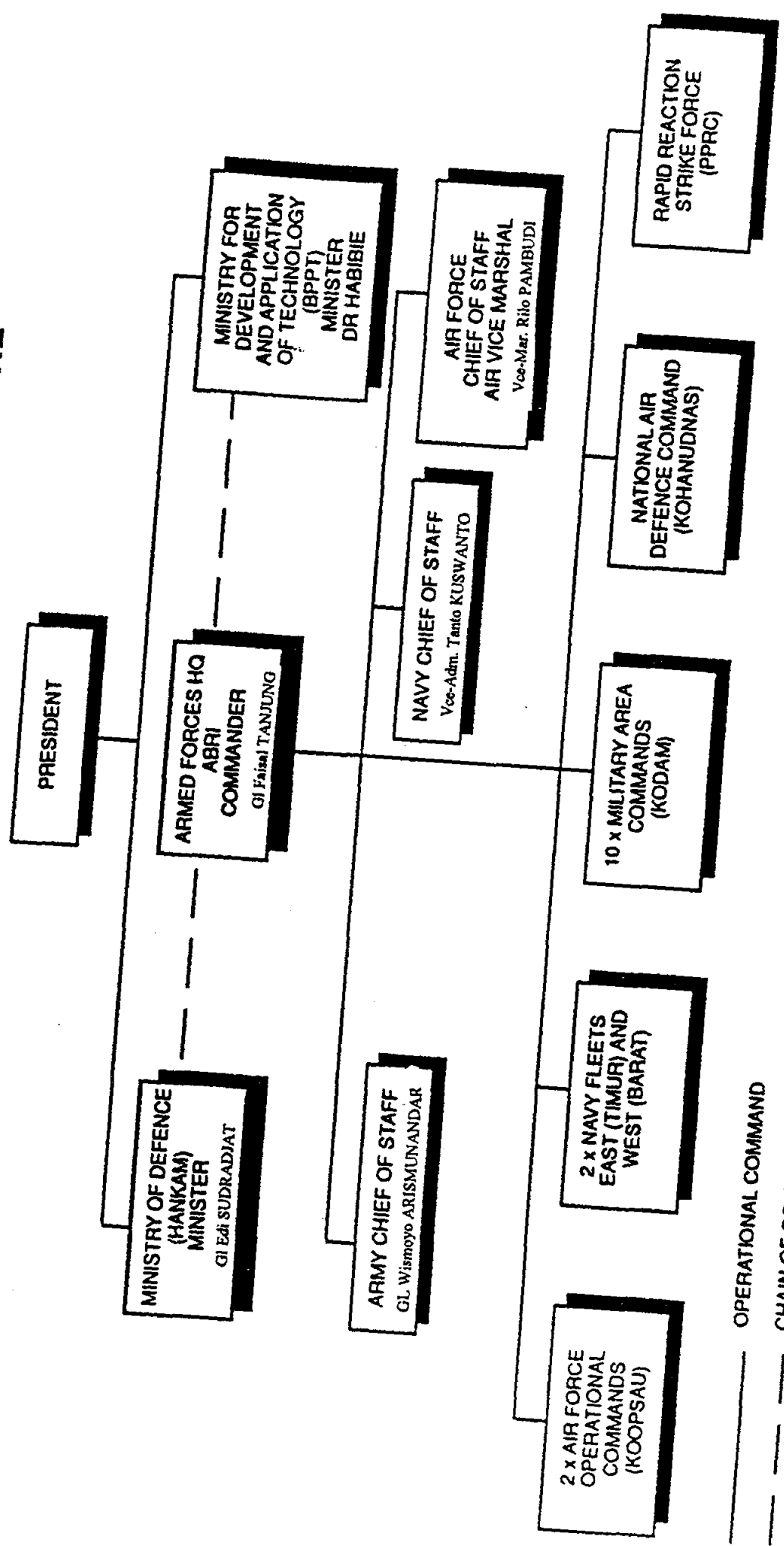


(1) DKI. Jakarta. Jawa Barat. Jawa Tengah. DI Jogjakarta. Jawa Timur. Lampung. Bengkulu. Sumatera Selatan. Riau. Jambi. Sumatera Barat. Sumatera Utara. Di Aceh. Kalimantan Barat. Kalimantan Tengah. Kalimantan Selatan. Kalimantan Timur. Sulawesi Tengah. Sulawesi Utara. Sulawesi Selatan. Sulawesi Tenggara. Bali. Nusa Tenggara Barat. Nusa Tenggara Timur. Maluku. Irian Jaya. Timor Timur.

Source : F. Raillon, *Indonésie 2000. le pari industriel et technologique*. Comité Sud-Est asiatique du CNPF, 1988.

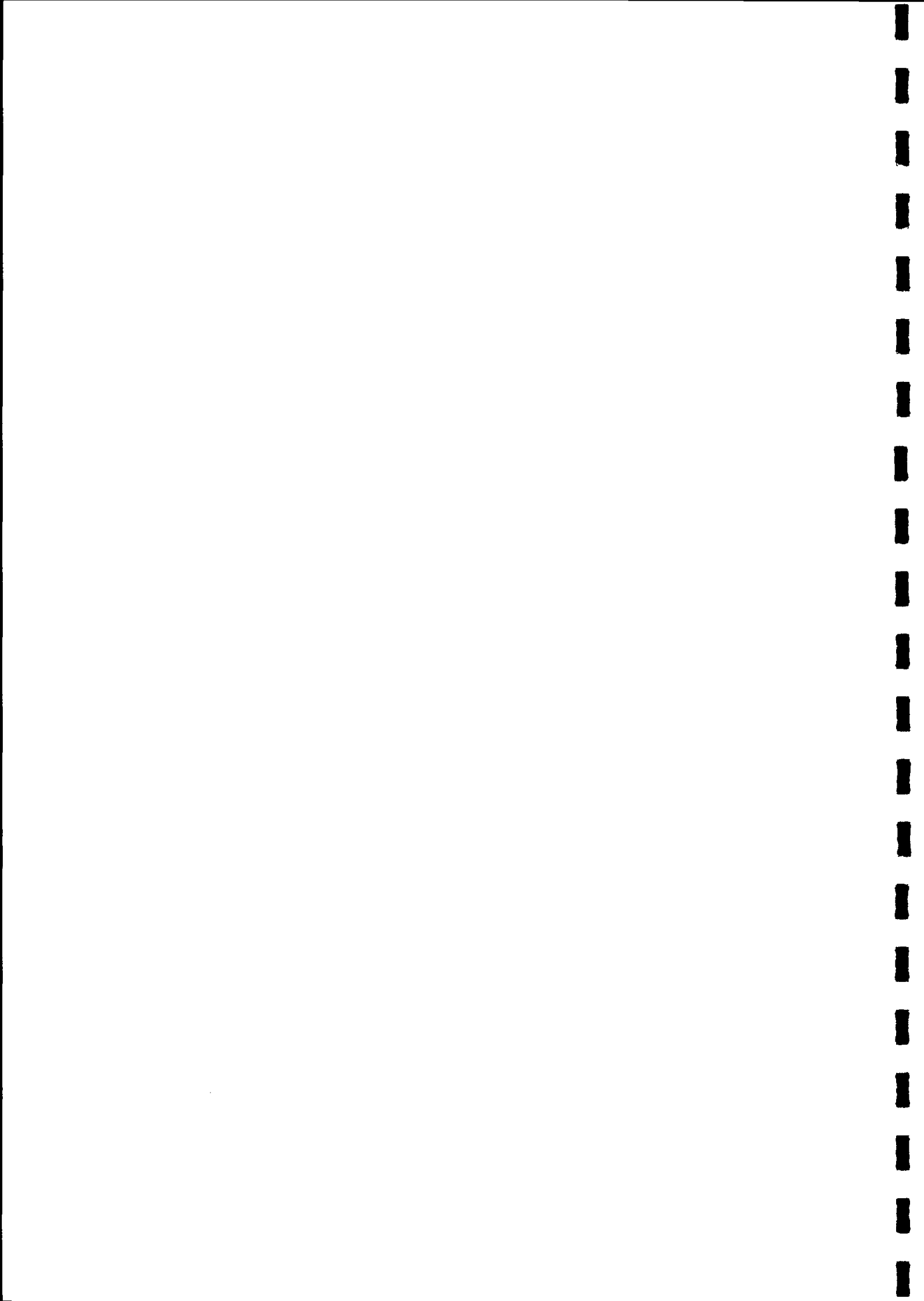


INDONESIAN NATIONAL DEFENCE STRUCTURE



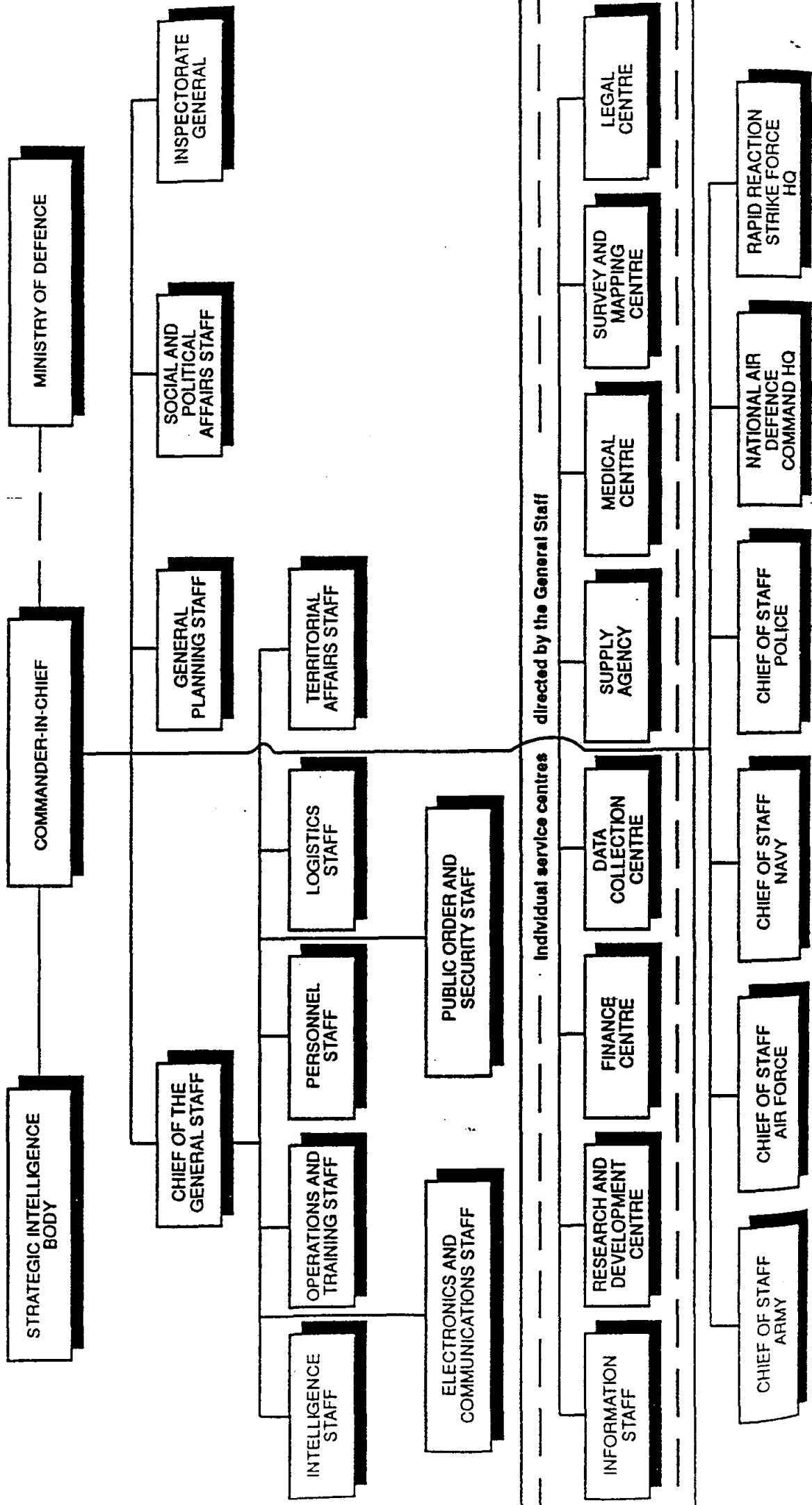
OPERATIONAL COMMAND

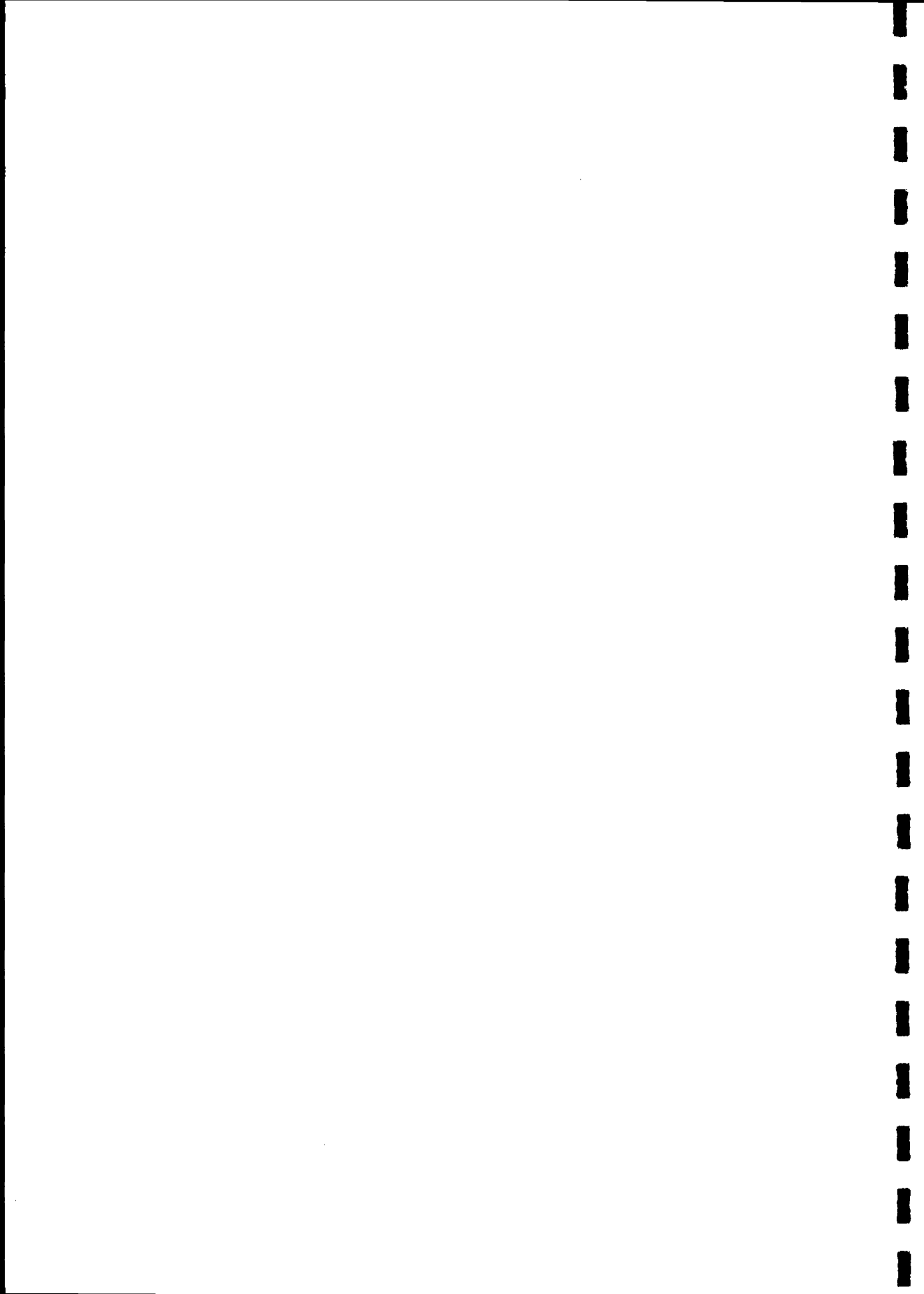
CHAIN OF CO-ORDINATION



ORGANISATION OF THE INDOONESIAN ARMED FORCES HEADQUARTERS

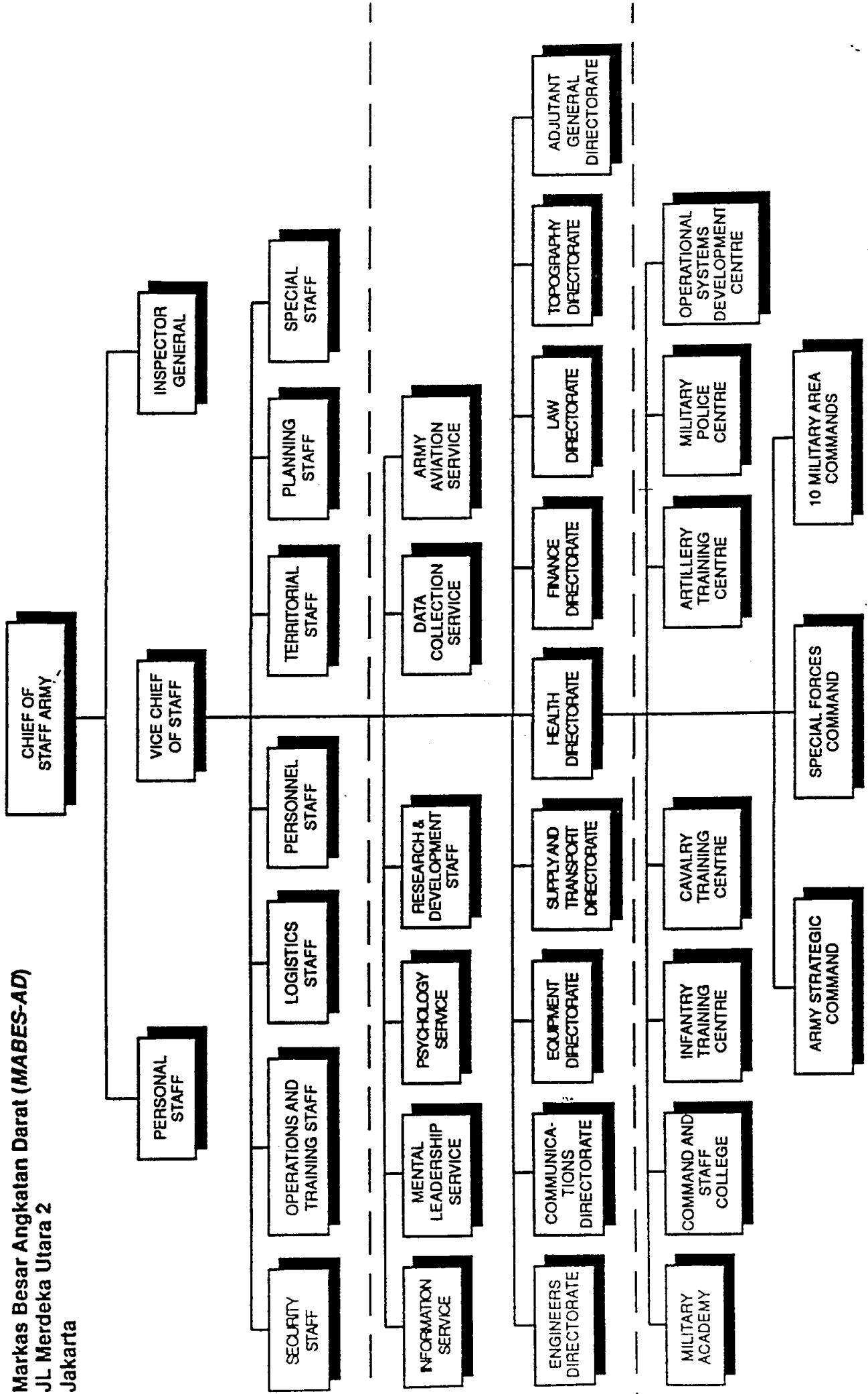
Armed Forces Headquarters (ABRI)
 Mabes ABRI
 Cilangkap
 Jakarta Timur





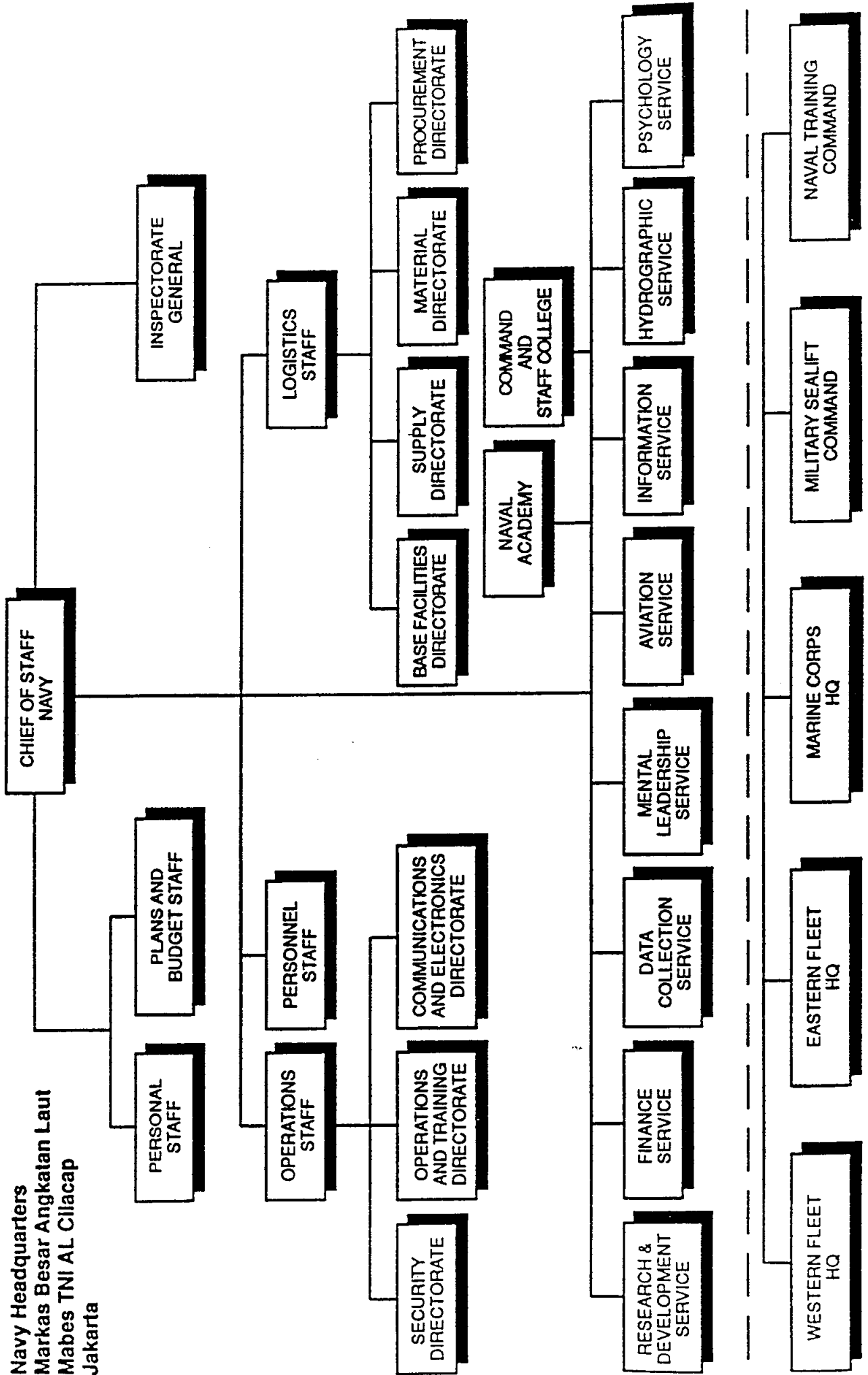
INDONESIAN ARMY STRUCTURE

Markas Besar Angkatan Darat (MABES-AD)
 JL Merdeka Utara 2
 Jakarta



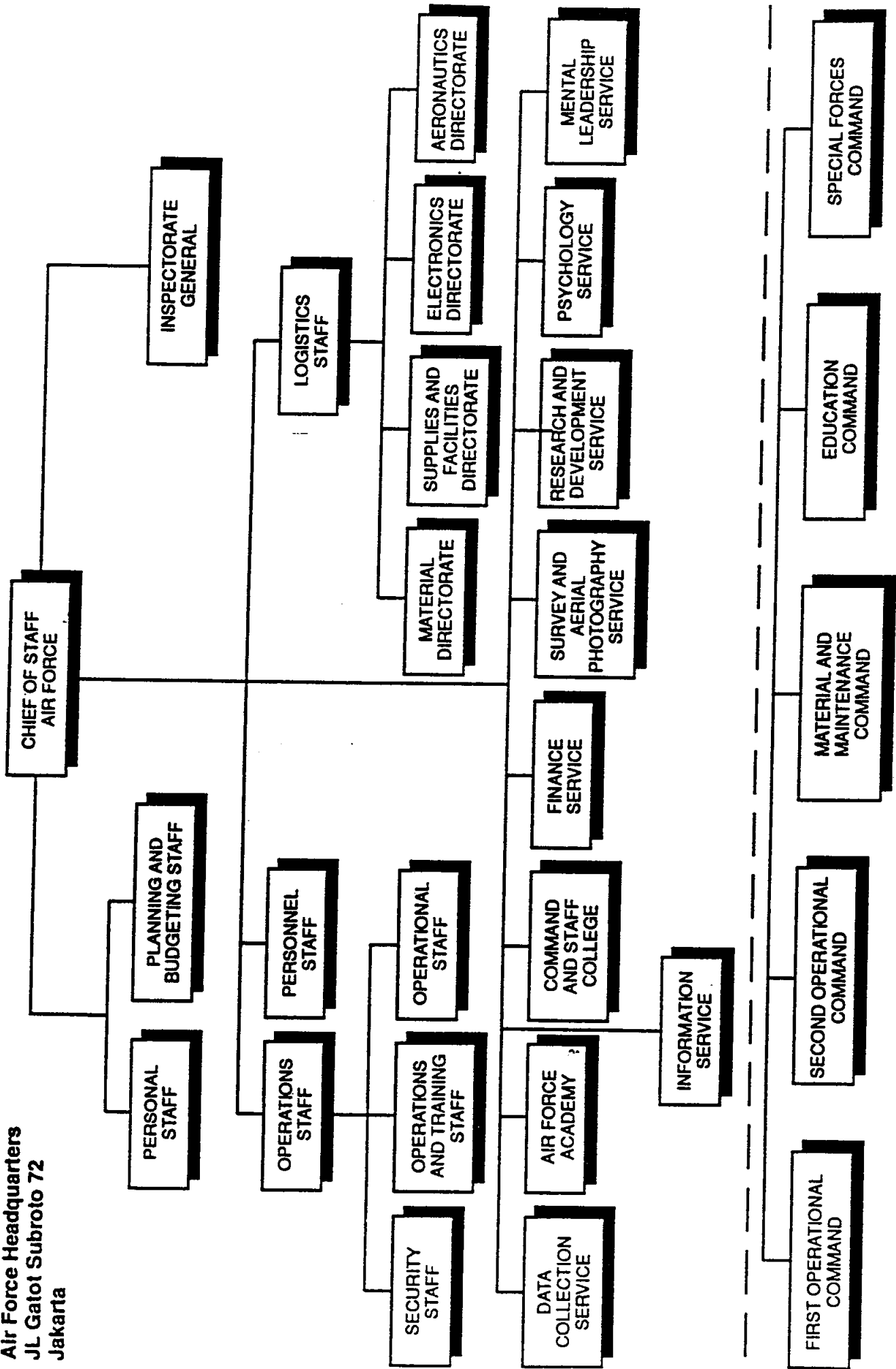
INDONESIAN NAVY STRUCTURE

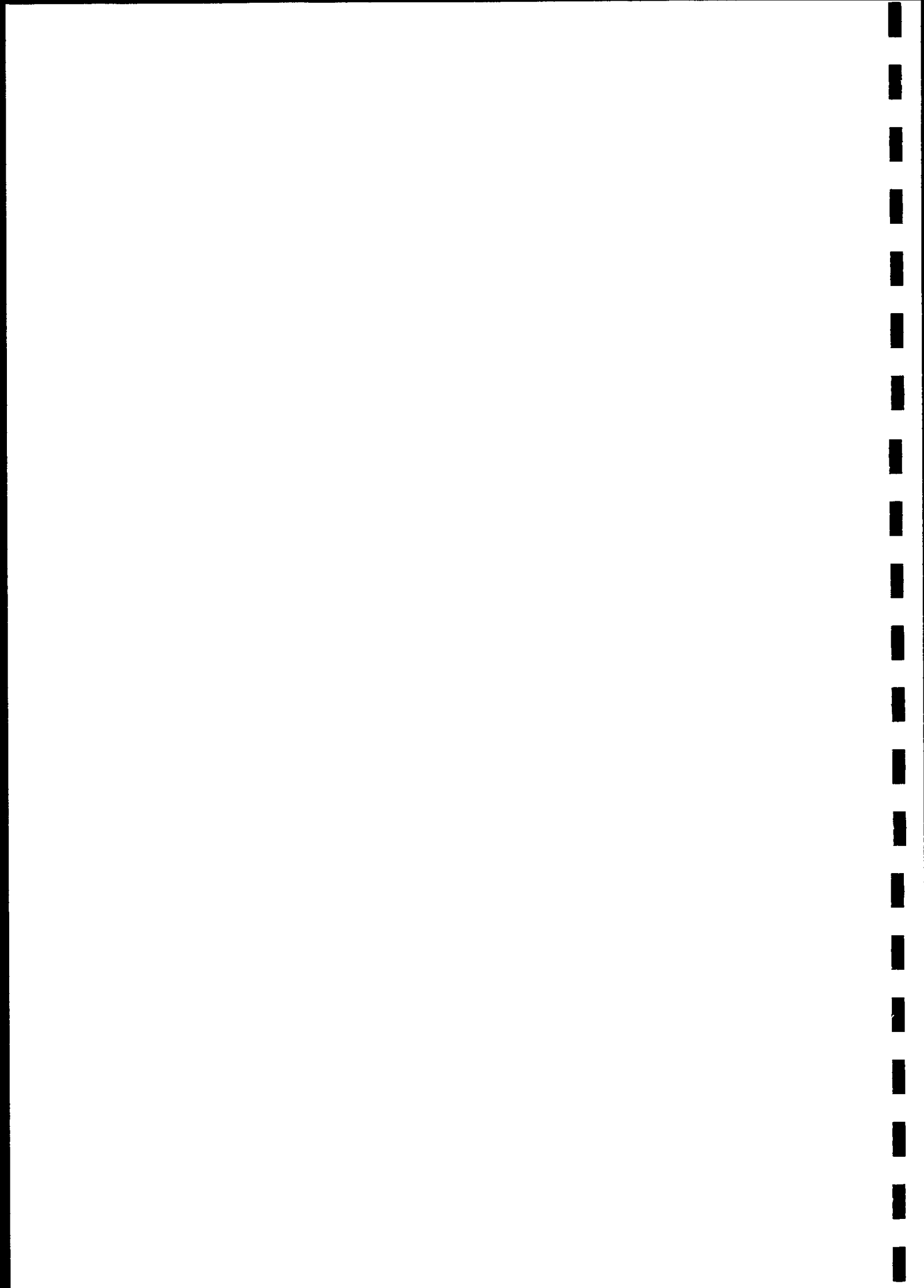
Navy Headquarters
 Markas Besar Angkatan Laut
 Mabes TNI AL Cilacap
 Jakarta



INDONESIAN AIR FORCE STRUCTURE

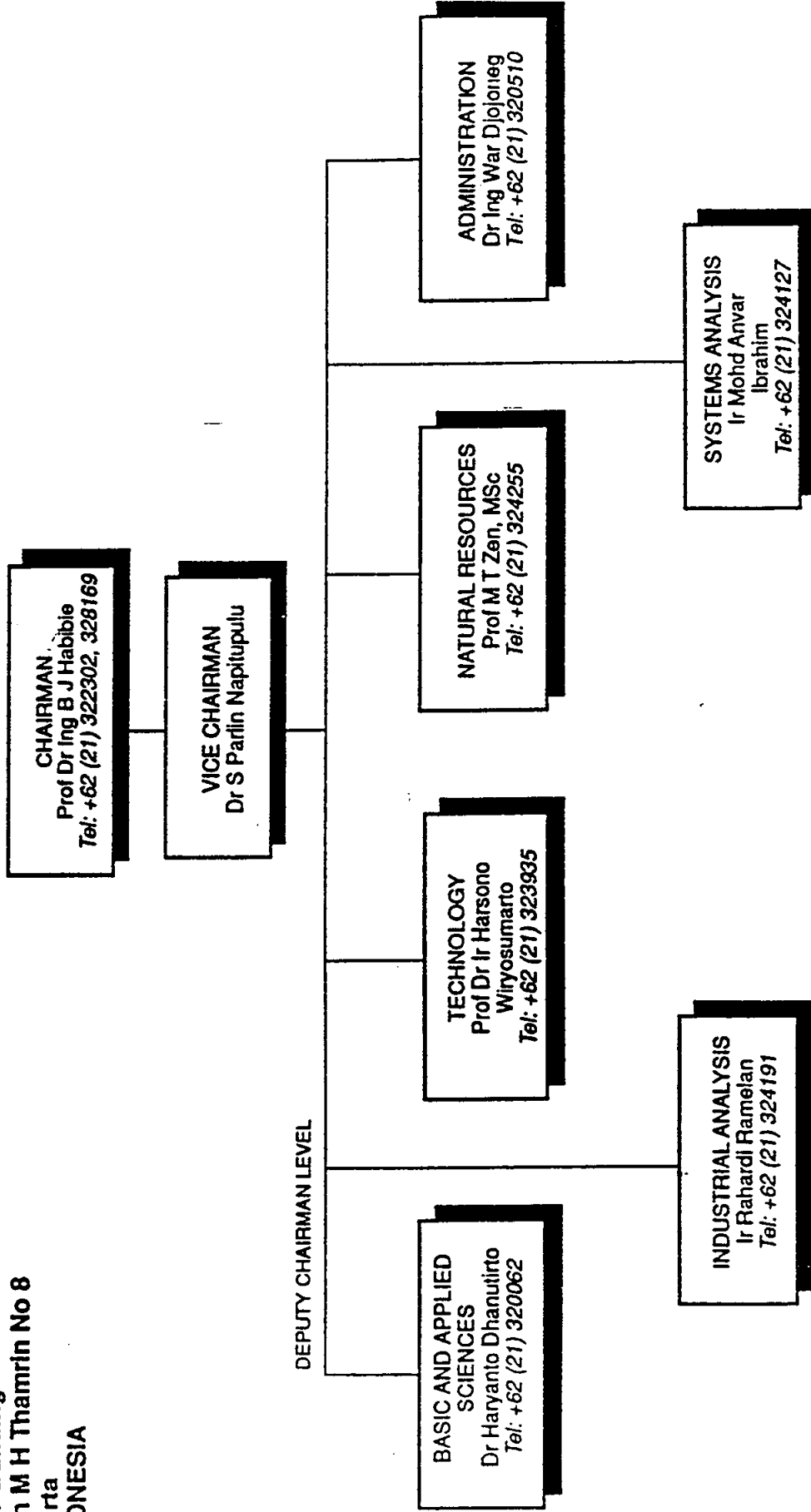
Air Force Headquarters
 JL Gatot Subroto 72
 Jakarta

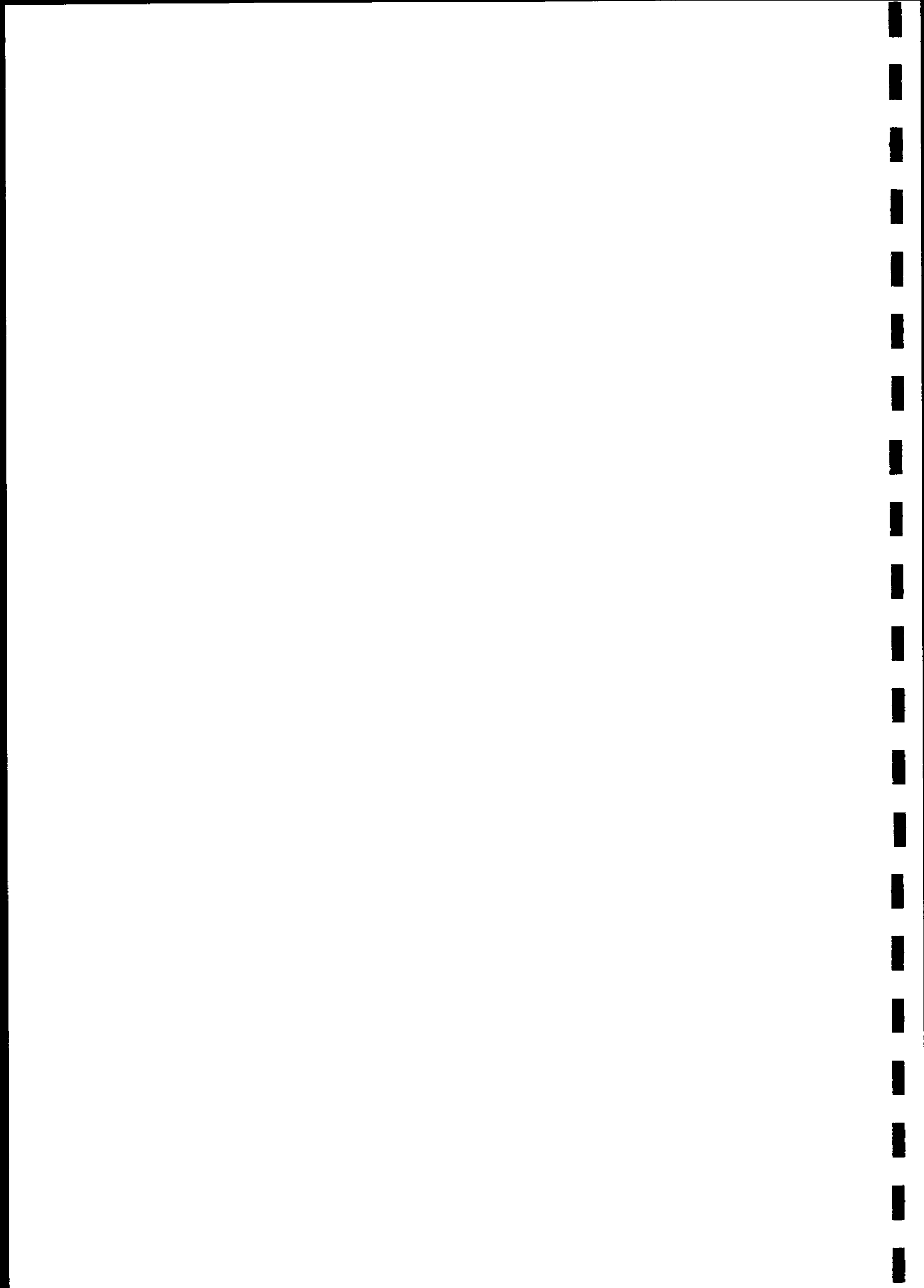




BPPT (Agency for Assessment and Application of Technology)

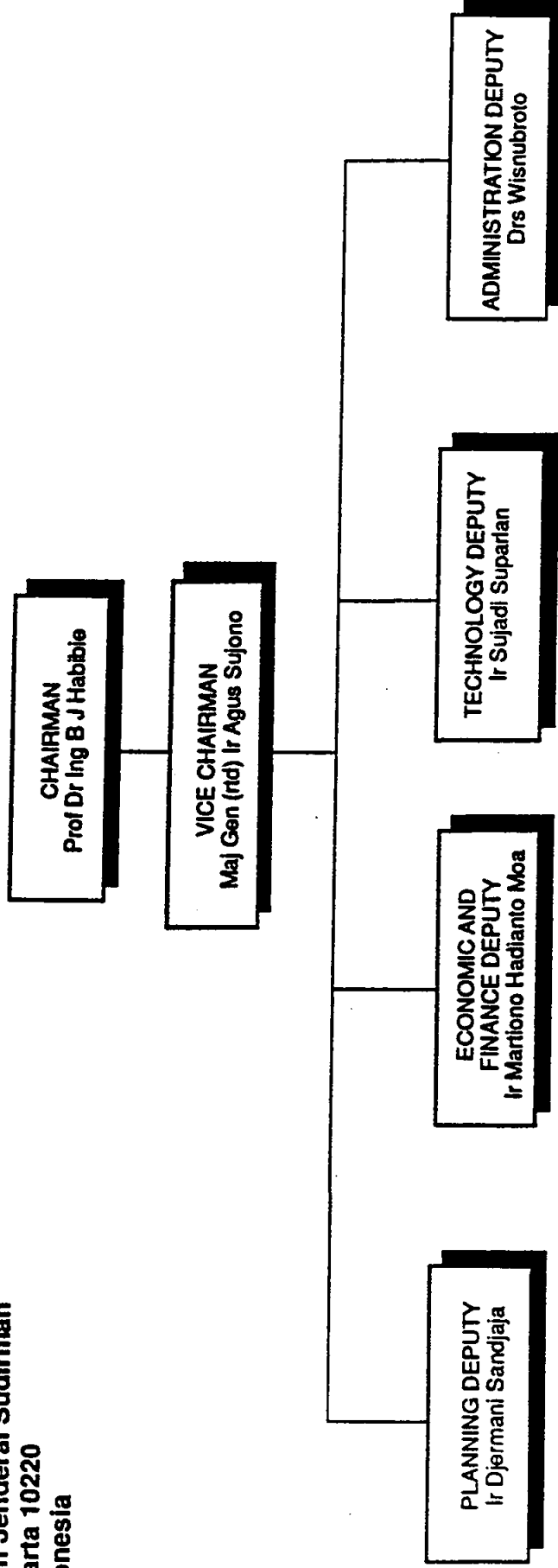
BPPT Building
Jalan M H Thamrin No 8
Jakarta
INDONESIA

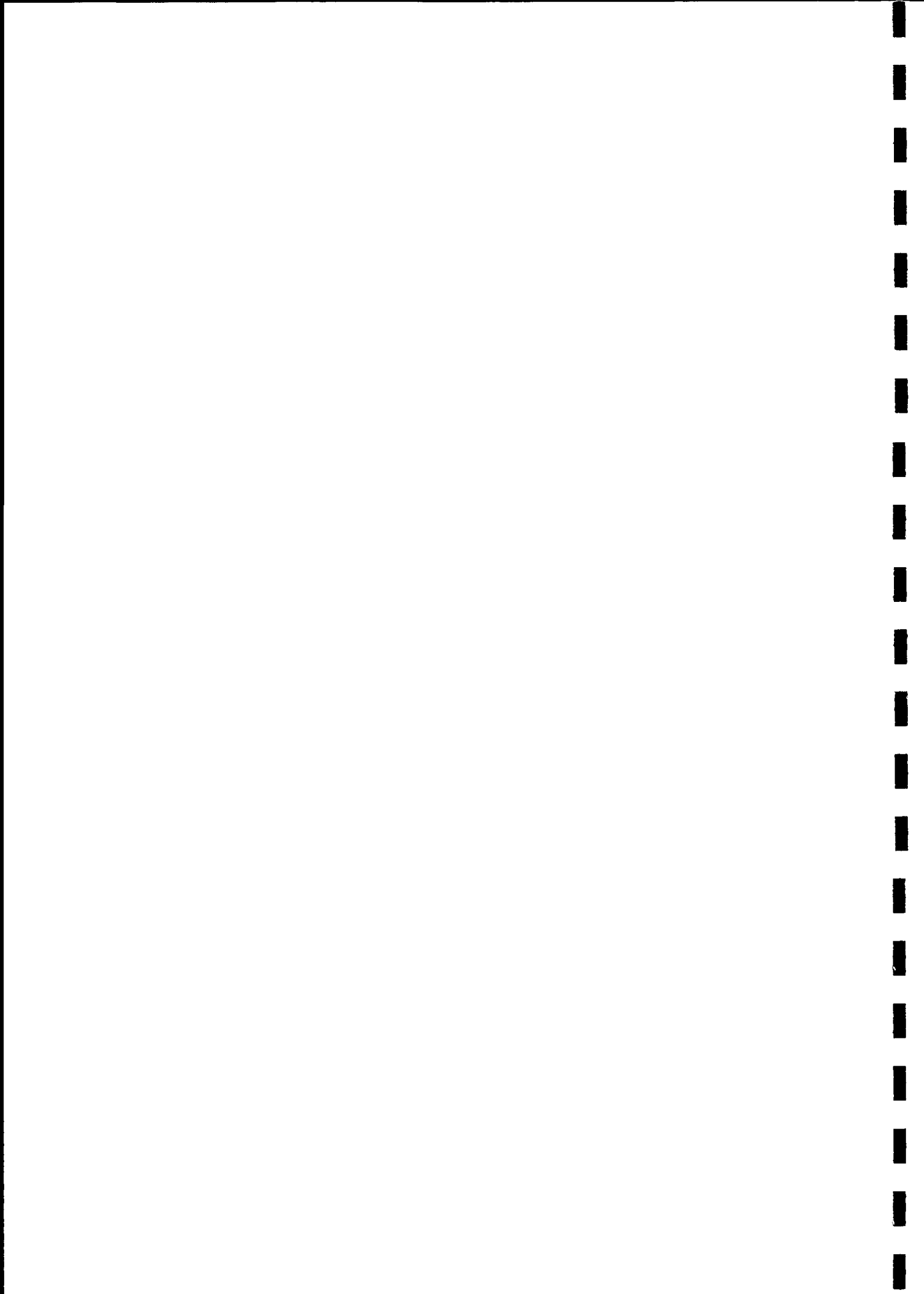




BADAN PENGELOLA INDUSTRI STRATEGIS BPIS
(Agency for the Strategic Industries)

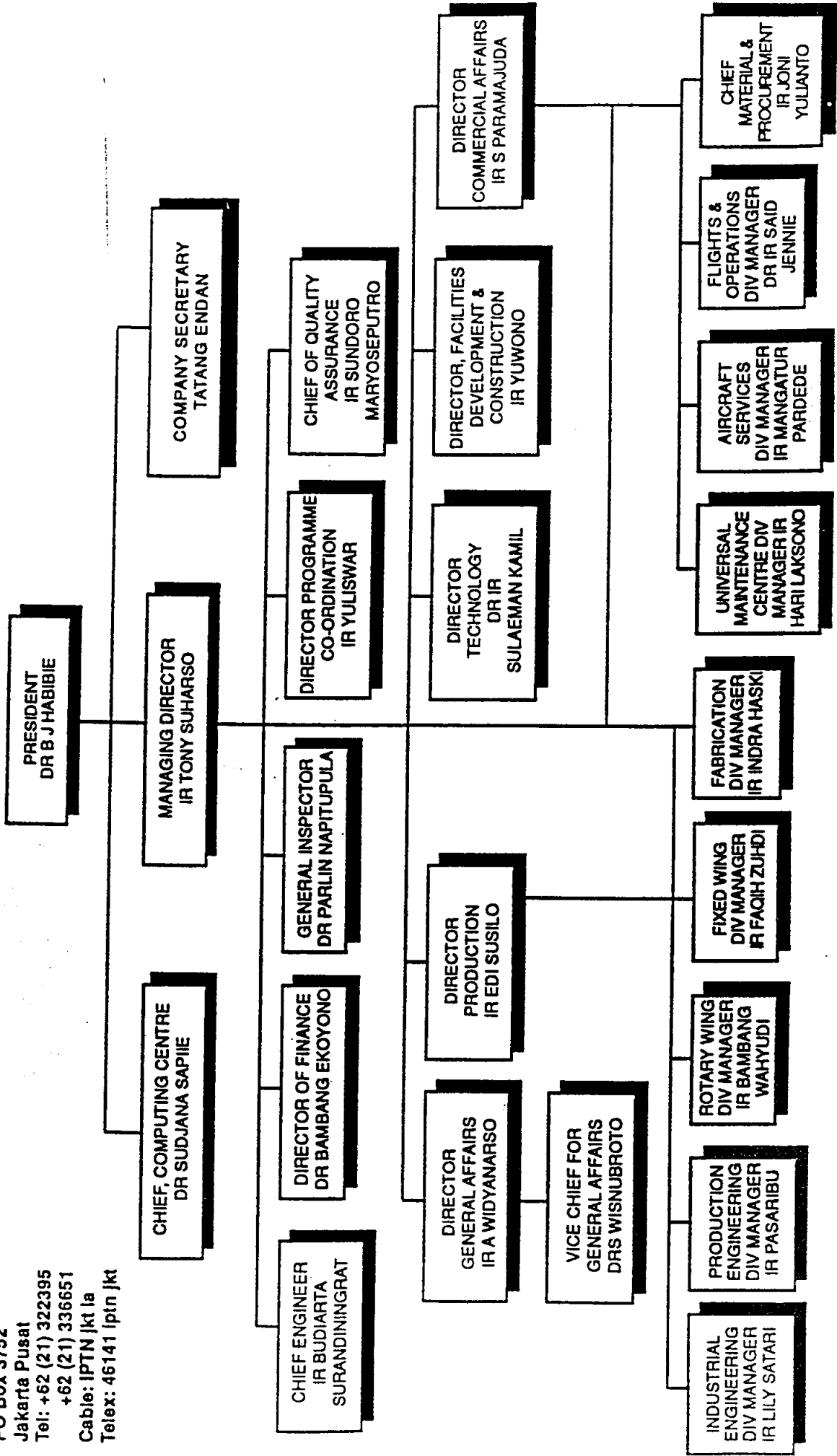
Arthaloka Building 3rd Floor
Jalan Jenderal Sudirman
Jakarta 10220
Indonesia

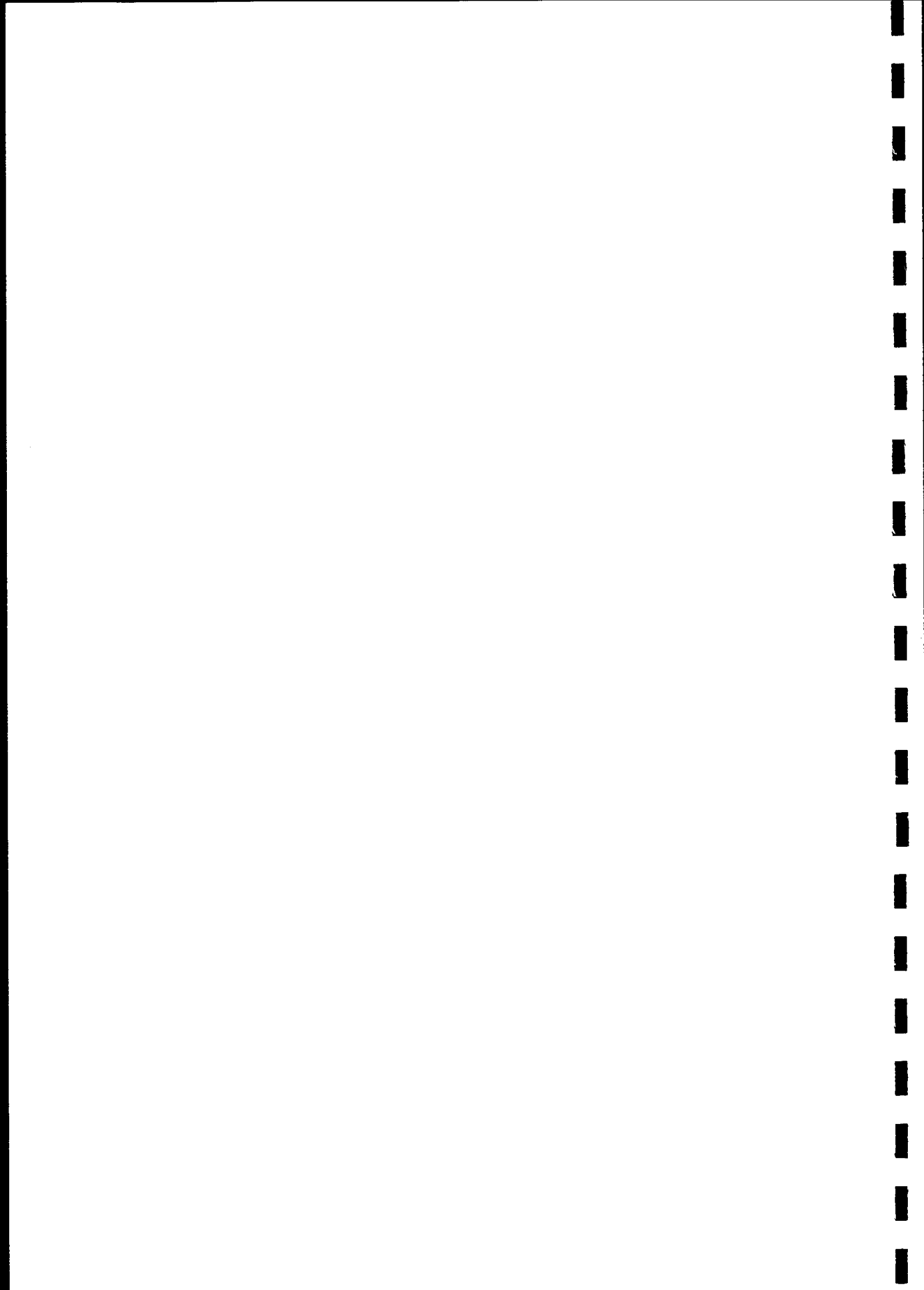


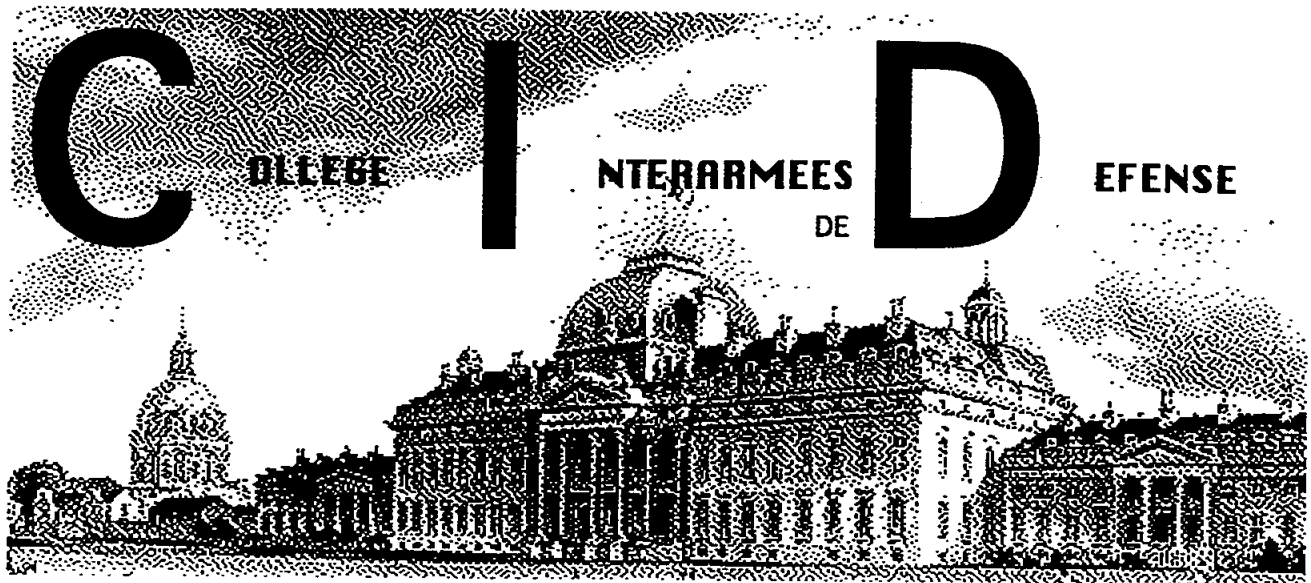


IPTN (Industri Pesawat Terbang Nusantara) Organisation Structure

Head Office:
 PT IPTN (Industri Pesawat Terbang Nusantara)
 BPPT Building
 8 Jl Thamrin
 PO Box 3752
 Jakarta Pusat
 Tel: +62 (21) 322395
 +62 (21) 336651
 Cable: IPTN jkt la
 Telex: 46141 iptn jkt



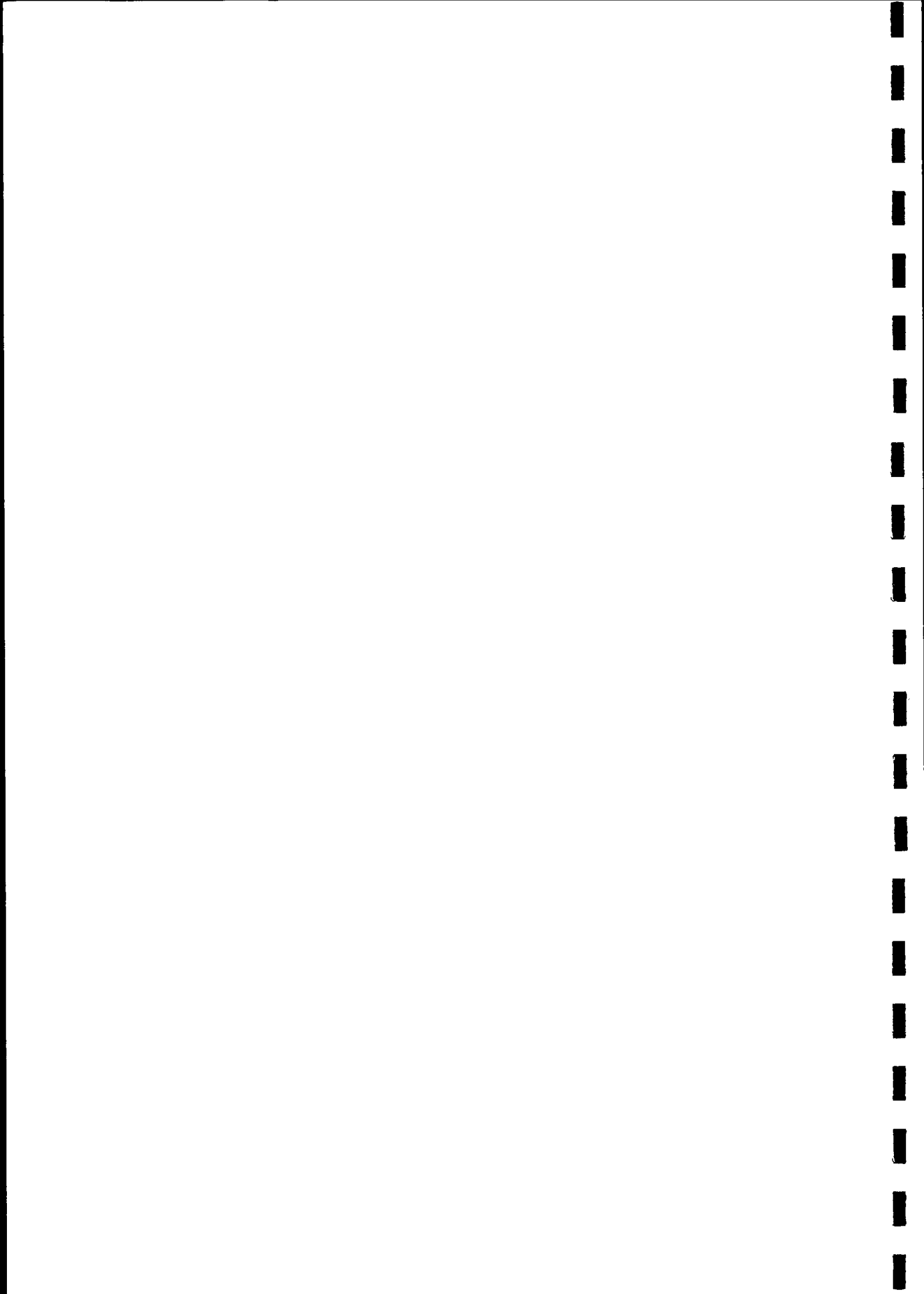




SOUS-DOSSIER 3 :

**DOCUMENTS
BIBLIOGRAPHIQUES**

SESSION 1994 - 1995



INDONESIE

195 700 000 ha. (231 Mns en 2005)

Capitale Djakarta

Régime politique république, pouvoir fort, régime basé sur le consensus mais peu démocratique

Chef de l'Etat : Président GI Suharto, Vice-Président : Try Sutrisno

An. fisc. 1er avril

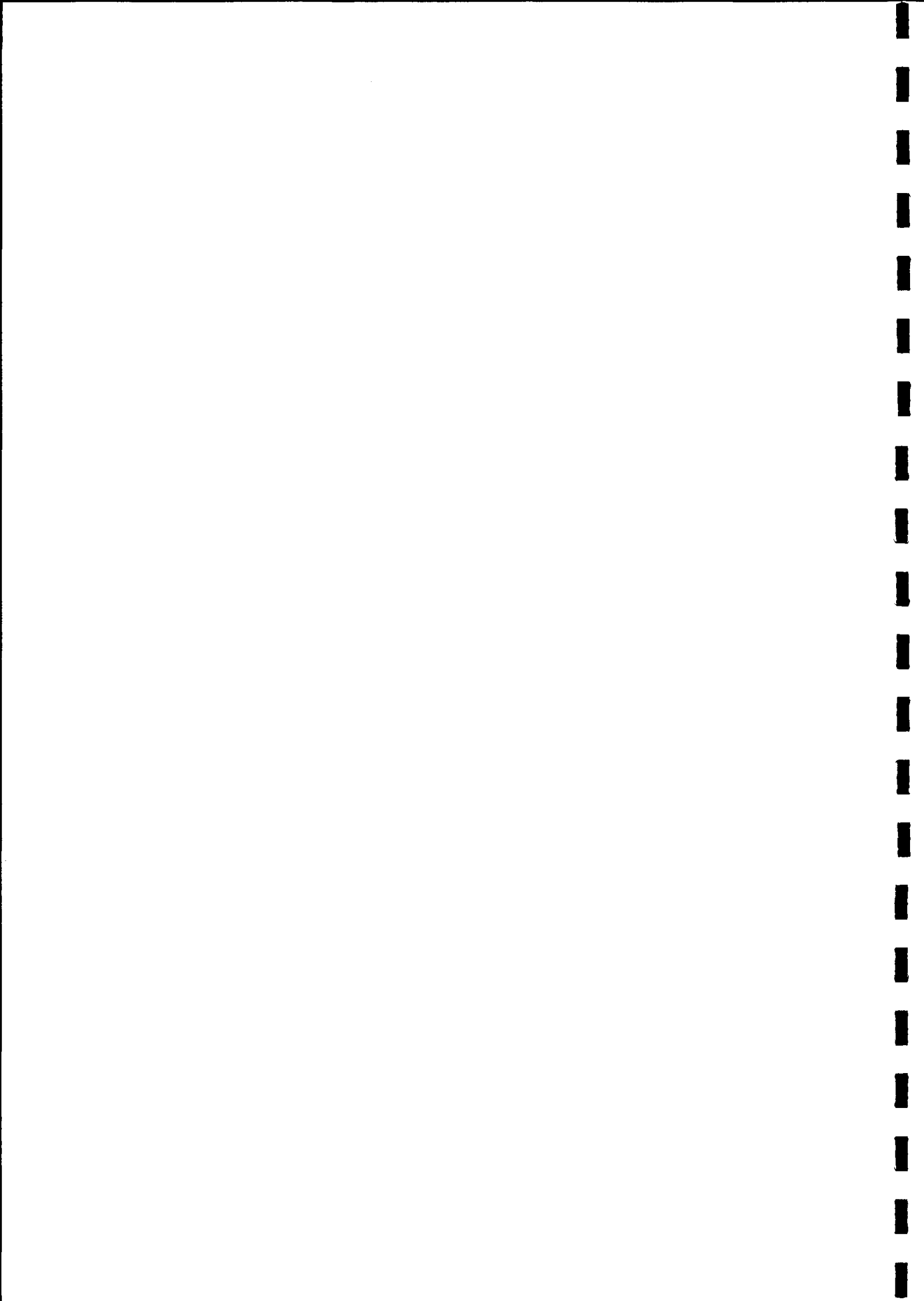
(en milliards d' US\$ courants)

ANNEES	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
PNB	66	76,23	90	101,6	110	127,3	140,3	p157	p176
variation en %	3,2	5,7	13,1	7,2	6,9	6,3	6,1	p6,4	p6,6
Inflation	9,3	8	6,5	7,4	9,2	7,5	9,5	p8	p8,5
Chômage						NS			
Budget de l'Etat									
Recettes		10,5		20,35	17,2	27,2	30,19		
Dépenses	14	17	18,38	23,87	26,3	39,3	43,6		
Déficit budgétaire									
Budget défense	(2694)	(2224)	(2814)	(2726)	(3061)	(3382)	(4577)		
en US\$	1,64	1,32	1,59	1,47	1,57	1,65	2,15		
% du PNB	2,5%	1,7%	1,8%	1,4%	1,4%	1,3%			
% du budget tot.	10,7%	8,7%	8,0%	7,3%	7,0%	4,2%	4,9%		
Part des équipits									
terre					9Mns	15Mns	38Mns		
air					104,5M	10Mns	82,5Mns		
mer					11,5Mns	110Mns	24,5Mns		
autres									
R&D									
FMS deliv. (Mns \$)		4	35	233					
Dettes									
Dette extérieure	53	52,7	54,6	68,9	76,35	83,3	p86,5		
Service de la dette	3,78	8,8	9,07	10	11,4	12	p13		
Exportations	16,98	19,38	22,97	26,8	29,4	34	37	e42	
Importations	12	13,66	16,31	21,4	24,6	27	27,9	e32	

Cours monétaire

1 US\$= rupiah

1643 1686 1770 1843 1950 2030 2108 p2184 p2264



Chronologie

Avant Jésus-Christ

3000-500 - Emigrations du sud de la Chine vers l'archipel, mélange des populations.

- Civilisation Dong Son.

Après Jésus-Christ

78 - Le roi indien Adji Saka s'installe en Indonésie.

400 - Constitution de l'Etat hindou du Kutai au Kalimantan.

450 - Constitution de l'Etat hindou de Taruma Negara dans l'ouest de Java.

670-1370 - Etat maritime hindou Sriwijaya à Sumatra et dans l'ouest de Java.

778-870 - Les Sailendras, ou rois de la montagne, règnent à Java.

899-910 - Sous son règne, Balitung regroupe l'est et le centre de Java en un royaume unique, le Mataram.

1016 - Le Shrivijaya soumet le Mataram.

1019-1049 - Airlangga reconstitue le royaume de Mataram et s'allie au roi de Shrivijaya.

1049 - Partage du royaume de Mataram entre les deux fils d'Airlangga.

XII^{ème}-XIII^{ème} siècles - Etat hindou de Kadiri à Java, Bali, dans les îles de la Sonde, à l'ouest du Kalimantan et dans le sud de Sulawesi.

XIII^{ème} siècle - Des commerçants venus du Gujarat (Inde), de la région de l'actuelle Malaisie et du golfe Persique introduisent l'islam. Des Etats islamiques sont constitués, notamment au nord de Sumatra, dans l'ouest et dans l'est de Java, puis au centre de cette île. Les tenants des traditions anciennes doivent peu à peu se regrouper dans des zones de refuge comme Bali.

1222 - Fin du royaume de Kadiri à Java. Fondation du royaume de Singhasari.

1268-1292 - Règne de Kertanagara, dernier souverain de Singhasari. Il fonde la ligue des Etats indonésiens contre Kubilay Khan (petit-fils de Gengis Khan).

1293-1294 - Une invasion chinoise est repoussée par le prince Vijaya, qui fonde le royaume de Majaoah.

1293-1528 - Etat hindou du Majapahit à l'est de Java.

1350-1389 - Le royaume de Majapahit s'étend sous l'impulsion du Premier ministre Gajah Mada.

1403 - Le Majapahit entre en décadence. Un prince de Java fonde Malacca.

1419 - Malik Ibrahim prêche l'islam à Java.

1509 - Arrivée des premiers Portugais.

10 août 1511 - Les Portugais s'emparent de Malacca, marquant ainsi le début de la pénétration européenne.

1515-1530 - Ali Murajat fonde le sultanat d'Atjeh.

1521 - Arrivée des Espagnols.

1536 - Installation des Portugais aux Moluques.

1582-1601 - Le sultan Senopati fonde le nouveau royaume de Mataram.

23 juin 1596 - Cornelis de Houtan arrive à Java avec les premiers Hollandais.

1602 - Les Hollandais fondent la Compagnie des Indes néerlandaises.

1602-1800 - Les sultanats prennent plus d'importance et avec eux se propage l'islam.

1605-1609 - Les Hollandais s'installent à Amboine, Banda, Ternate et aux Moluques.

1610-1614 - Pieter Botha est le premier gouverneur général de la Compagnie des Indes orientales.

1613-1643 - Sous le règne d'Agung, le sultanat de Mataram, au centre de Java, prend le pas sur ses voisins et devient un pays conséquent.

1619 - Jan Pieterzoon Coen, gouverneur hollandais, obtient la souveraineté de sa compagnie sur la ville de Jakarta qu'il baptise Batavia.

14 janvier 1641 - Les Hollandais s'emparent de Malacca.

1668 - L'amiral Speelman soumet le sultan de Macassar.

1740 - Massacre des Chinois de Batavia.

1784 - Le traité de Paris accorde aux Anglais la liberté de navigation dans les mers qui baignent les îles indonésiennes.

31 décembre 1799 - Dissolution par le gouvernement hollandais de la Compagnie des Indes orientales.

1800 - Guerre anglo-hollandaise : le gouvernement hollandais remplace la Compagnie des Indes dans l'administration des comptoirs.

1808-1811 - Grande réforme administrative des Indes néerlandaises sous l'impulsion du gouverneur Herman Willem Daendels.

1811-1815 - Prenant prétexte du fait que l'occupation de la Hollande par les forces de Napoléon Ier place l'Indonésie sous juridiction théorique de la France (l'empereur y avait dépêché le général Janssens), la Grande-Bretagne occupe ce pays. Le "lieutenant gouverneur" britannique Raffles introduit le système du "Land Rent".

1816-1830 - Les Hollandais terminent la conquête de l'intérieur de Java.

INDONESIE

1824 - Par le traité de Londres, les pays malais sont partagés entre la Grande-Bretagne qui se voit attribuer la Malaisie et la Hollande dont la souveraineté sur l'Indonésie est confirmée.

1830-1833 - Le gouverneur général Van den Bosh met en place le système des cultures d'Etat ou *kultuurstelsel*.

1860-1908 - Les Hollandais font la conquête des autres îles. Cette période est marquée par plusieurs révoltes de résistants locaux qui ne souhaitent pas se soumettre à la loi hollandaise.

1883 - Eruption du Krakatoa.

1906 - La conquête de Bali est terminée et les Hollandais étendent ainsi leur autorité sur toute l'Indonésie.

20 mai 1908 - Création du Budi Utomo, première formation nationaliste du pays.

1916 - Création d'un "Conseil du peuple" (*Volksraad*) auprès du gouverneur général. Cette réforme est considérée comme une victoire des nationalistes indonésiens et des socialistes hollandais.

1920 - Création du Parti communiste Indonésien.

1922 - L'Indonésie est déclarée partie intégrante du royaume des Pays-Bas.

1927 - Création du Parti nationaliste indonésien (PNI) sous la présidence de Sukarno.

1928 - Serment nationaliste de la jeunesse d'Indonésie.

1931 - Le PNI ayant échoué, le Partindo (parti indonésien) est mis sur pied. Sukarno est exilé à Flores.

1939 - Premier "Congrès du peuple" organisé par les mouvements nationalistes indonésiens.

1942-1945 - Les Japonais en guerre occupent l'Indonésie.

17 août 1945 - Proclamation unilatérale de l'indépendance par les nationalistes avec Sukarno et Hatta.

25 mars 1946 - Accords de Linggajati entre le gouvernement hollandais et les partis indonésiens, dans le but de mettre sur pied les "Etats-Unis d'Indonésie".

15 novembre 1946 - Les Pays-Bas ne parviennent pas à mettre sur pied une "Union indonésienne" composée de l'Indonésie, de l'Indonésie orientale et de Bornéo.

26 juillet-9 août 1946 - Soulèvements arrêtés sur intervention de l'ONU.

10 septembre 1948 - Etablissement d'un gouvernement fédéral, soulèvement communiste à Madiun.

18 décembre 1948 - Répression par les Hollandais. Elle est arrêtée sur demande de l'ONU.

1949 - Fin des hostilités entre les Hollandais et la guérilla indonésienne. "Conférence de la table ronde" de La Haye portant sur le transfert de souveraineté de la Hollande aux Etats-Unis d'Indonésie.

27 décembre 1949 - Les Pays-Bas reconnaissent l'INDEPENDANCE de l'Indonésie.

15 août 1950 - Proclamation de la République unitaire d'Indonésie. Elle est suivie de diverses rébellions, notamment au sein des forces néerlandaises, et près de 30 000 réfugiés aux Pays-Bas réclament la création d'un Etat séparé aux Moluques.

10 août 1954 - Fin de l'union de l'Indonésie avec les Pays-Bas.

18-24 avril 1955 - Conférence de Bandung.

13 février 1956 - Annulation de l'accord de 1949 avec les Pays-Bas.

14 mars 1957 - Nationalisation des biens hollandais et proclamation de la loi martiale.

15 février 1958 - Soulèvements dans l'ouest de Sumatra et dans le nord de Sulawesi. Ils ne s'arrêteront qu'en mai.

1959 - Introduction du concept de "démocratie dirigée".

15 août 1962 - Accord avec les Pays-Bas sur la Nouvelle-Guinée occidentale.

1963 - L'Irian Barat passe sous l'autorité du gouvernement indonésien. Il sera dès lors appelé Irian Jaya. Conflit avec la Malaisie.

18 mai 1963 - Sukarno est proclamé président à vie.

1964-1965 - Incidents aux Sarawak entre l'Indonésie et la Malaisie, Jakarta cherchant à profiter d'une situation troublée pour annexer la province malaisienne.

Janvier 1965 - L'Indonésie quitte l'ONU.

30 septembre 1965 - Echec d'un complot des communistes pro-chinois de Untung. La répression est extrêmement dure et provoque des centaines de milliers de morts. Le Parti communiste est décimé. L'Armée prend le pouvoir dans les faits.

11 mars 1966 - Sous la pression des militaires, Sukarno donne les pleins pouvoirs au général Suharto, ancien chef d'état-major de l'Armée de terre.

11 août 1966 - L'Indonésie reconnaît la Malaisie et reprend sa place à l'ONU.

1967 - Suspension des relations diplomatiques avec la RPC, Jakarta ayant accusé Pékin de complicité dans le coup d'Etat manqué de 1965.

12 mars 1967 - Suharto est nommé président à titre intérimaire.

8 août 1967 - Création de l'ASEAN (Association of South-East Asian Nations) ou Association des nations de l'Asie du sud-est.

27 mars 1968 - Suharto est nommé président de la République.

Avril 1969 - Introduction du premier plan quinquennal.

Juillet 1971 - Premières élections générales.

Décembre 1971 - La révolte étudiante est écrasée.

1972 - Suharto est réélu.

- Un accord cadre sur la défense est passé avec la Malaisie voisine.

Janvier 1973 - Les partis politiques sont contraints de se regrouper en deux grandes formations, l'une musulmane et l'autre non-musulmane.

août 1973 - Nouvelle loi sur le mariage suivie par des manifestations populaires.

Janvier 1974 - Troubles sociaux à Jakarta, où les revendications des étudiants et de certains militaires se mêlent.

7 décembre 1975 - Les forces indonésiennes envahissent le Timor oriental.

1975 - Rattachement du Timor oriental à l'Indonésie.

2 décembre 1976 - Prise en otage d'un train aux Pays-Bas, par des réfugiés sud-moluquois qui réclament toujours la création d'un Etat indépendant dans leur région d'origine.

Mai 1977 - Elections générales. Le parti Sekber Golkar remporte la majorité.

Novembre 1977-Janvier 1978 - Série de troubles étudiants. Des journaux sont interdits et l'activité politique des milieux étudiants est limitée.

20 décembre 1977 - Libération de 10 000 prisonniers politiques.

26 juillet 1978 - Libération de 4 000 prisonniers politiques.

8 décembre 1979 - Libération de 2 000 prisonniers politiques.

1980 - Création du "Manifeste des 50", nouveau groupe d'opposition formé d'intellectuels et d'officiers.

6 février 1982 - L'attaché militaire adjoint de l'ambassade d'URSS à Jakarta est expulsé pour espionnage.

4 mai 1982 - Elections générales. La majorité détenue par le Sekber Golkar est encore accrue et passe à 64 % des suffrages exprimés.

Juillet 1982 - Une loi est promulguée confiant officiellement aux Forces armées une double mission civile et militaire.

1983 - Année trouble marquée par de nombreux attentats.

12 mars 1983 - Réélection de Suharto pour un 4ème mandat de 5 ans.

1er avril 1983 - Dévaluation de 37 % de la rupiah à la suite d'une crise économique.

Septembre 1983 - Les combats reprennent à Timor.

août 1984 - Le "Manifeste des 50" accuse Suharto de vouloir imposer au pays un système de parti unique.

12-13 septembre 1984 - Des émeutes se produisent à Jakarta. la répression entraîne la perte de nombreuses vies humaines.

Octobre 1984 - Série d'attentats à Jakarta visant notamment la communauté chinoise de la capitale.

Janvier 1985 - Des contacts discrets avec Pékin sont pris à Singapour en vue de reprendre des relations interrompues depuis 1967.

Juin 1985 - Décret d'application de la loi sur les organisations de

masse qui interdit tout mouvement refusant d'adhérer à la philosophie étatique du Pancasila (voir plus haut le paragraphe consacré aux religions).

11 janvier 1986 - Le général de corps d'armée Dharsono, ancien secrétaire général de l'ASEAN et membre du "Manifeste des 50", arrêté en novembre 1984, est condamné à 10 années de détention pour subversion.

12 septembre 1986 - La rupiah est à nouveau dévaluée (45 %).

17 septembre 1986 - Visite officielle du président de la République française en Indonésie.

27 avril 1987 - Election des 400 membres élus de la Chambre des représentants du peuple. Le parti de Suharto (Sekber Golkar) obtient 73 % des voix.

Février 1988 - De nouvelles lois confirment la double mission des Forces armées qui se doivent d'opérer dans le domaine militaire comme dans les domaines économique et social.

10 février 1988 - Le général Benny Murdani est brusquement remplacé dans ses fonctions de chef d'état-major des Forces armées par le général Try Sutrisno, chef d'état-major de l'Armée de terre depuis 1986. Le général Eddy Sudjarat prend le commandement de l'Armée de terre.

10 mars 1988 - Suharto est réélu par l'Assemblée consultative du peuple pour un mandat de 5 ans.

21 mars 1988 - Le nouveau gouvernement est formé : Suharto a été pratiquement obligé de prendre le général Benny Murdani comme ministre de la Défense et le général Rudini (prédécesseur de Try Sutrisno au commandement de l'Armée de terre) comme ministre de l'Intérieur.

6 septembre 1988 - Le Kopkamtib, agence de sécurité intérieure de l'Etat, est remplacé par le Baskortanas, "Comité de coordination pour le développement de la stabilité nationale" dont les pouvoirs semblent moins étendus, mais dont la direction est confiée au général Try Sutrisno, nouveau chef d'état-major des Armées.

Février 1989 - Annonce d'une normalisation des relations entre la

RPC et l'Indonésie à la suite d'une rencontre à Tokyo entre Suharto et le ministre chinois des Affaires étrangères.

- Annonce d'un accord entre l'Australie et l'Indonésie sur la fosse de Timor.

23 mars 1989 - Accord de coopération militaire avec Singapour.

8 août 1990 - Reprise des relations diplomatiques avec la RPC après une interruption de 23 ans. A cette occasion, l'Indonésie accepte de procéder, entre autres, à un remboursement échelonné de son ancienne dette envers la Chine, celle-ci ayant été ramenée à 84 millions de dollars. Le gouvernement taiwanais estime que cette situation nouvelle ne modifiera pas ses bonnes relations avec Jakarta.

19 août 1990 - Le président Suharto déclare à un envoyé du roi Fahd d'Arabie qu'il n'enverra pas de troupes dans le Golfe, la Constitution indonésienne ne prévoyant pas l'envoi de contingents à l'extérieur du pays pour des missions de guerre.

27 août 1990 - Le président Suharto se déclare prêt à remplir un rôle de médiateur entre l'Irak et le Koweït.

19 octobre 1990 - Nelson Mandela se rend en Indonésie.

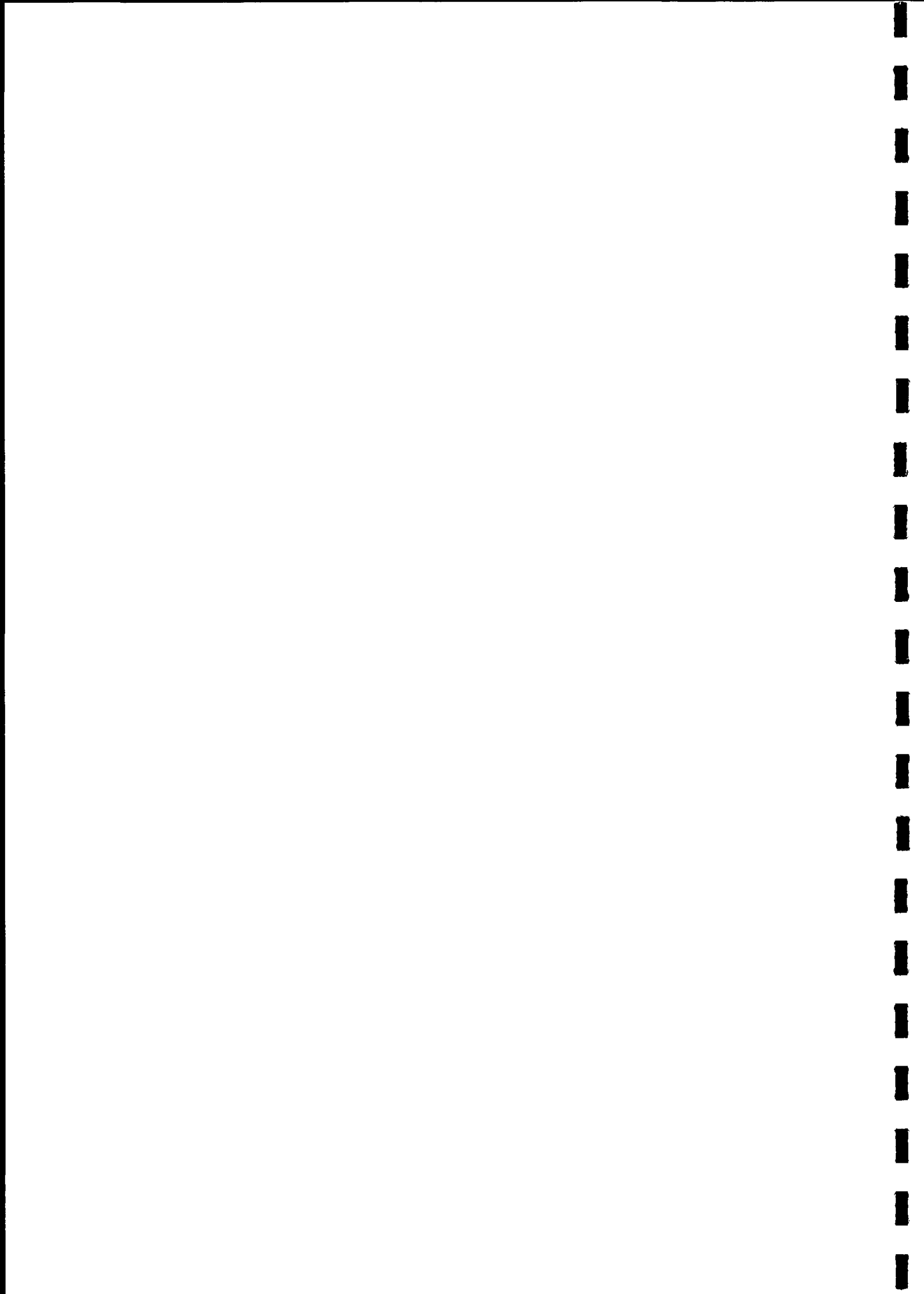
Fin octobre 1990 - Des opérations contre les étudiants protestataires sont menées au Timor oriental par la Police et l'Armée.

1er novembre 1990 - La Papouasie-Nouvelle-Guinée se dit prête à accepter comme le souhaite Jakarta le principe de patrouilles communes le long de sa frontière avec l'Indonésie.

3 novembre 1990 - Le représentant du Fretilin (Front de libération du Timor oriental) déclare en Australie que son mouvement est prêt à entrer, sans conditions préalables, en pourparlers de paix avec le gouvernement indonésien, le coût de la résistance armée étant devenu trop élevé pour la population du Timor oriental. Cette offre est rejetée par le gouvernement de Jakarta.

14-19 novembre 1990 - Visite officielle du président Suharto en RPC.

19 novembre 1990 - Visite officielle du président Suharto au Vietnam.



Structures administratives

Le pays est découpé en 24 provinces et 3 districts indépendants :

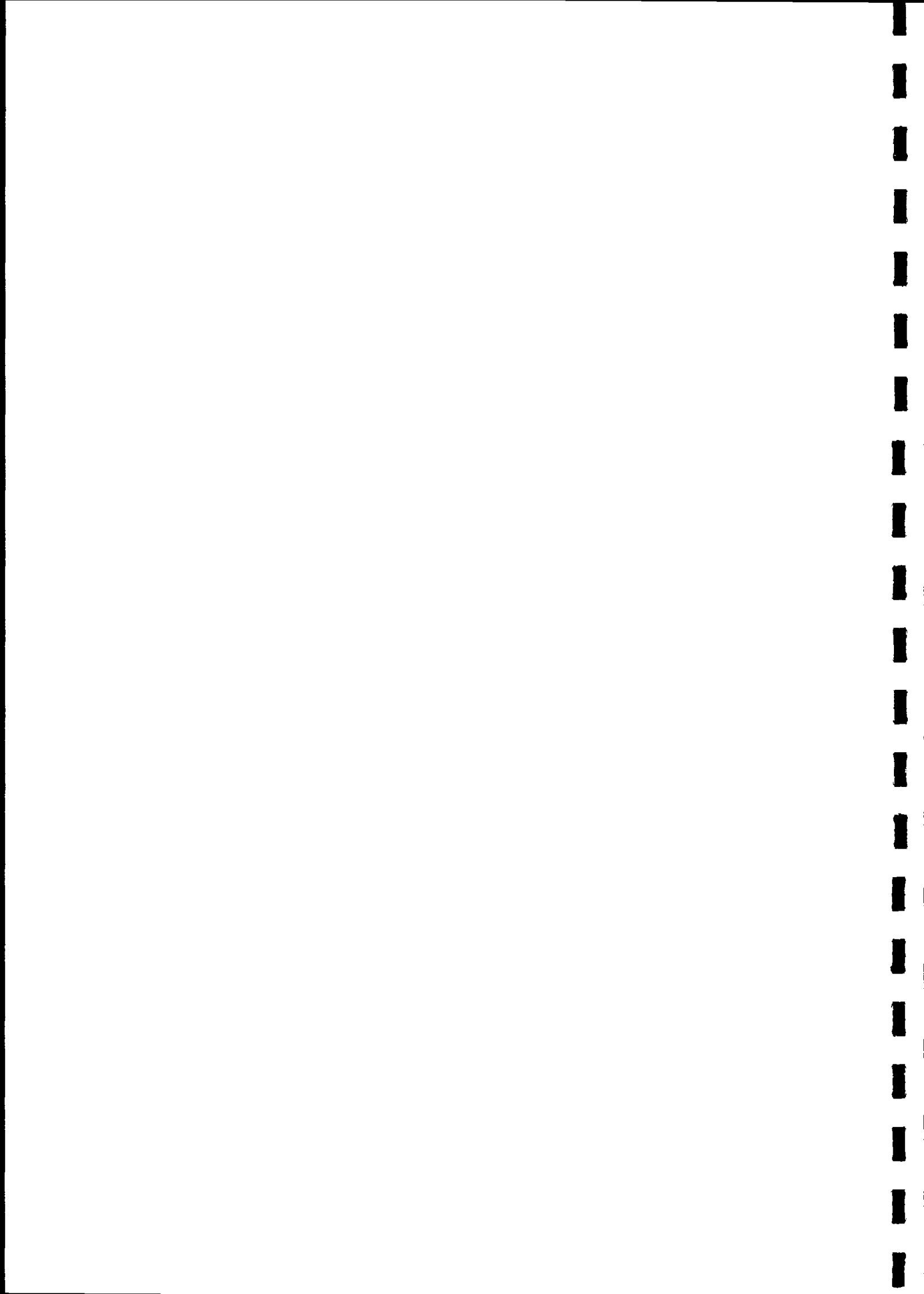
Provinces	Localisation	Superficie (km ²)	Chefs-lieux
Bali	Bali	5 561	Denpasar
Bengkulu	Sumatra S-O	21 168	Bengkulu
Irian Jaya	Irian Jaya	421 981	Jayapura
Jambi	Sumatra C-N	44 924	Jambi
Jawa Barat	Java O	46 300	Bandung
Jawa Tengah	Java C	34 206	Semarang
Jawa Timur	Java E	47 922	Surabaya
Kalimantan Barat	Bornéo S-O	146 760	Pontianak
Kalimantan Selatan	Bornéo S-E	37 660	Banjarmasin
Kalimantan Tengah	Bornéo C-S	152 600	Palangkaraya
Kalimantan Timur	Bornéo E	202 400	Samarinda
Lampung	Sumatra S	33 307	Tanjung Karang
Maluku	Moluques	74 505	Ambon
Nusa Tenggara Barat	E de Bali	20 177	Mataram
Nusa Tenggara Timur	Ensemble Flores	47 876	Kupang
Riau	Sumatra N-E	94 562	Pakanbaru
Sulawesi Selatan	Célèbes S-O	72 781	Ujung Pandang
Sulawesi Tengah	Célèbes C	69 726	Palu
Sulawesi Tenggara	Célèbes S-E	27 686	Kendari
Sulawesi Utara	Célèbes N	19 023	Manado
Sumatera Barat	Sumatra N-O	49 778	Padang
Sumatera Selatan	Sumatra S-E	103 688	Palembang
Sumatera Utara	Sumatra N	70 787	Medan
Timor Timur	Timor E	14 874	Dili
Districts autonomes			
Aceh	Sumatra N	55 392	Banda Aceh
Yogyakarta	Java S	3 169	Yogyakarta
District métropolitain			
Jakarta Raya	Java N-O	590	Jakarta

Nota : des militaires ou anciens militaires occupent les deux tiers des postes de gouverneurs des provinces.

Environnement régional

Rapport des forces militaires

	Singapour	Malaisie	Indonésie	Philippines	Vietnam
Budget de la Défense (en % du budget général)	23,0	8,5	7,0	10,2	NC
EFFECTIFS GLOBAUX	55 700	128 000	434 000	114 000	941 000
TERRE					
Effectifs	43 000	105 000	225 000	68 000	800 000
Grandes unités					
• CA, Div, Brig, Bon ou Rgt	1 Div 1 Bde	5 Div	83 Bon	8 Div	50 Div
Blindés					
• Chars	533 +		250 +	50	1 000 +
• Engins blindés (VTT, VCI, VCAC et Reconnaissance)	1 280 +	970 -	827 +	486	1 650 +



190 millions d'Indonésiens en panne de modèle

DANS un discours prononcé en août à l'occasion du 49^e anniversaire de l'indépendance de l'Indonésie, le président Suharto a dit son espoir de voir, grâce à l'industrialisation du pays, quadrupler, au cours des vingt-cinq années à venir, le revenu moyen de ses compatriotes. L'écart croissant entre riches et pauvres, l'épuisement prévisible des matières premières, l'endettement considérable de l'archipel, la prévarication généralisée conduisent pourtant à s'interroger sur les capacités du régime à atteindre l'objectif fixé par le chef de l'Etat.

Par ELÉONORE et GABRIEL DEFERT *

Mita dirige le service de marketing d'une grosse entreprise de production de chaussures en Indonésie. Elle reçoit aujourd'hui l'un de ses clients français qui lui a passé la modeste commande de 20 000 paires de tennis, et son partenaire a négocié un prix si bas que l'entreprise ne fera pratiquement pas de bénéfices. Le contrat est néanmoins intéressant : il permet d'utiliser à plein la capacité de production de l'usine, et notamment la ligne de montage la plus récente, celle où l'on forme les ouvrières. Les meilleures d'entre elles iront ensuite travailler sur les lignes réservées aux Américains et aux Japonais, les clients privilégiés de l'entreprise. Les commandes sont régulières, importantes, et les prix relativement élevés.

Le client s'énerve et menace de rejeter la commande. Il est allé chercher un modèle à la production et la couleur du logo « bave » très légèrement à l'extérieur du dessin. L'Indonésienne comprend qu'elle doit faire quelque chose pour calmer son interlocuteur et propose un rabais de 5 %. Mais l'acheteur se voit déjà à la tête d'un stock de chaussures invendables, même chez les « soldeurs ». Il explique une nouvelle fois ce qu'il entend par « qualité française ». L'Indonésienne acquiesce poliment, mais ne comprend pas. Dans son pays, une chaussure est une chaussure et c'est un produit de luxe en soi. Les articles défectueux sont tout simplement vendus moins cher. Pourquoi l'extravagant Français n'accepte-t-il pas son rabais ? Une différence de culture, de niveau de développement et d'exigence, qui, en Indonésie peut-être plus qu'ailleurs, semble limiter la capacité de production pour l'exportation.

A la fin des années 70, le marché mondial des biens de consommation s'est ouvert à l'archipel. Mais c'est seulement entre 1987 et 1992 que l'on a assisté à un véritable boom des investissements, principalement dans les domaines de l'habillement, du textile, de la chaussure et, plus récemment, des

jouets. Les capitaux, pour la plupart aux mains de Chinois indonésiens, ont ainsi permis la création de très grosses unités de production, très bien équipées, qui se sont développées dans les plus grandes villes, à Tangerang, banlieue industrielle de Djakarta, mais aussi à Surabaya, Bandung, Medan et Semarang. Les exportations ont suivi les investissements et ont augmenté de façon considérable. Les ventes de produits textiles, notamment, ont été multipliées par 12 entre 1987 et 1992.

Les grands gagnants de ce formidable essor ont été les joint-ventures créés avec des Coréens. Plus gros, mieux équipés, ils sont surtout plus fiables. Et bien que leurs prix soient relativement élevés, ils se partagent le plus rentable des marchés, celui des marques. Les Coréens apportent une rigueur et une compétence technique très appréciées en Indonésie. Pourtant, les grèves sont relativement fréquentes dans les entreprises qu'ils dirigent. Durs, secs et exigeants, ces cadres font montre d'un sentiment de supériorité qui déplaît aux ouvriers. Ils font peu d'efforts d'adaptation et, même après plusieurs années de séjour, parlent mal l'indonésien.

Les entreprises locales, souvent chinoises, travaillent avec des clients moins exigeants et moins généreux, des marques peu connues ou des marchés plus restreints (Proche-Orient, Afrique, Europe). Elles ont des problèmes de qualité et de délai et ne conservent donc pas toujours leurs clients au-delà de la pre-

mière commande. Il est vrai que leur main-d'œuvre est sous-qualifiée et trop mal rémunérée pour être motivée.

L'une des récentes difficultés rencontrées par le gouvernement est le ralentissement de la croissance des exportations non pétrolières. Les autres pays de la zone, la Chine surtout, font de plus en plus durement concurrence aux entreprises indonésiennes. L'avantage comparatif de l'archipel reste le niveau très bas des rémunérations. En 1993, les salaires de base y étaient trois fois moindres qu'aux Philippines ou en Thaïlande, et ils sont parfois inférieurs à ceux versés en Chine. Mais, si cette main-d'œuvre est réputée pour être la plus docile d'Asie du Sud-Est, elle est également considérée comme l'une des moins qualifiées.

Le pays poursuit son effort dans le domaine de l'éducation primaire et secondaire ; pourtant, si l'alphabétisation a beaucoup progressé, les militaires n'ont jamais voulu investir dans la formation universitaire. L'archipel manque donc cruellement de cadres et de chercheurs capables de réfléchir sur les distorsions sociales provoquées par le mode de développement choisi. Par exemple, l'Indonésie n'avait jusqu'à présent jamais porté attention aux conditions de travail de sa classe ouvrière, et elle aurait sans doute continué à les ignorer sans la pression des Etats-Unis.

Une pétition conjointe de deux organisations non gouvernementales, Asia Watch et International Labor Rights Education and Research Fund, a en effet poussé l'administration américaine à s'interroger sur le sort réservé à la main-d'œuvre en ce pays. Et, en mai 1993, Washington a menacé d'exclure l'archipel du système généralisé de préférence douanière (GSP), en raison des violations répétées des droits des travailleurs et du niveau trop bas du salaire minimum. Si cette menace était mise à exécution, l'augmentation des droits de douane sur les produits indonésiens importés aux Etats-Unis serait de l'ordre de 400 millions de dollars (1). En août dernier cependant, Washington faisait savoir qu'un nouveau répit était accordé à Djakarta.

* Eléonore Defert est spécialiste des questions de commerce international. Gabriel Defert, chercheur en sciences politiques, est l'auteur de *Timor-Est, le génocide oublié. Droit d'un peuple et raisons d'Etats*, L'Harmattan, Paris, 1992.

Très fragiles ouvertures sociales

EN dépit de ses réticences, le gouvernement indonésien a été contraint de réagir. Au 1^{er} janvier 1994, le ministre du travail, M. Abdul Latief, a porté le salaire minimum journalier dans la région de Djakarta de 2 800 à 3 800 roupies (environ 1,60 dollar, soit 8,6 francs). Et il a fait abroger le décret de 1986 qui permettait aux usines de faire appel à l'armée en cas de grève.

Le pays ne comptait jusqu'alors qu'un syndicat, l'Organisation des travailleurs de toute l'Indonésie (SPSI), inféodé au pouvoir et peu soucieux de défendre les intérêts des salariés. Dans

les années 90, deux nouvelles centrales ont été créées sans être officiellement reconnues : Setiakawan (Solidarité) et l'Organisation pour le bien-être des ouvriers d'Indonésie (SBSI), qui aurait aujourd'hui près de 250 000 adhérents.

L'année 1993 et le début de l'année 1994 auront donc été marqués par des évolutions positives en faveur des ouvriers. Toutefois, malgré les bonnes dispositions affichées par le ministre du travail, les nouvelles centrales syndicales agissent dans l'illégalité, et leurs dirigeants sont régulièrement victimes de mesures d'intimidation. En août, M. Muchtar Pakpahan, dirigeant du SESI, a été arrêté pour avoir, selon les autorités, été mêlé aux violents mouvements sociaux qui ont eu lieu en avril à Medan (Sumatra). Les changements demeurent donc très fragiles et les retours en arrière ne peuvent être exclus, d'autant que les pressions américaines n'ont pas été appuyées par l'Europe. Les États-Unis ayant refusé de vendre des avions militaires F-5 aux Indonésiens, les Britanniques se sont, par exemple, empressés de leur fournir des avions Hawks.

Outre les exportations de biens manufacturés, l'exploitation et la vente des ressources non renouvelables – le pétrole, le gaz – ou renouvelables à long terme – le bois – contribuent fortement au développement. Mais les réserves s'amenuisent.

Si l'archipel demeure le quinzième producteur mondial de pétrole (1,5 million de barils par jour), on estime qu'après l'an 2000, si de nouveaux puits ne sont pas ouverts, il deviendra importateur. Le manque à gagner pourrait être partiellement compensé par les ventes de gaz. L'Indonésie en est le premier exportateur mondial, mais les sites actuels devraient cesser leur activité d'ici à l'an 2003. L'espoir réside dans l'éventuelle exploitation du gisement de Natuna, au nord de Java, qui serait l'un des plus importants de la planète. Mais il est difficile d'accès, et sa mise en valeur nécessitera des investissements importants. Après de longues négociations, un accord serait en vue avec la firme américaine Exxon, qui

ferait une mise de fonds de 35 milliards de dollars. Le contrat serait officialisé en novembre, lors d'une visite du président Clinton (2).

Le pays est aussi le deuxième producteur mondial de contreplaqué, mais les réserves de bois semblent elles aussi s'épuiser et, dans une dizaine d'années, l'Indonésie devra en importer pour faire fonctionner son industrie. Contrairement à l'exploitation du pétrole et du gaz, qui n'ont pas eu jusqu'à présent d'incidence sur l'environnement, les coupes de bois entraînent la destruction rapide de la deuxième forêt tropicale du monde. Alors que le rythme moyen annuel de déforestation était de 300 000 hectares entre 1939 et 1970, il est passé à 1,7 million d'hectares entre 1970 et 1990. 2 % de la forêt indonésienne disparaissent ainsi chaque année sans qu'une politique efficace de reboisement ait été appliquée. Cette évolution s'accompagne d'une hausse de la teneur en gaz carbonique dans l'atmosphère et provoque donc une augmentation de l'effet de serre. Par ailleurs, l'Indonésie figure en première place au palmarès du nombre des espèces animales menacées.

Frédéric Durand, auteur d'un récent ouvrage sur les forêts de la région (3), rappelle que, selon les estimations de certains experts américains, 43 % des espèces végétales et animales de l'Asie du Sud et du Sud-Est devraient avoir disparu d'ici à l'an 2000. Une exploitation cohérente de la forêt est pourtant du domaine du possible. Il s'agirait notamment de respecter des temps de rotation permettant une repousse des arbres.

Les investissements nécessaires pour garantir la pérennité de la forêt sont estimés à 2 milliards de dollars par an jusqu'en 2005, soit l'équivalent de 60 % des recettes d'exportation de l'ensemble des produits forestiers en 1990. Mais cette solution n'a pas été retenue. M. Bob Hassan, président de l'Association des compagnies forestières indonésiennes (APHI), a préféré investir 2 millions de dollars dans une opération de relations publiques mondiale visant à redorer l'image de marque de l'Indonésie en matière de politique forestière. Ce budget lui a permis d'engager pour deux ans un conseiller en communication occidental et de lancer une grande campagne publicitaire, dans le *New York Times* notamment.

L'événement qui a le plus marqué l'archipel au cours des derniers mois a incontestablement été l'éclatement du scandale de la Banque nationale de développement BAPINDO. On savait que l'administration indonésienne était corrompue et que les banques avaient accumulé de mauvaises dettes, mais cette affaire a été l'occasion de nouvelles révélations.

C'est en 1992 que BAPINDO a ouvert un crédit de 430 millions de dollars en faveur du groupe Golden Key et de son président, M. Eddy Tansil. Il s'agissait officiellement d'importer de Hongkong du matériel pour l'industrie pétrochimique. Alors que l'attribution d'un tel crédit s'effectue normalement après l'établissement de documents prouvant que les marchandises ont bien été vendues, les bénéficiaires du prêt

ont réussi à introduire une clause spécifique leur permettant de toucher les fonds avant l'achat des équipements, qui n'ont finalement jamais quitté Hongkong. Aujourd'hui, le montant des pertes de BAPINDO (lettre de crédit et intérêts) est de 620 millions de dollars alors que ses fonds propres sont de 325 millions de dollars seulement !

L'obtention d'une telle somme grâce à une lettre de crédit aurait été impossible sans un accord préalable entre les bénéficiaires, la banque et les milieux politiques. En l'occurrence, l'amiral Sudomo, à l'époque ministre de la coordination politique et de la sécurité, aurait « parrainé » M. Eddy Tansil. Ce dernier a finalement été condamné en août à dix-sept ans de prison.

Une fois n'est pas coutume, l'affaire a été bien couverte par la presse, qui a révélé l'ampleur des mauvaises dettes indonésiennes. M. Hendro Budianto, l'un des directeurs de la Banque centrale, a en effet profité de l'occasion pour préciser que la mauvaise dette de BAPINDO n'était que l'un des cinquante cas recensés dans les banques d'Etat ces dernières années ! En outre, le ministre des finances, M. Mar'ie Muhammad, a déclaré que le montant des mauvaises dettes (prêts dont les intérêts ont cessé d'être payés depuis trois mois) auprès des sept banques publiques s'élevait à 7,12 milliards de dollars.

La dette extérieure indonésienne approchant les 100 milliards de dollars, l'Occident ne peut se permettre le risque d'un effondrement du système bancaire. La Banque mondiale a réinjecté 300 millions de dollars de façon à renforcer les banques d'Etat et à assainir la situation financière du pays. Les élites indonésiennes ont donc vu juste en prélevant leur dîme puisque c'est finalement la Banque mondiale qui paie pour couvrir les dégâts engendrés par la corruption. Le Political and Economic Risk Consultancy (PERC), institut d'analyses installé à Hongkong, classe d'ailleurs l'Indonésie au premier rang des pays les plus corrompus d'Asie.

Le régime, rongé par la prévarication, constitue de moins en moins un modèle auquel la majorité des 190 millions d'Indonésiens pourrait s'identifier. Ils sont donc naturellement enclins à chercher ailleurs de nouvelles valeurs.

En février 1994, plusieurs centaines d'étudiants dirigés par le Comité indonésien pour la solidarité islamique mondiale (KISDI) se sont massés devant l'ambassade des États-Unis. Les jeunes intégristes venaient réclamer la pendaison de deux militaires américains arrêtés après avoir vendu des comprimés d'Ecstasy dans une boîte à la mode de Djakarta.

Aux cris d'« Amérique égale narco-tique » et du plus classique « US go home », les étudiants, très virulents, ont montré que le fait divers les indignait moins que les bonnes relations de leur pays avec un Occident accusé de tous les maux. Le soutien apporté par Washington aux accords israélo-palestiniens a donné lieu à des manifestations hostiles. Et, pratiquant l'amalgame, les milieux religieux ont profité de l'occasion pour exiger que les étrangers résidant dans le pays soient automatiquement soumis à des tests de dépistage du sida.

Le régime du président Suharto a compris le message. S'il ne veut pas être débordé par les mouvements intégristes, il doit donner des gages aux musulmans, qui constituent, au moins nominale-ment, 90 % de la population.

(1) « Workers' rights on the table at last », *Inside Indonesia*, PO Box 190, North Cote, Australie, juin 1993.

(2) Cf. *Far Eastern Economic Review*, Hongkong, 18 août 1994.

(3) Frédéric Durand, *les Forêts en Asie du Sud-Est. Recul et exploitation*, L'Harmattan, Paris, 1994.

Le couple présidentiel, jusque-là peu réputé pour sa piété, s'est rendu à La Mecque il y a trois ans. Et, plus récemment, le gouvernement a supprimé la loterie nationale, accédant ainsi à l'une des revendications prioritaires des chefs religieux. Gestes avant tout symboliques, mais qui s'accompagnent de mesures engageant plus radicalement la société.

Le gouvernement, nommé en 1993, ne compte pratiquement plus que des musulmans. Outre le départ du jadis puissant responsable de la défense, M. Benjamin Mardani, les autres ministres chrétiens, MM. Sumarlin, Arifin Siregar et Radius Prawiro, respectivement en charge des finances, du commerce et de la coordination économique, ont été remerciés, décision de nature à modifier fondamentalement la politique économique. Ces trois technocrates et leurs équipes, formés dans les meilleures universités américaines, suivaient à la lettre les préceptes de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, auxquels ils laissaient pratiquement la responsabilité du développement du pays.

Leurs successeurs musulmans ont d'autres projets. Ce sont pour la plupart des disciples du très puissant ministre de la recherche et de la technologie, M. Bacharuddin Habibie, qui sont favorables au développement des industries de pointe, estimant qu'elles serviront de locomotive à l'ensemble de l'économie. Pour appuyer ces grands projets, la rigueur financière ne saurait être de mise, et M. Habibie a besoin des investissements et du savoir-faire des étrangers : IPTN, l'entreprise aéronautique mise sur pied par le ministre, compte par exemple plusieurs centaines de cadres expatriés. Quant aux apports financiers, ils ne font pas défaut : avec 5,2 milliards de dollars d'aide publique consentis à l'Indonésie pour l'année 1994-1995, l'Occident ne se montre pas avare envers Djakarta.

Mais qu'en sera-t-il dans l'avenir ? Les hommes d'affaires de la diaspora chinoise, qui contrôlent quelque 80 % de l'activité économique du pays, ne sont pas les seuls à tourner leurs regards vers la Chine et le Vietnam. La plupart des

étrangers ne verraient pas non plus d'un bon œil la montée de l'islamisme dans le pays. Les investissements privés étrangers dans l'archipel ont d'ailleurs déjà chuté de 21 % en 1993, avant, cependant, de reprendre au cours du premier semestre de 1994.

M. Habibie, en qui certains voient le successeur de M. Suharto, n'est pas seulement réputé pour les « éléphants blancs » que constituent ses réalisations dans les secteurs aéronautique et nucléaire. Il préside aussi l'Ikatan Cendekiawan Muslim Indonesia (ICMI), la très puissante association des intellectuels musulmans. Il est aujourd'hui quasiment impossible d'obtenir un poste de responsabilité dans un ministère à qui n'adhère pas à cette organisation. De nombreux hauts fonctionnaires, musulmans, mais peu désireux de confondre islam et politique, en ont fait récemment les frais. M. Habibie et son mouvement peuvent compter sur le soutien de la présidence et du grand quotidien national *Republika*, aux positions farouchement anti-occidentales. Mais il doit faire face à l'hostilité de plus en plus ouverte de l'armée, virtuellement au pouvoir depuis 1965, et dont les prérogatives tendent à se réduire. Elle ne détient plus que huit portefeuilles ministériels (sur quarante), tout en conservant des postes-clés : la vice-présidence, la défense, l'intérieur et la coordination politique. Son point de vue est donc déterminant, et il est clair qu'elle n'apprécie pas l'ascension d'un homme qui souhaite la cantonner dans ses casernes.

Le général Suharto a laissé entendre qu'il ne briguerait pas un septième mandat en 1998, et les musulmans et l'armée ne sont pas les seuls en lice pour la succession. Deux autres groupes de pression, bien moins puissants politiquement, tentent de trouver leur place : les démocrates et... la famille présidentielle.

Les premiers attirent naturellement la sympathie des Occidentaux. Les dirigeants du Forum démocratie et de l'Association d'aide légale (LBH) ont fréquemment les honneurs de la presse et rencontrent des hommes politiques européens en visite. Des personnalités comme le juriste Buyung Nasution et l'ancien gouverneur de Djakarta, M. Ali

Sadikin, jouissent d'une certaine notoriété internationale. Mais ils pèsent d'un poids assez faible dans le pays. Les manifestations en faveur de la démocratie sont moins mobilisatrices que celles des mouvements islamistes, et il est d'autant plus facile pour le gouvernement de les réprimer. Les rares jeunes qui osent braver les interdits s'exposent à de lourdes peines pour « insulte à la présidence », et ils ne peuvent plus compter sur le soutien de la presse. Depuis le mois de juin dernier, les trois principaux hebdomadaires politiques (*Tempo*, *Detik* et *Editor*) sont interdits. C'est là la marque d'un durcissement d'un régime peu disposé à tolérer la contestation. Mais c'est également une nouvelle preuve du pouvoir croissant de M. Bacharuddin Habibie, régulièrement critiqué par les grands hebdomadaires fermés, semble-t-il, contre l'avis de l'armée.

Les libéraux sont d'autant moins influents que le petit Parti démocratique indonésien, censé les représenter, est toujours manipulé par le régime. Ses perpétuelles querelles internes ne donnent que l'illusion d'un débat politique. Megawati, la fille aînée de l'ancien président Sukarno, qui a pris les rênes du parti en décembre dernier, manque de charisme, et il est improbable qu'elle parvienne à donner à son mouvement un autre rôle que celui de faire-valoir.

Reste la famille Suharto. Depuis cinq ans et l'arrivée dans les affaires de Tommy, le fils cadet du président, elle réalise une véritable OPA sur l'économie. Il est difficile de chiffrer son volume d'affaires, mais son empire ne cesse de croître. Omniprésente dans le

Reste la famille Suharto. Depuis cinq ans et l'arrivée dans les affaires de Tommy, le fils cadet du président, elle réalise une véritable OPA sur l'économie. Il est difficile de chiffrer son volume d'affaires, mais son empire ne cesse de croître. Omniprésente dans le

trafic aérien (Sempati), la télédiffusion (TPI, RCTI), la banque (Summa), l'industrie lourde (Indocement), l'agro-alimentaire (huile Bimoli, monopole sur la farine, les oranges, le groffle (4)...), la famille s'attaque désormais aux plus grands groupes chinois. Mais les clés de sa réussite sont évidemment du côté de la présidence et elle peut légitimement s'inquiéter pour son avenir. Elle commence donc à assurer ses arrières politiques.

Il y a quelques années, la fille aînée du président, M^{me} Siti Hardiyanti Rukmana, plus connue sous le nom de « Tutut », avait brigué le gouvernorat d'une petite région périphérique (la partie sud-est de l'île de Sulawesi). Mais les oppositions au sein même du régime avaient été trop fortes. Depuis, la position de « Tutut » s'est renforcée. Elle a obtenu l'un des postes de vice-président du parti gouvernemental, le GOLKAR. Sa sœur cadette, très impliquée dans le monde des affaires, est aussi la femme d'une étoile montante de la hiérarchie militaire, le colonel Prabowo Subianto (5). Son frère, M. Bambang Trihatmodjo, s'est pour sa part fait nommer au poste-clé de trésorier de la formation.

Ces promotions viennent à point nommé, puisque le général Wismoyo Arismunandar, beau-frère du président et chef d'état-major de l'armée de terre, ne semble pas se montrer digne des espoirs que « la famille » avait placés en lui. Les enfants Suharto ne sont pas encore « présidentiables », mais ils pourraient profiter du champ libre laissé par l'opposition entre l'armée et les musulmans.

ne semble pas se montrer digne des espoirs que « la famille » avait placés en lui. Les enfants Suharto ne sont pas encore « présidentiables », mais ils pourraient profiter du champ libre laissé par l'opposition entre l'armée et les musulmans.

Java et les autres îles

Le mélange d'adresse et de passivité du vieux chef de l'Etat contribue à entretenir les querelles sans qu'aucune figure emblématique un tant soit peu consensuelle parvienne à s'imposer. Cette absence de perspective à relativement court terme n'est pas sans risques. Qui ne se souvient en effet du bain de sang de 1965 qui avait causé la mort de plus de 500 000 personnes (6) ? Et il n'est pas certain que, faite d'une direction solide, la société indonésienne puisse surmonter sans dommages ses nombreux déséquilibres. Les tensions déjà évoquées ne sont pas son seul handicap. Il faut se rappeler que les 13 000 îles de l'archipel ne constituent pas un ensemble homogène. Java ne représente que 7 % du territoire, mais elle abrite toujours 60 % de sa population, 70 % des investissements industriels et tous les centres de décision. Pis, les revenus provenant de l'exportation des matières premières minérales et agricoles, dont les îles « extérieures » sont abondamment pourvues, sont largement drainées vers le centre. Ils alimentent les comptes déjà extraordinairement bien garnis des personnalités javanaises proches du pouvoir.

En revanche, si elles sont dépouillées de leurs richesses, les îles périphériques sont menacées d'un afflux de paysans pauvres javanais qui, incapables de survivre dans leur région d'origine surpeuplée, débarquent en masse sur ces terres moins soumises à la pression démographique. Ces migrations, pour une grande part organisées par le gouvernement et soutenues financièrement par la Banque mondiale, ne sont pas toujours très bien vécues par les populations des régions d'accueil pour lesquelles la présence javanaise constitue une forme de colonisation. Cette confrontation, le plus souvent discrète, peut alimenter des

mouvements séparatistes, comme c'est le cas en Aceh (Sumatra du Nord), dans le sud des Moluques ou en Nouvelle-Guinée-Occidentale, l'Irian-Jaya (7).

Aujourd'hui l'armée et l'administration centrale quadrillent bien le terrain et contrôlent la situation, mais qu'arriverait-il en cas de crise politique à Djakarta ?

Les éventuels aléas de la succession, l'épuisement des richesses naturelles et la stagnation prévisible de la production manufacturière sont autant de signes inquiétants. Si les dizaines de millions de riziculteurs pauvres, qui risquent de venir chercher fortune dans les mégapoles javanaises, ne parvenaient plus à assurer leur subsistance, ils pourraient fort bien embrasser un islam intégriste et remettre en question un régime qui puise sa légitimité dans le développement économique.

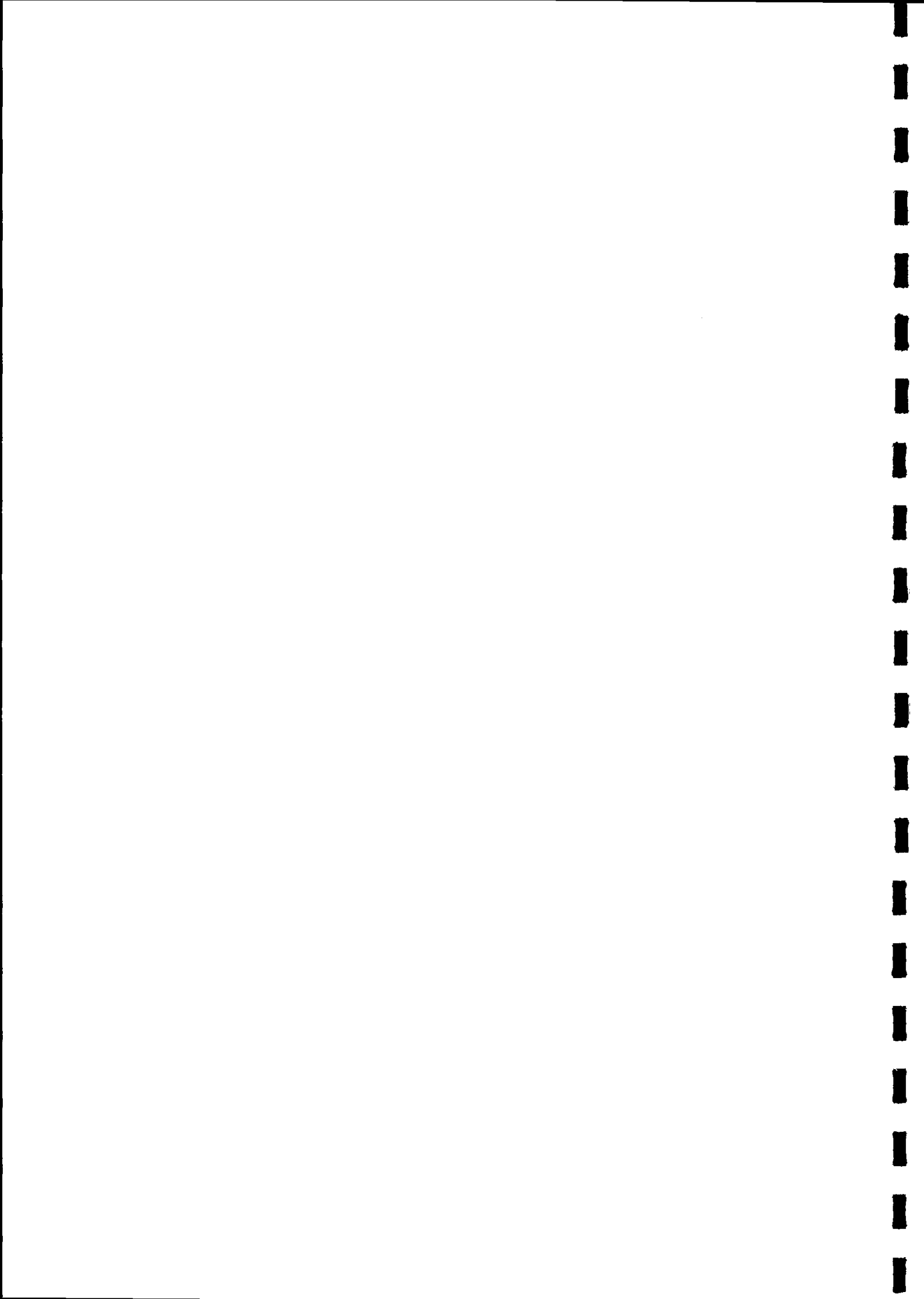
ELÉONORE et GABRIEL DEFERT.

(4) En 1991, M. Tommy Suharto, qui venait d'obtenir un monopole sur ce produit, n'avait pas été en mesure d'acheter l'ensemble de la récolte ; il avait alors encouragé les paysans à brûler leur production. Cf. Gabriel Defert, « Succès et impasses de l'ordre nouveau indonésien », *Le Monde diplomatique*, mars 1993.

(5) *Far Eastern Economic Review*, op. cit.

(6) Une tentative de coup d'Etat contre le régime de Sukarno fut réprimée par l'armée et notamment par le général Suharto. Les membres du Parti communiste, ses sympathisants ou supposés tels furent assassinés.

(7) Voir Muriel Charraz, « L'Indonésie extérieure en peine de perspectives », *Archipel*, n° 46, Paris. Le cas de Timor-Est, plus connu à l'étranger, ne relève pas du séparatisme, puisque le mouvement nationaliste est antérieur à l'invasion indonésienne du territoire (décembre 1975), et que cette invasion viole le droit international. Cf. Max Stahl, « Timor-Oriental, défaite politique pour Djakarta », *Le Monde diplomatique*, avril 1994, et Gabriel Defert, « Dieu et Mammon régneront sur l'Irian-Jaya », *Le Monde diplomatique*, juillet 1994.



By John Owen-Davies

JAKARTA, Jan 3 (Reuter) - Indonesia's armed forces (ABRI) will continue to play a significant political role for the foreseeable future despite signs their influence is being eroded, officials and foreign diplomats say.

Last year was difficult for ABRI, which has played a pivotal stabilising role in the world's biggest archipelago since President Suharto rose to power in 1967.

Its traditional dual role in security and politics came under intense scrutiny amid calls by Suharto for a more open society after nearly three decades of national rebuilding.

This generated an internal debate on ABRI's future which prompted Suharto, a retired general, to urge officers not to air their differences publicly.

Diplomats say differences reflected the end of the Cold War, with some officers wanting a return to traditional defence duties, as well as a jockeying for position if Suharto decided to quit.

"Indonesian political life is dominated at this stage by a military outlook despite a process of civilianisation and democratisation," a senior civilian official said.

"ABRI will continue to play a big role but the president is trying to balance the role of the army with the civilian role."

An Asian diplomat said: "There is acceptance in ABRI that the civilianisation process will continue but they will not give up their right to exert power."

ABRI, which views itself as upholder of the constitution, was honed in fighting alongside civilians to rid Indonesia of Dutch colonialists in the 1940s.

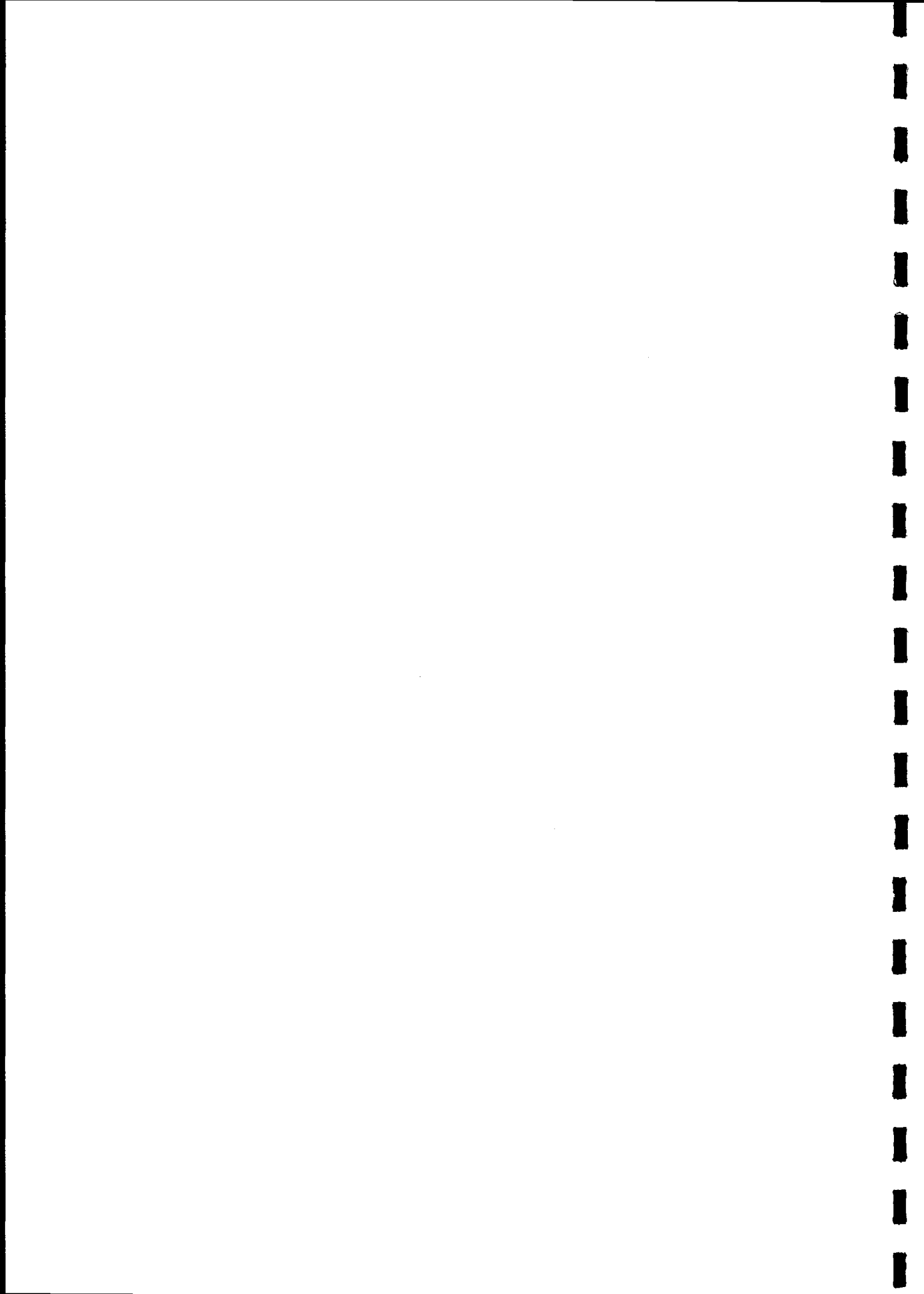
Suharto, who came to power after what the government called a Communist plot, called in a New Year address for greater government cohesion and more attention to people's needs in the world's fourth most populous nation.

In October, he urged closer ties between civilians and the army. Earlier, he said ABRI would continue to "provide fresh air to a democratic and constitutional life" during a speech outlining goals for a new 25-year development plan.

"After 27 years and with an eye possibly on the history books, it may be Suharto has decided to relax political and security controls in an effort to produce a vigorous civilian middle class," one diplomat said.

Diplomats say the 278,000-member armed forces effectively remain the country's largest political organisation, although the political side had a setback in October when Information Minister Harmoko was elected the first non-military chairman of the ruling Golkar Party.

Army Major-General Sembiring Meliala, one of 100 military appointees to the 500-seat parliament, retorted swiftly by saying no one could become national president without military support.



Quelques rappels historiques sur l'exploitation pétrolière en Indonésie

La présence de naphte en Indonésie est attestée depuis fort longtemps puisqu'il y a le début du XVI^e siècle, les marins d'Aceh utilisèrent des feux grégeois pour combattre la flotte portugaise d'Alfonso d'Albuquerque dans le détroit de Malacca. En fait, depuis des temps immémoriaux, les habitants de Sumatra ou de Kalimantan ont utilisé « l'huile de pierre » pour alimenter des lampes, enduire des torches ou fabriquer des onguents. Mais c'est en 1880 qu'un planteur de tubac hollandais, Adilko Zijker, dont l'attention fut attirée par la luminosité toute particulière des torches, commença à s'intéresser à ces suintements naturels et aux petites mares de pétrole au nord de Sumatra. Il entreprit, le 11 juillet 1884, un forage qui après avoir atteint 96 mètres permit de recueillir quelque 200 litres de pétrole, puis de l'eau. Non découragé par cet échec, il entreprit un second forage, cette fois de 121 mètres, et le 15 juin 1885 le puits entra en éruption. Cette réussite devait bien plus à la chance qu'à une étude géologique préalable des couches de terrains. De 1892 à 1934, ce puits, baptisé Telaga Tunjanggal, va produire... un million de tonnes de pétrole.

Zijker mourut en 1890 et la compagnie Royal Dutch Petroleum qui deviendra la Shell poursuivra son œuvre. En 1890 est construite la première raffinerie indonésienne à Wonokromo dans l'est de Java et, en 1892, la raffinerie de Pangkalan Berandan à Sumatra. Sa capacité de traitement était de 8 000 barils par jour (400 000 tonnes par an) et les exportations commencèrent en 1893. En 1894, la troisième raffinerie indonésienne est construite à Balikpapan dans l'est de Kalimantan. En 1900, déjà une vingtaine de compagnies avaient acquis quelque 40 concessions dans le pays. Au terme de cette phase pionnière de la recherche, la plupart des zones de production encore en exploitation de nos jours auront été identifiées, à l'exception du centre de Sumatra. Compte tenu des moyens techniques encore très limités de l'époque, les puits en exploitation ont une profondeur ne dépassant pas 300 mètres.

Tableau 25. - Principaux sites d'exploitation pétrolière

Dates de découverte	Régions	Gisements
1885	Nord Sumatra	Telaga Said
1887	Est Java	Kruka
1895	Sud Sumatra	Kampong Miniak
1897	Est Kalimantan	Sanga Sanga
1900	Nord Sumatra	Petrok

Source : Professeur Pierre René Barques de l'École nationale supérieure du pétrole et de l'IMP, ancien directeur général-adjoint de la compagnie Total en Indonésie.

En 1907, la Shell Transport & Trading et la Royal Dutch s'associent pour former la Royal Dutch Shell qui va parvenir en l'espace de quatre ans à éliminer tous ses concurrents en reprenant les 44 permis d'exploration concédés en Indonésie.

Ce monopole s'augmentera très lentement face aux concurrents américains. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, Royal Dutch Shell produisait 57 % du pétrole indonésien avec six raffineries. 1912 marque

l'arrivée de la Standard Oil of New Jersey (future Esso) puis, 1933 celle de Socony Vacuum (future Mobil) ; enfin, en 1936, elles sont rejointes s'associent en 1936 pour devenir Caltex et, les deux premières sociétés à leur tour en 1947 sous le nom de Stanvac.

La guerre débute par la destruction systématique de toutes les installations de production et de raffinage afin d'empêcher qu'elles ne puissent contribuer à l'effort de guerre japonais. Il semble que ces destructions aient été bien opérées car l'armée d'occupation aura beaucoup de mal à les remettre en service. Toutefois, le 4 décembre 1944, après un forage de 800 mètres qui aura pris un an, les Japonais découvrent le très important gisement de Minas dans le centre de Sumatra. Le Japon n'aura guère le temps de profiter de sa découverte et ce gisement étant situé dans la concession de Caltex permettra à cette compagnie d'acquiescer au lendemain de la guerre une position dominante en Indonésie.

Parallèlement au retour des trois principales compagnies étrangères, Shell, Stanvac et Caltex, les Indonésiens créent une compagnie PTMRI qui deviendra en 1957 Pertamina, ancêtre de la compagnie nationale Pertamina, créée le 20 août 1968. Grâce à l'introduction, en 1960, de contrats de partage de production avec des opérateurs japonais (Kobayashi), puis canadiens (Reitcan) et enfin américains (Asameta et en 1966 Iapco) Pertamina réussit à faire financer le développement d'une production indépendante.

Tableau 26. - Réserves et production de gaz et de pétrole (1965-1985)

	1965	1970	1975	1980	1985
Réserves de pétrole					
- en millions de tonnes	1 300	1 350	1 900	1 300	1 100
- en pourcentage des réserves mondiales	2,65	1,63	2,12	1,47	1,16
Réserves de gaz					
- en équivalent millions de tonnes de pétrole (1)	60	140	425	600	1 100
- en pourcentage des réserves mondiales	0,02	0,04	0,72	1,04	1,22
Production de pétrole					
- en millions de tonnes par an	26	43	65	79	66
- en pourcentage de la production mondiale	1,76	1,91	2,41	2,63	2,42
Production de gaz commercialisée					
- en millions de tonnes équivalent pétrole par an (2)	0,5	1	2	16	45
- en pourcentage de la production mondiale commercialisée	0,10	0,10	0,156	1,01	2,54
Nombre de PSC en cours de validité	0	38	49	58	69

(1) Réserves commerciales (incluant pas le gaz en placement étant Naturel dont le caractère est resté à étudier).

(2) Gaz total produit moins gaz brûlé par les raffineries et les unités de production. Nota : Toutes les valeurs ont été arrondies aux chiffres, respectivement significatifs.

Tableau 27. - Poids du pétrole et du gaz dans l'économie

	1965	1970	1975	1980	1985	1986 (mars)
Prix moyen du brut (Minas) (dollars par baril de pétrole brut) (1)	1,87	1,77	12,60	27,50	28,59	12,00
Depenses annuelles d'exploration et production (millions de dollars par an) (2)	50	150	1 000	2 000	3 500	-
Valeur brute des exportations de pétrole et de gaz (millions de dollars par an)	100	500	5 000	16 000	14 000	-
- dont pétrole (en %)	100	100	100	88	73	-
- dont gaz (en %)	0	0	0	12	27	-
Pétrole et gaz en pourcentage des exportations totales du pays	32	37	74	82	70	-
Pétrole et gaz en pourcentage des revenus domestiques de l'Etat indonésien	5	31	56	63	64	-

(1) Ces prix passaient par un maximum d'environ 35 dollars par baril en 1981/1982 (deuxième choc pétrolier).

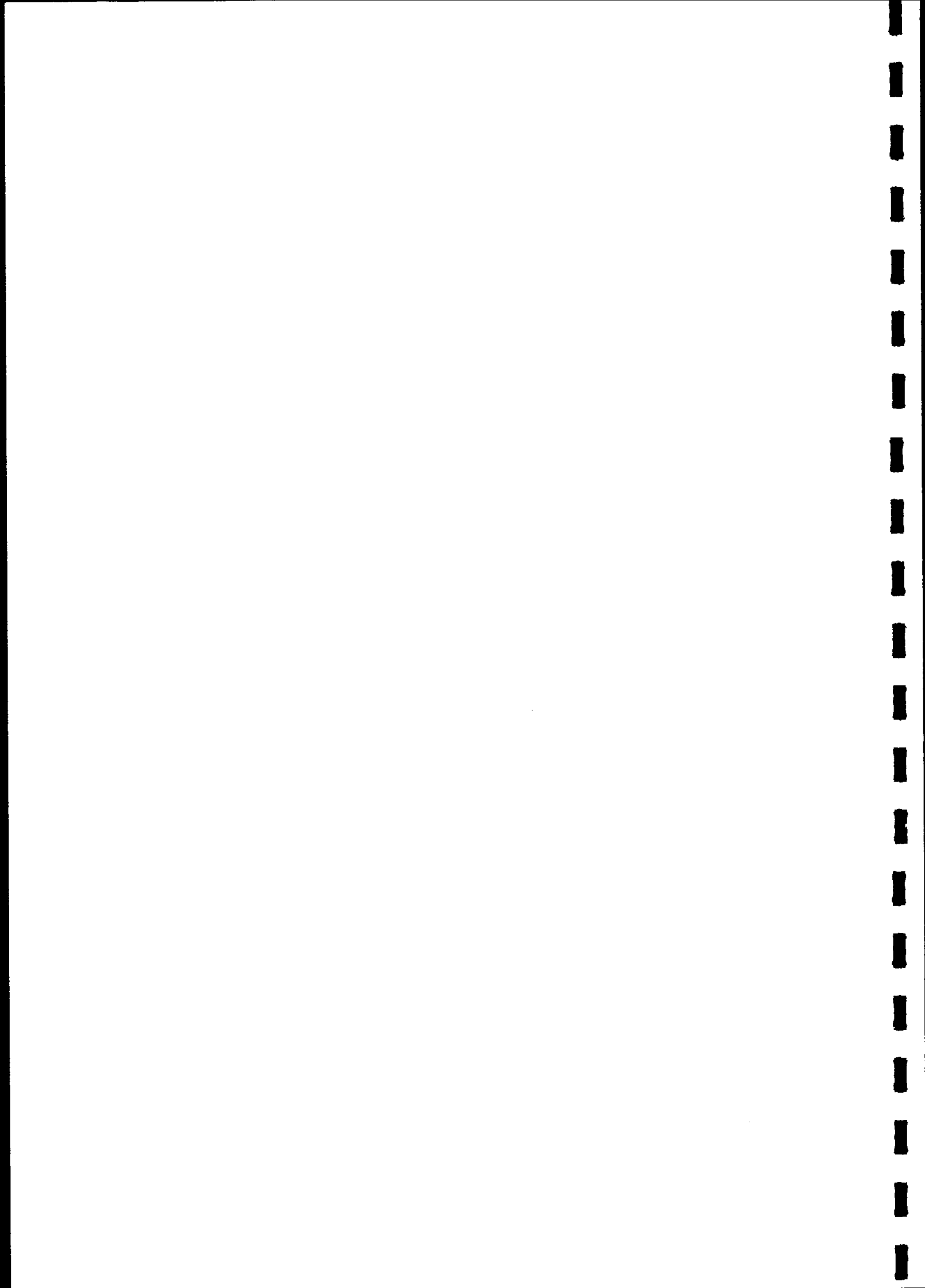
(2) Toutes compagnies sauf Pertamina sensu stricto.

Nota : Les valeurs exprimées en dollars des Etats-Unis sont des valeurs historiques ou « dollars courants ». Toutes les valeurs ont été arrondies aux chiffres réellement significatifs.

Source : Revue Archipel, n° 33.

A partir de 1967, la confiance dans la stabilité politique du nouveau régime indonésien et la mise en place d'une réglementation plus précise en matière de contrats de partage de production, permettent la signature d'une quinzaine de nouveaux accords avec Conoco, Mobil, Union, Phillips, Gulf, Agip, Total et plusieurs consortiums japonais. Ces nouveaux opérateurs étrangers se voient confier les opérations d'exploration off-shore. Pertamina se réservant l'exploitation directe des gisements les plus faciles d'accès.

Les découvertes de gisements se succèdent : Ardjuna fin 1969 en mer de Java par Arco, suivi en 1970 d'Atitaka par Union Oil à l'est de Kalimantan, et de Cirta en mer de Java par Iapco. Les contrats de partage de production étant revus en 1976 dans un sens plus favorable aux intérêts indonésiens, la part des compagnies passe de 35 % à 15 % et celle de l'Etat de 65 % à 85 %. Après un ralentissement momentané des investissements de recherche consécutif à la mise en place de cette nouvelle formule, l'exploration, stimulée par la hausse des prix du pétrole, reprendra à un rythme soutenu à partir de 1979, l'Indonésie retrouvant en 1980, avec 2,65 % de la production mondiale, la place qui était la sienne en 1938 (2,88 %). Toutefois, ses réserves (prouvées) de pétrole ont tendance à diminuer et le développement de l'exploitation de gaz naturel est sans doute la solution à long terme de nature à compenser cet épuisement.



Les produits de consommation occupent une part assez faible dans les importations indonésiennes (4 %), les besoins et les goûts des consommateurs étant pour l'essentiel couverts par la production nationale. La plus grande part de ces importations concerne les matériels électroniques et les petits équipements électro-ménagers.

Tableau 63. - Les importations

A) Évolution des importations indonésiennes sur la période 1980-1990
(en millions de dollars)

Année	Total importations	Importations pétrole et gaz	Importations pétrole et gaz exclus	Part des importations hors pétrole et gaz
1980	10 834,4	1 748,5	9 085,9	83,86 %
1981	13 272,1	1 721,7	11 550,4	87,03 %
1982	16 859,0	3 544,9	13 314,1	78,97 %
1983	16 351,7	4 144,8	12 206,9	74,65 %
1984	13 882,1	2 696,8	11 185,3	80,57 %
1985	10 259,1	1 275,6	8 983,5	87,57 %
1986	10 718,4	1 086,4	9 632,0	89,86 %
1987	12 370,3	1 068,0	11 302,3	91,37 %
1988	13 248,5	909,1	12 339,4	93,14 %
1989	16 359,6	1 195,2	15 164,4	92,69 %
1990	21 837,1	1 898,0	19 939,1	91,31 %

B) Répartition des importations par type de produit (CAF en millions de dollars)

Produits	1986	1987	1988	1989	1990
Biens de consommation	448,2	460,6	469,4	689,4	876,9
Biens intermédiaires	8 363,9	9 474,1	10 222,9	11 904,7	14 893,1
Biens d'équipement	1 906,3	2 435,6	2 556,2	3 765,5	6 067,0
Total	10 718,4	12 370,3	13 248,5	16 359,6	21 837,0

Produits	1986	1987	1988	1989	1990
Produits alimentaires	610,0	623,8	642,0	910,9	851,8
Boissons et tabacs	28,1	32,6	34,4	33,6	54,0
Matières premières et mines	830,1	990,6	1 205,0	1 673,9	1 885,0
Hydrocarbures et lubrifiants	1 106,9	1 144,0	959,0	1 252,6	1 937,2
Huiles et graisses	17,9	96,9	176,7	150,5	25,5
Produits chimiques	1 909,7	2 325,9	2 541,2	2 873,3	3 393,6
Produits manufacturés	1 668,3	1 784,0	2 061,8	2 638,0	3 552,9
Machines et équipement transports	4 117,5	4 818,7	5 096,0	6 181,9	9 327,8
Autres	429,9	552,9	532,4	644,8	809,2
Total	10 718,4	12 369,4	13 248,5	16 359,5	21 837,0

C) Répartition des importations des pays fournisseurs

Pays	1988 (en millions de dollars)	1989 (en millions de dollars)	1990 (en millions de dollars)	Variation (%) (1990/1989)
Asie	5 619,7	6 955	9 550	37,31
Japon	3 385,6	3 766,7	5 299,9	40,70
Singapour	895,8	1 121,1	1 271,5	13,42
Corée du Sud	376,3	562,3	985,1	75,19
Chine	337,1	527,4	652,3	23,68
Taiwan	624,9	977,5	1 341,2	37,21
CEE	2 197,3	2 282	3 544,5	55,32
Pays-Bas	258,4	247,7	550,2	122,12
RFA	886,6	920,4	1 501,7	63,16
France	464,8	406,1	643,2	58,38
Grande-Bretagne	339,9	359,6	439,8	22,30
Italie	247,6	348,2	409,6	17,63
Amérique du Nord	2 009,8	2 528,4	2 926,9	15,76
États-Unis	1 735,7	2 217,9	2 520,1	13,63
Canada	274,1	310,5	406,8	31,01
Australie	578,4	924,8	1 186	28,24
Autres pays	2 843,3	3 669,4	4 629,7	26,17
Total	13 248,5	16 359,6	21 837,1	33,48

Source : Poste d'expansion économique de Jakarta et Bureau central des statistiques.

Les exportations

En 1990, malgré un tassement de la valeur des exportations de produits non pétroliers dont la vente est plus difficile dans une conjoncture économique mondiale peu favorable, le montant global des exportations indonésiennes progresse miraculeusement de 15,9 % en 1990 par rapport à 1989 et atteint 25,675 milliards de dollars (tableau 64).

L'Indonésie bénéficie en effet, dans le secteur pétrolier, d'une conjoncture favorable à la suite de l'augmentation des prix du pétrole consécutive à la guerre du Golfe. Les hydrocarbures (pétrole et gaz) continuent à occuper une place importante dans les exportations indonésiennes bien qu'en diminution progressive depuis dix ans (75 % en 1980 à 43 % en 1990).

Les exportations de produits miniers, et notamment la production de charbon, sont en pleine expansion (+ 26,5 %). L'exportation de crevettes, thé, et tabac compensent les reculs de vente dans d'autres secteurs comme le café ou les épices ; globalement, le secteur agricole enregistre une progression de 7,2 %.

Malgré les efforts de soutien du gouvernement au secteur manufacturier (crédits bonifiés aux petites entreprises exportatrices, accueil plus libéral des investissements étrangers tournés vers l'exportation, autorisations d'importations hors taxes pour tous les éléments, ou composants destinés à être intégrés dans des fabrications locales de produits exportés, etc.), la progression de ce secteur se ralentit (1989-1990 + 7,7 % alors que l'objectif

Tableau 64. – Les exportations

A) Evolution des exportations indonésiennes sur la période 1980-1990
(en millions de dollars)

Année	Exportations totales	Exportations hors pétrole et gaz	Part des exportations hors pétrole et gaz
1980	23 950,4	6 168,8	25,76 %
1981	25 164,5	4 501,3	17,89 %
1982	22 328,3	3 929	17,60 %
1983	21 145,9	5 005,2	23,67 %
1984	21 887,8	5 869,7	26,82 %
1985	18 586,7	5 868,9	31,58 %
1986	14 805	6 528,4	44,10 %
1987	17 135,6	8 579,3	50,07 %
1988	19 218,5	11 536,9	60,03 %
1989	22 158,9	13 480,1	60,83 %
1990	25 675,3	14 604,2	56,88 %

B) Répartition par type de produit des exportations hors pétrole et gaz

Produits exportés	1988	1989	1990	Variation 1990/1989 en %
	Valeur FOB en millions de dollars			
Produits agricoles	1 909,2	1 943,1	2 083,3	+ 7,22
<i>café</i>	549,2	481,6	369,2	- 23,34
<i>crevettes</i>	498,7	541,2	671,6	+ 24,09
<i>épices</i>	221,9	182,5	152,4	- 16,49
<i>thé</i>	125,3	162,7	181	+ 11,25
<i>tabac</i>	42,7	47,2	58,6	+ 24,15
<i>cacao</i>	75,0	69,9	99,2	+ 41,92
<i>autres</i>	396,1	459	551,3	+ 20,37
Produits industriels	9 261,9	11 028,1	11 878,7	+ 7,71
<i>contre-plaqué</i>	2 073,7	2 351,9	2 725,6	+ 15,89
<i>vêtements</i>	795,3	1 172,2	1 657,3	+ 41,38
<i>caoutchouc</i>	1 217,1	1 035,1	892,2	- 13,81
<i>bois scié</i>	602,7	667,8	110,1	- 83,51
<i>tissus</i>	476,9	597,4	916,7	+ 53,45
<i>produits en aluminium</i>	328,5	380,7	262,2	- 31,13
<i>produits en étain</i>	181,4	251	173,2	- 31
<i>engrais</i>	134,1	165,4	194,2	+ 17,41
<i>huile de palme</i>	275,5	244,6	203,5	- 16,80
<i>produits en nickel</i>	352	314,6	188,5	- 40,08
<i>rotin</i>	74,5	1,1	3	+ 172,73
<i>autres</i>	2 750,3	3 846,3	4 552,2	+ 18,35
Produits miniers	353	506,5	640,7	+ 26,50
<i>cuivre</i>	231,2	305,8	374,4	+ 22,43
<i>charbon</i>	41,4	80,9	167,9	+ 107,54
<i>nickel</i>	139,3	62,8	39,8	- 36,62
<i>granit</i>	6,2	7,7	11,2	+ 45,45
<i>bauxite</i>	5,6	10,8	11,3	+ 4,63
<i>étain</i>	3,9	2,4	1,1	- 54,17
<i>autres</i>	25,4	36,1	35,0	- 3,05
Produits d'autres secteurs	12,8	2,4	1,5	- 37,05
Total	11 536,9	13 480,1	14 604,2	+ 8,34

C) Répartition par destination

Pays clients	1988	1989	1990	Évolution 1990/1989 en %
	en millions de dollars			
Japon	8 018,3	9 321,2	10 923,4	17,19
États-Unis	3 073,7	3 496,8	3 364,6	- 3,78
ASEAN	2 079,4	2 429,2	2 515,1	3,54
<i>Malaisie</i>	184	220,1	253,2	15,04
<i>Philippines</i>	86,5	149,1	160,6	7,71
<i>Singapour</i>	1 653,3	1 817,9	1 902,1	4,63
<i>Thaïlande</i>	151,4	234,3	188,5	- 19,55
<i>Brunei</i>	4,2	7,8	10,7	37,18
Autres Asie	2 011,7	2 614,7	3 664,7	40,16
<i>Corée du Sud</i>	840,3	921,5	1 363,3	47,94
<i>Hong-kong</i>	554,4	548,7	617,8	12,59
<i>Chine</i>	139	568,5	834,4	46,77
<i>Taiwan</i>	478	576	849,2	47,43
Australie	293,3	386,6	403	4,24
CEE	1 835,5	2 000,8	2 551,6	27,53
<i>Pays-Bas</i>	646,3	681,3	723,1	6,14
<i>Grande-Bretagne</i>	348,8	383,6	516,8	34,72
<i>Italie</i>	220,5	234,1	276,1	17,94
<i>France</i>	164,4	208,9	285,7	36,76
<i>RFA</i>	455,5	492,9	749,9	52,14
COMECON	121,8	185,7	152,2	- 18,04
Moyen-Orient	365,5	547,9	688,1	25,59
Autres	1 419,3	1 176	1 412,6	20,12
Total	19 218,5	22 158,9	25 675,3	15,87

Source : Poste d'expansion économique de Jakarta et Bureau central des statistiques.

gouvernemental était de + 15 %). Seules les exportations de contre-plaqué enregistrent une progression conforme aux objectifs (+ 15,89 %), les textiles dépassant largement ceux-ci (+ 53,5 %). Le bois scié est handicapé par l'imposition de taxes d'exportation élevées (- 83,9 %), le caoutchouc et l'huile de palme souffrent d'une baisse des cours mondiaux.

Tous les pays qui voient leurs ventes progresser le doivent principalement aux ventes de machines textiles (cas du Japon, de la RFA, de la Corée, de la Chine et de Taiwan) ou bien aux ventes de pièces détachées automobiles (Japon, RFA). La part de Singapour comme fournisseur de l'Indonésie baisse en raison de la mise en service progressive de raffineries qui évitent à l'Indonésie d'avoir à porter son pétrole brut chez son voisin.

L'aide extérieure

La France

Enfin, si la France est le deuxième pays dans le monde par l'importance de ses aides financières à l'Indonésie (tableaux 67 et 68), elle n'est que son

périodes dans le pays... En outre, une part non négligeable de ces investissements a pour origine des entreprises vendant des biens de consommation ou actives dans le secteur du tourisme... (activités non éligibles au protocole).

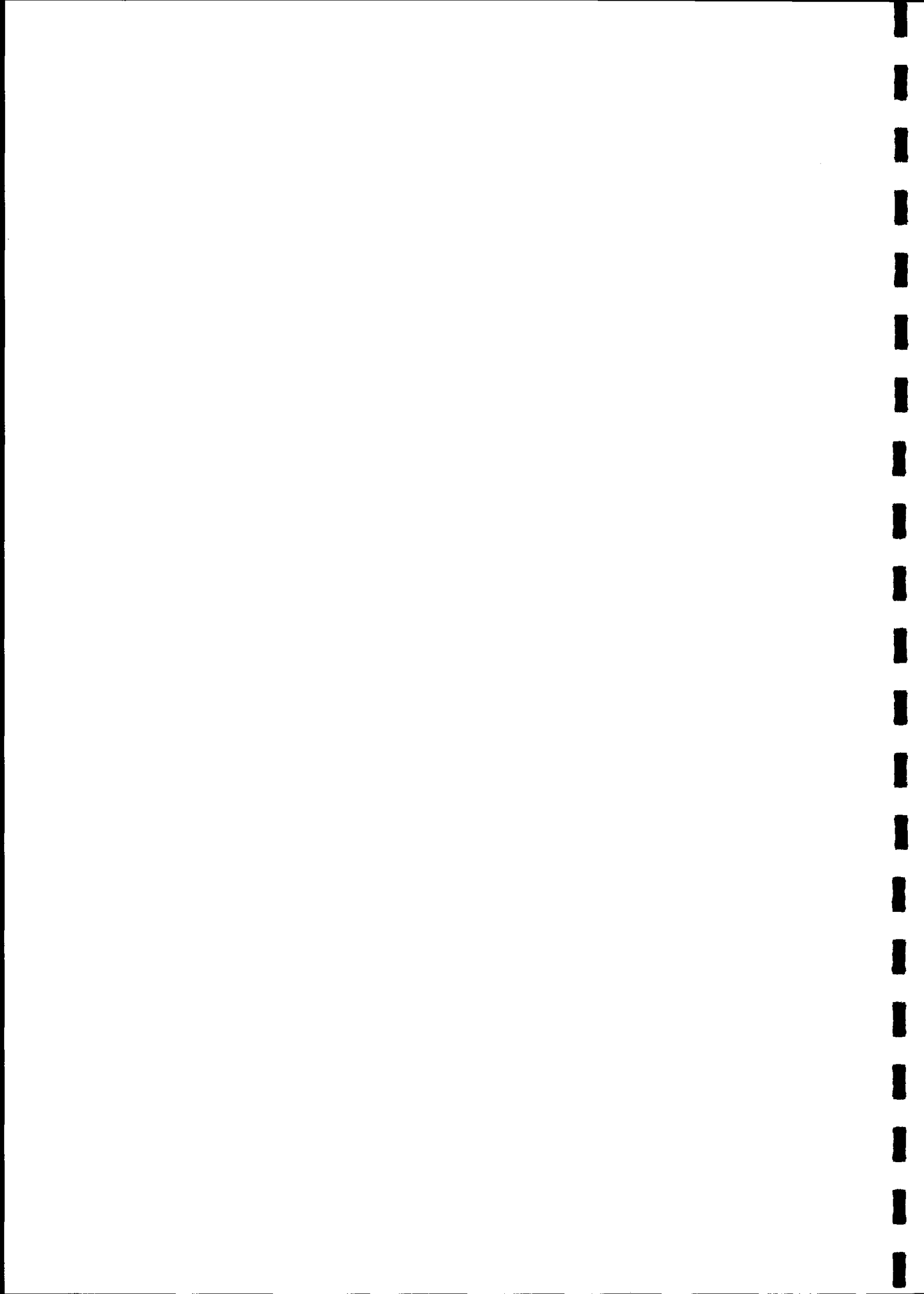
Le protocole franco-indonésien (cf. p. 123) permet de financer des projets d'équipement grâce à des crédits du Trésor français consentis à des taux particulièrement avantageux (monoblocs) ou résultant de mixages destinés à les assortir de crédits commerciaux plus en rapport avec les conditions prévalant sur le marché (crédits mixtes). La liste des projets retenus résulte d'une négociation annuelle destinée à rapprocher deux listes de projets : l'une établie par la France prenant en compte les matériels pouvant être fabriqués chez elle, l'autre par l'Indonésie prenant en compte les projets prioritaires pour le développement du pays. Côté français, et compte tenu de la nature de ces projets, ils n'intéressent finalement qu'un nombre très limité d'entreprises spécialisées dans la fourniture d'équipements lourds ou de haute technologie comme les matériels destinés aux centrales électriques ou les télécommunications. Le secteur industriel hospitalier français ayant, pour l'essentiel, été racheté par des intérêts étrangers fait figure à cet égard, d'exception. Néanmoins, la société française *Trophy* investit 3 millions de dollars en 1992, pour fabriquer des matériels de radiologie dentaire en Indonésie et de 1980 à 1990, le gouvernement français a financé à hauteur de 50 millions de dollars la vente de matériels hospitaliers.

Faisant suite à la dissolution par l'Indonésie de l'IGGI (*Inter Governmental Group for Indonesia*) la réunion à Paris les 16 et 17 juillet 1992 du CGI (*Consultative Group for Indonesia*) a confirmé la confiance des investisseurs étrangers et organisations internationales. Si les Pays-Bas ont été exclus de ce nouveau club, cinq nouveaux créditeurs l'ont rejoint. A noter que la France est le second pays donneur de crédits à l'Indonésie après le Japon.

Tableau 66. - Liste des projets retenus protocole 1990 (en millions de francs)

Crédits monoblocs	
Signalisation pour le réseau Jabotabek	90,0
Hôpital d'Ujung Pandang	60,0
Sous-stations électriques pour Java (150 kV, 3 locations)	119,5
Télécommunications Trans-Sulawesi	138,0
Station de traitement des eaux de Kendari	25,0
Total	432,5
Crédits mixtes	
Rénovation de la centrale de Jatiluhur	76,0
Sous-stations électriques pour Java (500 kV, 2 locations)	173,0
Travaux de supervision pour réseau Jabotabek	18,0
Utilitaires pour centrale Bukit Asam III	165,8
Télécommunications Trans-Kalimantan	45,0
Total	477,8
Dons	
Étude relative à l'aéroport de Lombok	4,0

Source : Poste d'expansion économique et commercial de Jakarta



Timor-Oriental, défaite politique pour Djakarta

LES résolutions des Nations unies, les documents de la Commission des droits de l'homme de Genève, les textes du Parlement européen demeurent vains : le régime indonésien refuse d'accorder sa liberté à la population de Timor-Oriental. Les gouvernements des pays occidentaux, comme ceux du Sud, font passer leurs intérêts économiques avant le respect des règles internationales les plus banales. Et, pourtant, les Timorais continuent de refuser héroïquement le joug de l'occupant.

Par notre envoyé spécial MAX STAHL *

« Je suis le commandant Nino Konis Santana, je dirige la lutte. » La scène se passe dans une clairière dégagée par de jeunes recrues des forces de libération nationale de Timor-Oriental (FALINTIN), dans une région aux montagnes embrumées. Uniforme impeccable malgré une marche de huit heures, cet homme de trente-neuf ans, originaire de Tetuala, dans l'est de l'île, a pris en avril 1991 la direction d'une lutte vieille de dix-huit ans contre l'occupation illégale par les Indonésiens de l'ancienne colonie portugaise. Il fut propulsé à ce poste en raison de l'arrestation de deux survivants du comité central original du Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor-Oriental (FRETILIN), qui, jusqu'à la fin des années 80, dirigea la résistance contre l'envahisseur.

Le plus important était M. Xanana Gusmao, principal chef de ce mouvement depuis douze ans, que M. Santiana qualifie d'« architecte de l'unité de tout le peuple en lutte de Timor Est (1) ». Il quitta le FRETILIN pour fonder une organisation pluraliste, le Conseil national de résistance maohère (2), qui aujourd'hui structure les forces d'opposition au pouvoir indonésien.

M. Xanana Gusmao rêvait d'unifier les quelque 30 groupes ethniques et linguistiques du pays ainsi que les mouvements qui s'entrechoquèrent au cours de toute lutte contre l'occupant. L'ambition a survécu à son arrestation. Lorsqu'il fut capturé, de nombreux commentateurs avaient pourtant estimé que c'en était fini de la résistance, et prirent pour argent comptant les affirmations de la presse indonésienne.

M. Xanana Gusmao rêvait d'unifier les quelque 30 groupes ethniques et linguistiques du pays ainsi que les mouvements qui s'entrechoquèrent au cours de toute lutte contre l'occupant. L'ambition a survécu à son arrestation. Lorsqu'il fut capturé, de nombreux commentateurs avaient pourtant estimé que c'en était fini de la résistance, et prirent pour argent comptant les affirmations de la presse indonésienne.

« Journaliste et cinéaste, Londres.

vants du massacre du cimetière de Santa-Cruz de Dili (massacre intervenu le 12 novembre 1991 et qui fit plusieurs centaines de tués et de blessés) ; ils appartiennent à une compagnie forte de cent hommes, ont gagné la montagne en 1991 et 1992 et retrécut un front de guérilla précédemment abandonné. Il y eut au moins un autre soulèvement, en février 1992, à Maliana, dans l'ouest du pays.

Le mouvement ne manque pas de recrues potentielles. La guérilla joint d'un très grand prestige dans la jeunesse. Pour beaucoup, le problème du choix ne se pose plus après la tuerie de novembre 1991, même pour ceux qui autrefois avaient combattu le FRETILIN aux côtés des Indonésiens et qu'ils séduits la nouvelle pluraliste de la résistance.

Deux facteurs aident la guérilla. D'une part, l'approvisionnement en nourriture et les communications, soutenu par le service de renseignement clandestin. D'autre part, les armes, achetées à l'adversaire lors de combats, ou achetées à des officiers indonésiens sympathisants ou corrompus. Une pratique régulière à des prix raisonnables, si on les compare aux normes internationales : 750 dollars pour un fusil automatique G3, 250 dollars pour une caisse de munitions.

Mais il est vain de raisonner seulement en chiffres. En 1979, le FRETILIN avait tenté de tenir de vastes zones dont la population devait être une « base de soutien » - stratégie désastreuse qui se termina en redditions massives et en famine généralisée. Depuis, dit le commandant Santiana, la stratégie est celle de la « guerre de longue durée ». Sur le plan militaire, il s'agit de « désorganiser » les troupes d'occupation, de les contraindre, grâce à des embuscades et des attaques, à interagir sans fin de vastes opérations de nettoyage.

Mais, affirme le « fils favori » de M. Xanana Gusmao, la clé de la lutte demeure le rôle « politiquement mobilisateur » de la guérilla. Le but n'est pas de défaire l'adversaire sur le plan militaire, mais de le priver des conséquences d'une victoire militaire, qui aboutirait à l'intégration de Timor-Oriental dans l'Indonésie. Le massacre



de novembre 1991 l'a montré : cette stratégie est un succès. Un prêtre indien récemment arrivé dans le pays, et qui ne savait rien de la résistance, commenta ainsi la situation : « Après dix-huit années de lutte, l'intégration se fait à la pointe du fusil. Retirez le fusil, il n'y a pas d'intégration. »

M. Konis Santiana représente la nouvelle génération de dirigeants de la résistance. Il avait vingt et un ans en décembre 1975 quand eut lieu l'invasion, et vint d'obtenir son diplôme d'instituteur. Contrairement à son maître Xanana Gusmao, poète et philosophe, il n'est pas un intellectuel. Il parle volontiers des « limites de sa culture ». « Xanana était un grand sage, le cerveau, l'idéologue », dit-il. Son intelligence à lui est plus pragmatique. Quand, en 1990, le juriste australien Robert Dormi vint dans ces mêmes montagnes, c'est à M. Konis Santiana que furent soumises les questions concernant les affaires militaires, et il dirigeait déjà, semble-t-il, la zone centre et frontalière de la résistance, là où eut lieu la rencontre.

L'idéologie de M. Konis Santiana est partagée par tous ceux que nous avons rencontrés lors de trois visites à divers endroits : c'est celle d'un nationalisme libéral défini par M. Xanana Gusmao. Elle est le fruit de l'expérience.

Les discours de M. Santiana a des accents vivement anticommunistes. Il parle des « profondes divisions » créées chez les Timorais par les « extrémistes » revenus du Portugal en 1974 et 1975, qui usèrent de leurs fortes capacités d'organisation pour radicaliser le parti social-démocrate modéré, l'ASDT-FRETILIN. Ces divisions provoquèrent au cours des premières années de lutte, la reddition de cadres supérieurs, et pis encore. Il se souvient de ce qu'il avait dans l'extrême est du pays en 1979, quand deux Timorais, combattant pour l'indépendance après avoir servi dans l'armée portugaise, furent exécutés, et un autre torturé, par d'autres Timorais devant des responsables régionaux, parce qu'ils refusaient de se rallier à la tendance radicale.

La plupart des dirigeants d' alors sont morts. Quelques-uns ont choisi le camp indonésien. Mais le traumatisme causé par ces excès, comme par d'autres commis par des éléments de droite ou modérés, s'est fondu dans le bien plus grave traumatisme provoqué par l'occupation qui a causé des dizaines de milliers de victimes (3). Aujourd'hui, l'aversion est totale envers tout conflit idéologique ou de personne que pourrait à nouveau exploiter l'Indonésie.

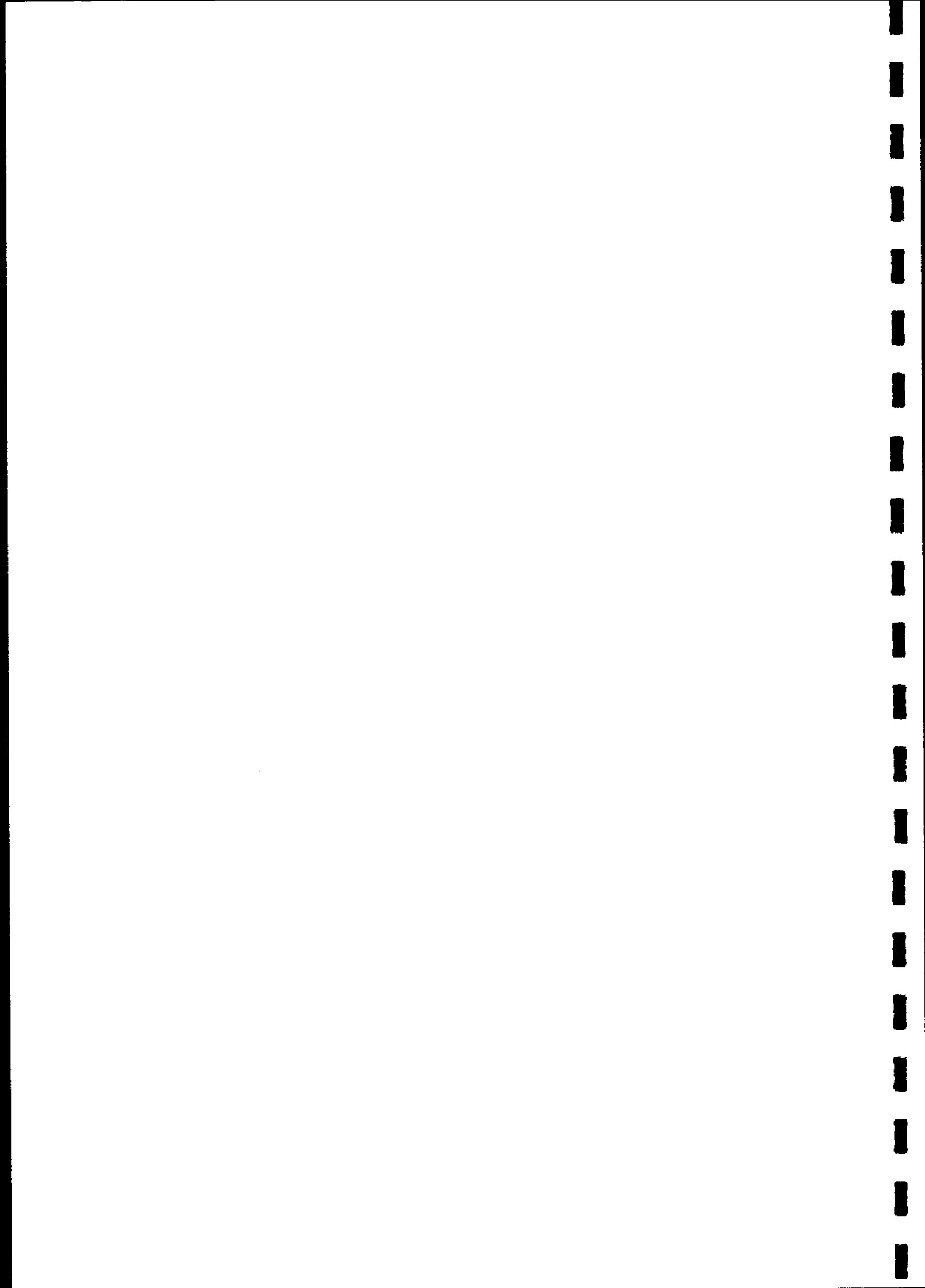
La direction actuelle donne une impression d'humilité, celle d'une armée qui écoute. Lettres et messages affluent auprès du commandant Konis Santiana. Ils lui parviennent grâce à l'organisation clandestine mais aussi, dit-il, grâce à des villageois, des étudiants, des fonctionnaires de l'administration indonésienne, sans parler de membres de l'Église catholique.

Tout cela est plausible. Nombre de personnes arrêtées lorsque fut démantelé le réseau cachant M. Xanana Gusmao dominaient l'apparence de fidélité au pouvoir indonésien. J'ai rencontré l'un des deux fondateurs du nouveau mouvement étudiant qui, en 1985, lança le second phase de résistance politique et organisa la manifestation du cinquième de Santa-Cruz, six années plus tard. Il a révélé que l'ancien gouverneur, M. Carrascalao (au Timorais, qui est aujourd'hui ambassadeur d'Indonésie en Roumanie), avait financé le mouvement. Un indice parmi d'autres montrant que l'affaire timoraise continue d'être un désastre politique pour le régime de Djakarta.

(1) Sur l'arrestation de M. Xanana Gusmao et les dimensions internationales de la question, lire Jean-Pierre Cury, « Le Timor-Oriental est-il un pays à part ? », *Le Monde Diplomatique*, janvier 1993 (esprit), dans « Le désordre des nations », *Matière de voir* n° 21, février 1994.

(2) Le terme « maubera » était utilisé par les Portugais pour désigner les Timorais ignorants et primitifs. M. Xanana Gusmao a repris ce terme en le vidant de son contenu péjoratif et en en faisant un qualificatif populaire à caractère transculturel. Cf. à ce sujet Gabriel Defret, *Timor Est, le génocide oublié*, L'Harmattan, Paris, 1992, p. 71.

(3) Dès 1980, l'Église catholique fut l'objet de plus de 200 000 excès de violence en Indonésie. Paul Cury, « Inquiétude dans l'Église locale. Le pape à Timor-Oriental malgré l'occupation », *Le*



Source La Croix - L'Evènement; Mardi
2 août 1994; Copyright La Croix;
Quotidien; p. 10

Auteur WERLY Richard

Titre COMMENTAIRE. TIMOR. L'Église
résiste. (280 mots)

Section RELIGION

Type COMMENTAIRE

Consternante méthode : outre
le fait qu'ils déshonorent le
gouvernement indonésien fier de
vanter, par ailleurs, la tolérance
religieuse réelle dans le reste de
l'archipel, de tels actes ne
peuvent que renforcer la foi des
Timorais dans leur Église. Une
Église de paix. Et de liberté.

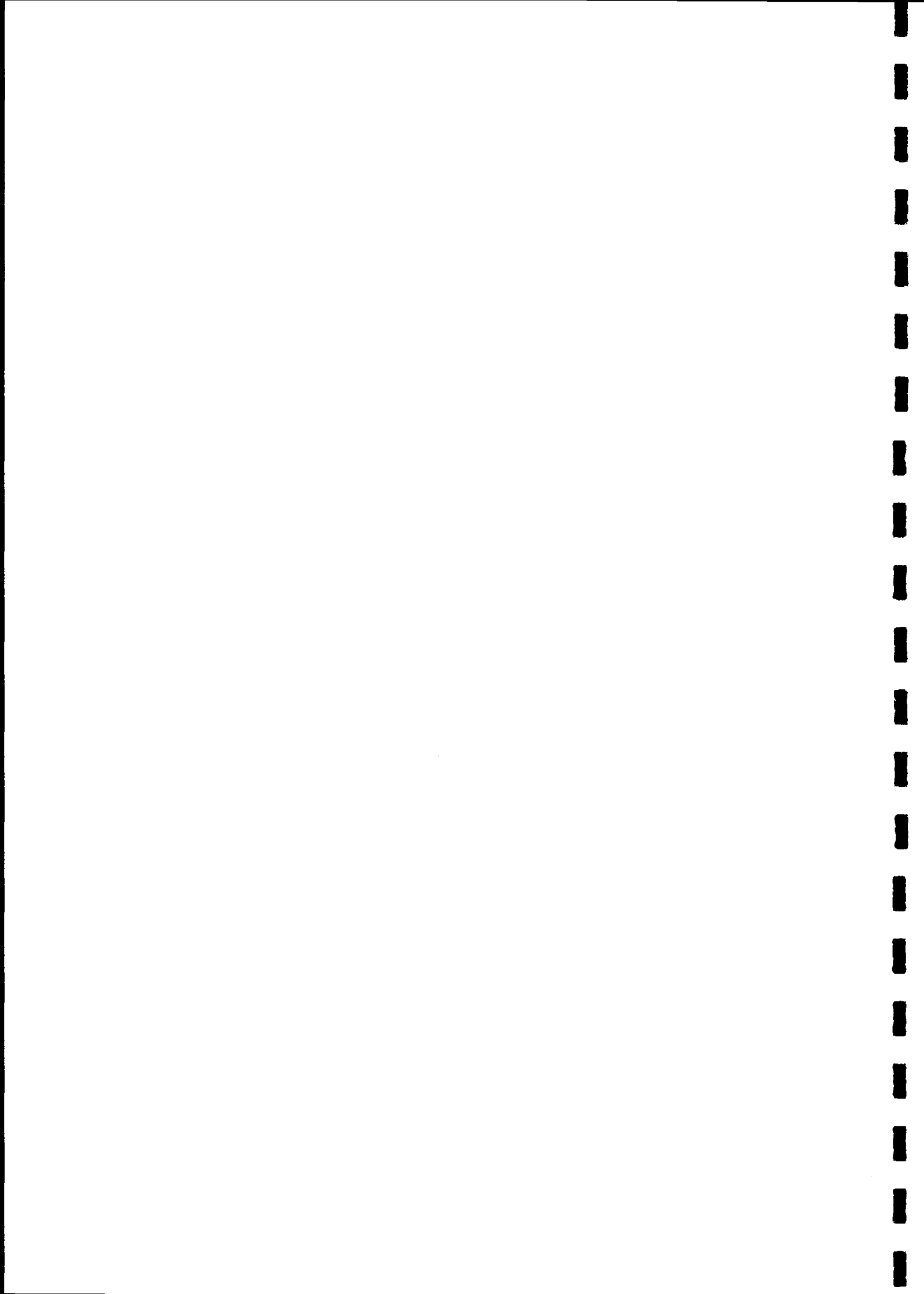
R. W.

Texte A Timor-Est, juillet est
synonyme de deuil. En 1976,
l'Indonésie proclamait
unilatéralement le rattachement de
cette moitié d'île au reste de
l'archipel. Une annexion de fait,
que les Nations Unies refusent
toujours de reconnaître.
Timor-Est, où les catholiques
étaient moins nombreux que les
animistes, perdait son
indépendance tout juste acquise
pour entrer dans le premier pays
musulman du monde.

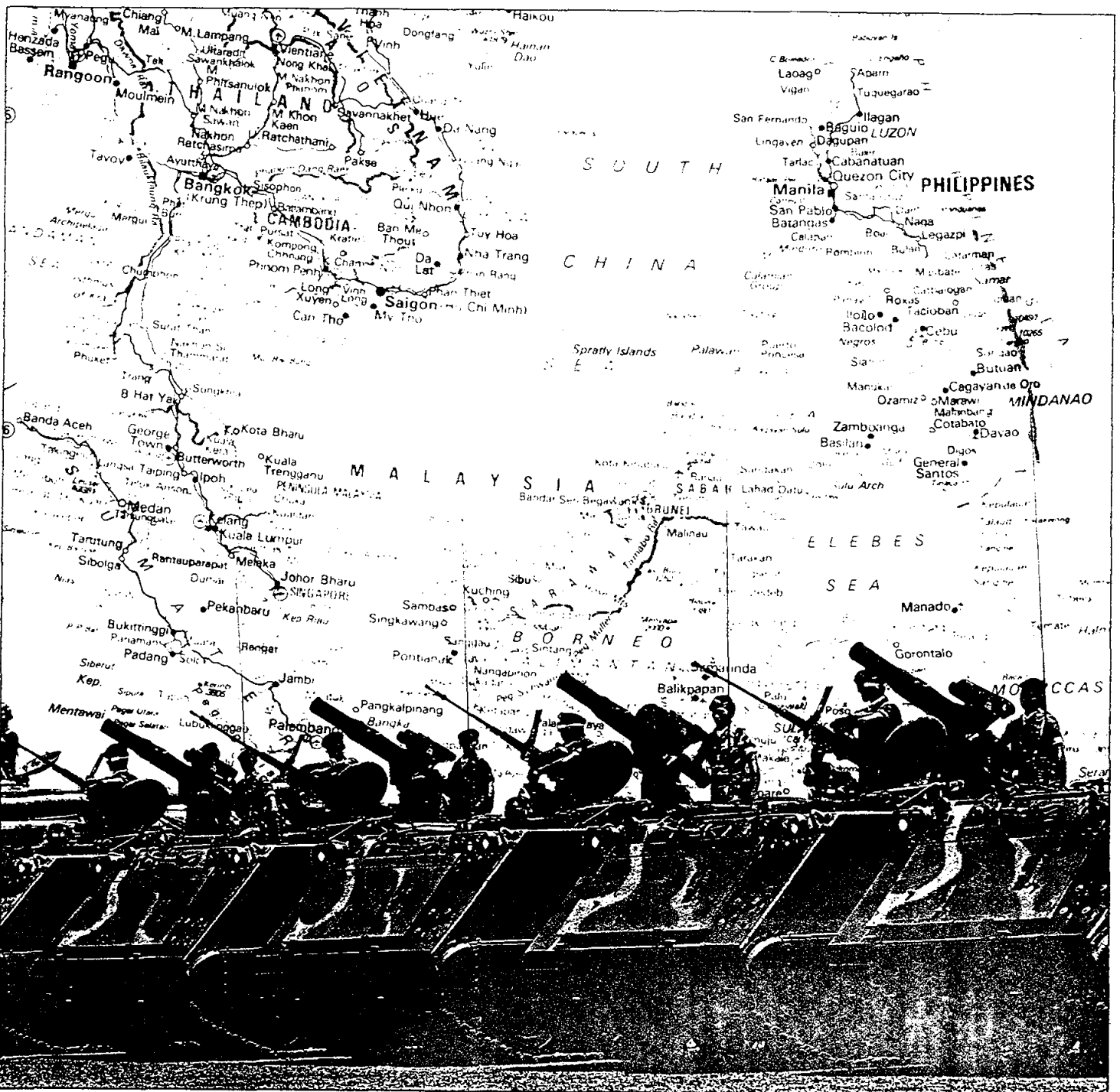
Environ 200 000 victimes
périssent par la suite dans les
campagnes de pacification, soit un
tiers de la population actuelle.
La persécution eut pour effet de
pousser les Timorais vers les
églises. Aujourd'hui, près de 100
% des Timorais d'origine sont
catholiques.

Ils forment la majorité
absolue de la population malgré
les vagues d'immigrés musulmans
venus d'autres îles à l'incitation
de Djakarta. A la tête, se trouve
Mgr Carlos Belo, administrateur
apostolique de Dili et seule
personnalité à oser s'opposer aux
autorités indonésiennes. C'est
lui qui demanda, en 1989,
l'organisation d'un référendum
d'autodétermination provoquant la
fureur de l'Indonésie. Et c'est
dans les églises ou lors des
offices que circulent à Timor-Est
les messages, que s'organise la
résistance passive.

C'est pour cela que les forces
de l'ordre indonésiennes en
viennent à profaner les lieux de
culte ou agresser des religieux,
et que Djakarta cherche à
mobiliser les musulmans.



WHY THE RUSH IN ARMS UPGRADING IN SOUTHEAST ASIA?



WHY THE RUSH IN ARMS UPGRADING IN SOUTHEAST ASIA?

Amitav Acharya

Today, Southeast Asia is more peaceful—both intra-regionally and in relation to the Great Powers—than perhaps at any other point of its post-colonial history. Yet defence expenditures of almost all the regional countries continue to rise (although not always reflected in official data). Acquisitions of new weapons systems, too numerous and varied to be mentioned in this brief analysis, are reported fairly regularly by the news media. (In this paper, I will confine myself to an explanation, rather than description, of the arms acquisitions, hence the paucity of facts and figures). Concerns have been expressed by many outside observers about the existence of an arms race in the region.

What explains this paradox? Why the rush in arms buying/upgrading in Southeast Asia in an era of relative peace? Should it be because of concern? If it is, then what can and should be done to limit its adverse implications?

The term "arms race" is often used in a loose and sensational manner. The notion of arms race implies competition and rivalry among arms buyers within a given regional setting. It is a process driven by mutual threat perceptions, suspicions and animosities, real or imagined, existing or potential. In an arms race situation, weapon acquisitions follow an "action-reaction" spiral. The arms race phenomenon also suggests the operation of a "security dilemma," in which attempts by country A to enhance its military capabilities create a heightened sense of insecurity in country B, which responds by trying to match the capabilities of the former. An arms race, in short, is an interactive dynamic that leads to an overall growth of capabilities within an area, capabilities which are mainly offensive in nature and perceived to be mutually threatening.

The view that an arms race is in progress in Southeast Asia is partly fuelled by the changing mix of weapon systems being acquired. In the past, weapons were bought by Southeast Asian countries to be used primarily within their national borders, against domestic threats (some of which received external support) to statehood and regime structure. By contrast, the current arms acquisitions are geared to meeting external threats. Weapon systems which most commonly figure in the procurement menu—fighter aircraft (such as F-16, MiG-29 and Hawk),

precision guided missiles (such as Exocet, Rapier, Harpoon), missile armed patrol craft, larger surface naval platforms (including frigates and helicopter carriers) and submarines, and airborne reconnaissance systems—are not normally designed to be used against armed insurgencies or to put down political uprisings. Rather, these systems and the capabilities they create (such as strike warfare, long-range operations, and rapid force projection) suggest the shift of regional armed forces from counter-insurgency to conventional warfare postures. Possible scenarios of conflict involving such capabilities involve one's own neighbour, rather than domestic threats.

There are two ways of looking at the current military acquisitions by Southeast Asian states. The first is to employ the classic arms race model and highlight specific examples of inter-state issues which could be the basis for military competitions. Some commentators have found evidence of interactive arms acquisitions in the contemporary Southeast Asian states system, in which inter-state territorial disputes and political suspicions linger on. During the past decade, the main locus of conflict in Southeast Asia has shifted from the land to the sea (hence the emphasis on air and naval weapon systems in the procurement menu). Disputes over fishing rights, exclusive economic zones and maritime boundaries as well as contested sovereignty claims over islands, especially in the South China Sea, threaten regional stability. According to those who believe in the arms race hypothesis, these disputes are both symptomatic of, and factors contributing to, inter-state suspicions. Many of these issues form the basis of the long-term military planning, and hence the current arms acquisitions, of regional countries.

But the risk of armed conflict between Southeast Asian nations over territorial or political disputes is clearly overstated. Historical research suggests that territorial disputes by themselves seldom become the basis of armed inter-state conflict, unless other factors, especially ideological and political ones, interact with them. In Southeast Asia, as in much of the Third World, territorial issues have not been as significant a factor in regional (including inter-state) conflict as political rivalry and ideological cleavages. But these factors have become considerably muted in the post-Cold War, post-Cam-

bodia relationship among Southeast Asian nations.

While there might have been some bilateral relationships within Southeast Asia which created military competition among the concerned actors, this does not presently constitute a region-wide pattern. Thus, to speak of a regional arms "race" is clearly misleading. In general, bilateral relationships within Southeast Asia are too stable to fit into the arms race pattern.

Another way of looking for an explanation of the military acquisitions in Southeast Asia would be to examine the regional environment as a whole, and determine the prospects of instability and disorder which might fuel arms buying among the Southeast Asian nations. Here, the transition from the Cold War to an as yet unclear post-Cold War security order is of particular significance.

The Cold War security system in Asia had many flaws, but some notable virtues. Bipolarity was a relatively simple and predictable geo-political framework. The Cold War in some ways worked to constrain actors otherwise capable of destabilising the regional environment. It also provided a limited but effective framework for the management of regional conflicts (as in the case of Cambodia). The superpowers' shared interest in preventing nuclear war meant that no regional conflict was allowed to escalate beyond a certain threshold, and pose a threat to the central balance.

The post-Cold War era is proving to be an era of strategic uncertainty. No one can be entirely sure how the balance of power in the region would evolve. One thing is certain, however. The post-Cold War regional order would be polycentric. Bipolarity is a thing of the past. The talk about an "unipolar moment" with the US as the global and regional hegemon, did not last much long after the Gulf War. Few people in the Asia-Pacific region believe that the US military supremacy in the region would last into the next century, although they might be surprised.

Realist thinking (and Southeast Asian policy-makers are nothing if not hard-headed Realists) would suggest that such a regional system would be less predictable, and perhaps more unstable, than a bipolar or a benignly hegemonic order. Competition and rivalry between a number of powers—China, Japan, Russia and the United States—could prove highly destabilising.

WHY THE RUSH IN ARMS UPGRADING IN SOUTHEAST ASIA?

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Brunei	276	314	205	226	179	213	n.k.	n.k.	n.k.	274
Indonesia	2,701	2,024	2,341	1,603	1,704	n.k.	1,570	1,776	1,739	1,274
Malaysia	2,223	191	1,764	982	1,455	1,641	1,418	1,557	1,670	1,849
Philippine	712	519	474	502	766	885	1,168	878	843	529
Singapore	1,002	939	1,188	1,134	1,078	1,184	1,288	1,313	1,518	n.k.
Thailand	1,766	1,805	1,517	1,524	1,579	1,573	1,493	1,601	1,761	1,877

Note: Figures rendered in constant 1985 million US dollars.

Sources: Figures provided by/derived from International Institute for Strategic Studies. *The Military Balance* (London: IISS, various years).

It is noteworthy that some Southeast Asian policy-makers are beginning to raise the prospect of Sino-Japanese competition as a threat to regional stability, especially in the absence of countervailing American military presence. While a unilateral Japanese military expansion remains possible, if remotely so, source of anxiety, China's military build-up has added to concerns about the changing balance of power. China's military modernisation is of long-term significance for an important reason. Unlike the Soviet military build-up during the Cold War, China's is backed by a booming capitalist economy. Unlike the pre-Gorbachev leaders of the Soviet Union, Chinese leaders have chosen to embark on military modernisation only after putting into place the essential ingredients of economic and technological modernisation. Now, the potent combination of annual double-digit economic growth rates and double-digit increases in military spending (since 1990) places China in a position to dictate the regional balance of power. Whether China will actually chose to exercise its power in this manner remains to be seen, but its growing military muscle has made some regional countries nervous.

A unilateral or combined response by Japan and other regional countries to Chinese military posture will mark a new era of Great Power rivalry in Southeast Asia. Such a rivalry might be of greater intensity and consequence for Southeast Asia than the Cold War rivalry between the US and the Soviet Union (for whom Southeast Asia was but one, and not the most important one, theatre of competition).

The strategic perceptions of Southeast Asian states can not be insulated from developments in the wider region which are governed by an as yet uncer-

tain balance of power among the Great Powers. Defence acquisitions in Southeast Asia are in part fuelled by this uncertainty. In this sense, the interactive element of the rush towards arms buying in Southeast Asia is not threat driven, but uncertainty-driven.

But looking at interactive factors alone is not enough. There are a number of non-interactive factors which explain the current spree of arms buying in Southeast Asia.

First, the boom in the regional arms market is caused as much by competition among the suppliers as that among the buyers. It can be said with little exaggeration that the real arms race in Southeast Asia is a race among the suppliers, rather than the recipients. Major arms suppliers in the West and the former East face a need to compensate for the loss of home country markets and unload surplus equipment abroad to ensure domestic job security. This has led to the creation in East Asia of what has been described as the world's largest buyer's market. In this situation, regional countries sense a unique opportunity to modernise their capabilities on highly favourable terms. This window of opportunity may not last forever, and this realisation has led to a certain sense of urgency in arms buying.

Secondly, most Southeast Asian countries are in a situation in which sophisticated weapon systems have not only become more available, but also increasingly more affordable. Most ASEAN countries have experienced decades of robust economic growth, which permits them to indulge in a bit of arms buying. With the exceptions of Myanmar and Vietnam, the major Southeast Asian countries should be able to increase resource allocations to defence without undermining their economic well-being.

Against this backdrop, how much concern should the current rush towards arms upgrading cause? On the one hand, there are grounds for optimism that the flow of arms into the region need not pose a threat to regional order.

Through decades of habit-forming consultations, compromise and consensus-building, the ASEAN members in particular have developed the attributes of a "Security Community", in which the use of military force as a means of problem solving is no longer seriously envisaged. It is highly doubtful that an existing or prospective ASEAN member (which would have to adhere to these norms as a pre-condition for its membership) would contemplate the use of military force to settle its disputes with another ASEAN member (this might not prevent accidental, low-intensity engagements, although these will be easier to control).

The ASEAN countries and, more recently, Vietnam, collectively recognise that a peaceful and stable region is the best guarantee of economic prosperity. As ASEAN countries strive to sustain the momentum of economic growth, they remain acutely aware of the destabilising impact of an arms race. Governments seeking legitimacy through economic prosperity place too much value in the importance of a stable regional environment to indulge in an arms race.

It is also noteworthy that arms acquisitions by Southeast Asian countries, while covering a range of highly sophisticated conventional weapon systems, do not extend to the so-called weapons of mass destruction such as nuclear, chemical and biological weapons and long-range ballistic missiles. Southeast Asia's defence modernisation is "late" compared to many other parts of developing world, especially

WHY THE RUSH IN ARMS UPGRADING IN SOUTHEAST ASIA?

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Brunei	n.k.	8.0	6.0	7.2	n.k.	n.k.	n.k.	n.k.	n.k.	8.0
Indonesia	3.5	2.4	2.8	2.4	1.9	n.k.	1.4	1.4	1.3	1.4
Malaysia	7.1	2.6	5.6	3.7	4.6	n.k.	3.7	3.7	3.7	4.8
Philippine	1.8	1.6	1.4	1.7	2.1	n.k.	2.8	2.2	2.2	1.5
Singapore	4.8	4.9	6.7	6.6	5.6	n.k.	5.3	4.9	5.4	n.k.
Thailand	4.1	4.2	4.1	3.7	3.7	n.k.	2.6	2.6	2.5	2.7

Sources: Figures provided by/derived from International Institute for Strategic Studies. *The Military Balance* (London: IISS, various years).

Northeast Asia. Indigenous national defence industries in Southeast Asia remain small compared to those in Northeast Asia, thereby setting distinct limits to self-reliance and the regional countries option to use force on a sustained basis. Thus, the military build-up in Southeast Asia is qualitatively very different from that in South or Northeast Asia.

While attempts to draw a distinction between "arms race" and "arms upgrading" may sound overly academic, it also reflects the broad-range of factors that shape weapon acquisition decisions in Southeast Asia. But this in itself should not engender complacency and inaction, as if nothing of consequence to regional order is taking place.

In international politics, it is not always the case that capabilities follow intentions. The reverse can be true as well. Once capabilities are in place, intentions may change. The capabilities being developed through the current arms purchases by Southeast Asian states can become mutually-threatening as a result of unexpected developments, such as the precipitate departure of a benign external power, rapid emergence of regional powers with hegemonic ambitions, domestic changes in regional countries that bring into office a nationalist regime seeking regional domination. All these are quite conceivable scenarios that can transform the strategic environment of Southeast Asia.

Thus, the challenge for Southeast Asia is not one of managing an existing arms race, but of taking preventive measures which would keep their current acquisitions from developing into one. How can this be done? Past experience suggest that Southeast Asian countries would be skeptical of concepts and approaches borrowed from

the Western experience in arms control. Explicit and formal confidence-building measures, transparency, treaty-based arms reduction, etc goes against the grain of quiet diplomacy and informal bargaining preferred by Southeast Asian policy-makers. Already, some degree of transparency is in place in the region through regular contacts among senior defence and intelligence officials and the holding of joint exercises. While the absence of a common threat makes its unnecessary to have a regional military pact, the "spider's web" of bilateral defence links serves, first and foremost, as a unique system of "confidence-building" in the region.

While strongly denying the existence of a regional arms race, ASEAN policy-makers appear to have taken note of the growing international concern about their military build-up. They are increasingly receptive to the idea of holding discussions which would lead to identification of measures to prevent strategic misunderstanding, enhance transparency, and check the proliferation of arms. The decision to launch a security dialogue within the framework of the ASEAN Regional Forum provides an useful vehicle for such efforts. This can be complemented by other initiatives, of which four deserve special mention.

First, given the climate of increased trust between ASEAN and Indochinese states and ASEAN's own decision to cover security issues within a multilateral agenda, there is no reason why ASEAN countries could not hold regular meetings among their defence ministers or chief of staff on a multilateral basis. This is not to suggest the creation of an ASEAN military alliance, but the regularisation and institutionalisation of contacts which have developed on a bilateral basis.

Second, while complete transparency might be resisted as a threat to national security, Southeast Asian countries could look favourably at the idea of a regional arms register (as has been already suggested by Malaysia). The ASEAN secretariat might be entrusted with the development of such a register.

Third, national defence establishments in Southeast Asia could take an important unilateral step towards greater transparency by publishing regular (preferably annual) and detailed reports on their defence posture, military spending and arms acquisitions. Some countries (such as Singapore) already do that, others might join the process.

Last but not the least, in their multilateral consultations with outside countries (such as the security consultations within the ARF) Southeast Asian countries could explore practical measures which could be undertaken in the area of preventive diplomacy, crisis-management and conflict-resolution. The ASEAN-UN initiative towards a conflict regulation system is an important step, since the development of such a mechanism could address military issues affecting inter-state relations.▲

This paper was read by the author at the **Second Asia Pacific Conference on Defence (APD '94)**, organised by the Institute for International Research, and co-sponsored by *Aviation Week* from 23-25 February 1994.

Amitav Acharya is Senior Fellow and Coordinator of Southeast Asia and Pacific Security Project at University of Toronto-York University Joint Centre for Asia-Pacific Studies. He has previously worked as a Fellow of the Institute of Southeast Asian Studies and taught international relations at the National University of Singapore.

asia watch

Indonesia campaigns against linking US arms sales to humanitarian issues

The United States government is being strongly lobbied to reconsider its ban on Jordan's proposed sale of four surplus RJAF F-5E fighters to Indonesia and to veto any congressional attempt to link future arms sales to improvements in human rights in the Southeast Asian nation.

Under pressure from Congress, the State Dept. moved on July 19 to block the transfer of the fighters to Indonesia in a \$25 million deal. The decision drew a strong response from a number of US aerospace companies and the American League for Exports and Security Assistance, a lobby group.

ASIAN AVIATION understands that the issue has now been brought to the attention of President Bill Clinton by White House Chief of Staff Mack McLarty, and information has been forwarded to the State Dept. for reconsideration.

Jordan had planned to use the proceeds from the sale of up to 12 F-5s to fund an avionics upgrade of 23 F-5E/Fs by a consortium of US companies, including Martin Marietta Aerospace, Eidetics Aircraft, Litton Aerospace and Tracor.

In a letter to US Secretary of State Warren Christopher, Eidetics President Andrew Skow said that the Indonesian ban threatened up to 1,200 aerospace jobs and left a number of companies close to financial collapse.

US industry sources close to the proposed Jordanian/Indonesian F-5 deal say that the damage has already been done, and even if the US decision were to be reversed, neither Jordan or Indonesia were inclined to resurrect the sale. "We might only succeed in trying to warm up a corpse," suggested one company representative.

The Indonesian AF is already looking at

diverting the \$25 million earmarked for the Jordanian fighters to fund an upgrade of its 12 F-5E/F aircraft, and discussions have recently been held with a number of British avionics companies on the options available.

Previous attempts by Jordan to dispose of its surplus F-5s in Southeast Asia have also met with little success. A proposed deal to sell seven to Thailand fell apart last year in the wake of the military crackdown on democracy demonstrators in Bangkok that led to a major shakeup in the air force leadership.

However, there are indications that Singapore may revive an earlier offer to buy all 12 aircraft, some of which are not airworthy due to a shortage of spares, in exchange for a limited upgrade of Jordan's remaining F-5E/Fs by Singapore Aerospace. Chile is also reportedly interested in acquiring the aircraft.

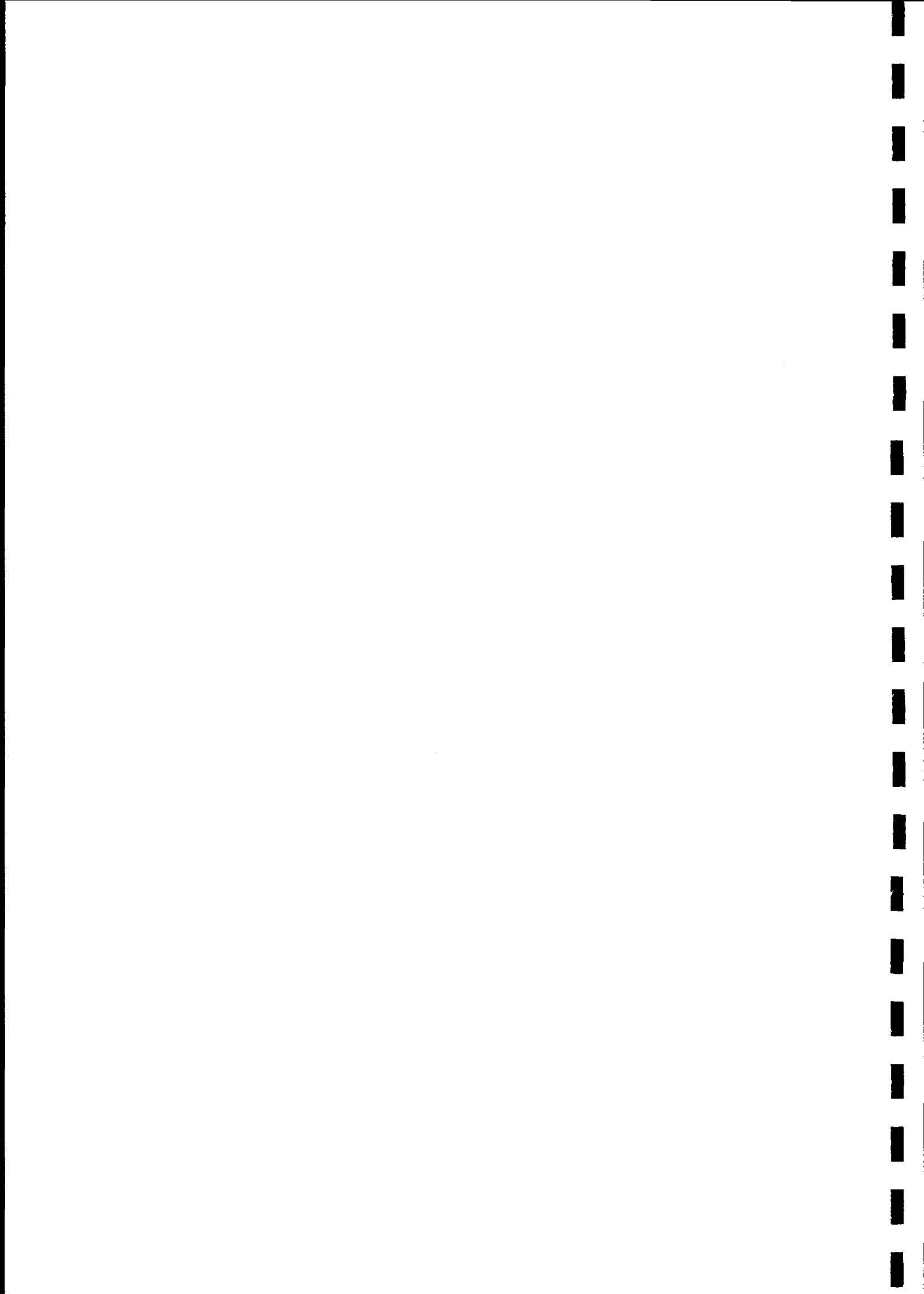
Although a comparatively small deal, the Clinton Administration's attitude to the proposed F-5 issue is considered particularly important, coming at a time when US Senator Russell Feingold is proposing an amendment calling on the US President to consult with Congress and consider human rights conditions in Indonesia before approving any further arms sales to that country.

Congressional opposition to Indonesian arms sales has been growing since the November 1991 military crackdown against secessionists in the former Portuguese colony of East Timor. In response, the US withdrew \$2.3 million in annual US military training aid to Indonesia.

Relations between Washington and Jakarta have been further strained by the US threat to end Indonesia's trade privileges under the Generalized System of Preferences unless Indonesia improves its treatment of independent trade unions.

The Feingold amendment was adopted by the Senate Foreign Relations Committee on September 8, but was not attached to the Foreign Aid Appropriations Bill for FY'93-'94, as had earlier been expected. However, Sen. Feingold says that he still intends to attach it to the Foreign Aid Authorization Bill or another bill in order to take it before the Congress. The senator is a freshman Democrat from Wisconsin, where college students have been active in protesting against Indonesia's hard-line policy in East Timor.

Although Secretary of State Christopher has tried to reassure US defense contractors that the F-5 ban was considered a one-off case, both the Indonesian Embassy and American defense contractors have moved to strengthen their lobbying in efforts in Washington to head off the amendment.



Reuter Business Briefing

23Feb94 UK: UK SOLD £260M ARMS TO GOVERNMENT ACCUSED OF ATROCITIES.

By ROSIE WATERHOUSE.

BRITISH companies supplied arms worth £260m over five years to the Indonesian government, which is accused of human rights atrocities, despite assurances by ministers that defence exports to the regime had been small and that the weapons were not used for internal repression.

Between 1987 and 1991, Indonesia was the sixth-largest recipient of UK weapons systems, after Saudi Arabia, India, Chile, Oman and the United States, according to research by the Stockholm International Peace Research Institute.

In November 1991, Lord Cavendish of Furness told the House of Lords: "Exports of defence equipment to Indonesia are currently extremely modest, amounting to less than £3.5m in the current year ... We do not allow the export of arms and equipment likely to be used against civilian populations."

In June 1993, British Aerospace was awarded a £500m contract for the sale of 24 Hawk fighter-trainers. Last November, the Indonesian government announced the intention to buy another 16 jets.

In Jakarta in May 1993, Malcolm Rifkind, the Secretary of State for Defence, said in response to journalists' questions on human rights that the British Government was "anxious to ensure that we do not provide weapons to be used for internal repression".

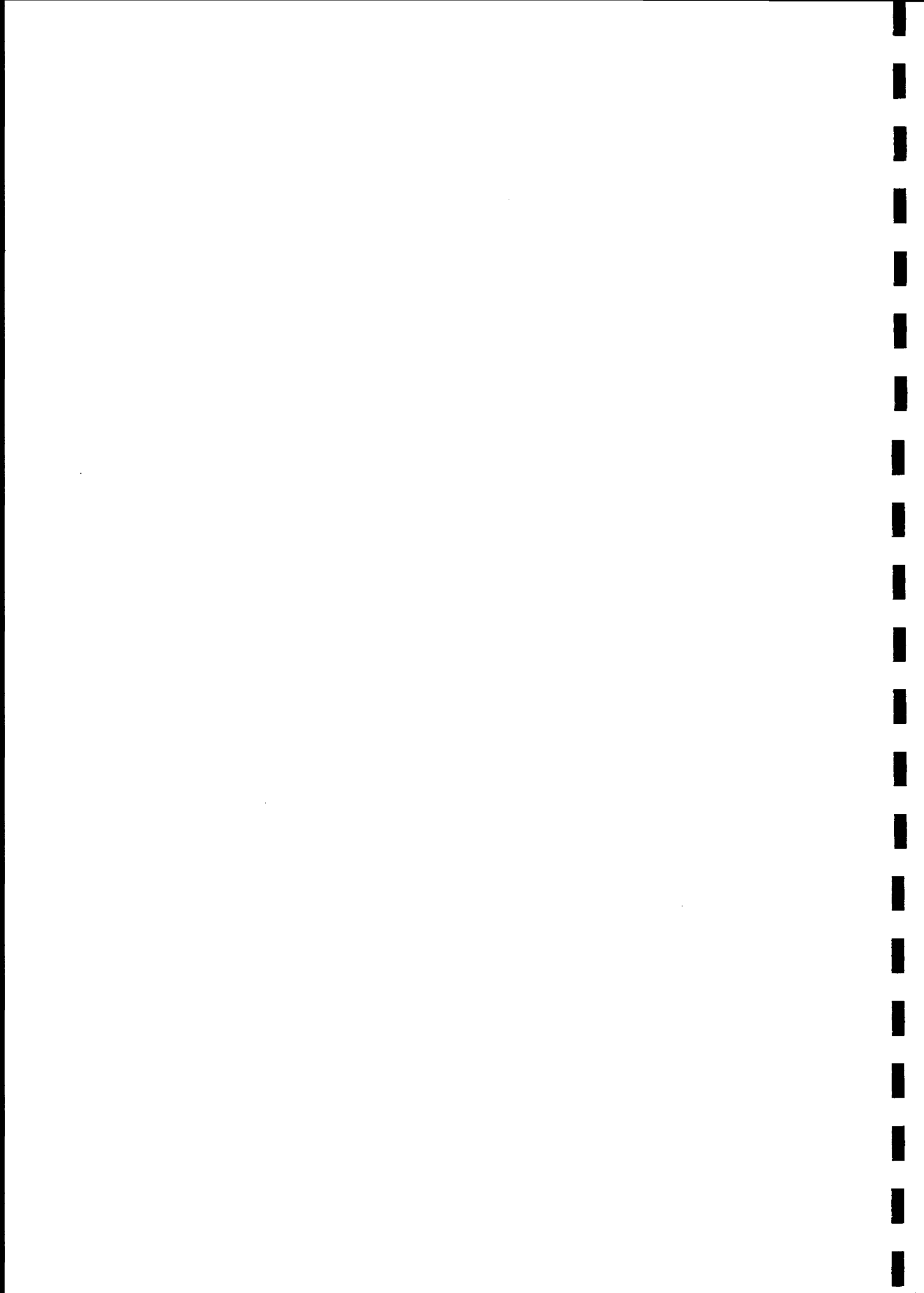
But the previous month, Air Marshal Sibun of Indonesia was reported by the Antara news agency in Jakarta to have said: "The planes will be used not only to train pilots, but also for air-to-ground attacks in cases of emergency. In fact the Hawks were made especially for air-to-ground assaults."

Last night a Central Television documentary, *Death of a Nation: the Timor Conspiracy*, by the investigative journalists John Pilger and David Munro, claimed that BAe Hawks were being used to bomb civilians in occupied East Timor. Human rights campaigners claim that since Indonesia illegally occupied East Timor in 1975, 200,000 people have been killed.

Yesterday a campaign was launched at the House of Commons by the Campaign Against the Arms Trade to persuade the Prime Minister to ban the proposed sale of the 40 BAe jets.

Will McMahon, of the campaign, said: "Indonesia has illegally occupied East Timor for 18 years and 200,000 people have been killed. The occupation is not recognised by the UN or by Britain. It is therefore a disgrace that we are still prepared to sell military equipment to Indonesia."

INDEPENDENT



IPTN

HEADQUARTERS

Pt. Industri Pesawat Terbang Nusantara (IPTN)
154, Jl. Pajajaran
Bandung, Indonesia
Tel: (22) 61 10 81
Fax: (22) 61 18 08
Telex: 28 295 iptnbd ia

IPTN (Industri Pesawat Terbang Nusantara meaning Archipelago Aircraft Industry), formerly known as PT Nurtanio, is the brainchild of Indonesia's Minister for Research and Technology, Dr. B.J. Habibie. Beginning with a staff of 500 in 1976, the company now employs over 15,000 personnel. It has grown from an airframe component manufacturer to a major organization which is well on its way to producing indigenously designed aircraft in Indonesia.

The origins of IPTN can be traced back to 1946 when the Indonesians built gliders using domestic raw materials. By the late 1950s, Indonesia was building a local version of the US Piper L-4J light plane and license-manufacturing the Polish PZL-104 Wilga and the US Pazmany PL-2. At this time, the company was known for a brief period as Lembaga Industri Penerbangan Nurtanio (LIPNUR).

Located at the Hussein Sastranegara Air Base in Bandung, Indonesia, IPTN is a perfect example of Indonesia's four-stage industrial transformation program. The four stages call for the acquisition of technology through licensed production; integrating existing technology into a product; technology development; and finally mastering these technologies. The program has so far witnessed the licensed production of CASA's C-212-200 Aviocar, the MBB Bo.105, Bell 412, Aerospatiale SA.330 Puma, AS.322 Super Puma and MBB/Kawasaki BK-117 helicopters. IPTN CN-235 is a joint program with Spain's CASA.

IPTN has won over \$100 million in contracts and subcontracts for the manufacture of components from General Dynamics, Boeing, Fokker, General Electric and Pratt & Whitney. Beyond its existing subcontracting activities for major airframe and engine manufacturers, the company is set to absorb several high-technology manufacturing processes. One such contract from Rolls-Royce will enable IPTN's Universal Maintenance Center to manufacture components of the

RB.211-524L Trent turbofan, and undertake overhauls of Rolls' Dart, Adour, Tay and Spey engines. The Center can also perform overhauls on almost all aircraft engines currently in service.

STRUCTURE AND PERSONNEL

Due to the fact that IPTN is a government-owned firm, very little information is available concerning the company's personnel arrangements and management focus. Although no information has been gained directly from the company, following is a brief list of the firm's officials:

Dr. Eng. B.J. Habibie
President
Tony Suharso
Managing Director
S. Paramajuda
Director, Commercial Affairs
Sindu Utomo Tambunan
VP Weapon Systems
Sri Diharto
Head Weapon Systems Sub Directorate
Col (Ret.) R. Sumantri
Weapon Systems Division

PRODUCT AREA

As the country's sole aerospace manufacturer, IPTN has been assembling a wide range of aircraft, including transports and helicopters, most of which are license-produced for Indonesia's airlines and for export customers. IPTN also manufactures various aircraft components and performs routine maintenance and overhauls on almost all types of aircraft and engines currently in use with the country's armed services. In 1981, IPTN had formed its Weapons Systems Division with the licensed production of the FFAR 2.75-inch rocket. This division has since grown to include production of the Surface and Underwater Target Torpedo (SUT), propellant manufacturing and integration of aircraft armament.

FACILITIES

Aircraft Factory
154, Jl. Pajajaran
Bandung, Indonesia

Universal Maintenance Center
154, Jl. Pajajaran
Bandung, Indonesia

Weapon Systems Division
Tasikmalaya, Indonesia

Weapon Systems Division
(surface underwater torpedo)
Batu Poron, Indonesia

Commercial Office
Jakarta, Indonesia

CORPORATE OVERVIEW

Indonesia has one of the fastest developing defense industries in Southeast Asia and IPTN is the showpiece of the state-run industry. Since 1976 the company has grown to over 15,000 employees and has an eventual target of a 60,000-strong work force. It assembles a wide variety of aircraft, including transports and helicopters - most of which are license-produced. In addition, IPTN is currently engaged in the design and manufacture of its first indigenous aircraft, the N-250.

IPTN consists of six divisions: fabrication, fixed-wing, rotary-wing, aircraft service, weapon systems and the Universal Maintenance Center. The company has been able to expand into these areas for primarily two reasons: first, a growing domestic market for air transport since the country is spread across more than 13,000 remote islands; and second, the heavy investments by the Indonesian government, which is not only fully committed to its success but has also the fullest confidence in the future of the company. In addition, the company has also been able to find overseas buyers for its domestically assembled aircraft.

Under the leadership of B.J. Habibie, IPTN enjoys tight relations with Indonesian President Suharto. The president, elected in March, 1993 to his sixth term, has recently reorganized his cabinet elevating many officials which have close ties to Habibie. In addition, Habibie himself boasts a long list of government-related titles including Minister of Research and Technology. Since the establishment of IPTN in 1976, Habibie claims that the government has invested almost \$1 billion in the firm in support of the development of new technology through the aerospace industry. In effect, IPTN is a state-run company that can expect almost unfailing support from the Indonesian government.

NEW PRODUCTS AND SERVICES

IPTN N-250

IPTN launched the N-250 at the 38th Paris Air Show in 1989. The fully pressurized, 50-seater, high-speed, regional/commuter transport aircraft is the result of the country's long-term, phased program to create a totally indigenous aerospace industry within the island nation.

The N-250 is being developed specifically with the Indonesian geographical characteristics in mind. With thousands of islands spread over a distance of 2,500-3,000 miles (East-West), aircraft are the only practical means of transporting people and supplies. The Minister of Technology, was indeed right when he had stated that "automobiles, ships, and rail cannot compete with the airplane" in Indonesia. Besides, the anticipated economic growth during the next decade (estimated annual growth over five percent) is likely to create an enormous traffic demand for commuter aircraft such as the N-250. The government of Indonesia is also fully alert to the potentials of tourism.

The potential for the N-250 within Indonesia is strong but it is difficult to forecast units given the development history of the CN-235. Bouraq Airlines, Merpati Nusantara, and FFV Aerotech will probably still purchase the N-250 depending upon its successful developmental schedule. The development cost of the N-250 is estimated around US \$470 million through certification and another \$70 million will probably put the stretched version N-270 in the market.

Like the CN-235, the N-250 will also see military duty with the Indonesian military forces. Well over half of IPTN's CN-235 were slated for the Indonesian military. Furthermore, the new aircraft will possess important attributes including sufficient personnel and cargo capacity, reliability, supportability, and ruggedness that are demanded by developing nations. Also, the competitive cost of the aircraft will make it an ideal alternative to more expensive dedicated military types from Europe (G.222) and North America (C-130).

The first N-250 was originally scheduled to come out of the assembly jigs in 1993 with first flight in 1994. IPTN had hoped to certify the new transport by the time of the 41st Paris Air Show in 1995. However, the schedule slippage continues to plague the aircraft development (for details see Forecast International Aircraft binder report titled IPTN N-250).

130-seat Regional Jet

IPTN plans to develop a 130-seat regional jet, dubbed the N-2130, as the next step to its expanding family of commuter aircraft. It will be a twinjet with fly-by-wire controls design of which will probably begin in 1994 with tentative market entry by the year 2000.

PLANT EXPANSION/MODERNIZATION/ ORGANIZATION UPDATE

IPTN is divided into three main areas: aircraft, weapon systems, and maintenance. Each of these areas is discussed in detail below.

Aircraft Manufacturing Division

This division is the largest in IPTN's structure. It consists of four subdivisions: Fabrication, Fixed-Wing, Rotary-Wing, and Aircraft Service, each with its own specific area of responsibility. In addition to these subdivisions, IPTN also possesses a computer center and a vast in-house aerospace research and design staff.

Fabrication Division

The work at the Fabrication Division entails everything from pre-cutting raw materials up to manufacturing component parts for aircraft and weapons.

Fixed-Wing Division

This division is responsible for the production of fixed-wing aircraft. At present, the company is producing the C-212 under license from CASA and CN-235, co-produced with CASA. The company's first indigenous aircraft, the N-250, is also the responsibility of this division.

Rotary-Wing Division

As the name of this division implies, its area of responsibility is the production of helicopters. Helicopters currently under production are the NBo.105, Super Puma NAS-332, NBell-412, and the NBK-117 (the prefix N stands for Nusantara). An indigenous helicopter program, the BN-109, is currently on hold (see Teaming/Competition/Joint Ventures for more information).

Aircraft Service Division

The main task of the Aircraft Service Division is after-sales service. IPTN services its aircraft customers by

providing technical and engineering support; spares support; field service support; maintenance, overhaul and repair; and customer training.

Universal Maintenance Center

The Universal Maintenance Center (UMC) was established by IPTN for three reasons: to increase maintenance skills and technology, to create additional product support facilities for IPTN and other airlines, and to save on foreign expenditures.

In the past, the maintenance for almost all types of aircraft engines utilized in Indonesia has been done in Europe or the United States. This resulted in a great deal of expense and lost time by the domestic airlines. Now, with the availability of UMC, the local air services can have their engines overhauled or repaired at home for a fraction of the cost. This will not only save the country's military and civilian aircraft operators money, but it will also put capital back into the domestic economy.

The UMC can overhaul and repair a wide variety of aircraft engines including models by: Garrett, Allison, Pratt & Whitney, General Electric, Turbomeca, Makila, Lycoming and Rolls-Royce. The division is also qualified to perform maintenance and overhaul of industrial and marine engines.

Weapon Systems Division

The Weapon Systems Division, established in 1981 is responsible for the production and development of various weapon systems including the FFAR 2.75" rocket, the SUT Torpedo, rocket propellant and aircraft armament.

In the production of FFAR (Folding Fin Aerial Rocket) 2.75" rockets, the division's objective is eventually to manufacture all of the metallic hardware systems, including parts and fuzes, at a rate of 30,000 to 40,000 units a year. The division is hoping to achieve this full manufacturing capability in the next several years. The division's other major program, the SUT Torpedo, is expected to reach full manufacturing capability by the mid to late nineties. At present, IPTN 15 to 20 SUT Torpedoes a year.

The propellant production program was begun as part of the FFAR 2.75" program in 1981. The main objective of this program is to support FFAR 2.75" production and begin development of ballistic rockets. This

ballistic rocket development program is expected to result in the formation of a Light/Medium Artillery Rocket System. In addition, the Weapons Systems Division is currently looking into gaining the necessary technology to manufacture composite propellants. Finally, the aircraft armament program is designed to integrate various kinds of weapons such as guns, rockets, missiles and ECM pods on IPTN's fixed and rotary wing aircraft.

MERGERS/ACQUISITIONS/DIVESTITURES

No mergers, acquisitions or divestitures have been reported concerning IPTN.

TEAMING/COMPETITION/JOINT VENTURES

IPTN and CASA

The relationship between Construcciones Aeronauticas SA (CASA) and IPTN began with IPTN's licensed production of the CASA C-212 Aviocar. Indonesia purchased several Aviocars from CASA, then in early 1976 arranged a licensed assembly/production agreement with the Spanish manufacturer. P.T. Nurtanio (now known as IPTN) turned out the first locally assembled aircraft, known as the Kasa, in August of that year. Initial output was totally from assembly of kits from Spain, but under the terms of the agreement the percentage of local manufacture has increased annually. Through 1990 IPTN had delivered about 86 Aviocars against orders for 130.

Another product of the CASA/IPTN relationship is the CN-235. The CN-235 is a pressurized, 30- to 44-seat, twin-engined turboprop regional/commuter and military utility transport aircraft. Additional commercial and military configurations are available including dedicated cargo/freight, military cargo and personnel transport. The CN-235 was developed by the Aircraft Technology Industries (AIRTECH), a joint venture of CASA and IPTN. Production is currently under way for domestic and international orders.

IPTN and MBB

MBB of Germany and Indonesia's IPTN joined forces in 1984 to develop a new four-seat, piston-powered light helo to be designated BN-109. Recurring reports during the mid-late 1980s indicated that the design was to be fitted with either an Allison turboshaft or a derated Porsche PFM automotive derivative engine. A program launch was expected to be announced in

1987. That never occurred. Since that time, MBB has flown the Bo.108 turbine-powered technology demonstrator and has been acquired by Daimler-Benz and incorporated into the new Deutsche Aerospace Group. Under terms of the acquisition set down by the German government, MBB helicopter operations will soon be merged with those of Aerospaiale. The BN-109 would be forced to take a back seat to other more important products including the Eurocopter Tiger anti-tank/scout helicopter; improvements to the BK.117 and Bo.105; development and production of the NH-90; and possible participation in the new P.120L, a joint development of Aerospaiale, the People's Republic of China, and Singapore Aerospace.

FINANCIAL RESULTS/CORPORATE STATISTICS

IPTN, as a government-controlled company, does not release a consolidated statement of income. However, through the end of 1991 and since 1974, the government funds given to IPTN are estimated about \$834 million; current assets are now worth over \$1.8 billion and the company has repaid to the government some \$391.2 million in taxes during the same period.

STRATEGIC OUTLOOK

The success of Indonesia's aircraft manufacturing industry is an envy of developing countries. IPTN has become a significant international aircraft manufacturer. It operates a modern facility producing aircraft for its domestic and international clients. Despite earlier commitment for some 141 N-250 aircraft however, developmental delays continue to plague the program. In our opinion, this delay will most probably cause serious marketing difficulties for the N-250; however, domestic demand for the aircraft is not likely to disappear regardless of these delays.

IPTN's modernization program has been keyed to a four-step growth and technology acquisition plan that is now being copied by Indonesia's fledgling satellite program and at least 10 other strategic industries. The modernization program's four steps include: 1) the acquisition of technology through licensed production of C-212, BO-105, SA-330, Bell-412 and subcontract work on F-16, B-737 and B-767; 2) integrating existing technology into a product such as CN-235, NC-212, EFIS; 3) technology development such as N-250, N-2130 and Satellite launching vehicle; and 4) exploi-

tation of advanced capabilities including Glare/arral and rubber materials.

The modernization drive has reached the third stage of its growth plan and is nibbling at the fourth. The N-250 program, a product of the third stage of IPTN's growth plan, is expected to take flight in 1995-96 with customer deliveries following a year later. Although we are forecasting additional slippage in the program schedule. There is also a planned 70-seater passenger stretched variant, the N-270. Beyond the 130-seat regional jet, the company envisions an advanced, 100-seat, transonic commuter jet for domestic and international markets. It is expected to be completed in time for display at the 2006 Asian Aerospace air show (IPTN's 70th birthday), tentatively scheduled to be held in Jakarta, Indonesia. Preliminary research into a fourth-stage of development is also under way.

Although IPTN has developed into a rather expensive venture for the Indonesian government, the company is certainly run with an eye to the future by Mr. Habibie. Currently under development is the first IPTN-designed aircraft designated the N-250. The 50-seat aircraft is slated for first flight in 1995 with certification and first deliveries scheduled for 1996. However, it has been rumored that the model 250 might only be produced in its prototype form providing a technological base for the company to proceed with the development of the follow-on N-270. If this is in fact the case, it demonstrates the market knowledge of Habibie since current trends in the regional/commuter market indicate a possible increase in demand for new aircraft in the 70-seat range during the later half of the decade.

The cost of IPTN's development has been high. To date, Indonesia has spent close to US\$1 billion on IPTN. But some 30 million Indonesians still live below the poverty line and critics charge that this cost is more than Indonesia can afford. Besides, when the size of the company's investment is compared with the actual aircraft production, IPTN does not fare well with other aircraft manufacturers. Dividing the investment by the number of aircraft produced, one finds that IPTN spends much more to produce an aircraft compared to other manufacturers.

In addition to the expense associated with IPTN's development and production, the company's direction seems to be the antithesis of that of many other major international aerospace/defense companies. That is,

while most worldwide companies have switched their focus to securing foreign risk-sharing partners after years of largely independent production and ownership, IPTN seems to be heading in the opposite direction. Beginning as a licensed-producer of many other companies' aircraft and helicopters, the firm progressed to risk-sharing efforts with CASA of Spain and now appears to be moving toward sole-production of indigenous Indonesian aircraft. Of course, this is a miraculous feat given the technological deficiencies of Indonesia only a two decades ago. Yet the company has placed itself in a situation where its international reputation is not exactly stellar and now wishes to make a run into a market that is dominated by international consortia and tangled lines of cross-ownership which have produced international powerhouses and stepped up levels of competition greatly since IPTN's beginnings. Compounding the severity of this situation is the fact that it is now common knowledge that relations between IPTN and CASA have turned very sour due largely to territorial sales disputes concerning the CN-235. It is obvious that IPTN has not been a great partner for CASA, and because of this relationship IPTN name has been somewhat tarnished internationally.

But, this is a rather one-sided reflection since IPTN has so far accomplished what it set out to do. From the outset, IPTN was not intended to become a profitable commercial operation in the short term, but instead it has two major goals: first, to save Indonesia's foreign exchange by locally manufacturing aircraft needed to support the country's ambitious development and defense plans; and, second, to become the fountain of a technological "trickle-down effect" which, in the long run, should allow the technological level of all Indonesian industry to be raised. In other words, building aircraft in Indonesia is not a for-profit venture, it is a national priority; the goal is to pull the nation technologically into the 21st century. IPTN is certainly on track to achieve this goal, albeit at great expense to the poverty-stricken Indonesia. With President Suharto now in his sixth term at the age of 71, the days of Habibie's political ties may be numbered. In addition, should Indonesia ever undertake an effort toward privatization, IPTN would find itself rudely awakened from years of deliriously high rates of government funding. Nevertheless, the company has propelled a once technologically inept In-

onesia into the position of one of the most rapidly advancing South-East Asian countries.

PRIME AWARD SUMMARY

● Only contracting information available follows:

● In August 1991 the Irish defense ministry ordered three CN-235 maritime patrol aircraft produced by IPTN/CASA, Spain.

● In March 1992 the Indonesian Air Force ordered six CN-235s, including the Bendix APS 133 radar.

● Thailand is expected to finalize an additional order for 14 CN-235s from Indonesia in the mid-1990s.

● In early 1992 the UAE ordered seven CN-235s. The UAE already has taken delivery of unspecified quantities of CN-235-100 version powered by GE CT7-9C engines.

● 44-passenger CN-235 commuter transport planes jointly developed by IPTN and CASA delivered to Conquest Airlines Corp of Houston, Texas, at a cost of \$55 million. Conquest has an option for six more planes.

● Two military versions of the CN-235 costing about \$25 million delivered to Saudi Arabia, which now has a total of four in service.

● Contract negotiations under way with the US Air Force, which is considering the purchase of 18 CN-235s worth about \$150 million.

● CN-235 sales are also being negotiated with Brunei, Malaysia, the Philippines, China and Japan.

● An order for 16 Bell N-412 helicopters worth about \$120 million from the Venezuelan Air Force.

● An order for a 24-seat Super Puma helicopter worth about \$6.9 million from Malaysia.

● Negotiations with Micronesia for the sale of four NC-212 15-passenger planes, three of which already have been sold to Guam and five to Thailand. The aircraft, manufactured under license with CASA, sells for about \$3.1 million.

● A \$54 million contract with General Dynamics for the manufacture of F-16 components through 1996.

● A \$50 million contract with Boeing for the manufacture of components for both the Boeing 737 and 767.

● A contract with Fokker BV, of The Netherlands, for \$25 million worth of components for its F-100 aircraft.

PROGRAM ACTIVITY

Business Interests.

- Fixed-wing and rotary-wing aircraft
- Aircraft components and integration services
- Turboprop engines
- Weapon systems

AIRCRAFT PLATFORMS AND INTEGRATION

CASA/IPTN CN-235

Through 1991, only 19 CN-235s had been produced by IPTN while 48 units had been produced by CASA. The companies have yet to recover their investments; CASA and IPTN being equal partners, the governments of Spain and Indonesia had contributed some \$80 million (1980 US\$) toward development funding. CASA builds the front fuselage back to the wing trailing edge, wing center section and engine installation, while IPTN is responsible for the rest of the aircraft. Major components are traded, with two production lines maintained.

In 1989, the two companies modified their original marketing agreement which had given CASA rights in Europe and North America and IPTN, all of the Far East. IPTN and CASA now have exclusive rights to their respective domestic markets and share all other regions of the world. Thus, IPTN is now free to develop North American commuter customers but the CN-235 has yet to obtain FAA's certification in the US.

We are projecting approximately 296 CN-235s will be produced during the next 10 years. IPTN will probably deliver some 104 aircraft; 54 for civil and 50 for military use. (For details see Forecast International binder Aircraft Forecast TAB C CASA/IPTN CN-235.)

CASA C-212 Aviocar

After the Indonesians had purchased several C-212 Aviocars from CASA, a licensed assembly/production agreement was reached between the Spanish manufacturer and PT Nurtanio (now IPTN) in 1976. Indonesian assembled aircraft was known as the Kasa and through 1991 IPTN had delivered over 60 Aviocars. (For details see Forecast International binder Aircraft Forecast TAB D CASA C-212 Aviocar.)

Eurocopter AS.332/532 Super Puma

First flown in September 1978, the AS.332/532 Super Puma incorporated a host of state-of-the-art improvements over its SA.330 Puma predecessor and was funded by Aerospatiale and the French government. There was no initial French military requirement for the new medium helicopter and French buys did not occur until 1986. Aerospatiale had produced 714 SA.330s through 1982; ICA of Romania built 112 under license, and Indonesia's IPTN assembled 11 aircraft. Through the end of 1991, IPTN had delivered approximately 33 NAS.532/332C/Ls.

Eurocopter BK.117

In February 1977, Kawasaki of Japan and MBB of West Germany agreed to collaborate on development of a new, six-to-10-passenger light helicopter. Each country built one flight test and one ground/static test machine; MBB's prototype flew in June 1979 and Kawasaki's was airborne in August.

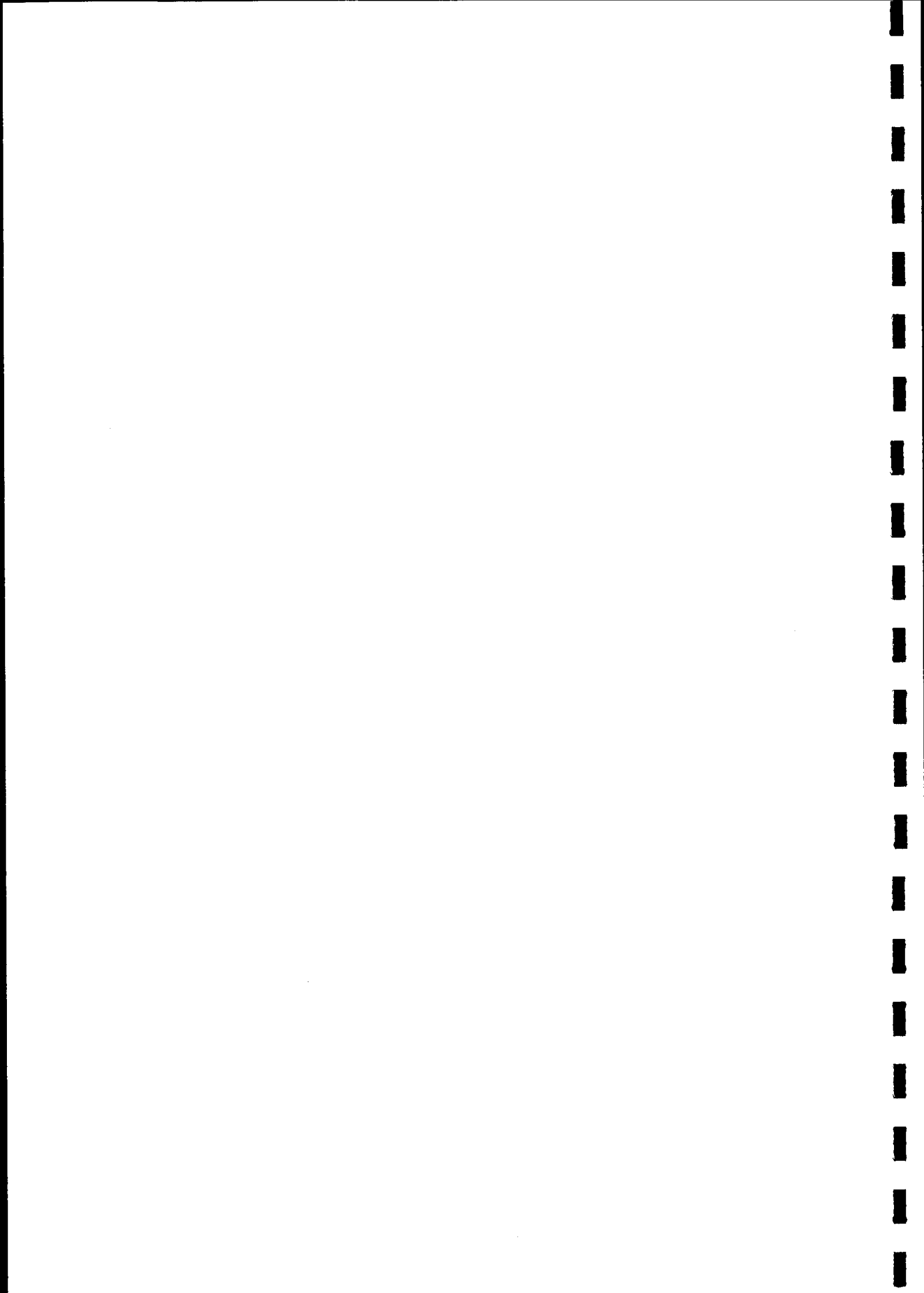
The current BK.117 has a four-bladed rigid rotor system very similar to that of the Bo.105. BMW, the German auto manufacturer, assisted the airframe companies in the styling of the design, which is basically an enlarged Bo.105. The helicopter seats four to six passengers in an executive layout, seven for IFR offshore operations, and nine to 11 in a high-density

configuration. IPTN, which presently builds the Bo.105 under license from MBB, began licensed production of the BK.117 in late 1985 after signing an agreement in November 1982. Through the end of 1991, IPTN had produced over 32 NBK-117s.

Bell UH-1/212/412

Designated Iroquois for military purposes, this series of helicopters is more commonly known as the Huey from its original specification HU-1. As the UH-1A, a prototype flew in late 1958, and deliveries to the US military began in 1959. A series of variants followed: UH-1Ds flew in 1961 with deliveries starting in 1963, UH-1Hs entered service in late 1967, and UH-1Ns equipped military units beginning in September 1970.

In November 1982, Bell and IPTN of Indonesia signed a co-production agreement covering the partial manufacture and assembly of at least 100 Model 412s. The first locally assembled machine flew in April 1986, and the aircraft will be used for both civil and military roles, under the designation NBell-412. Four Bell-manufactured Model 412s were sent directly to Indonesia, for use by the civilian operator Gatari for oil industry duty. Orders have been placed by the Indonesian Army and police and by the carrier Indonesian Air Transport. Through the end of 1991, IPTN had produced over 20 NB412/412SP helicopters.



Indonesia

ABRI faces challenge

By Colonel Colin East

LAST OCTOBER Indonesia celebrated the 47th anniversary of the founding of the Armed Forces of the Republic of Indonesia (ABRI). For the past quarter of a century ABRI has guaranteed the security and stability of the New Order, which has permitted economic growth and development to reach such a level, where Indonesia can unquestionably be regarded as the leading nation of the region. However, the Government policy of liberalization, which involves a regeneration of the political, social and economic sectors, has brought some pressures and questioning of the dual function (*dwi fungsi*) role of ABRI. Some critics have contended that ABRI should return to the military defence role that it followed for a short period in the early 1950s. It is unlikely that ABRI would voluntarily surrender the authority it now has, which is enshrined in history, tradition and, since 1982, in law. In these circumstances, the stage is set to witness a possible confrontation or struggle to decide the place of ABRI in the republic, as the nation prepares to enter the 21st Century.

ABRI was born in 1947 as the Peoples' Security Army with volunteers from former Japanese-sponsored forces such as *Peta* and *Hei Ho*. In May 1947 the Republican forces became known as the Indonesian National Army (TNI), and continued under this title to wage guerilla warfare against the Dutch with the full support of the people. In spite of two major Dutch offensives in 1947 and late 1948, the latter including the capture of Soekarno and the entire Republican Cabinet in Jakarta in December 1948, the TNI inflicted severe casualties on the Dutch forces, which, allied to international pressure, caused the Dutch to withdraw and to recognize Indonesian sovereignty. It was the interaction between the Army and the people during this struggle, as well as the decision by the Army leaders to fight on after the capture of the Cabinet, that has provided the tradition of ABRI's social involvement with the people. It is also significant to recall that for three months prior to the second Dutch offensive, the Republican forces were split by a Communist-led rebellion in East Java, which was eventually defeated. The TNI was thus regarded by the people as the guardian of the state.

After independence in 1949, the TNI was assessed as poorly equipped, untrained in conventional warfare and numerically too large and unwieldy. Lack of finance, and the influence of its operational experience against the Dutch convinced Army leaders that its armed forces could not resist invasion by a well-armed aggressor, and that a doctrine based on guerilla style warfare supported by the people, as had been conducted against the Dutch, should be adopted. This resulted in the doctrine of Territorial Warfare, which remained in place during the 1950s, during the operations undertaken by the Government against uprisings in West Java against Darul

Islam, against the separatists in the self-styled Republic of the South Moluccas (RMS), and later the *PRRI* and *Permesta* in Sumatra and Sulawesi. During this decade ABRI received a variety of military hardware from the United States, United Kingdom, the Netherlands and the Soviet Union, which created maintenance and logistical problems by its diversity and uncertain spare parts availability. The early 1960s ushered in problems in the mounting of external operations in Irian Barat and later in Malaya and Sarawak, when it became apparent that conventional warfare operations including the use of heavy weapons, aircraft and naval vessels necessitated the acquisition of modern sophisticated equipment, advanced training and skills, and a need to revise the old doctrine of the TNI. These campaigns highlighted the deficiencies in ABRI's armory and its operational procedures, training and minor tactics.

With the advent of the New Order the emphasis for ABRI shifted to internal security, with a concentration on territorial *dwi fungsi* and the social political role. As a result ABRI was ill prepared for conventional operations in East Timor, which revealed a breakdown in command and control procedures, a weakness in joint operations techniques, and poor leadership at the middle and junior leader levels, which resulted in many unnecessary casualties. Thanks to the oil boom in the late 1970s with a large increase in available funds, the Government was able to re-equip ABRI by the purchase of modern, sophisticated naval, air force and army weaponry and equipment. Allied to this acquisition of military hardware, the new ABRI commander, General Benny Murdani, began a complete reorganization of the Armed Forces, which concluded in 1988 when he handed over command to General Try Su-

trino. By this time regeneration of ABRI was completed, and the force streamlined and efficient. Doctrine continued to be based on Territorial Warfare, but ABRI included a well-trained and equipped strike force based on the Army Strategic Reserve (KOSTRAD) capable of conducting brush fire security operations on the one hand, or participating in external operations in the region. As ABRI entered the 1990s it could be said with confidence that the guerilla army of 1945 to 1949 had progressed to the stage where it was regarded as a potent force in the region.

ABRI IS currently regrouping and studying future tasks and activities within its approved governmental charter. It can be well satisfied with the recently concluded operations in Aceh against the dissident members of the so-called *Aceh Merdeka* and the return of peace and order to the province. Following the November 12 incident in Dili in 1991, operations under the local commander, Brigadier-General Theo Syaefi, have resulted in further losses to the dwindling remnants of Fretelin, while in Irian Jaya casualties and surrenders from the self-styled OPM have reduced the rebels to little more than nuisance value. As a result of recent operations a number of combat battalions have been withdrawn from East Timor and Aceh to rejoin their permanent organizations.

The conduct of last year's general elections reflected favorably on ABRI's control and maintenance of law and order during the 25 days of the campaign, including the polling period, when over 90 million people cast their vote. In an equally well-planned and executed operation, ABRI supervised the staging of the Conference of the Non-Aligned Movement (NAM) in Jakarta, where the leaders of 108 nations met for several days under the chairmanship of President Soeharto. The efficiency displayed in the success-

ful maintenance of security during both these major events demonstrated to the Government the value of ABRI support and control.

As a result of the Dili affair some changes in senior officer appointments were made, including replacements of the commanders of Udayana Military Area and East Timor. Other changes that followed have been the appointment of General Faisal Tanjung as Chief of General Staff ABRI, and General Wismoyo Arismunandar as Deputy to the Army Chief of Staff, General Edi Sudradjat.

The movement of senior officers does not appear to have caused any repercussions or dissension and ABRI remains firmly under the command and control of General Try Sutrisno and the Defence and Security Minister, General Moerdani. ABRI continues to play its part in Indonesia's global and United Nations' responsibilities with observers in the Iraq-Kuwait region and an infantry battalion in Cambodia.

The generals would have taken note of the President's last year's 17th August address, when he defended the political role of ABRI against the critics who wished to abolish the one-hundred parliamentary seats allotted to ABRI, and then defended the *dwi fungsi* role of the military in Indonesian society. However, they would also have noted, with some concern, the President's qualification that the number of seats was not sacrosanct and could be adjusted to the prevailing situation. In summing up the state of ABRI, the armed forces could fairly be described as confident, capable and adequately trained and equipped for the performance of their *dwi fungsi* role, but conscious of the mood for change in the country in the names of liberalization, regeneration and openness (*keterbukaan*). ABRI would be concerned with the effects of such changes on its place in the affairs of the nation.

In March the Peoples Consultative Congress (MPR) will elect a president and vice president, and agree the broad guidelines of

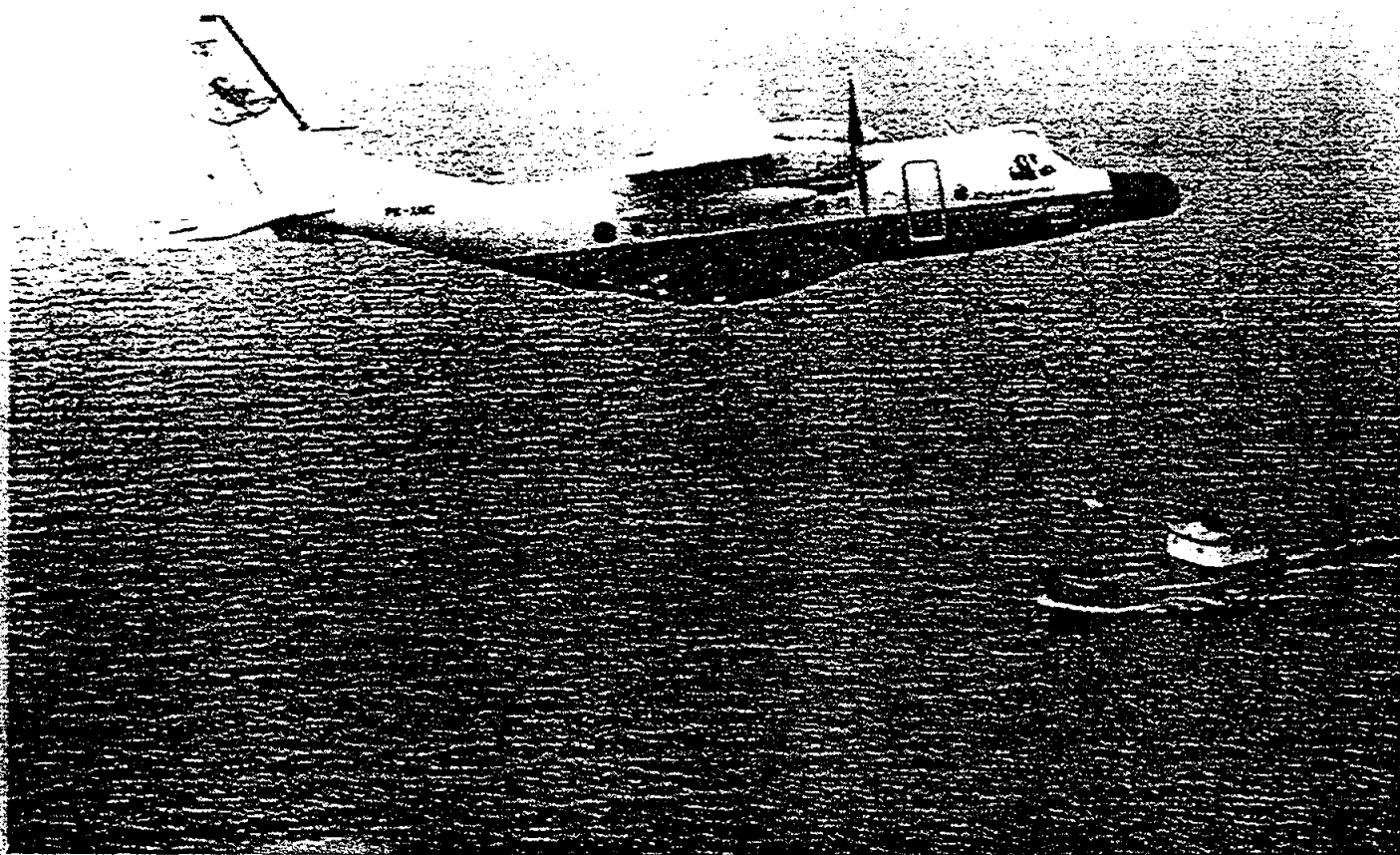
state policy for the next five years. Speculation has been confined to the choice of vice president, who is seen as the likely successor to the President in 1998. Although it is not axiomatic that this would happen, ABRI is none the less vitally concerned over the final choice, particularly after its opposition in 1988 to President Soeharto's nomination, the present incumbent Sudharmono. Although the closeness of relations between the President and ABRI which sustained the New Order for many years has recently shown signs of strain, it would be understood by Soeharto that whatever public support may be offered to him from groups such as the moderate Muslim element, Golkar or the middle class business fraternity, none of these would be substitutes for the power base which could only be provided by ABRI. The support from ABRI for the vice-presidential nominee is most important and significant in the maintenance of ABRI's future support to *Bapak Pembangunan* over the next five years.

The President and the generals recognize that the achievements and success of the New Order in providing a unified and prosperous nation with a stable government would be put at risk if ABRI perceived that its traditional influence in national life was being threatened. With the present day examples of the dissolution of the former Soviet Union and Yugoslavia in mind, the prospect of a fragmentation of Indonesia must be considered as a possibility if the *dwi fungsi* role of ABRI is weakened. The challenge confronting ABRI now is to retain the support of the President for the maintenance of the twin roles — the defence of the nation and participation in the socio-political affairs of society. To avoid becoming a victim itself of the new liberalization, ABRI needs to suppress any factionalism within its ranks and thus ensure a united front to better resist any proposals or pressures which would tend to weaken its influence with government. ABRI demonstrated its value to the Government in the

successful staging of the national elections and the NAM Conference, and earlier by its successful operations against separatist elements. ABRI must continue to develop its effectiveness and capability so that Government is reminded of the strength of the support available and necessary for the implementation of the President's second 25-year Development Plan.

ABRI is also concerned with the modernizing of its conventional forces — *Kostrad* and *Kopassus*, as well as the air and naval elements. These forces have the dual role of providing a rapid reaction force in an internal security operation, and in making available the nucleus of an expeditionary force for external operations in the region. In the case of the latter, a review is being currently undertaken to upgrade the capacity and capability of the air and maritime elements.

There is little doubt that ABRI is facing a challenge to its traditional role, which may become stronger as the policy of liberalization of the political, social and economic sectors proceeds, however gradually. The leaders of ABRI passionately believe that the future of Indonesia lies in a prosperous economy, a stable government and national cohesion, which can only be underwritten and therefore guaranteed by an effective, loyal and supportive military base. The memories of the disastrous period of liberal democracy in the 1950s still remain, linked at the time to the unrest arising from the outbreaks of separatism throughout the new nation. ABRI continues to see itself as the watchdog for the people, with a task inherited from history and guaranteed by law, and is unlikely to willingly agree to any changes to its role which would endanger that responsibility. ABRI recognises the challenge and is preparing to meet it. It would be hard to believe that President Soeharto would not also believe in the ongoing place of ABRI in the implementation of his hopes and plans for Indonesia in the years ahead. ■



CN-235 MPA: The Versatile Maritime Patrol Aircraft

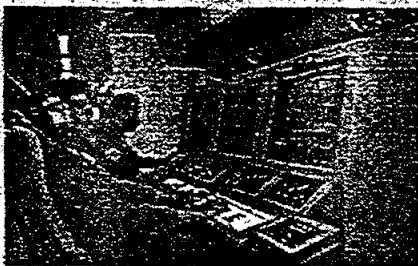
The CN-235 New-Generation aircraft has been refined for the demanding maritime patrol mission, day or night in any weather.

With speed to get on station fast, low speed patrol, standard 8 hours endurance and optional auxiliary tanks, the CN-235 meets your critical mission requirements.

The wide cabin, mid-sized CN-235 accommodates a wide range of integrated or stand-alone mission avionics, search radars, infra-red and electronic sensors, many of which have already been installed and qualified on the aircraft by IPTN.

A wide fully pressurised cabin keeps the mission crew comfortable and alert on long patrols.

And there's room enough for a separate compartment for support



crews, equipment or high priority passengers without interfering with the mission.

A ramp door makes it easy to drop rescue equipment or load cargo. The high, reinforced wing carries external loads or weapons.

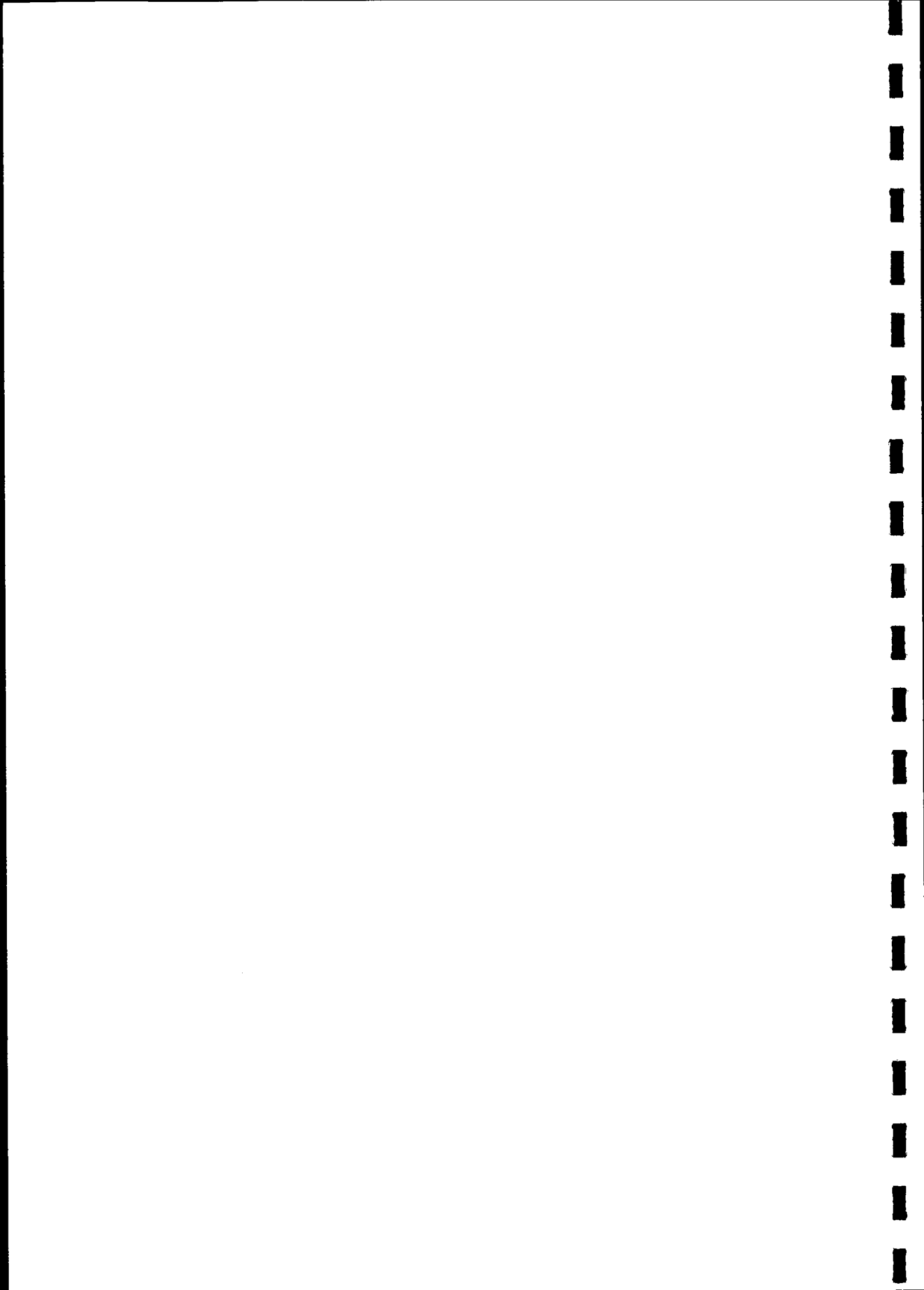
Exclusive Economic Zone control, Fishery Control Zone patrol, fighting smugglers or intrusions into territorial waters, search and rescue operations. Pick your equipment and

sensors and IPTN's engineers will incorporate it into the CN-235 MPA platform to carry out the mission.

Call us on to demonstrate why the CN-235 is the right answer to today's and tomorrow's challenges for efficient maritime surveillance and patrol.



PT INDUSTRI PESAWAT TERBANG NUSANTARA



L'islam est devenu un considérable enjeu de pouvoir en Indonésie

Les 165 millions de croyants du plus grand pays musulman sont cajolés par le régime

L'immuable président indonésien Suharto cherche à contrôler le « renouveau islamique » qui se fait jour un peu partout

dans le pays. Le chef de l'Etat, qui, au retour du sommet social de Copenhague, vient de se rendre à Sarajevo, entend

compenser le déclin du soutien que lui apportaient depuis toujours les forces armées.

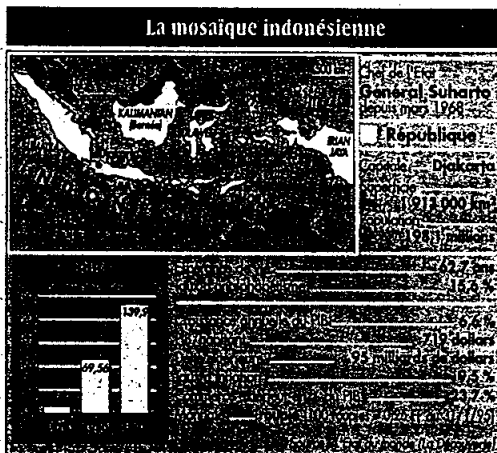
DJAKARTA

de notre envoyé spécial

« L'islam est fondé sur des principes démocratiques. Or, en Indonésie, le gouvernement n'agit pas selon ces principes. Ce n'est pas un régime ouvert. Le poids des militaires dans les affaires est considérable. Quiconque est en désaccord est suspecté de miner l'autorité. Or les gens doivent savoir qu'il y a différentes formes d'organisation sociale. L'influence donc les Indonésiens qu'il y a d'autres choix possibles que les nôtres. »

Ce quinquagénaire rondouillard qui dit candidement ce que presque personne n'ose formuler de peur d'encourir les foudres du régime de M. Suharto, c'est Abdurrahman Wahid. Ce petit homme quasi aveugle, au contact simple, est le chef de la plus nombreuse congrégation musulmane de la planète : le Nahdlatul Ulama (NU), ou Renouveau des oulémas (docteurs de la loi), qui compte 30 millions d'adhérents, soit près d'un indonésien sur six.

Les prises de position de M. Wahid ont donc un grand poids dans une Indonésie qui est le plus grand pays musulman du monde, avec ses 165 millions de croyants - soit 86 % de la population -, même si seule la croyance en un dieu y est



« venu de je ne sais trop où, et qui, explique-t-il, a dépensé 2 millions de dollars pour sa campagne ».

Les ennuis de M. Wahid ont commencé en 1991, après qu'il eut refusé d'adhérer à une association des intellectuels musulmans, PICMI, qui venait d'être créée avec la bénédiction de M. Suharto et sous

cent, qu'une instance religieuse ne doit pas faire de politique. Il est aussi plausible qu'il ait vu dans l'ICMI une inacceptable volonté hégémonique.

Quoi qu'il en soit, peu après la naissance de l'ICMI, M. Wahid fondait, avec 45 personnalités, un Forum pour la démocratie, dont l'inspiration ne pouvait qu'être détestable pour le régime. Surviennent les élections législatives de 1992 (si contrôlée soit-elle, une telle consultation quinquennale laisse quand même s'exprimer, trois semaines durant, des aspirations démocratiques différentes de celles du parti officiel Golkar). M. Wahid réussit mal alors à cacher une inclination vers le PDI, ce Parti de la démocratie, créé par le pouvoir en 1973, entre autres pour éloigner le soupçon de totalitarisme. Le chef du NU ne cache pas, aujourd'hui, sa « proche relation » avec Megawati Soekarnoputri, nouvelle présidente de cette formation, qui n'est rien de moins que la fille de l'ex-président Soekarno, écarté des affaires, en 1966, par le général Suharto.

Le « renouveau islamique » est évident, un peu partout en Indonésie. Le port du *jilbab* (voile) se répand chez les femmes et les jeunes filles. Les constructions de mosquées s'accroissent (il y en a pour tant 100 000); et les haut-parleurs

des minarets se font bruyants. Le ramadan est suivi avec une ardeur croissante d'année en année. Dans les administrations, il faut attendre la fin de la prière pour rencontrer un interlocuteur. Et les pèlerinages à La Mecque se multiplient. Ce phénomène touche de façon plus ostensible les villes que les campagnes, et les classes moyennes que populaires.

NUANCES

Quoi qu'il en soit, dans le contexte de dépolitisation organisée par « l'Ordre nouveau » - le régime de M. Suharto, issu des événements sanglants de 1965-66 -, l'islam est la seule force qui ait su se poser, sans même avoir à s'opposer, face à un régime tendu vers le développement à étapes forcées et d'inspiration spontanément laïque. Il est certes bien des nuances dans la religion dominante du pays. M. Wahid est représentatif, malgré les apparences, d'un « traditionalisme » qui a su faire place en son sein à l'anémisme et aux anciennes coutumes javanaises, et qui reste fidèle à une lecture du Coran éloignée du « scripturalisme de certains prétendus modernistes », selon le mot du chef du NU.

Les « modernistes » ainsi fustigés sont d'abord, pour M. Wahid, ces intellectuels que l'on retrouve aujourd'hui à l'ICMI. Mais le vocable recouvre aussi ces « dévots » (« *santri* ») qui ont de longue date ouvert leurs écoles religieuses aux savoirs contemporains - sciences exactes ou sociales. « Bien loin des clichés, les artisans du renouveau islamique indonésien sont diplômés des meilleures universités américaines ou sortis d'excellents établissements européens », note Marcel Bonneff, grand spécialiste de l'Indonésie.

Le régime de M. Suharto n'a pas tenté de s'opposer à cette évolution. Il l'a au contraire accompagnée, inondant de crédits les établissements religieux qui se lançaient dans une modernisation de leur cursus. Depuis les années 80, un pas a même été franchi pour encourager officiellement la propagation de la foi. Les forces armées, elles, y sont en apparence moins favorables; ne serait-ce que parce qu'elles veulent demeurer un lieu de brassage, avec une forte incidence dans leurs rangs de la composante chrétienne, et aussi parce que, dès qu'on quitte Java pour des îles situées plus à l'est, l'islam tend à devenir minoritaire.

Aussi la nomination, en février, à la tête de la puissante armée de terre du général Hartono - tenu pour un « bon musulman » à l'ICMI - a-t-elle tenté comme un coup de gong dans les milieux non islamiques: le haut commandement n'est-il pas tout entier, désormais, aux mains d'officiers aux impeccables lettres de créance dans la religion majoritaire ?

J.-P. C.

« Bien loin des clichés, les artisans du renouveau islamique indonésien sont diplômés des meilleures universités américaines ou sortis d'excellents établissements européens »

imposée par l'idéologie officielle, le Pancasila (« Cinq principes »), et si cinq religions y sont reconnues à égalité : outre l'islam, le protestantisme (6 %), le catholicisme (3 %), l'hindouïsme (2 %) et le bouddhisme (1 %). Fidèle à sa tactique d'intervention dans les organisations non gouvernementales, le régime de M. Suharto a voulu museler M. Wahid : fin 1994, il a tenté d'empêcher sa réélection à la tête de la NU, qu'il dirige depuis 1981. Pour ce faire, a été vainement suscitée contre lui la candidature d'un homme d'affaires, Abu Hasan,

la présidence de son protégé, le ministre de la recherche, M. Habibie. Le motif de ce regain d'intérêt du chef de l'Etat pour les choses de l'islam qu'a confirmé un spectaculaire pèlerinage à La Mecque en 1991, était à chercher, selon maints observateurs, dans la nécessité de compenser le déclin du soutien des forces armées, préoccupées de ne pas pouvoir aisément gérer la succession, au cas où le président entendrait demeurer aux affaires. Officiellement, M. Wahid a justifié son refus d'adhésion à l'ICMI par sa conviction, à la vérité assez ré-

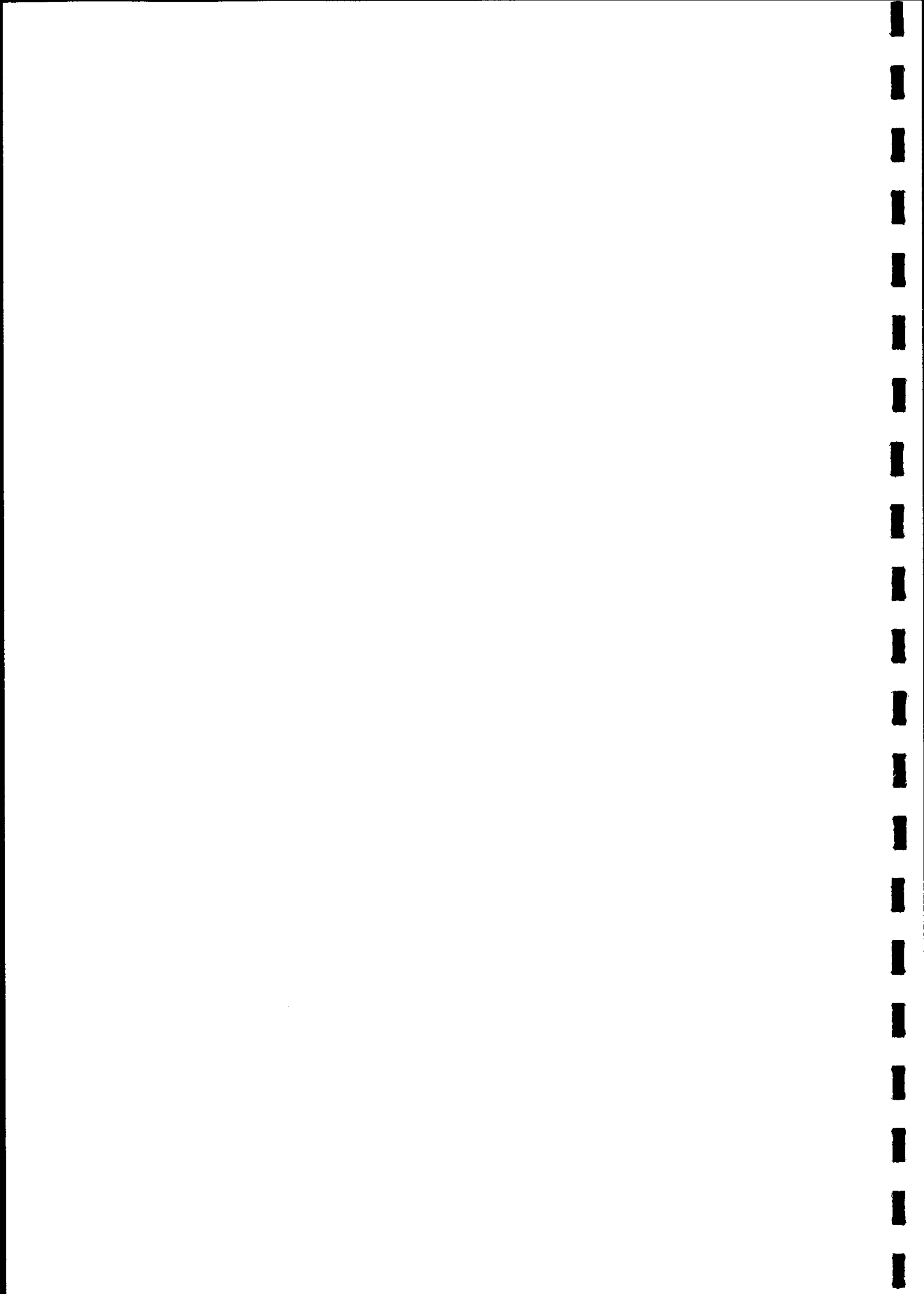
« Une réponse aux défis de la modernisation »

Le « renouveau islamique » ne saurait être pris pour un signe d'intégrisme. Il est en réalité un mouvement qui pousse, depuis un quart de siècle, les milieux les plus évolués - étudiants mais aussi membres de professions libérales, journalistes, universitaires et même hommes d'affaires - à rechercher, dans un approfondissement de la foi, « une réponse aux défis de la modernisation », comme le dit Marcel Bonneff, chercheur français, l'un des meilleurs connaisseurs du pays. Chacun s'efforce d'abord, explique-t-il en substance, de trouver dans un approfondissement du Coran une réponse à la brutalité des changements induits par l'urbanisation et les nouveaux modes de production. Il s'agit encore de chercher des preuves que l'islam n'est pas hostile au progrès, et, mieux encore, qu'il peut en être, avec moins de scores qu'en Occident, un vecteur efficace.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PENALE POUR FRAUDE FISCALE

Par jugement (contractoire) rendu le 7 octobre 1994 la 11ème Chambre du Tribunal Correctionnel de PARIS a condamné pour fraude fiscale omission de passation d'écriture comptable à la peine de 2 ans d'emprisonnement avec sursis mise à l'épreuve pendant 3 ans dans les conditions prévues par l'article 132-45 al.12. et 3 du C.P.

M. LANDAU Thierry, né le 28 novembre 1951 à Neuilly sur Seine (92), salarié, demeurant 75 rue de l'Assomption 75016 PARIS.



L'ère Suharto : la croissance retrouvée

Régime autoritaire mais assurant la stabilité, la présidence Suharto a permis à l'Indonésie d'enregistrer une croissance vigoureuse.

Sur la face du billet de 50 000 roupies (130 F), on peut voir le visage souriant du président Suharto, accompagné de l'inscription « *Suharto, Bapak Pembangunan Indonesia* » (Suharto, père du développement indonésien).

La gravure au dos du billet évoque un pays industrialisé, éduqué et technologiquement évolué. C'est l'avenir que le père de « *l'Ordre nouveau* » espère léguer à son peuple. C'est aussi pour sa contribution personnelle à cet avenir qu'il veut être reconnu par la postérité. Et, s'il sait freiner ses élans népotiques et mettre de l'ordre dans sa succession, c'est ainsi que l'histoire se souviendra de lui.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Suharto en 1967, l'économie indonésienne a connu une croissance moyenne de 6 % par an, soit un produit national brut par habitant qui a triplé en une seule génération, tant, il est vrai, d'une base très faible. Les années de « démocratie guidée » de son prédécesseur, le président Sukarno, caractérisées par une politique sociale et économique gauchisante confuse, à la fois « confrontationniste » et protectionniste, avaient laissé le pays exsangue.

« La mafia de Berkeley »

Après le coup d'État manqué du 30 septembre 1965, qui conduisit le président Sukarno à passer la main à Suharto, la situation économique semblait désespérée et l'archipel destiné à demeurer un des pays les plus pauvres du tiers monde. Étant donné l'état catastrophique dans lequel se trouvait l'Indonésie au milieu des années 60, la situation actuelle tient davantage du retour à la normalité que du miracle économique, mais, avec le recul, le développement rapide du pays



Le président Suharto entouré de sa famille : une politique économique ambitieuse mais onéreuse. (Photo Gamma.)

représente tout de même un tour de force, étant donné sa diversité ethnique et géographique.

Le régime militaro-civil de « *l'Ordre nouveau* » instauré par Suharto, bien qu'autoritaire et souvent brutal, a engendré une longue période de stabilité politique sans laquelle le pays n'aurait pas pu prospérer.

La doctrine « *Pancasila* », qui définit les cinq principes fondamentaux de la Constitution, notamment la liberté religieuse dans un État majoritairement musulman, a permis d'unifier un pays rural extrêmement diversifié, comptant 13 677 îles, près de 190 millions d'habitants originaires de plus de 300 groupes ethniques.

Au début des années 70, le gouvernement a, dans un premier temps, suivi la voie classique des pays en voie de développement, mettant à profit les vastes ressources humaines et pétrolières du pays, stratégie

préconisée par une équipe de conseillers économiques formés aux États-Unis, appelés familièrement les « *technocrates* », ou moins flatteusement « *la mafia de Berkeley* ». Cette approche traditionnelle a porté ses fruits et permis une croissance rapide basée sur l'exploitation d'une main-d'œuvre abondante et bon marché. Les technocrates ont également réussi à diversifier l'économie suffisamment pour alléger un peu sa dépendance au pétrole dont les réserves s'amenuisent.

Le rêve technologique

L'Indonésie, gros importateur de riz dans les années 60, a réussi à doubler sa production de céréales. La production industrielle a augmenté de 100 % et la production textile de 600 %. 61 % de la population de Java (où sont concentrés environ 80 % de la popula-

tion de l'archipel) et 52 % des habitants des autres îles, étaient classifiés comme pauvres au milieu des an-

nées 60. Ces chiffres ont été ramenés respectivement à 10 % et 7 % au début des années 90. L'inflation, qui dépassait les 500 % à la fin des années Sukarno, oscille depuis le début de la dernière décennie entre 8 et 10 %.

Mais le pays n'est pas encore rentré dans le rang des pays nouvellement industrialisés (PNI) et ne le sera sans doute pas avant la fin du siècle. Son développement dépend encore largement d'une aide internationale qui représente plus de 5 milliards de dollars par an.

Grands projets

La bureaucratie tatillonne, la corruption et l'environnement protectionniste ont longtemps découragé les investisseurs étrangers. La principale rentrée de capitaux provenait davantage d'emprunts que de joint-ventures, avec pour résultat une dette extérieure qui s'élève à 93 milliards de dollars.

En juin dernier, le gouvernement a proposé une série de nouvelles mesures de dérégulation dans le but de rendre le pays plus attrayant que la Chine pour les investisseurs étrangers.

Le président Suharto, dont le sixième mandat se terminera en 1998, lorsqu'il aura 77 ans, a maintenant des projets plus ambitieux. Fortement influencé par son ami d'enfance, le ministre de la Recherche et de la Technologie, B.J. Habibie, chef de file des « *nationalistes* », un groupe d'économistes formés principalement en Europe et au Japon, le gouvernement s'est lancé dans une politique économique ambitieuse extrêmement onéreuse, favorisant les grands projets industriels et la haute technologie.

M. Habibie a profité du sommet Asie-Pacifique qui s'est tenu la semaine dernière à Djakarta pour dévoiler le N 250, un avion de 70 places équipé d'un système de contrôle très pointu.

J. D.

Privatisations à marche forcée

Poussé par une conjoncture qui évolue rapidement, le gouvernement s'est engagé à privatiser jusqu'à 200 entreprises publiques.

L'entrée à la Bourse de Djakarta de la compagnie de télécommunications nationale Indosat, le 19 octobre, a démarré en trombe, provoquant un véritable raz de marée des petits et gros investisseurs. Ce fut le franc succès.

Sensibiliser les milieux financiers

Dès le premier jour, 25 % des titres ont été vendus à des investisseurs étrangers via Wall Street, et presque 10 % à des porteurs locaux, mobilisant un capital de 1,2 milliard de dollars.

L'émission des actions Indosat avait pour but principal de sensibiliser les milieux finan-

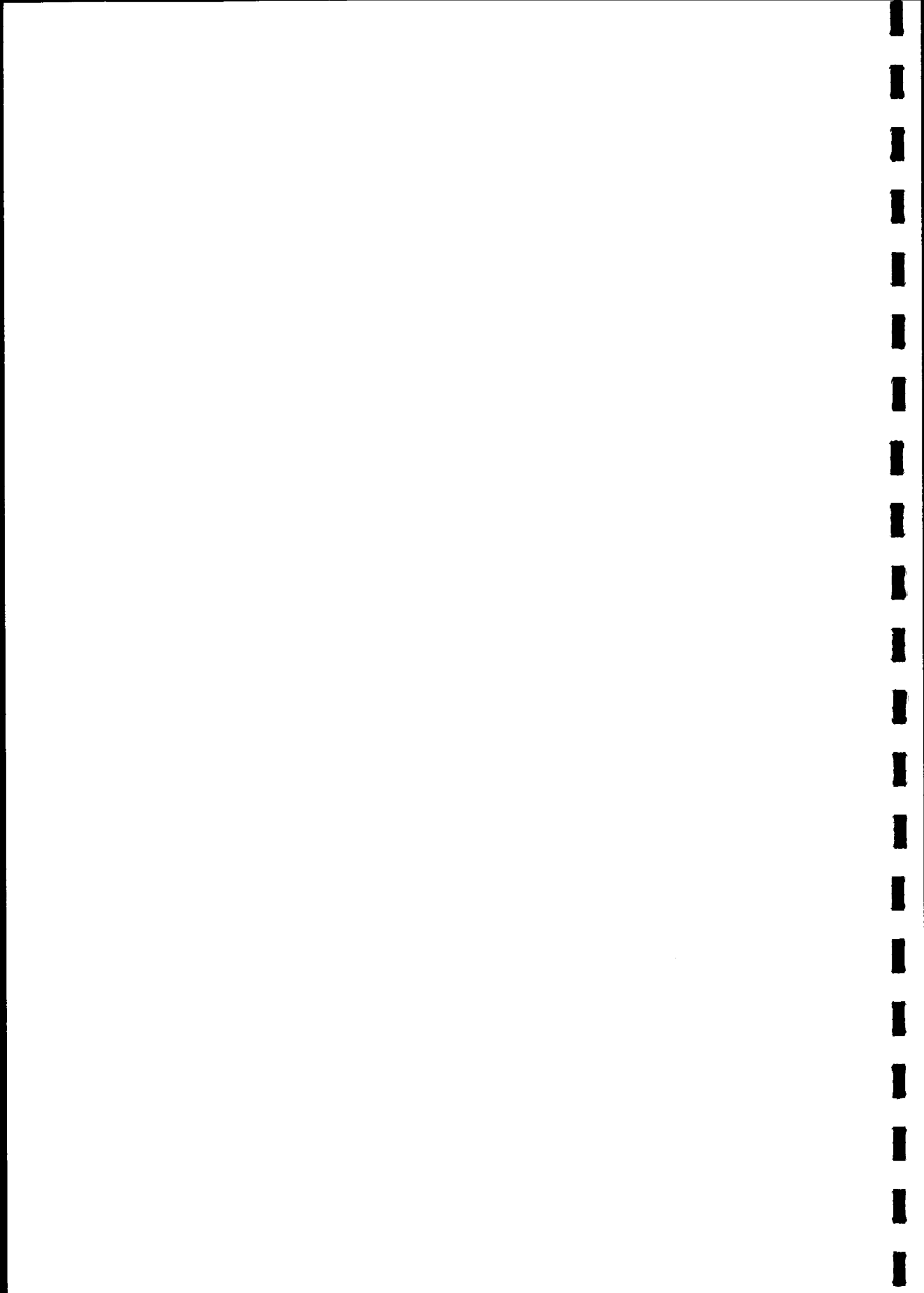
ciers et de les intéresser davantage aux marchés des capitaux indonésiens qui doivent s'élargir pour que le pays puisse atteindre ses projections de croissance à long terme.

« *La privatisation des entreprises publiques sera le coup de pouce qui relancera le marché et, à terme, élargira la base des investisseurs* », prédit Hasan Zein Machmud, le président directeur général de la Bourse de Djakarta.

Pour ce faire, le prix plafond de 500 roupies (1,25 F) auquel les nouvelles émissions de titres étaient restreintes, a été relevé à 1 000 roupies.

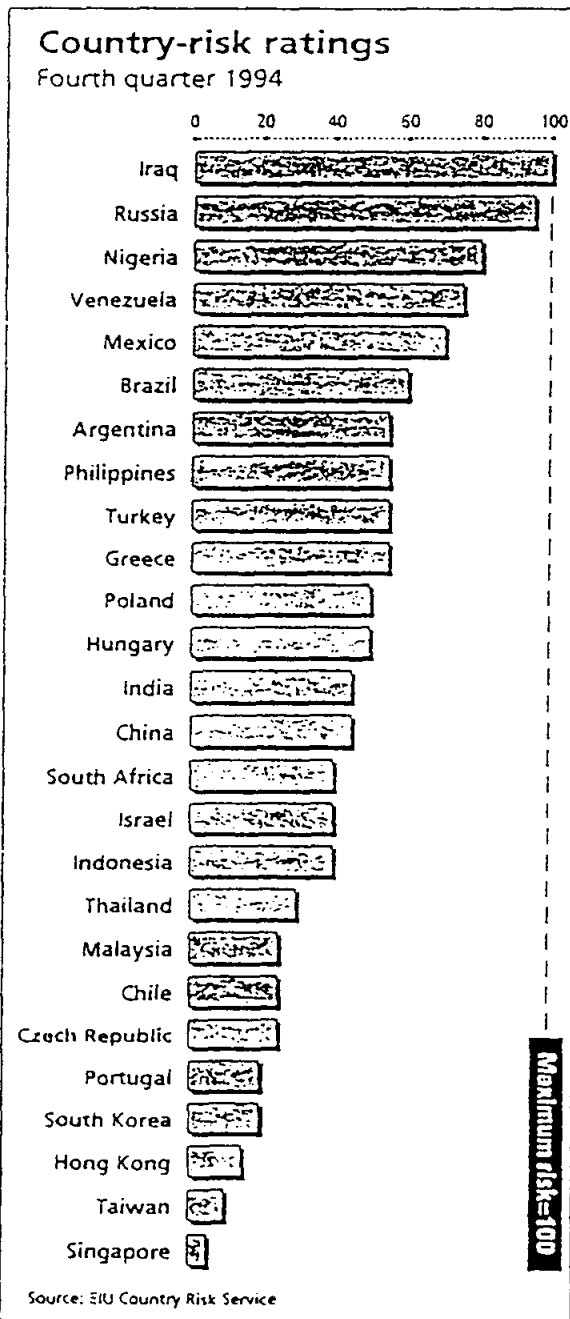
Les banques japonaises, dont les portefeuilles de prêts rétrécissent chez elles, sont de plus en plus actives en Indonésie et les compagnies indonésiennes ont maintenant la possibilité d'emprunter davantage à l'étranger que dans le passé.

J. D.



EMERGING-MARKET INDICATORS

■ COUNTRY RISK The chart shows the quarterly summary of national credit-risk ratings, based on economic and political factors, produced by the Economist Intelligence Unit, a sister of *The Economist*. Singapore, where Barings collapsed, remains the safest place on the chart.



THE ECONOMY The devaluation of the peso reduced Mexico's trade deficit in January to \$500m, the lowest since March 1991. Chile's 12-month trade surplus widened to \$900m in January. Also in January, China's 12-month trade surplus leapt to \$9.0 billion; its 12-month consumer-price inflation rate slowed slightly to 24.1%. Brazil's GDP was 9.2% higher in the fourth quarter of 1994 than a year earlier.

	% change on year earlier			Latest 12 months, \$bn		Foreign reserves, \$bn	
	GDP	Industrial production	Consumer prices	Trade balance	Current account	Latest	Year ago
China	+11.8 1994	-22.0 Dec	+24.1 Jan	+9.0 Jan	-11.9 1994	41.2 Dec	20.9
Hong Kong	+5.5 Q3	+0.5 Q3	+10.1 Jan	-10.4 Dec	+6.6 1994*	43.0 Dec**	35.2
India	-4.2 1994†	+10.3 Oct	+9.5 Dec	-1.2 Oct	-0.2 1994†	19.7 Dec	10.2
Indonesia	+6.5 1994*	+18.2 Q4**	+8.7 Jan	+8.0 Oct	-4.6 Q3†	13.2 Dec	11.3
Malaysia	+8.9 Q3	+12.0 Dec	+3.2 Jan	-0.2 Oct	-6.7 1994*	30.2 Jul	17.9
Philippines	+5.1 Q3	+0.8 Q3	+6.2 Jan	-7.8 Q4	-3.8 Q3	6.2 Dec	4.4
Singapore	+10.2 Q3	+13.6 Q3	+3.4 Jan	-6.0 Dec	+6.6 Q3	57.2 Dec	47.8
South Korea	+7.7 Q3	-12.1 Dec	+4.9 Jan	-5.8 Jan	-4.8 Q3	25.6 Dec	20.2
Taiwan	+7.0 Q4	+8.2 Jan	+5.2 Jan	+7.7 Jan	+6.0 Q3	92.4 Dec	83.6
Thailand	+3.4 1994*	+8.9 Nov	+4.8 Jan	-9.1 Nov	-8.5 Q3	29.3 Dec	24.5
Argentina	+6.0 1994*	-11.7 Jan	+5.0 Jan	-5.8 Dec	-9.1 Q3	17.6 Dec	13.8
Brazil	+9.2 Q3	+12.5 Nov	+633.5 Jan	+8.6 Jan	+2.7 Q3	41.7 Sep	25.4
Chile	+3.9 Q3	-0.9 Dec	+8.5 Jan	+0.9 Jan	-1.2 Q3	13.1 Dec	9.6
Mexico	+4.0 Q4	+6.1 Nov	+10.2 Jan	-18.1 Jan	-27.2 Q3	3.5 Jan	26.6
Venezuela	-5.7 1994*	na	+68.8 Jan	+1.2 Mar	+1.0 1994*	8.1 Dec	9.2
Greece	+1.1 1994*	+0.4 Nov	+10.8 Jan	-13.4 Oct	-0.7 Oct	14.5 Dec	7.8
Israel	+5.1 Q3	+6.0 Nov	+13.9 Jan	-7.7 Jan	-1.8 Q3	7.6 Jan	6.2
Portugal	-0.7 Q4**	-3.8 Nov	+4.5 Jan	-8.6 Nov	+1.0 Q4**	16.0 Dec	16.7
South Africa	+2.1 Q4	+5.8 Nov	+9.6 Jan	+3.7 Jan	-0.2 Q3	1.7 Dec	1.0
Turkey	-8.6 Q3	-8.9 Dec	+130.6 Jan	-6.1 Nov	+0.8 Q3	7.3 Jan	7.3
Czech Republic	+4.7 Q4	+3.4 Dec	+8.9 Jan	-0.9 Jan	+0.7 Q3	6.2 Dec	3.7
Hungary	+2.0 1994*	+3.4 Dec	+22.1 Jan	-3.7 Nov	-3.9 Nov	7.1 Jan	6.2
Poland	+5.0 1994*	+15.0 Jan	+32.2 Jan	-0.8 Nov	-0.8 Nov	5.9 Jan	3.7
Russia	-14.0 Q4	-14.2 Q4	+202.4 Jan	+12.0 1994**	+5.0 1994**	4.1 Dec	na

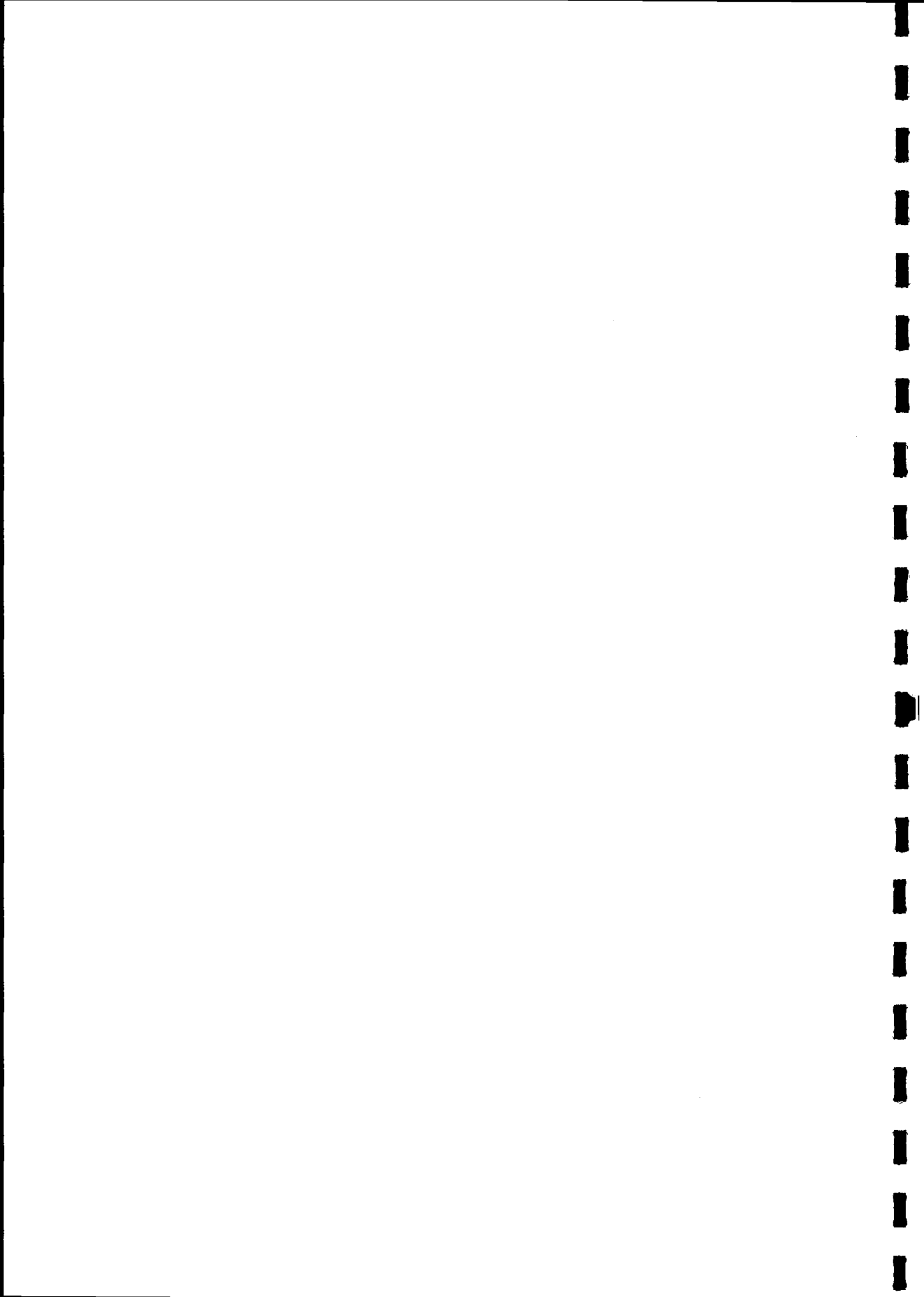
*EU estimates (quarterly data not available); †CMIE estimate for fiscal year beginning April; ‡Government estimate; **Excludes trade with other former Soviet republics; ***1993.

FINANCIAL MARKETS The Asian stockmarkets in our table recovered most of the losses sustained after the collapse of Barings. The Sao Paulo market was cheery ahead of the Mardi Gras holiday, rising by more than 17%. But shares in a still-nervous Mexico city fell by nearly 8%; and the peso shed another 7%. Tel Aviv was 7.5% lower, reflecting disappointment at the central bank's indication that interest rates are unlikely to fall soon.

	Currency units		Interest rates	Stockmarkets	% change on			
	per \$	per £			Feb 28th	one week	Dec 31st 1993	
	latest	year ago	short-term % p.a.	in local currency			in \$ terms	
China	8.43	8.70	13.3	na	564.5	-1.5	-33.4	-54.1
Hong Kong	7.73	7.73	12.2	5.64	3,327.5	-3.0	-30.0	-30.0
India	31.4	31.1	49.7	11.48	3,421.5	-4.3	-1.8	-0.3
Indonesia	2,217	2,144	3,503	16.00	453.5	-0.5	-23.0	-26.9
Malaysia	2.55	2.72	4.03	5.67	979.6	-0.3	-23.2	-19.0
Philippines	25.7	27.3	40.6	9.06	2,510.0	-3.1	-21.5	-17.5
Singapore	1.45	1.58	2.29	3.25	2,126.7	-1.0	-12.3	-3.1
South Korea	790	308	1,248	16.55	385.7	-3.5	+2.3	-4.6
Taiwan	26.4	26.5	41.6	7.50	5,509.3	-1.9	+7.2	+7.3
Thailand	24.9	25.3	39.4	12.75	1,288.5	-0.0	-23.4	-21.8
Argentina	1.00	0.99	1.58	12.70	322.5	-7.1	-44.5	-45.1
Brazil	0.35	0.23	1.34	46.80	32,709 ^{††}	-17.1	+772.7	-18.1
Chile	410	417	549	13.35	5,319.5	-1.8	+36.3	-38.0
Mexico	5.98	3.18	9.44	50.50	1,549.3	-7.7	-40.5	-69.1
Venezuela	170	112	268	15.00	1,247 ^{††}	+2.0	+24.7	-23.3
Greece	233	248	368	17.34	816.5	-0.3	-14.3	-8.8
Israel	2.99	2.99	4.72	14.75	145.5	-7.5	-41.3	-42.7
Portugal	152	174	240	10.41	2,749.5	-0.1	+5.2	+22.5
South Africa	3.60*	3.45*	5.69*	13.20	5,147.1	+0.9	+5.2	-15.4 [†]
Turkey	41,374	18,975	65,383	70.00	29,122	-0.1	+40.8	-50.4
Czech Republic	27.2	29.9	43.0	10.48	1,368	-2.3	-39.1	-32.9
Hungary	112	103	177	41.00	1,206.4	-0.7	-4.6	-15.5
Poland	2.42	2.19	3.32	28.62	6,447	-2.7	-48.2	-54.3
Russia	4,473	1,668	7,069	242.36	116.4	-3.7	-	-

*Commercial rate. †Converted at financial rate. †† Feb 24th

Sources: National statistics offices, central banks and stock exchanges; Datastream; IMF; Reuters; S.G. Warburg; Smith New Court; Hong Kong Monetary Authority; Centre for Monitoring Indian Economy; Bank Negara Indonesia; Malayan Banking; Philippines National Economic and Development Authority; Daewoo Securities; Thai Commercial Bank; Hoare Govett Asia; Taiwan Majestic Trading Co; FIEL; Baring Securities; Merrill Lynch; Bank Leumi Le-Israel; Standard Bank Group; Akbank; Czech National Bank; PlanEcon; Russian Economic Trends; Wood & Co; Moscow Times/Skate Press.



Le Monde du 05/02/1994 Page: R04

Titre d'article: TEMPS LIBRE STYLE ENTREE DU SARONG Indonésie
Costume et coutume
TEMPS LIBRE STYLE ENTREE DU SARONG Indonésie
Costume et coutume

Signataire: GEIRNAERT DANIELLE

Signalétique

Catégorie: OPINION

Secteur Rédaction: Temps libre

Analytique

Sujets en France: PHENOMENE DE MODE

Sujets à l'étranger: INDONESIE, VETEMENT, COUTUME

SI le paréo évoque la nonchalance, le sarong touche au domaine du sacré. Surtout en Indonésie, son usage était jusque très récemment régi par un code aussi sévère qu'autrefois le dîner du Roi Soleil à Versailles, lié au statut social de celui qui le portait et à l'occasion rituelle à laquelle il était destiné.

D'origine javano-malaise, le mot " sarong " semble être apparu tardivement dans la langue française, en 1930 selon le Petit Robert, soit longtemps après avoir été adopté par le néerlandais pour désigner une étoffe que l'on drape autour du corps au niveau des aisselles ou de la taille et qui tombe jusqu'aux genoux au moins. Ce type de vêtement, sous d'autres noms, est très répandu, pour les hommes comme pour les femmes, de l'Indonésie au Vietnam, en passant par les Philippines, la Malaisie, et la Thaïlande. A Java même, le terme de " sarong " est exclusivement réservé à la forme cousue, alors que l'étoffe rectangulaire, plus traditionnelle, est appelée " kain ". Pour le reste de l'archipel, le terme de " sarong " est générique et il recouvre une diversité de tissus époustouflante tant du point de vue visuel que technique.

Le tissage est étroitement lié au cycle de vie de l'individu et de la communauté, l'un et l'autre étant inséparables dans la pensée indonésienne car la mort implique la renaissance. Selon les régions, la chaîne symbolise la continuité de la vie, la succession des générations, les rapports entre les principes masculins et féminins, sans quoi toute création est impossible. Chaque étape du processus de fabrication est marquée par de sévères interdits et de nombreuses obligations tel le jeûne avant de monter de la chaîne ou avant d'effectuer la teinture ; leur non-respect apporterait la maladie et la mort pour la société tout entière. Le décor d'un sarong représente souvent l'univers, conçu parfois en trois parties où se superposent le monde céleste, celui des hommes et celui des autres êtres. Le sarong est plus qu'un vêtement, il protège son utilisateur et les siens contre les influences néfastes. Les motifs au centre évoquent souvent l'idée de fécondité, de fertilité. Ainsi l'exquise multitude de petits points, appelés " grains " ou " pousses de riz " sur certains sarongs du nord de Java suggère le retour du cycle agraire. La vie que renferme l'étoffe est elle-même souvent protégée de l'extérieur par un motif appliqué sur les bords tel que celui appelé " dent de criquet ", une simple ligne dentelée sur certains batiks de la côte nord de Java.

En Indonésie orientale, on retrouve une idée similaire dans certains ikats de Sumba, petite île de la Sonde, renommée pour la beauté de ces pièces. Un des principaux motifs choisis pour décorer le champ central est celui du python, ancêtre mythique et créateur, tisserand de l'île et responsable de son éternelle fertilité. Les dessins des bordures font référence aux activités guerrières des hommes, autrefois chasseurs de têtes. Ils représentent les troncs d'arbres morts dressés au centre des villages et auxquels étaient suspendues les têtes des victimes ennemies. Cela en guise

d'avertissement, mais aussi comme emblème de la réputation des hommes en tant que puissants protecteurs de la fécondité des femmes vivant à l'abri de l'espace villageois.

De nos jours, le port du costume traditionnel permet d'afficher, par son décor, son appartenance à son groupe d'origine, tout en faisant partie de la nation indonésienne par la forme, le sarong. Mais ce n'est pas sa seule fonction. Chaque association, qu'elle soit religieuse, politique ou tout autre, crée son propre style. Dans une région de Sumba notamment, la mission protestante distribue des écheveaux aux femmes pour tisser un sarong qu'elles devront porter uniquement pour se rendre au temple. Leur choix pour la réalisation du vêtement dominical est tombé sur le motif du python. Il leur est toutefois stipulé qu'en aucun cas elles ne devront s'en vêtir le jour de la fête de l'indépendance, fête nationale de l'Indonésie. Ainsi par le biais du sarong, les régions les plus éloignées sont informées de la séparation entre le pouvoir d'Etat et celui de l'Eglise.

En Indonésie, aucune cérémonie n'a lieu sans la présence de sarongs qui sont non seulement portés, mais suspendus comme des tentures. Ils couvrent les sièges, le sol ou, comme à Bali, habillent les statues divines des temples.

Au moment des funérailles, ils accompagnent les défunts dans l'au-delà, parfois par centaines, pour témoigner du haut statut de leurs propriétaires afin que leurs ancêtres les accueillent favorablement. Le textile est là pour établir et fortifier les relations sociales aussi bien entre les vivants qu'avec les morts. Et c'est par le don d'un sarong que, le plus souvent, un Indonésien scellera le commencement d'une amitié avec un étranger. Ainsi le port du rectangle de tissu ouvre la voie à la connaissance de l'autre.

Ethnologue, maître de conférences à l'université Paris_X.

+-----+
Le Monde du 21/04/1994 Page: 4
+-----+

Titre d'article: INDONÉSIE Des grèves ont débouché sur des émeutes
anti-chinoises
INDONÉSIE Des grèves ont débouché sur des émeutes
anti-chinoises

Signataire: POMONTI JEAN CLAUDE

Signalétique

Secteur Rédaction: Etranger

Analytique

Sujets à l'étranger: INDONESIE, GREVE, CONSEQUENCE, EMEUTE, ETRANGER, CHINE, VANDA
LISME

+-----+
BANGKOK

de notre correspondant

en Asie du Sud-Est

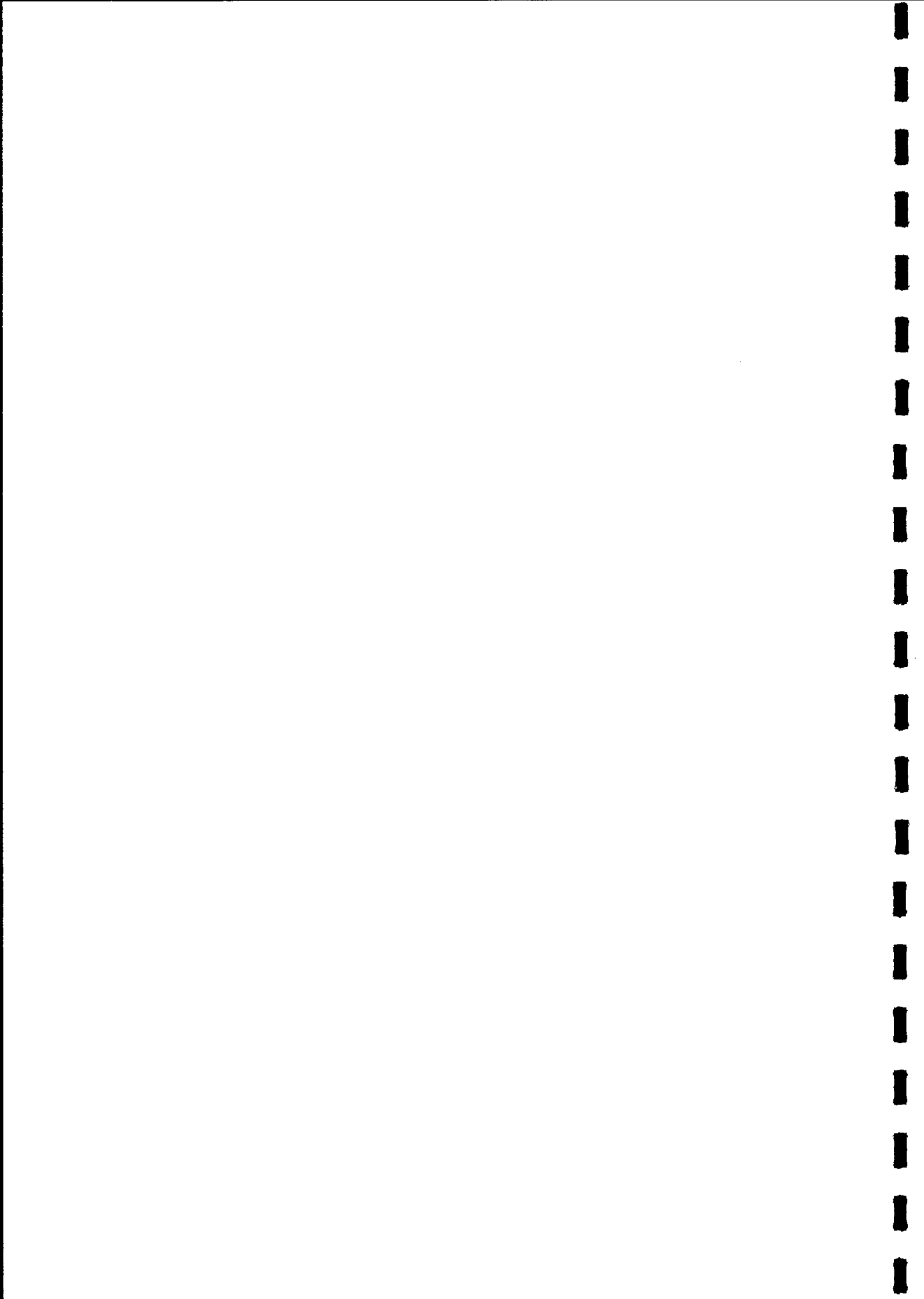
De récentes grèves en Indonésie ont débouché sur des émeutes anti-chinoises. A Medan, dans le nord de Sumatra, 150 magasins appartenant à des commerçants d'origine chinoise ont été pillés à la fin de la semaine dernière. La police et l'armée sont intervenues pour rétablir l'ordre. Des incidents ont de nouveau eu lieu, lundi 18 avril, dans la zone industrielle de Medan et dans le port voisin de Belawan. Selon des témoignages cités par l'AFP, des émeutiers auraient de nouveau tenté mardi d'attaquer à Medan un centre commercial dont le propriétaire est chinois. Selon d'autres sources, le calme aurait été rétabli dans cette ville de 2,5 millions d'habitants, mais la situation demeurerait tendue à Belawan.

L'Indonésie a été le théâtre de grèves sporadiques ces derniers mois. Les travailleurs réclament la reconnaissance de syndicats indépendants, de meilleures conditions de travail ainsi que l'augmentation d'un SMIC déjà relevé en janvier. A Medan, les manifestants ont demandé un relèvement de plus de 100 % du SMIC (7 000 roupies par jour, soit près de 20 F, contre 3 100 actuellement). Leurs revendications sont appuyées par le SBSI, syndicat indépendant non agréé par les autorités, qui ne reconnaissent qu'un syndicat officiel, l'Union des travailleurs de toute l'Indonésie.

Les Chinois ne représentent que 3 % des quelque 185 millions d'Indonésiens, mais leur influence économique est redevenue prédominante dans un archipel où l'islam est la religion de l'immense majorité. Des tracts réclamant leur expulsion et la confiscation de leurs biens ont circulé à Medan, où les autorités ont admis le lynchage d'un directeur d'entreprise d'origine chinoise.

Dans ce pays où les inégalités demeurent importantes, le Golkar, parti gouvernemental, a critiqué mardi une réception donnée à Singapour par Liem Sioe-liong, l'un des Chinois les plus riches d'Indonésie, à l'occasion de ses noces d'or et qui aurait coûté 650 000 dollars.

D'un autre côté, Washington exerce depuis plusieurs mois des pressions en faveur d'une amélioration par Djakarta des conditions de travail. Les Etats-Unis doivent se prononcer en août prochain sur le renouvellement des privilèges commerciaux accordés à l'Indonésie au titre du système généralisé des préférences. Ils souhaitent notamment la reconnaissance de syndicats indépendants et la non-intervention de l'armée dans les conflits du travail. Mais le président Suharto a ordonné la fermeté afin d'éviter, a-t-il dit, que les manifestations ne tournent de nouveau à l'émeute.



Le Monde du 08/07/1994 Page: 6

Titre d'article: Indonésie : la presse bâillonnée se rebiffe Le témoignage d'Eros Djarot, rédacteur en chef de " Dètik ", grand hebdomadaire de Djakarta, interdit de publication
Indonésie : la presse bâillonnée se rebiffe Le témoignage d'Eros Djarot, rédacteur en chef de " Dètik ", grand hebdomadaire de Djakarta, interdit de publication

Signataire: EVIN FLORENCE

Signalétique

Secteur Rédaction: Etranger

Analytique

Sujets à l'étranger: INDONESIE, CENSURE, PRESSE, INTERDICTION, MANIFESTATION, JOURNALISTE, DECLARATION

Noms propres/Sigles: DJAROT EROS

DJAKARTA

de notre envoyée spéciale

Près de quatre cents journalistes indonésiens ont manifesté, mardi 5 juillet, à Djakarta auprès de l'association des journalistes pour soutenir leurs confrères en difficulté. Dètik (450 000 exemplaires), Tempo (200 000) et Editor (70 000), les trois grands hebdomadaires d'information, ont en effet été réduits au silence (le Monde du 23 juin). " Tempo est mort ", note ainsi avec amertume Goenawan Mohamad, rédacteur en chef du magazine, après vingt-trois ans d'existence.

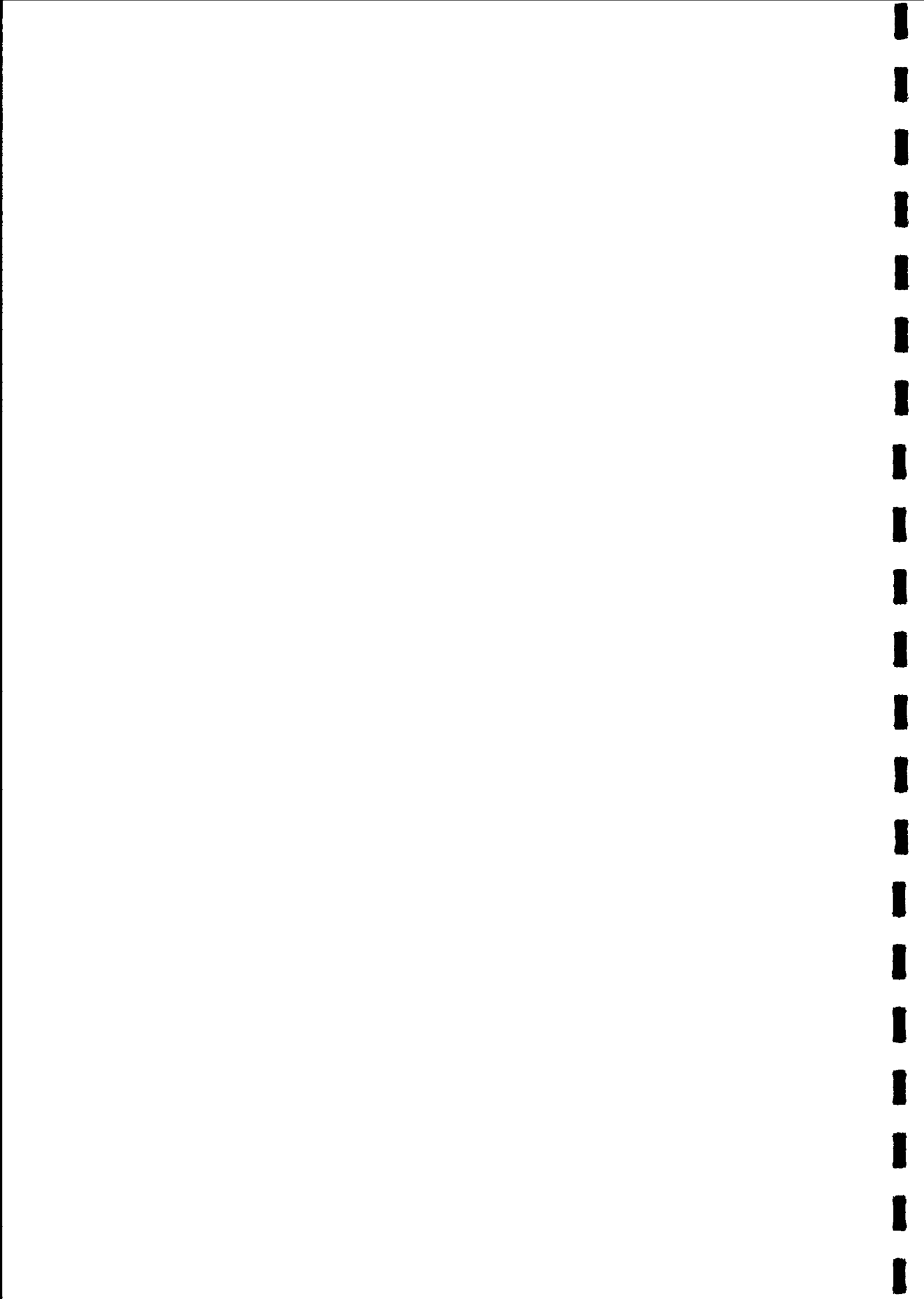
Une certaine liberté avait été accordée ces derniers mois à la presse. Mais l'achat controversé de trente-neuf navires d'occasion à l'ex-armée d'Allemagne de l'Est à l'initiative de Bacharuddin Jusuf Habibie, ministre de la recherche et de la technologie, protégé du président Suharto, avait, à deux reprises, fait la une de Tempo, et le président Suharto a alors accusé la presse d'avoir attisé la polémique au point de créer l'instabilité.

" Nous avons été contraints de franchir ce pas dans l'intérêt du développement d'une presse libre, responsable et en bonne santé, ainsi qu'au nom de la stabilité nationale ", a déclaré M. Subrata, directeur général pour la presse (Jakarta Post, le 22 juin). En revanche, le général Syrwan Hamid, porte-parole des forces armées, a évoqué l'interdiction dans des termes dénués d'ambiguïté : " Inopportun ", " regrettable ", " n'aurait pas dû se produire ". L'interdiction survient alors que le pays est désormais bien lancé dans une ouverture économique, et alors que le deuxième sommet de la Conférence des pays d'Asie et du Pacifique (APEC) doit se tenir en novembre à Bogor.

" Une forme d'éducation

du peuple "

Eros Djarot, écrivain, metteur en scène, compositeur de musique, rédacteur en chef du plus récent, du plus lu et du plus " agressif " des trois hebdomadaires, nous explique : " En février 1993, j'ai acheté la licence de Dètik, magazine spécialisé dans les enquêtes de détective, pour en faire un magazine d'information, dit-il. Mon dernier film, Tjoet Nya Dhien, présenté à Cannes en 1991, avait été interdit de projection. Le cinéma appartenait au frère du président. Je combats le monopole. Je suis convaincu que la croissance repose sur le développement culturel du pays : il ne faut pas seulement des gratte-ciel, des usines, des autoroutes, etc. L'Indonésie



Le Monde du 06/01/1994 Page: 6

Titre d'article: TIMOR-ORIENTAL : négociations entre le Portugal et l'Indonésie en avril.

TIMOR-ORIENTAL : négociations entre le Portugal et l'Indonésie en avril.

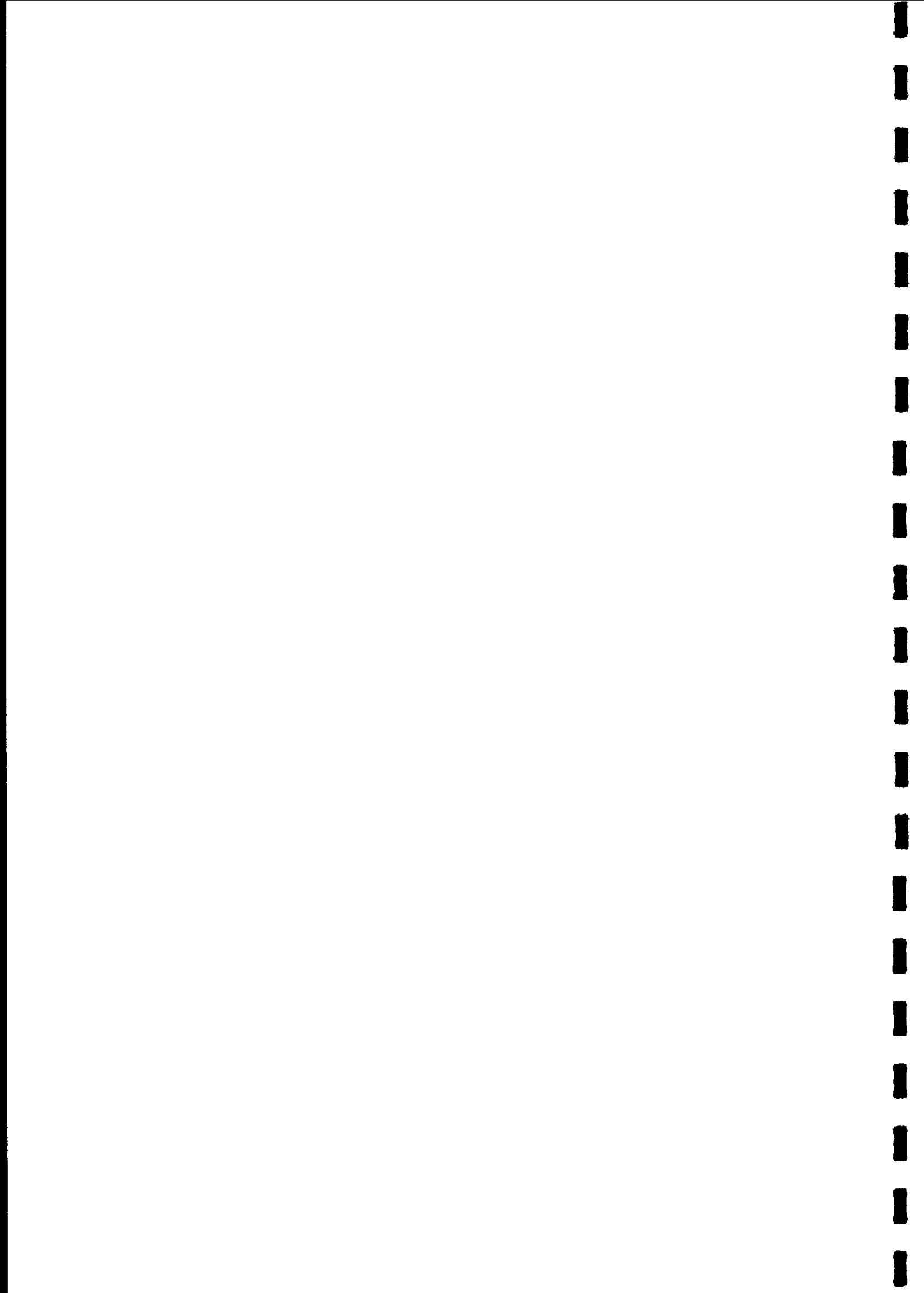
Signalétique

Secteur Rédaction: Etranger

Analytique

Sujets à l'étranger: PORTUGAL,INDONESIE,ANNONCE,NEGOCIATION,TIMOR,AVRIL,1994

L'Indonésie et le Portugal engageront en avril, sous l'égide des Nations unies à New-York, une nouvelle série de discussions pour résoudre leur querelle au sujet du Timor-Oriental, ancien territoire portugais annexé par Djakarta en 1976, a déclaré, mardi 4 janvier, Ali Alatas, chef de la diplomatie indonésienne. D'autre part, Lisbonne a indiqué que les sept Timorais qui s'étaient réfugiés en juin dernier dans des ambassades occidentales à Djakarta avaient été autorisés à quitter l'Indonésie pour Lisbonne. (Reuter.)



Le Monde du 24/06/1994 Page: 7

Titre d'article: INDONÉSIE : avertissement gouvernemental à quatre
journaux.
INDONÉSIE : avertissement gouvernemental à quatre
journaux.

Signalétique

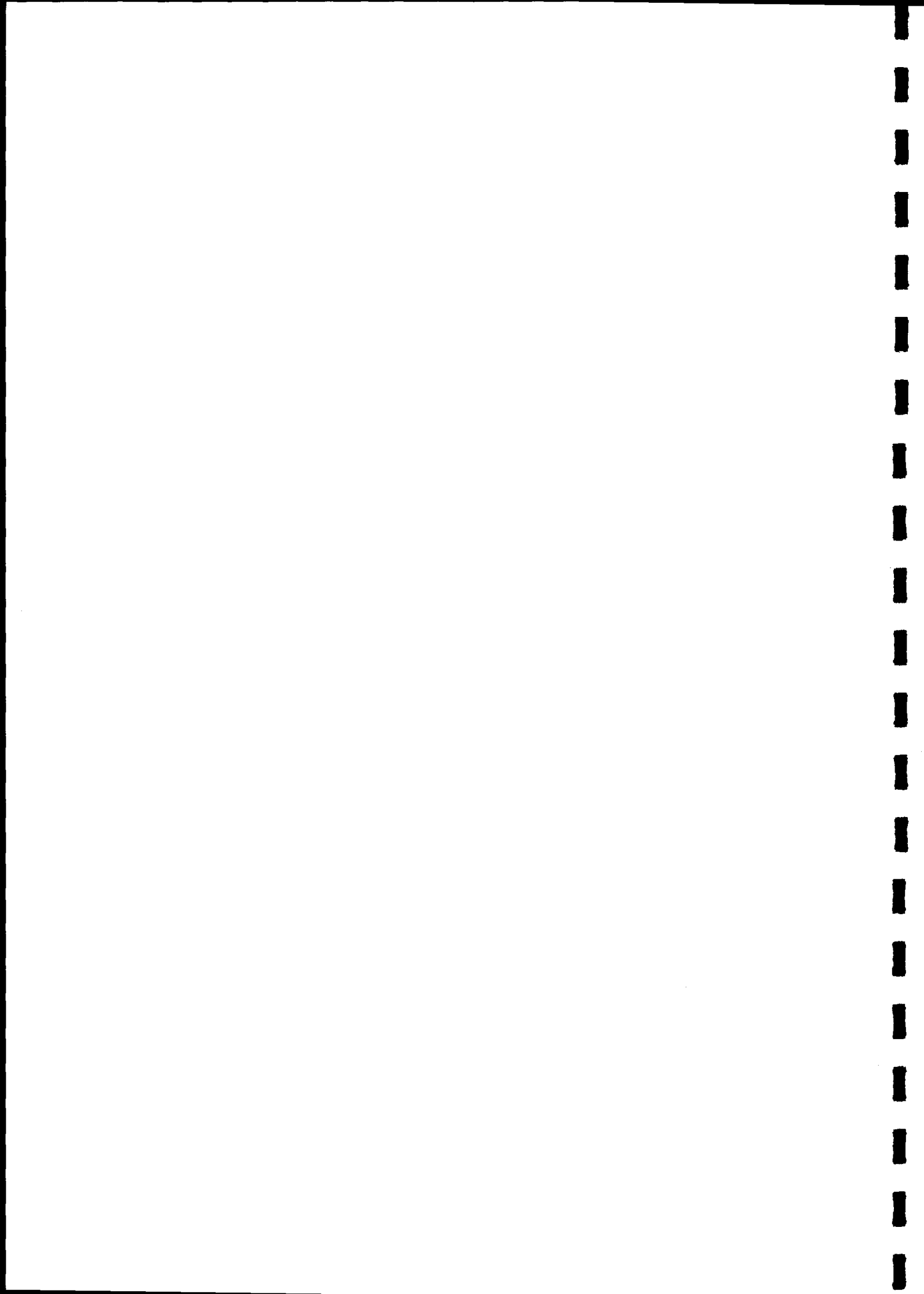
Secteur Rédaction: Etranger

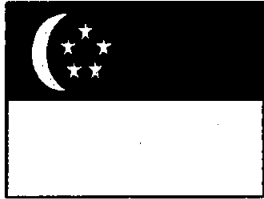
Analytique

Sujets à l'étranger: CENSURE, PROJET, PRESSE QUOTIDIENNE, INDONESIE

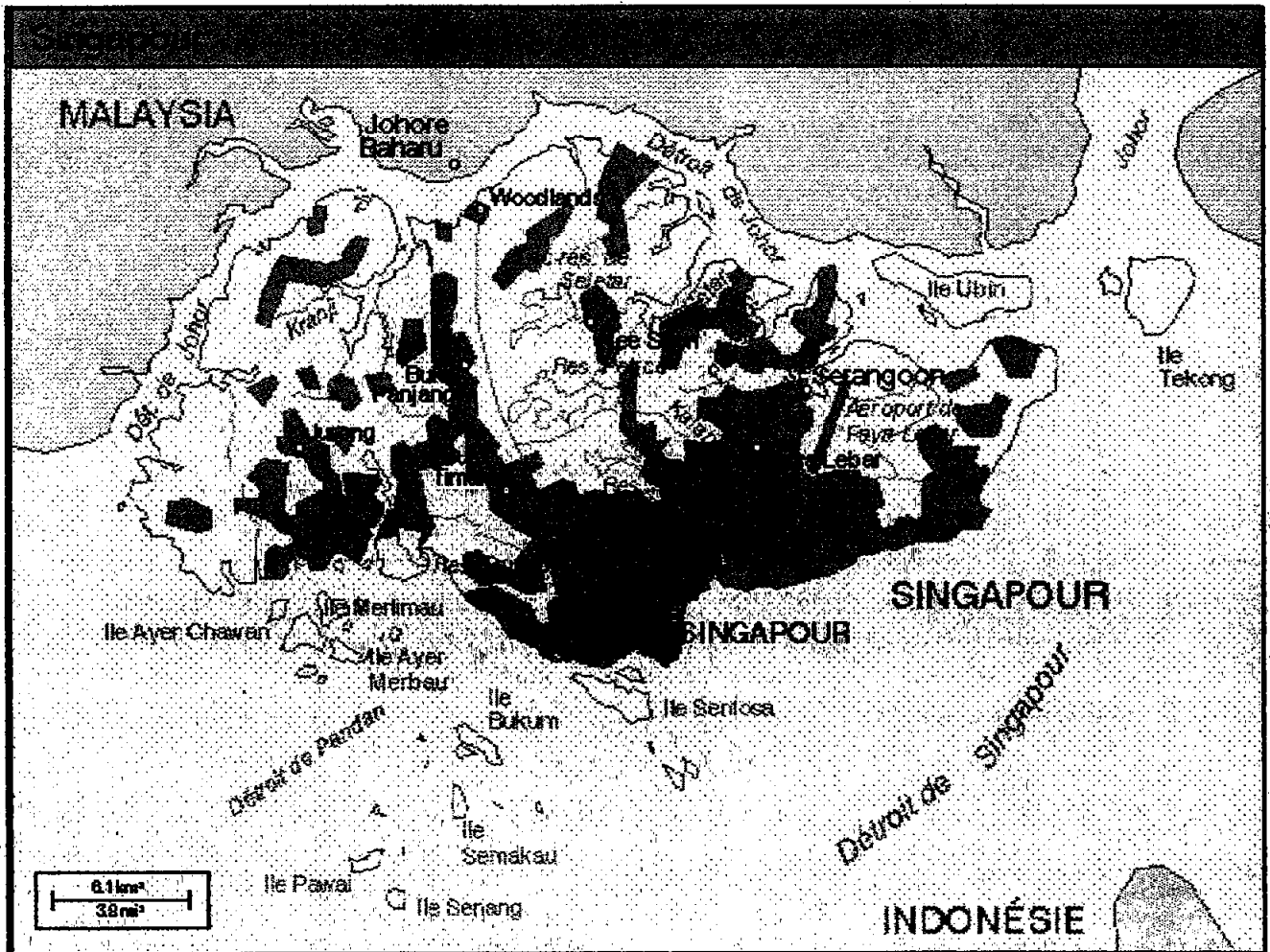
Noms propres/Sigles: MEDIA INDONESIA SINAR PAGI FORUM KEADILAN JAKARTA POST

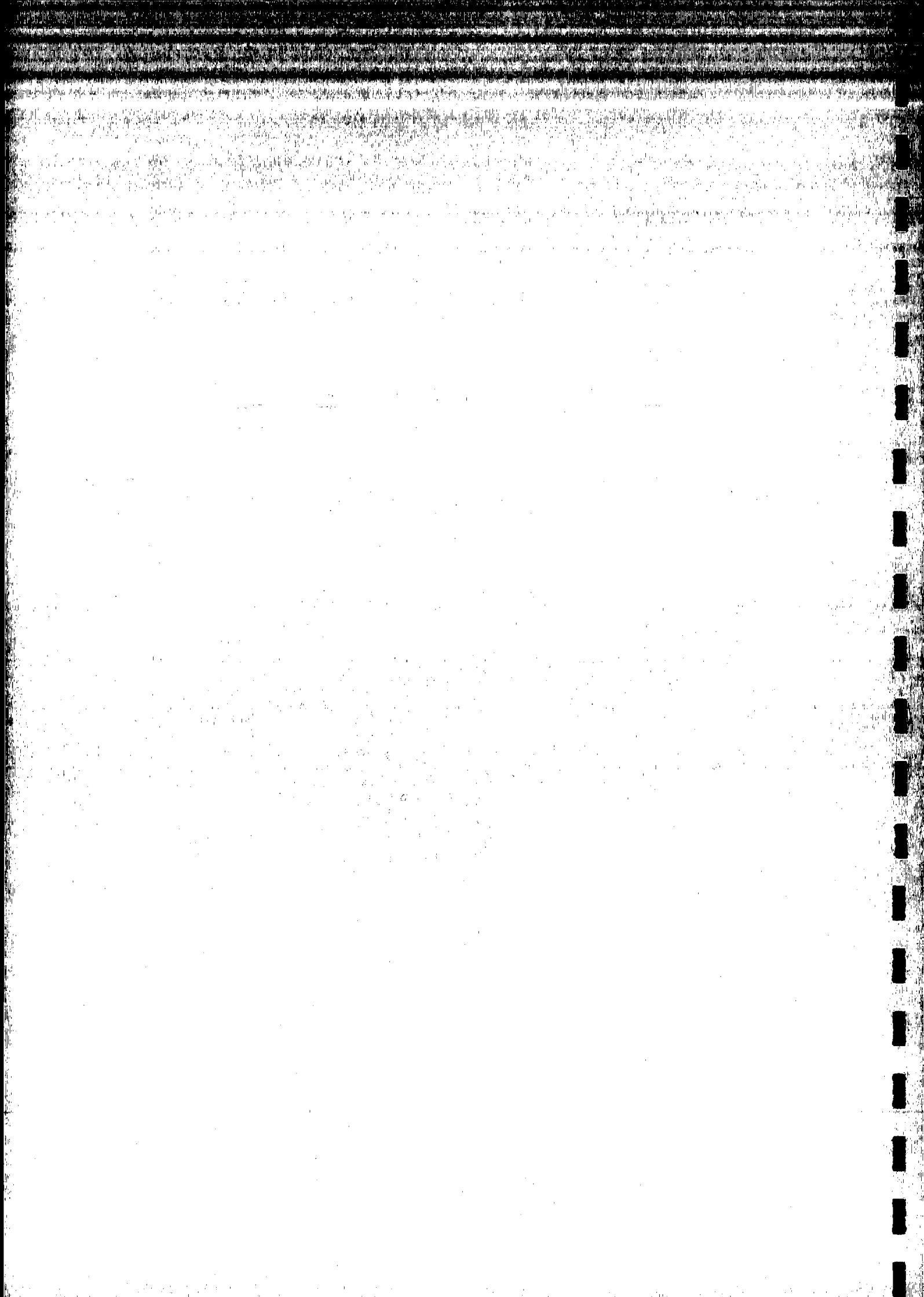
Un jour après avoir interdit trois importants hebdomadaires (le Monde du 23 juin), le gouvernement de M. Suharto a donné, mercredi 22 juin, un avertissement à trois quotidiens et à un magazine. Le Jakarta Post, le plus important quotidien de langue anglaise, Media Indonesia, Sinar Pagi et Forum Keadilan se sont vu demander de modérer le ton de leurs reportages à caractère politique. (AFP.)





SINGAPOUR





**DOSSIER
SINGAPOUR**

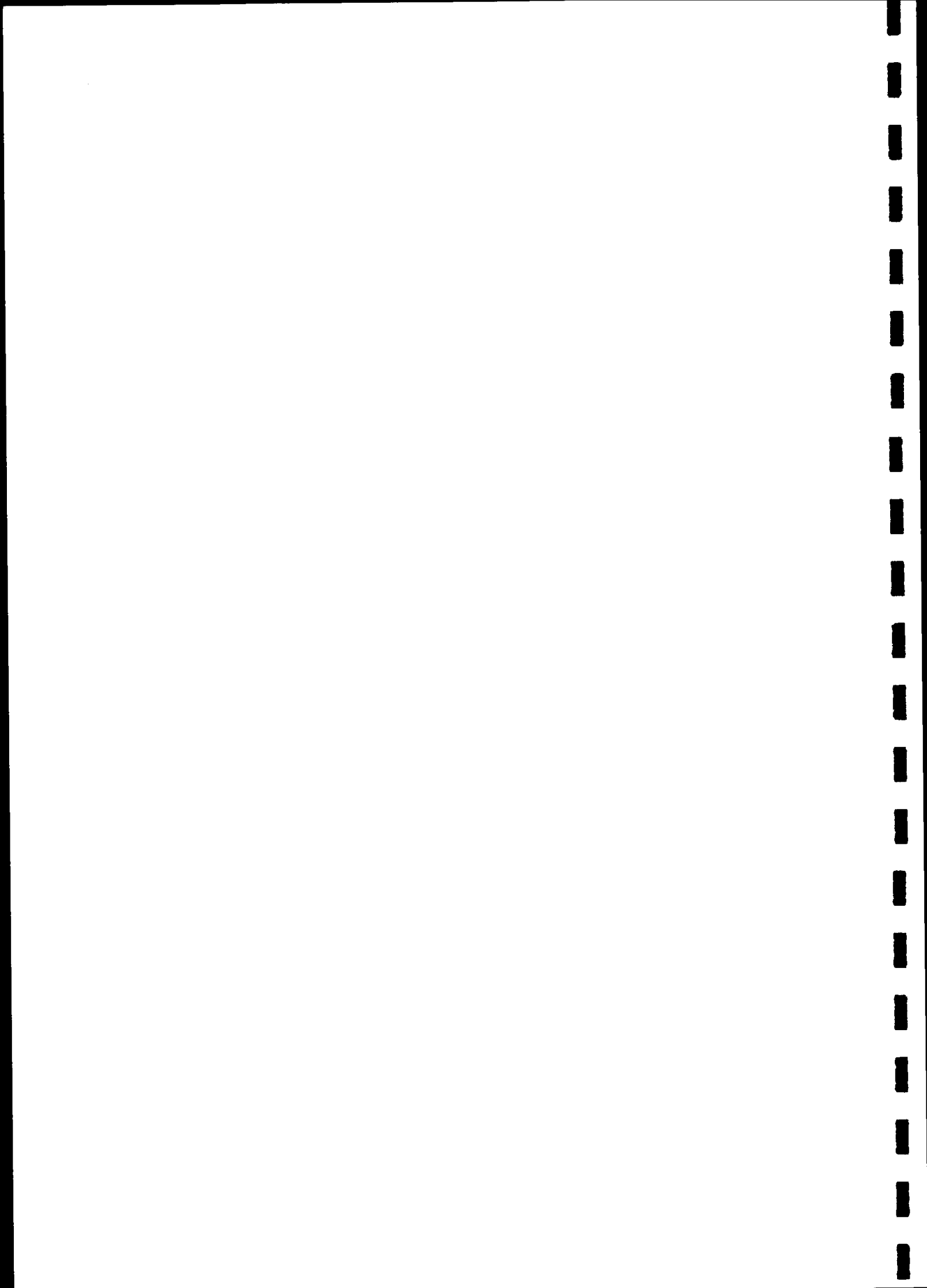
SOMMAIRE

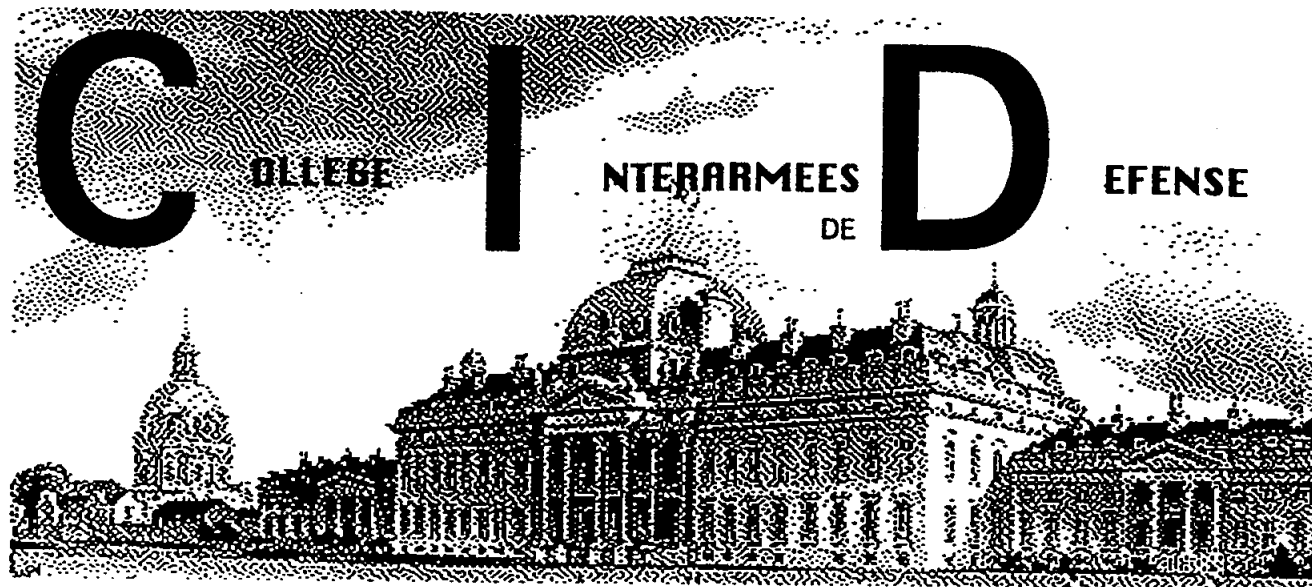
1- SYNTHESE GENERALE

- Aperçu d'histoire et de la géographie
- Sécurité régionale
- Montée en puissance du système politique, et économique;
- Synthèse sur le commerce, l'industrie, le transport, les finances
- La défense et la sécurité
- Conclusion

2- DOSSIER ANNEXE (compléments d'information)

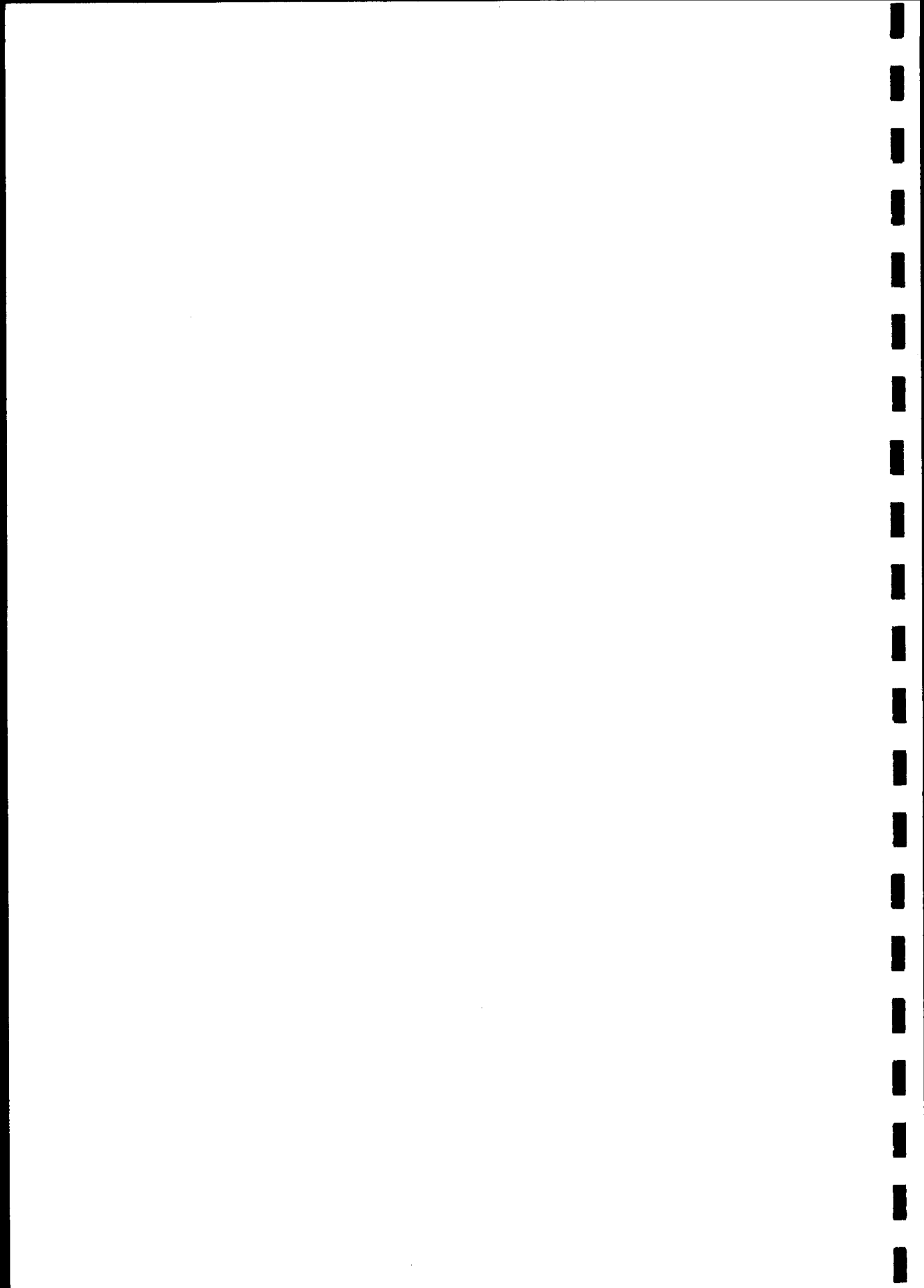
- Diverses analyses et données de l'économie
- Extraits sur l'organisation de la défense militaire et de l'industrie d'armement
- Extrait de la biographie de l'ancien premier ministre Mr LEE KUAN YEOW



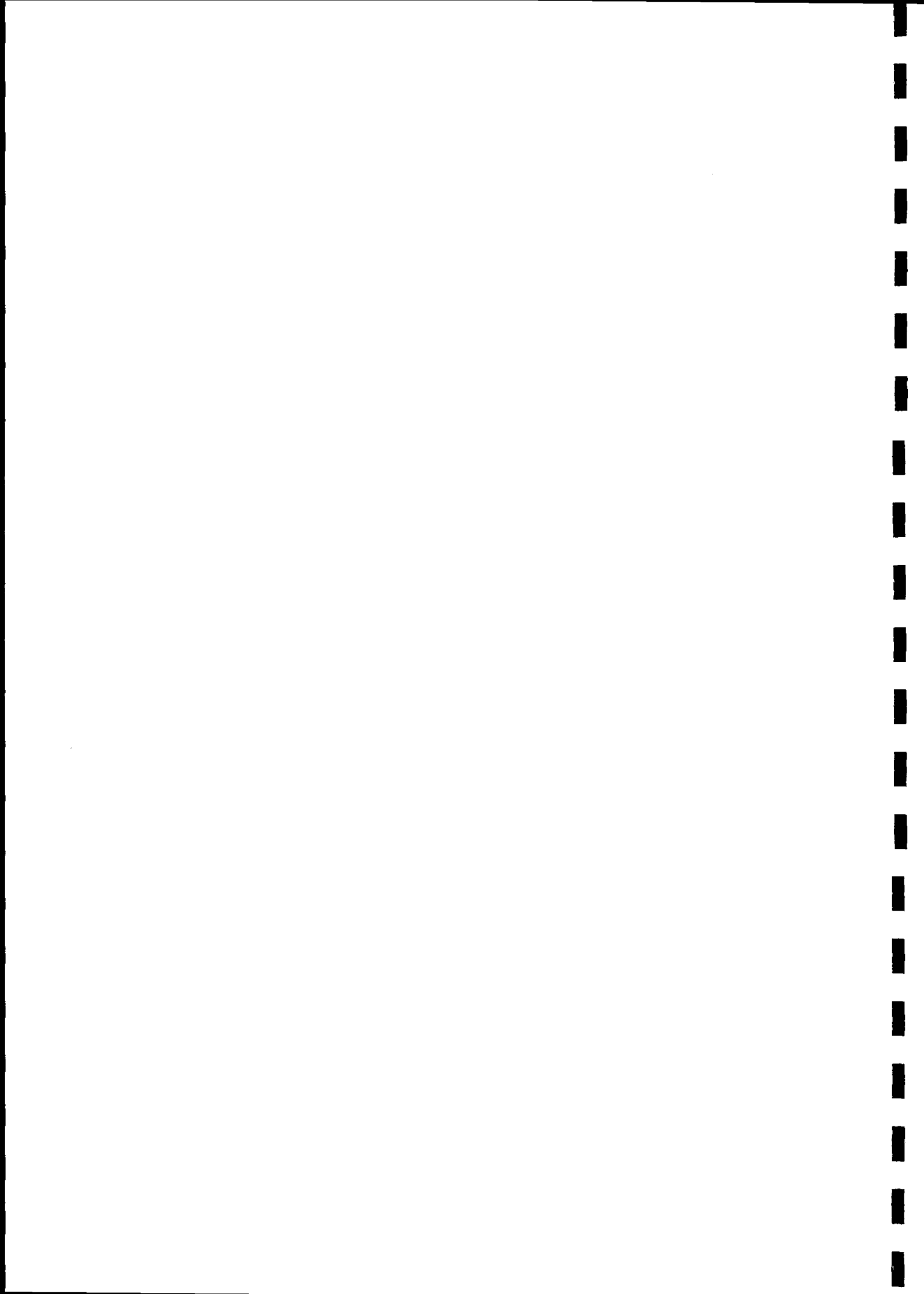


SYNTHESE GENERALE

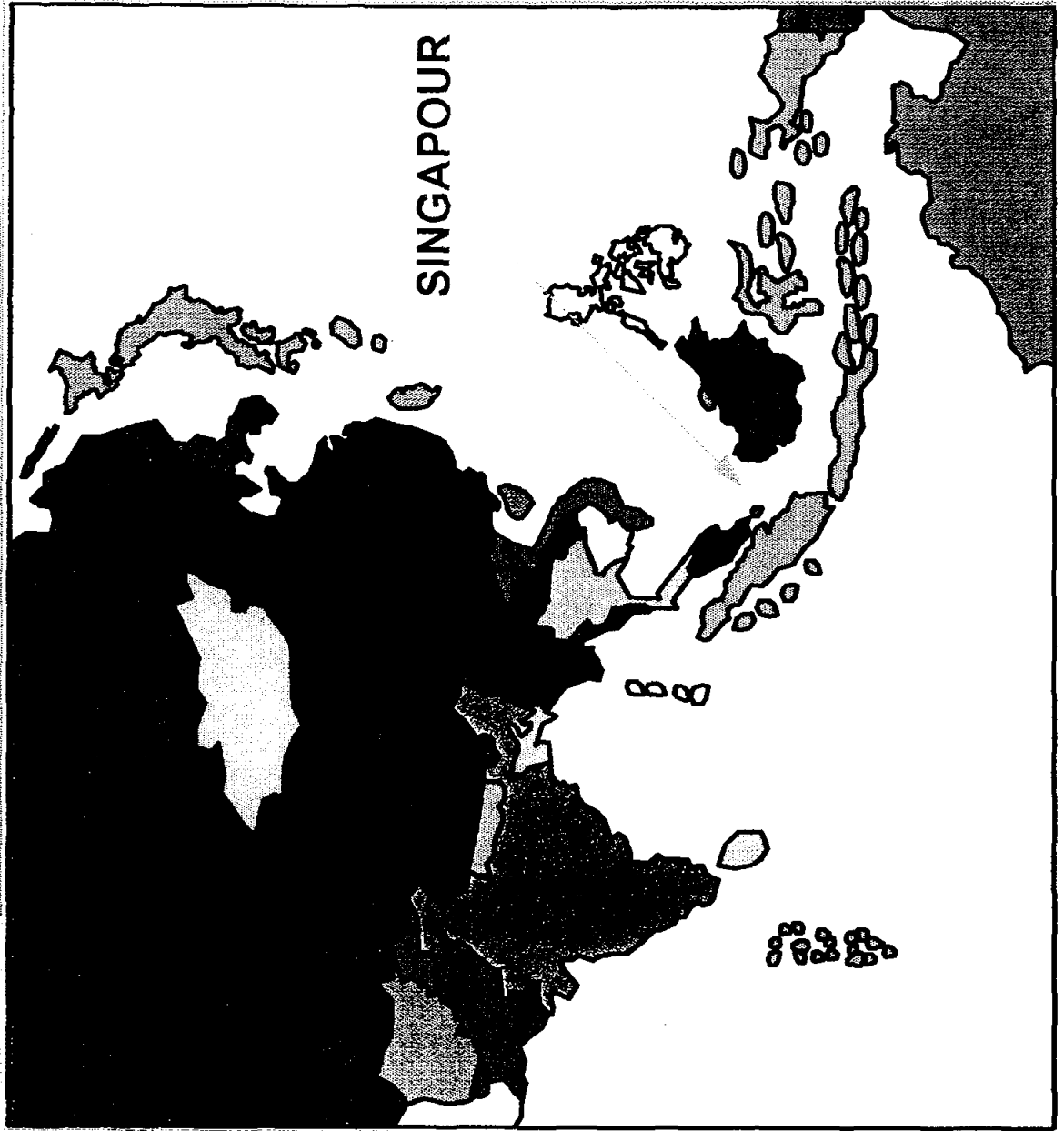
SESSION 1994 - 1995

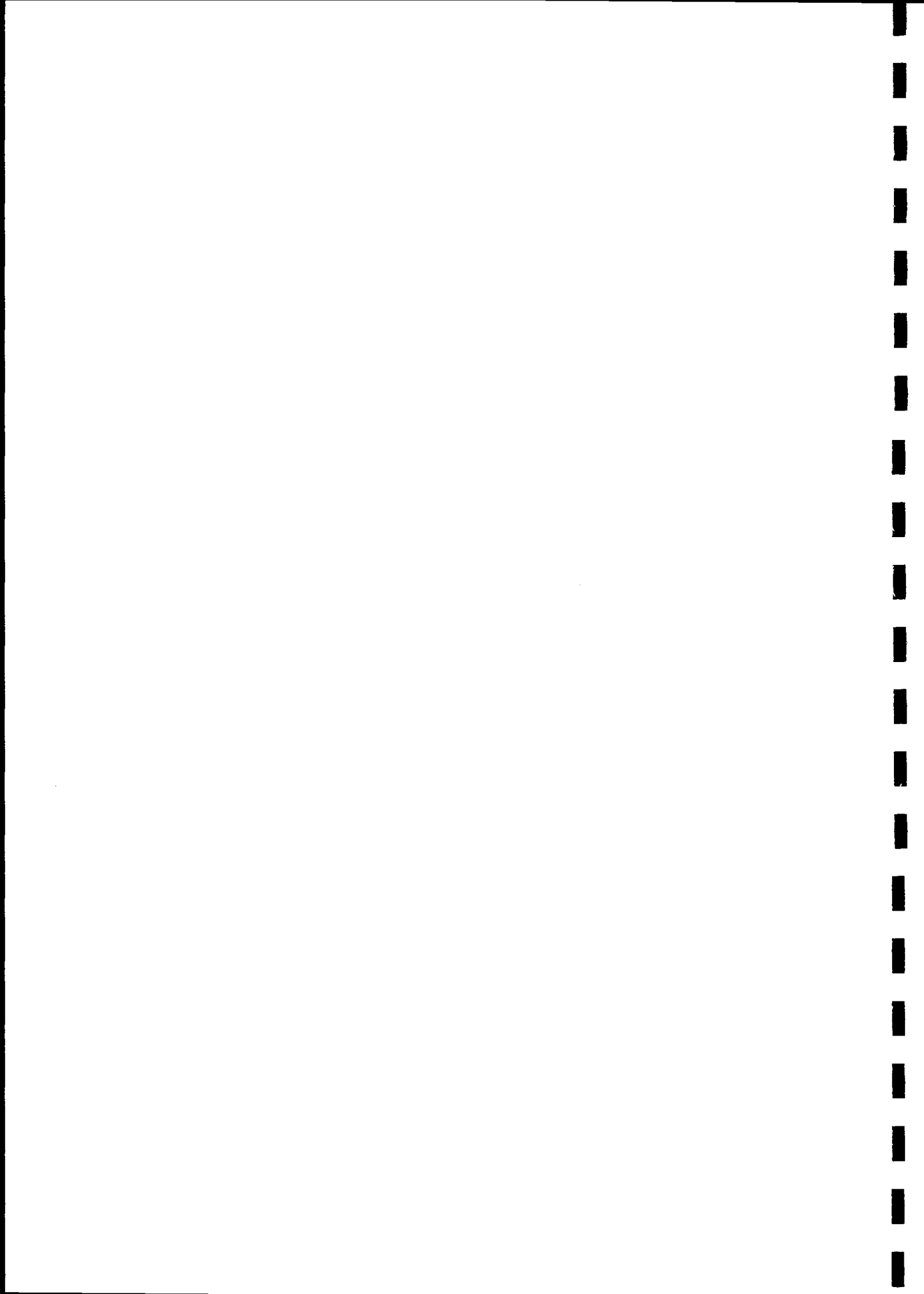


SINGAPOUR



Asie du Sud-Est







Singapour

Superficie = 633 Km²

(depart Paris = 1300 Km²)

Population = 3 100 000 Hab

Densité = 4840 Hab/km²

(France = 104 Hab/km²)

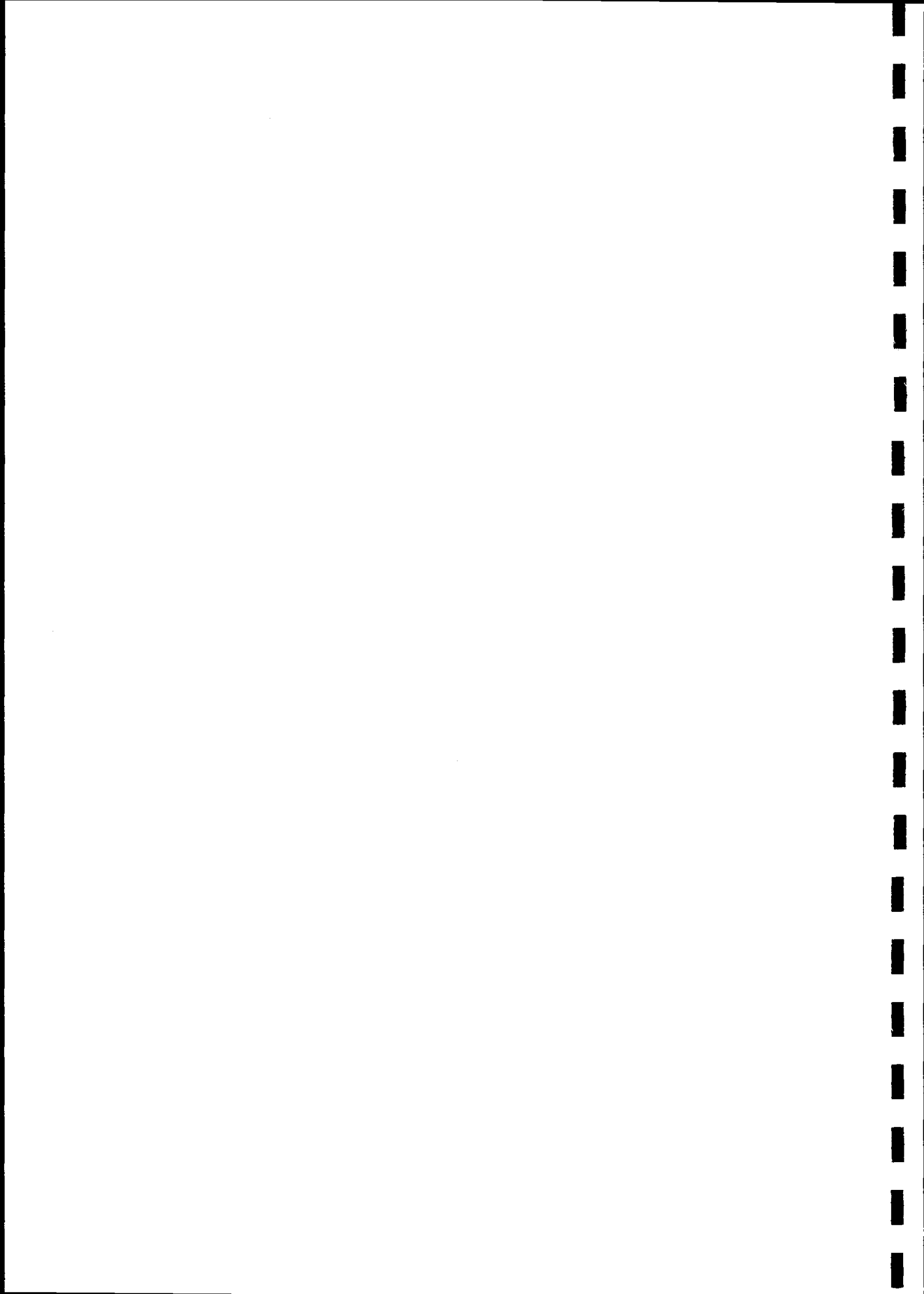
Accroissement = 1, 1 %

(France = 0,4 %)



25 KM

45 KM



SINGAPOUR

Minuscule état de l'Asie du Sud-Est, Singapour affiche une réussite économique qui n'a de comparaison dans la région qu'avec le Japon.

Sa croissance économique exceptionnelle, (de l'ordre de 8% par an) lui donne un revenu par habitant 6 à 20 fois supérieur à celui de ses voisins. Ce modèle de réussite que représente SINGAPOUR, suscite beaucoup de curiosité et d'intérêt. Examinons-le à travers :

- Son histoire et sa géographie,**
- La sécurité dans la région,**
- La montée en puissance du système politique,**
- L'économie,**
- La défense et la sécurité.**

1- HISTOIRE

Depuis le 14^{ème} siècle, l'île a été un enjeu, entre les différents royaumes de la région. Au 16^{ème} siècle, ses richesses naturelles attirèrent les portugais, et l'île sera à nouveau le théâtre d'affrontement entre pirates . Puis elle demeura déserte jusqu'au 19^{ème} siècle et sera occupée par le sultan de Malaisie . En 1819, elle passe sous la souveraineté Britannique, après un acte de transfert négocié auprès du Sultan de Malaisie, pour permettre à la Compagnie des Indes Orientales de concurrencer sa rivale Néerlandaise. En 1941, les Japonais battent les Anglais et contrôlent Singapour. A la défaite des japonais à la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, il affirmera son autonomie interne, puis entre dans le Commonwealth.

En 1959, LEE KUAN YEW fonde la République de Singapour, et entre dans la Fédération de la grande Malaisie (Malaisie, Sarawak, Sabah, Brunei). Six ans plus tard, il se retire de la Fédération, et proclame son Indépendance le 15 OCTOBRE 1965, sous la direction de LEE KUAN YEW, qui gouvernera avec autorité jusqu'en 1990.

CE BREF VOLET DE L'HISTOIRE MONTRE QUE L'ILE A TOUJOURS ETE UN ENJEU POUR SES RICHESSES CE QUI EXPLIQUE LA MOTIVATION DES GENERATIONS CONTEMPORAINES POUR SON INDEPENDANCE ET L'AFFIRMATION DE SON AUTORITE

2- GEOGRAPHIE

Singapour est une petite île située au sud de la Malaisie et au nord de l'Indonésie, en Mer de Chine. Elle abrite 3 100 000 hab sur une superficie de 633 km². Avec un taux d'accroissement annuel de 1,1%, l'île est surpeuplée . Principaux traits de la population :

***Plus de 55% de la population est comprise entre 20 et 50 ans (tranche d'âge productive) .**

***Elle compte 75% de chinois, 15% de malais, 7% d'Indiens 3% d'Européens .**

***L'espérance de vie est de 75 ans (autant qu'en Europe) .**

***Principales Religions : le bouddhisme 28%, le christianisme 19%, l'islam 16%**

L'ASPECT MOSAÏQUE DE LA POPULATION ET DES RELIGIONS AURAIT PU ETRE SOURCE DE DESORDRE. MAIS BIEN ENCADRES ET MOTIVES LES SINGAPOURIENS SONT UN PEUPLE DYNAMIQUE ET TOLERANT.

*
* *

3- LA SECURITE REGIONALE

Le théâtre insulaire dont fait partie Singapour, est une zone où il n'y a pas de menace majeure; elle y est diffuse et se situe à deux niveaux:

1-1 les formes socio-politiques classiques qui sont:

- le trafic de drogue et de devises, la piraterie*
- la guérilla aux frontières de certains états*

1-2 Les vrais risques de déflagration régionale pourraient venir de :

-la revendication des îles SPRATLEY par certains pays, pour des raisons économiques (pétrole dans le sous-sol), et stratégiques (porte-avion naturel pour la Chine)

-la Corée du Nord par la nature de son régime et ses intentions de programme nucléaire

-la chine pour sa puissance démographique, son programme nucléaire, son armée, véritable monstre mécanique.

**Il existe actuellement un dialogue sur la sécurité, initié par la ARF, sorte de forum comparable à la CSCE, qui réunit chaque année 18 pays dont SINGAPOUR, pour traiter de sécurité .*

SINGAPOUR SE SITUE DONC DANS UNE REGION STABLE. CE QUI EST FAVORABLE A DE GRANDES ORIENTATIONS POLITIQUES, POUR UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL.

4 - MONTEE EN PUISSANCE DU SYSTEME POLITIQUE

4-1 FACTEURS HISTORIQUES ET GEOGRAPHIQUES

Singapour n'a pas été une colonie conquise; propriété du SULTAN de Malaisie, l'île a été négociée par les britanniques pour sa position géopolitique.

En effet, le détroit de Malacca qui borde ses côtes est la voie privilégiée qui relie la mer de Chine à l'océan Indien. Ce qui lui confère implicitement la puissance commerciale et maritime recherchée par les anglais pour la Société Orientale des Indes. En 1824, Singapour est déclaré port franc avec liberté totale de trafic et du transit.

Au plan démographique, l'île qui au départ était peuplée de quelques milliers d'habitants, va connaître une importante immigration de malais, d'indiens, mais surtout de chinois constituant un réservoir de main d'oeuvre pour le trafic maritime.

4-2 FACTEURS POLITIQUES

Après une souveraineté de plus d'un siècle, les britanniques chercheront une relève en douceur, afin de garantir leurs intérêts économiques. Ils vont alors favoriser l'émergence de partis politiques, suivre leurs contradictions, pour s'appuyer après plus de dix ans de luttes, sur les dirigeants du Parti de l'Action du Peuple (PAP) dont le leader Mr LEE KUAN YEW restera au pouvoir jusqu'en 1990, caractérisant ainsi le changement dans la continuité, à la satisfaction des anglais. Le PAP à son début était un parti de gauche, mais ses dirigeants, dont la plupart sont issus des écoles occidentales, ont su habilement jongler entre le "colonisateur" et les tendances communistes, pour conquérir les uns et dompter les autres.

4-3 FACTEURS SOCIO-ECONOMIQUES

** Dans les années 50, Singapour vit une situation sociale et économique désastreuse : pauvreté matérielle, manque de logement, insalubrité des villes, exploitation de la population par le patronat.*

** Le caractère jeune de la population en majorité masculine du à l'immigration*

** Le port et les usines créent un prolétariat très hégémonique et majoritaire dans le pays, face à une paysannerie très faible et à un patronat peu étoffé. L'adhésion du prolétariat au programme politique est déterminant pour les partis.*

4-4 FACTEURS CULTURELS

** La structure ethnique est une mosaïque : en effet, l'immigration a peuplé l'île d'indiens, de malais, de chinois, dont la préoccupation majeure est la satisfaction quotidienne des besoins fondamentaux .*

** Cette diversité ethnique a engendré un nombre important de religions pour une aussi petite superficie (633km²). On y trouve : animistes, bouddhistes, chrétiens, musulmans, etc...qui cohabitent pacifiquement. L'esprit de tolérance et l'acceptation de l'autre sont un facteur commun de ces pratiques. Ainsi la diversité ethnique et religieuse de Singapour se révèle source de stabilité plus que de désordre.*

Conscient de cet atout, le gouvernement de LEE KUAN YEW a créé un conseil chargé de l'égalité entre les différentes communautés ethniques et religieuses, ainsi que de la garantie des droits de la minorité.

LE CONTEXTE POLITIQUE, SOCIO-ECONOMIQUE ET CULTUREL DE SINGAPOUR DES ANNEES 50 A ETE HABILLEMENT EXPLOITE DANS LA STRATEGIE DU PAP POUR S'IMPOSER SUR L'ILE, EN BALAYANT LES BRITANNIQUES DE L'ADMINISTRATION ET DETRUISANT LES PARTIS D'OBEDIENCE COMMUNISTES.

Ces divers facteurs sont les atouts du système qui s'est monté en trois grande phases.

4-5 SINGAPOUR DE 1954 à 1965

** La période de 54 à 65 est caractérisée par des luttes politiques qui amèneront au pouvoir le PAP sous la direction de LEE KUAN YEW .*

** Après sa victoire, le régime, pour s'allier la masse d'obédience communiste, va proposer, comme voie de décollage économique <<le nationalisme économique et un développement autocentré>>, voie dans laquelle les communistes retrouvent leur sensibilité .*

** Homme très avisé, Mr L K Y, après s'être assuré de contenir toutes les vellétés politiques de l'île, choisira la voie du libéralisme en faisant appel aux capitaux étrangers.*

4-6 SINGAPOUR DE 1965 à 1984

** La voie du libéralisme prise dans les années 65 a apporté les capitaux qui ont engendré l'emploi, l'industrialisation, la technologie de pointe et la croissance du commerce .*

*** Le parti Etat de LKY érige dès lors ,un système caractérisé par l'ordre ,la discipline, le travail et la propreté. Il contrôle tout, et veille à l'équilibre socio - culturel :**

-lutte contre la corruption, attribution de logement, éradication du chômage, organisation du système éducatif, incitation à l'investissement .

-censure de la presse, l'audio visuel est inféodé au régime pour protéger la société de l'influence étrangère.

-lutte contre la délinquance, (en 1993 les statistiques de l'interpol confirment que seulement 160 délits ont été commis sur 100000 habitants contre 3500 en France pour la même tranche de population.)

*** Au delà de son autoritarisme, le régime de L.K.Y. en place depuis 1965, affiche une obsession sécuritaire qui étouffe tout esprit d'initiative. Convaincu de sa droiture, il pense comme CONFUCIUS que <<gouverner, c'est agir de manière juste et morale>>, aussi, personne ne peut le dévier de son axe. Une répression fine mais sévère sera entretenue à l'encontre de tout idée de contestation. La peine de mort est prononcée pour des délits mineurs(un hollandais a été exécuté en 1987 pour 4kg de drogue). La police fait respecter les mesures : pas de chewing-gum dans le pays, pas de prostitution, pas de mégot dans la rue**

Le concept de victime n'existe pas.

***L'opposition virtuelle, condamne timidement le régime en lui reprochant de privilégier la société à l'individu.**

LA PERIODE DE 65 AUX ANNEES 80 MARQUE LA REUSSITE ECONOMIQUE DE SINGAPOUR ; MAIS ELLE EST AUSSI CARACTERISEE PAR LA MONTEE D'UN SYSTEME DE COERCITION ET DE CAPORALISATION AVEC MUSELAGE TOTAL DE L'OPPOSITION.

4-7 SINGAPOUR DE 1984 à 1994

***Après les années de consolidation du pouvoir politique et celles de l'apogée économique marquée par un autoritarisme sans faille, ces dix dernières années sont celles des incertitudes politiques et d'une résurgence de l'opposition.**

***Le régime n'a pas évolué vers une politique démocratique à même de rallier tout le monde. En effet, si économiquement l'île est citée en exemple, en politique ses performances moins éloquentes. Plusieurs illustrations confirment ce constat d'échec :**

-jusqu'en 1987 Singapour détenait dans ses geôles -sans jugement- des prisonniers politiques des années 66

-le Président LKY est resté au pouvoir 33 ans. Il a cédé son fauteuil de PM en 1990, mais reste la figure incontournable : c'est le pouvoir personnalisé

-à Singapour, il n'y a pas de contact avec l'opinion public; les sondages n'existent pas.

-on estime à environ 70 % les singapouriens en désaccord avec le pouvoir mais ceux-ci n'osent pas l'exprimer.

-le pouvoir est inféodé au capital étranger qui oriente sa stratégie

-le capitalisme d'état a étouffé l'initiative privée locale (voir graphe1).

** L'opposition va exploiter cette situation pour tenter de reconquérir du terrain, mais sa faiblesse, ses divisions internes sont un grand handicap pour sa cohésion*

** Le président LKY, conscient de la mauvaise posture de son pouvoir, va endiguer une fois de plus l'opposition, en la légalisant par l'octroi de trois sièges sans droit de vote à l'Assemblée Nationale.*

** Ce passage bas du régime ces dix dernières années, rend difficile la succession tant à la tête du parti que de l'état.*

** Singapour a été identifiée pendant plus de 30 ans à l'homme et à son parti.*

** Son successeur GOH CHOK TONG est dépeint comme étant plus libéral. Il semble s'écarter de la politique précédente en ce qui concerne les dissidents, et la liberté d'expression.*

Mais quelque soit les reproches à certains aspects de l'action de LKY, Singapour est une réussite économique (pib=12 500\$/hab) et sociale (plus de faim, pas de chômage, santé et logement pour tous) .C'est pourquoi malgré le caractère autoritaire du régime, les singapouriens lui restent attachés.

SINGAPOUR CONSTITUE-T-IL UN MODELE

Pour les dirigeants de l'île, la réponse est affirmative . <<Singapour pourrait constituer un modèle exemplaire de développement socio-économique pour les pays en voie de développement.>> dit-on dans les milieux politico-économiques .

Il me semble plus juste de dire que le modèle est unique, compte tenu du cas particulier de la cité-état . Il ne peut être envisagé que dans des pays de la taille de Singapour, mais leur réussite dépendra des contextes géopolitique et socio-démographique

** Au plan politique, ses performances moins éloquentes n'en fait pas un modèle démocratique au sens occidental. Mais n'est-ce pas là la forme la plus efficace pour la gestion d'un pays à population mosaïque et à diverses confessions religieuses ?*

5- L'ECONOMIE DE SINGAPOUR

Les grands secteurs sont le commerce, l'industrie, le transport et les finances.

5-1 LE COMMERCE

** Singapour est un carrefour d'échanges en Asie du Sud-Est. Le commerce qui en découle a représenté chaque année, durant la période 65-85, plus de 3 fois le PNB, soit l'équivalent du 1/4 des échanges en valeur de la France ou la totalité du commerce extérieur de la Chine en 84 . (voir graphe2)*

** Sa position lui confère une prépondérance à deux titres :*

-son poids est considérable dans les échanges intra-ASEAN

-il canalise le flux entre l'ASEAN et le reste du monde

** L'île se trouve donc au coeur d'un réseau intra et extra régional*

** Déclaré port franc au 19ème siècle, le rôle d'intermédiaire commercial de Singapour est une continuité de l'histoire. Le transit est la base de sa richesse depuis l'époque coloniale . (voir dossier annexe)*

5-2 L'INDUSTRIE

*** D'un pays de trafic maritime, Singapour est devenu un pays dont la production industrielle concurrence celle du Japon.**

*** Trois facteurs sont à l'origine de cette montée rapide de l'industrie :**

-l'indépendance de l'île en 1965 suscite de vives inquiétudes pour la survie de l'économie basée sur le transit et les échanges, (peur d'un boycottage qui engendrerait le déclin du commerce).

-la confrontation avec l'Indonésie, la séparation avec la Malaisie.

-le retrait de l'armée britannique qui constituait l'unique force de défense des axes maritimes.

***L'analyse de ces facteurs a montré l'extrême urgence du défis à relever.**

*** Les années 67 à 79 seront l'ère de l'industrialisation accélérée, marquée par une législation claire qui crée les conditions favorables à l'investissement étranger. En très peu de temps, la cité-état devint une filiale-atelier, avec des industries à forte concentration de main d'oeuvre (pour réduire le chômage).**

*** Le début des années 80 marquera la conquête de la haute technologie. Une nouvelle stratégie industrielle sera adoptée avec quatre orientations principales :**

-Priorité à la haute technologie.

-Encouragement de la petite et moyenne entreprise à exporter

-Effort de diversification des exportations vers le Japon et l'Europe

-Délocalisation des activités industrielles à forte intensité de main d'oeuvre .

Les grands secteurs seront : l'industrie électronique, le secteur pétrolier et pétrochimique, l'industrie chimie, l'industrie navale (5% du PIB), l'industrie aéronautique. Toutes ces industries connaissent une progression remarquable de 4 à 16% depuis les années 87.

5-3 LE TRANSPORT

*** Pour soutenir le développement industriel, et satisfaire les besoins de la population en matière de transport, un vaste programme de voirie et de transport public a été entrepris en 1970 (autoroutes, métro transport publique...).**

*** Singapour qui était un port à vocation mondiale, est devenu ces dernières années un aéroport international de grande dimension. La flotte aérienne civile compte environ 55 appareils dont 14 AIRBUS, et près de 35 BOING 747. La marine marchande se place au 13ème rang mondial, avec plus de 1 565 navires dont 103 pétroliers.**

Les perspectives en ce domaine est de faire Singapour le plus grand port du monde d'ici l'an 2000.

5-4 LES FINANCES

La Monnaie

*** Le dollar singapourien est une monnaie assez forte. La moyenne des cours ces dernières années : 1\$S = 3,18 FF ou 0,6\$ US**

Le Système bancaire

*** Le système bancaire de la cité-état est bien fourni : 13 banques de nationalité singapourienne et 122 étrangères dont 11 françaises (SG, CL, BNP, CA, CIC) arrosent le marché financier de l'île.**

NB : La part de l'agriculture est très négligeable dans l'économie du pays; 3% seulement du territoire sont réservés à la culture de quelques

produits vivriers, de la canne à sucre et à l'élevage de porcs et de poulets. C'est le seul domaine où Singapour est déficitaire et importe pour vivre.

TOUS CES SECTEURS DONNENT A LA CITE-ETAT, UNE ECONOMIE SAINTE AVEC UN PNB DE PLUS DE 355 MILLARDS DE DOLLARS, LE PLACANT AU 52^{ème} RANG MONDIAL DE PAYS RICHES, AVEC UN CAPITAL ETRANGER PREDOMINANT (voir graphe 1).

6- DEFENSE ET SECURITE DE SINGAPOUR

6-1 CONTEXTE GENERAL

Devenu indépendant en 1965 à une période troublée de l'histoire de la région, (guerre de viet-Nam, conflit latent entre la Malaisie et l'Indonésie), Singapour réalisa la nécessité de constituer ses propres forces armées avec un concept de **DEFENSE TOTALE** qui comporte 5 aspects :

- Psychologique : préparer la population
 - Social : préserver l'unité de cette population
 - Economique : maintenir une économie prospère
 - Civil : s'organiser pour faire face aux cas de force majeure
 - Militaire : disposer des moyens d'une dissuasion efficace
- Singapour y consacre 34% de son PIB (voir graphe 3).

6-2 LA DEFENSE MILITAIRE

* Les Hommes : les Forces Armées Singapouriennes ou "Singapour Armed Forces"(SAF) comptent 55 000 hommes dont 15 000 appelés. Elles disposent par ailleurs de 250 000 réservistes et d'une force auxiliaire dite "people's défense force"(PDF) de 30 000 hommes. En cas de crise, les SAF peuvent mobiliser près de 330 000 Hommes soit 10% de la population pour la défense du pays.

* L'équipement

* Après une période d'acquisitions rapides sur étagères, la politique récente d'équipement est une combinaison entre les programmes de rétrofit, les achats directs à l'étranger (avec transfert de technologie) et la fabrication locale, dans un souci d'efficacité économique .

* Le Matériel

Les SAF sont équipées de matériels américains et européens.

La France est le 2^{ème} fournisseur d'armement après les Etats-Unis. Les prévisions d'augmentation du budget de la défense dans les six prochaines années (3,6 Milliards de Dollars en 96 ; 4,7 en 2001) montrent que le marché singapourien est porteur.

NB : Pour une superficie de 632 km², l'île est surarmée (voir tableau 1).

* La Formation : Outre les écoles et centres de formation classiques, les SAF disposent d'une école supérieure de guerre.

* Les structures : Elles sont classiques : un ministère de la défense, un état-major général, un état-major pour chaque armée (voir dossier annexe).

6-3 L'EMERGENCE D'UNE INDUSTRIE LOCALE

Pour promouvoir son industrie d'armement et maintenir la capacité opérationnelle de son Armée, Singapour s'est vite doté d'installations de réparation et de maintenance, voire de fabrication. Il existe de grandes filiales

d'industries d'armement américaines et européennes. Elles emploient plus de 11000 personnes.

Au delà de l'assistance technique et industrielle que recherche l'industrie d'armement, c'est une volonté de transferts technologiques, mise en oeuvre lors des contrats d'achat (voir tableau 2).

6-4 RELATIONS MILITAIRES FRANCO-SINGAPOURIENNES

Elles sont liées principalement aux contrats d'armement mais aussi dépendantes de la situation géographique, port d'escale et de ravitaillement des bâtiments de la marine nationale, escale aérienne sur la route de la Nouvelle Calédonie et à la formation (2 à 3 cadres par an en France).

Les tendances actuelles montrent que les pays de l'ASEAN devraient jouer, à moyen terme, un rôle majeur dans les relations internationales. Singapour y tient une grande place : intermédiaire privilégié avec la Chine, position de pointe au sein de l'ASEAN, vitrine du développement dans la région. Ce sont là des éléments qui devraient inciter la France à développer ses relations et sa coopération militaire avec Singapour. Elle y est déjà à travers Aérospatiale, Thomson-Csf (deuxième société du pays), Merlin Guerin, Samaréo Compagnie, Ets Gabriel, Panhard Socomor, mais elle pourrait s'affirmer plus encore, vu le potentiel économique et la demande

4-7 RELATIONS DE DEFENSE AVEC D'AUTRES PAYS

On distingue deux types d'accords:

Un accord multilatéral, le PACTE DE DEFENSE DES CINQ NATIONS ou "FIVE POWER DEFENSE ARRANGEMENT" (FPDA) en vigueur depuis 1971. Ce accord lie, par un engagement réciproque de défense, la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Malaise et la République de Singapour en cas d'agression contre l'une de ces deux dernières.

Des accords bilatéraux : cinq accords bilatéraux prolongent le champ d'action de la FPDA. Ils lient Singapour à la Suede, la Turquie, la Thaïlande, la Taiwan, l'Indonésie. Ces accords précisent les droits de vente d'armes, de poursuite dans les eaux territoriales, le soutien logistique et la coopération en matière d'instruction (voir graphe 3). Sur l'île, à l'exception des pays membres de la FPDA, seuls les Etats-Unis sont autorisés à faire stationner des forces.

** Les Forces singapouriennes à l'étranger:*

A Taiwan et Brunei, stationnent environ mille hommes pour des raisons d'entraînement. Les SAF ont participé à des opérations de maintien de la paix sous l'égide des Nations-Unis. En Namibie en 89, en Angola en 91, des médecins et des observateurs dans la crise du Golfe.

A l'image de son économie, Singapour possède un système de Défense et une Armée solides. Au regard de sa superficie, la cité-état est suréquipée.

CONCLUSION

L'histoire et la position géographique d'une part, la stabilité régionale, le libéralisme économique, la paix sociale, et l'autorité du pouvoir, d'autre part, sont les facteurs de la réussite de Singapour.

Après 33 ans de régime totalitaire, la voie de la démocratie est peut-être pour demain au regard de la résurgence de l'opposition.

Le marché de l'armement est florissant. Il est stimulé par l'essor économique et le soucis de défense des pays de la région.

La France se doit de s'intéresser à la région et particulièrement à Singapour, pour trois raisons principales :

-elle est membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU, aussi se sent-elle institutionnellement concernée par tout risque de conflit dans la zone car sa sécurité est globale (cf Livre Blanc).

-elle a une influence historique qui lui donne les atouts inédits (la conférence de Paris sur le Cambodge). Sa présence est plus que jamais stabilisante pour certains pays.

-elle possède des intérêts économiques importants à Singapour et dans la région.

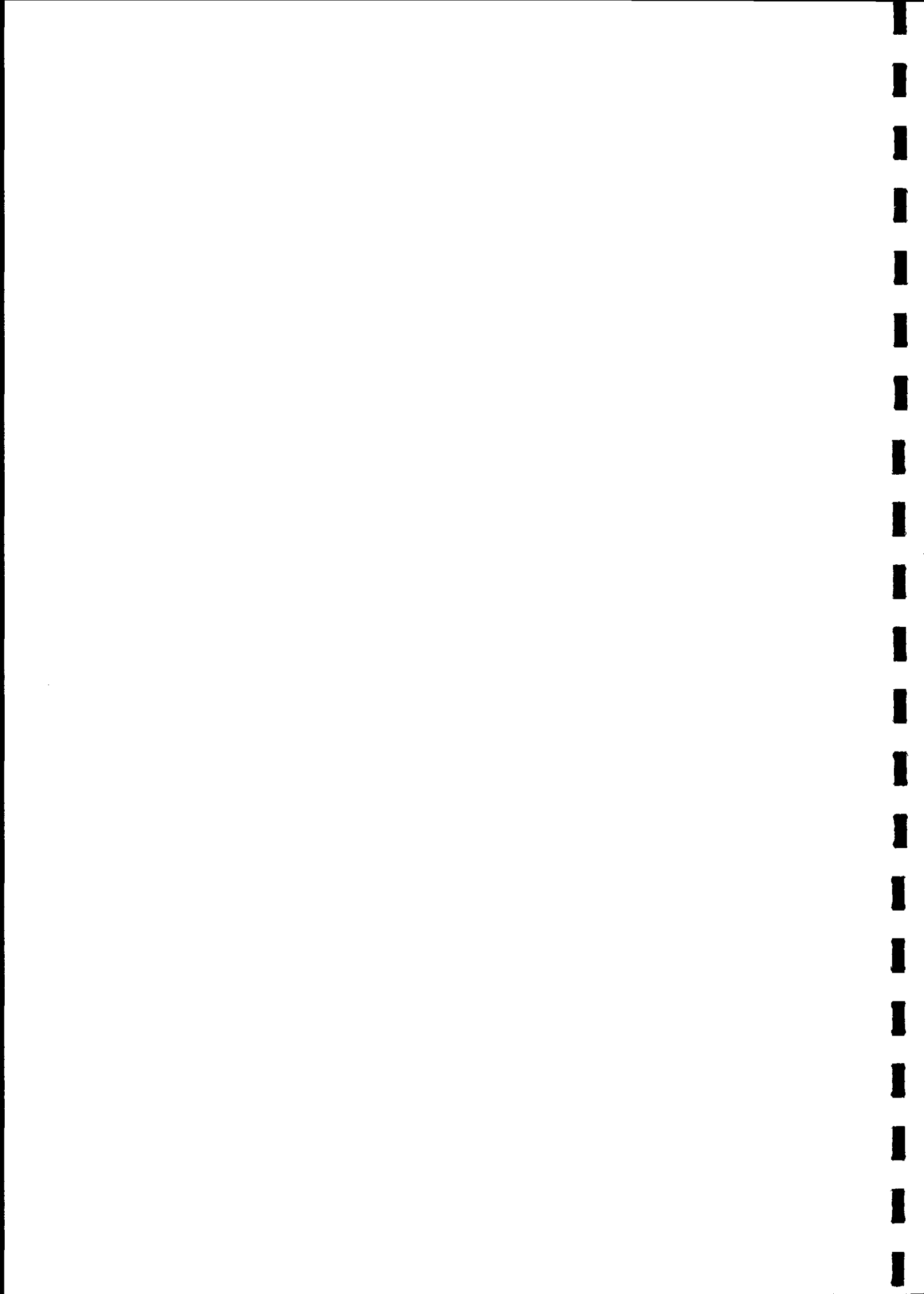


TABLEAU 1

MATERIEL DES ARMEES SINGAPORIENNES (COMPARAISON AVEC SES VOISINS)

Designation	Singapour (620km ²)	Malaisie	Indonésie	Vietnam	Taillande
1- ARMEE DE TERRE					
chars de combat	425	26	250	1000	544
Engins blindés tacti-	1011	970	827	1650	897
Armement-antichars	30	/	220	/	350
Artillerie sol-sol	178	198	660	2000	448
2- ARMEE DE L'AIR					
Avions de combats	144	48	30	400	127
Avions de bombard-	/	/	28	10	/
Avions écoles	85	66	67	200	127
Avions de transport	84	18	67	150	67
Ravitailleur en vol	4	/	2	/	/
Helicoptères	72	70	114	150	52
Veille électronique	4	/	2	/	3
3- MARINE					
Frégates	/	4	16	7	3
Corvettes	6	2	/	/	5
Patrouilleurs LM	6	8	4	8	6
Autrs Patrouilleurs	20	27	27	57	104
Chasseurs de mines	1	4	2	14	11
Amphibies	15	32	11	22	60
Divers batiments	12	30	37	2	19
Avions de réco-	15	/	/	4	4

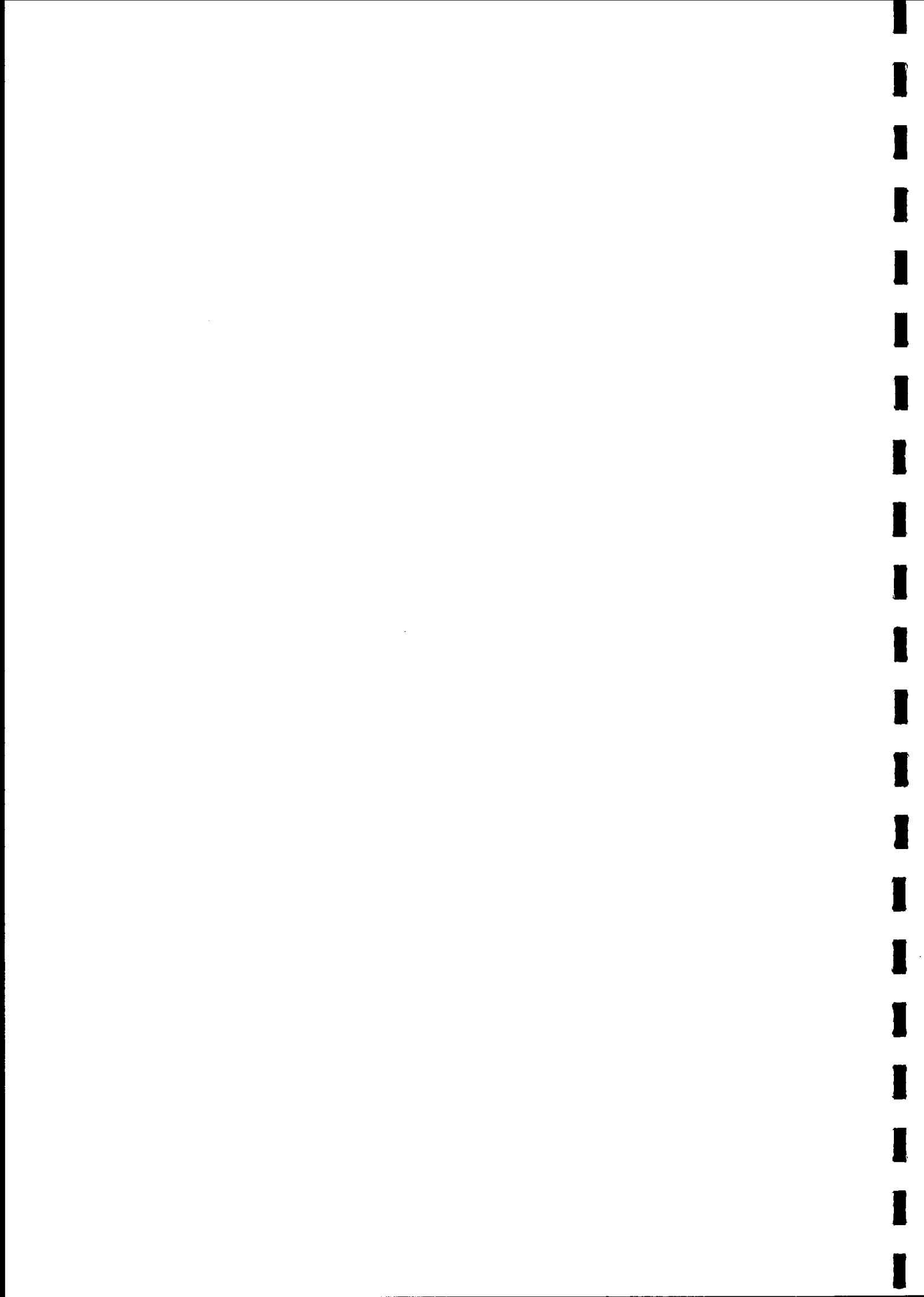
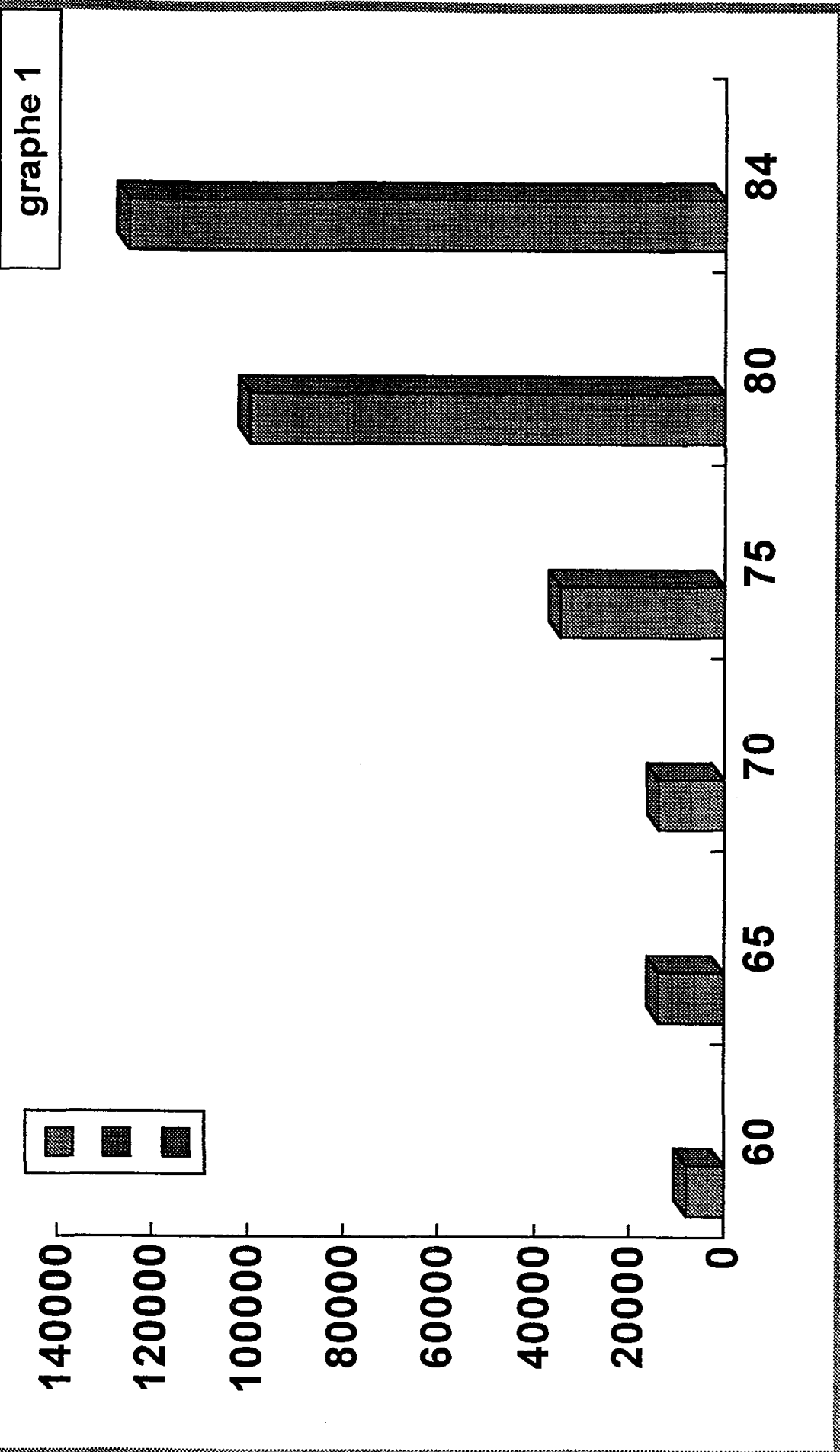


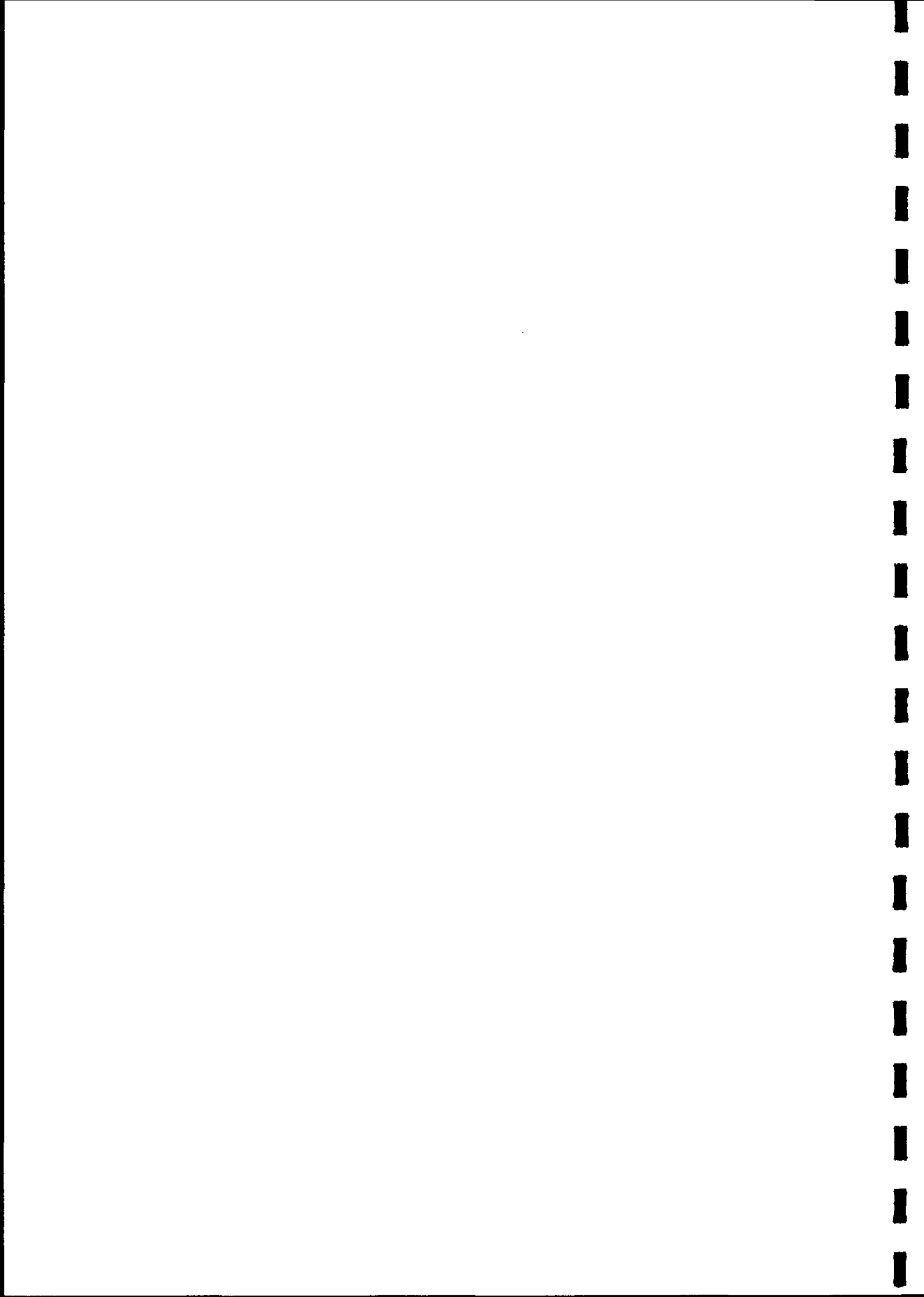
TABLEAU 2

PRINCIPALES INDUSTRIES DE L'ARMEMENT

Compagnies	Activité	effectif	Chiffre d'affaire
Sing-Technologie-Industrial	-électronique, informatique, mécanique de précision etc..	3000	600 millions de \$
Sing-Technologie Ordonance	-armement petitt calibre , entretien chars et vehicules	4500	200 "
Sing-Technologie- Aérospace	entretien de la flotte singapourienne et de l'USAF	3000	40 "
Sing-Technologie- Marine	-entretien de batiments marine ,construction petits batiments	780	240 "
Sing-Technologie- Venture	équipement, communication, composants électroniques	100	(non disponible)

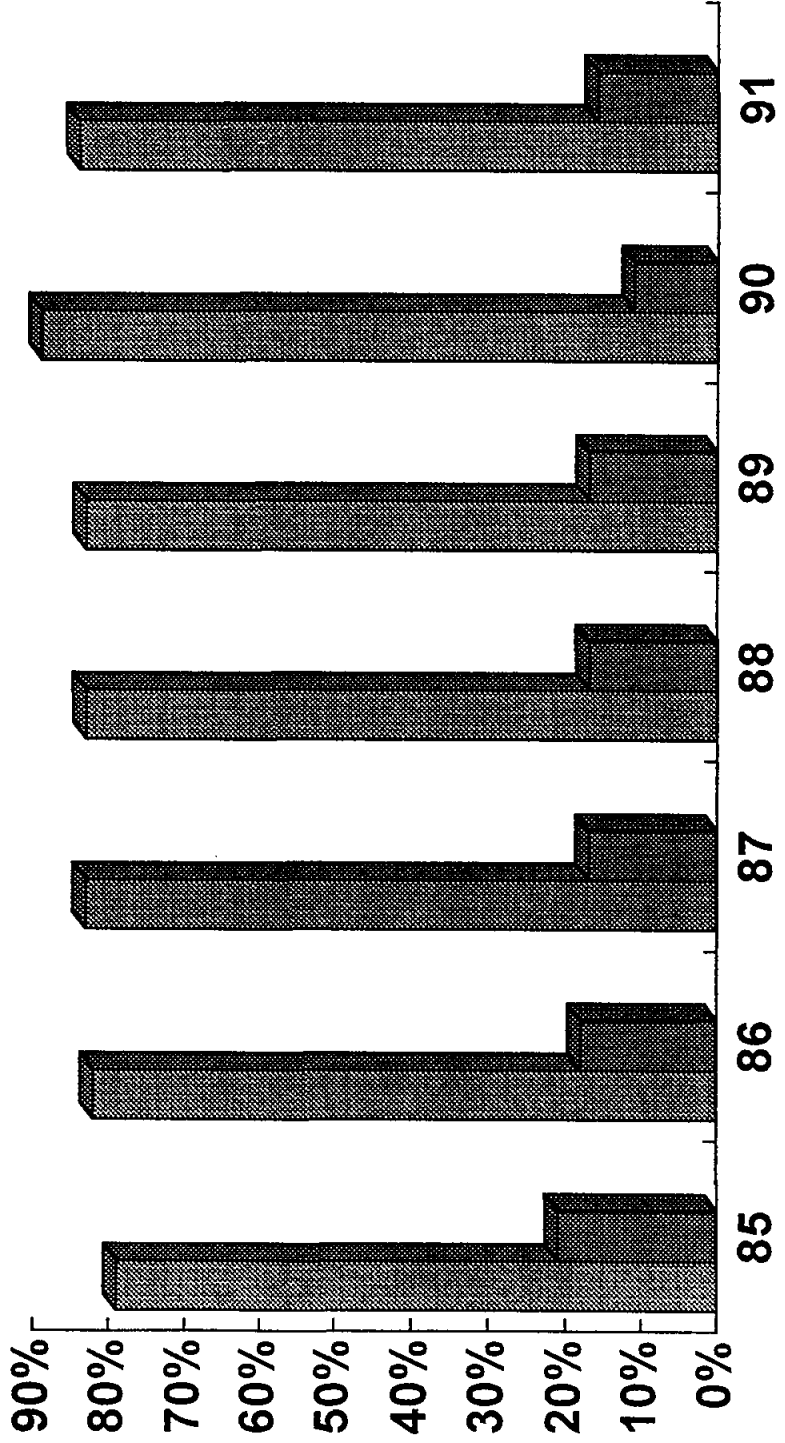
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de dollars US)

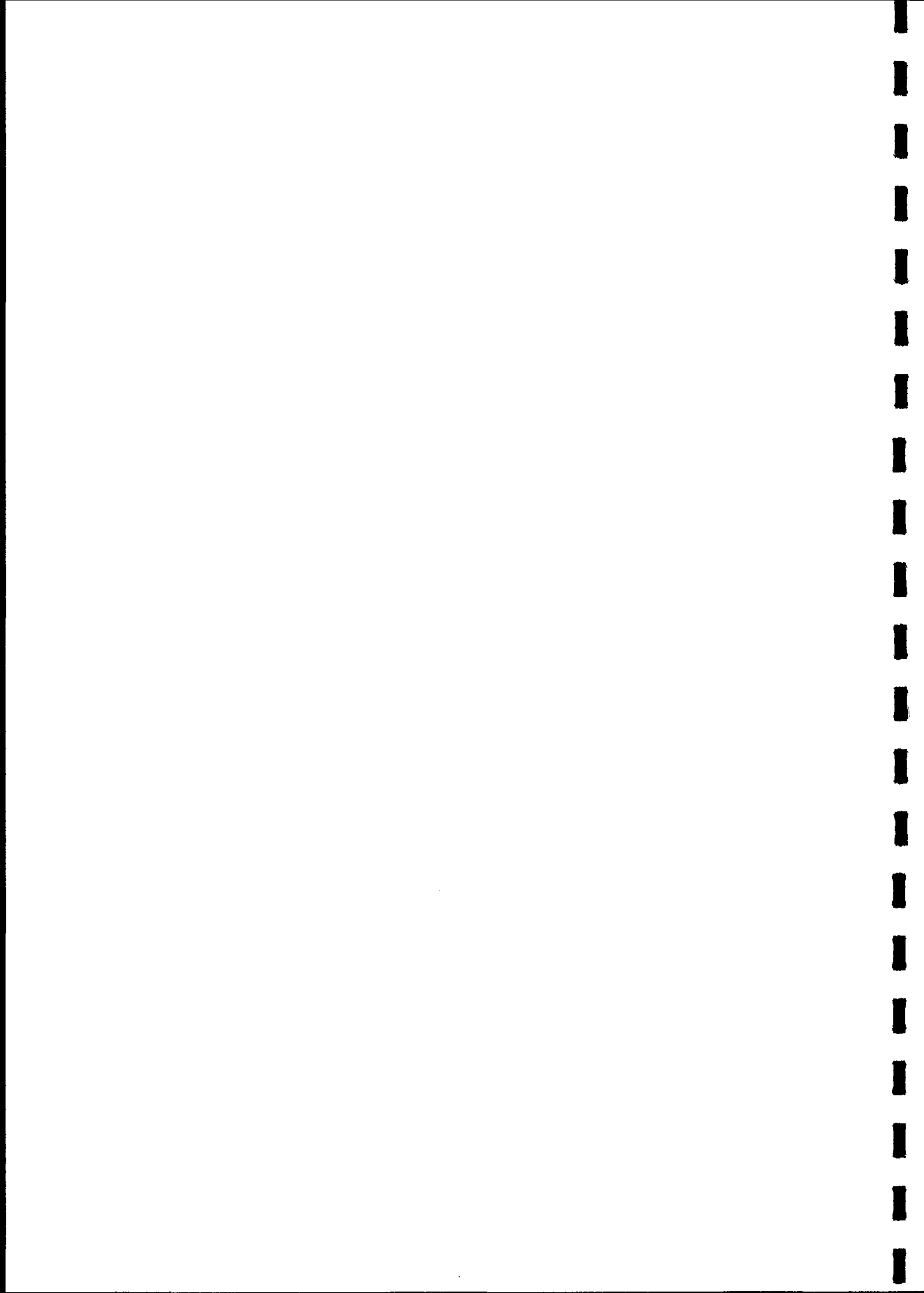




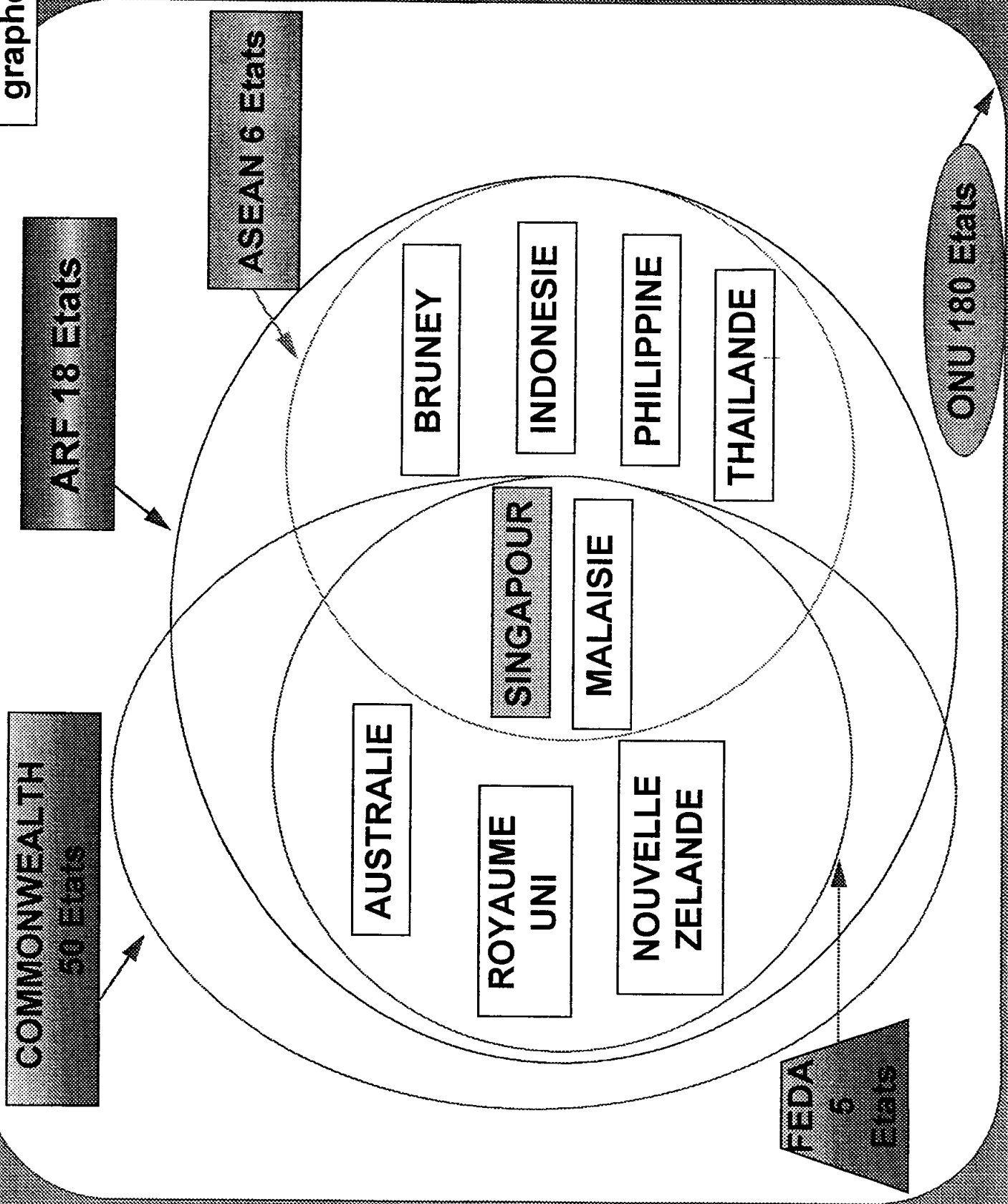
graphe 2

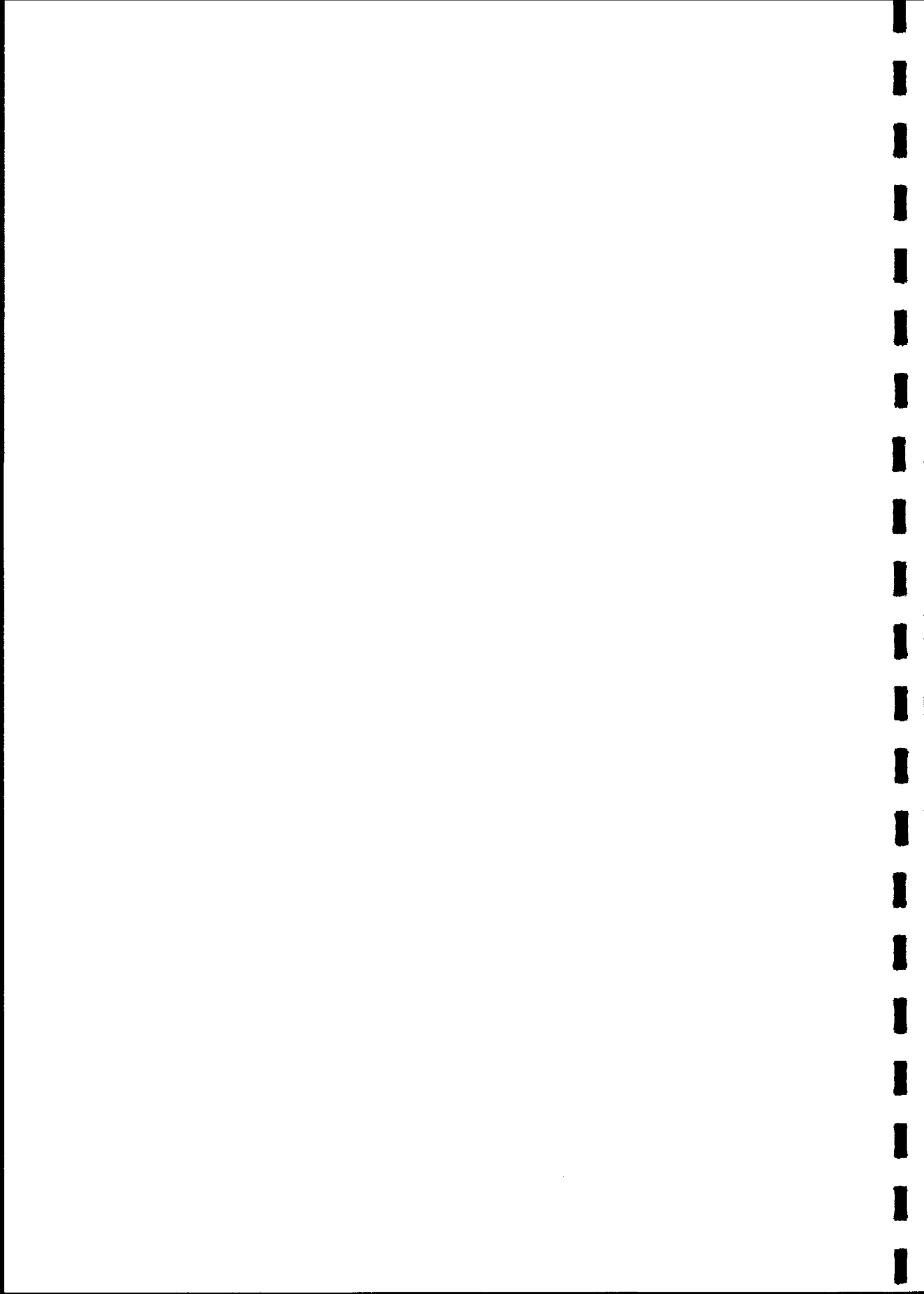
CAPITAL ETRANGER / CAPITAL LOCAL

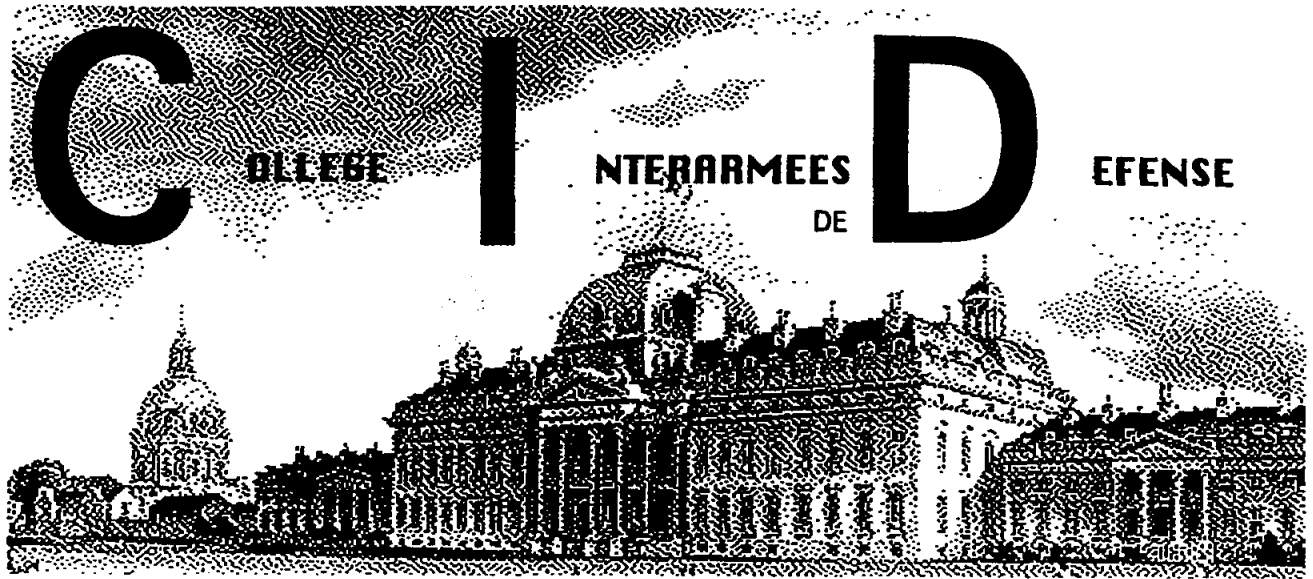




graphe 3

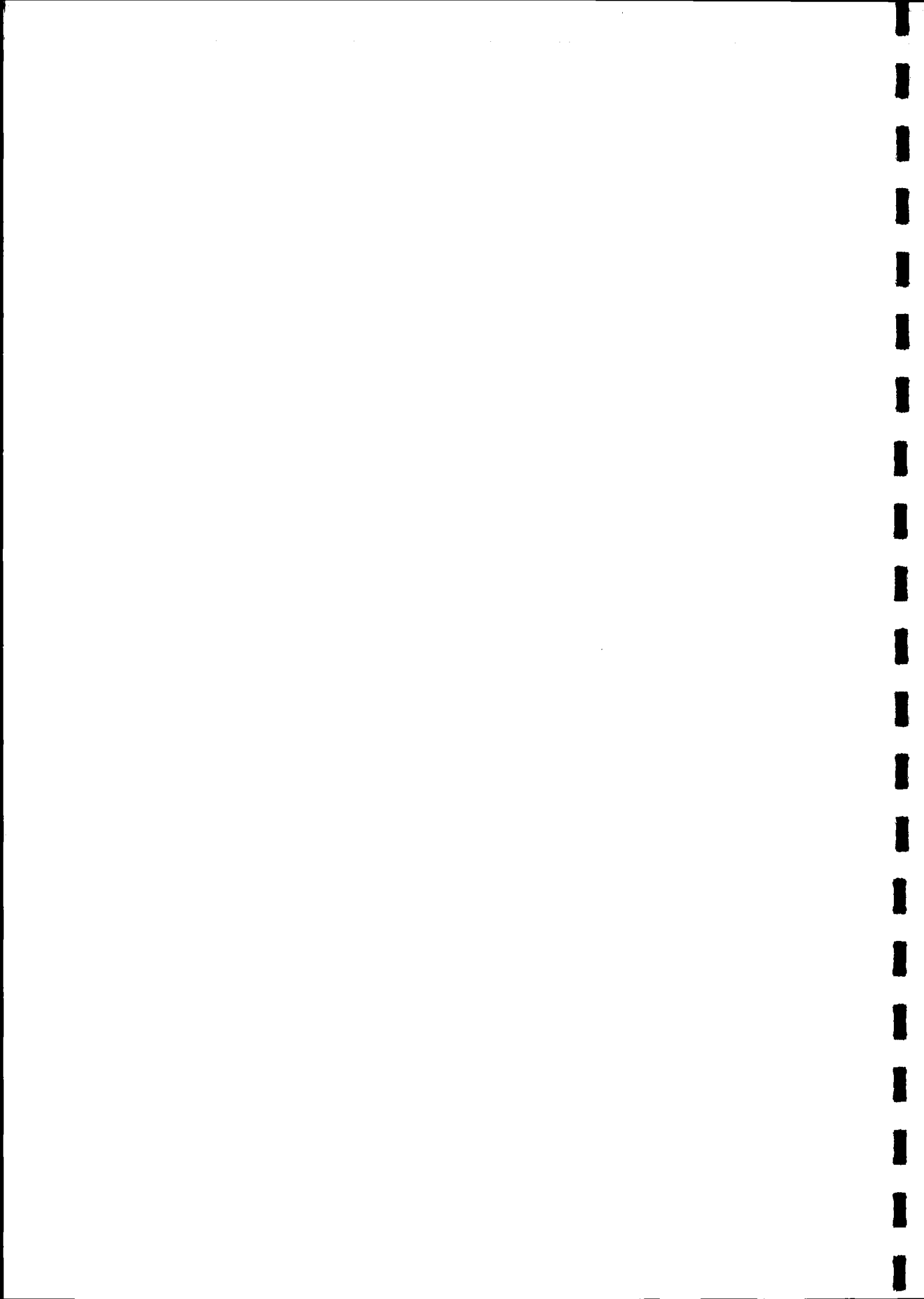






DOSSIER ANNEXE

SESSION 1994 - 1995



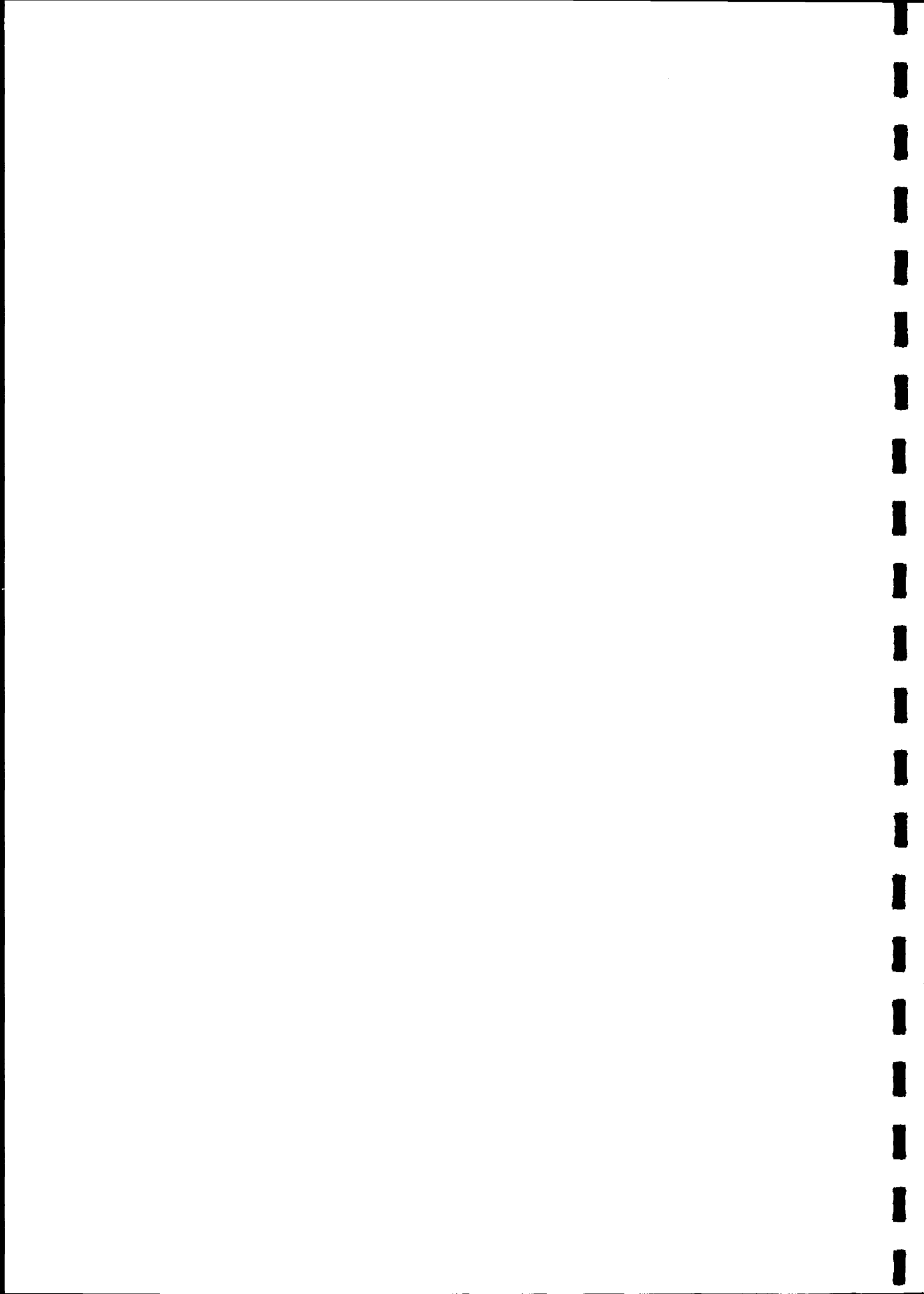
I - SITUATION ECONOMIQUE
ET FINANCIERE

Singapour a l'une des économies les plus dynamiques du monde. La croissance annuelle moyenne de son PIB au cours des 20 dernières années a dépassé 8,0 %. En 1991, l'économie singapourienne a connu un taux de croissance de 6,7 % en dépit du ralentissement de l'économie mondiale. Le PIB par habitant de la cité-Etat (environ 11.500 USD pour 1991) reste le plus élevé d'Asie après celui du Japon. Singapour ne connaît pratiquement pas de chômage (environ 1 %, taux considéré comme incompressible) et l'inflation est très faible.

Singapour dans l'économie mondiale
Classement pour quelques indicateurs

	Rang parmi membres OCDE	Rang parmi NPI
Croissance/richeesse		
Croissance réelle du PIB (1979-1989)	1 ^{er}	3 ^{ème}
PNB par habitant (1990)	20 ^{ème}	2 ^{ème}
Réserves officielles, par habitant (1990)	1 ^{er}	1 ^{er}
Indicateurs macro-économiques		
Taux d'épargne (1988)	1 ^{er}	1 ^{er}
Taux d'intérêt réels (déflatés, moyenne 1990)	2 ^{ème}	1 ^{er}
Chômage (1989)	4 ^{ème}	3 ^{ème}

Source : The Economic Planning Committee



CHAPITRE I

COMMERCE ET REGION:

Singapour, carrefour d'échanges en Asie du sud-est

Singapour comme carrefour majeur d'échanges internationaux est une évidence qu'il n'est pas besoin de démontrer. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: durant la période 1965-85, le commerce extérieur de Singapour a représenté en moyenne chaque année plus de trois fois le produit national brut¹, soit l'équivalent du quart des échanges en valeur de la France ou davantage que l'ensemble du commerce extérieur de la Chine en 1984 par exemple.

Si, comme on l'a observé, les fonctions commerciales de Singapour correspondent étroitement à la vocation historique de cet emporium jusqu'à l'indépendance, elles demeurent aujourd'hui encore l'un des secteurs d'activités qui donne par excellence toute sa mesure à l'importance du rôle économique de Singapour en Asie du sud-est.

I. L'INTÉGRATION PRÉPONDÉRANTE DE SINGAPOUR AU SEIN DU COMMERCE DE L'ASEAN

Données chiffrées et vue d'ensemble

La prépondérance de Singapour au sein du commerce de l'ASEAN s'exerce à un double titre: l'île pèse d'un poids considérable dans les échanges intra-ASEAN, mais elle canalise aussi une part importante des flux entre l'ASEAN et le reste du monde; elle se trouve donc intégrée dans un réseau de relations économiques à la fois intra- et extra-régionales très enchevêtrées. En d'autres termes, l'examen des structures et de l'évolution du commerce extérieur de l'ASEAN passe largement par l'analyse de la position occupée par Singapour au sein de ce groupement régional².

Sur la base des données statistiques de 1983 et 1984, on dégage quelques observations majeures³:

- Les échanges Singapour/ASEAN représentent plus de 30% du commerce extérieur total de l'île (15 à 24% pour chacun des autres pays-

¹ 1,67 fois, 0,89 et 0,67 fois respectivement pour Hong Kong, Taïwan et la Corée du sud en 1984

² KONINCK (634), 1980, pp. 43-63.

³ Ibid., pp. 43-63.

ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE SINGAPOUR (1960-1984)

Millions S \$ et en % (1984: 1 US \$ = 2,14 S \$)

	1960	1965	1970	1975	1980	1984
TOTAL	7 922 (100%)	6 834 (100%)	13 699 (100%)	34 628 (100%)	99 637 (100%)	125 242 (100%)
Asie du sud-est	4 044 (51%)	2 873 (42%)	4 096 (30%)	8 689 (25%)	25 324 (25%)	36 542 (29%)
ASEAN ¹	2 777 (35%)	2 732 (40%)	3 489 (25%)	8 079 (23%)	24 765 (25%)	35 960 (29%)
Asie du nord-est ²	866 (11%)	1 077 (16%)	2 918 (21%)	7 329 (21%)	21 959 (22%)	28 375 (23%)
Japon	455 (6%)	533 (8%)	1 820 (13%)	4 667 (13%)	12 501 (13%)	16 025 (13%)
Hong Kong	150 (2%)	242 (4%)	382 (3%)	1 365 (4%)	4 251 (4%)	4 457 (4%)
Amérique du Nord	462 (6%)	363 (5%)	1 439 (11%)	5 031 (14%)	13 065 (13%)	19 918 (16%)
USA	398 (5%)	318 (5%)	1 342 (10%)	4 799 (14%)	12 509 (13%)	19 215 (15%)
Asie du sud ³	148 (2%)	129 (2%)	215 (2%)	542 (1%)	2 837 (3%)	3 606 (3%)
Europe ouest	1 407 (18%)	1 273 (19%)	2 216 (16%)	5 516 (16%)	13 023 (13%)	13 136 (10%)
CEE	1 215 (15%)	1 074 (16%)	1 946 (14%)	4 393 (13%)	10 648 (11%)	11 119 (9%)
Asie occidentale	222 (3%)	360 (5%)	801 (6%)	4 841 (14%)	14 207 (14%)	14 622 (12%)
Arabie Saoudite	16 (—)	33 (—)	92 (1%)	1 881 (5%)	7 337 (7%)	7 051 (6%)
Océanie	320 (4%)	339 (5%)	614 (4%)	1 913 (6%)	4 635 (5%)	4 701 (4%)
Australie	241 (3%)	260 (4%)	501 (4%)	1 208 (3%)	2 833 (3%)	3 253 (3%)
Reste du monde	433 (5%)	420 (6%)	1 400 (10%)	1 168 (3%)	4 584 (5%)	4 341 (3%)

¹ ASEAN: statistiques officielles indonésiennes incluses.

² Asie du nord-est: Hong Kong, Japon, Corée sud, Chine, Taïwan, Corée nord, Macao.

³ Asie du sud: Inde, Sri Lanka, Bangladesh, Pakistan, Maldives, Népal.

Source: Singapore Trade Statistics and IMF Direction of Trade.

ÉVOLUTION DU COMMERCE INTRA-ASEAN

En millions de US \$ et en %

	Commerce extérieur Total				Commerce intra-ASEAN				Commerce avec Singapour			
	1970	1975	1980	1984	1970	1975	1980	1984	1970	1975	1980	1984
Singapour	4 287 (100)	13 851 (100)	43 390 (100)	52 737 (100)	1 152 (27)	3 232 (23)	11 811 (27)	14 793 (30)				
Indonésie	2 110 (100)	11 872 (100)	32 742 (100)	35 761 (100)	310 (15)	1 147 (10)	4 110 (13)	4 282 (12)	229 (11)	976 (8)	3 420 (10)	3 917 (11)
Malaisie	3 088 (100)	7 331 (100)	23 778 (100)	30 435 (100)	643 (21)	1 457 (20)	4 553 (19)	7 262 (24)	469 (15)	1 074 (15)	3 745 (16)	5 435 (18)
Philippines	2 248 (100)	5 976 (100)	14 036 (100)	11 604 (100)	75 (3)	238 (4)	866 (6)	497 (4)	12 (—)	53 (1)	246 (2)	321 (3)
Thaïlande	2 008 (100)	5 397 (100)	15 719 (100)	17 748 (100)	148 (7)	466 (9)	2 165 (14)	2 688 (15)	62 (3)	267 (5)	1 102 (7)	1 438 (8)
Brunéi	181 (100)	1 257 (100)	5 380 (100)	3 554 (100)	105 (58)	102 (8)	749 (14)	796 (22)	26 (14)	94 (7)	486 (9)	500 (14)
Total ASEAN	13 922 (100)	45 684 (100)	135 045 (100)	151 839 (100)	2 433 (17)	6 642 (15)	24 254 (18)	30 318 (20)	798 (6)	2 464 (5)	7 999 (6)	11 611 (8)

Source: International Monetary Fund Direction of Trade Statistics.

ÉVOLUTION DU COMMERCE SINGAPOUR/ASEAN (1960-1984)

En millions de S \$ et en % (1984: 1 US \$ = 2,14 S \$)

	INDONÉSIE			MALAISIE			PHILIPPINES			THAÏLANDE			BRUNEI			SING/ASEAN		
	M	X	T	M	X	T	M	X	T	M	X	T	M	X	T	M	X	T
1960	327 (21)	33 (3)	360 (13)	1 075 (69)	1 003 (82)	2 078 (75)	2 (—)	58 (4)	60 (2)	146 (9)	107 (9)	253 (9)	6 (—)	21 (2)	27 (1)	1 554 (100)	1 222 (100)	2 777 (100)
1965	17 (1)	— (—)	17 (1)	1 109 (86)	1 220 (92)	2 329 (89)	9 (1)	13 (1)	23 (1)	147 (11)	68 (5)	215 (8)	2 (—)	20 (2)	22 (1)	1 284 (100)	1 321 (100)	2 605 (100)
1970	526 (25)	174 (12)	700 (20)	1 404 (67)	1 040 (71)	2 443 (68)	27 (1)	13 (1)	40 (1)	149 (7)	157 (11)	306 (9)	2 (—)	78 (5)	79 (2)	2 108 (100)	1 462 (100)	3 570 (100)
1975	1 500 (35)	814 (21)	2 314 (29)	2 240 (53)	2 188 (57)	4 427 (54)	68 (2)	136 (3)	204 (2)	406 (10)	445 (12)	852 (11)	6 (—)	280 (7)	286 (4)	4 219 (100)	3 823 (100)	8 082 (100)
1980	4 967 (36)	1 873 (17)	6 840 (28)	7 116 (52)	6 218 (56)	13 334 (54)	160 (1)	586 (5)	746 (3)	1 080 (8)	1 809 (16)	2 829 (11)	424 (3)	592 (5)	1 016 (4)	13 687 (100)	11 078 (100)	24 765 (100)
1983	6 692 (39)	7 414 (39)	14 106 (39)	8 640 (51)	8 123 (42)	16 760 (46)	271 (2)	890 (5)	1 161 (3)	1 068 (6)	1 995 (10)	3 063 (8)	404 (2)	746 (4)	1 150 (3)	17 075 (100)	19 170 (100)	36 241 (100)
1984	6 582 (37)	6 710 (36)	13 291 (36)	9 180 (51)	8 324 (45)	17 503 (48)	395 (2)	441 (2)	836 (2)	1 350 (8)	2 458 (13)	3 809 (10)	415 (2)	627 (3)	1 042 (3)	17 923 (100)	18 560 (100)	36 483 (100)

M: Importations
X: Exportations
T: Total

Source: Singapore Trade Statistics and IMF Direction of Trade.

ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE SINGAPOUR PAR PRODUITS

En millions de S \$ et en % (1984: 1 US \$ = 2,14 S \$)

	1975				1980				1984			
	M	X	Rex	T	M	X	Rex	T	M	X	Rex	T
0. Alimentation	1 654 (64)	916 (36)	628 (24)	2 570 (100)	2 915 (59)	2 008 (41)	1 359 (28)	4 923 (100)	4 158 (59)	2 895 (41)	2 376 (34)	7 053 (100)
1. Boissons/Tabac	130 (76)	41 (24)	15 (9)	171 (100)	276 (64)	157 (36)	55 (13)	433 (100)	461 (69)	210 (31)	107 (16)	671 (100)
2. Matières premières	1 229 (42)	1 694 (58)	1 326 (45)	2 923 (100)	3 417 (42)	4 700 (58)	3 579 (44)	8 117 (100)	2 510 (42)	3 410 (58)	2 998 (51)	5 920 (100)
3. Energie	4 734 (58)	3 451 (42)	208 (3)	8 185 (100)	14 889 (55)	11 966 (45)	354 (1)	26 855 (100)	16 961 (56)	13 185 (44)	435 (1)	30 146 (100)
4. Huiles /Graisses	242 (50)	245 (50)	188 (37)	487 (100)	1 001 (48)	1 096 (52)	695 (33)	2 097 (100)	1 436 (48)	1 541 (52)	868 (29)	2 977 (100)
5. Chimie	1 120 (70)	476 (30)	267 (17)	1 596 (100)	2 687 (65)	1 419 (35)	839 (20)	4 106 (100)	3 096 (56)	2 464 (44)	1 093 (20)	5 560 (100)
6. Manufacturés	3 510 (76)	1 087 (24)	595 (13)	4 597 (100)	7 237 (68)	3 442 (32)	1 979 (19)	10 679 (100)	8 045 (69)	3 625 (31)	2 424 (21)	11 670 (100)
7. Equipements et transport	5 046 (64)	2 895 (36)	1 201 (15)	7 941 (100)	15 504 (58)	11 089 (42)	4 450 (17)	26 593 (100)	19 420 (54)	16 865 (46)	5 852 (16)	36 285 (100)
8. Manufacturés divers	1 331 (60)	880 (40)	211 (10)	2 211 (100)	2 951 (53)	2 572 (47)	681 (12)	5 523 (100)	4 197 (55)	3 408 (45)	1 127 (15)	7 605 (100)
9. Produits Transactions non classifiés	273 (20)	1 073 (80)	213 (16)	1 346 (100)	667 (18)	3 004 (82)	398 (11)	3 671 (100)	850 (19)	3 732 (81)	520 (11)	4 582 (100)

M: Importations
X: Exportations
Rex: Reexportations
T: Total

Source: Singapore Trade Statistics, Department of Statistics.

COMMERCE DE RÉEXPORTATION DE SINGAPOUR

Millions de S \$ et en % (1984: 1 US \$ = 2,14 S \$)

	1970		1975		1980		1984	
	T. Ex.	T. Rex.	T. Ex.	T. Rex.	T. Ex.	T. Rex.	T. Ex.	T. Rex.
Asie du sud-est . . .	1 661 (35)	963 (33)	3 320 (26)	1 995 (38)	9 571 (23)	5 122 (36)	12 180 (24)	6 289 (36)
ASEAN ¹	1 210 (25)	879 (30)	2 769 (21)	1 765 (34)	9 205 (22)	4 268 (30)	11 850 (23)	6 070 (34)
Asie du nord-est ² . . .	709 (15)	361 (13)	2 405 (19)	644 (12)	8 588 (21)	1 905 (13)	10 199 (20)	2 574 (15)
Japon	362 (8)	145 (5)	1 113 (9)	196 (4)	3 338 (8)	418 (3)	4 807 (9)	782 (4)
Hong Kong	194 (4)	71 (2)	937 (7)	185 (4)	3 196 (8)	525 (4)	3 176 (6)	863 (5)
Amérique du nord . . .	584 (12)	369 (13)	1 901 (15)	657 (13)	5 555 (13)	1 337 (9)	10 677 (21)	2 446 (14)
USA	527 (11)	380 (13)	1 775 (14)	598 (11)	5 272 (13)	1 245 (9)	10 292 (20)	2 285 (13)
Europe occidentale . . .	904 (19)	628 (22)	2 040 (16)	733 (14)	5 899 (14)	1 691 (12)	5 404 (11)	1 664 (9)
CEE	740 (16)	525 (18)	1 709 (13)	621 (12)	5 081 (12)	1 337 (9)	4 980 (9)	1 564 (9)
Asie occidentale	104 (2)	67 (2)	633 (5)	264 (5)	2 476 (6)	968 (7)	3 422 (7)	1 738 (10)
Arabie Saoudite	12 (-)	- (-)	205 (2)	- (-)	825 (2)	341 (2)	1 364 (3)	951 (5)
Asie du sud	81 (2)	45 (2)	319 (3)	155 (3)	2 393 (6)	825 (6)	2 993 (6)	1 206 (7)
Océanie	227 (5)	106 (4)	1 163 (9)	272 (5)	3 252 (8)	405 (3)	2 916 (6)	610 (3)
Australie	160 (3)	- (-)	637 (5)	205 (4)	1 671 (4)	298 (2)	1 751 (3)	458 (3)
Afrique	137 (3)	68 (2)	433 (3)	180 (3)	1 916 (5)	984 (7)	1 500 (3)	482 (3)
Amérique centrale et latine	85 (2)	72 (2)	319 (3)	162 (3)	602 (1)	560 (4)	697 (1)	315 (2)
Europe de l'est et URSS	233 (5)	203 (7)	225 (2)	156 (3)	1 241 (3)	447 (3)	875 (2)	307 (2)
TOTAL MONDE	4 756 (100)	2 882 (100)	12 758 (100)	5 218 (100)	41 493 (100)	14 244 (100)	50 863 (100)	17 631 (100)

T. Ex. : Total Exportations
T. Rex. : Total Réexportations

Source : Singapore Trade Statistics
¹ Indonésie non incluse

membres vis-à-vis de l'ASEAN, sauf pour les Philippines qui attachent 8% seulement).
- L'ASEAN constitue le premier partenaire commercial de Singapour, loin devant les Etats-Unis (14,5%), le Japon (12,5%) ou la Communauté Européenne (8,6%).
- 75% des échanges de Singapour se partagent en deux moitiés presque égales. L'une montre des flux avec les pays ou entités exportateurs de ressources naturelles et/ou 'ateliers' de l'ASEAN et de l'Asie du nord-est (Hong Kong, Corée du sud, Taïwan), l'autre avec les pays industrialisés (Etats-Unis, Japon, Europe occidentale).
- Singapour canalise à lui seul 81% des échanges intra-ASEAN⁴ et les flux Singapour/Malaisie et Singapour/Indonésie rassemblent 82% du commerce total de la région ASEAN avec Singapour.
- Singapour assure 36,7% du commerce extérieur total de l'ASEAN, contre 24% pour l'Indonésie et 17,8% pour la Malaisie. Un quart de ses exportations se dirigent vers les Etats-Unis et le Japon (1/3 dans le cas de la Malaisie et de la Thaïlande, 1/2 dans celui des Philippines, 3/4 dans celui de l'Indonésie).

Les fonctions d'entrepôt régional : continuité historique et évolutions

Le commerce d'entrepôt, c'est-à-dire le rôle d'intermédiaire commercial au sein d'un monde malais envisagé comme arrière-pays fournisseur de matières premières et demandeur de produits manufacturés, symbolise le succès du développement économique du Singapour colonial. Jusqu'en 1960-65, 40% de ses échanges extérieurs se nouent encore avec la Malaisie et l'Indonésie. L'industrie de transformation demeure embryonnaire, 70% des emplois et 75% des revenus dépendent du secteur tertiaire lié aux activités commerciales et financières de l'entrepôt et à la base aéro-navale britannique garantissant leur sécurité.

Tout en gardant une importance statistique non négligeable, cette fonction d'entrepôt n'a pas seulement décliné au cours des années 1960-80, mais sa nature a également subi des changements profonds.

Evaluation statistique

Le commerce d'entrepôt désigne les importations de Singapour enregistrées à des fins de réexportations pures et quasi immédiates.

Cette définition devrait permettre d'évaluer ce type de flux; toutefois une série de problèmes rendent l'exercice moins limpide:

- Les importations destinées à l'entrepôt ne correspondent pas toujours, en valeur et en volume, aux réexportations attendues; les statistiques officielles de Singapour ont commencé pour leur part à distinguer au sein des flux d'exportations une rubrique 'réexportations' depuis 1976

⁴ Les échanges intra-ASEAN ont représenté en 1983 21% du commerce extérieur total des pays de l'ASEAN (14% en 1963).

seulement, tandis que les importations de transit ne font l'objet d'aucune mention particulière⁵.

La frontière entre 'exportations domestiques' et 'réexportations' est mouvante, la seconde pouvant englober des réexpéditions simples, des réemballages astucieux, des assemblages partiels et des transactions documentaires. S'ajoute une classification imprécise de certains flux, telle la distinction entre 'manufactured goods' et 'miscellaneous manufactured goods'⁶.

Par-delà ces difficultés, les chiffres officiels révèlent que les exportations, qui représentaient environ 43% du commerce extérieur de Singapour en 1960 (et 93,7% des exportations totales), ont chuté vertigineusement: 24% en 1970 (et 61%), 15,8% en 1984 (et 34,7%). De tels résultats montrent néanmoins que ce type de commerce n'est pas mort: 60 sociétés de stockage continuent à le prendre en charge et de nombreuses études de consultants estiment qu'il convient de gonfler ces données de +10 à +15%⁷. De plus, la croissance du commerce extérieur de Singapour en 1983 et 1984 a reposé largement sur une reprise des réexportations (produits alimentaires, huiles végétales, équipement de transport et machines, alors que caoutchouc naturel, produits manufacturés et pétroliers stagnent ou régressent).

Changement de nature

Une double transformation est intervenue dans l'identité des flux géographiques du commerce d'entrepôt et dans le genre des produits concernés.

Aux échanges traditionnels entre Malaisie, Java, Indochine, Siam, et puissances coloniales européennes, se sont substitués, pour la plus large part, des réseaux animés par les Etats-Unis⁸, le Japon, la RFA, Hong Kong et Taïwan, et s'étendant jusqu'en Malaisie orientale et dans toutes les îles principales de l'Indonésie. La vocation coloniale de Singapour s'est métamorphosée en une sorte de plate-forme internationale, de cité globale, alimentée par de nouvelles puissances économiques et axée sur les besoins et les richesses naturelles d'une région enregistrant des taux de croissance élevés. Par ailleurs, aux produits de base bruts des Etats voisins, transitant par Singapour en direction de l'Europe, ont succédé matières et énergie semi-transformées dans ces mêmes pays d'origine, voire certaines de leurs jeunes productions industrielles, et distribuées via Singapour dans le reste du monde. En sens inverse, une part croissante de biens d'équipement et de certains produits manufacturés des pays développés sont réacheminés par ce grand port vers les pays voisins⁹.

⁵ LAY KAK EW «Singapore revised national accounts statistics» *Singapore Statistical Bulletin*, Vol. 4, 1975, pp. 1-9, RUGER (281), 1983, pp. 4-5.

⁶ WANSIRATUNGA (727), 1976-77, pp. 31-42, CHUA JOON ENG et MORGAN (589), 1972, pp. 8-24.

⁷ *Singapore's business appraisal*, (231), 1978, pp. 48-49.

⁸ «Decline of UK trade influence in Singapore opens way for US to improve position as a supplier».

Facteurs d'explication

Plusieurs facteurs expliquent le recul et les transformations du commerce d'entrepôt de Singapour.

La politique d'industrialisation accélérée, adoptée dans l'île dès 1965-70, a provoqué une croissance rapide de ses exportations domestiques, insignifiantes au départ. La mise en valeur des ressources naturelles et la naissance d'industries sectorielles dans les pays voisins devant souvent recourir à Singapour, avant de pouvoir se doter de structures d'exportation directe, ont joué aussi un rôle important.

Le moule du rapport classique entre colonisateurs et emporium commercial d'une part, et espace colonisé de l'autre, a inspiré un mode de commerce d'entrepôt renoué: de nouveaux liens se sont établis entre les grands pays industriels et Singapour, utilisé comme base régionale de réexportation de biens d'équipement et de transport, de matériels spéciaux, de hautes technologies et de produits de consommation, qui représentent aujourd'hui plus de 60% des biens réexpédiés¹⁰. Dans le même temps, la diversification du tissu économique intervenant à Singapour, puis dans d'autres pays de l'ASEAN, a multiplié les complémentarités¹¹.

Enfin, les techniques modernes de stockage et la qualité des services offerts par Singapour (terminaux portuaires et aériens, rapidité des opérations de déchargement-réexpédition, conteneurisation, chaîne du froid, contrôle des normes et procédures de commercialisation) ont contribué à cette transformation du commerce d'entrepôt.

Un rôle d'intermédiaire critique

Les fonctions d'intermédiaire commercial et/ou financier, exercées par un groupe ethnique ou un Etat déterminés, ont été contestées et jalousees tout au long de l'histoire universelle. Singapour n'échappe pas à la règle: l'activité d'entrepôt est qualifiée, par certains, de parasite tirant profit sans travail aucun du simple transit portuaire des productions des pays voisins et du reste du monde¹². Le concept de Singapour «Juif de l'Orient» est solidement établi dans les milieux anti-chinois de la région. Sans adopter toujours cette position radicale, de nombreux décideurs en Indonésie et Malaisie cherchent à réduire tout monopole commercial, toute rente de situation supposée, d'un Singapour qui affiche, avec Brunei et le Japon, le niveau de vie le plus élevé en Asie¹³.

L'appréciation de ce rôle d'intermédiaire fluctue entre le discours critique, voire polémique, de ses détracteurs, qui encouragent des initiatives visant à le réduire, et les réalités géo-économiques objectives qui n'ont pas cessé de

¹⁰ *Singapore Ministry of Trade and Industry, Economic Survey of Singapore*, 1984, pp. 26-39, *Singapore Economic Bulletin*, June 1985, pp. 19-26.

¹¹ *Singapore International Chamber of Commerce, Report*, 1982-83, pp. 107-108.

¹² BURHAN (190), 1972, 336 p., propose une critique marxiste dénonçant Singapour en tant qu'instrument de l'impérialisme économique des puissances coloniales et du néo-colonialisme contemporain des pays industriels occidentaux.

militer en faveur de Singapour jusqu'à ce jour. Les arguments de poids qui défendent la viabilité de son entrepôt sont les suivants ¹⁴:

- La localisation géographique, les infrastructures et les services qu'offre Singapour demeurent inégalés dans la région.
- La qualité de réception/préparation/redistribution des produits destinés à la réexportation s'accompagne de techniques avancées de commercialisation seules disponibles à Singapour, d'où des économies dans les délais de transit et donc dans les coûts que les pays voisins ne sont pas en mesure de concurrencer.
- Le statut de port libre, non repris par les autres membres de l'ASEAN, renforce cette compétitivité de Singapour par des prix imbattables en fin de circuit commercial ¹⁵.
- La prépondérance de Singapour repose sur une complémentarité 'en cascade' des réseaux de commercialisation entre ce grand port, relais du fret international et des navires de taille moyenne des Etats voisins, et les ports de Malaisie, d'Indonésie et de Thaïlande, eux-mêmes relais du cabotage intra-régional et domestique.

Dans l'hypothèse où ces mêmes pays s'engageraient dans la voie du développement de structures comparables à celles de Singapour, il en résulterait pour chacun une formidable mobilisation des moyens nécessaires, au détriment de tant d'autres secteurs économiques nationaux prioritaires, et une hausse exorbitante des coûts de commercialisation rendant les exportations domestiques encore moins compétitives qu'à l'accoutumée. L'argument de Singapour, parasite car trop onéreux, ne résiste donc pas à l'analyse.

Cela ne signifie pas pour autant que les gouvernements locaux doivent renoncer à des plans d'infrastructures portuaires adaptés au rythme du décollage économique de leur pays: le cœur du débat n'est pas d'essayer de se passer des services performants de Singapour, tentative dommageable pour tous les acteurs en présence, mais de préparer un avenir où leurs dimensions ne suffiront plus à répondre aux besoins de vastes partenaires comme l'Indonésie.

L'existence d'un langage anti-singapourien, demeuré certes minoritaire depuis 1970-75 mais potentiellement destructeur sur le plan économique, souligne, en persistant dans les pays voisins, la dépendance et la vulnérabilité permanente de la cité-Etat placée dans son contexte régional. Celle-ci parvient à les minimiser en contrôlant le transit de certains produits indispensables aux uns et aux autres, et en cultivant à travers la compétitivité de ses services, son image de petit Etat-tampon entre des économies agraires encore peu avancées (à l'exception de la côte ouest de la Malaisie péninsulaire) et la concurrence acharnée qui prévaut sur les marchés internationaux (et dont Singapour constitue le maillon le plus proche).

¹⁴ L'article d'un économiste indonésien, également interviewé à l'Université Indonésienne à Jakarta en septembre 1984, détaille cette question: RIKSOPHOTO FRANSIS *Peranan Singapura bagi perdagangan luar negeri Indonesia alternatif di masa mendatang: oleh-by pass atau mengimpor dari Singapura*. (L'alternative concernant le rôle futur de Singapour dans le commerce extérieur de l'Indonésie: by-passer Singapour ou bien chercher à bénéficier de ses activités). Jakarta: Lembaga Ekonomi I. I. 1984, 80 p. (I. I. M. p. 2).

¹⁵ *Parque des Marchés Intérieurs*, 8 (2000), 277-198, pp. 88-9.

ANNEXE II

SINGAPOUR, CONJONCTURE ÉCONOMIQUE 1985-87

A. Récession en 1985-86

Enregistrant une croissance de + 8,2% en 1984, l'économie de Singapour s'est contractée, pour la première fois depuis l'indépendance, de - 1,8% en 1985. Cette même année, 96'000 emplois ont été supprimés et le chômage s'est élevé à 4,1% de la population active (dont 45% de jeunes de moins de 25 ans). La situation s'est redressée en 1986 avec + 1,9% mais toutes les analyses prévisionnelles laissent prévoir en 1987-90 une expansion nettement plus lente que par le passé.

D'avril 1985 à février 1986, un comité de 12 sages présidé par le ministre en exercice du commerce et de l'industrie, LEE HSIEN LOONG, fils du Premier Ministre LEE KUAN YEW, a été chargé d'examiner les origines de ce ralentissement de l'activité économique et de recommander au gouvernement des remèdes possibles et des nouvelles orientations pour l'avenir. Le rapport final du comité a identifié plusieurs groupes de problèmes conjoncturels et structurels:

- Une récession durable frappe certains secteurs qui représentent le moteur du développement de Singapour depuis 20 ans, notamment l'industrie pétrolière et pétrochimique, la construction et la réparation navales, le bâtiment et l'hôtellerie.
- La politique des hauts salaires menée depuis 1979-81 et le niveau très élevé des coûts locaux de production en général affectent la compétitivité internationale de l'industrie manufacturière de Singapour (surtout comparée à Hong Kong, Corée du sud, Taïwan), réduit l'attrait des investisseurs étrangers potentiels déjà moins nombreux en période de faible expansion mondiale, et freine le développement rapide de secteurs liés aux technologies de pointe.
- Les échanges avec les principaux partenaires de Singapour se sont réduits: fluctuations cycliques des marchés de l'électronique, coût élevé du dollar, déficits budgétaires et tendances protectionnistes aux Etats-Unis; chute des prix du pétrole et des produits de base affectant la santé des pays voisins; début de récessions sectorielles au Japon.
- Le maintien dommageable de taux d'intérêts onéreux et de la surévaluation du dollar de Singapour s'est combinée avec un niveau record de l'épargne (41% du PNB), canalisée pour une part sous la forme de prélèvements obligatoires alimentant la caisse sociale et de retraite, le Central Provident Fund (+ 40% du coût salarial unitaire moyen).
- L'interventionnisme omniprésent et souvent exclusif des pouvoirs publics a favorisé le développement de secteurs jugés prioritaires, mais certains choix récents ne se sont pas toujours révélés les meilleurs. Le contrôle du gouvernement s'étend à tous les rouages de l'économie locale (80 organismes et 450 sociétés gérés par l'Etat).

- La faillite retentissante du groupe Pan Electric est venue s'ajouter aux 400 autres faillites moins spectaculaires mais non moins réelles intervenues en 1985; elle a provoqué, en décembre 1985, la fermeture des bourses de Kuala Lumpur et de Singapour pendant plusieurs jours.

B. Perspectives 1987 et à moyen terme

Le budget de 1986 a introduit une première série d'allègements fiscaux destinés à relancer l'économie et deux mesures méritent d'être soulignées parmi ceux-ci:

- la taxe sur les sociétés est diminuée de 40 à 33%;
- la contribution des employeurs au Central Provident Fund est réduite de 25 à 10% du montant brut du salaire versé, et cela pour une période d'au moins deux ans, l'augmentation des rémunérations salariales restant bloquée pour une durée équivalente.

Ces mesures vont dans le sens du rapport du comité des sages de février 1986 qui recommande:

- une réduction des coûts de production et des efforts d'amélioration de la productivité;
- une contribution plus large de l'épargne à la relance de l'investissement local;
- une diminution de la pression fiscale sur les entreprises et les particuliers;
- une promotion active du secteur tertiaire, des technologies de pointe et de la recherche;
- un désengagement partiel des pouvoirs publics dans le contrôle de l'économie nationale donnant la priorité à des mesures d'incitation en faveur des entreprises privées locales et étrangères;
- un programme d'éducation et de formation accrues à tous les niveaux d'âges et de compétences.

La récession de 1985-86 résulte sans nul doute de la combinaison de facteurs conjoncturels et de changements structurels récents sur le marché mondial que le gouvernement de Singapour pouvait difficilement prévoir longtemps à l'avance, en partie tout au moins; elle souligne une fois de plus l'extrême dépendance de la cité-Etat.

Les débuts de redressement de 1986 s'expliquent autant par l'impact réel et psychologique des mesures adoptées sur la base du rapport des sages que par une certaine reprise de la demande mondiale et par des perspectives plus favorables pour Singapour sur le marché des changes (chute du dollar US et hausse du yen). Cependant, le discours national de LEE KUAN YEW, en août 1986, rejoint l'avis unanime des experts pour estimer que la croissance de Singapour n'excèdera pas 3 à 5% en 1987 et dans les prochaines années. L'expansion modeste du commerce extérieur et de la consommation intérieure parallèlement à un niveau d'investissements demeurant substantiel garantissent une reprise modérée sans pouvoir espérer retrouver les taux de croissance remarquables des années 70-80.

Dans le secteur industriel, les coûts de production demeurent encore élevés et les investisseurs étrangers préfèrent la Corée du sud ou Taïwan, voire d'autres pays moins avancés de la région pour y transférer certaines activités devenues non rentables dans les pays industrialisés. L'avenir de Singapour

dans des activités tertiaires semble mieux assuré mais quelques incertitudes persistent néanmoins, notamment dans le domaine commercial et financier: plans d'austérité en Indonésie et en Malaisie (chute des prix de l'énergie et des produits de base, chute du dollar), difficultés budgétaires, commerciales et monétaires aux Etats-Unis, surévaluation du yen et début de crise dans certaines industries traditionnelles au Japon, interrogations quant aux développements futurs des places financières de Tokyo et de Hong Kong, investissements délicats et plus rares des nations industrielles dans le domaine des services et des technologies de pointe.

Plus généralement, les structures actuelles de l'économie de Singapour font penser à celles d'un pays encore moyennement développé:

- de nombreuses entreprises locales, souvent de petite taille, traditionnelles et peu rationalisées, continuent à coexister avec le Singapour moderne des grandes sociétés para-publiques ou étrangères;
- en raison de la taille du marché intérieur et même régional dans certains cas, mais aussi d'infrastructures et d'activités de sous-traitance insuffisamment diversifiées, l'implantation de technologies avancées et de services sophistiqués n'est pas toujours aisée, voire possible;
- au sein du secteur tertiaire, qui représente 64% du PNB, subsistent des services et des activités commerciales de dimension modeste remplissant des fonctions simples, parfois même rudimentaires;
- 50 à 60% de la population locale n'a reçu qu'une éducation primaire et 23% des Singapouriens ne sont jamais allés à l'école;
- la priorité donnée pendant 20 ans au service public, à la haute administration, à la gestion des sociétés para-publiques et des filiales de groupes étrangers a absorbé l'essentiel des talents et des cerveaux les plus brillants, délaissant l'entreprise privée locale ou régionale;
- l'intervention systématique du gouvernement dans la construction du tissu économique de la cité-Etat, probablement indispensable au départ, doit s'orienter à présent vers des mesures de dérégulation et de privatisation permettant d'élargir et de rendre plus flexible la diversification de l'industrie et des services, et d'éviter de tomber dans le piège d'un étatisme omniprésent dans de nombreux pays en développement même avancés;
- la philosophie du bon gouvernement et de son infaillibilité, qui s'applique depuis l'indépendance en style politique de LEE KUAN YEW et de son équipe, s'adapte mal aux nécessités de la compétition internationale requérant toujours plus d'esprit d'entreprise et de libre initiative. Le recul du PAP aux élections de 1986 et la récession économique de 1985-86 ont le mérite de rappeler au gouvernement qu'il peut se tromper et à la population que le confort de la croissance n'est jamais définitivement acquis.

BIOGRAPHIE DE LEE KUAN YEW, PREMIER MINISTRE DE SINGAPOUR

HARRY LEE KUAN YEW («la lumière qui brille»), fils aîné de LEE CHUN KOON (cadre de société pétrolière et bijoutier) et de CHUA JIM NEO, est né à Singapour en 1923. Sa famille, d'origine Hakka (Chine méridionale), est implantée à Singapour depuis 1830-40; l'arrière-grand-mère maternelle et le grand-père paternel ont épousé respectivement un Malais et un Chinois peranakan indonésien, ce qui explique l'esprit multiracial du cercle familial qui a tant marqué le jeune LEE dans ses luttes ultérieures contre toute discrimination raciale. LEE KUAN YEW fréquente l'école primaire anglophone de Telok Kurau afin de devenir, conformément à la volonté de son grand-père, l'égal d'un gentleman britannique en termes de professionnalisme tout en conservant la tradition chinoise. Puis, il poursuit ses études au Raffles College de Singapour fréquenté par l'élite locale anglophone. C'est l'impact de la Grande Dépression des années 30, ruinant familles maternelle et paternelle, qui prédispose en partie LEE KUAN YEW à devenir plus tard un socialiste pragmatique.

La capitulation de Singapour, la perle britannique de l'Asie, et l'installation du haut commandement nippon pour l'Asie du sud-est dans l'île, marquent profondément le jeune étudiant qui échappe de peu à une série d'exécutions sommaires par l'occupant. Ayant appris le japonais, il travaille pour l'Agence de Presse Domei et prend conscience durant ces années noires de l'extrême vulnérabilité de la cité insulaire. A la Libération, LEE aide Philip HOALIM, proche ami de sa famille et fondateur de la Malayian Democratic Union, à préparer un premier projet constitutionnel d'autonomie de la Malaisie.

Concrétisant ses projets d'avant-guerre, LEE KUAN YEW s'embarque pour la Grande-Bretagne où il obtient, au Fitzwilliam College de Cambridge, la plus haute distinction universitaire pour ses résultats en droit. Il s'initie alors à la profession d'avocat à Londres (Middle Temple). C'est aussi entre 1946 et 1950 que débute sa carrière politique à travers sa participation active au club travailliste de Cambridge et au Malayan Forum de Londres, ce dernier rassemblant bon nombre de ses futurs collaborateurs et adversaires politiques. Peu avant de rentrer à Singapour, LEE prononce d'ailleurs devant cette audience son célèbre discours sur l'avenir de la Malaisie.

En septembre 1950, LEE épouse KWA GEOK CHOO, brillante juriste rentrée à Cambridge, et fonde avec elle un cabinet d'avocats à Singapour. De ce mariage naîtront trois enfants (deux fils en 1952 et 1957, une fille en 1955), dont LEE HSIEN LOONG, mathématicien formé aux USA, Général de Brigade à 30 ans, puis député à partir de 1984 avant d'accéder à d'importantes fonctions ministérielles actuellement et de succéder, un jour peut-être, à son père.

A partir de 1952, LEE KUAN YEW devient le conseiller juridique de nombreux syndicats locaux et se place à l'écoute de l'agitation sociale de l'époque,

aidé en cela par ses connaissances linguistiques en mandarin et en malais. Cette expérience socio-politique, sur toile de fond de l'Etat d'urgence anti-communiste en vigueur dans toute la Malaisie depuis 1948, joue un rôle déterminant dans la création, en 1954, du PAP (People's Action Party), sorte de parti social-démocrate, dont LEE est le premier secrétaire général. En 1955, le PAP remporte trois sièges à l'Assemblée Législative et le député LEE KUAN YEW est associé aux négociations sur l'indépendance de Singapour qui se déroulent à Londres et durant lesquelles l'intelligence et la personnalité de LEE impressionnent fortement les autorités britanniques.

Propulsé au pouvoir en 1959 comme Chief Minister de Singapour à la suite d'une tentative avortée de déstabilisation communiste (1956-57), LEE KUAN YEW assure la totalité des sièges à son parti jusqu'aux élections de 1980. De 1963 à 1965, il siège également au Parlement de la Fédération de Malaisie, à Kuala Lumpur, et lutte vigoureusement contre les tentatives de partition communiste entre Malais et Chinois. C'est sur cette question qu'il se résigne, non sans amertume et regret, à la séparation de Singapour de la Fédération, le 9 août 1965, date de l'indépendance définitive de la cité-Etat.

Unanimentement apprécié et reconnu comme le principal artisan du formidable développement économique de Singapour intervenu depuis 1965, LEE KUAN YEW jouit d'une stature internationale de tout premier plan tant par son rôle fréquent de médiateur au sein du Commonwealth que par ses liens privilégiés avec de nombreux Chefs d'Etat et de Gouvernement à travers le monde.

Elu au Bureau de l'Internationale Socialiste en 1967, LEE KUAN YEW l'a quitté en 1976 à la suite d'accusations dénonçant l'autoritarisme du régime politique singapourien mis en place et l'emprisonnement d'un certain nombre d'opposants. Depuis les élections de 1984 qui ont vu le PAP perdre du terrain en faveur d'une opposition encore embryonnaire, LEE KUAN YEW s'efforce de préparer une transition politique ouvrant l'accès au pouvoir aux jeunes générations. Ayant annoncé son intention de quitter ses fonctions de Premier Ministre en 1988, année de son 65^{ème} anniversaire, il pourrait achever sa carrière politique hors du commun en briguant la Présidence de la République.

FACTEURS DE DISTORSION DANS LES ECHANGES
COMMERCIAUX ENTRE SINGAPOUR ET L'INDONESIE

1^{er} facteur: Deux systèmes différents de classification douanière

Comme on l'a observé dans la 1^{ère} partie du livre, cette distinction repose sur le double héritage du système de monopole commercial exclusif hollandais et de la politique libre-échangiste des Britanniques. C. HIMAWAN montre bien comment ce système a engendré, dès le XVIII^{ème} siècle, une contre-bande massive, notamment avec les Britanniques implantés à Bengkulu, et une corruption à grande échelle des administrateurs hollandais: le Gouverneur Général de la V.O.C. (Compagnie des Indes Orientales) s'octroie en 1774 près de l'430 fois son traitement officiel; deux siècles plus tard, en 1974-76, le patron des pétroles indonésiens PERTAMINA sera accusé d'avoir détourné 3 000 fois son salaire¹.

L'année 1976, date de l'accord LEE-SUHARTO prévoyant la remise des statistiques commerciales de Singapour à l'Indonésie, coïncide avec l'introduction de la rubrique 'réexportations' dans la présentation générale des statistiques singapouriennes.

2^{ème} facteur: Commerce officieux et de contrebande

Le commerce de contrebande, régulièrement mentionné dans la presse locale², fait l'objet d'un différend irréductible: les flux qui échappent à la taxation douanière de l'Indonésie ne sont pas considérés comme illégaux par Singapour, libre-échangiste. Ce type de commerce se compose surtout de produits de base et semble régresser depuis une dizaine d'années.

Le commerce de contrebande 'légal' ou 'officialisé'³ englobe des produits, qui arrivent physiquement dans les postes douaniers indonésiens, mais qui sont accompagnés de fausses déclarations (entraînant l'exemption ou la sous-évaluation des taxes à percevoir) avec la complicité des douaniers et des importateurs. Un scandale lié à l'entree libre, via l'aéroport de Halim à Jakarta, de vidéoscopes et d'ordinateurs par avions-cargo en provenance de Singapour, a motivé en 1984 l'arrestation du directeur général des douanes⁴.

En matière de fausses déclarations, l'importateur indonésien collabore avec des sociétés d'import-export de Singapour qui achètent à l'étranger, au

prix réel, les marchandises commandées. Ce prix réel est communiqué verbalement à l'importateur indonésien et l'intermédiaire singapourien établit une facturation qui indiquera à l'entree en Indonésie 70% de la valeur réelle, ce qui permet de réduire les taxes douanières tout en obtenant l'autorisation officielle d'importer. Les 30% restants et une commission pour 'service rendu' seront payés ultérieurement par l'importateur à son partenaire de Singapour, et sans aucune vérification possible en l'absence de contrôle des changes en Indonésie.

La dénomination des produits importés peut elle aussi être faussée afin d'échapper aux classifications douanières les plus taxées: l'emballage et les documents d'accompagnement peuvent indiquer des textiles bon marché alors qu'il s'agit de chemises de qualité, et les douaniers, moyennant 'pots de vin' discrets, ne procéderont pas à l'ouverture des colis, surtout lorsqu'on connaît l'encombrement d'un port comme celui de Jakarta.

Ces pratiques s'effectuent avec la complicité active des douaniers indonésiens et des commandants militaires locaux (Sumatra, Riau, Kalimantan), dont le traitement est dérisoire, et celle des agents de l'Ambassade d'Indonésie à Singapour, chargés de dresser des listes des produits commercialisés par l'île et de leurs prix moyens, et de les transmettre à Jakarta en vue d'une actualisation régulière des taxes douanières. En 1976, 75 douaniers ont été limogés à la suite de contrôles dans le port de Tanjung Priok (Jakarta) révélant plus de 825 millions de dollars de déclarations frauduleuses. En 1983, 80 millions de dollars au moins ont été extorqués par ces mêmes fonctionnaires de Tanjung Priok, soit un prélèvement de 280 à 500 US\$ sur chaque importation⁵.

Le système des douanes est également lourd et très compliqué en Indonésie. Les mouvements de marchandises sont classés dans différentes catégories (gulgugan), chacune correspondant à des règles, tarifs et taux de change distincts. Il n'est pas rare aujourd'hui encore que plus de vingt signatures soient nécessaires avant d'obtenir l'autorisation d'importation sollicitée⁶. En 1980-82, on ne comptait pas moins de 24 administrations douanières, 16 circuits officiels d'importation, 7 bureaux de contrôle des prix, 10 services de supervision des entrepôts, 6 services relevant du Ministère de l'Emploi et 14 administrations de districts⁷.

Parmi les territoires géographiquement prédestinés à commercer par des voies officieuses avec Singapour, l'archipel de Riau⁸ est le plus proche (sud de Singapour). Le port de Tanjung Pinang en particulier joue un rôle d'entrepôt-relais entre la cité-Etat et l'Indonésie, dénoncé par certains milieux indonésiens qui accusent les commerçants chinois de cette localité d'être les agents de Singapour⁹. Le commerce de contrebande du latex était florissant via ce petit archipel jusqu'en 1965-66. Puis succédèrent les textiles revendus 40 à 50% moins chers sur le marché indonésien par rapport aux produits nationaux similaires¹⁰. A Tanjung Pinang, les Chinois écoulèrent les mar-

¹ HIMAWAN (227), 1980, 332 p.

² *Indonesian Current Affairs Translation Service Bulletin* (ICATS), July 1974, p. 534, Jan 75, pp. 65-69, March 76, pp. 219-20, July 76, p. 475, Oct. 76, pp. 713-14, *Jakarta Post*, 07.04.84, 28.09.84, 18.02.85, *Straits Times*, 10.11.73, 24.11.73, 29.09.74, 14.07.82, 10.09.82.

³ JEWAKAWAN J. M., « Commercial and documentary fraud », *Singapore Banking and Finance*, 1982-83, pp. 94-95. Voir aussi: *FEER*, 15.03.84, pp. 78-79.

⁴ *Jakarta Post*, 07.04.84 et 31.08.84.

³ *Singapore Economic Bulletin*, August 1983, p. 40.

⁶ WEE Moon-Cheng (117), 1970, pp. 12-13.

⁷ CHAN YOK CHIN Claire, *Singapore/Indonesian relations, 1953-70*, Singapore, National University, 1981, 75 p. SHAW Tony, (458), 1977, 68 p.

⁸ NG Chin-Khong, (262), 1976, 78 p.

⁹ *ICATS*, 1971, p. 478 et 1974, p. 815.

¹⁰ *FEER*, 10.71, p. 917.

chandises auprès de clients Batak qui les transportaient par petits caboteurs de 2'000 tonnes vers Medan et Jakarta. Un sixième des cas de contrebande signalés, impliquant plusieurs centaines de millions de rupiah, ont pendant longtemps été identifiés dans les îles de Riau ¹¹.

3^{ème} facteur: Commerce de compensation

L'initiative revient à l'Indonésie en 1932 ¹² à la suite de la réduction de ses revenus pétroliers en devises l'obligeant à acheter moins à l'étranger. Ce type d'échanges-troc, pratiqué par 80 pays dans le monde en 1984, concerne l'exportation de pétrole brut indonésien contre l'importation en provenance de Singapour de produits pétroliers raffinés ou de certaines catégories de pétrole inexistantes en Indonésie ¹³.

4^{ème} facteur: Commerce de transactions diverses

Même dans le cas d'échanges directs entre l'Indonésie et le reste du monde, les documents d'accompagnement (déclaration en douane, factures, assurances, garanties) sont souvent établis ou transitent par Singapour, place financière et de services ¹⁴. Des falsifications astucieuses peuvent être effectuées.

5^{ème} facteur: Commerce de contrefaçons

Les échanges de contrefaçons faussent les statistiques, les prix des produits piratés étant tantôt inférieurs, tantôt identiques aux prix des articles de marque garantis. Singapour et Taïwan occupent le 1^{er} rang mondial dans ce domaine (électro-informatique, cassettes, disques, cosmétiques, produits de luxe)¹⁵. En 1982, on estime que les Etats-Unis ont perdu 6 à 8 milliards de dollars de chiffre d'affaires à l'étranger en raison de la concurrence déloyale des contrefaçons ¹⁶.

¹¹ ICATS, 1973, p. 762 et 1975, pp. 69, 142-44 et 300.

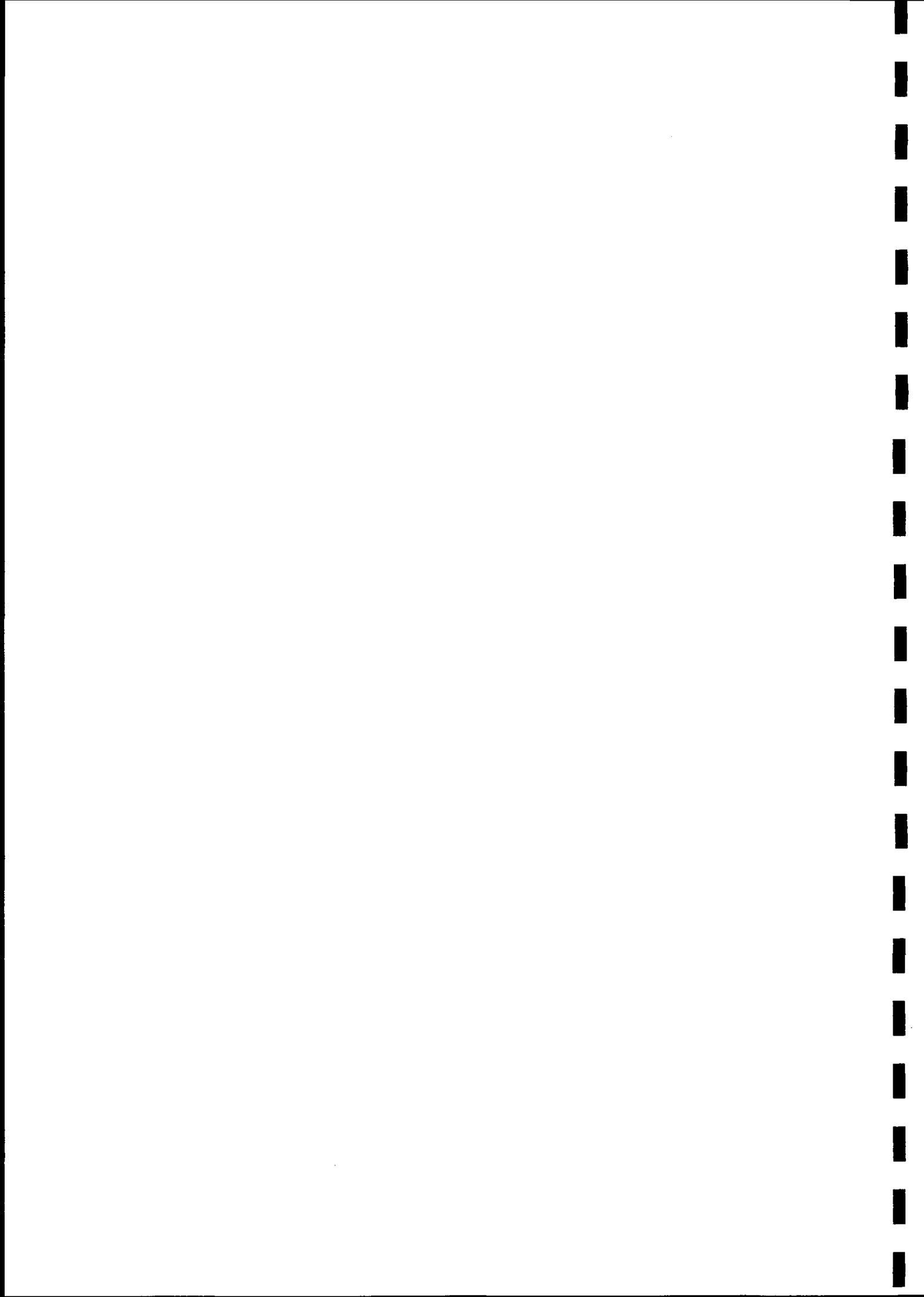
¹² *Singapore Business*, Jan. 1982, *Singapore International Chamber of Commerce*, Report 82-83, S.T., 08.04.82, *FEER*, 27.02.76, pp. 24-25.

¹³ *Singapore Business*, June 1984, pp. 68-69, *Jakarta Post*, 30.03.84.

¹⁴ LEE SHENG YI (244), 1982, p. 233.

¹⁵ *Ambassade de France à Singapour, Poste d'Expansion Economique, «La contrefaçon à Singapour»*, 14.09.83, 10 p.

¹⁶ *Singapore Business*, June 1984, pp. 27-32.



6.7 TRANSPORTS

6.7.1 TRANSPORTS ROUTIERS

6.7.1.1 Généralités - Caractéristiques

La nécessité de fournir les infrastructures indispensables au développement industriel et de satisfaire les besoins de la population en matière de transport a conduit le gouvernement à engager dans les années soixante-dix un vaste programme d'investissement en matière de voiries et de transports publics.

6.7.1.2 Réseau routier

Mise à jour

Routes (1988) : 2 800 km, dont 100 km de voies express.

Un programme, en cours de réalisation, vise à augmenter le réseau de voies express de quatre tronçons (d'une cinquantaine de kilomètres) pour former un périphérique autour de la ville.

Un second pont devrait être construit entre JOHORE et SINGAPOUR. Les travaux devraient commencer au début de l'année 1993 et s'achever en 1994.

6.7.1.3 Parc routier

On recense 500 000 véhicules dont 250 000 automobiles.

6.7.2 TRANSPORTS FERROVIAIRES

6.7.2.1 Généralités - Caractéristiques

Des informations sur ce sujet seront disponibles dans une prochaine édition.

6.7.2.2 Réseau ferroviaire

Mise à jour

Chemins de fer (1988) : 38 km de voies à écartement métrique.

Un métro - le MRT «Mass Rapid Transit» - de construction récente comprend déjà quatre lignes (39 stations). Des travaux d'extension se poursuivent actuellement.

6.7.2.3 Parc ferroviaire

Des informations sur ce sujet seront disponibles dans une prochaine édition.

6.7.3 TRANSPORTS AERIENS

6.7.3.1 Généralités - Caractéristiques

SINGAPOUR, qui est déjà un port à vocation mondiale et pas seulement régionale, tend de plus en plus à devenir également un aéroport international.

C'est ainsi qu'en 1991, UNITED AIRLINES a décidé d'utiliser SINGAPOUR comme plate-forme régionale, ainsi que le fait déjà BRITISH AIRWAYS. Cela permettra au transporteur américain de relier SINGAPOUR à d'autres pays de la région en utilisant des avions de taille moyenne.

Autre illustration de l'activité de SINGAPOUR : l'ouverture de nouvelles lignes aériennes. L'année 1992 aura été marquée par l'ouverture de plusieurs lignes aériennes nouvelles à destination de MADRID, JOHANNESBURG, HO CHI MINH VILLE, HANOI, NEW YORK. Une liaison aérienne entre SINGAPOUR et TERENGANNU en MALAYSIA devait déjà être ouverte à la fin de l'année 1991.

6.7.3.2 Compagnies aériennes

Mise à jour

* SINGAPORE AIRLINES

Après des débuts modestes en 1972, la compagnie nationale, «SINGAPORE AIRLINES» (SIA), est devenue l'une des compagnies principales d'ASIE, réputée pour ses services et son efficacité. Elle dispose d'une flotte très récente et se place au 14ème rang mondial pour le transport des passagers et au 12ème rang pour le fret.

L'Etat détient 55 % du capital de la SIA, le reste des actions étant partagé entre des investisseurs étrangers et des actionnaires locaux, y compris les employés de la compagnie. En 1987, le chiffre d'affaires de la compagnie représentait 3,6 % du PNB. Le trafic de la SIA devrait connaître une progression de 15 % pour l'année 1992 après avoir connu une hausse de 12 et 13 % en 1990 et 1991.

Signe de son dynamisme, SIA demeure intéressée, comme BRITISH AIRWAYS, par une prise de participation minoritaire au sein de la compagnie australienne QANTAS.

* TRADEWINDS

TRADEWINDS est une filiale de SIA.

6.7.3.3 Aérodomes

Aéroport international : CHANGI. Il est envisagé de doter l'aéroport d'une 4ème piste et d'un 4ème terminal. Ces nouvelles installations seront construites, d'ici à 2005-2010, sur une portion de terrain à récupérer sur la mer.

Il faut ajouter à l'aéroport de CHANGI cinq autres aérodomes, dont un avec une piste de plus de 3 650 m.

6.7.3.4 Parc aérien

Flotte aérienne:

* SINGAPORE AIRLINES

AIRBUS Industrie	14 A310/324
BOEING	2 B 757-212
	6 B 747-212B
	1 B 747-212F Cargo à portes latérales
	14 B 747-312, dont 4 cargos à portes latérales
	12 B 747-412

* TRADEWINDS

BOEING	2 B 737-3YO en location
SHORT	1
SKYVAN	3 en location auprès de SINGAPORE AEROSPACE
Au total	55 appareils

Il est à noter, en outre, qu'un centre de formation de pilotes existe sur l'aéroport de SELESTAR, et qu'il fonctionne avec des appareils Cessna 152 Aerobat.

6.7.4 TRANSPORTS MARITIMES ET FLUVIAUX

6.7.4.1 Généralités - Caractéristiques

La zone portuaire de SINGAPOUR est administrée par le «Port of Singapore Authority», qui gère les installations et contrôle le trafic.

6.7.4.2 Ports

Mise à jour

L'activité du port de SINGAPOUR, unique port de l'île, est l'une des plus intenses du monde (4ème port du monde, par son trafic, après ROTTERDAM, NEW YORK et YOKOHAMA). Le port joue un rôle particulièrement important dans le commerce de SINGAPOUR qui a, depuis fort longtemps, une fonction d'entrepôt. Grâce à une situation géographique idéale, les produits transitent aisément par l'île avant d'être réexpédiés vers leurs différents marchés finaux.

5 terminaux regroupent 15 quais, d'une longueur totale de quelques 15 km, pouvant accueillir tous types de bâtiments. Des aménagements devaient être réalisés. Un nouveau terminal a ainsi été inauguré à PULAU BRANI en octobre 1992 ; il ne sera pourtant totalement achevé qu'en 1994. Il comprendra alors 31 grues desservant 9 quais. Le port sera en outre doté d'une gestion informatisée.

La volonté de continuer à développer les infrastructures du pays a encore été démontrée par l'annonce d'un nouveau projet de «méga-port» situé à PASIR PANJANG. Prévu sur une durée de 30 ans, la première phase comprenant la construction de trois quais, devrait commencer dès 1993.

6.7.4.3 Réseaux maritimes et fluviaux

Des informations sur ce sujet seront disponibles dans une prochaine édition.

6.7.4.4 Flotte

Fin 1990, la marine marchande singapourienne se plaçait au treizième rang mondial avec 1 565 navires.

Tonnage : 7 287 000 tjb pour 407 bâtiments de 1 000 t et plus, dont 103 pétroliers.

Au carrefour du trafic sud-est asiatique

Singapour, plaque tournante du conteneur

Singapour mérite bien le qualificatif de "mégahub". Géant mondial du transbordement de conteneurs, plaque tournante d'une région en pleine explosion économique, l'Asie du sud-est, ce port ultra-moderne n'en finit plus de s'étendre. Et il vient de lancer un programme d'expansion titanesque. Objectif 2025 : les 36 millions de boîtes. Explications.

C'est un port au monde qui peut se vanter d'accueillir un porte-conteneurs toutes les 40 minutes et s'enorgueillir d'un trafic d'un millier de boîtes pour chaque heure qui s'écoule. Ce port, c'est Singapour. Seul Hong Kong affiche des chiffres comparables.

Petit par sa superficie (620 km²) et sa population (3 millions d'habitants), l'État de Singapour est puissant par l'influence qui est la sienne en Asie, et surtout par son port qui devrait devenir sous peu le plus grand au monde, toutes marchandises confondues. Bâtie sur l'île du même nom, la ville-État de Singapour rayonne sur tout le sud-est asiatique.

Une situation géographique idéale

Singapour possède un atout majeur que ses dirigeants ont bien su mettre à profit : sa situation géographique, à la pointe continentale de l'Asie du sud-est. Situé au carrefour des routes maritimes d'une région en pleine explosion économique, Singapour a su canaliser les courants de trafic. Il n'est pas de compagnies de lignes régulières servant l'Extrême-Orient qui ne touchent le port.



Photo PSA

Le terminal de Brani s'étend sur 82 hectares et dispose de 31 portiques, qui vont passer à 38 en 1995.

Nul besoin de dérouter ni de chenaliser longuement. Les terminaux sont à quelques encablures de l'autoroute des "Straits", les célèbres détroits de Singa-

pour que les marins connaissent bien pour y avoir eu un jour quelques angoisses au regard du trafic qui y règne et des grains soudains qui bouchent toute

visibilité. Cette proximité a été particulièrement mise à profit pour faire de Singapour la plaque tournante du sud-est asiatique.

Ces atouts lui ont aussi permis de se hisser au rang des pays riches, avec un produit national brut par habitant de 17 200 dollars en 1993 (21 700 dollars pour la France), soit un triplement en une douzaine d'années. 70% de la production nationale est réalisée dans le secteur des services au rang desquels l'activité portuaire figure en bonne place.

20% de croissance par an pendant dix ans

SINGAPOUR a vu transiter 92 655 navires en 1993 représentant 623,8 Mtjb, soit un navire entrant toutes les six minutes. Ils y ont embarqué ou débarqué 273,7 Mt de marchandises, ce qui représente une progression de 15% par rapport à 1992 et un doublement sur 1987. Seul Rotterdam le devance. Ce trafic inclut 123,5 millions de tonnes de pétrole et produits pétroliers.

Côté conteneurs, ce sont 9 050 000 EVP qui ont transité, pour 126 millions de tonnes comptables (freight tons). Ce chiffre ne représente pas moins de 8% du trafic des ports du monde. En 1984, il n'était "que" de 1,5 million d'EVP. Ce gain équivaut à une croissance moyenne impressionnante de 20% par an en l'espace de dix ans. Son seul rival est Hong Kong qui l'a devancé de 150 000 EVP l'an passé grâce à une croissance explosive. Les autres leaders du conteneur viennent loin derrière les deux géants. En troisième et quatrième place, on trouve Kaohsiung et Rotterdam qui ont réalisé 4 640 000 EVP et 4 160 000 EVP. Différence, plus des deux tiers du trafic ne fait que transiter, car Singapour est avant tout un port de transbordement, évitant aux porte-conteneurs de multiplier les escales.

1994 va confirmer cette progression puisqu'au 31 août, on comptait déjà 6,7 millions d'EVP. Ce trafic transite par quelque 120 lignes régulières touchant 374 ports dans le monde. En Europe, les deux principaux partenaires de Singapour sont Rotterdam (19 départs hebdomadaires) et Hamburg (18 départs hebdomadaires).

Les boîtes transitent essentiellement par trois terminaux spécialisés cumulant une superficie de 299 hectares et par deux terminaux polyvalents couvrant 72 hectares. S'y ajoutent trois centres de collecte/distribution (« distriparks »). Les trois terminaux spécialisés disposent au total de 30 postes et 92 portiques navires/quoi. En 1995, deux nouveaux postes dotés d'un total de sept portiques entreront en service au terminal de Brani.

•Tanjong Pagar : 118 hectares - 6 postes + 2 postes feeders - 28 portiques.

•Keppel : 99 hectares - 5 postes + 7 postes feeders - 33 portiques.

•Brani : 82 hectares - 5 postes + 4 postes feeders - 31 portiques.

•Pasir Panjang : terminal polyvalent - 42 hectares.

•Sembawang : terminal spécialisé dans les néo-vracs (papiers, bois, aciers) et dans les automobiles - 30 hectares.

Le seul terminal de Tanjong Pagar a enregistré un trafic de 3 960 000 EVP en 1993, à peine moins que le trafic réalisé par l'ensemble du port de Rotterdam. Ceux de Keppel et Brani ont réalisé respectivement 3 310 000 EVP et 1 590 000 EVP. Le reste du trafic est réalisé sur la plate-forme polyvalente de Pasir Panjang.

Les trois « distriparks » (Keppel, Pasir Panjang et Alexandra) offrent une surface d'entrepôt proche de 600 000 m². Ils se présentent sous la forme de hangars superposés. Le plus haut, situé à Pasir Panjang, affiche huit niveaux !

Singapour est aussi le premier fournisseur mondial de fiouls de soutes puisque pas moins de 16,7 Mt de fiouls et diesel-oils ont été fournis aux navires l'an passé. Parmi les services rendus figure aussi l'avitaillement en eau douce (1 million de tonnes en 1993) et un service de collecte d'ordures par minibarges. En outre, Singapour héberge plusieurs grands chantiers de réparations (Keppel, Sembawang, Jurong, Hitachi Singapore) qui tirent eux aussi profit des atouts géographiques du port ainsi que de son activité.

Y.L.G.

●●●

On mesure tout l'intérêt qu'a le gouvernement à encourager le développement de son port. 57% du chiffre réalisé par la PSA sont à attribuer aux trafics conteneurisés, le point fort d'un port que ses dirigeants "vendent" littéralement.

Des "pros" de la prestation

Côté marchandises conteneurisées, Singapour joue le rôle de plate-forme de collecte et redistribution pour l'ensemble du sud-est asiatique. Bien des conteneurs ne font qu'y transiter, allant directement des navires-mères au feeders et vice versa.

Des services de regroupement de marchandises sont aussi rendus à grande échelle grâce aux "distriparks", ces immenses hangars superposés où les lots de marchandises sont triés selon leur nature et leur destination. C'est sur ce rôle de transbordement et de relais que la PSA appuie sa stratégie.

En 1993, les neuf millions d'EVP ont été franchis, à comparer aux 7,6 millions de 1992. Cette explosion a motivé d'énormes programmes d'investissement, comme le gigantesque projet « Pasir Panjang » (lire ci-contre) qui permettra de multiplier par quatre le trafic conteneurisé d'ici trente ans. Singapour est aussi un grand centre pétrolier. Les produits raffinés y sont réexpédiés vers toute l'Asie du sud-est. Esso, Shell et Mobil y disposent de leurs terminaux et raffineries, sur des îles accolées à l'île de Singapour elle-même.

Singapour veut aussi séduire les croisiéristes, une activité qui se développe rapidement dans la région. Le port s'est doté d'une gare maritime avec front d'accostage permettant l'accueil de trois paquebots. En 1993, pas moins de 344 escales ont été enregistrées pour quelque 164 000 passagers.

La formation en avant

Un État qui se développe à une telle allure doit aussi investir lourdement dans la formation. De ce côté, le port dispose de sa propre organisation, le Singapore Port Institute. L'an dernier, c'est 3% de la masse salariale de la PSA qui a été consacrée à cette activité. En moyenne, chaque employé a effectué sept jours de stages. Le port dispose aussi d'un simulateur de navigation pour l'entraînement de ses pilotes et d'un simulateur de conduite de portiques à conteneurs pour les opérateurs de ces engins. Sur ce plan, les responsables portuaires vont même plus loin puisqu'ils assistent d'autres ports dans la formation des personnels, et cela jusqu'en Europe. Il a ainsi formé 24 conducteurs de portiques italiens qui mettent à profit leur apprentissage au nouveau terminal de Gênes-Voltri.

La qualité des prestations offertes permet à la PSA d'accumuler les gratifications. Pour 1994, il a déjà remporté les coupes « Best Seaport Asia », « Best Container Terminal Operator » et « Best Warehouse Operator ».

Yann LE GOUARD

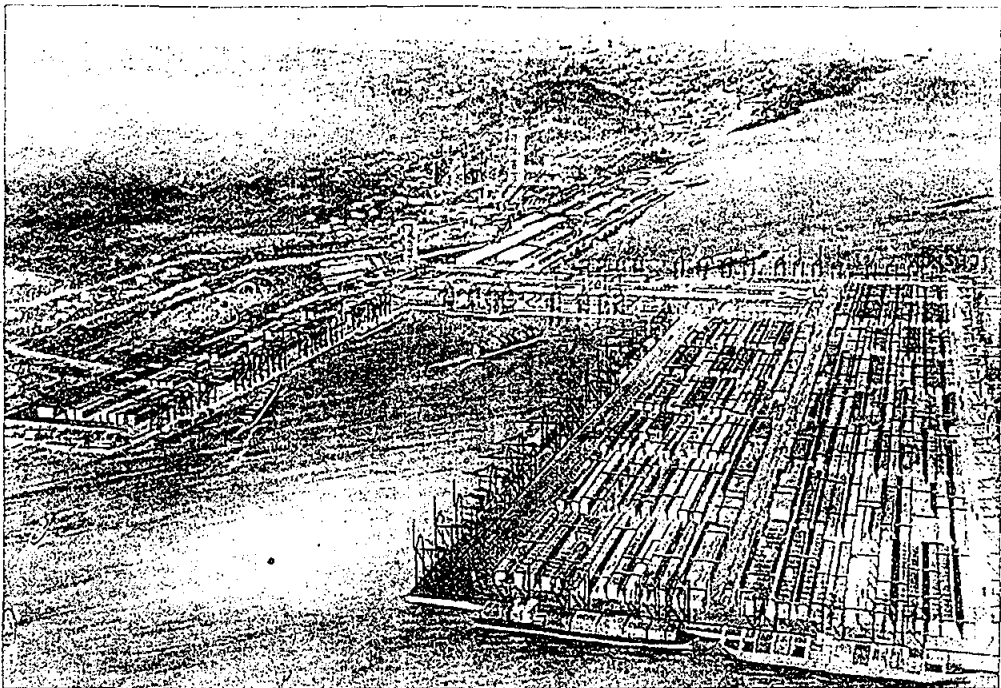


Photo PSA

Le futur terminal Pasir Panjang tel qu'il apparaîtra en l'an 2009, après achèvement de la seconde des quatre étapes projetées.

Un nouveau terminal pour le trafic de l'an 2000

Le port de Singapour est une véritable machine à transborder. Ses terminaux, dernier en servis par une main-d'œuvre bien formée permettront d'accueillir simultanément une quinzaine de grands porte-conteneurs (plus de 3 000 EVP) et une foule de feeders. Pour autant qu'il se vende, le port de Singapour ne vend pas ses postes à quai comme dans d'autres ports. C'est là un choix délibéré. A Singapour, il n'existe pas de terminaux "dédiés", c'est-à-dire à l'usage exclusif d'une compagnie qui en délègue la concession. On n'y voit donc pas de portiques et autres engins au bleu Maersk ou à l'étiquette Sea-Land.

Mais la PSA offre une contrepartie : la priorité d'accostage aux opérateurs justifiant d'un volume suffisant de trafic. Ce sont les fameux « Appropriated Berth Schemes » (ABS, plan pour usage privilégié des postes à quai) tant convoités, qui incitent des compagnies moyennes à se regrouper pour décrocher ce privilège. Disposer de l'ABS, c'est permettre l'accostage simultané d'un navire-mère et d'un feeder à deux postes voisins. Seuls treize compagnies bénéficient de l'ABS. Quatre sont européennes : Maersk, P & OCL, Nedlloyd et Hapag-Lloyd (ce dernier en association avec Mitsui-OSK Lines).

La Maersk Line compte d'ailleurs comme l'un des trois plus gros clients de la PSA avec Evergreen et Regional Container Line (RCL). A elle seule, la compagnie danoise est à l'origine de huit escales hebdomadaires de navires-mères auxquels s'ajoutent 13 escales de feeders. Moins connue, RCL est un géant du feederage. Fondée en 1980, cette compagnie thaïlandaise est bicéphale puisqu'elle dispose d'une impor-

Pour faire face à la croissance attendue du trafic, les responsables du port de Singapour ont lancé cet été la première phase d'un énorme projet d'extension. Un vaste môle de 222 hectares qui seront gagnés sur la mer.

tante unité opérationnelle à Singapour. Devenue la plus grande firme au monde dans cette spécialité, RCL aligne 23 navires qui touchent presque tous Singapour dans le cadre de leurs services. La desserte de Bangkok, située à 830 milles de là, motive à elle seule un départ quotidien avec des navires dont la capacité s'étage de 600 à 1 300 EVP.

Le projet titanesque de Pasir Panjang

Malgré la croissance du trafic, les terminaux arrivent à tenir la cadence grâce à leur expansion permanente et à une programmation d'escale qui ne laisse guère place à l'improvisation. Les usagers sont en effet tenus de fournir leurs prévisions de passage afin de planifier l'usage des terminaux. Pour faire face à la croissance attendue du trafic, les dirigeants du port ont mis sur pied un programme d'expansion dont le qualificatif

titanesque semble à peine approprié pour le quantifier. Il vise à construire en l'espace de trente ans un complexe totalisant 50 postes à quai. C'est le site de Pasir Panjang qui a été retenu. Et comme l'espace est complé, le nouveau complexe sera gagné sur les eaux. Le projet « Pasir Panjang » sera mené à son terme en quatre étapes.

La première a été lancée en août 1993. D'un coût de deux milliards de dollars de Singapour (sept milliards de francs), elle aboutira à la mise en service de huit postes. Les cinq premiers seront livrés en 1998. Le terminal sera entièrement achevé pour l'an 2000. Il permettra alors le transit annuel de 5,4 millions d'EVP. Suivra la seconde étape qui consiste en un vaste môle de 222 hectares entièrement pris sur la mer. Il sera entièrement achevé en 2009. Il viendra ajouter une capacité de transit annuel de 13 millions d'EVP. Au total, ces deux premières étapes permettront de faire face à un trafic équivalent à l'actuel trafic réalisé par l'ensemble des ports à conteneurs nord-européens.

Comme au terminal Sea-Land/ECT de Rotterdam-Maasvlakte, le nouveau terminal sera robotisé. Les motivations ayant mené à ce choix sont cependant différentes. Alors qu'à Rotterdam la robotisation visait à réduire les coûts, à Singapour, c'est la pénurie de main d'œuvre qui en est à l'origine. C'est du moins la raison avancée. La croissance des salaires de la main-d'œuvre spécialisée fournit sans doute une motivation supplémentaire. D'autant plus que la croissance des échanges incite aux escales directes dans des ports voisins qui ne demandent qu'à capter les navires-mères, que ce soit en Thaïlande, en Malaisie ou, à plus long terme, en Indonésie.

Y. L.G.

Cependant, vers la fin de ce XIII^e siècle, plusieurs événements, dont certains extérieurs à la région, allaient y entraîner des bouleversements majeurs. Les Mongols, qui venaient d'établir leur contrôle sur la Chine (dynastie des Yuan, 1276-1368), lancèrent une série d'expéditions militaires, par voie de terre et de mer, tant dans la péninsule que dans l'archipel. Celle qui fut menée contre la Haute-Birmanie en 1286 entraîna la chute définitive de Pagan, facilitant ainsi la montée en puissance des Thaïs, notamment avec la fondation d'Ayuthia au milieu du XIV^e siècle. Alors qu'à Java, bien qu'après leur attaque de 1293, les Sino-Mongols aient dû se réembarquer rapidement, leur intervention facilita la reprise du pouvoir local par un souverain, Raden Wijaya, qui en profita pour établir une nouvelle capitale, Mojopahit. Celle-ci devint vite le centre du plus grand royaume javanais de l'histoire celui dont l'État indonésien moderne se réclame. D'abord agraire, ce royaume se distingua par le fait qu'il s'appuyait sur « un développement savamment combiné de l'agriculture et du grand commerce » (Lombard, 1990, II, p. 39). Souscrivant ainsi aux tendances commerciales de l'époque, qui voient les routes maritimes prendre un essor considérable, Mojopahit fondait donc sa puissance hors Java sur un réseau de comptoirs tributaires.

L'importance croissante des ports était à son tour favorisée par le lent et relatif déclin de la « route de la soie » d'Asie centrale. Les routes des mers étaient alors de plus en plus animées par les marchands musulmans, dont plusieurs s'étaient établis dans la région dès le XIII^e siècle, notamment sur les côtes orientales de Sumatra (Pasai) et à Brunei. Dès lors, mais surtout à compter du début du XIV^e siècle et jusqu'à la fin du XV^e siècle, l'Islam va progresser dans l'archipel, alors que la quasi-totalité des ports et comptoirs d'importance deviennent des centres musulmans et que l'ère du grand commerce est vraiment établie (fig. 19).

Cette pénétration de l'Islam marchand, en partie relayé par l'Inde, va ainsi contribuer à concentrer vers les mers les réseaux commerciaux et vers leurs rives les pôles de l'activité économique. Avec la progression de l'Islam se répand aussi la langue malaise, qui se consolide comme *lingua franca* sur les mers et dans les ports. La croissance de l'importance de ceux-ci, tout comme des passages qui les relient, se réalise au moins en partie au détriment des royaumes agraires et des villes intérieures. Le pouvoir politique se retrouve de plus en plus dans ces cités marchandes alors que se multiplient les sultanats, nouveau modèle d'organisation politique dans la région.

Le meilleur exemple en fut sans doute Malacca (Melaka) qui, au XV^e siècle et tel Srivijaya quelques siècles plus tôt, établissait son propre empire commercial fondé dans le contrôle du détroit qui aujourd'hui porte son nom. D'autres sultanats furent appelés à jouer un rôle considérable dans les affaires des mers de la région. Les plus importants furent sans doute ceux d'Aceh, digne successeur de Melaka, du début du XIV^e au milieu du XV^e siècles, de Banten et de Makassar, à peu près à la même époque. Les rives de la grande île de Bornéo en accueillirent elles-mêmes plusieurs, tels Brunei, Pontianak et Banjarmasin. La poussée fondatrice musulmane atteignit Bima, dans l'île de Sumbawa, Ternate aux Moluques, Mindanao et l'archipel des Sulu. Elle se rendait ainsi plus loin que la vague hindouiste qui n'avait pas beaucoup dépassé l'île de Bali.

À bien des égards véritables antithèses des cités agraires, ces cités marchandes, dont bien d'autres exemples vont apparaître, suivent rarement un plan ordonné, mais déploient plutôt leurs quartiers en fonction des aménagements portuaires et des besoins et activités des populations cosmopolites qui les habitent. De plus, elles entretiennent peu de liens directs avec leurs arrière-pays respectifs, toutes occupées qu'elles sont par le négoce lointain. Enfin et surtout, elles se situent presque toutes dans l'archipel, car au nord, dans la péninsule, les royautes agraires sont parvenues à survivre, ou du moins à se reconstituer parvenant ainsi à se maintenir au cœur des rizières et des paysanneries, qui représentent le véritable fondement de leur pouvoir.

Les comptoirs portuaires

Si, pendant plusieurs siècles, de grandes cités furent érigées au cœur des bassins fluviaux et à la tête d'empires agraires, les activités maritimes n'en furent pas pour autant éteintes. Des comptoirs portuaires se développaient, assurant le relais des influences venues par la mer, en particulier de l'ouest. D'ailleurs, dès le VII^e siècle, la thalassocratie de Srivijaya, dont le siège principal aurait été établi à Palembang dans le sud de Sumatra, établissait son contrôle sur les deux rives du détroit de Malacca. Particulièrement puissant au cours des quatre siècles qui suivirent, précisément à cause du contrôle qu'il exerçait sur ce qui était en voie de devenir une grande avenue de commerce international, Srivijaya conserva son importance jusqu'au XIII^e siècle.

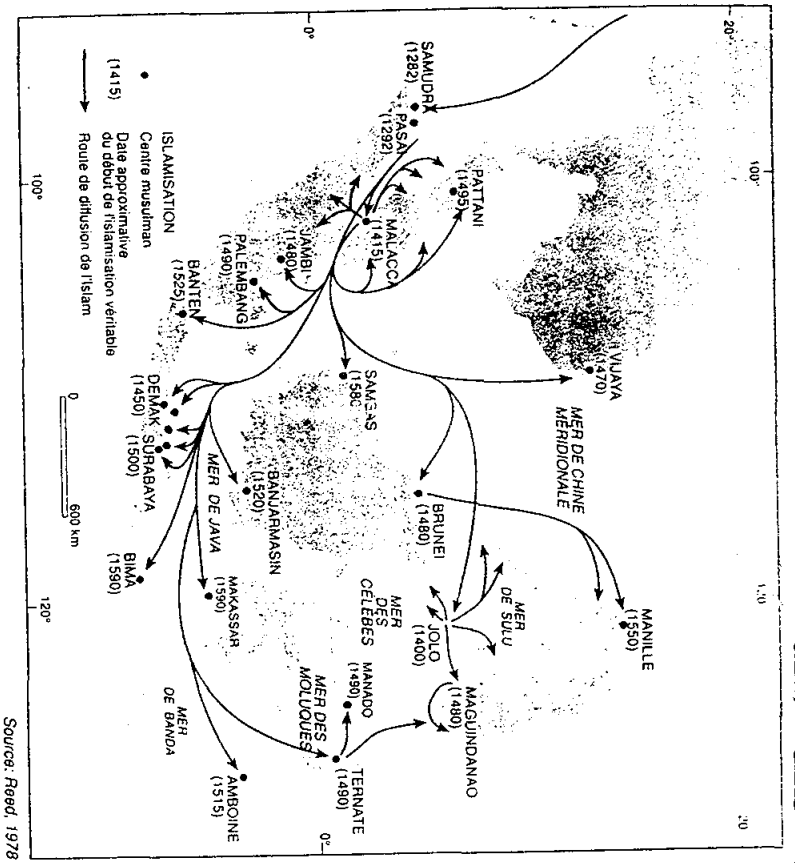


Figure 19. — Comptoirs portuaires et progression de l'islam dans l'archipel.

Certes, au gré de la montée et du déclin de tel ou tel pouvoir, ces centres se déplacent vers l'aval des grands fleuves, par exemple vers Ava, Ayudhia ou Phnom Penh, mais les capitales n'en demeurent pas moins continentales, la colonisation des grands deltas n'étant vraiment lancée qu'avec celle du delta du Mékong à la fin du XVIII^e siècle. D'ailleurs la lente progression méridionale des Vietnamiens, du X^e au XVIII^e siècles, est celle d'un peuple de paysans-soldats, tourné d'abord vers le contrôle des terres et la fondation de communautés d'agriculteurs sédentaires. Malgré cela, des communautés marchandes, surtout musulmanes ou chinoises, sont établies sur les côtes, bien que les villes portuaires de la péninsule n'aient jamais acquis à cette époque l'importance politique de celles de l'archipel.

La piraterie

La présence de tous ces comptoirs maritimes atteste de l'effervescence commerciale qui caractérise les mers de la région : dans les terres, îles et forêts environnantes, on assure la production, cultive ou récolte des biens en demande dans le monde entier, tout particulièrement des épices. Mais au développement des réseaux d'échanges répond celui des réseaux de piraterie (fig. 20). Ceux-ci vont se tisser un peu partout dans l'archipel, tout particulièrement dans le détroit de Melaka, autour de l'île de Bornéo et

estuaire manécageux, notamment sur la façade orientale de Sumatra, vont faciliter la tâche des brigands des mers qui y surgissent et en disparaissent rapidement. La piraterie va s'exercer aux dépens des navires de passage mais aussi à l'endroit des ports et entrepôts qui font l'objet de véritables razzias. Armés par tel ou tel chef local, par tel ou tel sultan, des communautés entières vivent de ces raids et contribuent par le fait même à l'extension de l'autorité de leurs commanditaires. Au total, la piraterie a joué un rôle considérable dans l'établissement des pouvoirs et contre-pouvoirs territoriaux, avant même que les Occidentaux n'arrivent vraiment en force dans la région au XIX^e siècle.

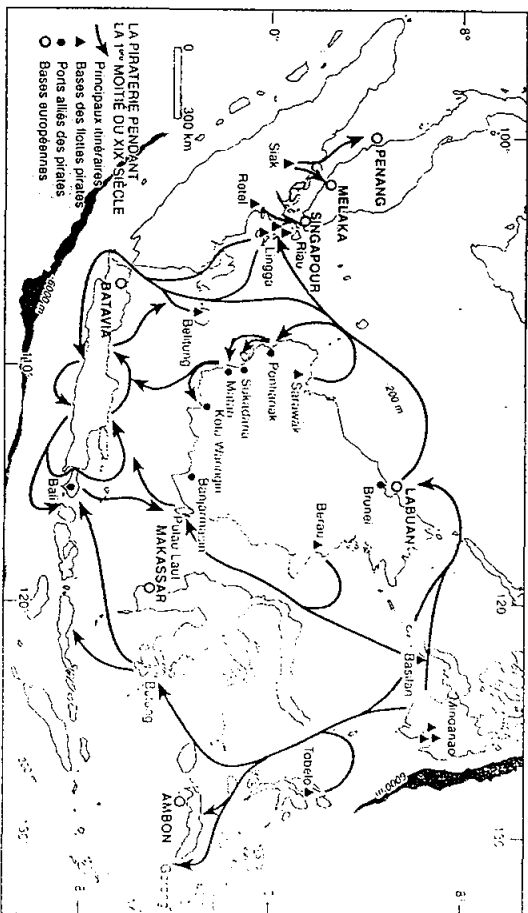


Figure 20. — La piraterie dans l'archipel malais.

Orientation bibliographique

Bellwood P., *Man's Conquest of the Pacific. The Prehistory of Southeast Asia and Oceania*. Oxford University Press, New York, 1979.

Bellwood P., *Prehistory of the Indo-Malaysian Archipelago*, Academic Press, Toronto, 1985.

Cordès G., *Les États hindouisés d'Indochine et d'Indonésie*, Éditions L. de Boccard, Paris, 3^e édition, 1964.

Lebar F.M. *et al.*, *Ethnic Groups of Mainland Southeast Asia*, Yale University Press, New Haven, 1964.

Lebar F.M., éd., *Ethnic Groups of Insular Southeast Asia*, vol. 1, *Indonesian, Andaman Islands and Madagascar*, Yale University Press, 1972.

Lebar F.M., éd., *Ethnic Groups of Insular Southeast Asia*, vol. 2, *Philippines and Formosa*, Yale University Press, 1975.

Lombard D., *Le carrefour javanais. Essai d'histoire globale*, 3 vol., EHESS, Paris, 1990.

Marisore J.A., *Linguistic Diversity and Language Contact*, in McKinnon, J. et Bhruksasi, W., éd., *Highlanders of Thailand*, Oxford University Press, Singapour, 1983.

Reed R.R., *Colonial Manila*, University of California Press, Berkeley, 1978.

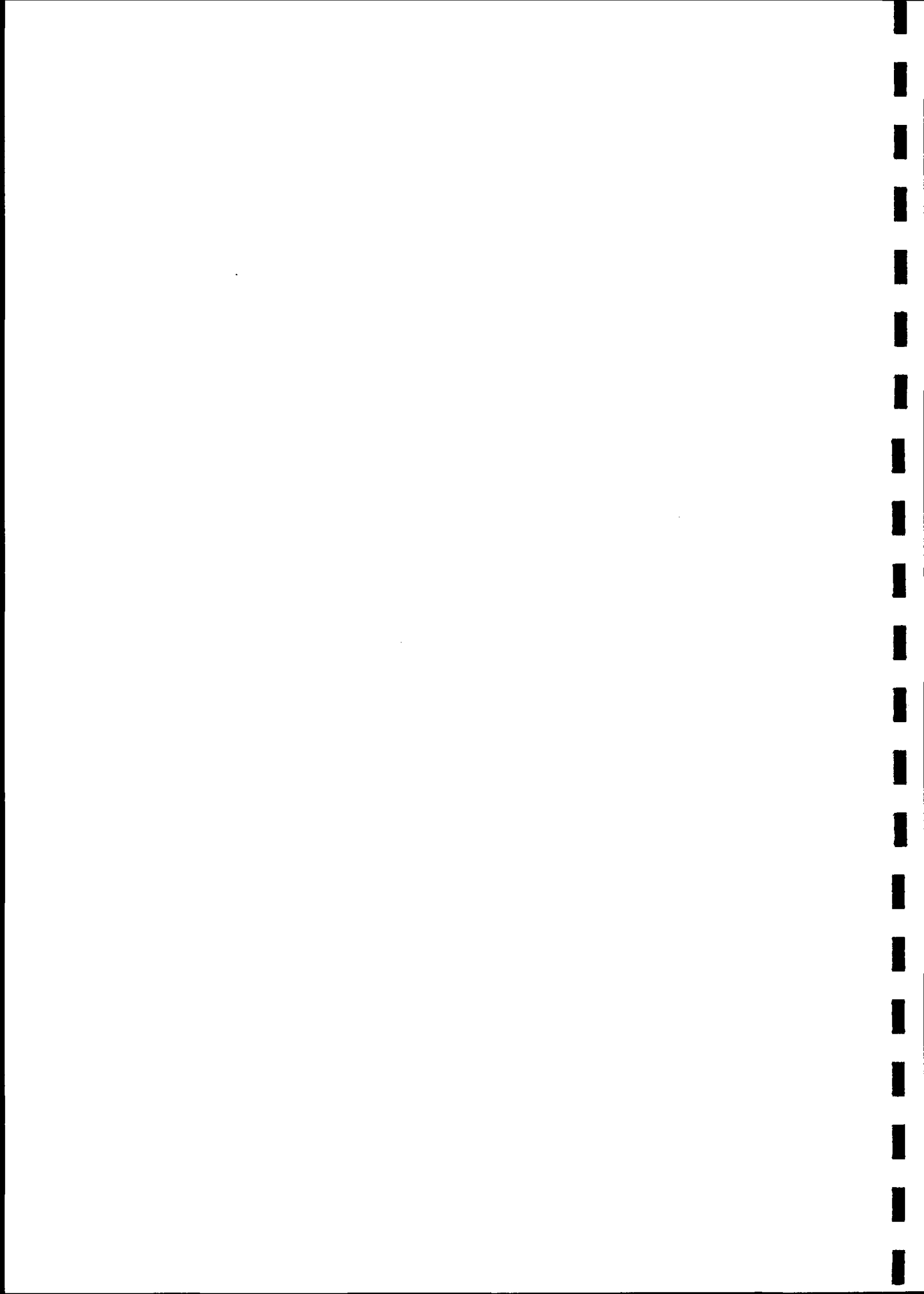
Reid A., *Southeast Asia in the Age of Commerce. 1450-1680*, 2 vol., Yale University Press, 1988 et 1993.

L'ORGANISATION DE LA DEFENSE

- ARMEE

- FORCES AERIENNES

- MARINE



10.2 POLITIQUE DE DEFENSE

10.2.1 GENERALITES

SINGAPOUR a un concept de securite fondé sur la **défense totale**, la diplomatie et la stabilité interne. Le concept de défense totale recouvre cinq domaines, placés sous la responsabilité d'un ministre :

* DEFENSE PSYCHOLOGIQUE

Elle relève du Ministre de l'Information. Afin de susciter l'engagement des citoyens dans la défense de la société dont ils ont hérité, l'action du ministère tend à renforcer l'identité nationale de ce peuple multiracial et l'attachement affectif des individus à leur pays.

* DEFENSE SOCIALE

Charge de la défense sociale, le Ministre du Développement Communautaire doit rechercher le développement harmonieux de l'ensemble des diverses composantes ethniques, religieuses de la société.

* DEFENSE ECONOMIQUE

La défense économique, placée sous la responsabilité du Ministre du Commerce et de l'Industrie, suppose la collaboration du gouvernement, des industriels et des milieux d'affaires en général. Leur action concertée doit permettre l'organisation des activités économiques, de manière à ce qu'elles puissent être poursuivies en temps de crise ou de guerre. Il s'agit, en outre, d'assurer que les ressources vitales pour la population sont disponibles et le resteront en toutes circonstances.

* DEFENSE CIVILE

Le Ministre de l'Intérieur est chargé d'organiser la défense civile du pays, en préparant la population civile à réagir efficacement et de manière organisée à des situations de crise, afin de minimiser les pertes humaines et les dommages matériels. Le Ministre organise à cette fin, des exercices d'évacuation, de sauvetage, de distribution de nourriture, d'eau ou de carburants.

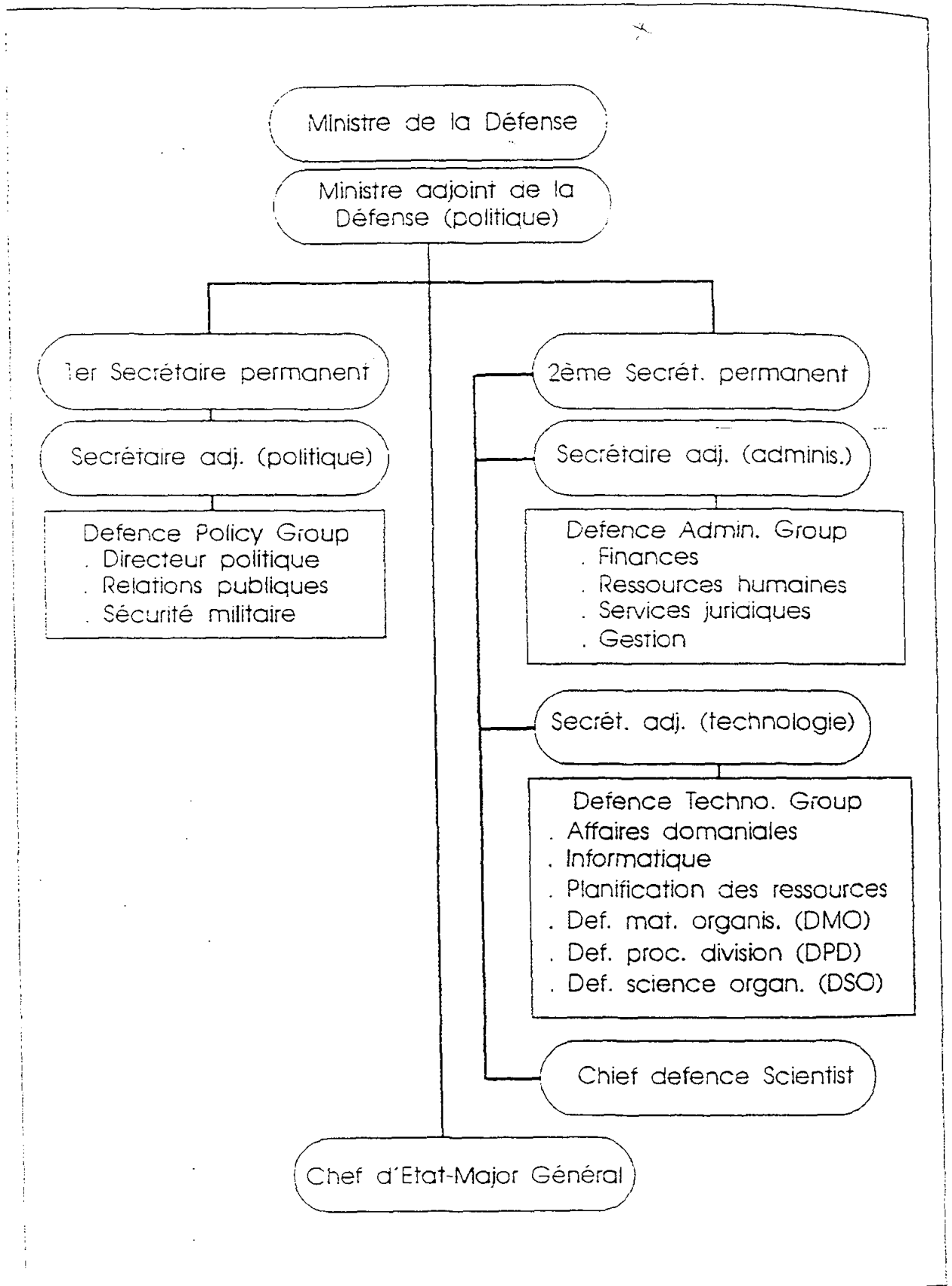


Figure 4 Organigramme de la Défense

10.5.2 PERSONNALITES

Mise à jour

BUREAU DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

- Président de la République WEE Kim Wee
- Secrétaire privé du Président SNG Boh Khim

BUREAU DU PREMIER MINISTRE :

- Premier Ministre GOH Chok Tong
- Secrétaire privé du Premier Ministre KHAW Boon Wan
- Senior Minister BG LEE Kuan Yew
- Chef du cabinet WONG Chooi Sen
- Secrétaire politique TAN Guan-Seng

MINISTERE DE LA DEFENSE :

- Ministre de la Défense Dr YEO Ning Hong
- Ministre adjoint de la défense
- 1er Secrétaire Permanent LIM Siong Guan
- 2ème Secrétaire Permanent TEO Ming Kian
- Secrétaire adjoint (politique) Col. Peter HO
- Secrétaire adjoint (technologie) Col. Wesley Gerard D'ARANJO
- Secrétaire adjoint (administration) Dileep NAIR
- Chief defence scientist Col. LUI Pao Chuen

Directeurs

* «Defence Polity Group»

- . Directeur politique Lt Col SHAE Toh Hock
- . Relations publiques ("Public Affairs Department") Col. RAMACHANDRAN MENON
- . Sécurité militaire ("Military Security Department") Col. TAN Hong Huat

* «Defence Administration Group»

- . Finances ("Finance division") Mme Lorna WU Chiaw Lian
- . Ressources humaines ("Manpower division") Alan CHAN Heng Loong
- . Services juridiques ("Legal services") Jeffrey CHAN Wah Teck
- . Gestion ("Management services") CHAN Keng Luck

* «Defence Technology Group»

- "Defence Materials Organisation" (DMO) Lt Col. TAN Kim Siew
- "Defence Procurement Division" (DPD) Manonara CHINNIAN

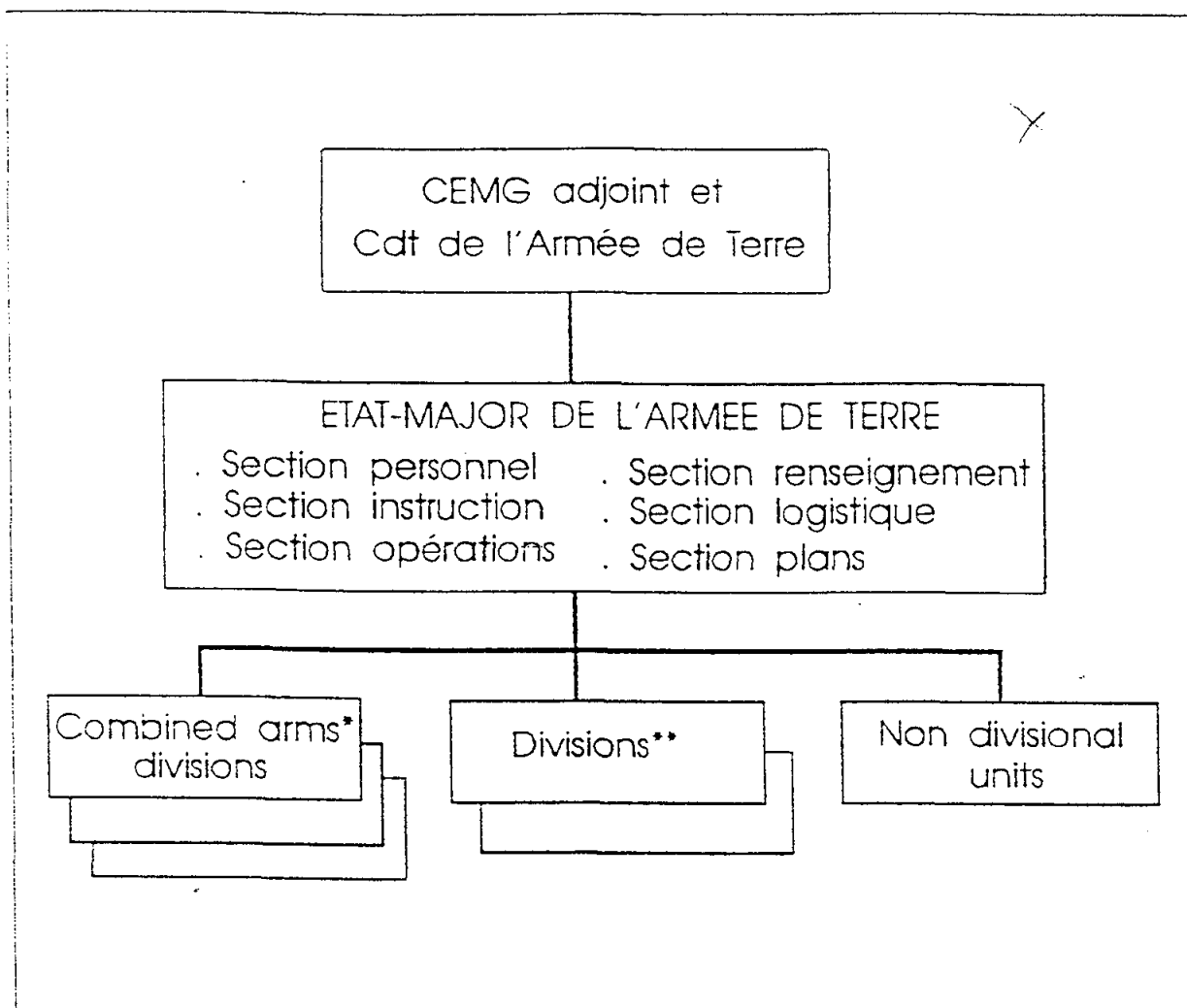


Figure 6. Organigramme de l'Etat-Major de l'Armée de Terre

* Seule la 3ème division est entièrement composée de personnels en activité de service (personnels d'active et appelés). Les 6ème et 9ème divisions sont constituées d'un noyau actif permanent et de réservistes mobilisables en six heures.

** Les 21ème et 25ème divisions sont constituées de réservistes qui ont accompli leur cycle de 13 ans d'entraînement.

plus en plus d'officiers de ces forces ont assumé des tâches de spécialistes au QG multinational. Deux petits exercices d'un jour ont lieu chaque année, impliquant la RSAF et la RMAF, parfois aussi la RAAF et la NZAF. A côté de cela, deux autres exercices majeurs de 24 heures se déroulent chaque année, impliquant les cinq partenaires. De petits exercices visant à tester l'état de préparation ont encore lieu de temps à autres. Le succès des exercices accomplis dans le cadre de l'IADS et, plus largement, des FPDA a incité les responsables nationaux à étendre leur collaboration sans pour autant sortir du cadre institutionnel. Des exercices terrestres et navals multinationaux ont donc été programmés sur une base régulière. De 1981 à 1986, l'exercice terrestre annuel a lieu en Australie et en Nouvelle-Zélande; en 1987, il se déroule pour la première fois en Malaisie; un exercice aérien d'une envergure exceptionnelle a lieu en septembre 1988; en 1989, Singapour est pour la première fois le théâtre de l'exercice terrestre annuel baptisé Lion Spirit; l'exercice terrestre de 1989 a lieu en Malaisie, organisé par les Britanniques. De 1981 à cette année, l'exercice naval annuel s'est déroulé dans le sud de la Mer de Chine, organisé alternativement par Singapour et la Malaisie. L'escadrille australienne de Mirage qui était déployée à Butterworth est revenue en Australie en mai 1988 et le bataillon néo-zélandais qui était déployé à Singapour a été rapatrié en août 1989. Les gouvernements respectifs ont assuré qu'il ne s'agissait pas là du résultat d'une décision de se dégager de la région mais seulement d'une réorganisation interne, leur soutien aux FPDA n'étant en rien diminué. L'Australie substitue son retrait par la rotation, toutes les 16 semaines, d'une force de F/A-18 Hornet et F-111 Aardvark, des P-3C Orion continuant à opérer au départ de Butterworth; depuis août 1988, l'Australie déploie également à tour de rôle différentes unités navales dans la région.

Le 28 avril 1991 à Kuala Lumpur, capitale de la Malaisie, les partenaires ont célébré le vingtième anniversaire des FPDA. A l'occasion de cette réunion tri-annuelle, les ministres de la Défense ont réaffirmé leurs engagements qui maintiennent l'effet dissuasif et le « confort psychologique » procuré par ces accords.

Coopération renforcée avec les USA

Depuis les longues et très difficiles négociations avec le gouvernement philippin pour prolonger les baux relatifs à la base aérienne de Clark et à la grande base navale de Subic Bay - négociations dont l'issue a conduit à la fermeture de la base aérienne de Clark en 1992 et au départ de Subic Bay à la fin 1993 -, les Etats-Unis réétudient leur déploiement dans le sud-est asiatique en vue d'assurer la sécurité des routes vitales d'Asie du Sud-Est au-delà de l'an 2000. Singapour est fort logiquement apparu comme une plate-forme très intéressante pour l'US Air Force et l'US Navy, sans qu'il soit question de s'y installer en permanence ni de construire de nouvelles installations. Il s'agit de maintenir la stabilité dans une région en pleine croissance économique, en partageant la charge impliquée par cet objectif. Pour donner l'exemple, le 13 novembre 1990 à Tokyo, le Premier ministre singapourien Lee Kuan Yew et le vice-président américain Dan Quayle ont signé un *memorandum of understanding* (accord) aux termes duquel l'USAF et l'USN bénéficient de facilités accrues sur le territoire de Singapour. L'USAF peut envoyer des avions à Singapour plusieurs fois par an, chaque fois pour plusieurs semaines. La 7ème Flotte de l'US Navy multiplie le nombre de navires faisant escale dans l'île/république, ces escales pouvant également être allongées (l'US Navy utilise déjà des docks à Singapour depuis plus de vingt-cinq ans pour maintenance, réparations, ravitaillement, repos et distraction des équipages). Pour assurer le soutien de cette présence discontinuée, l'USAF et l'USN ont envoyé sur place quelque 95 personnes désignées pour un an (au lieu des vingt en service précédemment); 75 personnes supplémentaires accompagnent chaque séjour d'appareils de l'USAF. Enfin, l'accord reconnaît la souveraineté des lois singapouriennes applicables au personnel américain en service sur l'île.

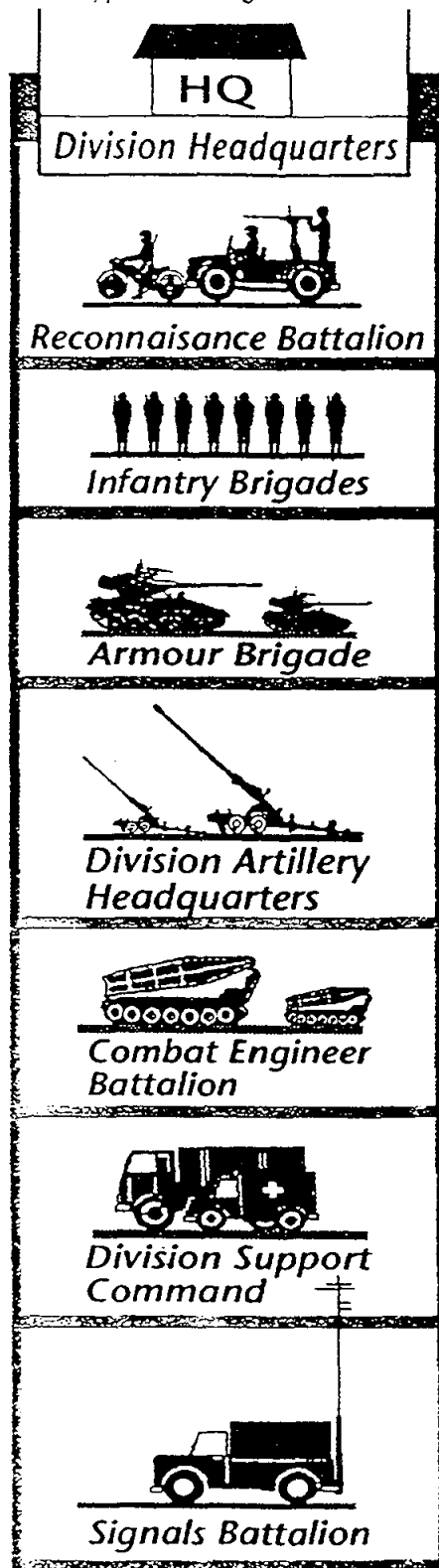
Puissance autonome et multinationale

Singapour dispose donc d'un puissant potentiel militaire dont le gouvernement peut user de manière souveraine et indépen-

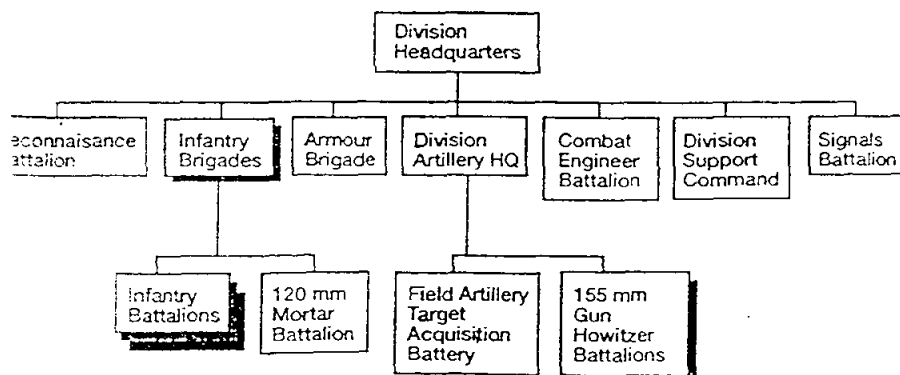
dante. Cette puissance est par ailleurs mise à contribution dans le cadre d'accords multinationaux, les FPDA. Et les facilités offertes à l'armée américaine apportent indiscutablement un surcroît de protection non seulement à Singapour mais encore à toute la zone, conformément aux buts poursuivis. □

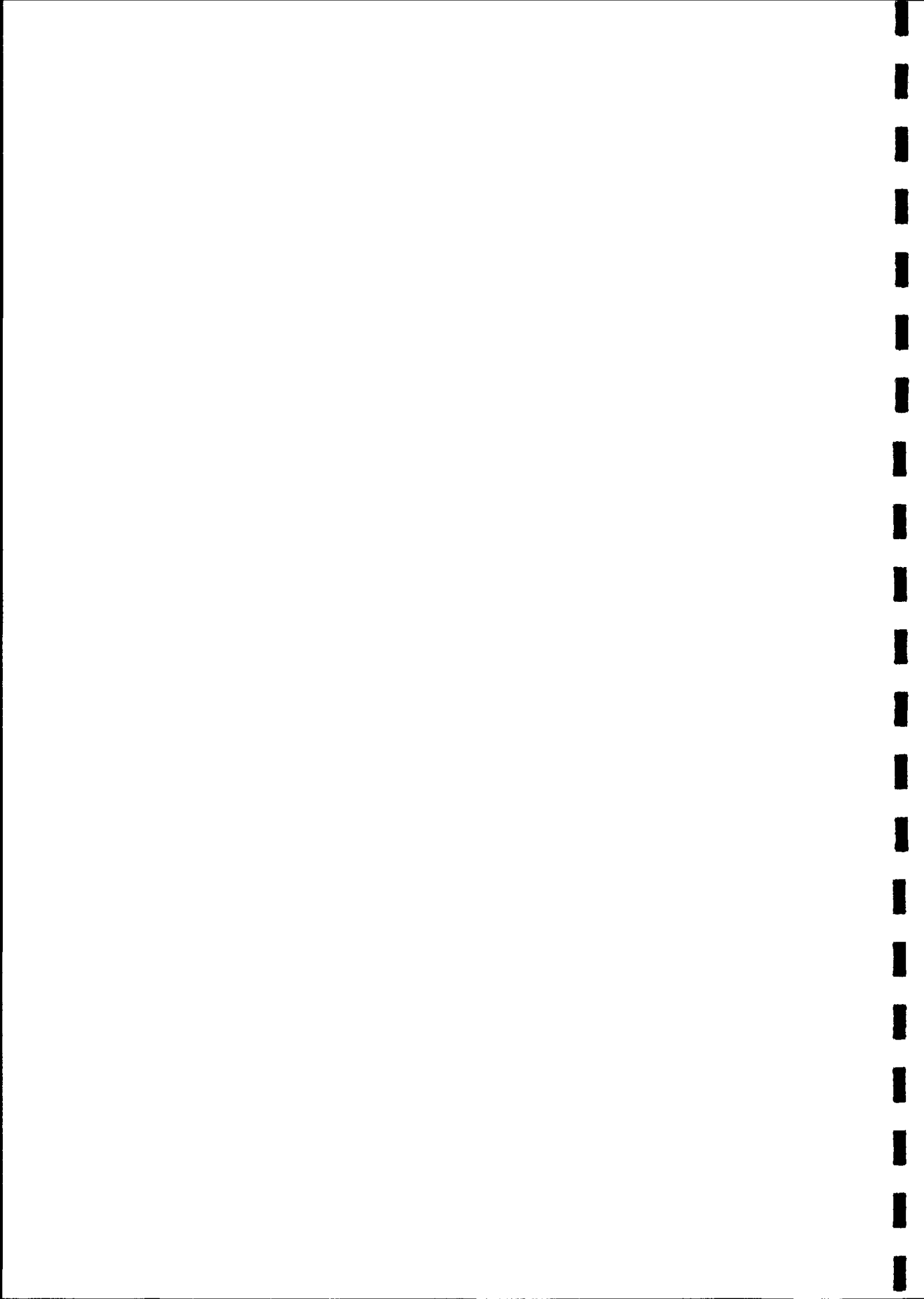
Photos: Alain Henry de Frahan et MINDEF (Singapore Ministry of Defence)/Pioneer.

Les composants de la 3rd Singapore Division, première du genre.



Structure de la 3rd Singapore Division.





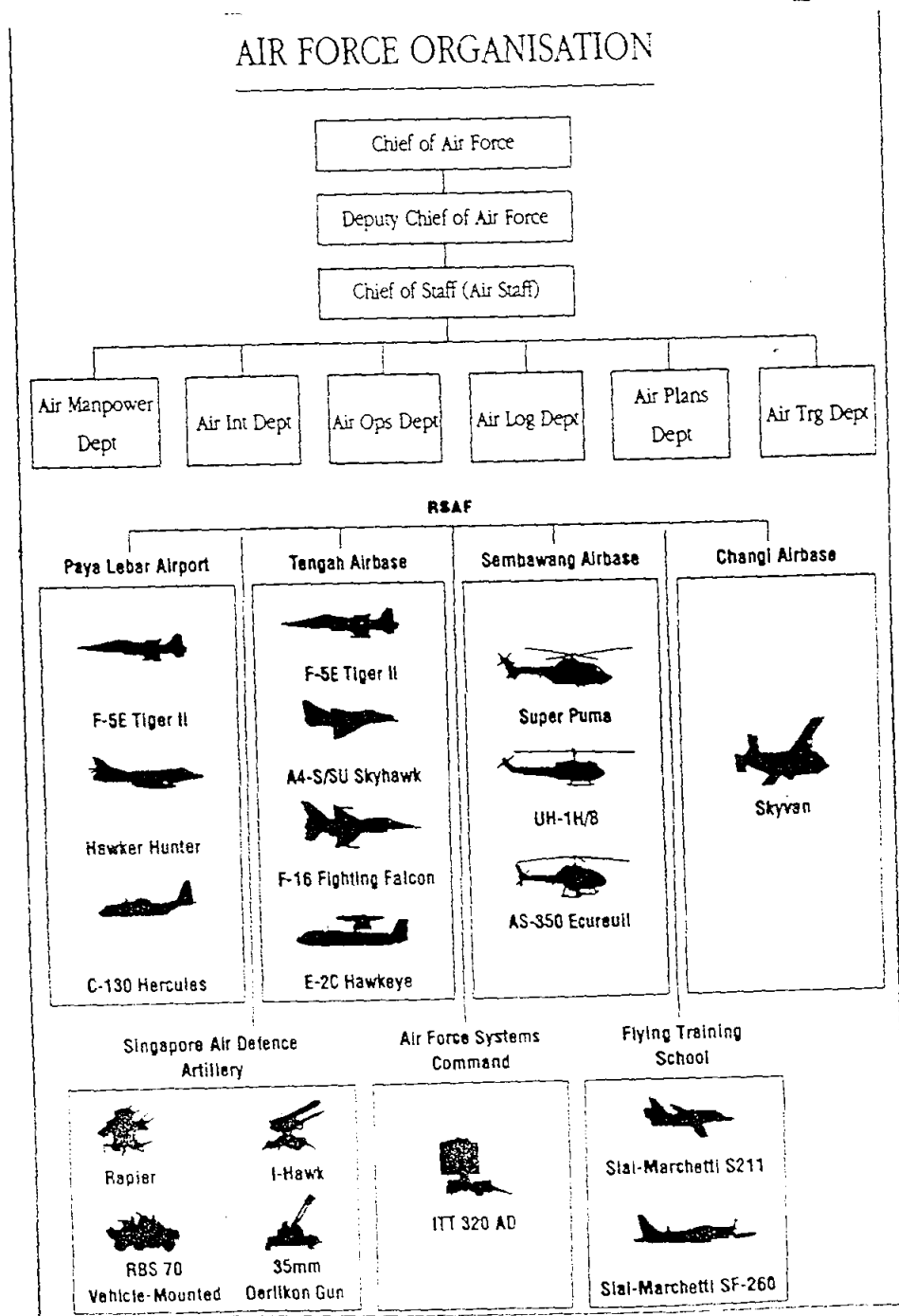
Les Singapore Armed Forces Fighting fit!

par Alain Henry de Frahan

2ème partie

La force aérienne (RSAF)

l'île-république de Singapour possède une force aérienne exceptionnellement puissante par rapport à sa surface et la population de son territoire. Et cette force aérienne est très capable de se servir avec brio de son matériel, maîtrisant sans faille les techniques occidentales et asiatiques.



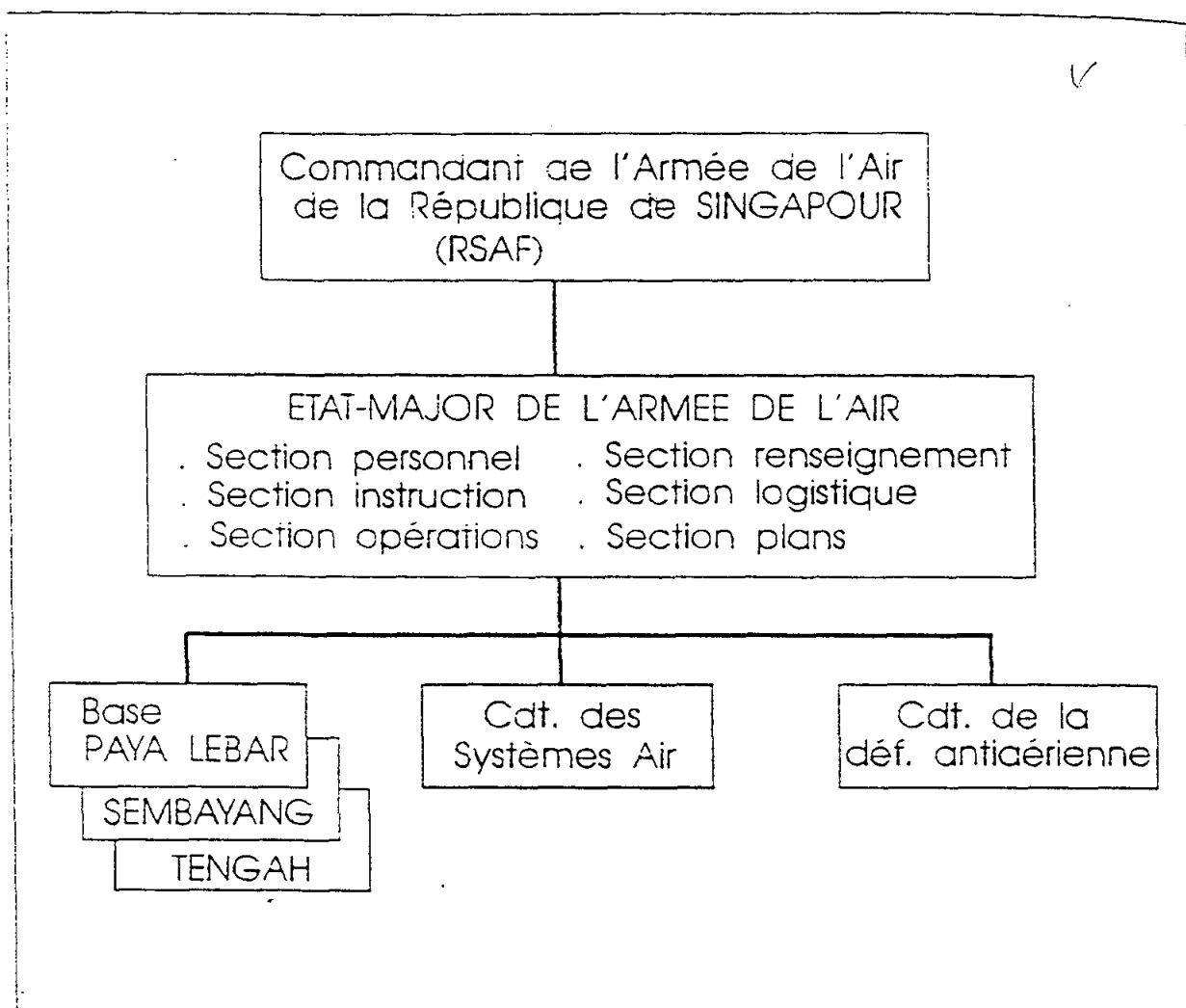


Figure 8. Organigramme de l'Etat-Major de l'Armée de l'air

11.2.5.2 Composition

Mise à jour

- 120ème escadron	Hélicoptères (UH-1H/AB-205)
- 121ème escadron	Transport (6 SKYVAN)
- 122ème escadron	Transport (8 C-130)
- 123ème escadron	Hélicoptères (Fennec/UH-1H) (1)
- 125ème escadron	Transport. Evasan, SAR (AS-332M Super Puma)
- 130ème escadron	Instruction (S-211)
- 131ème escadron	Instruction (S-211)
- 140ème escadron	Interception (7 F-16)
- 141ème escadron	Instruction (HAWKER HUNTER et SKYHAWK)
- 142ème escadron	Appui (Super Skynawk)
- 143ème escadron	Appui (Super Skynawk)

- 144ème escadron Interception (Super Skyhawk et F-5E/-F)
- 145ème escadron Appui (Super Skyhawk)
- 146ème escadron Polyvalent (HAWKER HUNTER)
- 149ème escadron Interception (F-5E/-F)
- 150ème escadron Instruction (SF-260MS)
- 160ème escadron Veille électronique (4 E-2C Hawkeye)

Doit être rebaptisé 124ième escadron. Un nouveau 123ième escadron serait équipé d'AS-550a-2 d'observation.

L'ensemble des moyens de la **défense antiaérienne**, y compris les matériels antiaériens et leurs servants ressortissant de l'Armée de Terre, dépendent de l'un des grands commandements de l'Armée de l'Air. C'est ainsi que chacune des divisions d'infanterie (active et réserve) dispose d'un groupe de défense antiaérienne (3ème, 6ème et 9ème «Singapore Air Defense Artillery» - SADA) sous contrôle opérationnel de l'Armée de l'Air. Cette dernière assure la coordination avec les vols nationaux et alliés, dans le cadre d'un Etat-Major intégré singapouro-malaisien de défense aérienne.

11.2.5.3 Personnalités

- Commandant des systèmes air Lt. Col. Mark WONG Lai Choong
- Commandant de la défense antiaériennes Lt. Col. CHONG Lim Chye
- Commandant base aérienne Tengah Lt. Col. Joe KUA Sian Ten
- Commandant base aérienne Paya Lebar Lt. Col. GOH Yong Siang
- Commandant base aérienne Sembawang Lt. Col. D.G. RAJOO

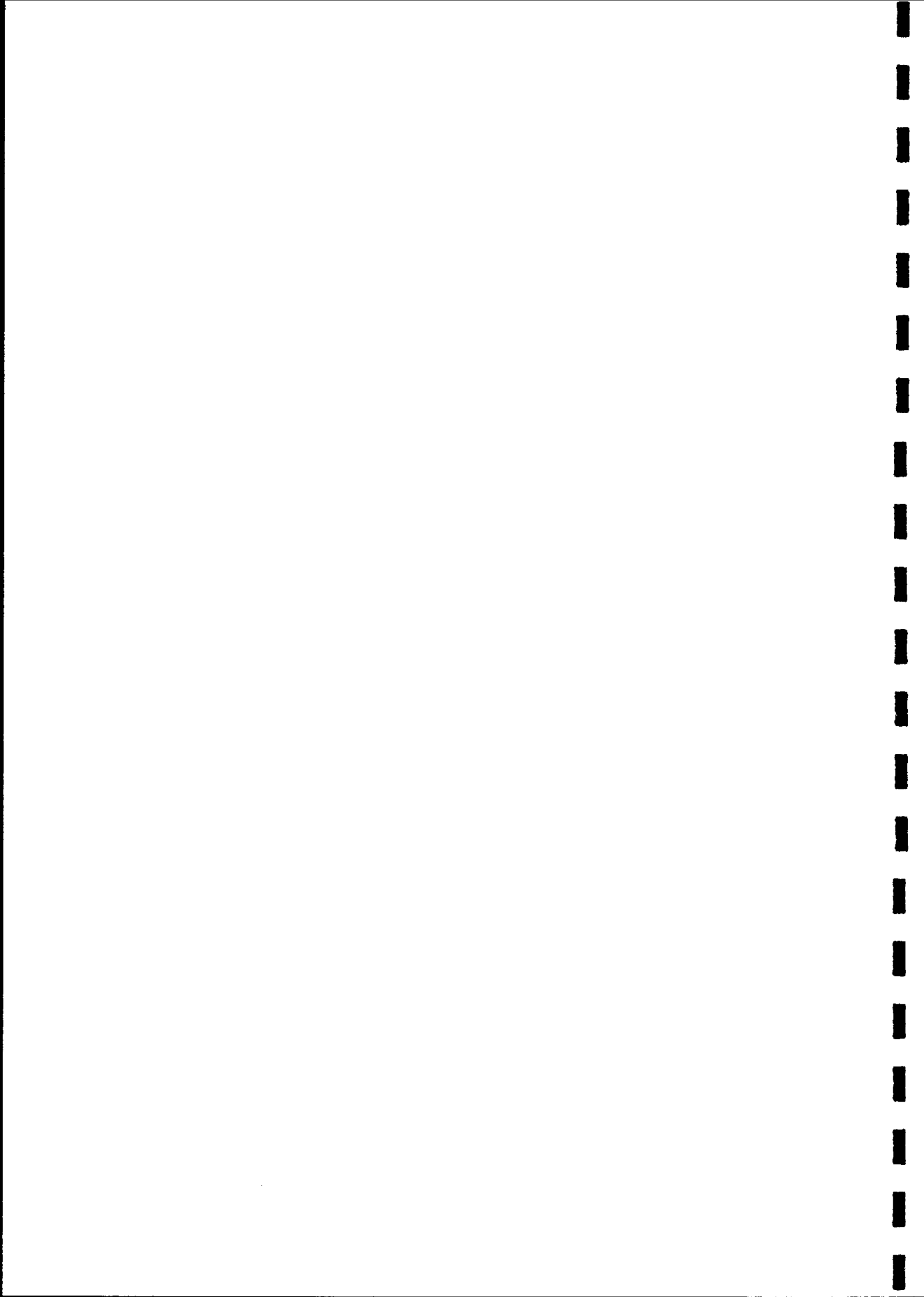
11.2.6 AUTRES FORCES

Des informations sur ce sujet seront disponibles dans une prochaine édition.

11.3 PERSONNEL

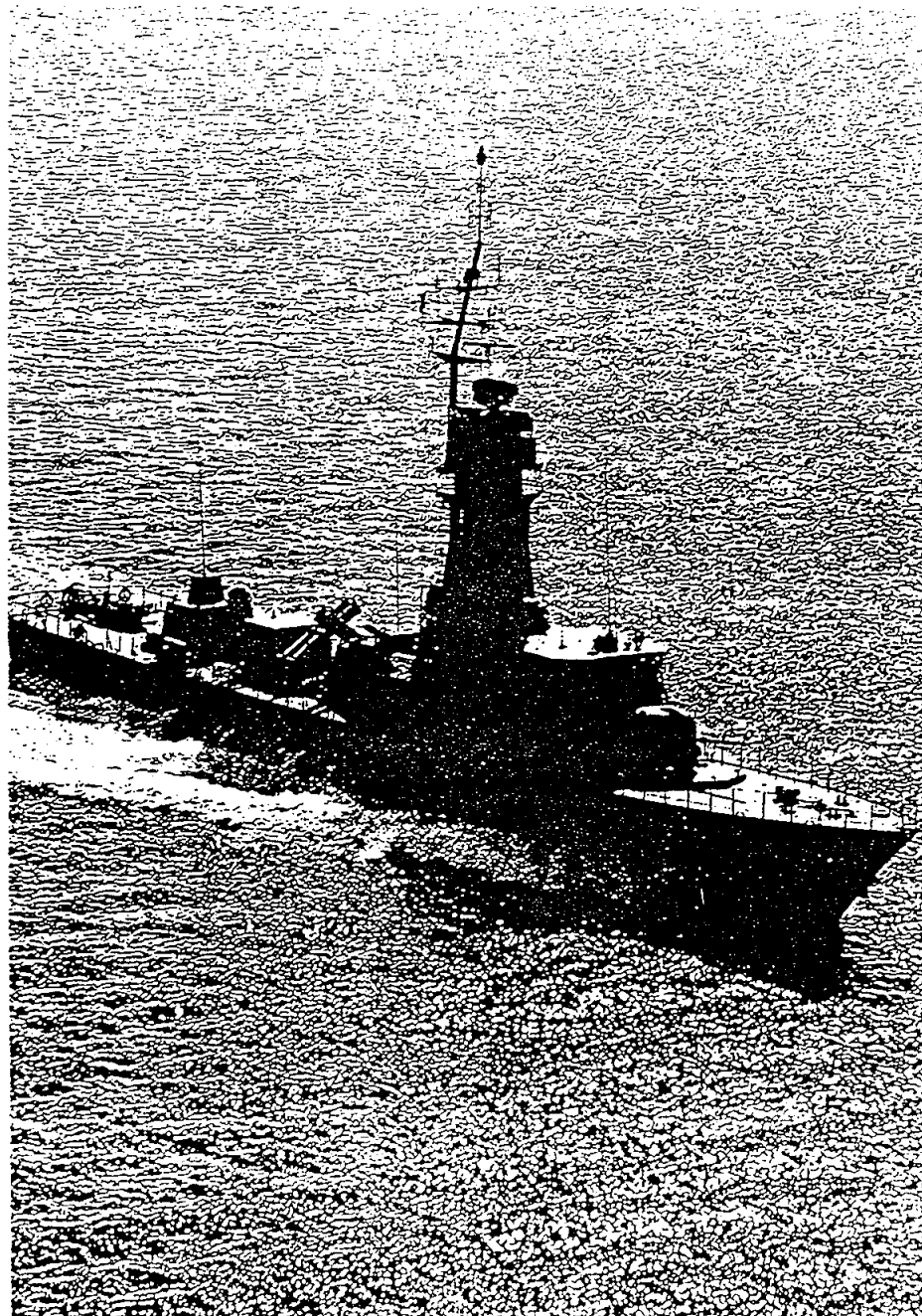
11.3.1 RECRUTEMENT (ACTIVE - RESERVE)

Depuis l'adoption de la **conscription** en 1967, tous les hommes de plus de 18 ans sont astreints au service national (durée 2 ans ou 2 ans et demi selon le cas).

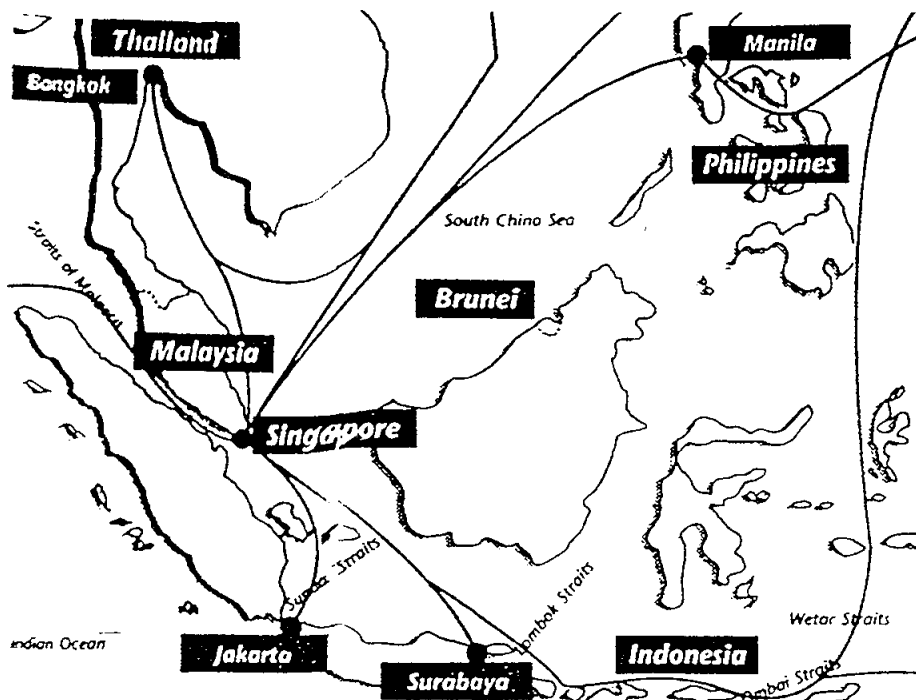


Les Singapore Armed forces Fighting Fit ! La marine (RSN)

La Republic of Singapore Navy (RSN) a un rôle essentiel à jouer, à la fois dans l'intérêt de cette île-république et dans celui du commerce international qui utilise les détroits commandant le passage entre l'Océan Indien et la Mer de Chine. La puissance économique de ce pays constitue un atout majeur dans l'acquisition des moyens jugés nécessaires pour remplir ce double rôle.



Fer de lance de la marine singapourienne, les MCV (Missile Corvette Vessel) (ici la P89 RSS Valour) sont mises en œuvre par le 188 Squadron (MINDEF).



Cette carte fait apparaître la position stratégique de Singapour. Les lignes violettes représentent les principales voies de navigation (MINDEF/Pioneer).

Le 31 janvier 1991 à 21h35, deux vedettes rapides - les P11 RSS Swift Knight et P20 RSS Swift Cavalier - foncent dans le détroit de Singapour suite à un appel de détresse du MV Jenson en perdition au sud du phare de Horsburgh. Après un sauvetage acrobatique des quinze membres d'équipage, les deux vedettes rentrent tard dans la nuit à leur base de Pulau (île) Brani. Ces deux vedettes sont du type Swift dont douze sont en service depuis 1978, opérées par les 183^{re} et 186th Coastal Patrol Squadrons.

Le sauvetage en mer et l'aide aux navires en difficulté dans la zone de surveillance est l'une des missions dévolues à la marine de la République de Singapour (RSN). Les autres missions sont :

- la surveillance des eaux territoriales;
- la lutte contre la piraterie encore active dans le détroit de Malacca;

En février 1942, la reddition des forces britanniques accueillies dans Singapour par le brillant Général Yamashita (scène reproduite dans la section « The Chambers of Surrender » du musée « The Pioneers » sur l'île de Sentosa) marquera bientôt le début du processus qui conduira à l'indépendance de cette île (AHF).

- la sécurité des approches des détroits de Malacca et de Singapour jusqu'au débouché dans la Mer de Chine sur environ 500 milles; cette mission est assurée en coopération avec les marines alliées :

- dans le cadre du traité ASEAN - THqui oblige l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et Brunei - dont la vocation première est économique;
- dans le cadre des FPDA (Five Power Defence Arrangements), qui obligent la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, Singapour et la Grande-Bretagne (voir Armées & Défense n°22).

L'importance des SLOC (Sea Lines Of Communication)

L'évolution du commerce mondial qui, au cours des trente dernières années, s'est considérablement accélérée et étendue entre l'Asie, l'Europe et - dans une moindre mesure - l'Afrique a accru l'importance stratégique de Singapour en raison de sa situation au débouché du détroit de Malacca, point de passage obligé avec le détroit de la Sonde, entre l'Océan Indien et la Mer de Chine. La marine marchande de Singapour a suivi cette évolution: jusqu'en 1973, elle

comptait 387 bâtiments inscrits au registre, totalisant 2,004 millions de tonnes brutes; en 1990, elle en comptait 774 totalisant 7,947 millions de tonnes brutes. Le port de Singapour est devenu le quatrième du monde; en 1990, il a accueilli 45.000 navires et manipulé 188 millions de tonnes marchandes. De plus, il est devenu le plus grand port conteneurs du monde avec 5,2 millions TEU (unité de mesure d'un conteneur standard). La république de Singapour, vu l'exigüité et l'aspect escarpé d'une partie de son territoire (542 km² et 39 km² d'îlots) est dépendante à 100% des transports extérieurs pour son ravitaillement dans tous les domaines.

Cette évolution et le vide créé par le retrait de la Royal Navy en 1970 a forcé la république de Singapour à s'équiper d'une marine petite mais efficace et qui se modernise pour rester à la pointe de la technologie militaire tout en développant de nouveaux programmes pour répondre aux développements géopolitiques et à l'évolution des menaces potentielles, bien que Singapour ne connaisse aucun ennemi déclaré et entretienne d'excellents rapports avec tous ses voisins.

Organisation de la RSN

La RSN est commandée par un chef de la marine assisté d'un état-major qui coiffe le commandant de la flotte regroupant tous les moyens maritimes et le Nalcom qui comprend les départements Personnel, Logistique, Renseignement (Intelligence), Opérations, Plans (Planning) et Formation (Training).

La flotte est structurée en squadrons regroupant en général le même type de bateau. Le fer de lance de la RSN est le 188th Squadron, équipé des six nouveaux MCV (Missile Corvette Vessel) classe Victory. Il est appuyé par le 185 Sqn qui met en œuvre les

La reddition des Japonais à Singapour, face aux représentants des Alliés commandés par Lord Louis Mountbatten, restaure pour un temps la souveraineté britannique sur l'île (AHF).



MGB (Missile/Gun Boat) type TCN 45 et le 182 Sqn doté de canonnières types A et B. Les patrouilles côtières sont assurées par les 183 et 186 Sqn opérant les vedettes type Swift. Le 191 Sqn assure le soutien logistique avec des LST modernisés et le Sqn 194 regroupe les navires de soutien.

Depuis 1980, les forces singapouriennes développent une intégration des moyens de défense à travers le Joint Operation and Planning Directorate, ce qui permet de conjuguer les efforts déployés par les trois armes - air, terre, mer - pour assurer une action la plus cohérente et la plus efficace possible.

Les principes sont appliqués lors des nombreuses manœuvres interarmes singapouriennes et multinationales (ASEAN et FPDA).

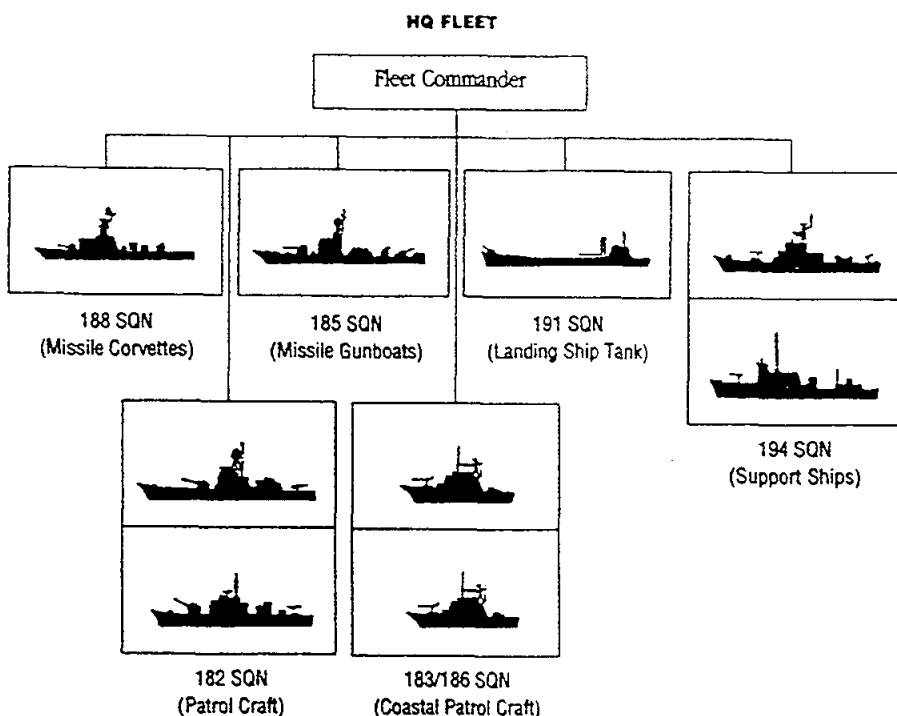
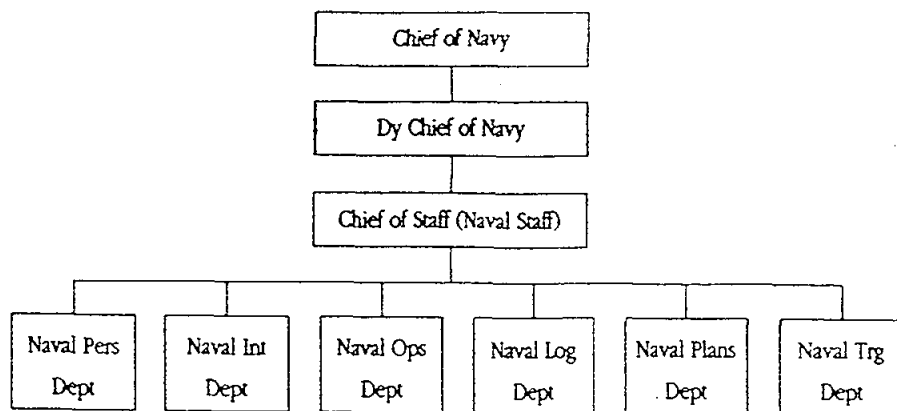
Rappel historique

C'est en 1819 que Sir Thomas Stamford Raffles, de la Compagnie des Indes Orientales, signe avec le sultan malais concerné un acte qui transfère aux Britanniques la souveraineté sur l'île Majulah Singapura, ceci malgré l'avis défavorable du Foreign Office. Le but était de concurrencer la Compagnie des Indes néerlandaise installée à Riau. L'île ne devient officiellement colonie britannique qu'en 1867, une fois l'importance stratégique de Singapour bien comprise de tous; il s'agissait ni plus ni moins de contrôler le trafic maritime transitant entre l'Océan Indien et la mer de Chine!

Dans les années 30, les Britanniques achèvent de fortifier leurs installations de la petite île de Sentosa. Une menace potentielle n'étant attendue que de la mer (le territoire de la Malaisie n'étant pas considéré comme voie d'invasion praticable), les positions où sont montés les canons de gros calibre sont orientées vers la mer, de manière à contrer toute opération débouchant des détroits de Singapour et de Malacca. D'importantes manœuvres sont organisées en simulant une agression contre l'île mais elles ont lieu... en Méditerranée! Il est en effet jugé trop onéreux de transférer les moyens adéquats en Extrême-Orient pour y procéder *in situ*.

Le 8 décembre 1941, la XXVème Armée du Général Yamashita débarque en Malaisie, hypothèse que l'état-major britannique avait refusé d'envisager. La Force Z de la Royal Navy est dépêchée d'urgence vers Kota Bahari pour y attaquer la tête de pont japonaise mais ses deux navires - le HMS Repulse et le HMS Prince of Wales - sont coulés, faute de soutien aérien (pas de porte-avions disponibles). La chute de Singapour, le 15 février 1942, est l'aboutissement catastrophique (de l'aveu même de Winston Churchill) de la Blitzkrieg intelligemment menée par Yamashita, le Rommel nippon. A Singapour comme ailleurs en territoire conquis, malgré certains mauvais traitements - voire des massacres - qu'ils commettent même contre les civils, les Japonais incitent les populations à proclamer leur indépendance et leur

NAVY ORGANISATION

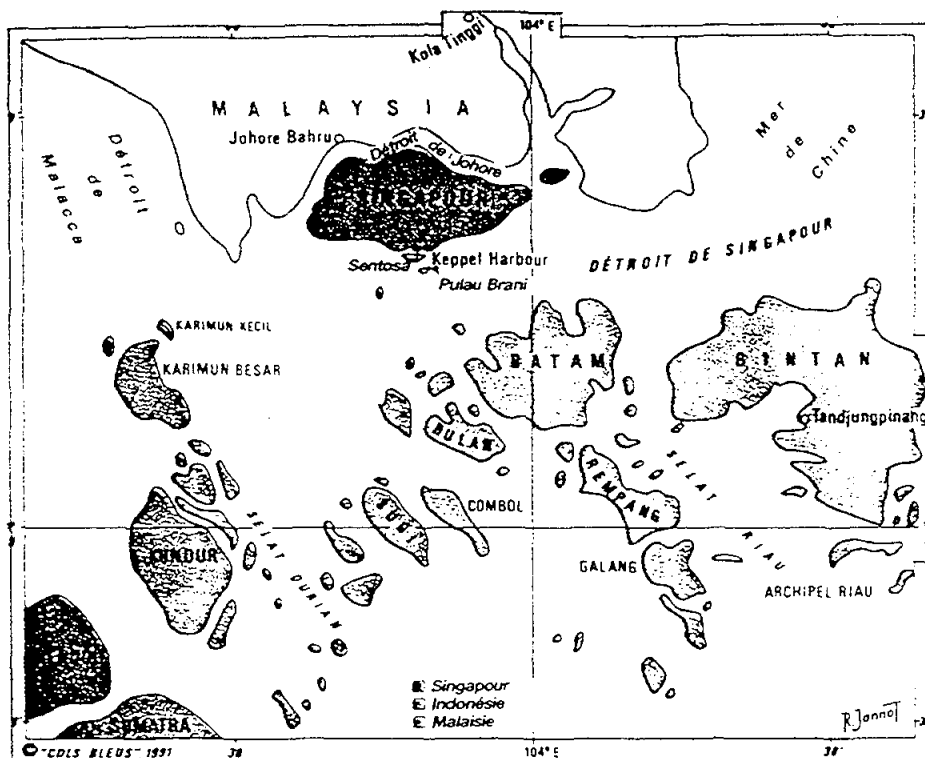


rattachement à la sphère de coprosperité de la Grande Asie guidée par le Japon. Cette incitation a en tout cas pour effet de stimuler les nationalismes qui débouchent d'abord sur une autonomie interne de Singapour en 1946 puis totale au sein du Commonwealth en 1959. En 1963, le gouvernement de Singapour décide de joindre le pays à la Fédération de la Grande Malaisie qui unit déjà la Malaisie, le Sarawak, le Sabah et Brunei. Elle se retire néanmoins le 18 août 1965 suite à une crise survenue entre Kuala Lumpur et Djakarta. Le 15 octobre 1965, Singapour devient totalement indépendant tout en restant associée au Commonwealth; la république est proclamée le 22 décembre 1965. Jusqu'alors, la Grande-Bretagne a maintenu une présence militaire sur l'île mais le Livre Blanc prévoit son retrait à l'est de Suez en 1970, obligeant l'armée singapourienne à combler ce vide.

Création de la RSN

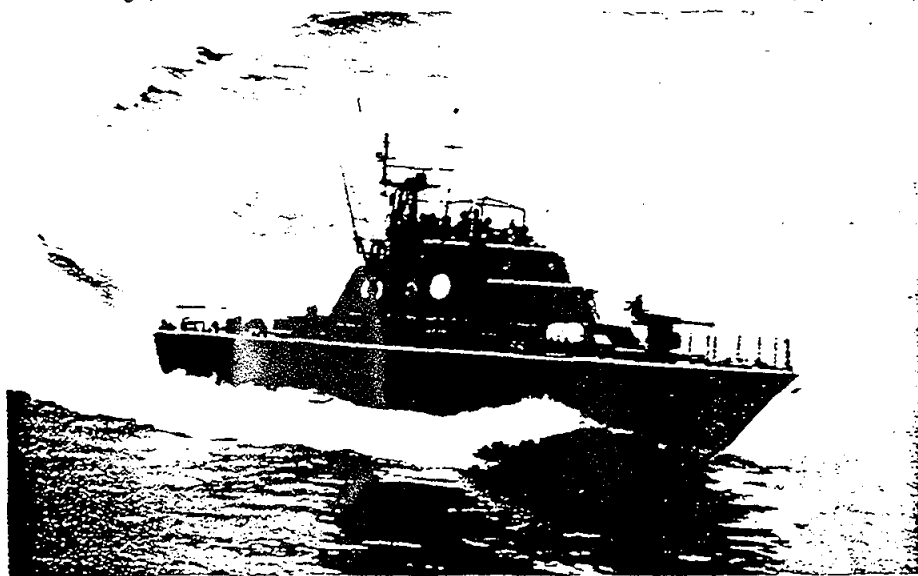
Suite à l'obtention de l'autonomie, le gouvernement de Singapour commande, en 1954, un patrouilleur de la classe Ford; il est construit à Singapour par United Engineers et désigné P38 Panglima; il est mis en service en mai 1956 au sein de la Singapore Naval Volunteer Force (SNVF). Ce bâtiment de 119 tonnes armé d'un canon de 40 mm sert jusqu'au rattachement à la Fédération de la Grande Malaisie où il est intégré à la marine malaise en conservant le même nom. Rétrocédé en 1967 à Singapour, il est réactivé par la SNVF qui, en 1968, devient la People Defence Force (Sea) (PDF/Sea). Modernisé dans les années 1970, ce bâtiment est toujours en service au 194 Sqn.

Pour la police du port, Singapour achète en 1969 quatre vedettes de 40 tonnes type PX



Cette carte simplifiée (réalisée par R. Jannot de notre confrère Cols Bleus) montre Singapour et ses environs.

La vedette de patrouille côtière P22 RSS Swift Centurion est en service depuis 1981 au 186 Sqn (MINDEF).



(PX 10, 11, 12, 13), construites par la société britannique Vosper Thornycroft avec un armement composé de deux canons de 20 mm. Initialement employées par la PDF, elles sont désarmées et cédées à la police maritime en 1974.

Le Maritime Command de la PDF est créé à la fin 1968. Il passe commande à Vosper Thornycroft d'une étude de deux types de vedette rapide - simplement désignés A et B - basés sur la même coque en acier de 110 pieds (31,60 m), la superstructure étant en aluminium. Le chantier naval anglais construit le premier exemplaire de chaque type. Le P69 Independence est commissionné le 5 juillet 1970 et le P71 Sovereignty est réceptionné en 1971. Les quatre autres vedettes - deux A et deux B - sont construites en 1971 par la filiale Vosper Thornycroft Private (Singapour) et désignées P70 Freedom et P72 Justice (type A), P73 Daring et

P74 Dauntless (type B). D'un déplacement de 100 tonnes, le type A ne diffère du type B que par l'armement: un canon AA Bofors de 40 mm à l'avant et un canon Oerlikon de 20 mm à l'arrière sur le type A; sur le type B, une tourelle Bofors équipée d'un canon de 76 mm remplace le 40 mm à l'avant.

Peu après, une deuxième classe de vedette rapide est commandée au chantier allemand Lürssen qui livre les deux premières vedettes type TNC 45, désignées P76 RSS Sea Wolf et P77 RSS Sea Lion. Les quatre autres bateaux de cette classe - les P78 RSS Sea Dragon, P79 RSS Sea Tiger, P80 RSS Sea Hawk et P81 RSS Sea Scorpion - sont construits par la Singapore Shipbuilding & Engineering Co et livrés en 1974 et 1975. Pour la première fois, l'armement principal est constitué de cinq missiles IAI Gabriel montés en une batterie de trois et deux lan-

ceurs isolés. Mais ces vedettes ne sont pas toutes armées de missiles avant leur récente modernisation. L'armement conventionnel est constitué, à l'avant, d'une tourelle Bofors de 57 mm approvisionnée à 504 obus et d'un canon Bofors de 40 mm sur la plage arrière. Mis en œuvre par le 185 Sqn, ces engins rapides (34 nœuds pour un déplacement de 280 tonnes) rendent d'excellents services dans les eaux étroites et parsemées d'îles qui caractérisent la zone opérationnelle de la RSN.

En 1980, la RSN commande douze vedettes côtières type Swift; elles sont construites par Singapore Shipbuilding (Jurong), armées d'un canon de 20 mm et d'une mitrailleuse. Elles sont toutes livrées pour le 10 octobre 1981 pour équiper deux squadrons de patrouille côtière.

Les navires de soutien

En 1971, le Maritime Command loue à l'US Navy le LST-836 USS Holmes County et le redésigne A81 Endurance. Ce bâtiment construit en 1944 est employé en soutien des SAF (Singapore Armed Forces) aux besoins desquelles il correspond bien: il est en conséquence acheté en décembre 1975.

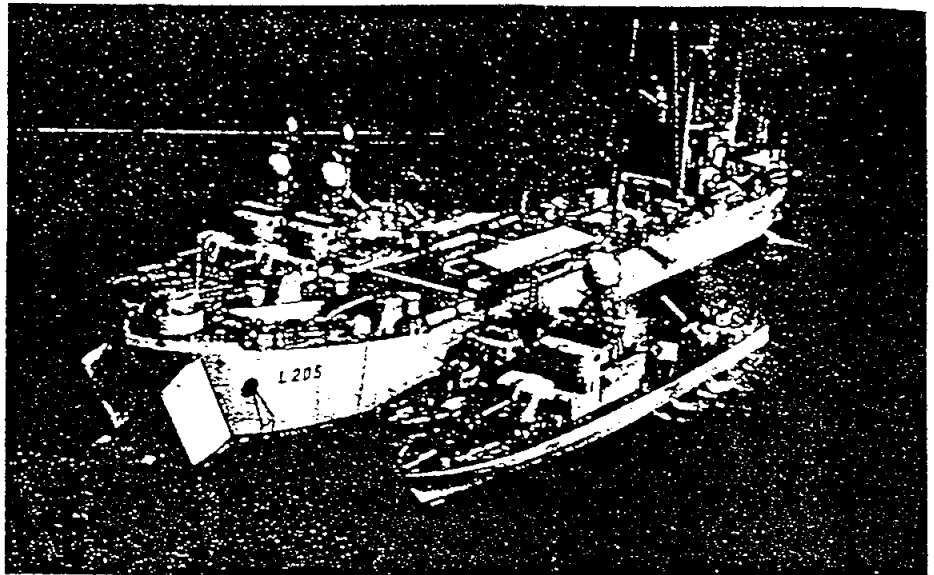
Entre-temps, le 1er avril 1975, la PDF est scindée en trois commandements - air, terre et mer - et la Republic of Singapore Navy (RSN) est officiellement créée comme arme indépendante.

Afin de pouvoir étendre ses missions, la RSN achète cinq autres LST en juin 1976, désignées A82 RSS Excellence (ex LST-629), A83 RSS Intrepid (ex LST-579), A84 RSS Resolution (ex LST-649), A85 RSS Persistence (ex-LST-613) et A86 RSS Perseverance (ex-LST-623). Trois autres bâtiments sont achetés en même temps mais ils sont immédiatement revendus à un opérateur civil. La marine place les deux derniers en réserve et loue l'A81 RSS Endurance à une firme civile, ne conservant que deux LST en service actif. En 1980, les LST A81-86 sont renumérotés de L201 à L206. Pendant les travaux de modernisation des deux LST opérationnels, les deux LST de réserve ont été réactivés avant d'être à leur tour modernisés. Le dernier LST - le L206 RSS Perseverance - est désarmé et sert dorénavant de source de pièces de rechange.

Dans le même temps, la RSN achète quatre péniches de débarquement de 150 tonnes type Ayer Chawan, désignées RPL54, 55, 56 et 57. Elle reçoit en plus deux péniches de 56 tonnes type Brani, construites en Australie en 1955-56: les RPL41 et 42. Ces péniches seront retirées du service en 1990. La RSN complète sa flotte de débarquement avec quatre péniches de 320 tonnes: les RPL60, 61, 62 et 63, construites à Singapour en 1985. Elle opère également un hovercraft type Tiger 40 de 120 tonnes, acquis en 1987 pour les missions de commando.

En 1975, la RSN se dote d'une petite force de dragueurs de mines: elle achète deux bâtiments de l'US Navy de type MSC (Mine Sweeper Coastal) de la classe Bluebird. Ces

Le LST L205 RSS Persistence récemment rénové a servi de base à une série de vedettes composée de trois TCN45, dont la P76 RSS Sea Wolf visible à l'avant-plan et une canonnière type A lors de l'exercice Starfish impliquant les marines des FDPA au large de la Malaisie, en mai 1991 (MINDEF).



bateaux sont réceptionnés le 5 décembre 1975. Il s'agit des M101 RSS Jupiter (ex MSC-203 USS Trasher) et M102 RSS Mercury (ex MSC-207 USS Whippoorwill). Le M102 Mercury sera déclassé en 1991 et remplacé par l'A102 RSS Mercury, bateau de support pour plongeurs-démineurs équipé d'un sonar anti-mines remorqué et d'un ROV (Remotely Operated Vehicle). Ce bâtiment de 170 tonnes a été commissionné en août 1990.

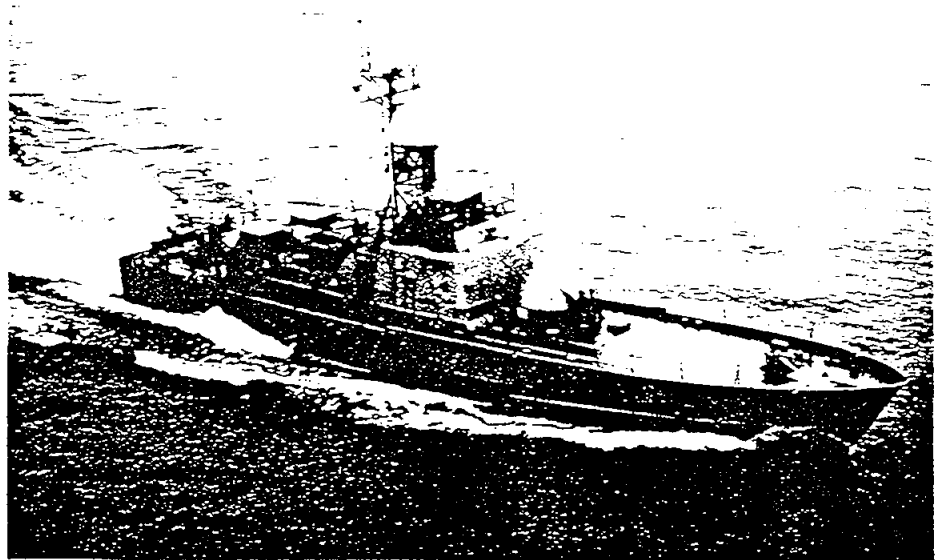
En 1978, la RSN acquiert un patrouilleur néerlandais de 250 tonnes - le P72 RSS Endeavour - construit en Allemagne en 1955. Il est transformé dans les années 80 pour être utilisé par les plongeurs-démineurs.

Modernisation des bâtiments de la RSN

Pour conserver la valeur opérationnelle de ses bâtiments, la RSN a établi un programme de modernisation respectant les moyens financiers disponibles et les priorités technico-opérationnelles.

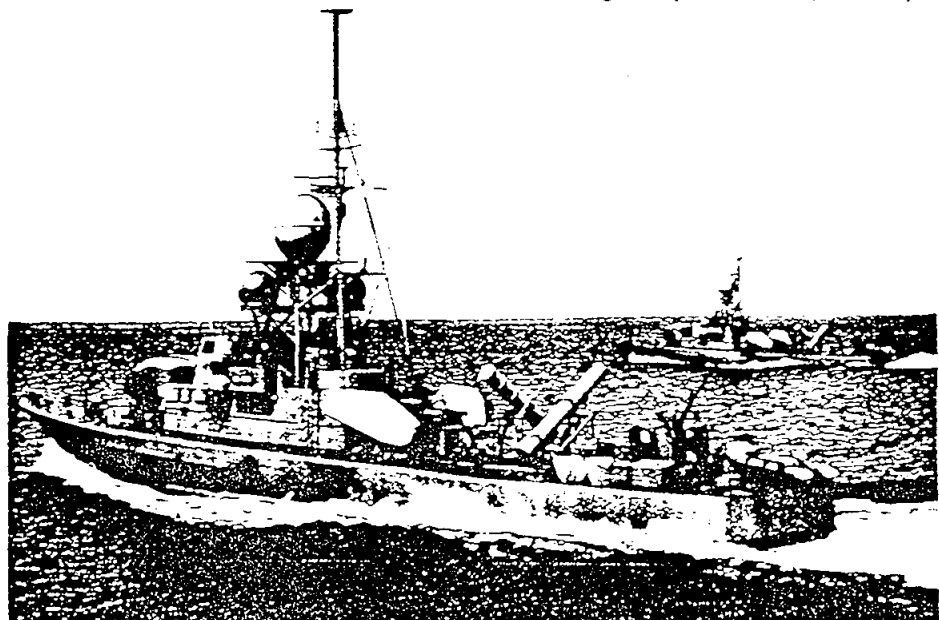
La première classe à être modernisée est celle des LST car ceux-ci datent de la fin de la 2ème Guerre mondiale; bien qu'ils disposent d'un espace sur le pont qui convienne aux missions effectuées par la RSN, la superstructure et l'équipement ne répondent plus aux besoins actuels. Chaque LST entre donc à son tour en chantier et, après un entretien méticuleux de sa coque, il est doté d'une nouvelle superstructure en alliage léger; il reçoit de nouveaux moteurs Diesel, un nouveau radar de navigation Decca 626 et un système de navigation par satellite (GPS - Global Positioning System). Le L201 RSS Endurance reçoit une passerelle différente des autres et le L202 RSS Excellence est équipé d'une plate-forme hélicoptère à l'arrière de la passerelle. Ce programme s'est achevé le 19 août 1991 avec la cérémonie de remise en service du L205 RSS Persistence à la base de Pulau Brani (*pulau* signifie « île »). Le L204 RSS Résolution a été mis en réserve en 1990.

Les MGB (Missile/Gun Boats) ont également été modernisés. Mis en service dans les années 70, leur coque, leurs moteurs et leur canon étaient encore à la hauteur des besoins; c'est sur l'électronique de bord et les missiles qu'a porté le programme. La batterie missile triple de Gabriel a été remplacée par quatre lanceurs de Harpoon, associés à une conduite de tir Signal WM2875 opérant dans les bandes I et J. Les systèmes électroniques ont été entièrement revus et un nouveau système de communication a été installé, de même qu'un GPS et un Transit Navigation System en liaison avec



La canonnière P71 RSS Sovereignty est une vedette de la classe 110 pieds type B construite par Vosper Thornycroft. Elle est armée d'un canon Bofors de 76 mm (MINDEF).

La MGB P79 RSS Sea Tiger appartient à la classe Lürssen TCN45, après modernisation de l'armement missile et de l'électronique. Le bâtiment visible à l'arrière-plan a déjà les nouveaux missiles mais pas encore les systèmes de navigation par satellite (MINDEF).



11.2.4 FORCES NAVALES

11.2.4.1 Structures

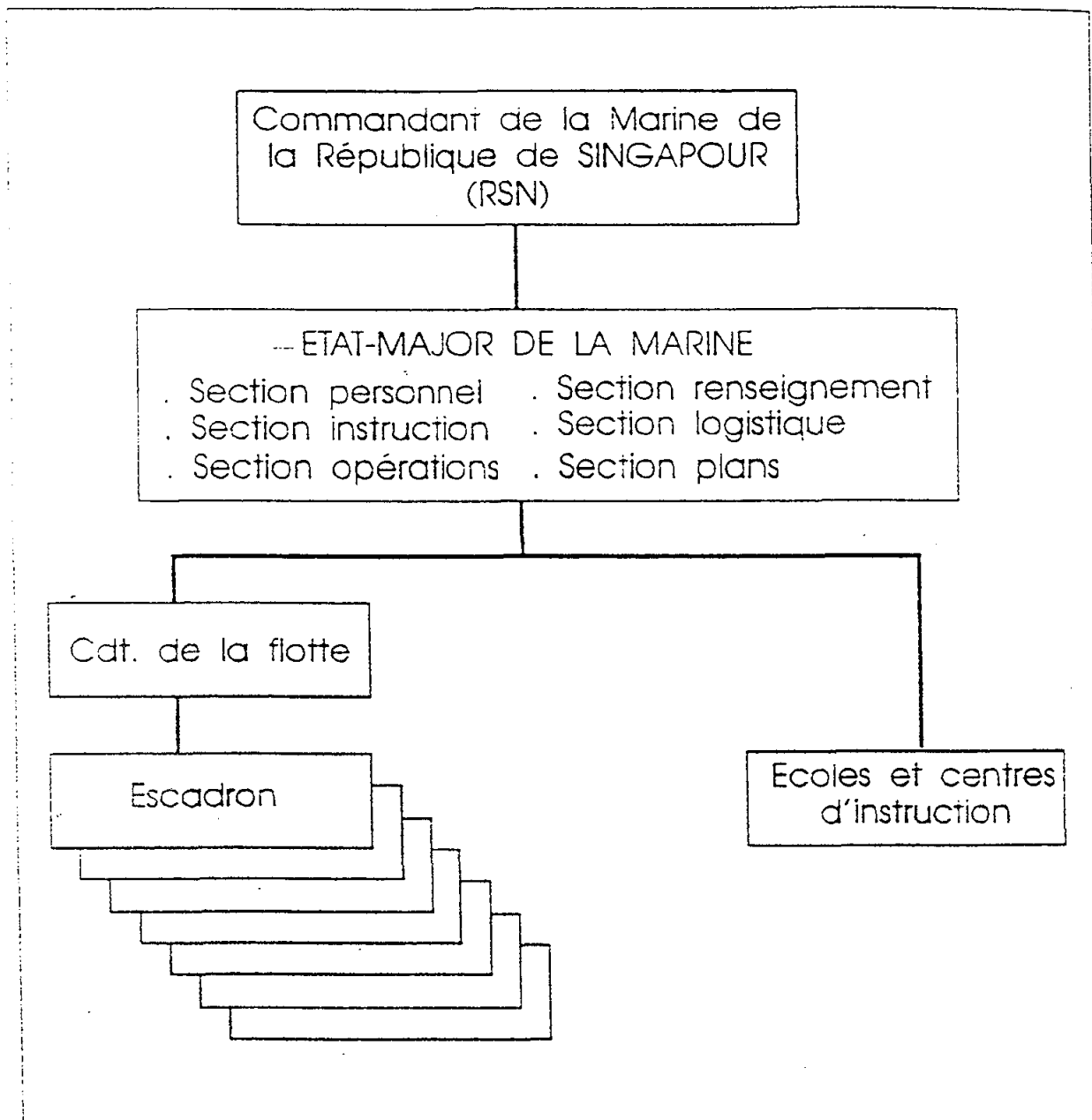


Figure 7. Organigramme de l'Etat-Major de la Marine

Mise à jour

11.2.4.2 Composition

- 182ème escadron 6 canonnières type A et B (PGF P 69 à 74)
- 183ème escadron 6 vedettes rapides de patrouille côtière (type Swift)
- 185ème escadron 6 patrouilleurs canons/missiles type FPB-45 (P 76 à P 81)
- 186ème escadron 6 vedettes rapides de patrouille côtière (type Swift)
- 188ème escadron 6 corvettes lance-missiles type «MGB-62» (P 88 à P 93)
- 191ème escadron LST (transport de chars)
- 194ème escadron Dragueurs (guerre des mines et soutien)

L'organisation de la flotte est en cours de révision et il semble que l'on s'oriente vers une formule répartissant les escadrons en 2 ou 3 flottilles selon leur emploi opérationnel.

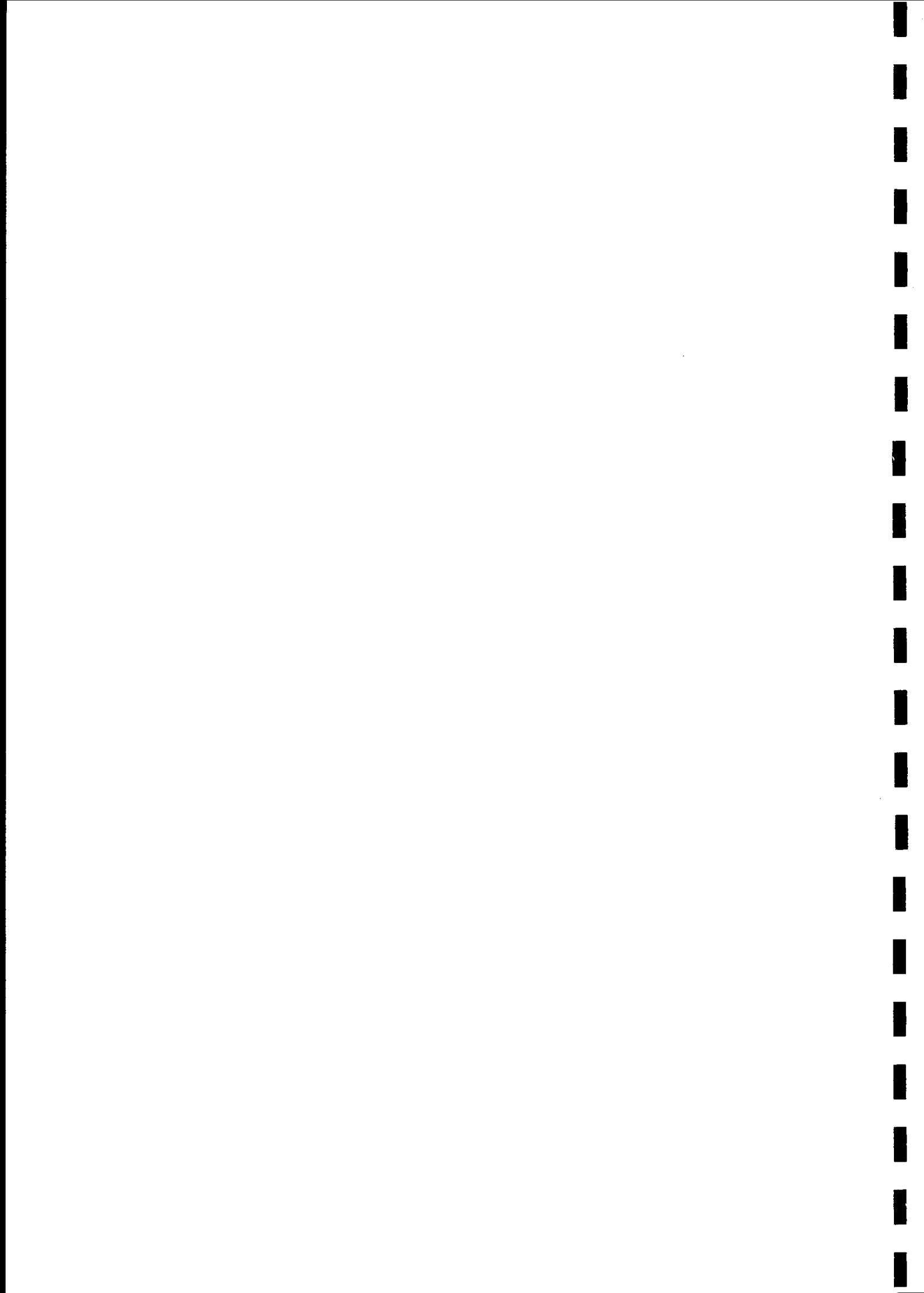
SINGAPOUR ne dispose pas d'aéronavale mais s'est lancé, depuis 1987, dans une étude sur les possibilités d'achat de 6 appareils de reconnaissance maritime de moyenne portée, avec lesquels la mise sur pied d'un escadron de patrouille maritime est envisagée dans les trois années qui viennent. Une telle unité ne constituerait pas encore une aéronavale à proprement parler, mais, bien que mise en oeuvre par la RSAF, elle serait employée par la RSN. C'est dans ce but, que des avions Fokker 50 (PAYS-BAS) de patrouille maritime ont été commandés en 1991.

11.2.4.3 Personnalités

- Commandant de la flotte Col. HOON Sian Hock
- Commandant du 188ème escadron Lt. Col. Larry LOON Leong Yoon

11.2.5 FORCES AERIENNES

11.2.5.1 Structures



I. Un grand défi à relever

Parmi les nations du Sud-Est asiatique, la République de Singapour occupe une place tout à fait particulière. En effet, la cité-État est aujourd'hui le lieu d'une gestion sociale vigoureuse, voire dure, accompagnée d'un véritable bouleversement planifié du territoire. Les dimensions mêmes de ce petit pays insulaire dépassant à peine 600 km², son profil, son infrastructure, la répartition de sa population permanente, qui dépasse à peine 2,7 millions d'habitants (aux trois quarts chinois) sont en perpétuelle évolution. Ce dynamisme est lié à plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci, la position stratégique de l'île et la fonction d'abord commerciale qui lui fut confiée dès le XIX^e siècle comptent pour beaucoup. Mais ce qui importe plus encore c'est l'exceptionnelle détermination d'une population de pionniers et de ses dirigeants ayant su faire de Singapour un lieu à la fois de prévision et d'adaptation. Société disciplinée mais souple, territoire programmé mais dynamique, la République insulaire est surprenante.

Pourtant, lorsqu'en 1959 les Britanniques accordèrent l'autonomie interne à la colonie, la « Forteresse Singapour » était menacée tant de l'intérieur que de l'extérieur. Les migrations massives qui avaient précédé la prise de l'île par les Japonais en février 1942 — la « Forteresse » s'étant effondrée lamentablement — et la dure occupation militaire qui s'ensuivit jusqu'en août 1945 avaient contribué à accentuer la pression sur une infrastructure urbaine tout à fait insuffisante. Cette pression se fit encore plus sentir dès le retour de l'administration britannique alors que ceux parmi les habitants qui s'étaient retirés dans les campagnes environnant la ville même de Singapour revenaient et que l'immigration reprenait. De 1931 à 1947, la population de l'île a augmenté de près de 70 %, passant de 553 000 à 938 000. Son entassement atteignait un niveau à peu près unique au monde. Vers la fin des années cinquante, près du tiers des quelque 1 500 000 habitants habitait le centre, lequel ne couvrait que 9 km². La majorité de ces personnes étaient logées dans des compartiments (*shop houses*) de deux ou trois étages, subdivisés en réduits d'une taille moyenne de cinq mètres carrés. Chacun de ces réduits était habité par des familles de six à huit personnes. Certains étaient même divisés en sections (*spaces*) occupées en alternance. La pauvreté était extrême, l'insalubrité généralisée et multiples les combines pour survivre ou même pour mieux mourir, ce dont témoignent les « maisons des morts ». De tels problèmes ne touchaient pas que le vieux centre chinois, le *Chinatown*, le surpeuplement concernait également les banlieues avec la prolifération des pseudo-villages du fait du reflux des citadins. Dès la fin de la guerre et plus particulièrement à compter de 1955, les grèves se multiplièrent, surtout parmi les employés du port et ceux des compagnies de transport en commun. Les disparités étaient grandes entre les classes sociales et tout autant entre les groupes ethniques. La criminalité était mal contrôlée et l'agitation sociale et politique s'accroissait.

La menace s'aggrava en 1968 lorsque les Britanniques amorcèrent la fermeture accélérée de leurs bases dans l'île. Celles-ci, tout en occupant 16 % de la superficie totale de

l'île, y employaient directement ou indirectement 20% de la population. La création d'un tel vide ne pouvait qu'accroître le chômage atteignant déjà 15% en 1961. En 1964, de sérieuses émeutes raciales secouèrent l'île, ce qui augurait mal de la nouvelle alliance avec la Malaisie. En effet, un an plus tôt, la Fédération de Malaisie avait été créée, incorporant Singapour. Les espoirs alors permis furent vite étouffés. Dès 1965, Singapour s'en retira, alors que l'hostilité de l'Indonésie de Sukarno qui s'était opposée à la formation de la « grande » Malaisie et les tensions avec Kuala Lumpur même renvoyaient en question l'autonomie de la nouvelle république. Il importe d'avoir en mémoire cette situation critique si l'on veut comprendre le Singapour contemporain.

Depuis l'obtention de l'autonomie interne en 1959, Singapour était gouvernée par une assemblée législative démocratiquement élue et dominée par le People's Action Party (PAP) et son chef, le premier ministre Lee Kuan Yew. Entre 1959 et 1963, ce parti de coalition fut l'objet de luttes internes dont émergea victorieuse l'aile droite du parti, animée essentiellement par des Singapouriens, ayant bénéficié d'une formation universitaire de langue anglaise. Après les élections de 1963, le PAP et le premier ministre Lee, à nouveau victorieux, employèrent la méthode forte, faisant emprisonner leurs adversaires politiques. Depuis lors le PAP préside sans partage aux destinées de la petite République. Bien que respectant les formes d'une démocratie parlementaire, l'équipe au pouvoir ne laisse aucune véritable marge de manœuvre à l'opposition et réprime sévèrement tout citoyen soupçonné d'avoir des allégeances communistes et même tout contestataire. C'est pourtant cette équipe — dirigée depuis 1990 par Goh Chok Tong —, puisant sa légitimité dans sa grande compétence technocratique et sa moralité civile, qui relève les défis posés à Singapour. Elle y parvient par une redéfinition des fonctions et le bouleversement du territoire. Ce bouleversement est le fondement même des réalisations du Singapour moderne, lesquelles sont trop souvent perçues comme étant de nature exclusivement économique et commerciale.

II. La redéfinition des fonctions

La production

Amorcée au début des années soixante, cette révolution des fonctions concerne trois grands domaines : la production, la reproduction sociale et la circulation. Pour la mener à bien, l'État singapourien indépendant, dès son émergence en 1959, commence par se doter de toute une série d'institutions responsables de l'un ou l'autre aspect d'une politique de développement de plus en plus intégrée. Parmi ces institutions, on compte plusieurs organismes para-publics, chacun doté d'un pouvoir exceptionnel.

Ainsi, la politique industrielle, et en particulier la création d'emplois, sont confiées à l'*Economic Development Board*, créé en 1961. Cette régie d'État a notamment pour mandat d'attirer et de coordonner les investissements étrangers. Dès 1959 des ordonnances accordent des exemptions d'impôt aux nouvelles entreprises ainsi qu'à celles dont les projets d'expansion sont approuvés. En 1967, ces avantages fiscaux sont élargis et diversifiés par l'adoption d'une nouvelle série de mesures. Plusieurs de celles-ci concernent la formation des travailleurs. Enfin, l'État lui-même agit comme entrepreneur, tant au niveau strictement industriel qu'au niveau commercial et bancaire. Le gouvernement possède des parts importantes dans plusieurs grandes entreprises notamment par le biais d'un holding, la compagnie Temasek. Cette participation est également orchestrée par des super-agences dont le *Jurong Town Corporation* (JTC).

Le JTC est devenue le gestionnaire des parcs industriels disséminés à travers l'île, le principal étant celui de Jurong, dans le sud-ouest de l'île (fig. 54). Le statut de zone

franche dont Singapour bénéficie depuis sa fondation moderne en 1819 a été consolidé par l'institution de six zones franches commerciales en 1969 et celle d'une quinzième de zones industrielles. À lui seul, le parc industriel de Jurong, créé de toutes pièces au cours des années soixante à même une aire marécageuse située au sud-ouest de l'île, couvre aujourd'hui une superficie de 43 km², accueillant quelque 2 000 entreprises employant plus de 100 000 personnes. En 1990, l'ensemble des 24 zones franches gérées par le JTC regroupait les deux tiers des quelque 300 000 salariés de l'industrie à Singapour, ce secteur comptant pour plus du quart de l'emploi dans le pays. La progression de l'activité manufacturière a été impressionnante, alors que de 1960 à 1970, la part du PIB d'origine industrielle est passée de 12% à 20%, atteignant même 35% en 1980. Depuis, avec l'accroissement encore plus rapide d'autres secteurs, en particulier les transports et communications, cette proportion est retombée en dessous de 30%.

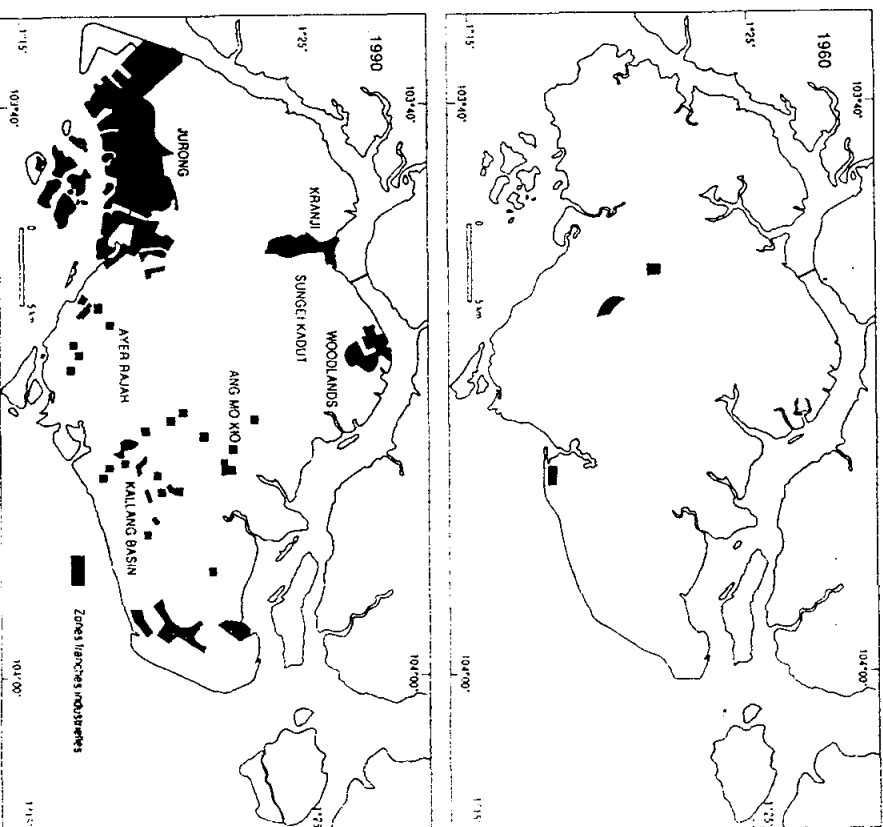


FIGURE 54. — Singapour. Le déplacement de l'industrie, 1960-1990

Source: De Koninck, 1992

Tourist Promotion Board lui aussi établi en 1964 et encourageant un développement considérable de l'industrie hôtelière. L'image d'une « Asie instantanée », miniature, efficace et confortable, où tout ou presque peut s'acheter, a contribué à faire de Singapour une escale de plus en plus recherchée entre l'archipel et le continent, entre Orient et Occident. La multiplication des boutiques s'explique d'abord par cette fonction de commerce de transit mais aussi par l'idéologie de la consommation qui a progressé parmi la population locale au même rythme que celle de l'efficacité et de la performance.

La reproduction sociale

La reconversion touche des domaines particulièrement imbriqués, les uns aux autres alors que les distinctions entre production et circulation et même entre production et reproduction se confondent quelque peu. Pourtant, et là réside une caractéristique essentielle du projet singapourien : la transformation économique repose sur un encadrement social et territorial très serré. Il s'agit tout d'abord du contrôle sur la croissance démographique, la santé et l'éducation. C'est ensuite, la planification de l'emploi, du logement et des loisirs. C'est enfin une mobilisation idéologique tout à fait exceptionnelle, articulant en quelque sorte toutes les conditions de la reproduction sociale.

Entre 1947 et 1957, le taux moyen de croissance annuelle de la population de Singapour s'élevait à 4,4 %. Entre 1957 et 1970, alors que l'application des mesures de contrôle des naissances ne faisait que débiter, il s'est abaissé à 2,8 % ; entre 1970 et 1980, à 1,5. En 1986, il fut de 1,0 %. Au cours de la première période, l'immigration, provenant essentiellement de la péninsule malaise, fut responsable de 22 % de la croissance ; au cours des périodes suivantes, cette part s'abaisse à 5 % puis à 2 %. Depuis quelques années, l'immigration est pratiquement arrêtée. Les travailleurs étrangers, pour la plupart des Malais de la péninsule, mais aussi, de plus en plus, des Bengalais et des Philippins (en fait surtout des Philippines, travaillant comme femmes de ménage), n'obtiennent plus que des permis de séjour temporaire. Le nombre de ces travailleurs temporaires, relativement bien payés mais corvéables à merci, est cependant très élevé : plus de 300 000 selon le recensement de 1990 qui les inclut désormais dans le total national.

Quant à la chute de la croissance naturelle, elle s'explique par une vigoureuse campagne de contrôle des naissances incluant la légalisation de l'avortement. Une grande amélioration dans l'accès à l'éducation et aux services de santé, essentiellement couverts par l'État, une hausse généralisée du niveau de vie, une frénésie de consommation ont fait le reste. Le profil socio-démographique de la population singapourienne ressemble de plus en plus à celui d'un pays industriel : en 1990 des taux de natalité et de mortalité de 18 ‰ (en légère reprise) et 5 ‰, un taux d'alphabétisation de 90 ‰, une espérance de vie de 74 ans, etc. (tab. 14).

Malgré la qualité des réalisations dans le domaine de l'éducation et de la santé, celles-ci n'ont pas l'ampleur ni la visibilité des grandes réalisations industrielles ni, surtout, de celles qui touchent au logement. Car, tout en planifiant le type et le lieu d'emploi d'une proportion croissante de la population singapourienne, au cours du dernier quart de siècle, les grands gestionnaires de l'État ont étroitement planifié son logement. Ce qui représentait le principal problème du Singapour indépendant est devenu le principal objet d'intervention.

Le *Housing and Development Board* (HDB) est la régie d'État la plus puissante parmi la demi-douzaine qui existent à Singapour. Lorsqu'elle fut créée en 1960, près pour cent de la

Alors qu'au cours des années soixante l'accent avait été mis sur les fabrications utilisant une main-d'œuvre abondante, Singapour a depuis rapidement évolué vers des productions à plus forte valeur ajoutée. En 1986, plus de la moitié de la valeur des exportations était représentée par la mécanique et les biens d'équipement. C'est qu'en vingt-cinq ans, Singapour a connu une révolution industrielle à répétition. Ainsi, au cours des années soixante-dix, l'industrie lourde fut appelée à se développer. Sa croissance fut liée à celle tout à fait phénoménale de la construction de logements, comme à celle des chantiers navals et, de plus en plus, au stockage et à la transformation des produits pétroliers. Depuis les années quatre-vingt, l'accent a été mis sur les hautes technologies et les services de pointe. Les investisseurs étrangers ne sont plus à la recherche d'une main-d'œuvre à bon marché, les salaires singapouriens étant de loin les plus élevés de la région, mais plutôt de travailleurs performants et de secteurs de production bien reliés entre eux et bien desservis. C'est le cas, précisément, du raffinage du pétrole et de l'industrie pétrochimique. Ce le sera aussi de plus en plus dans la fabrication de produits métallurgiques.

Enfin, de nombreux sites à travers l'île font l'objet d'une reconversion de fonctions. Ainsi, l'ancienne base britannique de Sembawang, située sur le versant nord de l'île et d'abord convertie en chantier de construction navale, puis en zone franche industrielle, représente maintenant l'un des terminaux du port de Singapour, noyau même de la fonction de circulation.

La circulation

En 1964, le *Port of Singapore Authority* (PSA) fut établie avec comme mandat la diversification des activités du port et la création de cinq terminaux spécialisés. Doté de 15 kilomètres de quais, le port de Singapour est devenu l'un des plus importants du monde. En 1990, 45 000 navires y furent accueillis et près de 188 millions de tonnes de marchandises manutentionnées. En réalité, moins de la moitié de ce tonnage passe par l'un ou l'autre des cinq grands terminaux. L'industrie pétrolière, et en particulier le raffinage du pétrole, dont Singapour est le principal centre en Asie du Sud-Est, est responsable du reste du trafic, essentiellement manutentionné dans les petites îles environnantes aménagées à cette fin. D'accès facile pour les grands pétroliers, ces installations se situent suffisamment au large de la ville pour que la pollution en soit sensiblement réduite. Disposant d'eaux portuaires s'étendant sur plus de 600 km², soit une superficie équivalente à celle de l'île même de Singapour, le PSA emploie près de 8 000 personnes et gère des installations en expansion rapide et reconnues pour leur efficacité.

Expansion et services efficaces : voilà ce qui caractérise l'ensemble du domaine des communications à Singapour. Cela concerne notamment l'aéroport de Changi, ouvert en 1982, fréquenté par 15 millions de passagers en 1990 et où plus de 500 000 tonnes de fret furent échangées la même année. Cela concerne aussi les télécommunications, dont Singapour est désormais un centre mondial. Cette position stratégique sur le plan des communications modernes est étroitement liée à la fonction de centre financier et commercial. Les effets d'aggrégation aidant, la cité-État est devenue le plus grand centre bancaire de la région, siège de l'*Asia dollar*, drainant l'argent des Chinois du Nanyang qui peuvent y effectuer des dépôts secrets sans impôt sur les profits.

L'ouverture s'est aussi réalisée dans le domaine touristique. En 1970, Singapour accueillait 500 000 visiteurs ; en 1990, plus de 5 millions et 6,4 millions en 1993. Cette croissance exceptionnelle est due en premier lieu à celle de l'ensemble des fonctions

TABLEAU 14. — Singapour, 1959-1990.

	1959	1990
Superficie	581,5 km ²	633 km ²
Population	1 587 200	2 705 100 ^a
Groupe ethnique (57-90)		
Chinois	75,4 %	77,7 %
Malais	13,6 %	14,1 %
Indiens	9,0 %	7,1 %
Autres	2,0 %	1,1 %
Naissances	32,9 ‰	18,4 ‰
Décès	6,4 ‰	4,8 ‰
Croissance démographique (taux annuel par décennie)	4,0 ‰	1,7 ‰
Mortalité infantile	36,0 ‰	6,7 ‰
Espérance de vie (57-90)	64	74
Taux de chômage	13,2 %	1,3 %
Taux d'alphabétisation (57-90)	52,2 %	90,1 %
PIB (millions \$ Singapour) (60-90)	2 149,6	63 905,1
Commerce extérieur (millions \$ Singapour) (65-90)	6 811,0	205 011,9
Taux de change du \$ Singapour en \$ US	0,33	0,55

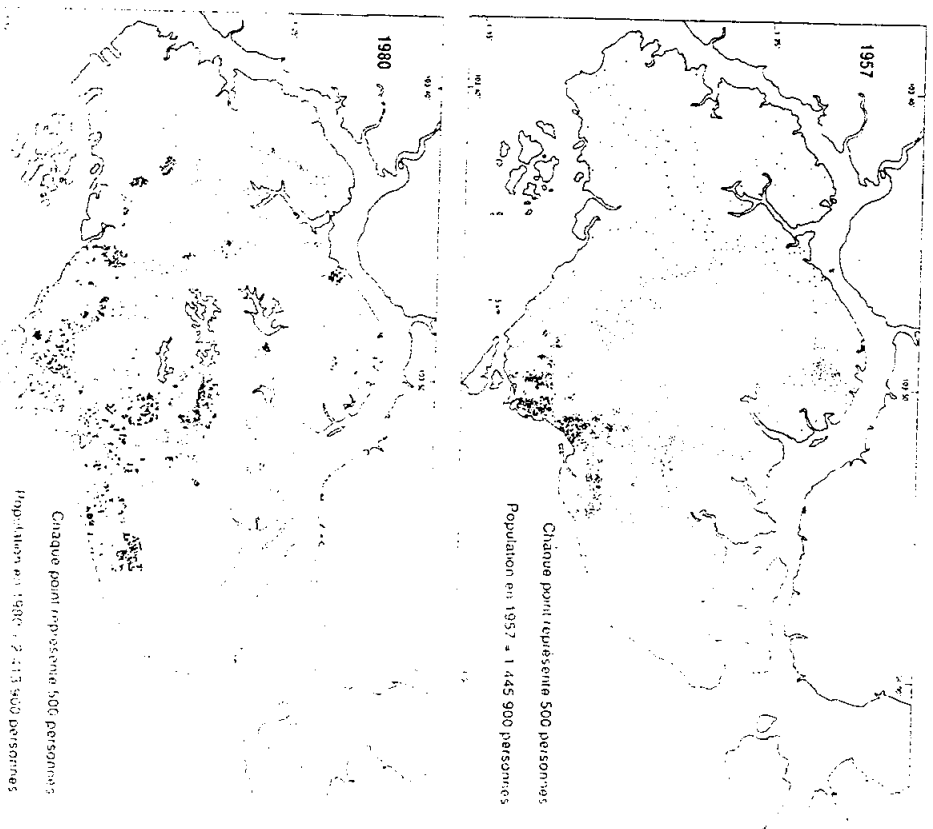
a) Ce chiffre ne tient pas compte des non-résidents dont le nombre s'élevait à 311 000 en 1990.

Sources : Singapore Department of Statistics, 1983, 1991 ; *Annuaire démographique des Nations-Unies*.

des HLM construits et gérés par le HDB. Entretemps, l'île de Singapour a été transformée en un vaste chantier de construction d'habitations. En 1960, le HDB assura la construction de 1 700 nouveaux appartements ; en 1984, année record, 70 000 unités furent achevées. À la fin de 1987, le total après 23 années d'activité atteignait près d'un demi-million d'unités de logements et de commerces. Car la règle aménage aussi des complexes commerciaux tout en conservant la responsabilité d'une bonne partie du programme de conquête de terres (*land reclamation*). Dès le début des années 1980, les programmes de logement relevant d'autres institutions dont le JTC passerent sous la juridiction du HDB.

Depuis le plan de 1961-1964, le logement a toujours représenté le premier poste budgétaire. En 1985, au sein d'un budget de développement s'élevant à quelque trois milliards de \$ US, le logement recevait 29 %, l'éducation 7 %, la conquête des terres 6 % et la défense 3 %. La puissance financière du HDB ne s'explique pas seulement par l'importance de la part du budget de l'État qui lui revient, mais par son caractère d'entrepreneur, de propriétaire et de commerçant. En premier lieu, non seulement la règle est-elle un employeur important mais aussi et surtout elle est le principal entrepreneur dans l'île, le sort de l'industrie de la construction et celui des architectes étant étroitement liés à celui du logement social. En second lieu, le HDB est un important propriétaire immobilier certes mais aussi foncier, disposant de droits d'expropriation exceptionnels. En troisième

était lancé : depuis, plus de 400 000 appartements ont été achetés par les résidents des grands complexes de HLM. L'objectif du gouvernement, un taux de propriété privée de 100 % en 1999, est donc en bonne voie d'être atteint dans une société où la consommation est systématiquement encouragée, tout comme l'épargne, elle-même en bonne partie gérée par l'État. D'ailleurs, pour accéder à la propriété d'un logement, les Singapouriens peuvent en quelque sorte « hypothéquer » leurs fonds d'épargne. Enfin, le HDB demeure le gestionnaire de la vingtaine des *New Towns* (villes nouvelles) qui ceinturent la région urbaine centrale. Cette gestion concerne non seulement l'habitat lui-même, lequel fait l'objet de constantes améliorations, mais aussi les services essentiels et surtout les loisirs, dans ces cités ayant fait l'objet de la redistribution de la population (fig. 55).



Chaque point représente 500 personnes.
Population en 1980 : 2 413 500 personnes.

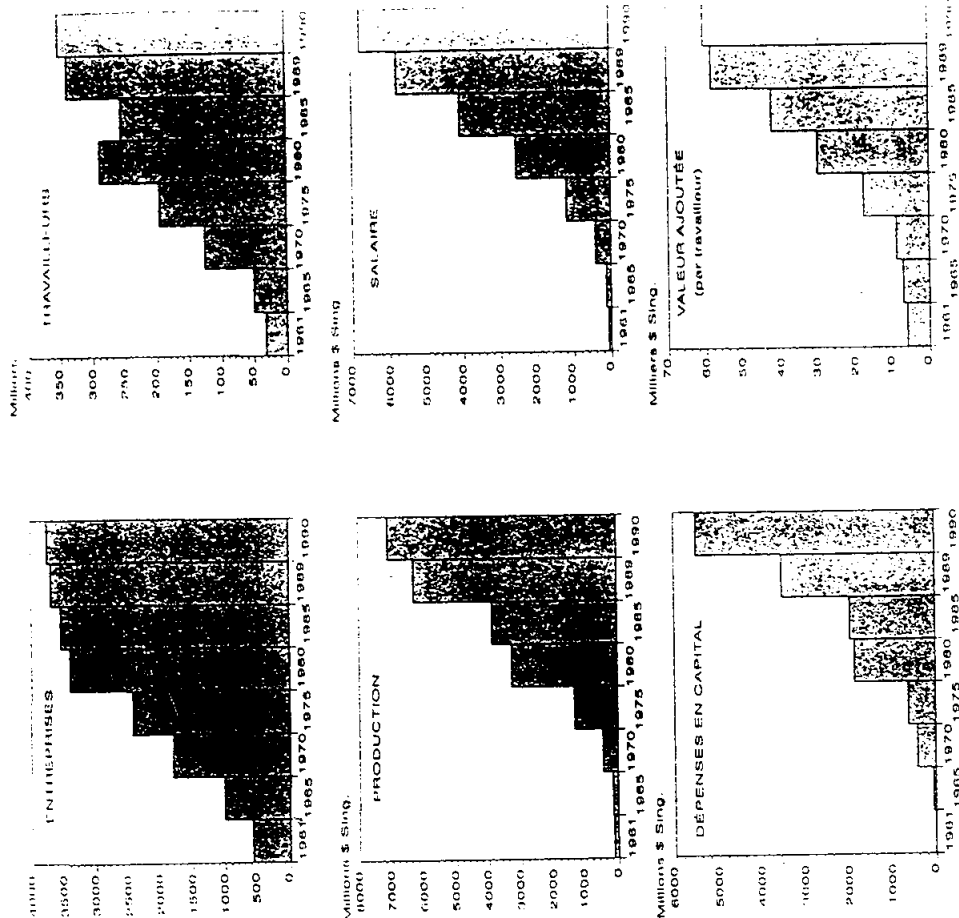
L'incitation à la bonne conduite, à l'unité, à l'adhésion au projet de société défini par les gestionnaires de l'État est omniprésente. Elle se réalise à travers le réseau éducatif contrôlé par l'État et par celui des médias locaux, eux aussi totalement soumis. Elle s'appuie en second lieu sur un impressionnant réseau de centres communautaires et de comités consultatifs, disséminés à travers l'île et agissant comme autant de courroies de transmission des directives du parti au pouvoir, le PAP. En troisième lieu, cette incitation fait partie intégrante de la gestion du travail, le syndicalisme étant essentiellement, lui aussi, contrôlé par l'État qui en profite pour imposer aux employeurs et aux employés un niveau d'épargne exceptionnel. Grâce au *Central Provident Fund*, sorte de fond d'assurance auquel adhèrent d'office tous les salariés, ceux-ci disposent d'une épargne équivalente à 40 % de leur salaire.

Au total, l'encadrement de la population est réalisé à travers une panoplie de règles de comportement civil à la fois spécifiques, telles des interdictions, ou globales, tels des slogans. Depuis le début des années soixante, ceux-ci, dont certains ne sont pas sans rappeler la Chine populaire, sont affichés partout dans l'île : la *rugged society* (la société aguerrie), la *clean society* (la société propre), la *vibrant society*. Le discours implicite est à peu près ceci : la société singapourienne est plus éduquée, plus performante, plus fortunée que ses voisins qui l'envient et qui pourraient même, comme jadis, la menacer. Elle a atteint un niveau et un mode de vie se rapprochant du modèle de la société industrielle et a choisi comme langue d'administration l'anglais, langue mondiale, devant les autres langues officielles, les langues locales : le chinois, le tamoul et le malais lequel est pourtant la *lingua franca* régionale et possède à Singapour le statut honorifique de langue nationale. Pour préserver cette excellence, ce caractère unique, l'élite singapourienne, c'est-à-dire la totalité de la population, doit se serrer les coudes, République oblige, et faire preuve de discipline.

Enfin, ceci expliquant tout cela, le ciment même de cette adhésion est la croissance et la prospérité de l'économie singapourienne (fig. 56), laquelle se traduit aux yeux des citoyens par la qualité des services sociaux, l'accès à l'emploi, à la propriété du logement et à la consommation. Mais une condition même de cette prospérité réside dans le perpétuel remaniement de l'infrastructure de l'île, le démantèlement des gens et du territoire. On peut même émettre l'hypothèse que la situation d'instabilité locale dans laquelle est placée la majorité des Singapouriens conditionne ceux-ci à un niveau d'allégeance supérieur, celui de l'État tout entier, de son territoire et de sa gestion. Car le bouleversement ultime à Singapour est bien celui du territoire.

III. La révolution du territoire

Ce bouleversement du territoire a fait et continue à faire l'objet d'une planification où l'on retrouve plusieurs des principes et objectifs traduits dans les plans de Stamford Raffles. Le fondateur colonial de Singapour (ch. 3). Premièrement, le zonage des fonctions demeure une préoccupation essentielle, donnant lieu à de multiples interventions visant à améliorer les infrastructures. Deuxièmement, le déplacement dirigé, voire contraint, des populations, aux fins du maintien ou du développement de ce zonage fait partie intégrante de la dynamique de l'aménagement à Singapour. Troisièmement, au-delà des préoccupations urbaines, mercantiles et éventuellement productivistes, la préoccupation naturaliste hante véritablement les dirigeants de la cité-État : le projet de Raffles pour l'établissement d'un jardin botanique, effectivement réalisé dès 1822, était prémoniteur d'un objectif encore vivace dans le projet urbain singapourien : la domesti-



1\$ Sing. = 0,33\$ U.S. (1961)
1\$ Sing. = 0,55\$ U.S. (1990)

Source: Singapore Department of Statistics 1993

Le zonage des fonctions

Depuis le début des années soixante, des quartiers urbains entiers couvrant des centaines d'hectares ont été rasés puis, dans la majorité des cas, immédiatement reconstruits. La cadence d'ouverture des chantiers est telle que la ville, l'île tout entière ressemblent souvent à un chantier. Mais tout cela relève d'une planification qui n'a cessé de se resserrer. Même si la frénésie de démolition des premières années s'est ralentie, le centre a complètement changé de visage, sa tertiarisation étant presque achevée. Le centre des affaires, la City, est dominé par de grands édifices abritant pour la plupart des banques. Sur sa bordure, quelques îlots résidentiels ont été épargnés, *in extremis*. Tourisme oblige.

Le domaine urbain a bien sûr fait l'objet d'une expansion considérable, d'une part avec l'établissement des zones industrielles et d'autre part avec l'aménagement des villes dortoirs par le HDB. Chacun de ces développements a impliqué une modification profonde du territoire. Ce fut notamment le cas du parc industriel de Jurong. Le site futur n'avait en 1962 qu'un seul atout apparent : une bonne accessibilité sur les marges occidentales de la ville. Mais il fallut, avant que les usines ne puissent y être érigées, aménager le terrain même, en comblant des marécages et en gagnant de l'espace sur la mer : au total 43 km². D'autres grands travaux furent nécessaires pour préparer le site des immenses villes nouvelles comme Toa Payoh ou Queenstown, ou même l'aéroport de Changi.

En fait, la quasi-totalité des Singapouriens de plus de vingt ans ont dû déménager au moins une fois dans l'île au cours de leur vie. La répartition de la population a été considérablement modifiée par l'autorité publique au cours des dernières décennies. Les fortes densités de *Chinatown* ont été dispersées, puis partiellement recrées dans des villes nouvelles. Les populations malaises ont elles aussi été dispersées. Au fil de cette nouvelle répartition, le développement de l'infrastructure routière a suivi avec, notamment, la mise en place d'un réseau d'autoroutes reliant les villes et parcs industriels nouveaux entre eux et avec le centre : ainsi deux axes parallèles à la côte, desservant le sud de l'île et des radiales intègrent toute la partie nord. Cela a permis une croissance exceptionnelle du parc automobile privé. A un point tel que Singapour a dû se doter d'un système de transport collectif sur rail, le *Mass Rapid Transit* (MRT), dont les premières stations ont ouvert leurs portes en 1988. En attendant la décongestion qui doit en résulter, la circulation automobile est étroitement réglementée, notamment dans le centre-ville. L'utilisation de chaque parcelle du territoire national est désormais étroitement planifiée et inscrite dans le dernier Plan directeur, celui de 1985.

En 1970, les agriculteurs de la cité-État assuraient encore 50 % des besoins en fruits et légumes et près de 100 % des besoins en volailles et viande de porc. Depuis, leurs terres ont été en majeure partie reprises par l'État et ils font l'objet de nouveaux démantègements, dans un contexte où la spécialisation des espèces ne cesse de s'accroître. Cela n'empêche pas les autorités d'innover dans le domaine agricole avec l'ouverture de parcs agro-technologiques et le développement de l'aquaculture. Les considérations écologistes sont même de plus en plus respectées. Aussi, en juillet 1987, la dernière entreprise d'élevage du porc a été fermée. Trop polluante pour les eaux, cette activité avait été réduite à compter de 1980. On se tourne maintenant vers une meilleure utilisation des eaux environnantes. Même la pisciculture « terrestre » est de plus en plus remplacée par la pisciculture marine, en viviers. Grands exportateurs d'orchidées et de poissons d'aquarium, les Singapouriens sont de plus en plus préoccupés par la domestication de la nature.



Photo 14. Le centre des affaires de Singapour surplombant la rivière du même nom et l'ancien centre colonial, dont le Cricket Club, en voie de rénovation.

La domestication de la nature

Cette domestication, c'est d'abord celle de l'île même de Singapour dont la forme est constamment modifiée au fil des projets de poldérisation et d'endiguement des estuaires dont le HDB est généralement le maître-d'œuvre. Face à l'étroussure du territoire national et à un problème d'approvisionnement en eau de la cité-État, on utilise les grands moyens. D'après les sources officielles, le territoire singapourien couvrait 581 km² en 1959 et 633 km² en 1990, l'île principale comptant pour environ 585 km², et les petites îles environnantes pour 48 km². Il est en réalité impossible de mesurer avec exactitude et une fois pour toutes la dimension du territoire national et de ses composantes. Une chose est certaine, il ne cesse de s'étendre : selon des prévisions récentes, il devrait atteindre 730 km² en l'an 2000.

Déjà en 1820 des travaux de comblement des marais côtiers avaient été réalisés. La progression des côtes sur les bas-fonds entourant Singapour n'ayant jamais cessé depuis. On estime aujourd'hui qu'environ 10 % du territoire national, soit plus de 60 km², ont été conquis sur la mer. Cette conquête s'est considérablement accélérée au cours des deux dernières décennies, tant dans l'île principale que dans celles situées en face de Jurong. Le HDB et le JTC étant les principaux gestionnaires des immenses travaux nécessaires. Les matériaux utilisés pour le remplissage, autrefois prélevés à même les collines du centre de l'île, proviennent de plus en plus des îles environnantes, dont certaines appartiennent à l'Indonésie.

Le pourtour de l'île apparaît d'autant plus modifié que, depuis une dizaine d'années, on procède à l'endiguement des bords et estuaires à mangroves du nord de l'île. L'oc-

réservoirs d'eau douce dont dispose la cité-Etat, et qui couvrent 60 km², se trouvent à l'intérieur de digues, surtout sur le versant occidental de l'île. C'est ainsi que Singapour réduit sa dépendance à l'endroit de la Malaisie, même si près de la moitié des besoins est encore assurée par l'aqueduc qui traverse la jetée d'un kilomètre reliant l'île à la péninsule malaise. Enfin, les infrastructures de drainage ont été considérablement développées partout dans cette île soumise à d'abondantes pluies de mousson (en moyenne plus de deux mètres par année), lesquelles atteignent leur plus grande intensité en décembre, lorsque 30 centimètres d'eau peuvent s'abattre au sol en une journée.

Non contents de gagner du terrain sur la mer et de l'endiguer à des fins d'approvisionnement, les Singapouriens l'ont maintenant intégrée à la ville même. Alors qu'à la fin des années soixante-dix le centre des affaires donnait encore directement sur la mer, c'est maintenant une large baie enserrée par des polders qui s'étend au pied du centre-ville. La rivière Singapour, encore dangereusement polluée en 1981, a été totalement assainie depuis et se jette désormais dans cette *Marina Bay* bordée de jardins et de grands complexes hôteliers érigés sur des terres conquises sur la mer (Marina South et Marina East) (fig. 57). La gestion de l'eau est à vrai dire poussée très loin. Les rivières Ceylang et Kallang ont également été assainies; le bassin Kallang, dans lequel elles se jettent et qui constituait au début des années soixante l'une des principales concentrations de taudis, rappelle la baie d'Aberdeen à Hong-Kong, est maintenant un étang de villégiature ouvert au public. Des plages ont été dégagées tant sur ses rives que sur la côte est et ailleurs sur le pourtour de l'île. Un grand bassin d'eau de mer a été creusé dans l'île de Sentosa, transformée en parc et reliée à l'île-mère par un téléphérique.

L'aménagement d'espaces de récréation et de détente, tant au cœur des villes nouvelles que partout à travers l'île, est devenu un élément marquant du paysage changeant du pays et de l'encadrement de sa population. L'embellissement même de l'île est

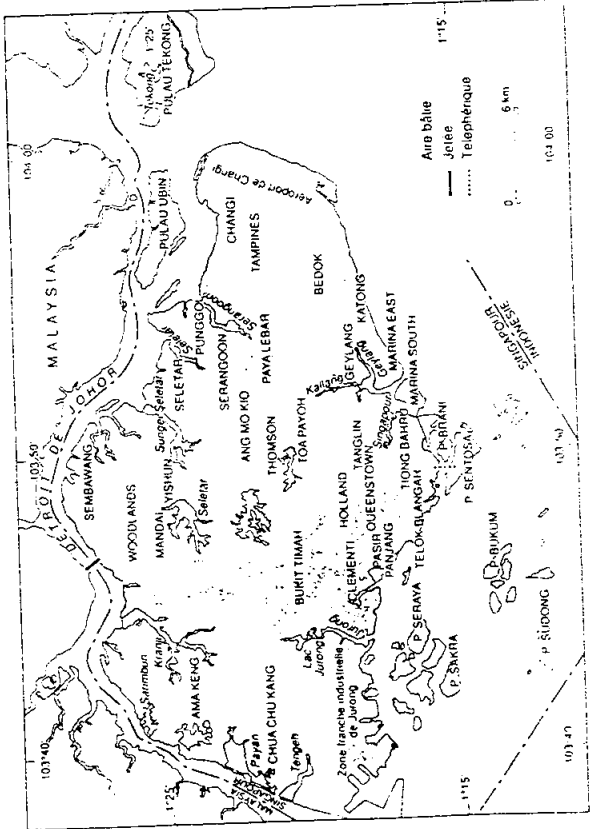
une préoccupation constante. À mesure que celle-ci s'urbanise (fig. 57), on redouble d'efforts pour la verdoyer. Même si au total les espaces verts perdent beaucoup de terrain, du fait du recul de l'agriculture, ceux qui restent font l'objet d'un jardinage attentif. Aux 34 parcs publics couvrant 3 500 hectares s'ajoute la Réserve naturelle, située parmi les collines du centre de l'île, couvrant 66 hectares et abritant une forêt ombrophile d'origine. Le Jardin botanique, quant à lui situé au cœur même de la ville, contient plus de 2 000 espèces végétales dont plusieurs récemment introduites et destinées à être implantées ailleurs dans l'île. De telles initiatives concernent également le domaine de la faune, particulièrement les oiseaux. Non seulement procède-t-on à des lâchers d'oiseaux pour en repeupler l'île, mais Singapour abrite aussi, au cœur même de la zone industrielle de Jurong, un parc de 20 hectares, aménagé pour accueillir plus de 300 espèces différentes. Chantier perpétuel, la *Global City*, comme aime à l'appeler ses dirigeants, continue paradoxalement peut-être, à chercher ses racines dans la nature tropicale. Car les ambitions de la petite république insulaire sont devenues planétaires.

IV. Une cité globale

Malgré l'importance des relations commerciales entretenues avec les pays de l'ASEAN et en particulier la Malaisie, l'économie singapourienne est largement intégrée à l'économie mondiale : les principaux partenaires sont désormais les États-Unis et le Japon. Certes des liens organiques sont maintenus avec les pays voisins : après tout, une partie de l'approvisionnement en eau de la cité-Etat provient de la péninsule malaise et Singapour achète de la terre dans les îles indonésiennes, certaines étant même le lieu d'un transfert de cet élevage porcin désormais interdit sur le territoire national. Un tel transfert concerne même les activités industrielles. En effet, il existe des liens étroits entre les intérêts et capitaux singapouriens et l'essor des zones franches malaysiennes et surtout celle de l'île indonésienne de Batam située à vingt kilomètres au sud-est de Singapour. D'ailleurs c'est de Singapour qu'est dirigé le « triangle de croissance » industrielle dont font partie le sud de Johor et l'archipel indonésien des îles Riau. Enfin, l'armée singapourienne bénéficie de facilités d'entraînement dans les forêts du sultanat de Brunei.

Mais au total la part des relations économiques entretenues avec les grands pays industriels, tout comme l'ensemble du commerce extérieur, s'accroissent constamment. En témoigne l'essor du port de Singapour où le volume du trafic a plus que triplé entre 1976 et 1990 (moins de 60 à près de 190 millions de tonnes). L'île s'industrialise certes mais le commerce extérieur est d'une nature unique au monde. En 1990, la valeur totale des exportations et des importations était égale à trois fois celle du PIB; elle atteignait presque le double de la valeur de celles de l'Indonésie; enfin les deux tiers des biens et services produits étaient exportés. Ce commerce extérieur est aujourd'hui réalisé à une échelle vraiment planétaire, tous les grands pays et toutes les régions du monde échangeant avec Singapour. Ainsi, en 1989, ces échanges qui atteignaient 205 milliards \$ U.S. (le double de 1981) étaient réalisés pour près de 20% avec les États-Unis, pour presque autant avec les pays de l'ASEAN, Malaysia en tête, pour 16% avec l'ensemble de l'Europe, pour autant avec le Japon, etc.

Pendant une vingtaine d'années, de 1965 à 1984, l'économie singapourienne a connu une croissance forte et soutenue, le taux moyen au cours des années soixante-dix atteignant près de dix pour cent. Malgré un sérieux ralentissement en 1985 et 1986, la croissance reprit dès 1987. Une telle reprise s'explique en bonne partie par la capacité d'adaptation dont ont fait preuve les économistes et les habitants du pays : dénationalisation



La photographie non autorisée est un délit.

partielle de plusieurs secteurs, transferts d'investissements hors du secteur hôtelier, saturé, vers le secteur industriel et notamment vers l'électronique de pointe, incitation à l'investissement de l'épargne locale, qui atteignait 42 % des revenus en 1990, soit le taux le plus élevé dans le monde. L'État singapourien, qui n'a à peu près aucune dette extérieure, dispose lui-même de réserves monétaires étrangères considérables, équivalentes à la moitié de celles du Japon, soit 34 milliards de \$ US en 1991.

À cet égard, Singapour se trouve dans une position avantageuse devant Hong-Kong, qui est tout à la fois son partenaire et son rival comme agent de la mondialisation des économies de l'Asie du Sud-Est et de la Chine. Dans la république insulaire, le taux d'investissement intérieur brut est encore largement positif alors que dans la colonie britannique il est négatif, une partie des capitaux ayant tendance à s'enfuir à l'approche de l'échéance de 1997, alors qu'e la colonie tombera sous la tutelle de la Chine. Sur plusieurs autres plans, Singapour rivalise avec Hong-Kong : PIB per capita comparable, croissance annuelle forte, faible inflation, solide base industrielle et essor plus important encore de la fonction de service. Dans le cas de Singapour, ce rôle demeure étroitement lié à sa position centrale, au sein de l'ASEAN, sur les plans géographique, politique, commercial et financier. La cité-État est ainsi conditionnée à la croissance, son principal atout résidant dans sa capacité d'adaptation aux fluctuations de l'économie mondiale. Il en résulte une société contrainte à la primauté des valeurs matérielles remodelant sans cesse un territoire exigu, en révolution permanente, le bouleversement du territoire étant en quelque sorte devenu un véritable mode de gestion sociale.

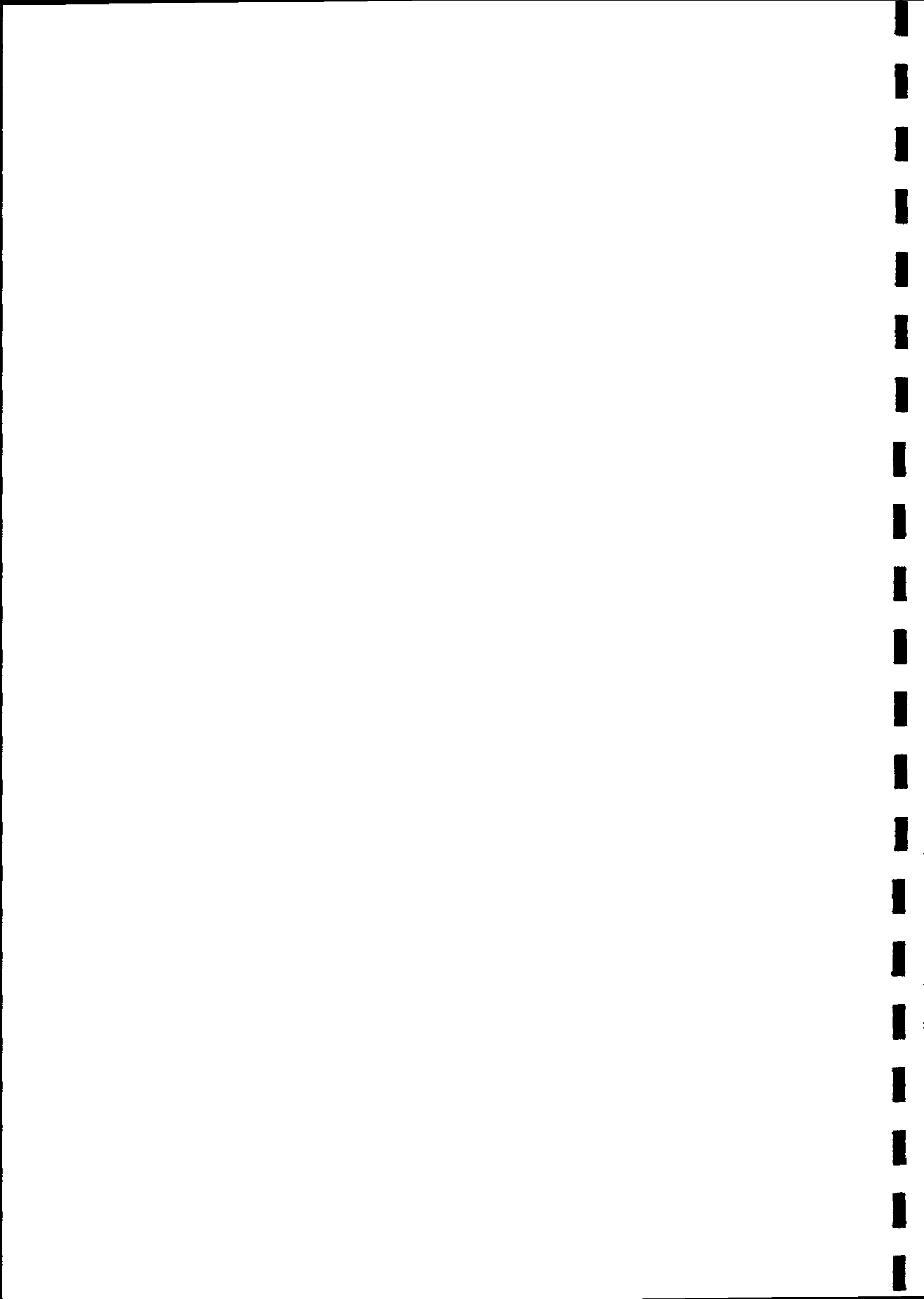
Orientation bibliographique

- BLANADET R., *Singapour et la Malaisie*, Nathan, Paris, 1993.
DE KONINCK R., *Singapour. Un atlas de la révolution du territoire*, RECLUS, Montpellier, 1992.
MARGOLIN J.L., *Singapour 1959-1987*, L'Harmattan, Paris, 1989.
RÉGNÉ Ph., *Singapour et son environnement régional*, PUF, Paris, 1987.
SANDHU K.S. et WHEATHLEY P., éd., *Management of Success. The Moulding of Modern Singapore*, ISEAS, Singapour, 1989.

Asie du Sud-Est insulaire (Voir notes p. 360)

INDICATEUR	UNITÉ	BRUNÉI	HONG KONG	INDONÉS ^a
Capitale		Bandar S.B.	Hong Kong	Jakarta
Superficie	km ²	5 770	1 045	1 913 000
Développement humain (IDH) ^c		0,847	0,913	0,515
Population (*)	million	0,27	5,8	191,2
Densité	hab./km ²	46,8	5 550	99,9
Croissance annuelle ^c	%	2,6	0,9	1,9
Indice de fécondité (ISF) ^a		3,4 ^h	1,4	3,1
Mortalité infantile ^a	‰	11 ^b	6	65
Espérance de vie ^a	année	73,5 ^b	78	63
Population urbaine ^a	%	58 ^b	94	61
Analphabétisme ^b	%	14,0	10,0	23,0
Scolarisation 12-17 ans ^b	%	..	88,5	65,9
Scolarisation 3 ^e degré	%	..	13,1 ^d	8,9 ^k
Téléviseurs ^b	‰/hab.	233	274	50
Livres publiés	titre	25 ^b	4 851 ⁱ	1 510 ^b
Nombre de médecins ^a	‰/hab.	0,59	1,01	0,13
Armée de terre	millier d'h.	3,6	—	215
Marine	millier d'h.	0,55	—	44
Aviation	millier d'h.	0,3	—	24
PIB	milliard \$	2,35 ^e	77,30 ^a	127,4
Croissance annuelle	%	-2,0 ⁱ	6,9	5,8
1980-91	%	1,0 ^a	5,0	5,7
Par habitant	\$	9 101 ^e	13 200 ^a	666
Dettes extérieures totales	milliard \$	0,147 ^k	13,18 ^b	77,9
Service de la dette/Export.	%	..	..	32,9
Taux d'inflation	%	2,0	9,7	5,0
Dépenses de l'état	% PIB	4,9 ⁱ	2,7 ^e	0,9 ⁱ
Éducation	% PIB	10,5 ⁱ	—	1,3
Défense	million \$	25,26	..	162,9
Production d'énergie ^b	million TEC	3,97	10,36	55,4
Consom. d'énergie ^b	million TEC	2 000	123 430	28 300
Importations	million \$	2 300	119 512	33 000
Exportations	million \$	..	..	..
Principaux fournisseurs	%	PCD 52,6 ^a	Jap 16,4 ^a	Jap 24,5
	%	R-U 23,4 ^a	PVD 63,3 ^a	E-U 13,1
Principaux clients	%	Sin 34,2 ^a	Chi 37,7 ^a	CEE 16,2
	%	Jap 52,5 ^a	E-U 22,7 ^a	Jap 36,9
	%	R-U 9,1 ^a	CEE 17,4 ^a	E-U 12,0
	%	PVD 31,4 ^a	Chi 27,1 ^b	CEE 12,8

MACAO	MALAISIE	PHILIPPINES	SINGAPOUR	TAIWAN
Macao	Kuala Lumpur	Manille	Singapour	Taipei
16	329 750	300 000	618	35 980
..	0,790	0,603	0,849	..
0,49	18,8	65,2	2,8	20,6
30 625	57,0	217,3	4 531	5 725
3,3	2,6	2,4	1,3	0,9
..	3,5	3,9	1,8	..
13 ^h	20	40	8	7 ^h
68 ^h	71	65	74	73 ^h
99 ^b	43	43	100	67 ^e
20,6 ⁱ	21,6	10,3	12,0	7,4 ^e
..	70	71,9 ^e	86,4	..
..	7,2 ^b	26,5 ^e	..	..
73	148	48	376	222 ⁿ
..	4 578 ^b	1 112 ^b	1 927 ^m	..
1,08	0,37	0,15	1,19	1,03
..	105	68	45	260
..	10,5	23	4,5	30
..	12	15,5	6	70
2,9 ⁱ	45,79 ^a	49,95	43,91	200,4
7,0 ⁱ	5,6	1,2	7,1	8,2 ⁱ
..	8,1	0,0	5,8	6,7
6 304 ⁱ	2 490 ^a	757	15 682	9 728
..	21,44 ^a	29,8	16,5	1,15 ^a
..	8,4 ^a	23,2 ^a	..	..
9,0 ^a	4,7	8,1	1,8	4,5
..	5,5 ^b	3,0 ^b	3,8 ⁱ	5,2 ⁿ
..	3,7 ^a	1,9	5,4 ⁿ	5,0
..	61,45	2,56	..	15,8 ⁿ
0,49	26,95	18,76	15,08	53,8 ⁿ
1 856 ^a	38 500	15 928	72 100	72 000
1 637 ^a	37 100	9 690	63 400	81 500
Chi 22,7 ^a	PCD 62,7 ^a	Jap 19,4 ^a	Jap 21,1	Jap 28,9
H-K 35,9 ^a	Jap 26,1 ^a	E-U 20,2 ^a	E-U 16,5	E-U 21,9
Jap 15,8 ^a	PVD 36,7 ^a	PVD 43,4 ^a	Mal 14,7	RFA 5,4
E-U 32,0 ^a	E-U 16,9 ⁿ	E-U 35,7 ^a	E-U 21,1	E-U 28,9
CEE 37,4 ^a	Jap 15,9 ^a	Jap 20,0 ^a	Mal 12,5	HK 18,9
H-K 13,4 ⁿ	Sin 23,3 ^a	CEE 18,6	HK 7,8	Jap 10,9

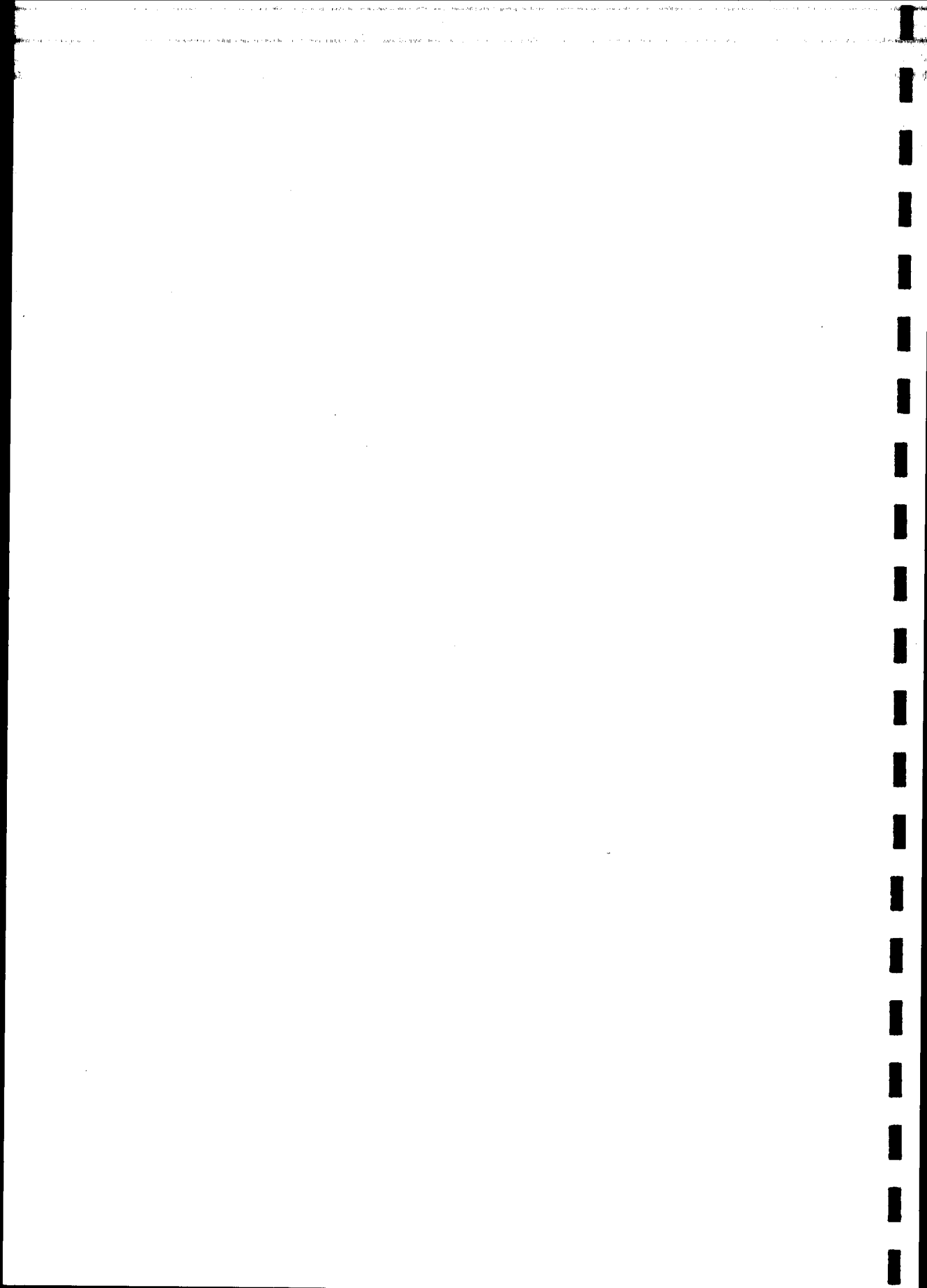


COLLEGE **I**NTERARMÉES **D**E **D**EFENSE



FICHE

SESSION 1994 - 1995



SINGAPOUR

HISTOIRE

Le nom Singapour vient de SINGA qui signifie LION, et PURA qui signifie VILLE. SINGAPOUR veut dire ville du lion, nom donné par un prince du 14ème siècle qui prétendait avoir vu la fauve sur les lieux .

Jusqu'au 19ème siècle, l'île de Singapour était la propriété du Sultan de Malaisie.

En 1819, elle passe sous la souveraineté Britannique, après un acte de transfère négocié auprès du SULTAN de MALAIS, pour permettre à la Compagnie des Indes Orientales de concurrencer sa rivale Néerlandaise .

En 1941, les Japonais battent les Anglais et contrôlent SINGAPOUR qu'ils incitent à se rattacher à la grande Asie .

De 1946 à 1959, elle affirme son autonomie interne, puis dans le Commonwealth .

*1959, LEE KUAN YEW fonde la République de SINGAPOUR

* 1963, le pays entre dans la Fédération de la grande Malaisie (Malaisie, Sarawak, Sabah, Brunei)

*18 Août 1965, Singapour se retire de la Fédération, et proclame son INDEPENDANCE TOTALE le 15 OCTOBRE 1965, sous la direction de LEE KUAN YEW, qui gouvernera avec Autorité jusqu'en 1990 .

GEOGRAPHIE

Minuscule état de l'Asie du sud-est, Singapour est une petite île située au sud de la Malaisie et au nord de l'Indonésie en Mer de Chine .

1994	Singapour	France
Population	3 100 000 hab.	56 900 000 hab.
Superficie	633 km ²	549 000 km ²
Densité	4840 hab/km ²	104 hab/km ²
Cap Singapour	3 000 000 hab	
Accroissement annuel	1,1% soit 35 000 hab	0,4% soit 250 000 hab

Principaux traits de la population :

*La population masculine est supérieure à celle des femmes (effet de l'immigration de années 60) .

*Plus de 55% de la population est comprise entre 20 et 50 ans (tranche d'âge productive) . Elle compte 75% de chinois, 15% de malais, 7% d'Indiens 3% d'Européens .

L'espérance de vie est de 75 ans (autant qu'en Europe) .

*Principales langues : le chinois, le malais, l'anglais, le tamoul .

*Principales Religions : le bouddhisme 28%, le christianisme 19%, l'islam 16%

Climat : il est du type équatorial, chaud et humide toute l'année .

Les températures varient entre 24°C et 35°C ; au mois de mai il fera environ 25°C .

POLITIQUE

Nom officiel: **République de SINGAPOUR**

Le Président de la République est élu pour six ans, **son rôle est représentatif**

Le Premier Ministre **est le véritable homme fort du pays.**

Le Parlement est composé de 81 députés élus pour cinq ans .

Singapour compte sept partis dont un parti état, le Parti de l'Action du Peuple (PAP) qui détient à lui seul 77 sièges au parlement et six partis d'opposition qui tentent d'émerger .

La constitution prévoit la désignation de trois députés sans droit de vote, au sein de l'opposition si celle-ci n'a pas obtenu des sièges par la voie des urnes .

Un Conseil Présidentiel, est chargé de veiller sur les droits des minorités, et l'égalité entre les différentes communautés ethniques et religieuses.

Singapour a été identifié pendant depuis les années 47 à un homme : **MR LEE KUAN YEW** fondateur du PAP et premier ministre de 1947 à 1990 .

BON A SAVOIR

*Décalage horaire = **H+7**

*Pour téléphoner de Singapour : composer **le 005+33+votre Numéro** . Des cartes à puces sont vendues dans les bureaux de poste et les papeteries .

*Information :BBC sur 88,8 Mhz ; RFI :dans les bandes de :13,16,19,25, mètres

*Taux de change **1\$S=3,60 FF=0,6 \$ US** (cours d'été 94)

*Il existe des distributeurs automatiques d'argent qui marchent à la **carte VISA** .

*Le marchandage des prix est courante, et vivement conseillé .

*A voir : le temple de 1000 lumières, la mosquée du sultan, le musée national .

*La gastronomie singapourienne est à l'image de la diversité de sa population . L'on peut manger chinois, hindou, malais tamoul ou européen . Les restaurants sont très animés le soir .